

@

RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE



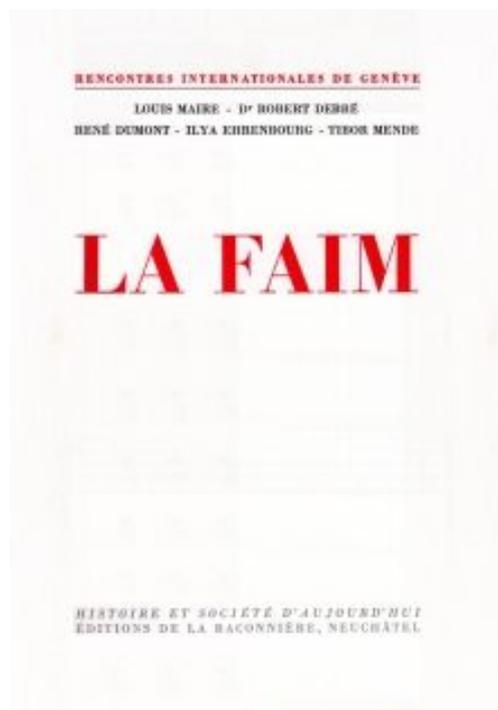
TOME XV
(1960)

LA FAIM

Louis MAIRE – Dr Robert DEBRÉ
René DUMONT – Ilya EHRENBURG
Tibor MENDE

La faim

Édition électronique réalisée à partir du tome XV (1960) des Textes des conférences et des entretiens organisés par les Rencontres Internationales de Genève. Les Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1960, 356 pages. Collection : Histoire et société d'aujourd'hui.



Promenade du Pin 1, CH-1204 Genève

La faim

deuxième de couverture

Au moment où les hommes sont en train de conquérir les espaces interplanétaires, les deux tiers de la population du globe souffrent de la faim. Et cette situation paradoxale s'aggrave de jour en jour. Certes, des organismes internationaux s'émeuvent. La FAO a engagé une vaste action en vue d'augmenter les ressources alimentaires.

Mais les obstacles à surmonter sont redoutables. Il y a les données physiques d'abord. Il y a l'accroissement de la natalité. Selon les services démographiques de l'ONU, la terre, obligée de nourrir aujourd'hui près de 3 milliards d'êtres humains, en comptera plus de 5 milliards en l'an 2000, 25 milliards en 2150... Par ailleurs, le quart de la population du globe, qui compose les pays au standard de vie élevé, où règne le gaspillage, exploite les matières premières de peuples « sous-développés » trois fois plus nombreux. Or les pays neufs se réveillent et tendent à s'industrialiser à leur tour.

Et la mentalité des peuples est en pleine évolution. Ceux qui pâtissent de conditions de vie misérables ne croient plus à la fatalité de leur sort. Ils ne veulent plus subir l'histoire, mais la faire. D'autre part, les peuples qui se sont acquis un statut privilégié éprouvent une sorte de mauvaise conscience, inconnue dans le passé. Une solidarité morale se greffe ainsi sur la solidarité de fait qui découle de l'universalisation de la technique.

Les mesures à prendre exigent beaucoup de moyens : de l'argent, de l'outillage, des cadres. Mais elles requièrent avant tout une volonté constructive. Rien de vraiment efficace ne peut être entrepris sans une conscience lucide des conditions réelles. C'est dans ces perspectives que les RIG ont envisagé le thème mis en discussion. Elles ont espéré clarifier les problèmes essentiels, et par là même les possibilités de remédier à un état de choses dont la gravité devait être proclamée.

TABLE DES MATIÈRES

(Les tomes)

[Avertissement - Introduction](#)

DISCOURS D'OUVERTURE : [Alfred Borel](#) — [Antony Babel](#) : La faim est-elle une fatalité ?

*

[LOUIS MAIRE](#) : [La faim, problème mondial](#). Conférence du 31 août.

PREMIER ENTRETIEN PUBLIC : [Unir les hommes contre la faim](#), le 1^{er} septembre.

[Robert DEBRÉ](#) : [La faim et l'enfant](#). Conférence du 1^{er} septembre.

DEUXIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [La faim, un problème insoluble ?](#), le 2 septembre.

[Ilya EHRENBORG](#) : [La faim et le désarmement](#). Conférence du 5 septembre.

TROISIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Ampleur et nature d'une aide](#), le 3 septembre.

QUATRIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Désarmement et surpopulation](#), le 6 septembre.

[René DUMONT](#) : [Faim dans le monde et responsabilité des hommes](#). Conférence du 6 septembre.

CINQUIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Crépuscule de l'homme blanc ?](#) le 7 septembre.

ENTRETIEN PRIVÉ : [Problèmes indiens](#), le 8 septembre.

ENTRETIEN SPÉCIAL : [La jeunesse devant le problème de la faim](#), le 8 septembre.

[Tibor MENDE](#) : [La faim et la paix](#). Conférence du 8 septembre.

SIXIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Une révolution permanente](#), le 9 septembre.

SEPTIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Un monde uni contre la faim](#), le 10 septembre.

*

[Index](#) : [Participants aux conférences et entretiens](#).

@

AVERTISSEMENT

@

p.007 Les Rencontres Internationales de Genève ne prennent aucune résolution, ne lancent aucun message, ne définissent aucune revendication. Elles se sont attribuées un rôle plus modeste, mais néanmoins profondément humain ; celui de mettre l'accent, aux moments décisifs, sur les véritables besoins des hommes. Il y a des thèmes qui appellent l'action ; encore doivent-ils être proclamés pour ne pas être oubliés.

C'est pourquoi les R.I.G., plus que jamais, jugent nécessaire de publier en un volume annuel les conférences et les entretiens de leurs décades.

Les textes des conférences sont publiés ici *in extenso*. Ils sont suivis du compte rendu sténographique de tous les entretiens, allégés de certaines digressions et adaptés à une lecture suivie.

Dans l'index alphabétique placé à la fin du volume, le lecteur trouvera les noms des participants aux entretiens avec la référence de leurs interventions.

@

La faim

Le Comité d'organisation des Rencontres Internationales de Genève est heureux de pouvoir exprimer ici sa gratitude à ceux dont l'appui généreux lui a permis d'assurer le succès de ces XV^{es} R.I.G., et tout particulièrement à l'UNESCO et aux autorités cantonales et municipales de Genève.

INTRODUCTION

@

p.009 Au moment où les hommes sont en train de conquérir les espaces interplanétaires, les deux tiers de la population du globe souffrent de la faim. Et cette situation paradoxale s'aggrave de jour en jour. Certes, des organismes internationaux, officiels ou non, s'émeuvent. La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) a engagé une vaste action en vue d'augmenter dans toute la mesure du possible les ressources alimentaires ; elle multiplie ses efforts pour que le rythme de la production des aliments dépasse celui de l'augmentation croissante des populations.

Mais les obstacles à surmonter sont redoutables.

Il y a les données physiques d'abord. Le fait, par exemple, que les mers couvrent 70 % de la surface du globe ; qu'il reste peu de terres neuves à cultiver ; que bien des matières premières paraissent en voie d'épuisement.

Il y a l'accroissement de la natalité. Selon les services démographiques de l'ONU, les naissances l'emportent sur les décès dans une proportion telle qu'à vue humaine, la terre, obligée de nourrir aujourd'hui près de 3 milliards d'êtres humains, en comptera plus de 5 milliards en l'an 2000, de 25 milliards en 2150... Un tel accroissement est sans précédent dans l'histoire, puisqu'il a fallu des centaines de milliers d'années pour arriver au chiffre actuel. On peut observer à ce propos que les pays au sujet desquels on parle aujourd'hui de « surpopulation », tels que l'Inde ou la Chine, ont en réalité une population de moins forte densité que la Belgique ou la Grande-Bretagne, par exemple.

Mais c'est qu'alors d'autres aspects de la question interviennent : le quart de la population du globe, qui compose les pays les plus industrialisés et au standard de vie élevé, où règne même le gaspillage, exploite les matières premières de peuples « sous-développés », trois fois plus nombreux. Or, les pays neufs, dépositaires de vieilles civilisations, se réveillent aujourd'hui, tendent à s'industrialiser à leur tour, donc à utiliser eux-mêmes les ressources de leur sol...

D'autres facteurs encore entrent en jeu : en particulier ceux qui tiennent au progrès de l'hygiène et de la médecine. De 30 ans environ, avant la Révolution,

La faim

la durée moyenne de la vie humaine est passée en Europe à 57 ans en 1930, à 67 ans en 1955. En Inde même, où 50% des habitants meurent avant leur vingtième année, l'espérance de vie, de 25 ans en 1950, est aujourd'hui déjà de 32 ans.

p.010 Et les données statistiques ne prennent évidemment de signification concrète qu'en liaison avec la vie politique, morale, religieuse.

On peut constater à ce propos que la mentalité des peuples est en pleine évolution. Ceux qui pâtissent de conditions de vie misérables ne croient plus à la fatalité de leur sort ; ils entendent transformer une situation qui leur paraît transitoire ; ils ne veulent plus subir l'histoire, mais la faire. D'autre part, les peuples qui se sont acquis un statut privilégié éprouvent une sorte de mauvaise conscience, inconnue dans le passé. Une solidarité morale se greffe ainsi sur la solidarité de fait qui découle de l'universalisation de la technique. On peut dès lors espérer que cette double tendance à l'égalité, qu'elle soit revendicatrice ou animée par l'esprit d'équité, peut trouver un terrain d'harmonisation ; et que des remèdes sont possibles, au gré d'actions dûment concertées.

Les mesures à prendre exigent beaucoup de moyens : de l'argent, de l'outillage, des cadres. Mais elles requièrent avant tout une volonté constructive. Il n'est pas douteux que rien de vraiment efficace ne peut être entrepris sans une conscience lucide, et beaucoup plus généralisée, des conditions réelles et des données qu'elles comportent ; sans l'instauration d'une manière nouvelle de penser à la mesure des formidables transformations du XX^e siècle.

C'est dans cette perspective que les RIG envisagent le thème qu'elles mettent en discussion. Car il ne saurait s'agir pour elles, étant donné leur caractère permanent, de se cantonner dans le domaine de la pure information ou de la technique seulement, ni de donner dans l'édification, au sens habituel du terme. Elles espèrent avant tout que leur session permettra de clarifier les problèmes essentiels ; et par là même les possibilités de remédier à un état de choses dont la gravité doit être proclamée.

@

LOUIS MAIRE

LA FAIM, PROBLÈME MONDIAL ¹

@

p.011 L'on ne saurait trop louer les animateurs des Rencontres Internationales de Genève d'avoir choisi pour thème de leurs travaux le problème de la Faim ; on m'a demandé de traiter le problème mondial de la faim et mon propos est de « révéler », c'est-à-dire de lever le voile sur ce problème si grave, de le présenter dans son contexte et sous son aspect général et de brosser ainsi, à grands traits, la toile de fond devant laquelle se dérouleront les exposés et débats qui suivront.

Je dois dire aussi que je suis effrayé par la tâche qui m'incombe tant le problème est vaste. Le plus possible, j'éviterai de vous lasser avec des statistiques et des données qui figureront dans les notes que l'on trouvera dans l'ouvrage que publient les Rencontres Internationales en fin de leurs travaux ; par conséquent, je n'en fais pas état ici ; chacun pourra s'y référer et peut-être aurons-nous l'occasion de les aborder au cours des entretiens qui suivront les exposés.

Mais nous aurons gagné la partie que nous jouons ensemble ce soir si, quittant cette salle, nous avons mieux pris conscience de l'absurdité et du scandale qui marquent la situation dans laquelle se trouve le monde d'aujourd'hui et si nous avons acquis la conviction que tout doit être fait pour y mettre fin.

¹ Conférence du 31 août 1960.

La faim

QU'EST-CE QUE LA FAIM ?

p.012 La faim est un problème vieux comme le monde, qui n'en a épargné aucune partie au cours de l'histoire et dont l'Europe même ne s'est définitivement délivrée qu'au XIX^e siècle ¹.

La faim est aussi l'un des moteurs les plus puissants dans l'histoire de l'humanité car, dès son origine, l'homme a cherché sa subsistance quotidienne, puis a constitué — notamment sous l'influence des femmes — quelques réserves en vue de disettes indépendamment de celles destinées aux semilles futures ; le souci de la faim a pendant longtemps survécu même à la vie, témoins les provisions que certains peuples déposaient dans les tombeaux de leurs morts.

De nos jours, les pays économiquement développés sont libérés de ce fléau, qui se concentre alors plus particulièrement dans les pays en voie de développement où il est quasiment endémique ² ; encore faut-il dire que, même dans les pays les plus prospères, il existe encore des hommes, des femmes et des enfants dont l'alimentation — faute de moyens pécuniaires — n'est pas suffisante.

Là seulement où la faim a été vaincue ont pu se développer vraiment l'économie, les sciences, les arts et là seulement l'homme a pu avancer sur son chemin d'être pensant.

¹ La dernière grande famine européenne s'est produite en Irlande en 1846 et la faim du peuple a été l'une des causes de la révolution de 1848 en France.

Comme le relevait récemment, à titre d'exemple, Josué de Castro, c'est la faim endémique des petits paysans de Chine qui a fait d'eux la masse des armées de Mao Tsé-toung et « c'est la faim, la prise de conscience collective de sa réalité comme produit de l'injustice sociale, qui a poussé le peuple chinois avec décision et violence à l'aventure de la révolution communiste » (« Message de l'Orient - La victoire de la Chine contre la faim », article paru dans la *Revue Economique et Sociale*, Lausanne, avril 1960).

² Voir à ce sujet *L'Agro*, Bulletin des Elèves Ingénieurs Agronomes, n° 26, d'octobre-novembre 1959, consacré à la Faim dans le Monde (pp. 9 à 13 et 35 à 39) ainsi que d'autres ouvrages cités aussi au cours de cet exposé.

La faim

On peut tromper la faim par des subterfuges (tabac, boissons, par exemple), mais la science a prouvé que même l'ablation de l'estomac ne supprime pas la sensation de faim que seule peut apaiser une nourriture adéquate.

Disons d'emblée que lorsque, ici, nous parlons de faim, il faut entendre par là non seulement la famine proprement dite, mais aussi la malnutrition, les carences alimentaires ou les régimes d'alimentation déséquilibrés, ces derniers menaçant davantage l'homme que les animaux chez qui l'instinct crée une faim plus « sélective », c'est-à-dire un choix des aliments les plus appropriés à l'organisme. Moins spectaculaires, mais guère moins néfastes que la famine, les principales carences alimentaires, mal occulte, privent l'homme d'éléments nutritifs indispensables à sa structure complexe et ^{p.013} constituent un problème compliqué, les carences se combinant parfois avec un excès d'autres éléments ; leurs causes et effets à long terme sont trop complexes et multiples pour que nous les abordions ici ¹.

Les éléments multiples dont le corps humain a besoin lui fournissent la matière première qu'il transforme, par oxydation, en énergie, laquelle donne au corps sa chaleur et permet l'activité physique et mentale ; cette énergie s'exprime en calories ².

Mais trop souvent, on juge de l'alimentation sur la base du seul nombre des calories ingérées, négligeant ainsi les besoins en éléments fort importants, tels les sels minéraux ou les vitamines, par exemple.

¹ Voir à ce sujet *L'Agro, op. cit.*, pp. 35 à 39, et l'exposé Brock, lors du Colloque Nestlé, « Humanité et Subsistance », Vevey, avril 1960.

² Ainsi, l'on sait qu'un gramme d'hydrate de carbone produit 4,1 calories ; 1 gramme d'albumine : 4,1 calories et 1 gramme de graisse : 9,3 calories.

La faim

La science de la nutrition, en progrès constant, a permis d'établir certaines normes qui, si elles n'ont une valeur absolue et définitive, illustrent ce que serait une alimentation suffisante et rationnelle en quantité et qualité.

Ces normes, il est vrai, ne sont pas universellement valables ; elles varient selon le sexe, la nature, l'occupation des êtres humains, de même que selon le milieu et le climat dans lesquels ils vivent.

Sans entrer dans trop de détails, qu'apporteront sans doute des spécialistes au cours de ces Rencontres, voyons très rapidement de quoi a besoin l'homme moyen :

— Tout d'abord de *protéines*, seul élément apportant de l'azote ; selon divers auteurs, l'homme doit les recevoir sous forme de quelque 8 ou 10 acides aminés, lesquels constituent les protéines ; or, la carence protéinique est la forme de faim la plus générale et ses conséquences sont le retard dans la croissance, la fonte musculaire, l'œdème, la diminution de la résistance aux maladies, surtout à celles d'ordre infectieux ¹.

Particulièrement grave est la carence en protéines animales qui devraient constituer un tiers de la consommation de protéines ; un acide aminé très nécessaire, la lysine, n'est fourni que très faiblement par les céréales qui jouent pourtant un rôle de base dans l'alimentation humaine.

La consommation idéale de protéines est un sujet très controversé et les partisans du régime végétarien les excluent alors que ^{p.014} d'autres nutritionnistes en préconisent une consommation allant jusqu'à 100 grammes par jour.

¹ Josué de Castro dans *Géopolitique de la Faim* a fait remarquer que « les protéines constituent les éléments essentiels de la structure du protoplasme vivant ».

La faim

Les aliments les plus riches en protéines sont la viande, le poisson, l'œuf, le fromage, les légumineuses, qui contiennent 20 à 25 % de protéines ; le lait en contient 3,4 % ; le pain 8 %.

— L'homme a aussi besoin de *graisses* (ou lipides), éléments plus difficiles à digérer et dont les mieux acceptées sont celles du lait, puis des huiles naturelles et enfin celles des graisses animales, alors que les graisses et margarines contenant des huiles hydrogénées passent pour les moins favorables.

— Il faut encore à l'homme des *hydrates de carbone*, soit amidon et sucres, que renferment surtout les fruits et légumes, le riz, les céréales, les pommes de terre.

Le raffinage auquel sont soumis ces aliments (sucre, farine blanche, etc.) prive l'organisme de certaines vitamines et sels minéraux qu'ils contiennent à l'état naturel ; l'alimentation de guerre a démontré l'avantage de la consommation de pain fait de farine moins blanche, donc plus complète.

— Une bonne alimentation exige aussi des *sels minéraux* parmi lesquels le calcium (qui se fixe dans les os ou se retrouve à l'état soluble dans le sang), le phosphore, l'iode, le fer, le cuivre, le cobalt et d'autres encore. Une ration équilibrée doit assurer une proportion adéquate de ces divers éléments, notamment de calcium et de phosphore.

C'est le besoin en fer de l'organisme qui explique dans une large mesure la géophagie, pratique des mangeurs de terre d'Afrique et d'Amérique du Sud.

— Enfin, parlons du besoin en *vitamines*, dont je renonce à donner une liste même abrégée, me bornant à dire qu'entre elles doit régner un équilibre optimum dans la ration journalière, notion

La faim

qui prévaut aujourd'hui sur celle de consommation maximum. Disons seulement que certaines carences vitaminiques sont particulièrement néfastes ¹.

Concluons ces considérations par quelques remarques : p.015

a. Comme on le voit, l'homme peut souffrir de faims différentes (faim protéique, faim minérale, faim vitaminique) ou de plusieurs d'entre elles à la fois.

b. Si l'on cherche à établir un standard biologique, celui d'un « homme de référence », d'un homme-type, il est généralement reconnu que cet homme devrait recevoir 3.000 ou même 3.200 calories par jour ².

c. Le professeur A. Fleisch, directeur de l'Institut de physiologie de Lausanne, a récemment défini comme suit la ration « optimum » de l'homme moyen (Suisse sans doute !) :

— protéines : 30 grammes par jour au minimum, ou plutôt 1 gramme par kilo de poids corporel (dont 1/3 de provenance animale) ;

— graisses : 50 à 70 grammes par jour ;

¹ Les carences vitaminiques (avitaminoses ou hypovitaminoses) ont des effets parfois très graves que l'on trouvera décrits dans tous leurs détails dans les ouvrages spécialisés.

² Le Docteur Trémollières, Directeur de l'Institut de l'Alimentation en France, rappelle, non sans quelque malice me semble-t-il, que cet homme-référence, qu'il appelle « Apollon de la civilisation actuelle », est ainsi défini : « L'homme de référence a 25 ans ; il est en bonne santé et fait preuve d'aptitudes physiques normales ; il pèse 65 kilos et vit dans la zone tempérée, par une température extérieure moyenne de 10 °C. Par jour ouvrable, 8 heures de travail physique, 4 heures d'activité sédentaire (lire ou écrire), 5 à 10 km. de marche en terrain plat et au moins 2 heures passées en plein air chaque jour de repos, avec exercices et sports modérés. Son activité professionnelle est à peu près celle des ouvriers de la petite industrie, des conducteurs de camions, des éleveurs laitiers ou des maraîchers et des garçons de laboratoire. » (Article : « Signification des Statistiques », publié dans *L'Agro, op. cit.*, page 34).

La faim

— hydrates de carbone : 350 grammes par jour ¹.

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE

Sans idée préconçue optimiste ou pessimiste, voyons « objectivement » quelle est et pourra être cette évolution.

Les meilleurs spécialistes en démographie et les organes compétents des Nations Unies s'accordent à constater divers faits.

1. Le taux d'augmentation de la population mondiale s'accroît à un rythme qui progressivement s'accélère.

Pour une société « démographiquement primitive », selon l'expression du professeur Alfred Sauvy, c'est-à-dire une population ne sachant pas lutter contre ce qui menace la vie humaine et ne pratiquant aucune limitation des naissances, ce taux était d'environ 1 % par an ².

Il est, aujourd'hui, de 1,7 % en moyenne mondiale.

Son accroissement résulte avant tout de l'influence en régression des famines aiguës, des épidémies et des guerres, ces dernières, quoique ayant fait de trop nombreuses victimes, ayant aussi puissamment contribué au progrès de la médecine.

^{p.016} Au taux actuel d'accroissement, on peut s'attendre à voir la population mondiale augmenter de quelque 50 millions d'âmes par an, ce qui signifie environ 130.000 personnes de plus chaque matin au petit déjeuner.

¹ Dr A. FLEISCH : « Alimentation Rationnelle — Vie Meilleure », conférence donnée à l'occasion d'une réunion de l'Association des femmes vaudoises, avril 1960 (au texte de laquelle nous avons fait de larges emprunts au cours de ce chapitre.)

² Alfred SAUVY : Directeur de l'Institut National Français d'Etudes Démographiques et membre du Conseil Economique : résumé d'un exposé présenté au 9^e Congrès International de la Fondation « Le Pré Vert », reproduit dans le journal « Construire » du

La faim

2. Cette évolution est nettement démontrée par les estimations et recensements — quoique imparfaits — de la population dans le passé.

Estimée à 1 milliard d'âmes environ en 1850, à 1,5 milliard en 1900, à 2,2 milliards avant et 2,5 milliards après la seconde guerre mondiale, la population mondiale actuelle est de 2,8 milliards ¹. Une toute dernière information nous apprend que l'Annuaire Démographique des Nations Unies estime la population totale à 2,9 milliards de personnes.

Et cette population se répartit comme suit, très inégalement, par régions :

Régions	millions	Soit habitants/km2
Afrique	230	8
Amérique du Nord	193	9
Amérique centrale	63	23
Amérique du Sud	134	8
Asie	1592	59
Europe	417	85
Océanie	16	2
U.R.S.S. (estimation)	207	9
TOTAL	2852	21

En outre, les variations de la densité de population de pays à pays à l'intérieur de chaque région sont, pour certaines,

3 août 1960.

¹ Les meilleures estimations, d'ailleurs très concordantes, que nous puissions citer sont les suivantes :

Selon M. Alfred Sauvy		Selon Ann. Stat. des Nations Unies 1959	
1850	1094 millions	1920	1810 millions
1900	1550	1930	2013
1925	1907	1940	2246
1950	2500	1950	2493
		1957	2795
		1958	2852

La faim

considérables ¹.

L'accroissement de la population eût été plus fort encore, dans le passé, si les fléaux dont nous avons parlé n'avaient joué leur rôle modérateur.

L'économiste Colin Clark estime que la population mondiale au début de l'ère chrétienne était de quelque 250 millions d'âmes. M. Alfred Sauvy a rappelé que l'empire romain comptait — croit-on — environ 54 millions d'habitants et que les territoires qui le composaient en portent aujourd'hui environ 300 ; selon lui, si l'accroissement avait été de 1 % seulement par an, la ^{p.017} population de ces territoires serait aujourd'hui de 300 trillards d'hommes, soit 120.000 fois environ la population mondiale totale actuelle, ou encore 2,5 personnes au m² ².

L'évolution n'a heureusement pas pris cette course folle pour

¹ Répartition par régions de la population mondiale 1958 (source : *Annuaire Statistique des Nations Unies 1959*) :

	Population millions	Superficie milliers km ²	Densité au km ²
Afrique du Nord	76	10.328	7
tropicale et méridionale	<u>154</u>	<u>19.961</u>	<u>8</u>
	230	30.289	8
Amérique du Nord	193	21.497	9
centrale	63	2.744	23
du Sud	<u>134</u>	<u>17.794</u>	<u>8</u>
	390	42.035	9
Asie du Sud-ouest	74	5.614	13
du Sud (centrale)	536	5.126	104
du Sud-est	202	4.486	45
de l'Est	<u>780</u>	<u>11.923</u>	<u>65</u>
	1.592	27.149	59
Europe du Nord et de l'Ouest	140	2.252	62
centrale	136	1.014	134
méridionale	<u>141</u>	<u>1.663</u>	<u>85</u>
	417	4.929	85
U.R.S.S. (estimations)	207	22.403	9
Océanie	16	8.558	2
Total mondial	2.852	135.363	21

² A. SAUVY : *De Malthus à Mao Tsé-toung*, éd. Denoël, 1958.

La faim

l'ensemble du monde, mais il n'en reste pas moins que la régression de la mortalité infantile, l'augmentation de la longévité, le maintien d'une forte natalité, ouvrent devant nous la course au grand nombre.

La *Commission de la population des Nations Unies* confirme cette vue et, lors de sa 10^e session, en février 1959, elle a décidé de consacrer une grande partie de ses travaux « à l'étude de l'interdépendance de l'évolution démographique et du développement économique et social », tâche qui, selon elle, est aussi un devoir pour les gouvernements.

Elle s'est livrée à des estimations aussi précises que possible et a admis que, selon qu'on adopte une hypothèse faible, moyenne ou forte, la population mondiale pourrait atteindre :

en 1975 de 3,6 à 3,9 milliards

en l'an 2000.... de 4,9 à 6,9 milliards

Cette population « estimée » pour l'an 2000 est fort intéressante à analyser par régions, car elle indique ce qui suit :

(en millions d'habitants)

	Hypothèses			Population 1958
	faible	moyenne	forte	
Afrique	420	517	663	230
Amérique du Nord	274	312	326	193
Amérique centrale	147	198	219	63
Amérique du Sud	298	394	432	134
Asie (sans U.R.S.S.)	2890	3870	4250	1592
Europe (sans U.R.S.S.)	491	568	592	417
U.R.S.S.	333	379	395	207
Océanie	<u>27</u>	<u>29</u>	<u>30</u>	<u>16</u>
TOTAL	4880	6267	6907	2852

Ce sont donc les régions les plus mal servies au point de vue alimentaire qui marquent les progressions probables les plus fortes et cela n'est pas pour faciliter les choses.

La faim

p.018 A la moyenne du taux d'accroissement mondial de la population 1,7 % correspondent, en effet, par région, les taux suivants :

Afrique :	1,8 % (dont 2 % pour l'Afrique tropicale et méridionale)
Amérique :	2,1 % (dont 1,7 % pour l'Amérique du Nord, 2,7 % pour l'Amérique centrale, 2,3 % pour l'Amérique du Sud)
Asie (sans U.R.S.S.) :	1,8 % (dont 2,4 % pour l'Asie du Sud-Ouest, 1,8 % pour l'Asie du Sud, 2,1 % pour l'Asie du Sud-Est, 1,8 % pour l'Asie de l'Est)
Europe (sans U.R.S.S.):	0,7 %
U.R.S.S :	?
Océanie :	<u>2,2 %</u>
Moyenne mondiale :	1,7 %

Il faut noter encore que dans les pays moins développés, à forte densité de population, l'introduction massive et abrupte des techniques médicales (vaccination, DDT, etc.) a fait reculer le taux de mortalité et permis un taux de croissance de la population atteignant son record à Costa Rica avec 4 % ¹, c'est-à-dire 3 ou 4 fois supérieur à celui de l'Europe du XIX^e siècle, malgré un niveau de vie très inférieur à celui de cette même Europe au XVIII^e siècle.

3. Reconnaissons donc que, ayant facilité l'accroissement

¹ Quelques exemples :

Moyenne du taux d'accroissement annuel pour la période 1953-1958 :

- Inde : 1.3 %
- Algérie, Maroc : 1.8 %
- Indonésie : 1.9 %
- Iran, Egypte, Brésil : 2.4 %
- Chili, Philippines, Ceylan, Pérou : 2.5 %
- Turquie, Malaisie : 2.7 %
- Chine continentale, Bornéo du Nord : 2.8 %
- Mexique : 2.9 %
- Albanie, Venezuela : 3.0 %
- Nicaragua : 3.4 %
- Formose : 3.6 %
- Costa Rica : 4 %
- Israël (immigration) : 3.9 %
- Suisse : 1.2 %

Source : *Annuaire Statistiques ONU 1959.*

La faim

numérique de la population, nous n'avons accompli que la partie la plus facile de notre tâche ; le plus important reste à faire : assurer à tous les membres actuels et futurs de la grande famille humaine une nourriture, des vêtements, un logement suffisants, et leur permettre, dans le cadre d'une vie comportant quelques loisirs, de jouir de tous les bienfaits d'une technique qui n'a pas encore fourni tout ce qu'elle promet, puis aussi des bienfaits d'une civilisation qui devrait dépasser le stade technique.

Il ne manque pas d'esprits critiques pour déclarer que nos progrès ne sont que de « pseudo-progrès » car, disent-ils, « on sauve des vies pour les destiner à la misère ».

p.019 Jugement peu flatteur, certes, mais qui nous fournit l'occasion de nous souvenir de cette expression de Plutarque disant :

« Nos ennemis (ceux qui nous critiquent) ont leur utilité ; ils nous montrent nos fautes, ils nous disent des vérités ; ce sont — disait-il — des maîtres que l'on ne paie pas ! »

4. Comment, enfin, n'être pas frappé — le terme est encore trop faible — à la constatation :

qu'il a fallu quelques centaines de milliers d'années, depuis l'apparition de l'homme sur terre, pour produire une population de 2,9 milliards d'êtres humains, et qu'il ne faudra peut-être qu'une cinquantaine d'années pour en produire une fois autant et nous amener à 5 ou 7 milliards d'habitants, l'augmentation la plus forte semblant bien devoir se produire dans les régions où il est difficile, aujourd'hui déjà, d'assurer une alimentation décente, ces régions représentant aujourd'hui le 65 % de la population mondiale, pour représenter probablement le 68 % en 1975 et le 70 % en l'an 2000.

La faim

Si ces faits ne nous font pas réfléchir, c'est que nous avons, alors, perdu tout bon sens !

Mais cela fait réfléchir et les hommes, selon leur tempérament, souvent incapables de juger sans leur sentimentalité, en arrivent à des conclusions et propositions, chez les uns nettement pessimistes, chez d'autres plus optimistes et axées vers l'action positive.

Par manque de temps, je ne puis parler ici des problèmes que pose le vieillissement des populations et la sénescence ; ces problèmes sont d'ordre économique, social, culturel et alimentaire aussi (diète des vieillards) ¹.

DISPARITÉ DES NIVEAUX DE VIE

Il faudrait maintenant, la carte du monde sous les yeux, voir comment vivent les populations des différentes régions ; nous constaterions alors des disparités effarantes dues à des causes multiples, mais principalement au degré de développement économique.

p.020 Faisant abstraction des positions intermédiaires, l'on a pris pour habitude de classer les régions et pays en deux groupes : celui des économiquement développés et industrialisés et celui des sous-développés ou plutôt « en voie de développement ».

Distinction arbitraire, d'ailleurs, car de nombreux pays dits « insuffisamment développés » ont été et sont encore des lieux de haute culture qui ont droit, de ce fait, à notre gratitude ; ne nous

¹ L'étude des facteurs d'affaiblissement de la résistance de l'organisme avec l'âge a révélé le rôle important d'une alimentation adaptée aux besoins des vieillards.

Et n'oublions pas que le vieillissement est un processus normal, irréversible et continu qui ne peut être considéré pathologique que lorsqu'il s'exagère ou s'accélère ; ce processus s'amorce dès la naissance et se manifeste plus encore sitôt terminée la période de croissance, soit dès 16 ans chez la femme et 20 ou 21 ans chez l'homme.

La faim

cachons pas non plus que, sous bien des aspects, le mode de vie individuel et collectif des pays dits « développés » est loin d'être parfait.

Sous l'égide des Nations Unies et par de multiples actions bilatérales, certes une aide substantielle a déjà été et sera encore apportée aux pays en voie de développement sous forme de ce que l'on appelle « l'Assistance technique » ou sous forme de capitaux prêtés ou accordés à fonds perdus.

Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet et je souhaite qu'au cours des entretiens auxquels donneront lieu ces Rencontres, l'occasion soit trouvée de dire ce que l'on peut penser — pour s'en féliciter ou les critiquer — du principe, de l'esprit et des méthodes de cette Assistance technique.

Je me borne ici, quitte à justifier plus tard ma remarque, qu'il serait préférable d'assurer au plus tôt que les pays en voie de développement soient mis en mesure de « gagner » les ressources nécessaires à leur développement économique — c'est-à-dire dans la dignité que donne le sentiment de progresser grâce au produit de son travail — au lieu de devoir le demander et le recevoir dans l'humiliation sous forme d'une assistance qui se révèle le plus souvent incapable de renforcer la véritable amitié internationale ¹.

¹ Sur la question de l'Assistance technique, il y aurait beaucoup à dire et je voudrais souligner un non-sens de notre comportement à l'égard de nombre des pays assistés.

Les pays qu'il faut aider aujourd'hui sont en général producteurs et fournisseurs des pays industrialisés en produits agricoles et produits de base pour l'industrie ; or, leurs acheteurs, les pays plus fortunés, usant de toute la force que leur donne leur position, s'efforcent sur le marché libre et dans le cadre de la loi de l'offre et de la demande, de se procurer aux plus bas prix possibles, ces produits dont la vente constitue le seul revenu qui permettrait à leurs vendeurs d'obtenir recettes et devises dont ils auraient besoin pour s'équiper économiquement et progresser. On discute au dixième de cent le prix du quintal de riz, des produits oléagineux, de certains minerais, par exemple.

Puis, la conscience internationale et un altruisme quelque peu utilitarien — celui qui consiste à aimer autrui pour soi-même — engagent les fortunés à venir en aide à leurs

La faim

Je ne conteste nullement, bien au contraire, que, dans l'immédiat et jusqu'à ce qu'ils soient en mesure d'atteindre par eux-mêmes un état économique satisfaisant, de nombreux pays

partenaires moins favorisés par cette Assistance technique, certes bienfaitante, parfois bien imparfaitement conçue et organisée, laquelle est acceptée par les bénéficiaires mais ne se traduit guère en amitié accrue entre peuples. Ne serait-il pas plus sage d'acquérir les produits que nous livrent ces pays à des prix stables et suffisamment rémunérateurs, de façon qu'ils en retirent les ressources nécessaires à leur développement, quittes à les entourer de « conseils » quant à la façon d'utiliser ces ressources.

Sait-on assez, par exemple, que le rapport de la 10^e session de la Conférence de la FAO (octobre/novembre 1959) devait signaler que, par rapport à la période 1952/53, les exportations agricoles des régions peu développées en 1958 ont augmenté en volume de 15 %, mais que, en raison de la baisse des prix mondiaux, la recette de ces pays a diminué d'environ 3 % ? Ils ont fourni davantage et reçu moins ! Sait-on aussi que la Suisse, pays non colonialiste mais gros importateur, a bénéficié de cette situation et réalisé ainsi, en 1959, une économie de quelque 40 millions de francs suisses, alors que sa contribution au financement de l'Assistance technique, du Fonds spécial des Nations Unies et de l'Assistance bilatérale directe est de 5 millions par an ?

C'est cette attitude qui a fait dire à Werner Sombart : « Nous sommes devenus riches parce que des races entières, des peuples entiers sont morts pour nous ; c'est pour nous que des continents ont été dépeuplés. » Et plus récemment, mon ami Michel Cépède, professeur d'Economie et de Sociologie rurales à l'Institut national agronomique de France, écrivait lui aussi : « Dans un monde en pénurie, le commerce international a enlevé pour les revendre plus cher à ceux qui disposaient de plus de pouvoir d'achat, des marchandises, voire de la nourriture qui eussent été indispensables pour permettre de vivre à des producteurs affamés » (Bulletin *L'Agro*, déjà cité, p. 61).

Le développement économique dépend de multiples facteurs et si l'on veut aider les peuples à l'atteindre, il faut renoncer à les considérer tous de la même façon, savoir distinguer leur degré de besoin ainsi que les secteurs dans lesquels chacun doit tout d'abord être aidé ; savoir si c'est sur le plan agricole ou industriel qu'il faut agir en premier lieu et, en matière d'industrialisation, déterminer ce qui leur sera plus profitable, soit peut-être tout d'abord le développement de l'artisanat et de la petite industrie ou, au contraire, celui de la grande industrie. Mais il faut dire aussi nettement que le succès dépendra très largement des conditions favorables que les pays bénéficiaires de l'aide auront su créer chez eux ; nous pensons tout particulièrement :

- à l'établissement de conditions politiques favorables ;
- à l'abandon d'idées dogmatiques, telles que la préférence parfois exagérée donnée à l'expansion rapide de l'industrie lourde, plus spectaculaire (mais à quoi sert-il de posséder de grandes aciéries si l'acier ne trouve pas son emploi dans des industries complémentaires ?), ou au recours à des techniques très évoluées, vers lesquelles le manque de cadres devrait conduire à s'acheminer plus progressivement ; il semble, sur ce point, que la Chine populaire, tout en visant à une industrialisation poussée, a su, mieux que l'U.R.S.S., respecter dans ses plans un équilibre entre développement agricole et industriel, preuve qu'elle a compris qu'une des conditions de la production industrielle moderne est de pouvoir compter sur la capacité de travail d'un peuple convenablement nourri et sur le pouvoir d'achat des masses rurales assurant un débouché à la production industrielle ;
- à l'attitude adoptée envers les bailleurs de fonds privés et à la sécurité qu'ils sont en droit d'attendre, à condition de s'abstenir d'abus trop connus ;
- enfin, à la capacité d'établir une économie et une monnaie saines, encore qu'il faille admettre qu'en période de développement, une certaine inflation est presque inévitable.

La faim

devront être assistés ; mais il reste encore à formuler une véritable « Charte de l'Assistance technique » qui assure l'apport de l'aide adéquate, dans le respect du contexte socio-culturel du milieu aidé ; les civilisations traditionnelles, les sentiments profonds, les cultures et religions doivent être respectés ; il faut aider en gardant à l'esprit ^{p.021} que l'infériorité sur le plan matériel n'est pas un critère de jugement suffisant ; en d'autres termes, lorsque l'on aide, il faut ne rien détruire, mais « ajouter ».

Et sur ce plan, il me semble que l'Europe aurait de bonnes chances et un rôle important à jouer ; unis dans une telle tâche commune, les pays qui la composent trouveraient une raison de mieux sentir à la fois leur solidarité d'Européens et celle qui les lie au reste du monde.

Mais abandonnons ici le problème du retard de certains pays sur le plan économique ¹ et revenons aux disparités qui touchent le problème dont nous traitons : la faim, et examinons quelques faits d'autant plus frappants qu'ils sont plus simples :

1. Constatons tout d'abord que le *revenu annuel par habitant*

¹ Les nombreuses analyses des *causes de retard dans le développement économique* ont conduit à discerner notamment les suivantes :

- le faible revenu par habitant ;
- la sous-alimentation à l'état général ;
- l'ampleur des maladies de masse ;
- le caractère routinier ou primitif d'une agriculture non mécanisée ;
- la faiblesse de l'infrastructure du pays ;
- la faible industrialisation ;
- le taux élevé de l'analphabétisme ;
- le manque de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens ;
- la large prédominance des activités agricoles et de la population rurale ;
- le taux peu élevé de l'épargne et, par conséquent, de l'investissement ;
- le chômage déguisé important ;
- la haute fécondité ou faible restriction des naissances ;
- la forte mortalité (infantile, notamment) ;
- l'assujettissement de la femme ;
- le travail des enfants ;
- l'absence ou faiblesse des classes moyennes ;

La faim

varie de plus de 1.000 \$ à moins de 100 \$, selon les régions, et que les populations qui doivent se contenter des plus faibles revenus sont immenses, comparées à celles qui jouissent du maximum et même à celles dont le revenu moyen se situe quelque part entre les pôles cités.

2. Les *disponibilités alimentaires par tête* varient aussi fortement entre pays, certains disposant de largement plus de 3.000 calories par tête et par jour, alors que dans de vastes régions on doit se contenter de moins de 2.000 calories, c'est-à-dire d'une ration inférieure au minimum vital ¹.

M. Maurice Lengellé estime que 380 millions d'êtres humains peuvent consommer 3.000 calories par jour et que 1,5 milliard par contre, vivent avec moins de 2.000 calories. Poussant plus avant son étude — et avec raison — il constate que la disparité est pire encore si l'on observe que les privilégiés consomment beaucoup de ce que l'on considère des « produits nobles » (viande, lait, sucre, corps gras) et que, par conséquent, si l'on tient compte de la déperdition due au processus de la production animale, c'est-à-dire un processus de transformation de calories végétales en calories animales, et que l'on traduit alors les disponibilités en calories « végétales » seules, on obtient le tableau suivant : la consommation est de 3.000 calories végétales dans les pays moins

— l'imperfection des institutions politiques.

¹ Quelques exemples des limites entre lesquelles varient les disponibilités alimentaires par habitant (exprimées en calories) (Suisse 3 180):

	Minimum	Maximum
Europe	Portugal 2.430	Irlande 3.500
Amérique du Nord	Etats-Unis 3.100	Canada 3.110
Amérique latine	Venezuela 2.000	Argentine 3.100
Extrême-Orient	Inde 1.800	Chine (Formose) 2.330
Afrique et Proche-Orient	R.A.U. 2.640	Turquie 2.890
Océanie	Australie 3.200	Nouvelle-Zélande 3.430

(Source : *Annuaire de la Production 1959*, FAO, Rome.)

La faim

développés p.022 contre 10.000 environ dans les pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Australie.

Ainsi le rapport « apparent » entre pays disposant de 3.000 calories et pays disposant de 2.000 calories qui s'établit à 1 contre 1,5 passe en réalité de 1 à 3 au moins.

M. Lengellé en conclut qu'il faudrait au moins doubler la production alimentaire mondiale, sans tenir compte de l'accroissement prévisible de la population, ce qui implique des travaux énormes notamment sur les plans foncier et hydraulique ¹.

Les statistiques de consommation par produit et pays justifient cette appréciation de M. Lengellé ; en effet, pour ne prendre qu'un exemple, la consommation annuelle de viande atteint 100 kilos par personne dans certains pays contre 2 ou 4 kilos dans d'autres.

3. *L'écart entre les niveaux de vie s'accroît* au lieu de diminuer, et ceci est particulièrement grave.

Malgré leurs efforts, les pays moins développés ne parviennent pas à rejoindre le niveau de vie des pays développés, bien au contraire.

En effet, par leur industrialisation — celle-ci progressant de plus à un rythme toujours plus rapide — les pays développés ont vu s'accroître leur production agricole et malgré le recul du nombre des producteurs agricoles, ceci grâce au recours à des techniques de production améliorées (engrais, alimentation du bétail, mécanisation agricole, carburants, produits chimiques protecteurs contre les maladies des plantes et des animaux) ; ainsi leur

¹ Maurice LENGELLÉ : « L'Occident face à la révolte des pays sous-alimentés », article paru dans le *Coopérateur Suisse* du 24 janvier 1959.

La faim

production par agriculteur a passé, par jour, de 42.000 calories végétales avant guerre à 60.000 aujourd'hui, alors que pendant ce temps, dans les pays moins développés, elle ne passait que de 4.000 à 4.300 seulement.

Le degré d'équipement industriel explique pour une grande part l'inégalité des productivités et niveaux de vie ainsi que ce fait angoissant : le fossé tend à se creuser plus fortement encore entre ceux qui vivent dans l'abondance et ceux qui souffrent de pénuries. Ceci nous remet en mémoire ce que l'un de nos grands concitoyens genevois, Jean-Jacques Rousseau, écrivait dans son célèbre ^{p.023} *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, en 1755 :

« Qu'un géant et un nain marchent sur la même route, chaque pas qu'ils feront l'un et l'autre donnera un nouvel avantage au géant. »

4. *La part consacrée aux dépenses pour la nourriture* dans les budgets ménagers est, elle aussi, très différente selon pays et régions ; elle varie de 23 % au Canada à 71 % au Nigéria, là, il est vrai, y compris le tabac et les boissons ¹.

5. *L'ampleur des services médicaux* est aussi fort inégale. Alors que certains pays disposent d'un médecin pour quelques centaines d'habitants (l'Autriche vient en tête avec un médecin pour 630 habitants), d'autres n'en ont qu'un pour plusieurs dizaines de

¹ Selon l'Annuaire *Statistique des Nations Unies 1959* :

Canada	23 %	Pays-Bas...	32 %	Honduras	44 %
Etats-Unis...	23 %	Royaume-Uni.	32 %	Italie	46 %
Australie....	25 %	Luxembourg.	34 %	Japon	51 %*
Danemark...	27 %*	Autriche	35 %	Corée	51 %
Suède	28 %	France	36 %	Ghana	53 %
Belgique	29 %	Irlande	38 %	Ceylan	57 %
Norvège	32 %	Finlande	41 %	Nigeria	71 %*

* L'astérisque indique que les dépenses pour tabac et boissons sont comprises dans le pourcentage mentionné.

La faim

milliers d'âmes ¹.

6. Comment s'étonner dès lors que l'espérance de vie à la naissance reflète fidèlement les disparités que nous avons relevées et d'autres encore — et marque elle aussi des écarts, ses minima devant proprement nous inquiéter.

Dépassant à peine 32 ans en Inde, elle atteint son maximum en Norvège avec plus de 71 ans pour les hommes et presque 75 ans les femmes. La vie même, on le voit, essaie de se montrer galante ! ²

Des progrès ont été réalisés un peu partout, certes, au cours des dernières décennies, mais les écarts restent tragiques ; certains peuples meurent jeunes alors que d'autres vieillissent.

La probabilité de vie s'est d'ailleurs accrue avec l'histoire du

¹ Selon l'Annuaire *Statistique des Nations Unies 1956* (données relatives à 1954/55) :
1 médecin pour :

Autriche : 630 personnes.
Suisse : 700.
Nouvelle-Zélande : 720.
Allemagne : 740.
Etats-Unis : 760.
Autres pays d'Europe : 1.000.
Kenya : 10.000
Côte de l'Or (Ghana) : 18.000.
Nigeria : 57.000.
Indonésie : 71.000.
Soudan : 81.000.

² Il faut noter que l'espérance de vie à la naissance (et aussi à l'âge de 60 ans par exemple) est plus élevée pour le sexe féminin que pour le masculin, sauf en Inde.

	Hommes (ans)	Femmes (ans)
a. Pays à longue espérance de vie à la naissance :		
Pays-Bas	71.0	73.9
Etats-Unis (population blanche)	67.1	73.5
Suède	70.5	73.4
Angleterre	68.0	73.7
Norvège	71.1	74.7
Israël	69.5	72.5
b. Pays à courte espérance de vie à la naissance :		
Inde	32.5	31.7
Brésil	49.8	56.0
Congo belge	37.6	40.0

La faim

monde et sur toute la surface du globe ¹ mais — répétons-le — elle est loin d'avoir progressé partout de façon à peu près égale.

Le Dr Hermann Seyboth, dans un ouvrage paru en 1957 (voir note) rappelle un excellent dicton de Jacob Grimm :

un roitelet dure trois ans
un chien, trois roitelets
un cheval, trois chiens
un homme, trois chevaux

ce qui conduirait, pour l'homme, à une espérance de vie de 81 ans.

Pour la plus grande partie de l'humanité, quel abîme entre celle « espérance » et la réalité !

p.024 Face aux disparités constatées entre niveaux et espérance de vie, demandons-nous si nous pouvons tolérer sans rougir

¹ a) Le Dr Jean SIEGFRIED (article « La vieillesse commence à vingt ans », paru dans la *Gazette de Lausanne* du 7 mai 1960), estime cette progression comme suit :

Age du bronze : 18 ans ;
Début de l'ère chrétienne : 22 ans ;
Moyen âge : 35 ans ;
en 1850 : 41 ans ;
en 1900 : 44 ans ;
en 1930 : 51 ans ;
en 1950 : 63 ans ;
en 1960 : 70 ans ;

Mais il n'indique pas à quel pays ou région s'appliquent ces données.

b) Le Dr Hermann SEYBOTH, dans son ouvrage *Mensch und Schicksal* (Kleine Verlagsgesellschaft, Stuttgart, 1957), rappelle que le jurisconsulte romain Ulpian, environ 200 après J.-C., a cherché déjà à résoudre la question de la durée probable de vie et qu'il a établi les normes suivantes :

Un homme de l'âge de :	pouvait s'attendre à vivre encore :
20 ans	30 ans
20 à 25 ans	28 ans
25 à 30 ans	25 ans
30 à 35 ans	22 ans
35 à 40 ans	20 ans
40 à 45 ans	le nombre d'années restant à courir jusqu'à 60 ans, moins un an
50 à 55 ans	9 ans
55 à 60 ans	7 ans
plus de 60 ans	5 ans

Ces chiffres ne constituaient pas une règle absolue mais permettaient de calculer approximativement la rente nécessaire pour une certaine durée de vie ; on considère cette table comme la première table de mortalité de l'humanité, née du souci de prévoyance des Romains.

La faim

qu'elles subsistent et si, dans ce cas, nous ne nous diminuons pas nous-mêmes en maintenant dans une si humiliante situation des hommes que nous disons être « nos frères » !

LA PRODUCTION ET SES POSSIBILITÉS D'ACCROISSEMENT

Les disponibilités alimentaires par habitant selon pays ou régions sont le reflet des bilans alimentaires nationaux qui, eux-mêmes, résultent de la production, de la différence nette entre importations et exportations ainsi que de l'emploi de denrées alimentaires pour des buts autres que l'alimentation humaine.

Il ne saurait être question de vouloir présenter ici un tableau général de la production ni des échanges de produits agricoles dans le monde ; ce qui importe bien davantage, c'est de dégager les tendances de la production, quelques constatations sur la situation de fait et les perspectives quant aux possibilités d'accroissement des disponibilités.

Chaque année, dès sa création en 1945, la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, a publié un document intitulé « Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture ». On s'y reportera avec profit, car ces sérieuses études ont montré combien minimes ont été les progrès accomplis depuis la guerre malgré des efforts assez intenses ¹.

¹ Résumé des principaux faits ressortant des études publiées annuellement par la FAO sous le titre *Situation de l'Alimentation et de l'Agriculture*, pour la période 1947-1959 :

1947. Le monde souffre encore de pénurie.

1948. Léger progrès de la production alimentaire par rapport à la campagne précédente.

1949. Les disponibilités alimentaires sont un peu plus importantes sauf aux Etats-Unis et au Canada ; elles restent cependant inférieures au niveau d'avant guerre en Europe et en Extrême-Orient.

La faim

Résumant la situation actuelle — en simplifiant beaucoup — que constatons-nous ?

1. Que de 1938 à aujourd'hui, la production mondiale (sans l'U.R.S.S., les pays de l'Est européen et la Chine continentale) a presque doublé, mais que l'augmentation est de 150 % pour les produits manufacturés et de 4 % seulement pour les produits de base, agricoles ou minéraux, parmi lesquels le pétrole joue un grand rôle.

1950. Très légère augmentation, les événements de Corée entraînant nombre de gouvernements à une augmentation de leurs dépenses militaires et un accroissement de la demande en produits « stratégiques » (laine et caoutchouc principalement).

1951. Après 5 ans d'existence, la FAO comptait pouvoir enregistrer de plus grands progrès ; l'indice de la production alimentaire mondiale s'établit à 109 contre 106 l'année précédente et 100 pour la période de référence d'avant guerre (soit 1934-38). (L'U.R.S.S. n'est pas comprise dans le calcul.) On note un très léger relèvement du niveau calorique et un plus faible accroissement de la consommation de protéines.

1952. La production augmente de 1 à 2 %, mais porte surtout sur des produits non alimentaires, la production de ceux-ci restant stationnaire. L'indice passe à 111, mais les légers progrès constatés sont fort inégalement répartis dans le monde.

1953. La production augmente à nouveau de 2 %, dépassant très légèrement l'accroissement démographique ; en moyenne, la production par habitant a rejoint son niveau d'avant-guerre.

1954. L'augmentation de production se maintient, mais est moins spectaculaire ; dans certains pays, des excédents (notamment de blé) deviennent plus encombrants.

1955. L'indice de la production de la dernière campagne se fixe à 119 ; mais de 1946 à 1954, l'indice d'accroissement de la population a passé de 111 à 124. En Amérique latine, la population est presque de 50 % supérieure à celle d'avant-guerre.

1956. Pas de modification profonde, la production augmentant cependant de 3 % sur celle de l'an précédent ; mais l'accroissement porte essentiellement sur les régions déjà encombrées d'excédents : l'Amérique du Nord et l'Océanie. Dans bien des régions, la production par habitant reste encore de 5 à 10 % inférieure à celle d'avant-guerre.

1957. Nouvelle augmentation de la production de 3 %, assez générale sauf en Océanie ; l'accroissement dépasse de 1 % celui de la population.

1958. La production de la campagne 1957-58 a cessé d'augmenter et recule de l'indice 120 à 119 ; la production par habitant recule aussi de l'indice 109 à 107 ; la cause principale de ce recul réside dans les mauvaises conditions météorologiques ; dans les pays développés, les excédents s'accumulent dangereusement et la disparité entre la situation de ces pays et celle des pays moins développés s'aggrave.

1959. Au cours de la campagne 1958/1959, la production marque à nouveau un progrès de 4 %, mais elle a surtout porté sur l'Amérique du Nord, l'Océanie, l'U.R.S.S., la Chine, et la progression a été très faible dans des régions qui en auraient grand besoin. Les excédents de blé, céréales secondaires, café et sucre, se sont accrus ; dans l'ensemble, l'accroissement de la production alimentaire n'a excédé que de 0,5 % celui de la population qui a été de 1,6 % alors que pendant les premières années d'après-guerre, cet excédent avait atteint à peu près 1,5 %.

La faim

2. ^{p.025} Que si, en 1958-59, la production agricole a repris quelque peu, l'accroissement est fort inégal entre pays et régions ; on prévoit que l'accroissement en 1959-60 sera probablement de nouveau un peu inférieur.

3. Que le rapport production/population reste donc en général peu satisfaisant et que les disponibilités alimentaires par habitant sont à peine supérieures à celles d'avant guerre, dans de vastes régions.

4. Que les stocks excédentaires augmentent et se concentrent en certains points du monde et se situent pour les quatre cinquièmes environ aux Etats-Unis ¹.

5. Que les prix agricoles à l'exportation ont baissé de 7 % en moyenne et que cette baisse s'est accompagnée, en 1959 par exemple, d'un recul de 3 % environ du volume exporté en 1958, ce qui a eu pour néfaste effet un recul de 9 % environ des recettes d'exportation en devises étrangères dont les pays moins développés auraient grand besoin pour s'équiper.

6. Que dans cette détérioration de la situation, les matières premières agricoles ont été plus touchées que les autres lors de la récession passagère de 1957-58.

7. Que malgré les mesures de soutien souvent assez importantes, les revenus des producteurs agricoles sont « universellement » inférieurs à ceux des autres secteurs économiques.

¹ Selon un Rapport du Ministère de l'Agriculture au Congrès des Etats-Unis, à fin juin 1960, ce pays disposerait de surplus agricoles pour une valeur de 8,7 milliards de dollars ; ce même rapport suggère les mesures en vue de remédier à cette situation, parmi lesquelles des ventes et des dons à l'étranger ou l'échange contre du matériel stratégique produit à l'étranger. Dans l'année 1^{er} juillet 1959-30 juin 1960, les Etats-Unis ont exporté pour 4,5 milliards de dollars de produits agricoles (*Journal de Genève*, 13 août 1960).

La faim

8. Que cependant les prix de détail sont plutôt à la hausse, tant dans les pays moins développés sous l'influence de la forte demande et de l'augmentation de la population que dans les autres où une part toujours plus grande du prix payé par le consommateur est absorbée par les coûts croissants de transformation, d'emballage et de distribution.

9. Enfin, que les deux tiers de l'humanité vivant dans les zones moins développées n'ont produit qu'un tiers de la production agricole mondiale.

Existe-t-il des remèdes à cette situation ?

p.026 La première idée qui vient à l'esprit est qu'il conviendrait d'utiliser les stocks invendus existants et de les distribuer aux régions affamées soit gratuitement, soit autrement.

Certes, une telle action peut se révéler temporairement utile et elle a fait l'objet de multiples études et travaux de la FAO et d'autres organisations. Outre le peu d'enthousiasme avec lequel de nombreux gouvernements ont accepté les propositions visant à organiser « internationalement » une telle action, il faut bien convenir que ce procédé comporte des difficultés et des risques.

Parmi ceux-ci, il faut citer :

— la nécessité d'assurer que ces vivres parviendraient bien aux peuples mêmes et ne feraient pas l'affaire d'intermédiaires-spéculateurs ;

— la difficulté de les stocker et de les distribuer dans les pays les recevant, qui manquent très souvent de l'organisation et des moyens matériels tels que moyens de transport, par exemple ;

— et le fait que recevoir de l'étranger des vivres qui manquent

La faim

contribue à réduire l'ardeur et même la volonté des producteurs locaux de développer la production nationale, seule vraie solution pourtant.

Ajoutons encore, sans prétendre être complet, que nombreux sont les pays qui préfèrent apporter eux-mêmes leur aide par l'envoi de vivres, car ils escomptent et obtiennent en retour des avantages parmi lesquels la politique joue aussi son rôle.

L'utilisation organisée des excédents serait pourtant une mesure utile, mais à titre transitoire surtout, soit pendant la période durant laquelle les pays moins développés rattraperaient leur retard. Cette utilisation mettrait fin aussi à la situation particulièrement choquante dans laquelle des hommes souffrent de la faim face à des stocks coûteusement entretenus et stériles. D'ailleurs, des actions de ce genre ont déjà été entreprises ¹.

Je me souviens, à ce propos, de ce qu'un délégué a dit il y a quelques années lors d'une Conférence annuelle de la Fédération internationale des producteurs agricoles : « If the goods do not cross the borders, armies will ! »

p.027 On pourrait aussi, à propos de ces excédents inemployés,

¹ Le 4 mai 1960, le Président Eisenhower et M. S. K. Patil, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture de l'Inde, ont signé à Washington un accord portant livraison à l'Inde de 17 millions de tonnes de céréales des Etats-Unis en quatre ans, payables en roupies indiennes représentant 1.276.000.000 de dollars ; 80 % de cette somme, soit environ 1 milliard de dollars, seront restitués à l'Inde, la moitié sous forme de prêts et la moitié sous forme de dons ; l'Inde prétend utiliser ces fonds pour financer des projets lui permettant de suffire par elle-même à ses besoins en denrées alimentaires.

La FIPA qui commente cette nouvelle dans sa publication « L'Agriculture dans le Monde » (juillet 1960) considère que cette contribution des Etats-Unis va dans le sens de la proposition du premier directeur de la FAO, Lord Boyd Orr, qui préconisait la création d'une « Banque mondiale de l'Alimentation », projet que les Etats-Unis ont toujours combattu. Et la FIPA d'ajouter :

« Il ne serait pas absurde de créer un organisme international permanent dans le cadre duquel les pays intéressés à une opération sur les excédents pourraient effectuer ces négociations. »

La faim

se souvenir de la sévère définition que l'on prête à un grand sage de la Chine (j'ignore s'il s'agit de Confucius) disant : « Voler, c'est garder pour soi ce qui serait plus utile à d'autres. »

Mais y a-t-il d'autres possibilités, plus profondément valables et durables de sortir de la situation de pénurie dans laquelle se débat encore une grande partie de l'humanité ? Certes, oui !

Tout d'abord, toute l'action de la FAO tend à développer la production et à améliorer la distribution des produits alimentaires ; de cette action, nous reparlerons tout à l'heure.

Il faut en outre compter avec le fait que le progrès ne s'arrête pas et que, journallement, de nouveaux procédés et techniques sont mis au point qui viendront ajouter leurs effets à ceux des moyens classiques jusqu'ici employés et eux-mêmes d'ailleurs en pleine évolution.

Certaines recherches en cours chez les savants, dans les laboratoires et universités, viendront révolutionner, ici ou là, nos conceptions et nos possibilités d'action. Il m'est impossible de citer tout ce que l'on peut prévoir et je me limite à quelques exemples :

— si l'on se souvient que l'origine de la vie est située dans le milieu marin¹, comment ne pas voir quelles ressources

¹ La vie n'aurait pas son origine dans la mer proprement dite, mais sur des surfaces d'argile au fond des estuaires et des baies peu profondes où une évolution chimique se serait poursuivie pendant des centaines de millions d'années, à une époque où l'atmosphère était pauvre en oxygène mais riche en hydrocarbures et peut-être en ammoniaque. Des molécules organiques de plus en plus complexes se seraient formées dans l'argile, par couches compactes, jusqu'à ce qu'il en résulte des amino-acides qui, par fusion, ont donné des protéines qui ont pu reproduire leurs propres molécules ; celles-ci, par la suite, se sont organisées en cellules et l'évolution biologique a pu commencer (article Unesco, journal *Coopération* du 5 décembre 1959).

Selon Ritchie Calder et d'autres encore, le secret de la vie résiderait dans un acide, l'A.D.N. ou acide désoxyribonucléique, substance capable de se reproduire elle-même et qui fournit le mécanisme par lequel se reproduisent les structures vivantes les plus complexes. Avec l'A.R.N. (acide ribonucléique), il constituerait la substance de la cellule vivante. (Voir aussi, sur ce sujet, l'ouvrage d'Albert DUCROCQ, *Logique de la Vie*,

La faim

alimentaires pourrait fournir *l'exploitation du plancton végétal et du plancton animal*, source immense de protéines et de vitamines ;

— la « chorella », algue très riche en protéine, nourriture de nombreux poissons, fait l'objet de recherches en vue de sa culture intensive ¹.

— et n'oublions pas que les mers et océans couvrent plus de 70 % de la surface du globe ; or jusqu'à présent, la récolte du poisson n'a été qu'une « chasse » et non une récolte scientifiquement organisée, vers laquelle on s'achemine d'ailleurs ;

— il faut citer les perspectives qu'ouvre *l'emploi de l'énergie atomique* en agriculture, notamment quant à la conservation des aliments ;

— des essais en cours cherchent à franchir la barrière alimentaire en sautant l'intermédiaire animal et *en extrayant directement les protéines contenues dans les végétaux* ² ;

— p.028 d'autres recherches en cours, assez avancées déjà, sur la *fonction chlorophyllienne* conduisent à penser — et ce serait une révolution — que l'énergie lumineuse créerait « l'accumulateur » qu'utilisent plantes et bactéries pour élaborer les molécules

éditions Julliard, Paris, 1956.)

¹ Le Dr BURK, du Carnegie Institute et de l'Institut américain de cancérologie, procède à des recherches qui, dans de l'eauensemencée, pourraient permettre de produire 125.000 kilos de protéine par ha, au moyen de la chorella, dont le rendement dépasserait donc celui du soya, produit très prolifique dont le rendement n'est pourtant que de 2.500 kilos à l'ha (avec des records allant jusqu'à 7.000 kilos).

² La firme British Glues and Chemicals Ltd pense qu'il n'est pas téméraire de prévoir que, tôt ou tard, ce qu'elle appelle les *Impulse process proteins* seront produites industriellement et non plus seulement au stade du laboratoire ; elle met au point une machine capable d'extraire les protéines des matières végétales et pense que, par ce procédé, on pourra donc franchir la coûteuse barrière alimentaire que constitue l'animal, en extrayant directement les protéines de végétaux tels que l'herbe, les arachides et d'autres. Le gain en protéines serait dans ce cas de 1 à 7.

La faim

lourdes et le sucre, ce qui permet d'entrevoir que l'on parviendra un jour, peut-être, à réaliser la synthèse des matières organiques à l'aide de la seule énergie solaire ¹. Est-ce chimérique ? Qui aurait pensé, il y a quelques années seulement, qu'on atteindrait la lune, qu'on la contournerait — plusieurs fois — en photographiant (et grâce à quelles techniques !) son second visage jusqu'ici inconnu ?

— peut-on ignorer que des expériences sont en cours en Australie en vue d'*augmenter les pluies* et que de premiers résultats semblent déjà avoir été obtenus ?

— il faut rappeler encore que la lutte entreprise contre la

¹ Dans le Bulletin *Pronostics*, hebdomadaire de la tendance prévisible, rédigé par des universitaires enseignant à Genève, entre autres, Charles-Noël MARTIN écrit :

« Un grand pas vient d'être accompli dans l'élucidation d'un des grands mystères de la nature : *la fonction chlorophyllienne*. On en sait toute l'importance pour l'avenir alimentaire de l'humanité en progression constante. C'est par cette fonction essentielle que les plantes vertes et certaines bactéries captent l'énergie lumineuse du soleil et la transforment en énergie chimique grâce à laquelle les molécules complexes des substances vivantes sont élaborées. Le fait de reproduire en laboratoire cette fonction amènerait rapidement à une *synthèse des matières organiques à partir de la simple énergie lumineuse*.

Des capitaux considérables ont déjà été employés depuis 10 ans pour analyser ce mécanisme complexe et encore incompris. Or, un grand progrès fait à l'Université de Californie, par une équipe internationale, jette un jour tout à fait nouveau sur la question. *On croyait jusqu'à présent* que c'était en dissociant l'eau (oxygène rejeté et hydrogène retenu) que la fonction chlorophyllienne captait l'énergie qu'elle réemployait ensuite pour synthétiser les chaînes carbonées (carbone pris au gaz carbonique de l'air). Les expériences, aboutissement de 5 ans de recherches, montrent que ce mécanisme n'est nullement en cause. Ce serait en réalité *une molécule phosphatée (adénosine triphosphate) très riche en énergie*, qui serait directement créée à partir de l'énergie lumineuse ; cette substance est l'« accumulateur » que les plantes et les bactéries utilisent ensuite pour élaborer les molécules lourdes et le sucre. Plus précisément, les plantes opèrent de façon plus complexe que les bactéries, en synthétisant deux molécules à base de phosphore.

Cet important progrès va sans doute débloquent des recherches orientées vers une autre voie et promet des progrès plus rapides pour bientôt.

En outre, au début de juillet de cette année, la presse suisse nous apprenait à un jour d'intervalle :

— que deux chimistes de l'Institut de chimie organique de Munich ont réussi à produire synthétiquement les chlorophylles A et B (*Gazette de Lausanne*, 1^{er} juillet 1960) ;

— que, dès janvier 1960, cette synthèse a été obtenue par le Dr Robert D. Woodward, Cambridge, selon des méthodes qui diffèrent radicalement de celles employées par les savants allemands (*Tribune de Genève*, 2 juillet 1960).

La faim

dégradation des sols combat l'erreur des hommes qui ont créé des déserts, par souci de rentabilité de l'exploitation, âpreté au gain, ignorance ou insouciance ; la destruction du tapis végétal et la déforestation ont créé l'aridité ; on a violenté la terre et ainsi de grands empires ont disparu. Des hommes entreprenants, parmi lesquels mon ami Josué de Castro et l'Association mondiale de lutte contre la faim qu'il a créée, projettent aujourd'hui de reconvertir en terres cultivables de larges zones désertiques, notamment en Afrique du Nord ¹.

— faut-il encore ajouter que la science agit dans tous les domaines, conduisant à des techniques de conditionnement, de conservation, d'enrichissement des aliments en éléments protecteurs et que chaque jour amène de nouveaux progrès ? Rappelons-nous que c'est en 1804 que le Français Nicolas-François Appert, confiseur de son métier, créa en France la première fabrique de conserves alimentaires et considérons où en est cette industrie aujourd'hui !

— quant aux procédés que l'avenir permet d'entrevoir, je voudrais me référer seulement ici à l'exposé présenté par M. le professeur E.-M. Mrak, président de l'Université Davis, Californie, lors du Colloque Nestlé en avril dernier, sur le thème « Humanité et Subsistance ».

Que conclure de tout cela ?

¹ En ce qui concerne la mise en exploitation de terres vierges et la richesse des sols tropicaux, il faut toutefois se garder d'un optimisme excessif, de même qu'à l'égard du reboisement sur une grande échelle des terrains en pente érodés. Le coût de ces opérations est énorme, il faudrait vaincre la sécheresse et les invasions de sauterelles et remplacer des modes de culture fortement enracinés par tradition. En ce qui concerne les surfaces considérables de terres vierges mises en culture en U.R.S.S., l'expérience n'est qu'à ses débuts, mais les résultats semblent encore maigres, malgré les moyens énormes mis en œuvre, au point de vue main-d'œuvre, notamment.

La faim

p.029 Certes, pour introduire de nouvelles méthodes de culture, les techniques auxquelles conduisent la science et aussi de meilleures mœurs alimentaires, il faudra dans bien des régions lutter contre certaines routines, habitudes et traditions, voire tenter avec tact d'assouplir certains credos religieux ¹.

M. le professeur René Dumont, que vous entendrez dans quelques jours, vous parlera certainement des facteurs naturels, des erreurs humaines, des structures sociales qui constituent autant d'obstacles à vaincre, illustrant ainsi ce que le Dr W.-R. Aykroyd, directeur jusque très récemment de la Division de la Nutrition de la FAO, a entendu maintes fois exprimer par ses experts en mission qui disaient : « We know what should be done, but we can't get it done ! »

Et pourtant des progrès sont possibles et M. le professeur R. Dumont évoquera certainement ce qu'il appelle le « défi chinois » ².

Ici même, à Genève, un représentant de la Chine a exposé, à titre d'exemple, les méthodes employées en Chine pour améliorer la production des blés d'hiver ³.

¹ Un exemple illustre ces difficultés : La situation au point de vue bétail bovin et production laitière de l'Asie, et notamment en Inde. Quatorze pays d'Extrême-Orient ont ensemble environ 40 % du total mondial des vaches et bufflonnes, mais leur part de la production de lait n'atteint guère que le 10 %. En outre, l'Inde fournit 73 % et le Pakistan 22 % de la production laitière, de sorte que la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, Hong-Kong, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Corée du Sud, Taïwan, la Thaïlande et le Viet Nam ne fournissent à eux tous que le 5 % de cette production.

Rappelons que, en 1957/58, le cheptel bovin mondial comprenait 868 millions de têtes, dont 275 millions en Asie (dans laquelle 160 millions en Inde et 24 au Pakistan).

(Par comparaison, le cheptel bovin suisse, qui a atteint son record en 1960, s'élève à 1,7 million de têtes, dont 940.000 vaches laitières.)

(Sources : *Annuaire de la Production 1959*, FAO, Rome, et *Statistiques officielles Vie Economique*, Berne, juillet 1960.)

² « L'Agronome devant la Faim », article paru dans le Bulletin *L'Agro*, déjà cité, pp. 69-70.

³ K. D. DANG, assistant à l'Institut de botanique générale à Genève : « Nouvelles techniques de l'agriculture chinoise pour la production intensive des blés d'hiver »,

La faim

En 1959, le Département de l'Agriculture des Etats-Unis a publié un rapport intitulé « L'Agriculture des Etats-Unis dans cinquante ans », soit vers l'an 2010 ; il en ressort que l'on prévoit qu'à cette date, la population du pays aura passé de 170 à 370 millions, le revenu individuel annuel de 2.000 à 4.900 \$, que la consommation de produits agricoles dépassera de 250 % celle d'aujourd'hui ; le rapport indique les moyens à mettre en œuvre pour obtenir l'augmentation nécessaire de la production : accroissement des superficies agricoles, augmentation des rendements à l'hectare, des rendements en viande, lait et œufs par unité animale ; l'importation de produits agricoles devrait progresser de 100 en 1956 à 240, portant principalement sur les produits tropicaux. Quant aux exportations, deux hypothèses sont prévues, soit leur maintien au niveau de 1956, soit leur accroissement à 150 % de ce niveau.

Ce sont des prévisions, certes, mais il faut noter qu'elles sont optimistes comme celles que nous voyons construire dans les pays de l'orbite communiste.

p.030 Si nous envisageons l'avenir, il n'est pas interdit, non plus, de penser que les techniques modernes de production — dans le secteur industriel notamment — avec la réduction progressive qu'elles apportent des travaux les plus pénibles pour l'homme (travaux de force) auront pour effet peut-être que la ration alimentaire actuellement considérée nécessaire, pourra se réduire quelque peu, venant ainsi à la rencontre de disponibilités alimentaires qui, elles, croîtront.

conférence présentée devant la Classe d'Agriculture de la Société des Arts, Genève, février 1959.

La faim

Enfin, c'est un fait connu que la misère, la faim poussent l'homme vers la satisfaction d'autres besoins et, de ce fait, favorisent l'accroissement de la population ; l'élévation des niveaux de vie devrait avoir pour conséquence une certaine réduction « naturelle » du taux des naissances.

C'est pourquoi je ne suis pas très loin, personnellement, de partager l'optimisme de Colin Clark affirmant que l'action de l'homme permettrait de faire face aux besoins d'une population fortement augmentée et loin d'avoir atteint sa densité potentielle. Il a eu raison, me semble-t-il, de rappeler que ce qui nous menace n'est pas la disette, « réelle », mais bien celle résultant d'une administration défectueuse de nos ressources.

Des efforts seront nécessaires ; ils seront considérables, mais possibles. Si nous réussissons, nous aurons modifié la situation absurde et scandaleuse du monde actuel dans lequel des producteurs agricoles capables de produire plus se voient prescrire une limitation de leur production ou voient s'engranger sans se vendre, faute de débouchés solvables, le produit de leur travail, et ceci face à un monde dont la plus grande partie souffre de la faim.

LA FAO SE SAISIT DU PROBLÈME

En 1935 déjà, le Comité de l'Hygiène de la Société des Nations avait établi les normes d'une alimentation suffisante, complète et équilibrée ; puis le Comité d'Agriculture a proposé ce qu'on a appelé « le mariage de l'alimentation et de l'agriculture ».

En 1943, le Président Roosevelt réunissait la Conférence de Hot Springs, en Virginie, qui a conduit en 1945, à Québec, à la ^{p.031} création de la FAO (Food and Agriculture Organization of the

La faim

United Nations — Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) ¹.

Le Préambule de l'Acte constitutif de la FAO énonce clairement son large et triple but ; il est rédigé ainsi et n'a jamais été modifié :

Les Etats qui adhèrent au présent Acte, résolus à développer le bien-être général par une action particulière et collective, afin :

- d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations placées sous leur juridiction respective ;
- d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la distribution de tous les produits alimentaires et agricoles ;
- d'améliorer la condition des populations rurales ;
- et de contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale ;

constituent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, par l'intermédiaire de laquelle les membres se tiendront mutuellement informés des mesures prises et des progrès accomplis dans les champs d'activité énoncés ci-dessus.

L'article premier de l'Acte constitutif indique ensuite les moyens par lesquels ce programme doit être mis en œuvre :

- réunion, analyse et diffusion de tous renseignements relatifs à la nutrition, l'alimentation et l'agriculture (sous ce dernier terme sont compris les pêches et forêts ainsi que leurs produits) ;
- encouragement et recommandation de toute action nationale ou internationale portant sur
 - la recherche scientifique, technologique, sociale et économique ;
 - l'amélioration de l'enseignement, de l'administration,

¹ Sur la création de la FAO, voir l'ouvrage de Gove HAMBIDGE, *The Story of FAO*, New York, D. van Nostrand Cy., 1955.

La faim

de la vulgarisation des connaissances théoriques et pratiques ;

- la conservation des ressources naturelles et l'amélioration des méthodes de production ;
- l'amélioration des techniques de transformation, mise en vente et distribution des produits ;
- l'institution de systèmes satisfaisants de crédit agricole ;
- l'adoption d'une politique internationale en ce qui concerne les accords sur les produits agricoles.

p.032 En outre, l'Organisation a pour fonctions :

- de fournir aux gouvernements l'assistance technique qu'ils demandent ;
- d'organiser les missions nécessaires pour les aider à exécuter les obligations nées de leur adhésion à l'Organisation ;
- de prendre toutes dispositions voulues pour atteindre les buts définis dans le Préambule.

Dire tout ce que la FAO a réalisé ou aidé à réaliser au cours de 15 ans d'activité, soit dans le cadre de son Programme normal, soit par sa participation au Programme élargi d'assistance technique et, depuis peu, à celui du Fonds spécial des Nations Unies, ou encore en collaboration avec l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour le Secours à l'Enfance, ou FISE) serait simplement impossible ¹.

¹ *Le Programme de travail de la FAO* est adopté actuellement par chaque Conférence biennale et adapté chaque fois aux besoins changeants du monde, à la lumière de l'expérience et des résultats ou échecs de certaines entreprises.

La faim

Encore que l'on ait souvent dû remarquer que tous ces efforts n'ont pas apporté la solution du problème, il faut cependant insister fortement sur le fait que s'ils n'avaient pas été entrepris, la situation serait encore moins bonne et l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, plus dramatique encore.

Il faut signaler quelques-unes des propositions présentées par

Le programme pour les années 1960-61 est un volume de quelque 300 pages consacrées à la brève description des projets à mettre à exécution (ou dont l'exécution continue), soit pour l'ensemble, soit pour certains des Etats Membres ; les chapitres groupant ces projets peuvent être résumés comme suit :

- Production et santé animale (amélioration et sélection des races, affouragement, lutte contre les maladies, enseignement vétérinaire) ;
- Amélioration du rendement des pêches (biologie, technologie, bateaux, ports et engins de pêche, traitement et commercialisation du poisson) ;
- Applications de l'énergie atomique à l'alimentation et l'agriculture (utilisation des isotopes et rayonnement dans la recherche agricole, préservation des aliments, production végétale) ;
- Politiques forestières, agriculture nomade, équipement forestier, technologie et industries du bois et des produits ;
- Mise en valeur des terres et des eaux (fertilité et entretien des sols, érosion, irrigation, drainage, utilisation des terres, gestion des exploitations agricoles, mécanisation, industries agricoles, génie rural, transports, électrification, engrais) ;
- Problèmes de nutrition (plans et besoins alimentaires, composition des aliments, économie ménagère, formation en matière de nutrition) ;
- Production végétale (améliorations, climatologie, amélioration des semences, lutte contre les maladies, stockage) ;
- Institutions et services ruraux (administration, recherche, éducation, vulgarisation, vie rurale, coopératives, crédit, sociologie rurale, régimes fonciers, réforme agraire, colonisation) ;
- Etudes économiques (information sur les produits, marché et ses tendances) ;
- Analyse économique (développement agricole, investissements, commerce, prix, marketing) ;
- Statistiques sur tous secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ;
- Bourses de formation professionnelle ;
- Information et publications ;
- Législation rurale et bibliothèque.

Il faudrait encore mentionner à part — à titre d'exemple — le « Projet de développement méditerranéen », plan d'ensemble qui vise au développement intégré de toute la zone méditerranéenne, soit de l'Europe méridionale, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

Chacun comprendra ce qu'un tel programme d'action, complété par la mise en œuvre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (PEAT) peut apporter aux Etats Membres de l'Organisation et à l'amélioration de la situation alimentaire et agricole.

La faim

les Directeurs successifs de la FAO en vue de parer aux déficiences alimentaires dont souffre le monde.

Paul Lamartine Yates ¹ les a rappelées et nous le faisons à notre tour :

1. En mai 1946, le premier Directeur général de la FAO, Lord Boyd Orr, obtenait la création du *Conseil international de la crise alimentaire (CICA)* dont l'activité fut cependant tenue séparée de celle de la FAO.

2. Un peu plus tard, il proposa la création d'un *Conseil mondial de l'alimentation* qui aurait fait de la FAO plus qu'une organisation technique, c'est-à-dire un organisme commercial et financier. La 3^e session de la Conférence (Genève 1947) devait rejeter cette proposition.

3. Le Directeur suivant, M. Norris E. Dodd, réunit des experts qui proposèrent la création d'un *Office international pour l'échange p.033 des produits (I.C.C.H.)*. La Conférence de 1949 écarta aussi cette proposition et se contenta d'instituer au sein de la FAO une *Commission des produits*.

4. En 1952, cette Commission des produits examina la possibilité de constituer une *Réserve alimentaire de crise* ; mais celle-ci ne fut jamais organisée sur le plan international et l'on recommanda plutôt la création de réserves « nationales » ; la Commission a cependant établi à Washington un *Sous-comité consultatif permanent de l'écoulement des excédents* ².

¹ Consulter sur ces projets l'ouvrage écrit pour la FAO, à l'occasion du 10^e anniversaire de sa création, par Paul Lamartine YATES, ancien collaborateur de la FAO, *So bold an aim* (Unis contre la Faim), 1955.

² Voir la publication de la FAO : *Rôle d'une réserve mondiale de produits alimentaires (portée et limites)* (Etudes sur les politiques en matière de produits, n° 10, Rome,

La faim

Des principes ont été élaborés par les Etats Membres de la FAO, qui assurent que l'écoulement de ces excédents respectera des règles bien établies, visant, entre autres, à ne pas bouleverser les courants traditionnels d'échange.

5. La FAO a constamment recommandé que des *accords internationaux régulateurs soient établis par produits* ; jusqu'ici, quatre accords de ce genre ont vu le jour seulement, pour le blé, le sucre, le café et l'huile d'olive. En raison des protections que tous les gouvernements doivent accorder à leurs propres producteurs, ils se sont en effet révélés généralement hésitants à participer à des accords internationaux.

Tout ce qui précède peut paraître décourageant, mais ne doit cependant pas faire perdre de vue tout l'apport de la FAO et surtout ce qu'elle est capable d'apporter dans l'avenir, d'ailleurs sous la pression des nécessités impérieuses que pose la rapide évolution du monde.

Ainsi, *fait nouveau*, en juillet 1958, le Directeur général actuel de la FAO, M. B.-R. Sen, a présenté à la 26^e session du Conseil économique et social, une proposition concernant une *Campagne destinée à attirer l'attention mondiale sur le problème de la faim et à proposer une mobilisation des énergies nationales et internationales pour résoudre ce problème* ; l'ECOSOC l'en a félicité et l'a invité à développer son projet. Celui-ci, soumis au Conseil de la FAO en octobre 1958, a été bien accueilli et un Comité ad hoc de neuf Etats membres a aidé le Directeur général à élaborer des propositions plus détaillées que le Conseil a approuvées à sa session de ^{p.034} juin 1959 et dont il a saisi la 10^e

1956) ; cette étude a été effectuée à l'intention du Conseil Economique et Social, selon

La faim

session de la Conférence en novembre dernier ; la Conférence, par une résolution (n° 13/59) a décidé que soit entreprise une *Campagne mondiale contre la faim (Freedom-from-Hunger-World Campaign)*.

Il s'agit là d'une entreprise de grande envergure et de longue durée. Déclenchée officiellement le 1^{er} juillet 1960, elle doit durer 4 ou 5 ans et être marquée en 1963 par un « Congrès mondial de l'alimentation ».

Les promoteurs de cette Campagne se garderont bien d'en faire accroire et de laisser entendre qu'en cette courte période de cinq ans, on pourra faire disparaître totalement faim et malnutrition du monde.

Le but que l'on veut atteindre, par contre, est un éveil de l'opinion publique mondiale conduisant à des actions efficaces, tant sur le plan national que sur le plan international.

La Campagne se déroulera sur trois plans différents :

1° une action de très vaste information et d'éducation ;

2° un programme de recherche ;

3° des programmes nationaux d'action.

— *L'action d'information et d'éducation* visera à faire connaître ce qu'il est nécessaire de faire, ce qu'il est techniquement et économiquement possible de faire et comment traiter les problèmes de la faim et malnutrition en utilisant les connaissances et ressources techniques et économiques aujourd'hui disponibles ; dix-huit études sont prévues à cet effet, émanant des Nations

La faim

Unies et de leurs diverses Institutions spécialisées ¹.

— *Le programme de recherche* portera essentiellement sur des problèmes pratiques et concrets ; la plus grande part sera effectuée par les gouvernements et portera sur leurs problèmes nationaux ; il s'agira des problèmes économiques, sociaux et techniques, du développement agricole, de l'accroissement en volume et efficacité de la production en agriculture, forêts et pêches.

Certaines recherches pourront être confiées à des instituts de recherche et universités.

p.035 D'autres enfin seront étudiées sur une base régionale, par

¹ 18 études sont prévues dont 7 émanant de la FAO, 4 de l'UNESCO, 3 des Nations Unies, 2 de l'OIT, 1 de l'OMS, et 1 de l'OMM. Elles se rangent en 5 catégories et seront les suivantes :

1. Renseignements fondamentaux sur la faim et les problèmes de nutrition.
 - Troisième enquête alimentaire mondiale FAO
 - Enseignement et formation en matière nutritionnelle FAO
 - Nutrition et capacité de travail FAO
 - Nutrition et santé OMS
 - Population et disponibilités alimentaires ONU
 - Météorologie et alimentation OMM
2. Possibilités d'accroître la production d'aliments et d'en améliorer la distribution.
 - Possibilités d'accroître la production FAO
 - Ententes relatives à la distribution des produits alimentaires FAO
 - Rapports entre les maladies humaines et animales FAO
3. Possibilités d'accroître la capacité d'achat de nourriture et questions connexes.
 - Développement économique et capacité d'achat de nourriture ONU
 - Besoins des pays peu développés en main-d'œuvre qualifiée pour le développement de l'agriculture et de l'économie en général UNESCO
 - La faim et le pouvoir d'achat OIT
 - Activités des organisations et groupements s'intéressant à la lutte contre la faim OIT
4. Bilan des activités nationales dans ces divers domaines.
 - Efforts nationaux tendant à améliorer la production FAO
 - Indicateurs des activités nationales d'enseignement et de formation ayant une incidence sur la production alimentaire et la capacité d'achat de nourriture UNESCO
 - Etat des activités nationales tendant à accélérer le développement économique et à augmenter ainsi la capacité d'achat de nourriture ONU
5. Ouvrages de propagande générale.
 - Manuels de discussion : a) pour les adultes UNESCO
b) pour les enfants des écoles UNESCO.

La faim

exemple les problèmes de maladies des animaux et végétaux, telles que fièvre aphteuse, criquet pèlerin, etc., ces fléaux ne connaissant pas nos frontières politiques.

— *Les programmes nationaux d'action seront « au centre » de la Campagne, eux seuls pouvant se traduire en résultats.*

Il s'agira soit d'entreprises-pilotes ou de projets de démonstration, soit d'efforts coordonnés pour résoudre un problème bien défini ou un groupe de problèmes connexes ¹.

L'important est que ces programmes nationaux soient conduits avec continuité, à long terme et sur une grande échelle ; il est de toute importance aussi que chaque pays puisse choisir librement les programmes lui convenant en tenant compte de ses conditions propres ².

¹ On peut citer, à titre d'exemples :

- La constitution de réserves alimentaires nationales en coopération avec les pays disposant d'excédents, ainsi que les programmes d'amélioration du stockage.
- Des projets de démonstration agricole (zones de démonstration) portant sur la conservation des sols et des eaux, le remembrement de domaines, emploi de matériel perfectionné, la lutte contre les maladies des végétaux et animaux, l'utilisation des aliments au foyer, le marketing, la coopération, le crédit.
- Des pools d'engrais pour démonstration (les fabricants d'engrais ont déjà promis leur coopération) et encourager l'utilisation des engrais.
- L'utilisation de semences améliorées (la Campagne mondiale des semences organisée par la FAO pour 1960/61 jouera un rôle important dans la Campagne mondiale contre la Faim).
- La protection contre les maladies et parasites des végétaux et animaux, telles la peste bovine, la pleuropneumonie, la fièvre aphteuse, le criquet pèlerin, etc.
- L'amélioration des herbages en vue d'améliorer l'alimentation animale et humaine ainsi que de contribuer à la conservation des sols et des eaux.
- Les mesures tendant à améliorer la nutrition, notamment celle des enfants à l'âge scolaire (distribution de lait, par exemple), l'amélioration des ustensiles et méthodes culinaires.

² A ce propos, il n'est pas inutile de mentionner ici que M. le professeur Alfred Sauvy, lors du Colloque organisé par la Société Nestlé (déjà cité), a mentionné les dix questions qui, à son avis, se posent à chaque pays insuffisamment développé et menacé de surpeuplement :

1. Quel accroissement naturel de population est à prévoir, avec la fécondité actuelle, d'ici 10, 20, 30 ans ?

2. Cet accroissement naturel peut-il être réduit par une émigration hors du territoire ?

On en déduit un accroissement effectif auquel il faut faire face.

La faim

Enfin, il faut que les Nations Unies, leurs institutions spécialisées et notamment la FAO soient en mesure de prêter aux gouvernements toute l'assistance technique dont ils auront besoin pour mener à bien leurs programmes d'action.

Pour mettre en œuvre et conduire au succès cette Campagne contre la Faim, la FAO a besoin de deux choses :

— tout d'abord, du concours des gouvernements et de toutes les bonnes volontés du public ;

— ensuite, de moyens financiers.

En ce qui concerne les concours que la FAO attend, il s'agit, en fait, d'alerter l'opinion publique, puis de mobiliser toutes les volontés en vue du but à atteindre ; la FAO ne négligera rien pour obtenir ces concours, mais encore faut-il qu'ils se manifestent activement et que l'on ne se contente pas, ici ou là, d'approuver en paroles l'action entreprise.

L'heure est à l'action concertée et résolue de tous.

En mai de cette année, à Rome, une *Conférence des Organisations Internationales non gouvernementales*, convoquée par la FAO, a réuni les représentants de 75 Organisations, sous la

3. Pour maintenir la production par habitant, c'est-à-dire accroître la production proportionnellement au moins à la population, quelle part du revenu national doit-elle être consacrée aux investissements ?

4. Pour relever la production par habitant de $x\%$ par an (c'est-à-dire accroître la production plus que la population), quelle part supplémentaire du revenu national doit-elle être consacrée aux investissements ?

5. Les ressources intérieures en capitaux, en techniciens, etc., permettent-elles ce développement économique ? Dans quelles conditions ?

6. Dans la négative, quel est le montant nécessaire de l'aide d'origine extérieure ?

7. Cette aide peut-elle être obtenue en quantité suffisante ? Dans quelles conditions politiques ?

En cas de réponse défavorable aux questions précédentes, ou bien pour rendre plus facile la solution, se pose la question de la natalité.

8. Peut-on prévoir une baisse de natalité de la population ?

9. Est-il recommandable de la préconiser et de la favoriser ?

10. Est-il possible de la favoriser ? par quels moyens ?

La faim

présidence de M. A. Pelt, ancien directeur de l'Office européen des Nations Unies et aujourd'hui Secrétaire général de la Fédération mondiale des ^{p.036} Associations pour les Nations Unies. Unaniment, elles ont félicité le Directeur général de la FAO pour son initiative et promis leur plein concours en fournissant d'ores et déjà de très utiles indications quant à la manière de conduire la Campagne ; ces Organisations groupant toutes ensemble des millions de membres peuvent jouer un rôle considérable, notamment pour la propagande, la collecte des fonds nécessaires à l'action, la mise à disposition de personnel, de matériel et d'équipement. Décision a été prise de constituer parmi elles un Comité consultatif formé de représentants de douze de ces Organisations, qui aidera le Directeur général de la FAO dans le lancement et l'exécution de la Campagne ¹.

Quelques jours plus tard, en mai aussi, s'est réuni à Rome le *Comité consultatif établi par le Conseil de la FAO* en vue de conseiller le Directeur général et de l'aider à mettre au point le programme détaillé de la Campagne. Dans cette session, nous avons formulé de nombreuses recommandations portant sur la participation des Etats, des Nations Unies, de leurs Institutions spécialisées, des Organisations non gouvernementales, ainsi que sur la conduite de la Campagne dans ses trois secteurs et sur son financement.

Dans le résumé de ses travaux ², ce Comité a tenu à rappeler formellement une déclaration figurant au Rapport de la 6e Session de la Conférence de la FAO en 1951 qui disait :

¹ On trouvera la liste des 75 Organisations de toutes natures, tendances et confessions ayant participé à la Conférence de Rome, dans le document de la FAO : C/NGO/FFHC/18.

² Document FAO : CL 34/8, du 17 mai 1960.

La faim

« Loin de considérer que le problème était insoluble, la Conférence a jugé que le potentiel de production qu'offrent les ressources existantes sur la terre et dans les eaux suffirait amplement à nourrir l'humanité entière dans l'avenir prévisible, à condition d'utiliser plus intensément les machines, engrais et autres moyens de production et de vulgariser les techniques modernes. »

Cette constatation doit être rapprochée de l'opinion de Colin Clark, que j'ai déjà citée (voir p. 30).

Le Directeur général a préparé une publication intitulée *Choix de projets d'action nationaux*, véritable catalogue indicatif de projets-clés établi à l'intention des gouvernements à titre de stimulant pour leur imagination et leur initiative ; la publication indique brièvement comment chacun des projets suggérés pourrait être financé et exécuté. Pas moins de 116 projets-types sont ainsi p.037 suggérés, parmi lesquels les pays sont invités à choisir ceux qui seront pour eux les plus bénéfiques ; ils pourront aussi renforcer ou compléter des projets qu'ils ont déjà mis en œuvre.

Nombreux sont les Mouvements ou Organisations qui manifestent dès maintenant leur intérêt pour ce vaste programme de lutte contre la faim et leur intention d'y consacrer leurs efforts ; je ne puis que mentionner certains d'entre eux à titre d'exemples ¹ :

¹ Voir à ce sujet :

- a. *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, juillet 1960 ;
- b. FIPA : Compte rendu de la 11^e Conférence générale, New Delhi, 1959, résolution n° 2 ;
- c. Conseil Œcuménique des Eglises, *La Vie Protestante*, Genève, 20 nov. 1959 ;
- d. ACI : Déclaration à l'occasion de la Journée coopérative internationale, *Revue de la Coopération internationale*, n° 6, juin 1960 ;
- e. JOC : Manifeste de la JOC Internationale, Bruxelles, 1957 ;
- f. ASCOFAM : a constitué au Canada une « Fondation Mondiale contre la Faim et la Misère » et édité un film impressionnant « Tonnerre sur le Monde », traitant du sujet qui nous occupe ici ;
- g. MJSR : Bulletin n° 4, 1960, intitulé : « Le dossier de la Faim ».

La faim

- a) Le Comité international de la Croix-Rouge ;
- b) La Fédération internationale des producteurs agricoles ;
- c) Le Conseil œcuménique des Eglises ;
- d) L'Alliance coopérative internationale ;
- e) Le Mouvement de la jeunesse ouvrière chrétienne ;
- f) L'Association mondiale de lutte contre la faim (président J. de Castro, et dont l'un des principaux animateurs, l'abbé Pierre, est dans cette salle) ;
- g) plus près de nous-mêmes, en Suisse, le Mouvement de la jeunesse suisse romande.

D'autres Organisations, l'une après l'autre, viennent ou viendront coopérer à l'action commune entreprise par la FAO.

Quant au financement de la Campagne, il faut l'envisager sous deux angles :

- celui des dépenses de la FAO, organisatrice et coordinatrice de l'action ;
- celui des dépenses permettant de mettre en œuvre des programmes d'action nationaux et régionaux.

Le budget de la FAO, sur un total de 18,5 millions de dollars pour le biennium 1960-61 ne comprend, pour les dépenses d'organisation de la Campagne, qu'un montant bien trop modeste de 25.000 dollars. Or, dans une lettre adressée aux Etats Membres en mars 1960, le Directeur général estimait à quelque 750.000 dollars le coût des dépenses à engager par la FAO pour les douze premiers mois de la Campagne, soit jusqu'au 30 juin 1961.

Il est vrai que la résolution de la 10^e session de la Conférence

La faim

autorise le Directeur général à ouvrir un Fonds de dépôt (Trust Fund), hors budget, auquel elle a invité les gouvernements, les ^{p.038} Organisations internationales, les Groupements confessionnels, les Fondations et Organisations privées à apporter des contributions bénévoles ; pour les gouvernements, il s'agirait de contributions en sus de leur participation constitutionnelle au budget de la FAO.

Le 1^{er} juillet, jour de lancement de la Campagne, le Président de la Confédération Suisse a lancé un appel qui, espérons-le, sera suivi d'actes généreux. Il en a été de même dans d'autres pays qui déjà organisent l'action sur leur territoire.

LA LUTTE CONTRE LA FAIM, PROBLÈME D'ORDRE MORAL

Ce que nous avons vu jusqu'ici permet de juger avec sérénité certaines théories, dont la valeur très relative et souvent démentie par les faits, conduit cependant les uns au pessimisme quant à la solution du gigantesque problème de la faim ; parmi ces théories, citons seulement celles de Malthus et des néo-malthusiens ¹, la soi-disant loi du rendement décroissant des terres et la notion de potentiel biotique limité du sol.

Parmi les pessimistes, certes se rangent des hommes de haute valeur et récemment encore, lors du Colloque d'avril dernier organisé par la Société Nestlé, nous avons entendu des exposés propres à décourager là où il faut au contraire tout notre courage et notre imagination ².

¹ Thomas R. MALTHUS (1766-1834), *Essay on the Principle of Population as it affects the future improvement of Society*, 1798.

² a. M. le professeur R. MATTHEY, recteur de l'Université de Lausanne, craint qu'à une population croissant indéfiniment, corresponde une famine généralisée et se prononce

La faim

Leurs arguments sont pour nous des avertissements ; ils doivent prévenir de dangereuses illusions, mais ne nous ont pas convaincu ; par exemple, citer la révolution industrielle comme un des moyens ayant permis que s'accroisse sans malheur la population des pays où elle s'est produite, nous paraît fournir le meilleur aliment d'un optimisme raisonné, car ne voyons-nous pas que cette révolution industrielle n'en est qu'à ses débuts et qu'elle se poursuit sous nos yeux à un rythme presque effrayant en même temps qu'elle gagne progressivement le monde entier, cette fois.

Rappelant le mot de Bergson : « Laissez faire Vénus et vous aurez Mars », nous devons peut-être bien envisager d'apporter p.039 quelque tempérament à la prolifération humaine ; mais si, sur ce point, nous en arrivons à faire appel à la raison, ne

pour une eugénique humaine, pose le problème de l'euthanasie et ceux de la limitation des naissances et de l'avortement. Il craint que, en aidant les peuples sous-développés, on en arrive à voir la race blanche évincée ou tout au moins diluée dangereusement.

Si nous avons peine à le suivre sans réserve sur ces diverses opinions, nous constatons cependant qu'il a conclu son exposé par les propos plus optimistes que voici :

« La situation de 1960 demande des solutions conçues dans un esprit moderne et inspirées par les connaissances scientifiques plutôt que par la tradition du passé.

Nous faisons nôtre cette conclusion, mais elle conduira, sans aucun doute, à recourir à d'autres méthodes d'action que celles — si dignes d'attention soient-elles — envisagées par M. le professeur Matthey.

b. Sir Charles DARWIN, traitant de ce qu'on appelle « l'explosion de la population », constate que, loin de ralentir l'augmentation de la population, la prospérité et l'abondance contribuent à l'accélérer, et donne pour exemple les Etats-Unis. Il relève que 10 ou 60 millions de morts dus aux deux terribles dernières guerres mondiales sont aujourd'hui remplacés en quelques mois ou un an environ ; selon lui, une guerre atomique, même détruisant 200 millions d'hommes, n'arrêterait donc pas la course à la surpopulation — ce qui est vrai sans doute — et que, même si la production s'accroissait au même rythme, il y aurait dans 50 ans simplement le double d'êtres mal nourris. Il rappelle que jadis l'excédent de population était éliminé par le processus de la « lutte pour la vie » et que ce qui nous a permis de vivre plus nombreux sur terre, ce sont d'une part la découverte de nouveaux continents, tels que l'Amérique et, d'autre part la révolution industrielle.

Et il en appelle à un « self-control » de l'humanité et de l'individu qui, se dominant lui-même, l'amènerait à être raisonnable dans sa multiplication.

La faim

conviendrait-il pas aussi et même avant, de faire appel à cette même raison pour qu'elle conduise les hommes à consacrer au problème dont nous avons traité, autant d'énergie et d'ingéniosité qu'elle en consacre à des guerres, dont sont d'ailleurs issus des progrès techniques considérables ?

Sur ce point brûlant du problème de la faim, un grand historien anglais, le Dr Arnold Toynbee, a rappelé, lui aussi, qu'il semblait difficile de « continuer à réduire la mortalité et en même temps permettre à la natalité de suivre le cours naturel » ; et il a souligné que sa limitation appartient aux particuliers ¹.

La limitation des naissances choque le sens moral et religieux dans de larges milieux et l'on devra bien tenir compte de ce fait ; c'est d'ailleurs, semble-t-il, une des préoccupations de la Commission des Eglises pour les Affaires internationales.

Nous nous trouvons en face d'une vraie tragédie mondiale et l'on prête à M. Paul-Henri Spaak ce propos : au théâtre, dans toute tragédie, il se produit des catastrophes que nous attendons de notre place en spectateurs ; mais ici, pouvons-nous nous contenter de rester spectateurs ?

Josué de Castro ayant écrit que l'humanité est composée :

¹ Dr Arnold TOYNBEE : *Population et Alimentation*, Conférence prononcée lors de la 10^e session de la Conférence de la FAO, le 2 novembre 1959, dont voici quelques passages :

« This would be a great victory for humanity over Nature's inhumane practice of producing her creatures in superfluous numbers as an offset to preventable casualties. Human beings are no longer willing to submit to being « expendable » items in Nature's extravagant balance-sheet.

.

We have to reach the ears ; and influence the actions, of the thousands of millions of people on whose individual decisions the reduction of the birth-rate depends. The death-rate has been reduced by the beneficent action of a small number of people in high places. But, when it is a question of proportionately reducing the birth-rate, the public authorities are almost impotent. The initiative, here, is in the hands of the world's private citizens. »

La faim

— d'une part, de ceux qui ne mangent pas parce qu'ils n'en ont pas les moyens,

— et d'autre part, de ceux qui ne dorment pas par peur d'une révolte ou par scrupule de conscience,

M. Alfred Sauvy a fait remarquer qu'il était, au contraire, « inquiétant » que le monde occidental dorme encore paisiblement alors que d'aussi graves problèmes se posent.

Ce sont ces dormeurs que la Campagne de la FAO contre la faim doit réveiller et chez qui elle doit créer un sentiment de « mauvaise conscience » ainsi que le désir de remédier à la situation actuelle.

Un autre Français, Jacques Maritain, a dit :

« Tant que les sociétés modernes secréteront la misère comme un produit normal de leur fonctionnement, il n'y aura pas de repos pour un chrétien. »

^{p.040} Il est donc temps de prendre conscience d'un problème mondial que les pays ne peuvent résoudre seuls et individuellement ; il faut une action internationale énergique et si l'on veut éviter ce que Tibor Mende appelle « une guerre de classes internationales », il faut leur apporter autre chose que le cinéma érotique et l'anticonceptionnisme ¹.

Je crois que nous avons tous appris que le profit et les prix ne sauraient, à eux seuls, être des régulateurs valables et qu'il convient de passer d'une économie de profit à une « économie des besoins » ² dans laquelle l'étude des besoins légitimes des

¹ R. P. LEBRET, *Suicide ou Survie de l'Occident*, p. 240.

² Thèse soutenue notamment par le Mouvement « Economie et Humanisme » en France.

La faim

hommes se verra attribuer une importance au moins égale à celle accordée jusqu'ici aux problèmes de productivité, de rentabilité au sens étroit ; il importera d'étudier non seulement la demande, mais aussi et surtout la « non-demande » et ses causes.

On le voit, il s'agit de reviser certaines de nos règles de vie, trop confortablement admises, alors qu'elles se révèlent périlleuses pour tous, et de passer à une « économie où l'on donne », selon l'expression de François Perroux ¹, et j'ajouterai : où l'on donne sans espoir de retour, s'il le faut.

Peut-être, dans les pays avancés, n'a-t-on pas encore mesuré le vrai sens du problème et pas encore estimé assez la joie qu'il y a à partager avec moins favorisé que soi. Le rôle des économies et puissances aujourd'hui dominantes, tels les Etats-Unis et l'U.R.S.S., peut être déterminant et leur responsabilité, de même d'ailleurs que celle de l'Europe, apparaît ici très grande.

Les appels à l'action n'ont pas manqué de la part de grands chefs d'Etats ; ils doivent être suivis d'actions, conduites avec détermination et une vision réaliste de l'avenir et des besoins du monde ; et l'on me permettra de citer une fois encore le R. P. Lebreton, disant que « le monde en est arrivé à un point où l'utopie seule est réaliste » ².

Les peuples qui souffrent n'attendront pas et n'hésiteront devant rien pour conquérir un certain bien-être, maintenant qu'ils ont vu

¹ Dans son ouvrage *L'Europe sans rivages*, l'économiste François PERROUX parle de « L'Avarice des Nations » qui conduit celles-ci à gérer chacune son patrimoine et à une économie où l'on répartit selon le prix et non selon le besoin, à une économie qui sacrifie la vie aux choses et n'accorde pas à chacun une espérance de vie scientifiquement possible ; mais il constate que ce type d'économie est ébranlé et commence à céder la place à une économie de service, une économie où l'on donne.

² R. P. LEBRET, *op. cit.*, Avant-propos, p. 13.

La faim

clairement qu'ils peuvent l'obtenir et en jouir comme d'autres.

Nous vivons une transformation radicale de la structure du monde et des rapports entre ses diverses parties ; chaque jour nous ^{p.041} rend, en fait, plus solidaires les uns des autres, unis dans une « communauté de destin », au sein de laquelle pays développés et moins développés ont réciproquement besoin les uns des autres.

Le pouvoir de l'homme s'est accru et il peut agir au sens de ce jugement de Julian Huxley : « The man can inject his ethics into the heart of evolution » ¹. C'est alors l'homme « axe et flèche de l'Évolution », selon la belle expression de Teilhard de Chardin dans le recueil d'écrits publié après sa mort : *Le Phénomène humain*.

C'est dans cet esprit que, pour ma part, je considère ce que j'appelle la « Croisade » contre la faim entreprise par la FAO, et à laquelle elle nous appelle.

Et, en conclusion à cet aride exposé, je souhaiterais voir placer cette Croisade sous le motto que constitue l'admirable pensée d'un regretté philosophe qui, en 1947, a prêté son concours aux Rencontres Internationales de Genève, Nicolas Berdiaeff, pensée ainsi lapidairement exprimée :

Le pain pour soi est une préoccupation matérielle.

Le pain pour autrui, une préoccupation spirituelle ².

@

¹ Thomas and Julian HUXLEY : *Touchstone for Ethics* (1893-1943), Harper éd., New York et Londres, 1947, p. 156. (L'Homme peut injecter sa morale au cœur même de l'évolution.)

² Nicolas BERDIAEFF : *Destin de l'Homme dans le Monde actuel*, Stock, Paris.

ROBERT DEBRÉ

LA FAIM ET L'ENFANT¹

@

p.057 J'ai pris pour tâche d'envisager devant vous les problèmes de la faim en médecin — en médecin d'enfants — et je vais être obligé, non pas d'user de mots sans les définir, mais d'essayer de donner aussi clairement qu'il est possible des explications et des définitions des phénomènes de la vie. Il s'agit, en effet, point n'est besoin de le répéter, du phénomène essentiel de la vie.

Lorsque j'entendais comparer ce matin les difficultés de l'alimentation avec celles du logement et du vêtement, je ne pouvais m'empêcher d'être réservé. Il n'y a aucune comparaison entre ces problèmes ; le problème de l'alimentation est bien entendu celui de la vie elle-même.

A la fin du XVIII^e siècle, un génie qui a fondé la physiologie moderne, Lavoisier, a compris ce fait considérable que la vie était une combustion lente. L'homme, l'être vivant, brûle doucement jusqu'à ce que, comme nous le disons tous, la vie s'éteigne. Lavoisier a bien vu que pour alimenter ce foyer l'oxygène que nous respirons, les principes alimentaires que nous ingérons, constituent des substances qui brûlent. Avec un autre génie, Laplace, il a vu que l'on pouvait apprécier en quelques secondes les possibilités de vie en mesurant la quantité de chaleur animale — nous employons toujours ce terme — produite par le foyer qu'est l'être vivant. p.058 Comment la mesure-t-on ? Vous avez

¹ Conférence du 1^{er} septembre 1960.

La faim

entendu ce mot depuis que vous êtes réunis, on la mesure en calories.

Une calorie, c'est la quantité de chaleur qui élève d'un degré la température d'un gramme d'eau. Nous mesurons la valeur des aliments par la quantité de calories qu'ils nous apportent.

Chaque homme a besoin que l'alimentation lui apporte un minimum de calories, sans cela le feu s'éteint. Au repos, à 15° de température ambiante, sans bouger, la quantité minimale indispensable pour la vie est une calorie par kilo et par heure, quel que soit le poids, quelle que soit la taille, quel que soit l'âge. Mais à ce chiffre minimal il faut ajouter celui qui correspond à tout ce qui est nécessaire pour le mouvement, pour la dépense de l'activité, pour l'énergie déployée, pour la lutte contre la température ou trop chaude ou trop froide, et pour ce qui nous préoccupe tout particulièrement, pour la croissance de l'être jeune.

C'est dire qu'il y a de grandes variations dans la nécessité de l'apport alimentaire en calories.

La dépense est faible à la naissance, mais elle augmente d'une façon considérable jusqu'à l'âge de cinq ans, et nous allons voir dans ce phénomène un point essentiel concernant une des plus graves maladies de la faim dont nous parlerons tout à l'heure.

Les aliments, vous le savez, sont des mélanges de substances organiques et minérales d'origine animale et végétale pour l'homme qui est omnivore, et l'analyse de l'alimentation nous montre, vous le savez aussi, que ces aliments sont ou bien de la catégorie des glucides (sucres, féculents) ou bien de la catégorie des graisses (que nous appelons des lipides) ou enfin, de cette catégorie spéciale dont vous avez entendu parler cent fois, qui fait

La faim

la chair animale, qui est une molécule albumineuse, qu'on appelle les protides.

Un gramme de protides, un gramme de glucides donnent environ 4 calories ; un gramme de lipides, environ 9 calories.

Peut-on, pour avoir un bon apport calorique, prendre au hasard telle quantité de lipides, telle quantité de glucides et telle de protides, pourvu que l'on ait au total la quantité de calories nécessaires ?

p.059 D'une façon générale, oui. Tel est le principe de l'isodynamie. On peut diminuer les graisses et augmenter les sucres, diminuer la chair animale et augmenter les féculents ; finalement, si les calories nécessaires sont apportées, l'alimentation est suffisante. Oui, sauf sur un point capital qui domine le problème de la faim dans le monde. Quel est ce point capital ? Il ne s'agit pas là de théories ni d'hypothèses ; ce sont des notions établies, et, quels que soient les progrès indéfinis de la science, ils ne peuvent se bâtir que sur ces notions établies. On ne peut pas, dans une ration calorique de l'homme, abaisser les protides au-dessous d'un certain niveau, sans cela survient la maladie, et, si l'on persiste, la mort. Lorsqu'on donne à un chien une nourriture contenant toutes les calories dont il a besoin mais pas de protides, le chien meurt aussi obligatoirement, aussi sûrement que si on l'avait privé totalement de nourriture. Il brûle les protides de son corps, puis, quand il a fini de les brûler, la vie s'éteint.

Nous avons donc besoin d'un minimum de protides et tous les hommes à la surface de la terre ont besoin de ce minimum.

Le problème est plus complexe encore, car tous les protides ne

La faim

sont pas égaux. Nous avons besoin de certains protides qu'on appelle les acides aminés, qui sont des protides particuliers ; ceux dont précisément sont faits nos propres tissus. C'est pourquoi vous avez entendu dire, et c'est partiellement vrai — partiellement seulement — combien l'albumine des protides d'origine animale était supérieure à celle des protides végétaux ; c'est à cause de leur teneur en certains acides aminés.

Le besoin de protides, cet élément indispensable à la vie humaine, se ramène donc à un besoin d'acides aminés. Ceux-ci sont très nombreux. Je ne les évoquerai pas tous, mais il faut savoir que quatorze d'entre eux sont absolument nécessaires à notre vie.

D'autre part, il faut que soit réalisé un certain équilibre entre ces quatorze acides aminés. Nous avons besoin d'une certaine quantité définie de chacun d'eux, et nous ne pouvons pas, dans notre régime, remplacer indifféremment l'un par l'autre.

Chez les enfants, le besoin en acides aminés — qui vont contribuer à former leur corps et leur permettre de se développer et de ^{p.060} grandir — est considérable, indispensable, et je suis obligé de vous avouer que dans certains de ses détails ce besoin n'est pas encore déterminé avec certitude.

Donc, besoin de certains acides aminés contenus dans certains aliments ; la plupart sont contenus dans la chair animale, dans l'œuf ou dans le lait. Mais ils sont aussi contenus dans des aliments végétaux à des taux variables.

Pour recevoir un régime équilibré, non seulement nous avons besoin d'une quantité appréciable d'acides aminés, non seulement nous avons besoin d'un certain équilibre entre ces acides aminés,

La faim

mais les exigences sont plus étroites encore : lorsqu'un amino-acide est en quantité faible, il joue le rôle de facteur limitant et il empêche les autres d'être bien absorbés. Ce facteur limitant a une importance considérable. Lorsqu'une mère africaine nourrit son enfant avec du manioc, elle le nourrit avec un hydro-carboné excellent, parfaitement digestible, contenant même des protides végétaux, mais il en manque deux dans le manioc ; le manioc ne peut pas suffire à lui seul à nourrir un enfant ; la maladie s'ensuit si on n'ajoute pas une substance végétale ou animale, apportant les deux acides aminés manquants.

Quittons l'Afrique et envisageons un autre pays, le Honduras. On peut y voir les enfants ayant une très bonne ration calorique, ayant vraiment la quantité de calories qui leur est nécessaire, ils ont même une quantité de protides suffisante, d'une façon absolue, mais s'ils sont nourris essentiellement avec du maïs, du mil ou du blé, ou même des tubercules, dans chaque cas il leur manque un ou deux acides aminés et ils tombent malades.

Par conséquent, la campagne à laquelle je considère comme un grand honneur de participer, ne doit pas être faite d'une façon vague, et une générosité qui ne serait pas instruite ne serait pas convenable.

Si, dans les deux exemples que je viens de donner — l'Africain nourri au manioc et l'enfant du Honduras —, on n'apporte pas l'aliment convenable, la générosité est inutile ; il faut donner une alimentation complète, il faut donner ce que nous appelons l'aliment de complément, pour rétablir l'équilibre, s'il est rompu.

^{p.061} Sans doute, cet aliment de complément est-il facile à trouver si l'on apporte de la viande, du lait ou des œufs, mais cela

La faim

n'est pas absolument indispensable, et on peut le trouver dans d'autres végétaux, ce qui dans les cas qui nous occupent est bien important.

Pour compléter une alimentation fondamentale, le palmiste, l'arachide, le soja sont mauvais, le tournesol est très bon.

Vous voyez donc déjà par cet exposé combien des études sérieuses, à la fois scientifiques et pratiques, sont indispensables pour attaquer efficacement le problème des troubles alimentaires par insuffisance chez l'enfant dans les pays en voie de développement.

Comme vous savez, le problème n'est pas résolu seulement par l'usage des aliments indispensables pour la ration calorique. On s'est aperçu, il y a une cinquantaine d'années, qu'une ration calorique parfaite était compatible avec des troubles assez curieux. Ces troubles, la vieille médecine les connaissait : le scorbut des navigateurs, des Croisés, la pellagre, le bériberi des enfants de l'Inde, de la Chine et de l'Indonésie. On s'est aperçu que ces maladies très graves étaient liées à l'absence d'une substance qui n'apportait aucune calorie, mais apportait un élément indispensable à son métabolisme. Cette substance, à laquelle on a donné le nom de « facteur accessoire », en réalité est fondamentale : ce sont essentiellement les vitamines. Substances très variées dans leur composition, très variées dans leurs origines qui, lorsque l'individu les ingère, peuvent préserver de toutes sortes de maladies, et qui sont indispensables au développement normal.

La vitamine A est une vitamine de croissance ; la vitamine B combat le bériberi ; la vitamine C le scorbut ; la vitamine D le

La faim

rachitisme ; la vitamine K les hémorragies. Je m'arrête, je vous ai cité les principales.

Sauf l'adulte qui est capable de synthétiser la vitamine C, l'homme, qui est « un chimiste incomplet », ne peut pas synthétiser ces vitamines. Il faut qu'il les reçoive dans sa nourriture. Le tout petit enfant, bien entendu, les a recueillies dans le sein de sa mère et il en a une petite provision lorsqu'il arrive au jour.

Au bout de trois ou quatre mois, il a gaspillé cet héritage et il faut que l'alimentation lui apporte les vitamines. En règle générale, ^{p.062} il en a une quantité suffisante dans nos pays ; cependant il faut donner de l'huile de foie de morue et des jus de fruits pour apporter aux enfants la vitamine C et la vitamine D.

La vitamine A est fournie par le lait, par bien des légumes, par les carottes, l'huile de poisson ; la vitamine B se trouve également dans les légumes, et notamment dans le riz, à condition que la cuticule ne soit pas enlevée, car si le riz naturel contient bien cette vitamine, le riz poli ne la contient plus. Cela me permet de vous dire que certaines méthodes de préparation des aliments et de cuisson employées notamment dans certains pays altèrent les aliments ; que certaines méthodes de conservation altèrent les aliments au point qu'elles font disparaître les vitamines.

On voit donc, pour conclure, que les enfants qui nous soucient peuvent bien souffrir d'une insuffisance globale de calories, ou d'une alimentation déséquilibrée, ou d'une carence définie. Lorsque l'enfant souffre d'une insuffisance globale, lorsqu'il est en inanition, il évoque le tableau connu du nanisme lorsque survient dans un pays une famine.

La faim

Encore tout récemment, pendant la révolution russe, il y eut 12 millions d'êtres morts de faim, parmi lesquels, précisément, des sujets jeunes, qui n'avaient pas leur ration de calories et qui étaient sous-alimentés par insuffisance globale.

Mais de beaucoup la plus importante, vous le devinez par tout ce que je vous ai dit, est l'insuffisance partielle, c'est-à-dire l'alimentation à peu près suffisante, presque suffisante en calories, mais déséquilibrée, avec notamment une insuffisance protidique, notamment en certains protides, et aussi une insuffisance en vitamines. Il faut y ajouter, plus rares et moins importantes cependant, des insuffisances en sels minéraux.

C'est donc tout un tableau complexe que va présenter ce phénomène de la malnutrition, différente de la sous-alimentation.

Je passe sur beaucoup de détails qui seraient peut-être un peu longs à vous exposer sur ces problèmes de déséquilibre. Je crois vous en avoir assez dit pour vous montrer qu'à nos yeux un des problèmes fondamentaux est celui de la malnutrition protéique pure ou ajoutée à d'autres carences.

^{p.063} Bien entendu, le phénomène est beaucoup plus complexe que je ne viens de le schématiser. Il est bien évident que les troubles de la digestion, de l'absorption, que tout le métabolisme du sujet doivent être envisagés. Il est bien certain que chez l'enfant, dont nous parlons essentiellement, les maladies infectieuses et les parasitoses jouent un rôle important, mais en vérité, et toutes les études contemporaines attentives ont convergé vers cette notion, le phénomène de base est le déséquilibre de la ration, d'une gravité absolument exceptionnelle chez l'enfant en état de croissance, et, comme

La faim

nous le verrons, surtout à une période particulière de sa vie.

Telles sont les notions physiologiques de base très banales et relativement simples que je voulais vous exposer, parce que d'elles dérivent bien des difficultés dans l'effort que nous entreprenons.

Si nous continuons à faire ensemble le tour du phénomène dont nous parlons tous, la faim, ne devons-nous pas en envisager la définition : Qu'est-ce que la faim ?

Ce mot couvre plusieurs significations. L'essentielle est celle que nous venons d'évoquer, c'est-à-dire la souffrance des myriades et des myriades de cellules de notre corps qui ont besoin de cette nourriture sans laquelle aucune d'elles ne possède la possibilité de vivre normalement.

Cette souffrance naît donc au niveau cellulaire mais, comme toutes les sensations profondes de notre être, elle est transmise comme un message de chaque cellule vers le système nerveux central qui intègre toutes les sensations et ainsi transforme notre corps, fait d'éléments si nombreux et divers, en un être unique, en un individu.

C'est au niveau d'une région définie du système nerveux, l'hypothalamus, que se trouve le centre qui reçoit de chaque cellule ce message secret traduisant son besoin d'aliments et d'aliments bien définis, et cette sensation est intégrée au niveau de l'hypothalamus, qu'elle lui parvienne par l'intermédiaire des fibres nerveuses qui transmettent les sensations comme un courant électrique, ou qu'elle lui parvienne comme un message chimique plus complexe, lié à la composition des humeurs. C'est dans ce lieu où se règle en même temps la température du corps,

La faim

la soif, les instincts profonds, ^{p.064} celui du mouvement, l'instinct sexuel, les troubles du métabolisme, c'est dans cette zone « sacrée » que se trouve le centre de la faim, averti des besoins que je viens de définir.

Telle peut être une définition de la faim : l'intégration par un centre de la sensation de chaque cellule, des besoins d'alimentation définie.

Comme vous le voyez, cette définition va beaucoup plus loin que la définition traditionnelle qui correspond aux sensations éprouvées par l'homme ; sensation, dit-on, désagréable, siégeant au creux de l'estomac, et qui coïncide avec des contractions gastriques.

L'homme perçoit-il les détails des exigences de la faim ? Oui. Vous le savez, le diabétique a un appétit particulier pour le sucre ; certains hommes, privés de crudités, sont capables d'exploits pour avoir un peu de verdure crue. Mais, en règle générale, cet avertissement du centre de la faim est imparfait, et comme on l'a remarqué hier, chez l'homme, il ne se traduit pas par la quête d'une nourriture déterminée. C'est un point très important, puisque nous en tirons tout de suite la conséquence que le corps n'est pas averti de toutes ces nécessités dont je viens de parler, ne perçoit pas d'une façon nette le manque de protides, le manque d'acides aminés, et que, comme on dit, on peut « tromper » la faim, c'est-à-dire que, l'estomac étant plein après l'ingestion d'hydrocarbonés, l'enfant ou l'adulte croit sa faim assouvie alors que son corps souffre.

A côté de la faim, nous devons distinguer, avec quelque subtilité peut-être, l'appétit. L'appétit est une sensation agréable,

La faim

causée par la vue, par l'odeur, par la représentation psychique, par l'idée d'un aliment qui plaît, et il résulte d'une expérience antérieure. Ce désir, ce goût, l'appétit se développe, se modifie, s'éduque, change au cours de la vie et constitue l'élément psychique, conscient, alors que ce phénomène au niveau du centre de la faim, de l'hypothalamus, constitue le phénomène sous sa forme somatique ; la forme physique du phénomène. L'attraction, ou au contraire la répugnance vis-à-vis des aliments est en quelque sorte la manifestation mentale spirituelle de ce qu'est le besoin, l'impulsion de la faim.

La forme spirituelle, si l'on peut dire, de ce besoin, nous l'appelons « appétit », réservant le mot de « faim » au phénomène organique.

p.065 D'où, pour notre action, première nécessité sur laquelle j'insistais tout à l'heure, à savoir que nous devons satisfaire cette faim, ce besoin profond et inconscient par une alimentation convenable, physiologiquement équilibrée, mais que nous pouvons être gênés dans cette entreprise par des répugnances, par des variations de l'appétit. L'appétit, les habitudes le modifient ; le milieu influe sur lui, les émotions le changent, la crainte, les pressions sociales, les pressions religieuses, les interdits empêchent cet appétit de se développer. C'est sur l'appétit que nous aurons, nous, à agir, car il est changeant et modifiable, pour corriger certaines habitudes fâcheuses.

Voici terminé un premier parcours, un peu long, des bases physiologiques et psychologiques du phénomène qui est l'objet de nos soucis, la faim.

Passons maintenant à la pathologie.

La faim

Il y a peu d'années fit son entrée dans le monde médical une maladie au nom exotique, singulier, qui différait des termes habituels par lesquels nous désignons, avec des étymologies grecques ou latines, ou le nom d'un auteur, les maladies que nous connaissons. Cette maladie a été appelée par la doctoresse Cecily Williams le kwashiorkor.

« Kwashiorkor » est un mot de la langue du Ghana, autrefois Côte de l'Or. Comme il arrive souvent pour ces mots africains, on ne sait pas exactement son étymologie, ni son sens exact. Cependant, on nous raconte qu'il signifie « enfant rouge » — vous verrez tout à l'heure qu'en effet la maladie est caractérisée souvent par une pigmentation de la peau. Mais cette étymologie n'est pas certaine et d'autres pensent que « kwashiorkor » veut dire « enfant voué au diable rouge ». Or, l'enfant voué au diable rouge est, au Ghana, un enfant qui est allaité par sa mère au moment où celle-ci commence une nouvelle grossesse.

Ce mot a été choisi, il a eu du succès parmi nous et a remplacé dans la terminologie médicale les dizaines de noms placés sur le même syndrome qui se voient dans tous les pays malheureux du monde entier. Cet « enfant rouge » d'Afrique, on l'appelle « l'enfant du sucre » à la Jamaïque, car il s'agit d'un enfant qui ne prend ^{p.066} comme nourriture que des hydrocarbonés ; on parle d'œdèmes nutritionnels, ailleurs de cachexie hydropique, de dystrophie polycarentielle. Cessons cette énumération ; il y a presque autant de noms que de régions atteintes, et celles-ci s'étendent du Costa Rica aux Philippines, de Porto-Rico à l'Afrique sous-saharienne, de l'Afrique du Sud au Mexique, de la Malaisie à l'Iraq, des Indes à la Chine et du Sahara au Sud de l'Europe.

Dans cette grande étendue de la terre il y a des enfants atteints

La faim

de kwashiorkor, et probablement à l'heure présente, malgré d'admirables efforts, le kwashiorkor est sans doute encore la plus répandue des maladies, la plus grave des pandémies, à un certain âge de la vie.

Le pauvre enfant atteint de kwashiorkor se présente avec un aspect typique, et quand on en a vu quelques cas, on ne peut pas ne pas porter un diagnostic à distance. L'aspect de l'enfant fait naturellement pitié. Il a un poids faible, une taille inférieure à la normale, il est en retard dans son développement, il remue peu, n'est pas vif, ses muscles sont mous. Il est surtout indifférent et a l'aspect profondément triste. Quand vous voyez une photographie d'un petit noir d'Afrique ou d'un petit Indien des Andes, ou d'un petit Hindou au regard triste, on peut penser qu'il est atteint d'un kwashiorkor net ou fruste. Les téguments sont froids aux extrémités, violacés ; aussi dans certaines régions de l'Afrique centrale, on appelle cette maladie « imbello », ce qui veut dire refroidissement. Les lèvres sont sèches, les yeux fuient la lumière, les cheveux sont très modifiés et, en plus, on aperçoit des œdèmes aux membres inférieurs, qui gagnent tout le corps ; d'où ce nom en Asie de « bouffissure d'Annam ».

Vous voyez que les noms n'ont pas manqué pour baptiser ce syndrome que l'on attribuait jadis à l'infection, à des parasites, au climat. En fait, le kwashiorkor est lié à l'insuffisance protidique.

A quel âge ? La grande majorité des enfants atteints de kwashiorkor tombent malade à l'âge du sevrage.

Si vous regardez — au Sénégal avec le professeur Sénécal et Mme Aubry — les 563 dernières observations de Dakar, il y a 82 % de malades entre un an et trois ans ; c'est-à-dire que pendant la

La faim

première année soit tout le temps qu'ils reçoivent le lait maternel, p.067 ces enfants ont une alimentation équilibrée et ces mères allaitant parfois pendant 18 mois, 2 ans et même 3 ans, donnent à leur nourrisson une quantité à peu près suffisante de calories, en tout cas un régime parfaitement équilibré. Mais c'est au moment où cesse l'aliment maternel pris au sein que la maladie va apparaître. C'est avant tout une maladie du sevrage.

Je vous ai donné le tableau essentiel de la maladie. Je voudrais revenir sur quelques points : la fréquence des troubles digestifs, qui fait croire que l'enfant a un désordre intestinal, ce qui aboutit à ce résultat quasi inéluctable que la mère donne à l'enfant de l'eau sucrée et rien d'autre, et ainsi aggrave la maladie.

J'ai insisté sur le comportement psychique et je vous en ai assez dit pour vous donner la sensation du trouble de ces enfants, qui aboutit peu à peu à une torpeur qui précède le coma, lequel précède la mort.

Les œdèmes sont quelquefois énormes ; les enfants sont gonflés, notamment aux membres inférieurs avec un ventre énorme. Les altérations des téguments sont très marquées. Tantôt, sur les peaux noires, on voit des taches blanches, des taches rouges, quelquefois sur des peaux brunes on voit des taches hyper-pigmentées ; la peau est sèche, friable, et, dans quelques cas, elle se décolle, faisant une plaie.

Une lésion remarquable est celle du cheveu. En effet, les cheveux frisés et brillants deviennent ternes, friables, se cassent, tombent et surtout changent de couleur. Au lieu d'être noir foncé, ils deviennent roux ou quelquefois très pâles ; si bien qu'il se produit un phénomène qu'avaient bien remarqué les médecins en

La faim

Amérique centrale, où la maladie a été très bien décrite, notamment par un de mes élèves, Ernesto Cofino, au Guatemala.

Les alternatives de zones noires, puis claires, puis noires, puis claires, avaient frappé, et on parlait de signe du drapeau, de la *bandera*, parce que chaque phase de clarté des cheveux correspond à une saison où l'alimentation est pauvre en protides, puis, une saison meilleure amenant une alimentation meilleure, le cheveu repousse avec sa couleur normale.

Lorsque l'enfant guérit, il garde souvent quelques troubles au niveau des pigments de ses cheveux, qui marquent la trace ^{p.068} du kwashiorkor, aux conséquences les plus graves duquel il a échappé.

Dans quelques cas, la maladie est discrète. Si l'on assiste à certaines consultations dans les régions atteintes, l'on observe qu'environ un enfant sur trois, quatre ou cinq présente à l'état fruste les troubles dont je viens de parler. Certains enfants apparaissent tristes, ne remuent pas ; on voit quelques taches sur la peau, un tout petit peu d'œdème à la cheville, on apprend qu'ils ont un peu de diarrhée. Si à ce moment-là on rééquilibre le régime de l'enfant, tout s'arrange ; mais si, ultérieurement, par quelque faute maternelle ou quelques difficultés inexorables le déséquilibre carenciel réapparaît, l'enfant fait une rechute, et quelquefois une rechute grave.

Cette maladie apparaît surtout, nous l'avons dit, au moment du sevrage ; elle devient nette un mois ou deux mois généralement, après que l'enfant a été sevré. Ce sera donc à l'âge d'un an, un an et demi, deux ans, selon la durée de l'allaitement maternel. L'enfant est à peu près en équilibre, mais survient une maladie

La faim

infectieuse, par exemple la rougeole, alors se produit ce que je disais tout à l'heure : la mère donne une alimentation légère, qui se trouve être un peu d'eau sucrée, du thé léger, et l'enfant pendant plusieurs jours n'a plus sa ration, à beaucoup près, et la maladie apparaît.

Contrairement à ce que croyaient certains médecins coloniaux d'autrefois, les maladies infectieuses à bactéries, à spirochètes, les parasitoses, les vers intestinaux, ne jouent qu'un rôle secondaire, et même le paludisme, alors qu'on leur attribuait un rôle presque exclusif jadis.

La maladie est déterminée par les conditions mêmes du sevrage souvent brusque. L'enfant tout d'un coup participe à la nourriture familiale ; dans le plat collectif il prend une poignée de riz, de manioc ou de mil. Il a ainsi une alimentation purement hydrocarbonée. S'il y a un peu de viande ou de poisson, le plus souvent l'enfant n'en prend point, ce sont les adultes qui s'en nourrissent.

Un peu plus grand, l'enfant pourra mieux se tirer d'affaire : il ira pêcher une grenouille, attraper un crapaud, une sauterelle, un petit mammifère et, ou bien en le dévorant cru ou en le cuisant pour en faire sa pâture, il trouvera ainsi une ration supplémentaire de protides.

^{p.069} Lorsque la maladie n'est pas traitée, le drame aboutit à la mort dans 80 % des cas. Lorsqu'elle est traitée par un régime convenable, la guérison est obtenue une fois sur deux ; lorsqu'elle est très bien traitée, dans un hôpital bien équipé, on la vainc neuf fois sur dix.

Qu'arrive-t-il après la guérison ainsi obtenue ?

La faim

Quand le kwashiorkor se manifeste sous cette forme légère dont est atteint un enfant sur quatre, est-ce qu'il en reste quelques traces plus tard ? Comme vous le savez, le corps n'oublie rien, et tout ce qui se passe dans l'enfance a son effet pendant la vie entière. Il est bien possible que la fréquence des cirrhoses chez les adultes africains soit une conséquence lointaine liée au kwashiorkor du jeune âge ou à une persistance pendant l'adolescence d'une alimentation mal équilibrée. Il n'est pas exclu que le cancer du foie si fréquent dans la race noire, et greffé sur une cirrhose, en soit une autre conséquence indirecte et lointaine. Quant aux conséquences psychologiques, elles n'ont jamais été étudiées, mais elles devraient l'être. Comme vous le savez, un homme qui n'a pas eu une enfance heureuse n'est pas un homme équilibré à son âge mur ; un homme qui, dans son enfance, n'a pas eu suffisamment de nourriture ou n'a eu qu'une alimentation déséquilibrée n'est pas un homme normal, et il n'est pas exclu que certaines agitations, certains troubles de l'esprit, certaines excitations mentales chez certains adultes, soient la conséquence lointaine du kwashiorkor de leur enfance, de la médiocre alimentation de leur adolescence.

Comment faire pour traiter cette maladie ? Je ne vous en parlerai pas malgré l'intérêt du sujet.

Comment faire pour l'éviter ? Vous l'avez déjà deviné. Il faut donner une alimentation parfaitement équilibrée, et le régime variera avec les régions ; ainsi, pour les enfants de Dakar dont je vous ai parlé tout à l'heure, il n'est pas douteux qu'on arrive à leur éviter le kwashiorkor du sevrage et à le guérir en leur donnant une alimentation composée suivant le conseil du professeur Sénécal de mil, aliment habituel, d'arachide et de poisson, ce qui, dans cette

La faim

ville située au bord de la mer, paraît facile, mais ne l'est pas autant qu'on le croirait.

p.070 Telle est la carence protidique. Nous l'avons indiqué : d'autres carences sont redoutables.

Chez l'enfant, la sous-alimentation globale se traduit par la maigreur, la fatigue, la faiblesse musculaire, l'apathie, l'insuffisance de taille, l'anémie. Chez le nourrisson, l'insuffisance calorique, si la mère n'a pas assez de lait, se traduit par le marasme.

Pour envisager maintenant comment nous devons essayer de prévenir ces désastres, il nous faut examiner les conditions générales des pays où se produisent les troubles que nous venons de décrire.

Ces pays, vous le savez, sont caractérisés par ce fait que, dans leur vie encore simple, continue la fécondité naturelle qui était celle du monde occidental jusqu'au XVIII^e siècle.

Les femmes ont alors autant d'enfants qu'elles peuvent en avoir. Il y a bien longtemps que le monde occidental a limité les naissances et il n'y a pas eu besoin de clubs et de sociétés de propagande pour que depuis un siècle le nombre des enfants soit réduit dans des proportions considérables, et qu'à la fécondité naturelle soit substituée une fécondité limitée.

On parle beaucoup actuellement des liens entre la surpopulation de la terre et l'insuffisance des produits alimentaires. En fait, les famines ne datent pas d'aujourd'hui et elles frappent souvent des populations peu denses.

La fécondité naturelle s'accompagne de surmorbidity, et

La faim

notamment de la surmortalité des petits enfants ; c'est ce qui se passait dans nos pays il y a un siècle et demi et il suffit de rappeler quelle fut la mortalité des enfants du Grand Roi pour la comparer à celle de n'importe quel pauvre ménage d'Africains d'aujourd'hui. On observait alors, comme on l'observe aujourd'hui dans les pays malheureux, une sorte de résignation devant la mort du petit enfant. Quel que soit le chagrin, sans doute comparable à peu d'autres, d'une mère dont l'enfant meurt tout jeune, il est probable que la résignation devant ce malheur était plus grande jadis en Europe et maintenant en Afrique et en Asie qu'elle ne l'est aujourd'hui en Occident. Faut-il évoquer cette pauvre femme qui, tout récemment, dans un pays d'Asie, assistant à la mort de son enfant, dit au médecin : « Peut-être qu'il va mourir, mais j'en attends un autre »...

p.071 Donc fécondité naturelle, surmortalité on peut dire naturelle, résignation devant ces hécatombes, analphabétisme de la population, superstition, tabous, — que de caractères qui rappellent l'Europe du Moyen Age ! Faut-il évoquer la fréquence des interdits alimentaires : pas d'œufs, parce que cela donne des maladies, pas de tel poisson, parce qu'il est nocif ; pas de mélange de deux aliments parce qu'on va attirer le diable !.. Enfin, pour terminer cette esquisse par la note dominante, un niveau de vie très bas, pas d'argent pour acheter des aliments, et une hygiène déplorable.

Songeant à cette insuffisance alimentaire grave, avec l'ensemble des caractères psychologiques, sociaux et économiques que nous venons d'évoquer, le premier mouvement n'est-il pas celui de profond découragement ? Cependant deux éléments fondamentaux viennent donner du courage. Le premier est l'œuvre

La faim

admirable que les Occidentaux ont faite dans ces pays malheureux. Il est de bon ton de parler avec mépris du colonialisme : l'Histoire n'oubliera pas l'étendue de ses bénéfices.

Lorsque Savorgnan de Brazza pénétra dans le bassin du Congo, il délivra des populations entières de l'esclavage et leur apporta la libération. Il ne s'agit pas seulement de protéger telle tribu contre telle autre hostile, contre des tyrans locaux, contre des marchands de chair humaine, mais en même temps d'entreprendre l'œuvre extraordinaire que la médecine poursuit et qui fit disparaître de ces pays la peste, le choléra, le typhus, la fièvre jaune, la maladie du sommeil, qui fit reculer la lèpre ainsi que le trachome, le pian et la tuberculose même, enfin le paludisme. Si ces peuples sont aujourd'hui ce qu'ils sont, ils le doivent à l'effort des hommes qui ont fait ce travail, et cela nous encourage à en entreprendre un autre.

Le deuxième encouragement vient de l'histoire de notre propre monde. Je vous l'ai dit : hier, c'était la fécondité naturelle, la surmortalité et la résignation. Essayons donc de faire parcourir au monde actuellement malheureux, plus rapidement que nous-mêmes ne le fîmes, les étapes qui ont abouti à une situation différente. Certes, la tâche est difficile, les climats tropicaux et subtropicaux sont pénibles, la terre n'est pas nourricière. Cependant, dans un grand nombre de ces pays, de grands progrès sont réalisables. On ^{p.072} peut obtenir plus de ressources qu'à présent. On l'a rappelé, il y a beaucoup de vaches en Inde : est-il impossible de se nourrir de leur lait, demain de leur chair ? Il y a des poissons dans des fleuves et des mers au bord desquels certains enfants souffrent de manque de protides animaux. Dans d'autres zones, on peut créer des étangs et y faire vivre des poissons ou améliorer les cultures vivrières.

La faim

Comment diriger ce mouvement si profond ? Les maîtres de la politique des organisations internationales sont dirigés sur cet objet grandiose ; comment pouvons-nous, médecins d'enfants, contribuer à leur effort ? Organiser dans ces pays, comme nos aînés l'ont fait, la prophylaxie des maladies contagieuses, la protection maternelle et infantile. Nous savons parfaitement que lorsqu'on apprend à une mère comment soigner son enfant, comment s'intéresser à son développement, comment le nourrir pour lui permettre d'être beau, bien fait et de sourire, il n'est pas une d'entre elles qui ne comprenne ce langage. A partir du moment où, pour une mère qui s'est attachée à son enfant, celui-ci devient un bien précieux, la situation est changée ; elle fera l'impossible pour protéger cet enfant contre l'alimentation insuffisante, contre les atteintes de la maladie ; et très probablement, suivant le phénomène qui s'est produit dans le monde occidental et qu'un grand démographe, Adolphe Landry, a appelé « la révolution démographique », en même temps que la mortalité diminuera, la natalité diminuera. Par le phénomène naturel auquel nous avons assisté dans tout le monde occidental pendant un siècle, le nombre des enfants se trouvera diminué, la mère refusant de mettre des enfants au jour pour en voir le plus grand nombre mourir dans ses bras. C'est, à notre avis, en partie de cette manière que l'on peut attaquer le « problème de la faim ».

Notre devoir est d'incorporer un élément humain dans les plans de développement. Tous ces pays construisent des routes, des ports, des barrages, des machines. Leur plus grand capital reste l'homme : et il faut éviter le terrible gaspillage des hommes. Au reste il ne faut pas croire que dans le monde entier il y ait cette

La faim

surpopulation dont on se soucie tant. Certaines parties d'Afrique se dépeuplent. Donc, incorporer un élément humain au plan de développement et dans ces plans, organiser la protection de l'enfant, faisant disparaître ^{p.073} cette absurde pensée qu'il y a trop d'hommes et qu'après tout il vaut mieux qu'ils meurent, et qu'ainsi la situation s'arrangera.

La protection maternelle et infantile permet de garder vivants les petits hommes qui naissent en apprenant à la mère à les soigner, et fera à la longue disparaître surmortalité et surnatalité.

C'est donc un long effort d'éducation populaire, comprenant à la fois l'hygiène, l'alimentation, un effort communautaire au niveau du village, un effort de compréhension qui doit être fait. Nous envisageons une tâche modeste, immédiate, mais difficile : organiser la protection maternelle et infantile : obéir à ces devoirs, du moment que le petit vit, essayer qu'il ne meure pas, qu'il ne souffre pas, que sa mère ne souffre pas ; et de cette manière il est tout à fait probable que nous limiterons le nombre des enfants.

Certes, l'éducation, l'instruction, l'information ne peuvent suffire. Sur ces terres arides il est difficile de trouver une alimentation suffisante et convenable et, comme je vous l'ai montré au début de cet exposé, une alimentation équilibrée. Mais alors, il faut diviser les questions ; il faut voir le problème pays par pays, région par région, pour essayer de le résoudre. Le problème est différent dans les différentes parties du globe. Les grandes vues d'ensemble risquent d'être trop larges. Elles n'embrassent peut-être pas assez étroitement les questions. Il faut regarder de près, dans chaque pays, et plutôt dans chaque zone, dans chaque petite zone, comment l'on peut améliorer l'alimentation des enfants, l'équilibrer, et leur fournir les éléments qui leur

La faim

manquent. Cela est faisable avec des études attentives, avec des équipes soigneuses ayant la compréhension des habitudes populaires, avec un personnel parfois modeste, mais bien convaincu et intelligemment mené.

Cet effort simple, fait jour après jour, propre à chaque district envisagé et partout poursuivi, peut être, doit être réalisé, et c'est par cette pensée d'espoir que je terminerai.

@

ILYA EHRENBURG

LA FAIM ET LE DÉSARMEMENT ¹

@

p.075 Lorsque les organisateurs des Rencontres de Genève m'ont invité à participer à la discussion du problème de la faim, j'ai hésité. Je ne suis ni sociologue, ni économiste, ni médecin ; que pourrais-je ajouter à ce qu'ont dit d'aussi grands spécialistes que Josué de Castro ? J'ai pourtant accepté, parce que je suis écrivain russe et citoyen de l'U.R.S.S.

Les écrivains soviétiques de ma génération ont été élevés dans les préceptes de nos illustres devanciers, les écrivains russes du dix-neuvième siècle ; nous avons appris d'eux que l'écrivain n'est pas moralement responsable que de ses livres, mais aussi de la vie des hommes qui ne lisent pas ses livres et, peut-être, ne les liront jamais.

Je suis né en 1891, date mémorable pour le paysan russe comme pour le viticulteur français. Je me souviens des connaisseurs qui, à Paris, recherchaient les bouteilles portant ce millésime. Car la sécheresse fait le raisin meilleur et brûle le blé. Cette année-là, la Russie connut la famine : dans vingt-neuf gouvernements, la récolte avait été mauvaise. Tolstoï, Tchekhov, Korolenko essayèrent de secourir les affamés en organisant des collectes et des soupes populaires. Ce n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan. Longtemps, on appela 1891 « l'année de la famine ».

p.076 L'été que nous venons d'avoir ne ressemble pas à celui de

¹ Conférence du 5 septembre 1960.

La faim

l'Europe occidentale : il a été torride ; mais la nouvelle organisation de l'agriculture, la mécanisation des travaux agricoles et le défrichement des terres vierges permettent aujourd'hui de bonnes récoltes dans les mauvaises années. Le problème de la faim n'existe plus dans mon pays. Je me rappelle, toutefois, que mes grands compatriotes ne réservaient pas leur sollicitude aux misères de leurs compatriotes. Je me rappelle Tolstoï louant l'explorateur russe Mikloukho-Maklaï pour avoir fourni du matériel agricole aux Papous, chez qui il avait fait un long séjour, pour leur avoir appris à cultiver la terre, et aussi pour s'être élevé, dans ses livres, contre les idées racistes, en montrant l'éminente valeur des peuples prétendus sauvages.

Ecrivain russe, je suis aussi citoyen soviétique. Les principes de la solidarité humaine sont l'abécédaire de nos écoles. Quand ils lisent les ouvrages du Brésilien Jorge Amado, des écrivains indiens ou de l'Afrique noire, de l'Italien Dolci ou du Cubain Guillèn, les Soviétiques ne peuvent pas demeurer indifférents aux souffrances de ceux qui ont faim, en quelque pays qu'ils habitent.

En un temps comme le nôtre, où les plus grandes puissances fondent leur régime sur des principes différents, seule la non-intervention dans les affaires intérieures d'autrui peut assurer la paix. Mais la faim qui ravage d'immenses territoires dans le monde, c'est une plaie au flanc de l'humanité tout entière, et tous les peuples doivent lutter contre ce fléau, qu'ils soient affamés ou bien rassasiés, car c'est un combat où il n'y a point de place pour les neutres.

Il se trouve de plus en plus d'hommes politiques, d'économistes et de diplomates pour dire qu'il faut vaincre la faim. Certes, cet intérêt pour le sort des nations affamées s'explique parfois moins

La faim

par la philanthropie et le remords que par le calcul ou par la crainte. Alors que, sous nos yeux, les peuples coloniaux, l'un après l'autre, se délivrent d'un esclavage séculaire, on peut sourire, bien sûr, en voyant les colonisateurs d'hier, après de vains efforts pour arrêter le cours de l'histoire, se transformer en champions de l'égalité entre les nations : un nouveau Swift ou un Voltaire d'aujourd'hui ^{p.077} trouveraient là ample matière... Mais ce n'est pas la tartuferie de tel ou tel moralisateur qui compte : c'est que la carte du monde est en train de changer. Et il en va de même pour la lutte contre la faim. Peu importe si l'humanitarisme de certains hommes politiques leur est dicté par la crainte ; c'est fort beau déjà qu'ils parlent de combattre la faim, même s'ils ont attendu la seconde moitié du vingtième siècle pour le faire.

Il est de mode, aujourd'hui, de diviser le monde en pays affamés et pays rassasiés. Cette géographie sommaire ne s'accorde pas toujours avec les rudiments de l'histoire ni avec la réalité : la faim a voisiné souvent, et on la voit encore voisiner avec la satiété, le besoin avec la surabondance.

J'ai visité les Etats-Unis en 1946 ; je venais de mon pays, ruiné par une guerre atroce ; la richesse de New-York me frappa. Puis j'allai dans les Etats du Sud. Dans les plantations de coton sur le delta du Mississippi, je vis comment vivaient les nègres. Des familles nombreuses gagnaient entre 250 et 350 dollars par an. Et je compris que, même dans ce pays de l'abondance, du confort et de la richesse, il y avait des hommes qui, jamais, ne mangeaient à leur faim.

Je voudrais évoquer ici une machine que j'ai vue, il y a un quart de siècle, et qui m'a bouleversé ; mais mon propos exige un avant-propos. Comme vous le savez, vers la trentième année de ce siècle,

La faim

une formidable crise économique secoua le monde. En 1929, les journaux américains révélèrent un symptôme alarmant : les Etats-Unis avaient trop de blé, 247 millions de boisseaux de blé en excédent. On apprit bientôt qu'il y en avait aussi un excès au Canada, en Australie, en Argentine. Et cette surabondance finit par gagner les pays agricoles de l'Europe, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie. On aurait pu croire à la prospérité du monde. Mais le nombre des affamés croissait avec les chiffres de surproduction. Je ne parle pas des famines de 1928 et de 1931 en Chine. Dans cette Hongrie et cette Roumanie où les grands propriétaires fonciers ne parvenaient pas à écouler leur excédent de blé, les paysans mouraient de faim. Les chômeurs d'Amérique avaient faim : il suffit de lire les *Raisins de la Colère* de Steinbeck. A la Conférence de Rome, ^{p.078} les délégués de quarante-six Etats discutèrent de la réduction des emblavures, et l'on y proposa de dénaturer le blé à l'éosine, pour le rendre impropre à la consommation. Des dizaines de millions d'êtres souffraient de la faim, et le blé servait à nourrir le bétail. La crise s'étendit : on ne tarda pas à découvrir qu'il y avait trop de viande dans le monde. Et c'est ainsi que, pendant l'été de 1933, à Naskov, au Danemark, je vis cette machine qui me stupéfia. A cette époque, on abattait, dans le pays, cinq mille têtes de gros bétail par semaine. Six pour cent des produits d'équarrissage servaient à des usages industriels : à faire du savon, par exemple. On détruisait le reste, c'est-à-dire la viande, rêve des chômeurs danois. Et il s'était trouvé un esprit ingénieux, pour imaginer une machine à transformer la viande et les os en une sorte de pâte, que l'on faisait bouillir, puis comprimait à la presse ; cela donnait des tourteaux pour nourrir les cochons. Il est vrai qu'assez vite le bacon surabonda dans le monde : on entreprit d'anéantir les porcs.

La faim

Si je rappelle ce fait, c'est parce qu'avant de parler des pays qu'on appelle « économiquement sous-développés », il faut bien constater que, dans ceux où le progrès technique est le plus avancé, la conscience morale et le bon sens retardent souvent par rapport aux machines. C'est à cause de ses brigandages que Sisyphe avait été châtié par Zeus. Mais qui expliquera pour quels crimes des centaines de millions d'hommes ont été condamnés à un travail de Sisyphe ?

Les pays économiquement sous-développés... Je voudrais tout d'abord relever ce qu'il y a de conventionnel dans cette définition. Je lisais, il y a quelques jours, dans un journal de Milan, que l'Italie doit occuper une place de premier plan dans l'assistance aux pays économiquement sous-développés. L'ambition est en soi louable, même si des calculs politiques l'inspirent. Mais, je l'avoue, j'ai eu grande envie de demander à l'auteur de l'article pourquoi l'Italie du Nord n'arrive pas à résoudre le problème de la faim en Sicile ou en Calabre.

On ne saurait nier, toutefois, que la faim sévit le plus atrocement dans les colonies d'hier et d'aujourd'hui. Il est une opinion fort répandue, selon laquelle certains peuples, plus doués et plus ardents ^{p.079} au travail, auraient créé la civilisation contemporaine, alors que les autres, des paresseux qui aspiraient au nirvâna, mâchaient le hachich ou fumaient l'opium, auraient manqué, en dormant, le rendez-vous avec le siècle du progrès, et vivraient maintenant d'une vie diminuée. Ce n'est pas seulement une théorie des racistes, mais aussi l'idée de bien des esprits simplistes qui ne connaissent les autres parties du monde que par deux ou trois films montés à Hollywood. Tout se passe comme s'il y avait une école dont les bons élèves seraient devenus premiers

La faim

ministres, physiciens atomistes ou philosophes, tandis que les fainéants demeureraient des cancre.

Je voudrais m'étendre un peu sur un pays dont tout le monde se sent obligé de parler dès qu'il est question de la lutte contre la faim, je veux dire : l'Inde. J'ai été dans ce pays, j'aime son peuple, et je l'estime. Chacun sait qu'aux premiers siècles de notre ère, alors que, dans les forêts de la Grande-Bretagne, des tribus vivaient encore à l'état primitif, les Indiens construisaient des navires de haute mer, produisaient des briques, des parfums, des tapis d'un art raffiné, des meubles aux incrustations précieuses, cultivaient la canne à sucre et les fleurs rares, voire possédaient des cliniques vétérinaires. Ce que l'on sait beaucoup moins, c'est que, lorsque les colonisateurs européens pénétrèrent en Inde, ce qui les frappa, ce ne fut pas la pauvreté du pays, mais sa richesse. On lit dans Jean-Baptiste Tavernier que, dans les plus petits villages de l'Inde, il est possible d'acheter de la farine, de l'huile, du lait, du sucre, des légumes variés et de la confiserie. Un autre Français, Bernier, parle des canaux navigables, du système d'irrigation artificielle des terres, de l'exportation des tissus de coton et de laine. Clive, qui commandait les forces anglaises en Inde, écrit, à propos de Mourchidabad : « C'est une ville aussi grande, aussi peuplée et aussi riche que Londres. » Une spécialiste anglaise des problèmes de l'Inde, Vera Ansty, note : « Jusqu'au dix-huitième siècle, l'Inde fut un pays relativement développé sous le rapport économique, et les méthodes indiennes de production dans l'organisation de l'industrie et du commerce pouvaient soutenir la comparaison avec les dernières réalisations de n'importe quelle autre partie du monde. » En 1757, ^{p.080} la bataille de Plassey, qui ouvrit aux Anglais le Bengale, fixa le sort de la

La faim

Grande-Bretagne aussi bien que de l'Inde. Jusqu'à cette date, les métiers à tisser de Manchester ne se distinguaient guère de ceux de Dacca. Mais, à mesure qu'elle progressait, l'Angleterre rejetait l'Inde en arrière. En 1799, le résident de la Compagnie des Indes orientales, Butcher, écrit : « Ce pays merveilleux, qui prospérait sous le plus despotique des régimes, s'est transformé en ruines. »

Un an plus tard, dix millions de personnes mouraient de faim au Bengale. Fullerton, membre du parlement britannique, déclare : « On ne travaille plus les terres. Les broussailles ont envahi d'immenses territoires. On dépouille les cultivateurs, on brime les artisans, les famines se répètent, la population s'éteint. »

Non, il ne s'agit pas d'un écolier qui aurait mieux étudié qu'un autre, mais d'un écolier qui a poursuivi ses études aux dépens d'un autre, qu'il avait pris à son service. Je me serais volontiers abstenu de le signaler : il me semble qu'une discrétion toute particulière s'impose aujourd'hui, qu'il ne faut rien faire qui puisse nous ramener aux pires années de la guerre froide. Si j'ai pourtant risqué ce coup d'œil sur l'histoire, c'est seulement parce que nous venons d'entendre un des plus intelligents, des plus sensés et des plus responsables parmi les représentants de la Grande-Bretagne, proclamer que les Anglais n'ont pas seulement émancipé à temps leurs colonies, mais que, dans le passé, ils ont toujours contribué à leur progrès. Or il me paraît que, dans toute une série de cas, l'aide aux pays sous-développés constitue le paiement d'une dette et une réparation, plus qu'une manifestation de générosité.

Les derniers mois ont attiré l'attention du monde sur le lointain Congo : ondes courtes et longues répètent sans cesse son nom. Considérons le Congo sous l'angle du thème qui nous est soumis par les organisateurs des Rencontres de Genève. Je ne suis ni

La faim

diplomate, ni homme politique de profession, ni détenteur d'actions. Le Congo, pour moi, n'est ni une carte qu'on jette sur le tapis vert, ni une source de revenus, mais un pays qui vit. Je sais que les habitants de Léopoldville sont des hommes, comme ceux de Moscou ou de Genève.

p.081 Le Congo est un pays riche, et les Congolais vivent mal. Pourquoi ? J'ai trouvé, dans une revue belge, des chiffres curieux. Ils ont trait au budget de 1958. Vingt-quatre millions de dollars y étaient prévus pour la protection de la santé publique au Congo et quarante-sept millions pour l'entretien de l'administration coloniale, de la police et de l'armée. Les divers trusts touchaient deux cent soixante millions de dollars par an. S'ils convenaient de reverser à la République Congolaise ne fût-ce que la moitié de leurs bénéfices, cela ferait cent trente millions de dollars, et l'on pourrait changer le niveau de vie des Congolais. Vous savez, bien sûr, que la discussion sur le Katanga est en rapport avec l'uranium et le cobalt. L'uranium, pour nous, n'a plus de rapport avec Uranus, le dieu du ciel de la mythologie grecque, mais avec Hiroshima et Nagasaki, c'est-à-dire avec la mort atomique. Si les Congolais disposaient des ressources de leur sol et que leur travail ne servît pas à enrichir des trusts, environ deux cent cinquante dollars par tête d'habitant reviendraient chaque année au Congo. La famine serait vaincue.

Un journal français, *l'Express*, assure que les observateurs anglais et américains traitent Tshombé, qui régit actuellement le Katanga, de « puppet prime minister ». Il serait inutile de préciser quelles sont les mains qui tiennent les fils qui actionnent la poupée... Mais il paraît qu'il y a un coupable. L'Union Soviétique, bien entendu. On trouve, toujours dans *l'Express*, la photographie

La faim

d'un tract, imprimé en Belgique et destiné aux habitants du Congo : un portrait du maréchal Malinovski, avec cette légende : « Lumumba veut livrer vos femmes aux Russes. » Les auteurs du tract se rendent évidemment compte que l'Union Soviétique n'en veut pas à l'honneur des femmes du Congo, auquel elle a expédié, avec une série d'autres Etats, des produits alimentaires, et que ce n'est pas le maréchal Malinovski qui commande les Congolais, mais le maréchal Famine.

Les Américains négocient avec le gouvernement congolais l'octroi d'une aide économique. Au cours des dernières années, l'assistance des puissances occidentales aux pays sous-développés a augmenté sensiblement ; malheureusement, elle est souvent liée au ^{p.082} désir de sauvegarder des bases stratégiques dans ces pays, ou de les inclure dans des blocs militaires. Ce n'est pas mon opinion personnelle — on pourrait la taxer de parti pris — mais l'avis du président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain Fullbright, qui déclare : « C'est à une échelle grandiose que nous fournissons aux peuples des pays sous-développés un armement d'extermination ; mais nous les équipons fort peu en moyens de combat contre leur propre misère, leurs difficultés économiques, leurs privations et leur disette permanentes... »

En ce qui concerne l'Union Soviétique, elle a apporté, et elle continue d'apporter, son assistance économique à des pays sous-développés, qui ne lui sont liés ni par des pactes stratégiques, ni par l'idéologie politique : l'Inde, le Ghana, la R.A.U., Ceylan, l'Indonésie, l'Afghanistan ou l'Ethiopie...

Certains considèrent l'assistance économique apportée par l'U.R.S.S. aux pays sous-développés comme une intervention dans

La faim

les affaires intérieures d'autres Etats ou d'autres continents. Une révolution s'est produite à Cuba. Il suffit de consulter l'ouvrage de Josué de Castro, *Géographie de la Faim*, pour en comprendre les origines sociales. Bien avant que nous ayons connu l'existence de Fidel Castro, cet auteur écrivait que « les monopoles américains ont amené les Cubains à un état de sous-alimentation chronique ». Le poète cubain Nicolas Guillén ne parle pas, lui, la langue des chiffres : « Ils tuent, dit-il, quand je travaille et quand je ne travaille pas. Que je travaille, que je ne travaille pas, ils tuent. Peu leur importe : ils tuent. »

Quand les Etats-Unis, irrités par la nouvelle politique économique de Cuba, ont refusé d'acheter le sucre de ce pays, c'est-à-dire ont voulu transformer la sous-alimentation chronique en famine, l'Union Soviétique a proposé à Cuba d'acheter son sucre. Certains en ont été indignés : ils ont invoqué la doctrine de Monroe. Mais cette doctrine, proclamée en 1823 par un Américain progressiste, tendait à protéger les pays d'Amérique contre la Sainte-Alliance réactionnaire, à les défendre contre les Espagnols et les Portugais qui voulaient maintenir un régime d'oppression coloniale. Ni Monroe, ni Jefferson ne peuvent répondre pour les actes des héritiers ^{p.083} spirituels de la Sainte-Alliance, ni pour les appétits des colonisateurs de toute sorte, des deux côtés de l'Océan.

L'aide des pays capitalistes, aussi bien que des pays socialistes, est toutefois manifestement insuffisante pour permettre à des peuples, voués à la famine ou à la demi-famine, de se relever.

Pour que tous les peuples du monde puissent s'engager dans la voie du progrès, c'est peu que les miettes tombées de la table, et c'est peu aussi que les pots-de-vin et les dons, si généreux soient-

La faim

ils. Ce n'est pas seulement de la distribution des vivres qu'il s'agit, lorsque la situation devient intolérable. Il s'agit surtout d'aider les peuples sous-développés à se donner une économie solide et saine. Il est des formes d'assistance, fortuites et insultantes comme une aumône. Et il est des formes d'assistance, assorties de conditions politiques ou liées à des calculs mercantiles, qui sont dignes de Shylock. Il faut une aide désintéressée, raisonnée, qui ne vienne ni de tuteurs, ni d'usuriers, ni de collectionneurs de bases stratégiques : une aide d'égal à égal.

Les experts de l'O.N.U. ont calculé que, si les pays sous-développés investissaient annuellement quatorze milliards de dollars dans leur économie, dans vingt ans ils auraient vaincu la famine, la misère, les maladies qui en découlent et l'analphabétisme.

Il est difficile d'admettre que les nations rassasiées accepteraient d'abaisser leur niveau de vie pour que la faim fût éliminée de la Terre. On peut, là-dessus, prononcer des discours et faire des sermons. Mais ce ne sont pas les mots qui transformeront l'araire en tracteur, qui irrigueront les déserts, qui augmenteront les emblavures.

Il me paraît que l'unique possibilité d'en finir réellement avec la faim, c'est de mettre à la disposition des pays techniquement sous-développés une faible partie, au moins, des sommes fabuleuses et insensées, dépensées pour les armements.

J'ai dit que les dépenses d'armements étaient insensées. On peut me demander pourquoi je recours à cette épithète : de toute éternité, les Etats ont dépensé (plus ou moins), pour entretenir des armées et fabriquer des armes. Oui, mais autrefois les

La faim

dépenses d'armements pouvaient se justifier, elles pouvaient rapporter : les ^{p.084} pays vainqueurs à la guerre se trouvaient aussi, jusqu'à un certain point, ruinés, mais ils obligeaient les vaincus à rembourser le dommage avec usure. Les découvertes de la physique moderne ont renversé la vieille notion de la guerre. L'idée d'une loterie où l'on pouvait gagner est morte. Annexions, sources de matières premières, débouchés nouveaux, contributions de guerre, tous ces rêves se sont dissipés. A la formule « extermination massive » tout homme de bon sens ajoute automatiquement : «... et suicide en masse ».

La course aux armements modernes est ruineuse et insensée. Il suffit de construire un nouvel avion à réaction, un sous-marin atomique ou une fusée balistique, pour que l'arme que l'on croyait ultra-moderne, se démode en un instant, rendue périmée par celle de l'adversaire. Un humoriste a dit, non sans raison, que seuls les uniformes des généraux et les cuivres des musiques militaires peuvent passer dans l'arsenal de l'année suivante ! Le reste va au pilon. Les statisticiens ont calculé que l'humanité dépense chaque année cent milliards de dollars qui s'en vont au pilon. Sisyphe sue sang et eau pour hisser son rocher, la pierre roule en bas de la montagne ; et Sisyphe poursuit son travail inutile.

Nos entretiens portent sur le problème de la faim ; je ne l'oublie pas. Mais, puisque je parle du désarmement, il m'est impossible de ne pas dire que c'est l'unique moyen de salut, non pas seulement pour les affamés, mais pour les rassasiés. Etant donné la course aux armements atomiques qui se poursuit sans trêve, étant donné l'invraisemblable accumulation de ces armes, et étant donné la tension internationale croissante, n'importe quel accident peut envoyer, non plus des arsenaux, mais des continents entiers au

La faim

pilon. A notre époque, seul un désarmement général, complet et contrôlé peut assurer la paix.

En ce qui concerne plusieurs pays économiquement sous-développés, le désarmement représente, pour eux, l'unique possibilité d'en finir avec la faim. Ayant fait escale à Karachi, j'ai été frappé par les êtres épuisés rencontrés dans les rues. Certains poètes verraient là, peut-être, l'effet du fameux fatalisme oriental. Personnellement, je trouve certains chiffres beaucoup plus convaincants. Dans ce pays économiquement sous-développé, les dépenses ^{p.085} d'armements représentent soixante pour cent de l'ensemble des dépenses du gouvernement central. Pays agraire, le Pakistan doit importer des céréales. Les emblavures diminuent chaque année. Le gouvernement a entrepris de faire construire des ouvrages d'irrigation et des stations hydrauliques qui permettraient d'augmenter les emblavures. Mais les travaux progressent beaucoup plus lentement que les armements. Au cours du premier plan quinquennal, le gouvernement a dépensé, pour l'agriculture, 970 millions de roupies et quatre milliards à des fins militaires. Les Pakistanais, chacun le comprend, ne pourront manger à leur faim qu'une fois qu'ils seront exonérés des dépenses, disproportionnées à leurs forces, que leur impose la course aux armements.

La convention de désarmement peut (à mon avis : elle doit) s'accompagner d'un accord pour l'investissement dans l'aide aux pays sous-développés d'une partie des sommes débloquées. Cette aide devra revêtir un caractère de coopération, et non pas de tutelle, sans être jamais assortie d'une intervention quelconque. Les organismes qui, après la convention de désarmement, seront appelés à répartir les crédits internationaux, devront admettre, sur

La faim

un pied d'égalité, les délégués des Etats qui verseront les sommes débloquées par les budgets militaires et les délégués des Etats qui toucheront celles-ci.

Il tombe sous le sens qu'une telle convention changera du tout au tout le climat international. La défiance cédera la place à la coopération. Je suis persuadé que les savants, les ingénieurs, les économistes, les médecins d'Union Soviétique et des Etats-Unis, d'Angleterre et de Tchécoslovaquie, bref de tous les pays qui se trouvent, actuellement, dans des camps opposés, travailleront d'un même cœur à cette grande œuvre : chasser la faim, les maladies et la misère qu'elle entraîne après soi, de tous les pays de notre planète, si petite et pourtant si tumultueuse.

On me dira peut-être : « C'est du rêve ! Il n'y aura pas de convention pour le désarmement. Nous sommes en train de discuter les moyens de combattre la faim : vous nous proposez des remèdes utopiques. » Je répondrai par avance à ces objections. Les Rencontres de Genève, je le sais, se déroulent, cette année, dans un climat peu ^{p.086} propice. Les négociations sur le désarmement sont actuellement suspendues. Les puissances de l'Occident imputent cette situation au fait que les délégués des pays socialistes auraient quitté le Comité de Genève. L'Union Soviétique pense que les pourparlers ont été interrompus par suite de la répugnance des puissances occidentales à trouver une solution qui mène au désarmement contrôlé, au lieu d'y substituer le contrôle des armements. Je sais tout cela. Je n'en demeure pas moins persuadé que les négociations sur le désarmement seront bientôt une réalité, que, malgré la multitude des difficultés naturelles, des obstacles et aussi des empêchements conscients, ces pourparlers aboutiront à un accord. Il n'y a pas, en effet,

La faim

d'autre issue possible : chaque journée qui prolonge la course aux armements atomiques représente, outre une perte d'argent et de travail, un risque formidable pour l'existence de pays et de continents entiers. Le désarmement n'est, aujourd'hui, plus une utopie de nobles esprits, ou un précepte de telle ou telle religion, mais une nécessité vitale pour toutes les nations, quel qu'en soit le régime, et si grande que soit leur puissance stratégique.

A franchement parler, ce que je tiens pour une utopie, c'est l'idée que l'on puisse vaincre la faim dans le cadre d'une course aux armements toujours plus intense. Il existe assurément, dans les pays sous-développés, des hommes qui croient que l'antagonisme accru entre les deux grands blocs, permettra de toucher des fonds de l'une et de l'autre partie, afin d'améliorer la situation économique chez eux. Ce sont là calculs naïfs : d'abord parce que ces pays peuvent aisément, comme n'importe quel pays, devenir la proie d'une catastrophe atomique ; et aussi parce que les calculs fondés sur des calamités passagères n'aboutissent jamais à des résultats solides.

Soit, me répondra-t-on : admettons que vous ayez raison et qu'une convention de désarmement se trouve finalement conclue. De toute façon, ce n'est pas en un jour que l'on parviendra à la faire entrer dans les faits. Faudra-t-il que les peuples déshérités attendent la fin de l'opération ? Non, on pourra organiser l'assistance à l'échelle internationale, dès la première étape du désarmement, car cette première étape même libérera des sommes immenses.

^{p.087} Supposons que la première étape prévoie deux mesures : l'une qui affaiblisse militairement l'U.R.S.S., dont l'avantage principal consiste dans les véhicules atomiques ; et l'autre qui

La faim

affaiblisse les Etats-Unis, dont les bases stratégiques en territoires étrangers encerclent l'U.R.S.S. Je m'explique : supposons qu'à cette première étape du désarmement, les installations terrestres et sous-marines pour le lancement des fusées, les bombardiers lourds et les bases stratégiques en territoires étrangers se trouvent supprimés. Ces mesures libéreraient aussitôt des fonds considérables et, lors même qu'une faible part en serait versée au fonds international d'aide aux pays sous-développés, la faim commencerait déjà à reculer. Voici des chiffres que j'ai trouvés dans une revue américaine. Un porte-avions à propulsion atomique représente le prix de 2 milliards 750.000 tonnes de blé, un bombardier à réaction le prix de cent mille tonnes de sucre et un sous-marin équipé pour le lancement des fusées le prix de cinquante-cinq mille tonnes de viande de première qualité. Je cite les calculs américains, mais ces chiffres valent pour les rampes de fusées soviétiques ou les avions anglais.

Un proverbe russe assure que le repu ne comprend pas l'affamé. Mon peuple sait ce que c'est que la faim. Jusqu'à la Révolution, il a eu la vie difficile. Quand il s'est engagé sur son chemin à lui, de nombreuses épreuves l'y ont attendu. On me dira, peut-être, qu'il s'est trompé parfois. Ceux-là seuls ne se trompent jamais qui ne cherchent point ; et nous ne suivions pas, nous autres, un chemin frayé : nous l'avons frayé nous-mêmes en territoire inexploré. A deux reprises, d'autres pays nous ont attaqués. En 1918-1919, je me suis trouvé en Ukraine. Il y avait, là aussi, un *puppet prime minister* : c'étaient les Allemands qui l'avaient installé, les Français et les Anglais qui l'entretenaient. Je ne perdrai pas mon temps à vous parler de la guerre que Hitler fit à mon pays : les habitants de Léninegrad ne furent pas seuls, alors,

La faim

à connaître la famine... Nous pouvons comprendre les êtres humains qui, dans de lointains pays, sont condamnés à périr lentement de faim. Nous les aidons. Nous voudrions que notre aide soit bien plus efficace encore. Voilà pourquoi je rattache le problème de la faim à celui du désarmement.

p.088 Nos descendants trouveront l'histoire de notre temps mystérieuse. Ils diront : « Quelle étrange époque ! L'humanité avait déjà entrepris la conquête du Cosmos. Pour la première fois, les savants avaient sérieusement pesé les chances d'envoi d'êtres humains vers d'autres planètes. Dans plusieurs pays, l'économie planifiée s'était substituée au chaos antérieur. L'un après l'autre, les peuples coloniaux obtenaient leur indépendance. Les inventions n'avaient pas tardé à créer un nouveau mode de vie, préfiguration déjà de celui de notre vingt et unième siècle. Pourtant, l'humanité fourmillait encore de contradictions et d'instincts bestiaux. D'immenses territoires demeuraient en proie à la faim. On investissait dans les armements un travail insensé : lorsque les hommes, enfin, furent devenus raisonnables, on vit quelles sommes avaient été ainsi jetées au vent. Et les journaux de l'époque supputaient, chaque jour, les possibilités d'une guerre à cause de quelques rues d'une ville quelconque ou d'un paquet d'actions... »

Oui, c'est sans doute ainsi qu'on parlera, au début du siècle prochain, à Genève, lors de quelque rencontre pour l'étude de notre trouble vingtième siècle. Mais nous avons, à l'heure qu'il est, d'autres soucis que le jugement de nos descendants. C'est avec fierté que nous pensons à notre siècle, une fierté mêlée d'inquiétude, car nous ne voulons pas laisser sur lui le sceau de l'infamie, livrer au hasard le sort de l'humanité, comme une carte

La faim

qu'on jetterait sur la table de jeu. Nous voulons désarmer la faim. Et nous voulons aussi désarmer les Etats. Je suis convaincu que le jour où le dernier fusil « classique » s'en sera allé à la ferraille, ce jour-là, personne, sur terre, n'aura plus faim. Tout, au fond, dépend des hommes, de chacun de nous et de nous tous ensemble.

@

RENÉ DUMONT

FAIM DANS LE MONDE ET RESPONSABILITÉ DES HOMMES ¹

@

p.089 J'ai éloigné la cathèdre parce que je ne parlerai pas ex *cathedra*... Je ne suis pas en possession de la vérité, mais à sa recherche : c'est plus difficile. Mais ce soir je serai aidé. Je ne suis pas seul : j'ai sur moi trop de regards de détresse de ceux qui ont faim. Les premiers affamés que j'ai rencontrés, c'était en septembre 1931. J'étais responsable de la production rizicole du delta du Tonkin et du Nord-Annam. Nous y faisons des recherches sur l'amélioration rizicole. J'y avais laissé un peu de ma santé.

Une révolte nationaliste s'étant déclenchée dans le delta du Ngê-An, près de Vinh, le gouvernement colonial de l'époque a interdit le ravitaillement de la province, qui avait été affectée par une dure sécheresse. 6.000 hommes et surtout femmes et enfants moururent de faim.

Septembre 1931 : ce fut aussi la visite de Paul Reynaud, ministre des colonies, reçu avec des banquets...

Dans ces circonstances, je ne pouvais plus continuer une carrière dite « coloniale », parce que si la colonisation a des aspects positifs — et je croyais collaborer à ces aspects — de tels actes la disqualifient totalement : le bilan d'ensemble ne peut être que négatif. La guerre d'Indochine a été irrémédiablement perdue, non à Dien-Bien-Phu, comme le croient les historiens, mais à Vinh,

¹ Conférence du 6 septembre 1960.

La faim

en p.090 septembre 1931, le jour où on a décidé volontairement que des femmes et des enfants mourraient de faim : le reste des événements n'est qu'accessoire. Seule, Andrée Viollis, dans son livre *Indochine S.O.S.* (1934) a rappelé ces faits.

Ce soir, je suis avec ceux qui sont morts en 1931. J'étais « responsable », j'étais chargé d'améliorer l'alimentation de cette province, par conséquent je ne pouvais plus rester. Dans le milieu colonial on est « pour » ou « contre », mais pas neutre. C'est un liquide corrosif, un révélateur qui fait réagir immédiatement. Or, si vous êtes « contre », vous ne pouvez continuer à rester. C'est de ce jour que je suis devenu professeur. A l'origine, lorsque j'étais élève à l'« Agro », on m'aurait dit que je deviendrais professeur, j'aurais dit : « Non, ce n'est pas mon objectif... »

Cela pour dire que les *atteintes à la dignité humaine*, dont nous parlons beaucoup en Occident, ne sont pas toujours du même côté. Les « Invisibles » sont une secte des Indes qui n'ont même pas le droit de sortir de jour, leur seule vue « souillant » le brahmane. La plus grave atteinte est celle qui est faite à la dignité de celui à qui on ne donne ni pain ni instruction.

La faim est-elle naturelle ? Résulte-t-elle d'un décret de la Providence ? Est-elle voulue par quelqu'un de supra-humain ?... Non. La faim a plusieurs responsables.

Si vous me permettez une boutade, je dirai que les premiers sont les médecins. Ils ont trop vite réduit la mortalité, spécialement la mortalité infantile. Comme on n'a pas fait parallèlement l'effort nécessaire pour produire l'alimentation indispensable à ces vies épargnées, il n'y a pas assez à manger. C'était très peu coûteux de supprimer la malaria ; ça l'est

La faim

beaucoup plus d'investir assez, pour pouvoir nourrir un homme de plus.

Un chiffre : moins d'un dollar pour supprimer la malaria, 1.000 dollars pour irriguer un hectare, qui nourrira quatre ou cinq personnes. D'un côté, moins d'un dollar — de l'autre, plus de 200 ! On fait l'effort d'un dollar, c'est humanitaire, c'est social ; et trop souvent on ne fait pas l'effort de 200 dollars, il coûte trop cher.

L'action médicale a eu comme conséquence un déclenchement démographique que je veux caractériser par un seul chiffre : p.091
 $18 \times 18 = 256$. Je m'explique : le Mexique a un taux d'accroissement annuel de 3 % (les derniers chiffres donnent même 3,1 %) ; ce taux de 3 % signifie que la population va se multiplier par 18 en un siècle, et, en deux siècles, par 256. Le Mexique a aujourd'hui 33 millions d'habitants ; en l'an 2160, le Mexique aurait, si ce taux se maintenait, 8,5 milliards d'habitants. Quant aux 550.000 milliards de Mexicains de l'an 2560, ils ne tiendraient plus sur la surface des terres émergées, debout, à côté les uns des autres !

Le problème du *birth control* ne peut donc plus se discuter, il est devenu une nécessité impérieuse, absolue. Il y a vingt-cinq ans, avec mes premiers élèves, je discutais ce problème, et les catholiques m'opposaient leurs arguments d'ordre religieux. Maintenant, je n'ai plus de temps à perdre. Mais ceci est une vue à long terme, et le contrôle des naissances n'aura pas d'efficacité avant longtemps.

Si donc l'action sera bientôt nécessaire de ce côté, elle est déjà indispensable du côté de la multiplication des biens de ce monde, des produits alimentaires. Il faut compter qu'en toutes

La faim

circonstances, il y aura plus de 6 milliards d'habitants à la fin du siècle, et 7 milliards au début du suivant, quelle que soit l'action antinataliste entreprise. Il faut donc augmenter plus rapidement la production agricole. Car elle ne suit pas la population, dans certains pays dits sous-développés, si globalement le monde augmente sa production agricole un peu plus vite que sa population. En Asie du Sud-Est surtout. En Inde, les prix des céréales, depuis juillet 1955, sont des prix de disette, se montant à deux ou trois fois le prix mondial.

On croit généralement que la population y augmente de 2 % l'an, et j'ai estimé l'accroissement de la production agricole à 1,5 %. Ces deux chiffres sont contestables, surtout le second. Mais il est certain qu'il n'y a pas de ravitaillement suffisant en Inde depuis cinq ans. Par ailleurs, j'étais dans le nord-est du Brésil en avril 1958, et la situation alimentaire y était très grave. Les « flagellados » fuyaient le Sertão ravagé par la sécheresse.

Actuellement, dans les pays sous-développés, est-il possible d'augmenter plus vite la production agricole ?

^{p.092} Prenons comme exemple Cuba. Il y a dans l'île environ 1.300.000 hectares cultivés en cannes à sucre, avec un rendement moyen de 40 tonnes à l'hectare. Les champs bien cultivés donnent 120 tonnes, et, en cultures irriguées, jusqu'à 200 tonnes, cinq fois la moyenne nationale.

Nous avons proposé au gouvernement cubain un projet permettant, en l'espace de sept ans, de multiplier par deux le rendement national à l'hectare. Les agronomes cubains, mes collègues, me l'ont dit très facilement réalisable. Il ne serait plus consacré qu'une moitié des surfaces actuelles à la culture de la

La faim

canne, dans l'hypothèse de débouchés en sucre constants. Et, sur la moitié restante, il sera possible de produire la majorité des aliments et matières premières que Cuba importait jusqu'ici.

Parce qu'en cette île il y avait — plus nette qu'ailleurs — entre la firme, l'entreprise et la nation, une opposition d'intérêts. La canne à sucre est un robuste roseau, permanent ; il n'est pas nécessaire, comme pour la betterave, de la semer tous les ans. La plante peut vivre jusqu'à un siècle. La vieille canne n'a pas un bon rendement (30 tonnes à l'hectare), mais exige très peu de travail. Alors, pour la « centrale » sucrière, il y a du bénéfice, mais qu'en est-il pour la nation ?

A Cuba, l'ouvrier agricole moyen ne trouve souvent que 65 à 90 jours de travail pendant le « Zafra », la campagne sucrière, qui dure moins de quatre mois, et 25 à 90 en dehors. J'ai vu des ouvriers qui ne pouvaient faire que 85 jours de travail par an et qui se disputaient âprement entre eux leur droit au travail.

La mauvaise culture de la canne, bénéficiaire pour la firme, est encore ruineuse pour la nation parce que celle-ci doit importer une grande partie de ses aliments. En augmentant le rendement, on donne immédiatement plus de travail aux hommes, et plus de produits bruts pour la nation. Cela a été écrit bien avant Karl Marx par l'économiste rural anglais Arthur Young, en 1788 : « La nation a intérêt au plus haut produit brut, tandis que l'agriculteur a intérêt au produit net, au bénéfice le plus élevé. » Avec, comme seule perspective, l'intérêt de l'entreprise, de la firme privée, Cuba restait dans une situation dramatique.

^{p.093} Il y a des potentialités d'augmentation de production plus grandes encore. Dans les « llanos » de l'Orénoque, au Venezuela,

La faim

en moyenne un hectare de savane pacagée, parcouru par le feu de brousse chaque année, donne 5 kg de viande (poids vif), par an. La prairie artificielle de Pangola permet de produire 300 à 400 kg/hectare de viande. Avec une dose d'engrais satisfaisante, on monte à 600 ou 800 kg/hectare de viande. Les productions fourragères tropicales vont battre celles des zones tempérées, et j'attire spécialement sur cette évolution capitale toute l'attention de l'agriculture suisse.

Avec un complément d'irrigation on est même arrivé à 1.200 kg de viande à l'hectare. A Porto-Rico, 2.400 kg de viande — poids vif — par hectare et par an avec l'Herbe à éléphant : c'est un record mondial.

Donc les possibilités d'augmentation de production, sur le plan technique, sont extrêmement importantes. Attention : ce ne sont que des *possibilités*. On me traitait cet après-midi d'optimiste et je refusais ce qualificatif. Je ne suis optimiste que si l'on fait tout l'effort nécessaire. Or, cet effort, pour se matérialiser, rencontre d'énormes *obstacles*. Quels sont-ils ?

Dans toute l'Amérique du Sud, il y a actuellement une immense sous-utilisation de la terre et des hommes. Moins de 3 % de la surface de l'Amérique latine est labourée. Cuba en détient le record, avec 15 %. Et cette sous-utilisation est due à ce que j'ai appelé une forme de *néo-colonialisme de l'intérieur*. Il subsiste, dans cette Amérique latine, une structure de société coloniale : mais les colons sont des « citoyens » du même pays que les indigènes. Les uns ont le pouvoir et la terre, les autres n'ont rien. Et souvent il y a entre eux une différence de race : les riches sont plus blancs. On a donné la terre en concession, lors de la conquête, par blocs de 14.000, 20.000, 30.000 hectares. Or, il y

La faim

avait, sur ces terres concédées, des gens qui la cultivaient — les Indiens — de tout temps. Sans droit de propriété, naturellement, puisque cette société ignorait la propriété. Le propriétaire à qui on a octroyé la terre a dit à l'Indien, au métis, au « conuco » vénézuélien, au « caboclo » brésilien, à l'« inquilino » chilien : « Maintenant, tu es mon locataire. »

p.094 Et comme il ne pouvait payer le fermage en argent, il s'en est acquitté en travail. Donc, le latifundiaire exploite une terre qu'il n'a pas achetée et il n'a pas besoin de payer sa main-d'œuvre, puisque ses locataires lui fournissent des journées de travail non rémunéré, pour utiliser une petite part de sa concession : c'est le triste « péonage ».

Il paraît que l'esclavage a été supprimé au Brésil en 1888 — c'est du moins ce que les historiens assurent. En ce qui me concerne, je n'en suis pas complètement sûr. Car les esclaves étaient parfois nourris à peu près correctement, parce qu'ils représentaient un capital. Actuellement, au Brésil, ces salariés ne représentent plus aucun capital, n'ont plus de valeur marchande ; les bien nourrir importe moins.

A 36 km en arrière de Recife — capitale du Pernambuco — sur la fazenda Jurema, le salaire journalier d'un ouvrier, en avril 1958, était l'équivalent de un kg de fécula de manioc vendu à la boutique de la plantation. Car l'ouvrier n'est pas tant payé en argent, mais en partie en bons, valables seulement au « barracão » tenu par le contremaître, qui cède les aliments de base à cinq ou six fois le prix moyen du commerce local, lequel prend déjà des taux de bénéfice intéressants... La fécula de manioc est un aliment très inférieur au blé ou au riz, parce qu'elle ne contient presque pas de protéines.

La faim

Dans cette fazenda Jurema j'ai rencontré un gosse de douze ans — m'a-t-on dit — qui en paraissait huit. Il avait une houe trop lourde pour lui. Il m'a jeté un regard d'angoisse et de crainte insoutenable. Il n'a pas été, il n'ira pas à l'école. 89 % de la population rurale de l'Etat d'Alagoas voisin reste aujourd'hui illettrée ; dans les villes ce pourcentage n'est que de 50 % ! Et ce gosse fait un travail au-dessus de ses forces. Sauf un, ses frères et sœurs sont morts. Et lui restera amoindri, toute sa vie, de son kwashiorkor infantile, comme nous l'a bien montré le professeur Robert Debré. Ces morts sont de véritables *assassinats*, qui ont des responsables, très directs pour les propriétaires, plus lointains pour l'ensemble des dirigeants de cette Société. Est-ce que tous les assassins d'Amérique latine sont en prison ? Non. Cependant pour ces morts, il n'y a pas d'autres mots justes — je m'en excuse — que ceux d'assassinats. ^{p.095} Même l'assassinat direct, par le revolver, n'est pas toujours réprimé, s'il est le fait du possédant.

Au Chili, en janvier 1960, l'Université nationale de Santiago m'avait fait l'honneur de m'inviter à des cours d'été, suivis d'une « Table Ronde » sur la réforme agraire. J'avais à mes côtés un représentant de la FAO, un économiste nord-américain, un Mexicain, le Dr Duran, et deux ou trois Chiliens ; nous parlions des diverses modalités possibles de la réforme agraire. Je disais qu'au Chili on pourrait commencer à franchir le stade 1750, c'est-à-dire instituer un impôt foncier assez important. Car c'est cet impôt qui, renforcé à l'appel des physiocrates, a accéléré le progrès de l'agriculture d'Europe occidentale, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Mais ils sont encore, au Chili, plus proches de la situation de l'Espagne du Sud au XVI^e siècle avec l'araire dental, le mot « camellones » pour désigner le sillon (le chameau labourait

La faim

en Andalousie) et la rotation d'un an de culture de blé suivi de quatre ans de jachères.

J'ai ajouté qu'on pourrait ensuite passer à 1785, et j'évoquais la lettre de Thomas Jefferson, de juillet de cette année, datée de Fontainebleau, qui disait : « Le problème agraire est facile à résoudre aux Etats-Unis, il suffit de mettre un impôt foncier *croissant en proportion géométrique avec la taille de l'exploitation.* »

Le délégué du parti radical, qui représente au Chili la grande propriété, a alors quitté l'estrade : je ne sais vraiment pas pourquoi.

J'ai conclu en disant qu'une vraie réforme agraire exigeait au Chili un « climat » révolutionnaire. A ce moment, mes voisins de la « Table Ronde » réagissent : « Nous sommes pour des transformations agraires pacifiques et non violentes, celles de l'Europe ou de l'Inde. » J'ai répondu que l'Europe avait bien progressé (il y a eu des révolutions...), mais j'ai renvoyé, pour l'Inde, à notre rapport de mission pour les Nations Unies, qui fait un peu constat de carence, malheureusement ¹.

Et j'ajoutai : « Quand je parle d'un climat révolutionnaire, j'envisage par là d'appliquer même *aux propriétaires* d'Amérique latine les lois de leur pays. »

— p.096 Qu'est-ce que vous voulez dire ?

J'ai sorti une coupure du journal *Clarín*, quotidien de Santiago, du 21 janvier 1960, que m'avait glissée un fonctionnaire d'un

¹ *Community Development Evaluation Mission in India*, par G. GOLDWELL, R. DUMONT, Margaret READ, publié à New delhi en août 1959.

La faim

organisme international, que je ne veux pas compromettre. Et ce journal racontait qu'un propriétaire de la province de Temuco avait été volé par son métayer — ou « inquilino » — indien. Il va à la police chercher quatre détectives et trois carabiniers. Les quatre détectives avaient chacun un revolver, le propriétaire le sien et les carabiniers leurs carabines.

On se rend à la maison du métayer, qui refuse de laisser faire la perquisition ; avec sa hachette il se met en travers de la porte de son logement. Le propriétaire sort son revolver et de deux balles au cœur abat le métayer, comme on abat un chien. Le plus intéressant est la conclusion du journal. Le *Clarín* rapporte, comme un fait tout naturel là-bas : « *La police a emmené en prison les deux frères du métayer.* » Le métayer était mort, il ne pouvait pas faire sa prison pour vol, il fallait que sa famille répondît à sa place ! Donc, le jour où, en Amérique latine, on appliquera les lois qui répriment l'assassinat — même en cas de vol — aux grands propriétaires, la révolution sera commencée. Et, par elle, la réforme agraire.

Ce jour-là est venu à Cuba, et peut-être viendra-t-il bientôt dans toute l'Amérique latine. Il pourrait encore venir pacifiquement, mais les délais pour cela sont très courts. Il peut, si l'on tarde, venir non pacifiquement. Tout dépendra de savoir si on sait ou non s'adapter à temps. Evolution rapide ou révolution — car la stagnation sociale a le hideux visage de la Faim.

Passons maintenant en Inde.

Je suis allé en Inde pour les Nations Unies où, avec Margaret Read, sociologue anglaise, et M. G. Coldwell, ex-parlementaire canadien, nous avons fait un rapport commun à la suite d'une

La faim

mission internationale demandée par le gouvernement de l'Inde. Et, dans le palais qui domine Genève, nous avons rédigé notre rapport. J'avais à charge la partie agricole. Il s'agissait d'une étude sur le « Community Development » — le développement communautaire — que l'on traduit à l'ONU par : « aménagement p.097 des collectivités » ; je préfère ma traduction. J'étais guidé par des agronomes indiens qui n'aimaient pas beaucoup salir leurs souliers. Un agronome qui craint de se salir, comme vulgarisateur, cela présente beaucoup d'inconvénients.

Nous avons donc étudié dans quelques dizaines de villages répartis à travers le sous-continent, les problèmes techniques, économiques et sociaux, les « freins » au développement agricole, les responsabilités de la Faim, qui n'est pas — je le répète — un cataclysme naturel.

En 1750, en Inde, le métayer touchait le tiers de la récolte pour son travail. Le propriétaire recevait le second tiers pour la fourniture de la terre et le dernier tiers allait à qui fournissait les moyens de production, c'est-à-dire semences, fumier, animaux de trait, outillage, eau...

Aujourd'hui, en 1960, le propriétaire, pour la fourniture du champ seul, touche la moitié de la récolte, au lieu du tiers : il a, grâce au surpeuplement, pu augmenter son prélèvement parasitaire. Je dis bien « parasitaire ». Les Anglais ont constitué en Inde une classe de grands propriétaires fonciers, les zamindars, à la fin du XVIII^e siècle. D'abord pour « acheter » des alliés. Et pour les meilleurs, dans l'espoir que ceux-ci, comme en Angleterre, contribueraient aux améliorations foncières et peut-être, plus tard, au développement industriel. Mais les dirigeants indiens avaient pris l'habitude de vivre en parasites sur les paysans, comme en

La faim

pays conquis : ils ont continué à ne pas investir. D'où le retard qui s'est accumulé, dû au colonisateur anglais et aussi à ces grands propriétaires indiens, leurs alliés.

J'étais donc à Sahajapur, à l'ouest du Bengale, où la loi dit que le propriétaire ne doit pas toucher plus de 40 % du produit brut. Un métayer nous signale qu'il reçoit le tiers de la récolte, et le propriétaire les deux tiers. Ce dernier a payé une pincée d'engrais, 35 kg de sulfate d'ammoniaque à l'hectare, pour justifier son prélèvement des deux tiers. Je signale alors au fonctionnaire du « Community Development » cette infraction caractérisée à la loi. Il me répond : « Oh ! pardon, nos instructions sont formelles, nous n'avons absolument pas le droit de nous occuper de ces problèmes. »

p.098 Quelques jours plus tard, nous étions au nord de Bénarès (Varanasi), un endroit connu pour ses pèlerinages au bord du Gange. Je ne suis pas allé faire ces pèlerinages, mais voir la situation des paysans au nord de cette ville.

Je parlais avec un ouvrier agricole, qui était employé six mois par an, en période de gros travaux. Les autres six mois, il se débrouille comme il peut. Il nous explique — cela se passait en janvier 1959 — que sept ans auparavant, il avait marié son fils et pour cela dépensé l'équivalent de 110 kg de blé, empruntés à son propriétaire sous forme de roupies. Depuis sept ans, il avait remboursé chaque jour de travail — 180 jours par an — *une livre anglaise de grains* (une livre de chair !) rendue chaque jour à son propriétaire. Prêt usuraire ; or l'usure est interdite par la loi. Mais pas question que le « Community Development » intervienne !

Selon ce « Community Development », chaque village forme

La faim

une seule famille, il y a communauté d'intérêt entre le propriétaire-usurier, son métayer et son journalier ! On leur dit de travailler ensemble pour aménager, améliorer ces collectivités. Mais ce travail est considéré comme *strictement volontaire*.

J'ai enquêté pour savoir l'importance de cette contribution. Si, de 1952 à 1954, il y a eu un peu de travail de fait, surtout pour les pistes et les écoles, depuis, presque rien. L'année précédant l'enquête — 1958/59 — en moyenne par adulte paysan et par an, de *un dixième à un tiers de journée de travail* par adulte aurait été fourni bénévolement ! Il m'a été bien expliqué que le paysan doit fournir seulement un travail volontaire. Et quand je dis : on pourrait peut-être lui *demander* ce travail, on me répond : ce ne serait pas démocratique de demander du travail aux paysans...

A ce moment-là, mes inquiétudes sur la réalité de la démocratie française se sont brusquement accrues. J'ai réalisé que je recevais tous les ans de mon gouvernement (ou de son représentant, le percepteur) une feuille d'impôts dont je ne fixais pas le montant : tandis qu'en Inde c'est le paysan qui fixe le montant de son impôt : d'un dixième à un tiers de journée. Et l'Inde stagne. Et la situation devient chaque jour plus dramatique.

^{p.099} Cependant on dit avoir fait une réforme agraire. Six milliards de roupies ont été versés aux grands propriétaires comme indemnité, juste pour arriver à transmettre la terre à l'échelon en dessous, à la bourgeoisie terrienne, et non pas à celui qui la cultive ! Pendant ce même temps, soit la durée du premier Plan quinquennal, le gouvernement dépensait un milliard de roupies seulement pour les investissements industriels. Quant aux indemnités versées à ces propriétaires, aucune obligation de réemploi productif dans l'industrie, comme par exemple à

La faim

Formose. Sur ce point, ce mouvement se montre plus réactionnaire que celui de Formose. Certains parlent d'une « voie indienne du socialisme », ce terme me paraît être une véritable imposture.

Cependant, les possibilités de travail productif sont énormes. A condition que ce travail soit affecté réellement à la production agricole. Dans chaque village de l'Inde on m'explique que le chômage peut être résolu par l'emploi du rouet, le filage à la main. Mais c'est un rouet perfectionné : d'une seule main on fait tourner quatre rouets à la fois ! Il est vrai que ces rouets à quatre roues ne fonctionnent guère que lors de la visite des dirigeants et des fonctionnaires ou des experts des Nations Unies, puis on les met immédiatement au rancart, car leur fonctionnement n'est pas très satisfaisant.

Non, ce n'est pas ainsi qu'on résoudra le problème indien. Il faudrait investir une masse suffisante de travail dans la terre, pour améliorer les récoltes. Mais pour inciter à cet investissement, il faut toucher au statut de la propriété et donner un bout de terre à chacun. Si on n'a pas de crédits publics d'investissements suffisants, il faut demander du travail non rémunéré. Donc, que chacun fasse un travail qu'il a réellement un intérêt personnel à faire, donc qu'une réforme agraire donne au préalable *la terre à celui qui la cultive*.

Cette réforme agraire, nous l'attendons encore en Inde ; elle pourrait être la base de progrès agricoles rapides, donc du démarrage de toute l'économie.

Et je suis tenté de faire une comparaison avec Cuba. J'ai remis mon rapport au « Comandante » Fidel Castro au mois de juin,

La faim

après ma visite de mai. Le 11 août 1960, il a prononcé un discours p.100 qui dura de 11 heures du soir à 2 heures du matin, diffusé par la télévision et la radio à tout Cuba. (La TV est très répandue.) Ce discours était un cours de vulgarisation agricole que je considère comme un modèle. L'homme avait repensé ce que je lui avais dit et l'exprimait sous une forme infiniment plus accessible aux paysans cubains.

La raison du décalage de vitesse de progrès entre l'Occident et l'Orient, je l'ai mieux comprise ce jour-là, dans la nuit du 11 au 12 août. Parce que j'ai fait de la propagande agricole en France, dans le Lyonnais notamment, propageant ce que j'ai appelé « la révolution fourragère ». Il fallait bien trouver un slogan qui excitât les imaginations. Je suis allé chez un certain nombre de paysans, mais le temps m'a manqué pour visiter les 2 millions de paysans français ! Cependant, le mouvement bien relayé démarre avec une certaine vitesse. En douze ans, en France, on a labouré 500.000 hectares de prairies naturelles — sur 13 millions, ce n'est pas satisfaisant. Là-bas, si j'ai convaincu un seul homme, qui s'appelle Fidel Castro, il parle en public, et pour la grande majorité des Cubains c'est parole d'évangile : immédiatement le mouvement s'étend et il ira beaucoup plus rapidement que dans nombre de pays dits libres ; c'est là un point qu'il ne faut pas oublier.

Devant la faim du monde, que faut-il donc faire ? L'aide extérieure aux pays sous-développés est absolument nécessaire et tout à fait insuffisante.

Voilà la thèse que je vais développer devant vous.

Pour ma part, dès 1953, j'ai pris position sur la thèse qu'a défendue Ilya Ehrenbourg, et demandé que les sommes provenant

La faim

de la réduction des armements servent à financer l'aide aux pays sous-développés ; comme j'avais pris position contre la colonisation dès 1931. Ehrenbourg a fait allusion à ceux qui ont pris position sur la décolonisation depuis quelques années ; j'ai bientôt trente ans d'ancienneté dans le mouvement !

Cette aide extérieure, à mon avis, non seulement la réduction des armements doit la financer, mais l'ampleur de la tâche est telle que cela risque d'être insuffisant, au moins tant qu'il n'y aura pas ^{p.101} de désarmement total... On a parlé de 10 milliards de dollars : c'est bien trop peu, car la tâche est énorme. Et, s'il y a une réelle solidarité mondiale, on peut faire beaucoup plus. C'est pourquoi, outre l'équivalent des armements, que je ne sous-estime pas, je demande — derrière Tibor Mende, qui vous parlera jeudi — *un impôt international sur le revenu des nations riches*. Il s'agit de savoir si nous sommes vraiment solidaires. Et, si nous le sommes, le moment est venu, non plus de se contenter de parler, mais de payer pour le montrer. Je crois pour ma part qu'il y a beaucoup de baptisés et peu de vrais chrétiens, de chrétiens en action. C'est pourquoi la loi serait fort utile pour les aider à devenir un peu plus chrétiens. Si la loi ne les aide pas, le salut de beaucoup d'entre eux me paraît compromis.

Si on m'écoutait — évidemment, je n'ai pas de responsabilités politiques, et peut-être est-ce heureux — cette aide serait encore accrue. Mais je suis allé à Haïderabad et j'ai vu le palais du Nizam qui toucherait de l'Etat indien environ un million de dollars par an de revenu des expropriations. Et ses autres revenus immobiliers — il possède toute la grande rue commerçante de la ville — se monteraient à environ un autre million de dollars. Ces chiffres m'ont été donnés là-bas, ils ne sont peut-être pas tout à fait

La faim

exacts, mais la réalité est déjà impressionnante. Est-ce que le contribuable européen doit verser plus d'impôts pour augmenter encore ce revenu ? Je ne gagne pas 2 millions de dollars par an, aussi j'hésite à collaborer à l'augmentation de la rente versée au Nizam !

Les Etats-Unis ont décidé il y a quelques mois d'accorder à l'Inde une aide alimentaire d'un ampleur qui n'a jamais été atteinte dans le monde : 16 millions de tonnes de blé et un million de tonnes de riz seront livrées à l'Inde en quatre ans. C'est-à-dire que pendant cette période, chaque jour, un bateau chargé de 11.000 tonnes de céréales quittera les Etats-Unis à destination de l'Inde.

Voici un beau geste : saluons, puis raisonnons. En 1966, d'après les experts nord-américains de la Fondation Ford qui étudiaient en même temps que nous l'agriculture indienne en 1958-59, il manquera en Inde 28 millions de tonnes de « food-grains », céréales et légumes secs. Aussi, cette aide de 4 millions de tonnes par an apparaît déjà dérisoire et tout à fait insuffisante.

^{p.102} *L'aide extérieure ne remplacera jamais l'effort interne.* D'ailleurs, l'aide extérieure prolongée aboutirait à quoi ? A la mendicité perpétuelle de celui qui la reçoit ; qui ne serait pas digne, et qui ne pourrait l'élever. Nous devons parler à des hommes vrais, les traiter en égaux, leur donner un coup d'épaule fraternel pour les aider à démarrer, mais non pas maintenir de façon permanente cette sorte de mendicité moderne.

Alors, il faut que cette aide serve à *accroître l'investissement de travail*. Parce que ces paysans ne peuvent pas suivre le schéma capitaliste d'épargne et de capitalisation en vue de

La faim

l'investissement, celui de la société anonyme du XIX^e siècle. Non : ils n'ont déjà pas de quoi manger suffisamment, payer ensuite l'impôt, les outils, et les produits d'artisanat minimum indispensables. Cependant, que peuvent-ils investir ? Ils travaillent en moyenne 180 à 200 jours par an, et même bien moins dans certaines contrées. Ils ont donc du « temps disponible ». Ils peuvent investir un « travail potentiel », qu'actuellement ils n'accomplissent pas.

Alors, l'aide alimentaire, à mon avis, devrait être donnée *en échange d'un travail fourni*, à condition que l'autorité soit en mesure de diriger efficacement ce travail, et que celui-ci *profite réellement à celui qui le fait* : nous en revenons tout naturellement au problème de la réforme agraire !

Les volontaires qui viennent de l'extérieur faire un travail bénévole résolvent-ils le problème ? Pas toujours : cela dépend des conditions dans lesquelles ils travaillent. Je vais vous donner un exemple, pris dans le sud de l'Inde, au sud de Madras. Des lycéens de grandes classes et des étudiants se sont déclarés volontaires pour participer, sans rémunération, aux travaux agricoles. Un camp de travail a été organisé pour venir en aide aux paysans, et les ouvriers agricoles de la région voulaient mettre le feu à leurs baraquements. La police les protégeait : c'était assez inquiétant. Nous avons demandé pourquoi cette manifestation.

Le coût d'entretien d'un volontaire urbain, en nourriture, logement et habillement était d'environ trois fois celui de la journée de travail de l'ouvrier agricole. La somme de terrassement fournie par ces garçons de bonne volonté était à peu près la moitié de celle _{p.103} fournie par l'ouvrier agricole. C'est normal, ils ne sont pas entraînés. Le coût des travaux ainsi réalisés était donc six fois

La faim

plus élevé pour le gouvernement. Et surtout c'étaient des travaux courants, que les ouvriers agricoles faisaient d'habitude ; on n'avait pas créé de travaux nouveaux. Alors *on enlevait le pain de la bouche* aux ouvriers agricoles, par un geste de soi-disant solidarité. Vous comprenez maintenant pourquoi ils voulaient mettre le feu aux baraquements.

Il faudrait donc rechercher des travaux nouveaux. On m'a dit : il n'y en a pas de possibles.

Alors on m'a parlé du sort des « intouchables » : « Nous avons fait des choses magnifiques pour ces malheureux. » Allons voir. Et j'ai vu dans un village une centaine de maisons bâties pour eux. Elles avaient coûté 750 roupies chacune (la roupie vaut un peu moins que le franc suisse) ; les deux tiers avaient été financés par le gouvernement et un tiers devait être remboursé, en cinq annuités, par les bénéficiaires. Ils n'y arrivaient pas. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient en moyenne 100 jours de travail par an, à une roupie par jour, non nourris, c'est-à-dire 85 francs suisses par an de revenu total. Ils ne pouvaient donc pas verser la moitié de leur revenu pour payer l'annuité de leur maison. Ce n'était pas possible.

Dans ce même village, j'ai cherché si on pouvait résoudre autrement le problème social. Ce n'était pas difficile. Il y avait un réservoir d'irrigation recouvrant 140 hectares et la surface irriguée ne couvrait que 120 hectares : c'était donc un mauvais calcul. Comme ce réservoir avait à peine 2 mètres de profondeur près de la digue et seulement 0,20 m à 700 m de là, il suffisait de creuser davantage près du barrage et l'on pouvait avoir plus d'eau pour un plus grand nombre d'hectares irrigués, tout en libérant 100 hectares de terre en amont, de quoi nourrir largement les 100

La faim

familles avec deux récoltes de riz par an à 20 quintaux/ha chacune. Le problème était résolu. Après quelques années d'épargne sur cette nouvelle récolte, les « intouchables » auraient pu facilement économiser de quoi payer leur maison.

Mais attention ! Ces « intouchables » sont ou des salariés, ou des locataires. En raison de la surabondance des ouvriers, le niveau ^{p.104} des salaires est très bas. Comme métayers, du fait de leur grand nombre, la rente foncière reste trop élevée. On voit dans le delta de la Cavery, non loin de là, des rentes foncières se montant aux deux tiers de la récolte brute.

Or, le Parti du Congrès est au pouvoir, qui s'abrite derrière l'idéologie de Gandhi pour maintenir les injustices sociales les plus flagrantes. J'ai vu le portrait du Mahatma dans les échoppes des usuriers, présider aux opérations d'usure. S'il voyait cela, il ne serait pas très content.

Si on avait donné un hectare de terre conquise sur le réservoir, en le creusant, à chaque paysan, on lui aurait donné le moyen de se défendre au point de vue du niveau des salaires comme de la rémunération des métayers. Le Parti du Congrès, représentant des propriétaires, préfère qu'on construise des maisons, qu'on donne des rouets à quatre roues plutôt que de donner la terre et des moyens de travail. Le « khadi » fait l'objet des plus grands éloges ; il s'agit du coton filé et tissé à la main, pour lequel on donne une prime, que paient les usines qui travaillent ce même coton mécaniquement. Non seulement il y a en Inde des gens en chômage, mais l'administration s'occupe de mettre aussi en chômage les machines ! J'ai acheté un mouchoir de « khadi » et bénéficié de la subvention. J'ai donc acheté aussi un mouchoir mécanique, pour payer la subvention de mon mouchoir tissé à la

La faim

main. J'ai ensuite demandé une balance. Le mouchoir « fait main » pesait trois fois plus lourd que le mouchoir mécanique. Donc, gaspillage de matières premières par le filage et le tissage à la main (le fil irrégulier doit être plus gros pour résister). L'Inde importe du coton, ce qui l'empêche d'acheter suffisamment de biens d'équipement : à cause de ce filage et de ce tissage à la main.

Ces solutions ne sont ni suffisantes ni efficaces.

Revenons encore à l'autre pôle de la faim, et le moins justifié, celui de l'Amérique latine.

Le Chili, qui était autrefois grand exportateur de blé, qui en a vendu en Australie, Californie, Grande-Bretagne, importe aujourd'hui 30 % de son alimentation. Et ce pourcentage s'accroît chaque année. Or, c'est un pays de 740.000 km², peuplé de pas tout à fait ^{p.105} 8 millions d'habitants : entre ses déserts du nord et son « Magellanes » antarctique, il compte des terres très fertiles.

J'ai visité, près de Santiago, une grande propriété composée de deux domaines distincts : l'un d'agriculture, l'autre d'élevage. Son propriétaire, avocat international, me disait :

« Sur le domaine d'élevage, je n'ai que des satisfactions. J'ai 8.000 hectares qui nourrissent autant de moutons. Avec un peu d'amélioration je pourrais mettre 5 moutons à l'hectare, mais cela donnerait du travail. J'ai huit bergers, et chaque année, pendant un mois, ils font du charbon de bois avec l'acacia épineux des steppes et gagnent ainsi le montant annuel de leur salaire. Donc, pas de dépenses. Tout le reste est bénéfice net. Quand je viens ici, je n'ai que des satisfactions, je me promène à cheval, c'est magnifique. Quant à l'agriculture, je n'ai que des ennuis, des

La faim

salariés à payer. (Au Chili, l'ouvrier agricole est un « inquilino », un locataire qui s'acquitte en travail.) Autrefois, ils étaient seulement payés en parcelles de terre et logement. Aujourd'hui, ils demandent en plus un salaire exorbitant, et quelquefois on leur donne un et même deux francs suisses par jour ! Et ces tracteurs qui tombent toujours en panne ! »

Ce latifundiaire, qui recherche *d'abord l'absence d'ennuis*, se trouve trop répandu à travers toute l'Amérique latine. Sa position était soutenable au XVIII^e siècle où il y avait moins de 30 millions d'habitants pour toute l'Amérique latine. Il y en a maintenant 200 millions, et il y en aura 300 millions d'ici 15 ans. Le système pastoral est donc devenu inadmissible.

Revenons à l'Inde. J'ai parlé tout à l'heure du métayer. Mais j'ai oublié de vous raconter une petite histoire de l'Etat de Mysore, où les agronomes font une vaste propagande pour la fameuse « méthode japonaise de culture du riz », qui comprend notamment l'emploi d'engrais chimiques, souvent 200 kg de sulfate d'ammoniaque à l'hectare. Traditionnellement, tous les frais de production sont désormais réglés par le métayer. Quand l'agronome est écouté, on obtient 500 à 800 kg de paddy en plus, à l'hectare. La moitié de cet excédent va au propriétaire, qui n'a pas dépensé un sou pour les engrais. Mais le métayer fait son calcul. Comme il a payé seul tout l'engrais, il est perdant et ne continue pas l'année suivante.

^{p.106} Je précise qu'il y a en Inde un certain nombre de propriétaires intelligents. Ce matin, notre ami Ehrenbourg a parlé de très rares idiots ; ils sont à mon avis un peu plus nombreux qu'il ne le disait. Car, en Inde, quelques propriétaires seulement ont accepté de payer la moitié de l'engrais, leurs métayers ont

La faim

continué d'adopter la méthode japonaise ; les autres sont de véritables criminels.

Il y a plus grave encore. Un autre grave obstacle au développement agricole, c'est l'usure. Le taux de prêt, en Inde, est extrêmement variable. J'ai noté depuis 20 % l'an, en Saurashtra — avec des usuriers presque philanthropes — jusqu'à 800 % à Vikarabad, près Haïderabad. Il s'agissait alors d'un intérêt de 15 % par semaine, versé le dimanche, à condition que l'emprunteur ne rate pas un règlement du dimanche. S'il avait un retard, le dimanche suivant il devait verser 45 %, soit trois intérêts : l'intérêt du dimanche précédent, celui du jour même, plus l'amende... Avec ce système, celui qui détient un petit capital en Inde a tout intérêt à le placer à usure, et non dans des investissements industriels ou agricoles, de « rentabilité » moindre.

Tant que le métayage et l'usure fleuriront en Inde, tant que le latifundium continuera en Amérique latine, l'aide extérieure à ces pays ne pourra qu'être tout à fait insuffisante.

Il faut un changement brutal, profond, réel, de la structure socio-économique, une véritable réforme agraire : « la terre à celui qui la cultive », qui procure à celui qui travaille le bénéfice direct de son investissement-travail. Il faut qu'à chaque franc d'aide extérieure corresponde un investissement local, deux, trois ou quatre fois plus élevé, sous forme de travail, pour obtenir un effet de multiplication.

Mais, me direz-vous, celui qui donne n'a pas le droit d'exiger le mode d'emploi de ses dons ; sinon cela cesse d'être un don gratuit, et devient une aide étroitement conditionnée.

La faim

On peut concevoir, M. Ehrenbourg y faisait allusion, la création d'un organisme international réglementant cette aide de caractère tripartite : les deux blocs hostiles, qui se seraient mis d'accord pour donner cette aide, plus le tiers-monde bénéficiaire. On établirait ainsi ce que nous appellerons un organisme de coopération — p.107 pour supprimer les termes d'aide et d'assistance, de caractère péjoratif, paternaliste.

Cet organisme de coopération ayant une autorité supranationale, préfigurant dans une certaine mesure un gouvernement mondial, serait, lui, en droit de prendre des mesures pour que cette coopération soit réellement efficace.

Quelques mesures pour cette efficacité de l'aide : l'Amérique latine recèle la plus grande réserve de terres fertiles non encore exploitées de notre globe. Celle-ci est ravagée par le feu de brousse, l'érosion, toutes sortes de procédés barbares de production. Et l'Afrique fait de même.

Eh bien, cet organisme international, préfiguration du gouvernement mondial auquel nous arriverons évidemment (plus ou moins tôt, plus ou moins tard, après plus ou moins de catastrophes, cela dépendra de la sagesse de l'humanité), sera d'abord en droit d'exiger que tout bénéficiaire de la coopération technique prenne les mesures efficaces pour garantir le maintien, la conservation du patrimoine foncier de l'humanité contre l'érosion, et maintienne le régime des eaux et les forêts, nécessaires à la protection : première mesure efficace.

En Amérique latine, il y a des terres d'une fertilité inouïe. Pensez au Parana, au sud de l'Etat de Sao-Paulo. A Londrina, on m'a raconté l'histoire suivante : Le Bon Dieu, quand il a décidé de

La faim

faire la terre, après avoir créé les roches et les mers, a réuni au ciel le conseil des anciens. Ensemble, ils ont élaboré la formule physique et chimique de la terre, la plus fertile qu'on puisse imaginer. Il y avait les milli-équivalents, les bases, les matières organiques, la bonne structure, — il y avait tout. On a donné la formule au Bon Dieu, il est descendu sur la planète et a atterri à Londrina. D'un coup de baguette il a créé la « Terra Rossa legitima », la terre rouge basaltique, la meilleure terre du monde.

Puis, comme il était âgé, il a fait la sieste, ouvert la main, perdu son papier et s'est réveillé. Heureusement, il se rappelait encore un peu la formule. Il a vite créé la « Terra Rossa misturada », avec quelques oublis, mélangé un peu de grès ; c'était déjà moins bon, mais pas mal quand même. Puis il s'est éloigné ; mais cet homme ^{p.108} âgé n'a plus guère de mémoire. A mesure qu'on s'éloigne de Londrina, les terres ont de moins en moins de valeur. Quand il est arrivé en Afrique, il ne se rappelait de plus grand-chose : la fertilité de l'ensemble du continent, hélas, le prouve.

Il suffit à Londrina de défricher la terre pour récolter cinq tonnes de café *Arabica*, quand, à Madagascar, on fait 300 kg de *Robusta*, café nettement inférieur.

Il faut donc protéger les sols et ensuite rendre l'aide plus efficace. Nous avons déjà dit qu'à chaque franc venu de l'extérieur doit correspondre au moins trois francs d'investissement de travail réalisant une amélioration foncière, une « maîtrise de l'eau », irrigation ou drainage, qui accroisse vite la production.

Pour cela, il faut que la nation bénéficiaire de la coopération technique décide un programme d'utilisation prioritaire de l'investissement-travail. Pour élaborer ce programme, la première

La faim

aide à donner, c'est une aide en techniciens, en éducateurs, en médecins.

Cette aide ne sera vraiment efficace qu'à un certain nombre de conditions. Nous avons vu la nécessité de la « rupture » des obstacles socio-économiques internes. Il faut aussi que le cours des principales matières premières, agricoles ou minières, soit réellement stabilisé.

On a déjà dit au cours de ces entretiens que la Suisse avait gagné l'an dernier 40 millions de francs suisses du fait de la baisse de certains produits de base et qu'elle avait d'autre part consacré 5 millions à l'assistance technique. D'autres exemples pourraient être donnés.

Il faut que cette aide soit surtout donnée en *biens de production*, capables de déclencher une augmentation massive de la production interne ; et non pas en biens de consommation, qui ruinent l'industrie locale et font, à long terme, plus de mal que de bien.

L'exemple désormais classique de l'aide plus néfaste qu'utile, c'est l'aide américaine au Sud-Vietnam, qui a compromis les industries autochtones et laisse le pays plutôt plus pauvre qu'il ne l'était auparavant.

Il faut une aide qui donne du travail, ce travail qui élève la dignité de l'homme. Je revois encore le regard des coopérateurs de cannes à sucre à Cuba revendiquant leur droit au travail, leur droit ^{p.109} à s'élever par le travail. Et on les dit volontiers paresseux... or, leur première revendication était de travailler.

L'aide efficace est ensuite celle qui sera donnée dans le cadre d'un Plan pour placer les moyens de production — toujours rares

La faim

— aux points où ils seront les plus efficaces ; les concentrer là où ils augmentent le plus vite la production.

L'Europe occidentale a progressé au XIX^e siècle dans un cadre d'économie plus ou moins libérale (plutôt moins que plus, on pourrait encore discuter ce problème). Est-ce que la rapidité du progrès économique de cette Europe occidentale peut être considérée comme un modèle, comme une réussite ? Pas du tout. Le progrès y a été bien trop lent, du XVIII^e au XX^e siècle ; quoique plus rapide qu'ailleurs, il restait assez lent. Pourquoi ? Parce qu'il fallait satisfaire d'abord *les besoins de luxe des privilégiés, avant les investissements productifs et avant les besoins alimentaires des masses.*

D'autre part, les lois économiques, au départ du développement, sont différentes de celles qui régissent une société déjà évoluée. Je ne veux pas m'étendre sur ce problème, désormais bien connu de tous les spécialistes.

Un plan de conception démocratique s'accommode fort bien d'un minimum d'autorité. Que s'est-il passé en Suisse pendant la guerre ? Il y eut un homme, aujourd'hui conseiller fédéral, M. Wahlen, qui a élaboré le plan qui porte son nom. Est-ce qu'il n'était pas autoritaire ? Il ordonnait à chaque paysan suisse de labourer un minimum de prairies permanentes. On a ainsi forcé les paysans à augmenter leur production. Nous étions en guerre. Mais justement, est-ce que nous ne sommes pas en guerre contre la faim, dans les pays sous-développés ? Est-ce qu'il ne faut pas prendre des mesures de mobilisation économique, des mesures de guerre, des mesures qui comportent un minimum d'autorité, à condition que tout le monde en soit bénéficiaire ?

La faim

N'oubliez pas que cette *guerre contre la faim est déjà déclenchée. Celui qui aura apporté aux pays sous-développés le meilleur modèle de développement économique gouvernera le monde.*

Si l'Occident a donné un peu plus que les pays de l'Est au total, actuellement le modèle de développement économique de l'Occident_{p.110} n'a guère fait ses preuves. On n'a pas encore connu, dans le monde dit « libre »¹ de vitesse de développement comparable à celle qui a été réalisée en Chine, par exemple. Je sais que les chiffres annoncés par ce pays en 1958 étaient erronés et que depuis on est revenu à des annonces plus raisonnables. Je sais bien que le progrès chinois a exigé des paysans un effort qui a été souvent surhumain, qui quelquefois en devenait inhumain. Mais je me demande quel est le plus grave : exiger trop de travail des paysans chinois, ou ne pas donner au paysan indien un cadre qui lui permette de sortir de la misère et le laisser dans sa stagnation. Dans les deux cas une responsabilité est prise ; où est-elle la plus grave ? C'est un problème philosophique et je ne pénétrerai pas dans ce domaine.

Attention ! L'Occident a pris du retard surtout *parce qu'il se bat sur de mauvaises positions* : dans la tranchée de la libre entreprise, déjà contournée. Comment ? Non pas les fusées, ce ne sont pas les moyens militaires que j'évoque : la bataille Est-Ouest ne sera sans doute pas militaire — souhaitons-le. La vraie compétition, la bataille économique, se déroule sur le taux de vitesse de croissance. Or, l'Union soviétique et surtout la Chine ont déjà des vitesses de croissance économique très supérieures à

¹ Demandez, sur cette « liberté », l'avis du péon d'Amérique latine. Il reste libre d'avoir faim, évidemment.

La faim

celles de l'Occident. Les chiffres sont tous discutables. Certains prétendent que l'Occident progresse de 3 à 4 % l'an sur le long terme, et qu'entre 7 et 11 % se situent les progrès de l'Union soviétique et de la Chine agricole (plus rapide encore en industrie). Ce sont des chiffres que je ne puis garantir. Vous vous adresserez à des spécialistes. Mais qu'il y ait un retard de l'Occident n'est désormais plus guère contesté. Se défendre dans la tranchée de la libre entreprise serait jouer volontairement la mauvaise carte, s'avouer battu à l'avance.

Cette libre entreprise représentait d'abord beaucoup d'injustices sociales. Ensuite elle a essayé de se suicider, en 1930-38, lors de la grande « crise économique », quand elle a recommandé le malthusianisme économique, contingenté toute la production, décrétant que moins on produirait et plus on serait riche ! La veille de mon premier cours à l'Institut agronomique, le 1^{er} mai 1934, le président ^{p.111} Joseph Caillaux avait demandé au Sénat français de supprimer les Offices agricoles départementaux, coupables d'avoir trop bien diffusé le progrès agricole et d'avoir par là abouti à l'engorgement des marchés, donc à la ruine des agriculteurs. A l'époque, on conseillait d'acheter 5 millions de quintaux de riz aux producteurs d'Indochine pour le jeter à la mer (*Bulletin de l'Association générale des producteurs de blé*, mai 1934), de façon qu'ils n'alourdissent pas le marché des céréales secondaires.

L'ambiance si douillette d'une certaine société helvétique, parfois trop repliée sur elle-même, permet-elle bien de comprendre que la Civilisation Occidentale est actuellement assiégée ? Ses chances de survie « en l'état » sont minimales, sinon inexistantes. Elle ne durera que si elle sait évoluer assez vite. Certaines valeurs sont à sauver dans la civilisation occidentale.

La faim

Aura-t-elle une capacité d'évolution suffisamment rapide pour pouvoir survivre ?

Réfléchissant sur ce point, j'évoquais Genève, Calvin, le fondateur de cette Académie, la Réforme. Ne sommes-nous pas en face de la nécessité d'une *seconde réforme* ? Et cette seconde réforme, Genève va-t-elle la refuser ? Va-t-elle prendre l'attitude des catholiques du soi-disant Grand Siècle, du temps de Louis XIV, qui appelaient le protestantisme « la religion prétendue réformée » ? Est-ce que Genève, en face de cette seconde réforme qui s'impose, va prendre la même attitude, refuser de comprendre la nécessité de repenser totalement nos valeurs ? Or, c'est la condition absolue d'une lutte efficace contre la faim. *La faim peut être très vite vaincue*, en dix ou douze ans, à condition que les assassins ne soient plus en liberté, que les « forces productives cachées » soient libérées, que l'homme qui travaille soit récompensé, réellement, du fruit de son travail.

Je voudrais terminer par une note optimiste.

Le fait que Genève ait organisé les Rencontres Internationales et choisi la Faim comme thème des discussions, prouve qu'elle n'est pas étrangère à l'esprit de cette seconde réforme qui s'impose.

Je pense que Genève saura, une fois encore, prendre la tête de cette réforme. Ou tout au moins qu'il y aura à Genève des gens qui sauront en prendre la tête, même si tous n'y sont pas.

@

TIBOR MENDE

LA FAIM ET LA PAIX ¹

@

p.113 Comme tous les bons conférenciers, je commencerai par des excuses.

En premier lieu, je comprends très bien que vous soyez déçus de trouver ce soir, au lieu de mon ami Josué de Castro, un homme inattendu. Je vous prie de m'en excuser. Ensuite, c'est seulement à mon arrivée à Genève que j'ai appris que je devrais faire une conférence, et je n'ai pas pu préparer une conférence digne de l'occasion. Enfin, pour garder au moins l'esprit de la conférence que vous attendiez, j'ai voulu conserver le titre de M. de Castro, et c'est pourquoi, si vous me le permettez, je vous offrirai simplement quelques réflexions sur le thème : la Faim et la Paix.

Si vous consacrez, dans une ville aussi bien nourrie que Genève, dix jours à l'étude du problème de la faim, c'est, je suppose, pour rendre les hommes conscients de leurs responsabilités en tant que citoyens du monde. Votre but, si je comprends bien, est de chercher des remèdes, et d'encourager une attitude constructive devant ce problème. Vous avez tous entendu parler des calories, des protéines, des degrés divers de la faim qui existe dans le monde. Vous savez tous combien il est difficile de définir le problème dans son cadre planétaire. On vous a dit combien la question de la faim et celle du désarmement sont liées. Ma tâche, ce soir, est d'aller encore plus p.114 loin et de vous

¹ Conférence du 8 septembre 1960.

La faim

montrer, si possible, les rapports qui existent entre la faim et le problème qui domine tous les autres : celui de la paix.

Pour commencer, j'aimerais souligner que nous parlons ici d'un phénomène dont nous n'avons aucune expérience personnelle et que nous essayons de construire des hypothèses sur les réactions des hommes à une expérience que nous n'avons jamais partagée et dont nous ne pouvons qu'imaginer les conséquences psychologiques. Je sais qu'il y a probablement dans cette salle des gens qui pendant la guerre, ou par suite d'autres expériences, ont connu la faim. Mais ces exceptions restent limitées. Ceux qui parmi nous ont connu la faim savaient que leur expérience ne durerait qu'un temps, jusqu'au retour à une vie normale. Leurs réactions ne peuvent guère se comparer à celles des gens qui commencent leur vie en criant de faim et en sachant, si l'on peut savoir quelque chose à cet âge, que cette faim restera insatisfaite jusqu'à leur mort.

Quand nous rencontrons des gens qui confondent les couleurs ou qui n'aiment pas la musique, nous pouvons mesurer de quoi ils sont privés d'après nos impressions personnelles. C'est différent lorsque ces gens souffrent de la faim endémique. Je vous assure qu'il m'est arrivé souvent dans les villages de Java ou aux Indes, ou au Pacifique, en Amérique latine, de me demander si j'arriverais un jour à comprendre la pensée et le raisonnement, les émotions ou les réactions des hommes et des femmes qui, dès leur naissance, ont manqué de certaines substances chimiques indispensables à la vie normale et qui, selon toute probabilité, en manqueront jusqu'à leur mort. Pourtant, c'est leurs réactions et leur comportement que nous devons examiner aujourd'hui.

Devant un problème décisif pour l'avenir du monde, celui de la

La faim

paix, la première chose à noter est que la faim, à ses degrés divers, fait partie de la vie de notre planète, de l'Irlande jusqu'à la Chine, en passant par les Indes, sans parler des Indiens de l'Amérique latine qui ont abandonné leurs villes. La faim compte ses victimes par millions depuis des siècles. Mais c'est aujourd'hui seulement, au milieu du XX^e siècle, que nous commençons à nous y intéresser. Pourquoi ?

p.115 Il y a quelques semaines, pendant que je travaillais à mon dernier livre sur la Chine, j'ai dû feuilleter toute la collection du *Times* de Londres, de 1800 jusqu'à 1900. Bien que la chose fût sans rapport direct avec mes recherches, j'ai été frappé par de petits articles dispersés portant sur les famines aux Indes. C'étaient des articles très courts, rapportant les faits dans toute leur sécheresse, parfois même avec une certaine ironie. Un de ces articles disait : «... ces famines que l'on prétendait disparues, il semble qu'elles soient revenues... ». Presque sans exception, ces articles se terminaient sur une note rassurante : les autorités ont pris les mesures nécessaires. Mais étant donné la lenteur des communications à cette époque, on laissait le lecteur libre d'imaginer si les mesures en question consistaient à atténuer la famine ou à empêcher celle-ci de troubler l'ordre public... En tout cas, ces petits articles nous révélaient un étrange détachement : aucune allusion ni à une solidarité, ni à une responsabilité morale, ni à d'éventuelles conséquences propres à inquiéter les sujets de la reine Victoria. Aujourd'hui, tout est changé. La preuve la meilleure, c'est que nous sommes ici. Mais alors, encore une fois, pourquoi ?

Il y a bien entendu une réponse évidente : les communications modernes, on l'a dit maintes fois, nous rendent témoins des misères que jusqu'à présent la distance camouflait. La

La faim

décolonisation contribue à supprimer le camouflage. L'accroissement rapide de la population du monde élargit encore les dimensions de ce problème. Enfin la charité compétitive, sous-produit de la rivalité des grandes puissances, introduit des éléments moraux dans ces domaines à peine découverts.

Mais tous ces facteurs ne suffisent pas à expliquer pourquoi la famine risque d'avoir des conséquences directes sur l'avenir de la paix mondiale.

Je n'ai pas l'intention de nier les pressions ni les passions que soulève l'accroissement rapide de la population sans un accroissement parallèle de la productivité. Mais cela dit, la faim en soi n'est pas dynamique. Bien au contraire, la faim provoque l'apathie, l'indécision, l'indifférence, la faiblesse biologique, bref tout ce qui est à l'opposé de l'agressivité. Et surtout la faim, même lorsqu'elle ^{p.116} aboutit à la violence, n'est jamais organisatrice. Enfin, les moyens techniques de l'oppression se développent encore plus vite que le nombre des êtres humains à nourrir ou la passion que leur faim suscite. Vous pouvez ouvrir les journaux de l'Inde, n'importe quel jour, vous y lirez très probablement que dans une ville quelconque, quelque part dans ce grand pays, quelques manifestants ont été abattus. Peut-être ces gens avaient-ils faim ? On n'en sait rien.

Mais alors où est le problème ? Si les communications rapides, la décolonisation, l'accroissement rapide de la population, tout cela ensemble n'arrive pas à transformer l'amertume de la faim en une force agressive, capable de menacer la paix, où donc est le danger dont nous parlons ?

Je m'excuse à l'avance de présenter, pour répondre à cette

La faim

question, une opinion purement personnelle. Je crois que les forces explosives créées par la faim sont contrôlables. J'irai même plus loin : quand il ne s'agit pas de faim absolue, mais simplement de malnutrition, on peut s'habituer à la faim. Il y a des centaines de millions de nos concitoyens de cette planète qui ont été obligés de s'habituer à la faim ; la capacité d'adaptation de l'homme le lui permet.

La seule chose à laquelle on ne peut pas s'habituer, c'est l'humiliation. La faim devient insupportable quand elle s'identifie, dans l'esprit des hommes, à l'humiliation. Si la faim devient depuis quelques années un problème explosif, c'est parce que les hommes qui la considèrent comme une humiliation sont devenus de plus en plus nombreux.

En réalité, notre question de départ n'est pas de savoir pourquoi, au milieu du XX^e siècle, la faim devient le problème central de notre planète, mais plus exactement pourquoi, au milieu de ce XX^e siècle, des centaines de millions d'individus en sont arrivés à considérer leur faim comme une humiliation intolérable.

Permettez-moi de replacer brièvement le problème dans son cadre mondial.

La modernisation et l'industrialisation de nos sociétés a commencé il y a trois siècles, et plus tard elle a traversé l'Atlantique, en partant de l'Europe du Nord-Ouest, pour constituer ce qu'on ^{p.117} appelle aujourd'hui la société occidentale. C'est une société bien nourrie. Elle a pu se transformer, se moderniser et s'équiper de tous les instruments du bien-être matériel avant que sa population ne commence à augmenter rapidement par suite de ces améliorations.

La faim

Mais si nous prenons maintenant les révolutions industrielles extra-occidentales survenues plus tard, elles se sont déroulées dans des conditions totalement différentes. La première de ces grandes transformations extra-occidentales s'est produite au Japon. Le Japon a mis à peu près quatre-vingts ans pour accomplir ce que l'Occident avait fait en trois siècles. La deuxième de ces révolutions extra-occidentales est celle de la Russie, qui a demandé une quarantaine d'années pour l'industrialisation et la suppression de la faim, dans une population déjà en plein accroissement. La troisième et dernière de ces grandes transformations extra-occidentales est en train de remuer la société la plus nombreuse du monde, de l'industrialiser, de la moderniser et de la mettre à l'abri de la faim. Les premières tâches ont été accomplies en une douzaine d'années. La Chine aura encore besoin de dix ou peut-être vingt ans pour la mener à bien. En tout cas, l'accélération est évidente.

Les masses sont de plus en plus pressées, et la faim les incite à accomplir de plus en plus vite ce que l'Occident avait pu faire si confortablement, quand il n'avait aucun rival et s'appuyait sur les ressources de toute la planète.

Or, si vous considérez ces régions du monde qui se sont émancipées, qui se sont modernisées, qui se sont donné des industries modernes, qui ont pu ainsi bannir le spectre de la faim, vous verrez que tous ces pays forment autour du globe une bande continue que nous appelons la zone tempérée de l'hémisphère nord. De gauche à droite les Etats-Unis, l'Europe, la Russie, la Chine, le Japon forment cette « bande magique » dans laquelle les hommes parviennent à se nourrir convenablement, Cette bande est comprise approximativement entre le 30^e et le 60^e parallèle.

La faim

De l'autre côté du globe, entre les mêmes latitudes, la situation est analogue. Mais comme les continents vont en se rétrécissant vers le sud, dans l'hémisphère sud entre ces latitudes il ne s'agit que de bandes de terre relativement étroites, souvent habitées par des hommes ^{p.118} blancs qui ont apporté leur civilisation et leurs outils : c'est le cas de l'Australie du Sud, de l'extrémité sud de l'Afrique, de l'extrémité sud de l'Amérique latine, qui totalisent ensemble moins de 100 millions d'habitants. Par contre, dans la « bande magique » de l'hémisphère nord, on compte à peu près 1.500 millions d'individus, soit la moitié de la race humaine.

Les Etats-Unis, le Canada et certaines parties de l'Europe ont des excédents de produits alimentaires. La Russie se suffit à elle-même. Le Japon importe le cinquième de ses denrées alimentaires, mais normalement il est capable de les compenser par l'exportation de ses produits industriels. La Chine enfin s'est libérée de la famine, et elle augmente sa production de denrées alimentaires beaucoup plus vite que sa population ; et elle commence à façonner des outils pour cultiver ses terres non encore utilisées.

Malgré quelques exceptions isolées qui vont du Portugal jusqu'à la Grèce, ou encore peut-être dans certaines régions de la Chine, cette bande magique de la zone tempérée de l'hémisphère nord est à l'abri de la famine, soit parce qu'elle peut produire sur place les denrées dont elle a besoin, soit parce qu'elle a quelque chose à donner en échange aux pays qui lui fournissent des denrées alimentaires.

Notre problème, le problème de la faim, et de la menace qu'il peut représenter pour la paix, se trouve donc géographiquement localisé entre les 1.500 millions d'habitants de la bande magique

La faim

de l'hémisphère nord et les 100 millions de l'autre zone tempérée dans l'hémisphère sud. Autrement dit, *l'essentiel* du problème de la faim et de la menace qu'il représente pour la paix, se trouve concentré dans les zones tropicales ou subtropicales de notre globe qui héberge l'autre moitié de l'humanité.

Ces 1.500 millions d'hommes, dans ces zones intermédiaires, qui dans leur grande majorité n'ont pas encore eu leur révolution industrielle et scientifique, manquent de machines et d'outils nécessaires pour permettre à la productivité de la terre de suivre l'accroissement de la population. Ce sont eux qui manquent aussi de produits à échanger contre des denrées alimentaires qui leur permettraient de vivre normalement.

p.119 Il n'est pas sans intérêt historique que ces 1.500 millions d'hommes habitent précisément les régions du monde qui avaient été colonisées par les hommes qui ont accompli les premiers la modernisation de leur société, par les hommes de l'Occident. Les zones du globe constamment menacées par la famine sont donc justement les zones dont l'évolution fut, pendant ces derniers siècles, façonnée par les Occidentaux.

Si j'insiste sur ce point, ce n'est pas du tout pour formuler un jugement moral sur les mérites ou les erreurs de la colonisation. Mais ce point me paraît important, parce que des centaines de millions de gens croient que leur faim et leur malnutrition ne sont pas sans lien historique avec l'ère coloniale, et parce qu'en tout cas ils seront de plus en plus encouragés à le croire.

Mais si nous regardons ces zones tropicales et subtropicales du globe situées de part et d'autre de l'équateur, nous constatons que les divers degrés de famine y sont très inégalement répartis. Il y a

La faim

d'immenses régions où la population est rare, et où les ressources suffisent pour subvenir aux besoins d'une alimentation mal équilibrée. Le problème est ici un problème de qualité plutôt que de quantité. Il y a d'autres pays, dans ces zones intermédiaires, où les habitants commencent à être trop nombreux pour les ressources disponibles. Enfin, dans cette même zone du globe, il existe des pays où la population est depuis longtemps trop nombreuse pour les denrées disponibles, où la faim permanente, généralisée, prélève des millions de vie.

Mais l'important est que les pays de cette troisième catégorie, où la famine sévit à l'état endémique, occupent géographiquement des postes-clés. Par leurs dimensions et par le nombre de leurs habitants, ils conditionnent le climat politique, et par suite l'avenir social et politique, de régions immenses. Si les pays placés entre l'Inde et l'Indonésie, par exemple, produisent assez de denrées alimentaires pour se suffire à eux-mêmes, pour avoir au moins un régime alimentaire déséquilibré, on ne peut pas en dire autant de Java. Cette petite île héberge 60 millions d'hommes et conditionne l'avenir social du reste de l'Indonésie, avec toutes ses autres îles moins peuplées. De même, l'Inde et le Pakistan conditionnent ^{p.120} l'évolution des autres pays de l'Asie du Sud. Dans le Proche-Orient, c'est l'évolution de l'Égypte, pays surpeuplé, qui détermine celle du reste de la région. De même, c'est la future situation sociale de l'Algérie qui conditionne celle du reste de l'Afrique du Nord. Or en Égypte, comme en Algérie, la population est déjà trop nombreuse par rapport aux ressources alimentaires disponibles. On retrouve le même genre de situation dans certaines parties de l'Amérique du Sud, dans une grande partie du Brésil, dans une grande partie de la côte pacifique de l'Amérique du Sud, où la

La faim

ségrégation raciale seule dissimule aux yeux du visiteur la famine des populations indiennes.

A l'intérieur des régions tropicales et subtropicales du monde, où la faim et la malnutrition sont très répandues, il existe donc ce qu'on pourrait appeler *une chaîne intérieure* des Etats spécialement exposés et spécialement explosifs, où le problème se pose de façon particulièrement urgente. Ainsi Java, l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, les Antilles, le Brésil et le Pérou constituent cette chaîne dangereuse de problèmes de la faim.

Dans les pays qui forment cette chaîne intérieure, la recherche des solutions prend déjà une tournure politique. Dans les autres pays de la région, le problème est peut-être moins urgent. Quoiqu'il en soit, la population augmente rapidement, et l'on pourrait presque calculer le moment où la recherche d'une solution se manifesterait là aussi sous forme politique explosive.

Mais avant de partir plus loin, pourrais-je résumer ces quelques généralisations ?

Les deux zones tempérées de l'hémisphère nord et sud ont résolu elles-mêmes le problème de leur alimentation, ou bien elles sont en train de le résoudre, ou encore elles peuvent le résoudre par voie d'échanges commerciaux ordinaires. Mais entre ces deux zones, la moitié de l'humanité souffre de malnutrition ou connaît la famine réelle, avec la certitude que beaucoup de ceux qui sont simplement mal nourris iront bientôt grossir les rangs de ceux qui meurent de faim. Le destin de toutes ces zones tropicales ou subtropicales est resté pendant une période plus ou moins longue entre les mains de l'homme occidental, de l'homme blanc. Par conséquent, tous les ^{p.121} pays de ces régions ont été intégrés à la

La faim

structure politique, économique et commerciale créée par l'homme occidental. A une époque où celui-ci était seul à dominer le globe et pouvait façonner ses institutions selon son propre intérêt, tant que cette domination n'a pas été mise en doute, la malnutrition ou la faim ont pu être reléguées sous la rubrique des faits divers, comme dans le *Times* du XIX^e siècle. Aujourd'hui, la situation a changé. Et ce changement est dû à deux éléments décisifs.

L'un de ces éléments nouveaux, comme vous le savez, est du domaine des sciences médicales. Pourtant la surpopulation et la faim qu'elle a aggravée n'auraient pas brisé à elles seules les barrières du colonialisme. L'Inde a connu de grandes famines pendant deux siècles au moins, avant la fin de l'ère coloniale. Dans les Indes comme dans beaucoup d'autres régions du monde, la faim a excité les violences, mais une violence privée d'un contenu social. C'était la révolte du désespéré que la police ou l'armée suffisait à maîtriser.

Le second facteur important, le facteur décisif, ce fut *la dispersion de la puissance* à partir de son centre occidental, tout autour de la zone tempérée de l'hémisphère nord. Au lieu d'avoir un seul centre de puissance, comme au XIX^e siècle, notre monde en possède maintenant plusieurs, qui rivalisent entre eux. Plus encore, les nouvelles puissances extra-occidentales qui disputent à l'Occident ce monopole de puissance mondiale, sont parvenues à cette position par des méthodes de modernisation et d'émancipation absolument différentes des méthodes qui avaient transformé les sociétés agricoles occidentales en sociétés modernes industrielles. En fait, les méthodes extra-occidentales devaient être forcément différentes. Elles devaient accomplir, en lutte avec des concurrents jaloux, ce que l'Occident avait accompli

La faim

sans se presser et sans être gêné par aucun rival. Les pays extra-occidentaux étaient forcés d'agir plus vite que l'Occident, en partie à cause de leur impatience naturelle de rattraper la minorité privilégiée de l'humanité, et en partie parce que la modernisation extra-occidentale devait s'accomplir non pas *après* la grande expansion démographique, comme en Occident, mais *simultanément*.

p.122 Pour toutes ces raisons, les méthodes extra-occidentales de modernisation ont exigé et produit des techniques sociales très différentes de celles que l'Occident avait employées. Ces nouvelles techniques ont dû accomplir en l'espace d'une génération l'effort physique et l'adaptation mentale qui avaient demandé plusieurs siècles à l'Occident. Ainsi donc ces nouvelles techniques sociales devaient être à la fois plus efficaces, plus rapides, et inévitablement plus coûteuses en frais humains.

De fait, vous avez noté que la durée des trois transformations extra-occidentales avait été en diminution : encore près d'un siècle au Japon, une quarantaine d'années en Union Soviétique, il est possible qu'elle soit concentrée en moins de temps encore en Chine. Il y a donc d'une part l'accélération de la marche forcée, et d'autre part sa dureté croissante.

L'important, toutefois, c'est que ces transformations extra-occidentales ont produit une méthode nouvelle d'émancipation et de modernisation toute différente de celle de l'Occident. L'apparition de nouvelles méthodes d'émancipation a provoqué la liquidation du système colonial. La faim passive, dans l'ordre mondial occidental, est devenue dynamique dès qu'elle a compris qu'il existait des méthodes de rechange, des méthodes autres que celles de l'Occident. L'apparition de ces méthodes nouvelles a mis

La faim

fin à la soumission et à l'impuissance du passé, qui étaient toutes deux des aspects de l'humiliation.

C'est à partir de ce moment que la faim est devenue une force suffisamment dynamique pour menacer la paix mondiale. Cette faim dynamique dès lors associée à l'humiliation, étend lentement son ombre depuis les pays déjà affamés jusqu'aux pays qui atteindront probablement l'étape de la famine dans un avenir prévisible. La menace ne se présente pas sous forme de hordes affamées, vêtues de haillons, bondissant à l'assaut de nos frontières. La menace ne revêt pas ces formes pittoresques, mais trop simplifiées. La véritable menace réside plutôt dans la détermination croissante de toutes ces masses de mettre fin à leur humiliation et de bouleverser les obstacles structurels internes et externes qui entravent l'émancipation de leur propre société ; d'éliminer ces obstacles de ^{p.123} telle façon que leur société devienne capable de mobiliser ses propres ressources et d'assimiler la science et l'organisation sociale pour mettre fin à leur pauvreté, à leur faim.

Il faudra que j'utilise encore plus souvent le mot de structure. En fait, nous avons affaire ici à deux sortes de structures : l'une est *la structure sociale interne* de chaque pays ; l'autre est *la structure mondiale* construite par l'Occident pendant la période où il a dominé le monde, ou plus exactement ce qui reste encore de cette structure occidentale. La première, la structure sociale intérieure de chaque pays, concerne tout le mécanisme de production, de distribution, la résistance des institutions établies, le rôle des traditions, et l'utilisation ou le gaspillage de ressources qui en résulte. La deuxième, la structure mondiale, concerne le mécanisme du commerce international, les règles financières et

La faim

commerciales de l'échange, les idées politiques et sociales que ce système encourage ou décourage, de même tout le réseau d'appui direct et indirect que cette structure mondiale fournit à ses partisans *dans* les structures nationales. Les deux structures sont interdépendantes. La première est fortifiée par la deuxième, et vice-versa. Si l'une des structures composantes s'affaiblit, elle affaiblit les structures mondiales dans leur ensemble. Mais la relation manque de souplesse. Si une structure nationale viole les règles de la structure internationale, l'adaptation n'est guère possible. La structure dissidente doit être exclue.

Nous venons de voir le déroulement de ce processus avec l'histoire de Cuba, et c'est un exemple instructif.

Comme vous l'avez remarqué sans doute, j'ai évité de présenter ici des arguments idéologiques, et j'aimerais continuer de la même façon. Supposons donc simplement que les gens qui ont conçu les transformations structurelles actuelles à Cuba étaient des patriotes qui, à tort ou à raison, désiraient adapter des techniques sociales différentes de celles de l'expérience classique de l'Occident. Supposons aussi qu'ils ont agi ainsi parce qu'ils désiraient rendre leur pays économiquement moins vulnérable, qu'ils voulaient l'industrialiser, le moderniser, ou simplement parce qu'ils désiraient le transformer pour qu'il soit capable de produire non seulement du p.124 sucre et des casinos, mais aussi des denrées alimentaires en quantité suffisante pour tous ses habitants.

Tout ce que nous pouvons noter, c'est que dès qu'ils ont eu recours à cette technique sociale extra-occidentale pour parvenir à leur but, ils se sont heurtés aux règles politiques, sociales, et surtout économiques du monde façonné par l'Occident. Au lieu d'un accommodement, ce fut le divorce. Au lieu d'obtenir un

La faim

compromis, ils se trouvaient exclus de la structure occidentale. La structure mondiale occidentale était donc incapable de tolérer qu'un membre violât ses règles au sein de sa propre structure sociale interne.

Avant d'aller plus loin, une question s'impose :

Imaginons que d'autres pays et d'autres peuples soient animés d'aspirations analogues à celles des dirigeants cubains. Imaginons encore que, du moins au point de vue de l'intérêt national ou de la dignité humaine, leur objectif soit justifié. Est-ce que ces pays et ces peuples, dont le nombre s'accroît tous les jours, seront capables d'atteindre leurs aspirations justifiées dans la structure mondiale façonnée par l'Occident ? Ou seront-ils eux aussi exclus, condamnés à payer la transformation de leur structure intérieure par une rupture avec le système occidental dans son ensemble ?

Il s'agit, comme vous le voyez, de l'équilibre de puissance de notre monde. Mais pour essayer de le prévoir, nous devons d'abord voir jusqu'à quel point l'aide occidentale a déjà réussi à aider la réalisation des aspirations nationales justifiées. Naturellement, je n'ai pas l'intention d'ouvrir l'énorme dossier de l'aide occidentale aux pays sous-équipés. Nous pouvons tout juste jeter un coup d'œil à l'un de ses aspects, l'aide fournie par l'Occident à la lutte contre la faim.

Je crois que nous sommes tous d'accord sur les données de base de ce problème. Nous admettons tous que la faim et la pauvreté sont des jumelles et qu'on ne peut pas attaquer l'une sans attaquer l'autre. L'aide véritable, donc, n'est pas d'offrir aux affamés un repas, mais de les aider à produire eux-mêmes leur nourriture.

La faim

Pour le faire, les pays pauvres, comme il est généralement admis maintenant, ont besoin d'une révolution scientifique. Cette révolution comprendra des réformes de structure ; une industrialisation, ^{p.125} qui leur permettra de fabriquer des machines agricoles, des engrais, et de construire des laboratoires, des écoles qui produiront des agronomes, des ingénieurs et des contremaîtres ; une réforme agraire qui donnera au producteur le goût du travail ; un crédit rural qui le délivrera de l'emprise des prêteurs ; une révolution de l'enseignement et l'information publique, qui remplacera la superstition et l'ignorance par les idées rationnelles ; et enfin une réforme sociale qui apportera l'espoir indispensable pour soutenir l'effort des masses mobilisées dans un énorme effort constructif.

Dans tous ces processus, et surtout dans les pays déjà surpeuplés, l'aide extérieure ne remplacera jamais l'effort et l'organisation intérieure, et l'aide occidentale pour encourager tous ces changements devrait être aussi importante que l'aide purement économique. Sans de telles réformes préalables, et sans encouragement extérieur pour opérer ces réformes, l'aide occidentale est condamnée à être injectée dans un cadre social qui n'est pas préparé pour l'utilisation constructive de cette aide.

Ceux d'entre nous, ici, qui ont voyagé dans les pays économiquement sous-développés, ont pu constater avec tristesse que trop souvent notre aide occidentale, au lieu d'encourager les réformes indispensables, sert plutôt à stabiliser des régimes et des structures totalement incapables d'une utilisation constructive de l'aide extérieure. Certes, je n'ai pas l'intention de minimiser l'importance quantitative de l'assistance déjà fournie par l'Occident, ou de mettre en doute les bonnes intentions dont elle

La faim

s'inspire. J'ai souvent admiré sur place le dévouement des techniciens occidentaux envoyés par les organisations comme la FAO ou l'OMS. Néanmoins, j'ai la conviction profonde qu'avec beaucoup moins d'argent on aurait pu avoir des résultats infiniment plus importants si on avait voulu s'occuper aussi des pré-conditions sociales et politiques de la réussite.

J'espère que l'on me pardonnera si je compare le travail de ces organisations internationales au défrichage d'une clairière en pleine brousse. C'est une œuvre qui compte et que l'on peut mesurer. Mais cette œuvre se trouve dans un milieu sociologique inhospitalier. Elle ne fait point partie organique du milieu social. Dès que ^{p.126} la clairière est livrée à elle-même, la brousse regagne sans remords le terrain qu'elle avait perdu. L'agronome, le technicien, le médecin rentrent chez eux, et la jungle d'inertie, les habitudes, la routine recouvrent bientôt ce qu'on avait essayé de faire. Les résultats positifs tendent à s'effacer, et ainsi nous revenons une fois de plus à la question essentielle des réformes de structure.

En fait, si nous parcourons du regard les pays techniquement arriérés, nous constatons inévitablement que l'aide occidentale n'arrive à donner des résultats importants que dans les Etats de petite dimension et de population restreinte, où le problème de la faim n'est pas encore aigu. Malheureusement, il n'existe pas un seul exemple où un seul pays sous-développé ait pu réussir son décollage économique, son passage à la modernisation, à l'industrialisation, en comptant sur nos méthodes ou sur l'assistance occidentale.

Quant aux grands pays surpeuplés — ces pays qui forment cette chaîne intérieure politiquement décisive — l'Occident s'est

La faim

montré jusqu'à présent presque entièrement incapable de modifier leur tragique situation. En réalité, les règles du commerce occidental ont fait en sorte que l'aide qu'ils ont pu obtenir était pratiquement annulée par le mécanisme de la structure économique de l'ordre occidental. L'aide que l'Occident tout ensemble a fournie aux pays sous-équipés depuis 1945 reste inférieure au bénéfice que les pays occidentaux dans leur ensemble ont réalisé, grâce au déclin des cours des matières premières en provenance de ces pays ainsi aidés.

Mais laissons de côté pour le moment le problème des règles du commerce international. Aussi longtemps que nous encouragerons la consommation par les masses des articles de luxe — totalement inutiles ; aussi longtemps que les aciéries de la plus grande nation industrielle de l'Occident ne travaillent qu'à moitié de leur capacité faute de débouchés ; et, pourquoi ne pas le dire, aussi longtemps que nos syndicats réclameront avant tout la réduction des heures de travail — pouvons-nous dire que nous faisons un réel effort pour faciliter les efforts qu'attendent les pays sous-équipés ?

Mais ce n'est pas tout. Il est indéniable que l'attention du monde scientifique et technique en Occident se concentre sur des problèmes ^{p.127} qui n'ont aucun rapport avec les vrais problèmes des pays sous-développés. Nous formons des savants et des techniciens pour la construction des fusées, pour l'électronique, ou pour d'autres améliorations susceptibles de rendre encore plus riches les nations déjà riches. Pendant ce temps, la moitié de l'humanité a besoin d'agronomes, de géologues, de vulgarisateurs scientifiques et de techniciens de l'organisation.

Si, comme il est probable, l'aide aux pays sous-développés doit

La faim

augmenter dans une proportion jusqu'ici jamais imaginée, il est certain que nous ne préparons pas le personnel qu'il faudrait.

Stabiliser les prix des matières premières, créer un mécanisme permettant aux pays pauvres d'obtenir des termes d'échange plus avantageux, modifier le système des échanges internationaux de manière à supprimer cette égalité fictive qui en réalité pénalise le plus faible, voilà des domaines décisifs où après des années de feu d'artifice oratoire nous n'avons fait aucun ou presque aucun progrès.

En fait notre situation, si vous me permettez une métaphore peut-être un peu cruelle, ressemble fort à celle de quelqu'un qui se tiendrait au sommet d'un escalier roulant à l'envers et qui regarderait un homme grimper cet escalier quatre à quatre pour le rejoindre au sommet privilégié. Le pauvre homme court aussi vite qu'il peut, et pourtant il reste à peu près à la même place. Mais c'est nous qui réglons le moteur qui fait marcher l'escalier dans le mauvais sens. C'est la force motrice de notre ordre occidental avec toutes ses règles économiques, sociales, politiques. Les quelques tranches de pain que nous jetons à cet homme qui grimpe l'escalier à contre-sens ne changent rien au fait que ses efforts sont condamnés à rester presque inutiles, et sont fournis pour servir, consciemment ou pas, votre et mon intérêt, et notre confort.

Nous sommes actionnaires, dans le sens figuratif, de cet ordre occidental, de cette structure occidentale qui détermine les structures nationales. C'est avec notre consentement que la vitesse de cet escalier roulant est réglée. Et c'est contre notre intérêt de contribuables ou de consommateurs occidentaux que les règles de cette structure mondiale sont répudiées.

La faim

p.128 Permettez-moi d'évoquer deux exemples, pour illustrer mes généralisations : la Chine et l'Inde.

La faim en Chine ne date pas d'hier. La colère aveugle qu'elle engendrait a abouti, en Chine comme dans d'autres pays, à d'innombrables révoltes des paysans. Il s'agissait toujours, au cours des siècles, de satisfaire leur faim biologique. On s'entretenait et on déposait les propriétaires terriens, ou on changeait même les dynasties. Mais les propriétaires et les administrateurs-intellectuels (les mandarins) trouvaient toujours un moyen de s'arranger avec le nouveau régime. Et les choses revenaient progressivement à leur état précédent.

La réforme véritable commença dans le premier quart de notre siècle, pour la double raison bien connue : la population augmentait trop vite, et l'industrialisation du Japon et la planification économique de l'URSS prouvaient qu'il existait une méthode d'émancipation différente de celle de l'Occident. Ces deux éléments ont transformé la fureur inerte des affamés en une action dynamique née de l'humiliation ; en une recherche dynamique de méthodes capables de supprimer les causes de la faim. Face à ces deux nouveaux éléments, l'ancienne société ne pouvait plus offrir le cadre nécessaire aux transformations. Pourtant, la Chine recevait de l'Occident plus d'assistance matérielle que n'importe quel autre pays sous-développé. Le régime de Tchang Kai tchek a obtenu de l'Occident une aide financière supérieure à la totalité du Plan Marshall. Mais cette assistance financière visait à maintenir une structure sociale qui n'était plus capable de fournir des solutions au problème de la faim. La réalité est que pour résoudre le problème, la Chine avait besoin de techniques sociales et de structures économiques qui se sont révélées incompatibles avec

La faim

l'ordre économique-social inspiré par l'Occident.

Avec l'inexorabilité d'une tragédie grecque, l'obligation d'adapter des structures a provoqué une rupture avec l'Occident et a forcé la Chine à s'émanciper par des méthodes non occidentales, et en dehors de l'ordre occidental.

Il est fort instructif de comparer cette histoire récente, avec ce qui se passe aujourd'hui aux Indes. L'Inde va bientôt lancer son ^{p.129} troisième plan quinquennal. Les progrès économiques sont inégaux ; plus rapides dans le domaine de l'industrie, mais modestes en comparaison avec ceux de la Chine. Après dix années de planification, l'Inde a encore besoin de l'aide extérieure, et sur une échelle grandissante. Au cours des cinq prochaines années, l'Inde attend de l'assistance étrangère cinq ou six milliards de dollars pour arriver à un rythme de croissance économique inférieur à la moitié de celui de la Chine. En attendant, l'Inde connaît un chômage massif, et malgré certains progrès dans le domaine de l'industrialisation, presque tous les problèmes de base restent sans solution.

Comme vous le savez, les trois quarts des Indiens vivent de l'agriculture. M. Dumont vous a expliqué ce que le rapport des experts de la Ford Foundation avait révélé. Ces experts ont averti l'Inde que d'ici trois ou quatre années l'Inde se trouvera devant une famine qui sera peut-être la plus terrible dans son histoire, déjà assez douloureuse. A ce moment, les Etats-Unis ont offert aux Indiens, comme René Dumont vous l'a expliqué l'autre jour, 17 millions de tonnes de céréales, à livrer pendant les trois prochaines années. Cela ne suffit pas pour couvrir les besoins. Néanmoins, c'est la plus vaste opération de secours qui ait jamais été connue dans l'histoire.

La faim

Cette offrande, bien sûr, sauvera des vies. Mais malgré tout le respect que j'ai pour la générosité américaine, je me demande si ces 17 millions de tonnes de céréales ne serviront pas, encore une fois, à remettre à plus tard les réformes qui devraient être faites depuis très longtemps.

Depuis une douzaine d'années, j'ai pris l'habitude de retourner aux Indes, et je me rappelle que dès 1948, chaque année j'ai entendu les leaders indiens — surtout, bien entendu, avant les élections — promettre à leurs électeurs que l'année suivante l'Inde n'aurait plus besoin des importations de céréales. Malgré cela, les quantités qu'il faut importer et l'argent qu'il faut détourner pour ces importations augmentent chaque année. Mais les assemblées centrales et provinciales de l'Inde sont pleines de propriétaires terriens et de représentants directs ou indirects des intérêts qui profitent de la structure actuelle de l'exploitation agraire. Dans le cadre du système ^{p.130} parlementaire démocratique de type nord-atlantique que nous applaudissons aux Indes, peut-on espérer que les députés vont légiférer l'abolition de leurs propres privilèges ?

Pourtant, selon les experts de la Banque Mondiale qui ont visité l'Inde, le pays pourrait produire deux ou même trois fois plus de denrées alimentaires qu'aujourd'hui. Bien entendu, tout le monde connaît les structures qui font obstacle à ces progrès. Mais pour doubler ou tripler la production agricole de l'Inde, il faudrait appliquer des découvertes de la science moderne, et dans des conditions sociales favorables, comme on l'a fait en Chine. Autrement dit, il faudrait donner au paysan indien plus d'encouragements, une meilleure instruction, plus d'équipement et plus d'engrais. Il faudrait le libérer de la pyramide d'exploiteurs qui vivent de son travail. Et si la structure actuelle et les institutions se

La faim

révéleront incapables de le faire, est-ce que les Indiens éclairés ne se demanderont pas un jour : Ne faut-il pas nous adresser à des techniques sociales différentes, à des conceptions différentes de l'économie, à d'autres structures politiques et économiques, pour obtenir la mobilisation de main-d'œuvre et les réformes qui pourraient seules libérer le peuple de la menace permanente de la famine ?

Et si cette nécessité de réforme structurelle devient réellement inéluctable, comme elle est devenue irrésistible en Chine, est-ce que cette évolution doit inévitablement conduire encore 450 millions d'hommes à rompre avec l'Occident ?

Le fait est que nous voyons maintenant dans l'Inde une structure nationale qui freine des progrès dans certaines directions. Je ne suis pas certain que nous ayons la possibilité ou le droit de prescrire aux Indiens les changements qu'ils devraient apporter à leurs structures sociales et économiques. Mais ce que nous pouvons faire, et ce que nous devrions faire, c'est préciser quelle sorte de réforme structurelle, à notre avis, les aiderait à parvenir à l'objectif désiré, puis d'aller de l'avant et encourager ces réformes au lieu de les freiner.

Mais voyons la question centrale, en ce qui nous concerne. Pouvons-nous faciliter ces réformes dans l'Inde ou dans d'autres pays sous-développés, sans provoquer de graves changements dans ^{p.131} les structures de nos propres pays ? En d'autres termes, pouvons-nous protéger nos intérêts universels à long terme, sans sacrifier quelques-uns des intérêts à court terme dans nos propres sociétés ?

Tâchons de préciser encore cette question. La structure

La faim

internationale créée par l'Occident date d'une époque où l'Occident était le seul centre de puissance du monde. Elle était basée sur la domination. Les structures nationales que cette domination avait façonnées servaient les objectifs globaux de l'Occident. Mais les intérêts de l'Occident n'étaient pas forcément analogues à l'intérêt des nations dominées. Il existait donc une contradiction fondamentale entre les structures internationales et nationales. Cette contradiction se camouflait sous la camisole de force du système colonial. Avec la décolonisation, elle éclate aux yeux de tous. Elle domine maintenant nos relations avec le reste du monde. Cette contradiction est au centre même des problèmes qui nous préoccupent : nous continuons à tenter de réconcilier la domination avec la collaboration.

Mais aussi longtemps que nous persisterons dans notre tentative impossible de réconcilier la domination et la collaboration, l'émancipation sociale et économique véritable, continuera à se faire par des techniques qui ne sont pas occidentales. Et ceux qui les empruntent continueront d'être forcés de choisir entre l'Occident et les méthodes qui seules pourraient les aider dans la réalisation de leurs aspirations justifiées.

En bref, c'est là le fond du problème. C'est là ce qui a provoqué ces surprises qui nous sont venues de l'Irak et de l'Égypte ; du Japon et de la Turquie ; de la Chine et de Cuba. Aussi longtemps que nous essaierons de concilier l'inconciliable, nous continuerons aussi à rencontrer partout des revers. Et tous les hommes qui désirent sincèrement écarter de leur pays le spectre de la famine seront obligés de nous dire adieu et de se ranger de l'autre côté, et contre nous.

Je comprends que vous vous impatientiez, que vous pensiez

La faim

que je mets tout le mal de notre côté ; que peut-être aussi j'exagère le désir et la capacité des pays sous-équipés de faire l'effort ^{p.132} nécessaire ; ou que, de façon générale, le tableau que je vous ai brossé de la situation est beaucoup trop pessimiste.

En premier lieu, je tiens à souligner que je n'insiste pas en ce moment sur une tendance consciente ou diabolique de l'Occident à empêcher le développement des pays pauvres. Je dis simplement que souvent, sans nous en rendre compte, nous appuyons des structures et des systèmes politiques et économiques qui sont incapables de résoudre les problèmes les plus urgents de ces sociétés. Si nous agissons ainsi, c'est simplement par crainte du changement, parce que nous préférons la routine, ou parce que nous préférons notre confort à la sécurité de nos enfants.

Le danger véritable qui menace la paix ne provient pas de la probabilité que les masses affamées se précipiteront contre nos merveilleux instruments technologiques de meurtre collectif. Non. Le véritable danger est que les pays vont être de plus en plus nombreux à choisir l'autre méthode d'émancipation et à augmenter ainsi l'isolement de l'Occident. Cela pourrait rapidement changer l'équilibre des puissances dans le monde, et nos adversaires pourraient se convaincre que l'agression a cessé d'être dangereuse ; ou bien que l'Occident lui-même, effrayé de son propre isolement grandissant, pourrait se lancer un jour dans un geste de désespoir qui lui semblerait en valoir la peine pour arrêter l'évolution menaçante du monde.

En ce qui concerne la capacité ou le désir réel des masses sous-équipées de consentir l'effort nécessaire et la discipline indispensable pour obtenir leur propre émancipation, j'admets sans difficulté que nous avons sous les yeux bien des exemples

La faim

décevants. Mais avant de les condamner, pouvons-nous dire que nous avons donné à ces peuples une chance réelle d'entamer la tâche herculéenne qu'ils devaient accomplir ? de se libérer des obstacles imposés de l'extérieur ? Ou bien avons-nous encouragé l'application de ces techniques sociales efficaces, offrant au moins l'effet anesthésiant de notre assistance, pour rendre moins dure la marche forcée inévitable ?

Vous me permettrez de terminer sur une note personnelle. Comme mon ami René Dumont, je ne suis pas pessimiste, au p.133 contraire. Il y a des spécialistes qui estiment que notre planète pourrait nourrir dix ou même quinze milliards d'hommes. Colin Clark, l'économiste australien, pense que si les méthodes qui sont utilisées aujourd'hui en Hollande pouvaient être appliquées dans tous les pays du monde, notre planète pourrait nourrir jusqu'à 26-27 milliards d'individus. Peut-être est-il trop optimiste. En tout cas, nous ne sommes qu'au quatrième milliard actuellement. Mais pour accommoder tous ces nouveaux venus sans danger pour la paix du monde, il faudra quelque chose de plus que la charité.

Si les savants nous disent que le monde peut nourrir deux ou quatre fois sa population actuelle, si ces savants nous donnent un message qui dépasse leur avis technique, c'est que nourrir une population mondiale en constant développement est un problème financier et, avant tout, *un problème politique*.

Cela suppose un système économique mondial qui permettrait aux peuples économiquement en retard de *gagner* plutôt que de mendier les capitaux dont ils ont besoin pour moderniser leur pays. Cela suppose une philosophie occidentale cohérente, concernant les pays sous-équipés, une philosophie libérée de la contradiction entre la domination et la collaboration. Cela suppose

La faim

que notre économie libérale, notre système de « laisser faire » n'était possible que parce qu'il n'a pas laissé faire la grande majorité de l'humanité, ce qui aurait été dans son intérêt. Cela suppose aussi que la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, que nous prêchons — tandis que nous contrôlons tous les détails de leur économie, ou dotons leur territoire de bases militaires — soit remplacée par une intervention ouverte, discrète mais cette fois avouée, et dans l'intérêt de la majorité. Cela suppose aussi que nos notions de rentabilité soient remplacées par une nouvelle définition de la rentabilité en fonction de l'avenir de l'humanité, l'avenir de nos enfants inclusivement.

Je sais bien qu'il est plus facile d'énumérer des recommandations que de présenter des solutions précises. Mais les institutions ont été façonnées par les hommes, et les hommes doivent être capables de les changer. Je suis un optimiste, et je suis certain que nous pouvons créer cette nouvelle forme d'organisation. Nous ne ^{p.134} sommes pas les premiers dans l'histoire des civilisations à comprendre que la nôtre est vulnérable. Mais notre civilisation possède, je le crois, les moyens matériels et spirituels qui lui permettront d'être la première, de ne pas se contenter de prévoir, mais aussi de prévenir l'isolement et le déclin qui en résulte.

Notre génération a l'étrange et redoutable privilège que pour réussir nous sommes désormais obligés de faire du bien. Pour réussir à arrêter ce déclin, désormais nous sommes obligés d'être les émancipateurs sincères, et non ambigus, de la majorité de l'humanité.

@

La faim

ALLOCUTION DE M. LE CONSEILLER D'ÉTAT ALFRED BOREL Chef du Département de l'instruction publique de Genève

@

p.135 Ce n'est pas une tâche facile pour le comité des Rencontres Internationales que celle de discerner, dans l'éventail combien étendu des préoccupations de l'homme cultivé de notre temps, celles qui, tout en dépassant le cadre de la simple actualité, caractérisent le mieux les tendances profondes de l'évolution et plus particulièrement les menaces qui pèsent sur notre avenir. A cet égard, il ne pouvait mieux faire qu'en plaçant la présente décennie sous le signe du problème de la faim.

Dix ans se sont écoulés depuis la publication de l'ouvrage consacré par M. Vogt à la « Faim du monde », dans lequel le naturaliste américain, reprenant les thèses bientôt deux fois centenaires de Malthus, peignait sous les couleurs les plus sombres l'avenir alimentaire de notre humanité. Si contestables que puissent être les thèses de l'auteur, elles ont du moins le mérite de rouvrir un débat qui n'est pas près de se terminer. Les opinions s'y affrontent souvent avec passion ; mais l'analyse critique des multiples données du problème marque d'ores et déjà des progrès sensibles, et il faut dès lors féliciter sincèrement le comité des Rencontres Internationales d'avoir pressenti combien un large débat propre à éclairer les multiples aspects humains de la question répondrait à nos préoccupations et à nos scrupules. Au-delà des simples données statistiques et des prévisions souvent contradictoires des démographes, des sociologues et des économistes, au-delà surtout des affirmations plus ou moins subjectives, il peut, il doit y avoir place aujourd'hui pour d'utiles confrontations, aussi bien que pour l'esquisse d'une synthèse propre à orienter la réflexion et à faciliter une action, une politique dont chaque jour souligne l'urgente nécessité.

Certes, la tâche n'est pas facile, et le sujet est de ceux qui incitent facilement à quitter le terrain solide de la méditation et de la réflexion. L'excellente analyse du thème des Rencontres à laquelle votre président, M. le professeur Babel, s'est livré tout à l'heure, avec la sagacité et la loyauté intellectuelle auxquelles il nous a depuis toujours accoutumés, est de nature à nous garder des tentations de la simple déclamation. Si p.136 mon propos consiste ici essentiellement à manifester la reconnaissance que nous devons à

La faim

tous les membres du comité des Rencontres pour un travail de préparation qui n'est certes pas négligeable, ce n'est faire tort à personne que de souligner à quel point, année après année, M. le professeur Antony Babel concourt au succès des Rencontres par son impartialité et son intelligence à conduire vos débats, avec à la fois le souci de respecter les positions individuelles et celui d'arriver dans la mesure humainement possible à quelque conclusion propre à faciliter les réflexions et les actions ultérieures.

Le problème de la faim n'est certes pas nouveau. Mais, s'il a préoccupé de tout temps l'humanité, jamais encore il ne s'est imposé à nos réflexions avec une pareille brutalité. C'est ici encore, la note introductive à vos débats le relève pertinemment, et comme au cours de plusieurs des décades précédentes — je pense en particulier aux Rencontres de 1958 consacrées à « L'homme et l'atome » — un problème de survie de l'espèce. Notons en passant qu'il caractérise bien la gravité exceptionnelle des alternatives devant lesquelles se trouve notre temps.

Mais c'est surtout pour nous l'occasion de mesurer une fois de plus combien le monde est devenu, toutes proportions gardées, petit. Il en résulte que des problèmes qui ont pu à toutes les époques simplement émouvoir les consciences individuelles, s'imposent aujourd'hui à l'attention générale comme autant de défis à une évolution normale du monde. Ces deux tiers de l'humanité qui sont sous-alimentés, ce ne sont plus des semaines de navigation qui nous en séparent comme au temps de Malthus, mais bientôt quelques heures de vol. Un ensemble impressionnant de données statistiques nous met face à face avec nos responsabilités d'aujourd'hui, et surtout de demain. Les comparaisons, de plus en plus faciles à réaliser, si elles ouvrent peu à peu — mais trop lentement à notre gré — les yeux de ceux de nos contemporains qui vivent sur les continents privilégiés, deviennent expérience courante pour les populations misérables du monde sous-alimenté. Le scandale qui résulte de cette juxtaposition d'existences comblées et d'existences démunies est de tous les temps. Mais il découle aujourd'hui de l'expérience, ou tout au moins d'une prise de conscience, de plus en plus aussi universelle que douloureuse.

Mais, déjà, ce scandale n'est plus généralement accepté. Quelle que soit la forme du régime économique à laquelle nous adhérons, nous exigeons qu'il soit apte à tout le moins à atténuer progressivement les contrastes éclatants qui caractérisent

La faim

le monde actuel. Il y a quelque chose de bouleversant dans le fait d'une humanité prenant de mieux en mieux conscience de l'étendue de sa misère, mais aussi du caractère non fatal de cette situation et de la possibilité de l'amender.

Il y a plus — et par là le problème dont vous abordez aujourd'hui l'étude se trouve illustrer l'un des aspects les plus caractéristiques de ce tournant de l'histoire auquel nous assistons. Ce n'est pas à recevoir seulement ce minimum de calories qui permet de subsister normalement qu'aspirent des centaines de millions d'hommes, illustrant ainsi combien les préoccupations matérielles ne l'emportent pas nécessairement sur les p.137 revendications d'un autre ordre. Le désir de manger à leur faim n'est qu'un aspect de la revendication fondamentale d'hommes qui entendent à la fois échapper à la fatalité de l'histoire et à celle de leur condition. C'est aussi de liberté, et plus encore de dignité, que ces masses ont faim. Et même si leurs exigences s'expriment parfois dans le désordre, l'ignorance, et même l'injustice, il y a, dans cette affirmation des droits et des responsabilités de l'homme, un élément positif propre à invalider les thèses des pessimistes. Une situation semblable appelle de la part des nantis que nous sommes une plus juste appréciation de nos devoirs, bien plus qu'une mauvaise conscience propre à nous détourner des actions et des sacrifices nécessaires. Un de vos plus illustres conférenciers, M. de Castro, a distingué dans le monde deux groupes d'êtres humains : le groupe de ceux qui ne mangent pas, et le groupe de ceux qui ne dorment pas « parce qu'ils sont tourmentés par la peur de la révolte des peuples misérables et que le poids de leur conscience les prive de tout repos ».

En tout état, souhaitons que déjà sur le plan de la sympathie et de la compréhension humaines, vos débats soient propres à éveiller mieux encore les consciences, à mobiliser les imaginations et à esquisser le climat général d'une politique répondant aux aspirations profondes et pressantes de la plus grande partie de l'humanité. Les Rencontres auront acquis ainsi un nouveau titre non négligeable à la reconnaissance de tous, et justifié les ambitions de leurs organisateurs et de leurs animateurs. Il sera de surplus démontré que des débats objectifs, l'effort de réflexion et de compréhension qu'ils impliquent, sont de nature non seulement à satisfaire l'esprit, mais encore à conduire à plus de fraternité et à plus de justice.

@

La faim

DISCOURS PRONONCÉ PAR M. ANTONY BABEL

Président du Comité des R.I.G.
à l'issue du déjeuner officiel, le 7 septembre 1960

@

LA FAIM EST-ELLE UNE FATALITÉ ?

p.139 On nous reprochera peut-être d'avoir choisi un sujet abondamment discuté à l'heure actuelle et qui le sera davantage au cours de la campagne mondiale contre la faim qui va s'ouvrir. Nombreuses sont les publications qui lui sont consacrées : précieux rapports de la F.A.O., de l'O.N.U., du B.I.T., de l'UNESCO, articles, livres dont quelques-uns sont remarquables tant par leur documentation et leurs propositions constructives que par leurs pathétiques appels à la conscience humaine. Je pense en particulier à ceux de Josué de Castro, du R. P. Lebreton, d'Alfred Sauvy, de René Dumont, de Michel Cépède et Maurice Lengellé, de Georges Balandier, de François Perroux, pour m'en tenir à ceux qui ont été écrits ou traduits récemment en langue française ¹.

Mais le problème est urgent. Il requiert toutes les collaborations. Nous ajouterons notre modeste effort à tous ceux qui tendent à sa solution.

D'ailleurs, ne nous le dissimulons pas, le thème de la faim est hérissé de difficultés. S'il suscite des effusions faciles, il comporte avant tout des données scientifiques au sujet desquelles l'accord est loin d'être fait entre les savants. Quant à leur interprétation, conditionnée par des conceptions doctrinales divergentes, elle provoque des discussions parfois passionnées et des prévisions inconciliables ².

p.140 La faim est vieille comme l'humanité. Elle l'a accompagnée — ou tout au moins elle a accompagné certaines classes sociales et certains peuples — tout au long de l'histoire. Mais au fur et à mesure que diminuent les terres qui

¹ J. de CASTRO, *Géopolitique de la faim*, Paris, 1956. — L.-J. LEBRET, *Suicide ou Survie de l'Occident*, Paris, 1958. — A. SAUVY, *Théorie générale de la population*, 2 vol., Paris, 1952 et 1954. — *De Malthus à Mao Tsé-toung*, Paris, 1958. — René DUMONT, *Economie agricole dans le monde*, Paris, 1954. — M. CÉPÈDE et M. LANGELÉ, *Economie alimentaire du globe*, Paris, 1953. — G. BALANDIER et collaborateurs, *Le Tiers Monde*, Paris, 1956. — François PERROUX, *L'Europe sans rivages*, Paris, 1955.

² Un exemple : les estimations concernant le nombre d'hommes que la terre pourrait nourrir dans des conditions suffisantes oscillent entre 2800 et 13.300 millions (LEBRET, *Op. cit.*, p. 41).

La faim

ne sont pas encore cultivées et qu'augmente le nombre des hommes, elle se fait plus pressante. D'autre part, l'idée de solidarité, malgré tant de circonstances qui pourraient en faire douter, se développe. « Depuis l'aurore de la civilisation, écrit Arnold J. Toynbee, notre siècle est le premier à oser croire que tous les hommes et toutes les races peuvent profiter des bienfaits de la civilisation. »

L'opinion publique se dresse contre les guerres toujours plus dévastatrices. Or les morts qu'elles ont provoquées, même les deux plus récentes, sont peu de chose à côté des victimes de la faim ¹.

Elle apparaît sous de multiples visages. La faim qui tue brutalement est sans doute rare. Plus grave est celle qui, par carence de certains éléments vitaux, anémie l'homme, le rend impropre à ses tâches professionnelles, le condamne à une mort prématurée, ou celle qui atteint les enfants déjà dans le sein de leur mère. Elle n'est pas propre aux seuls pays que l'on qualifiait naguère de sous-développés. Elle touche beaucoup d'individus, voire de classes sociales appartenant à des peuples de vieille civilisation. Un rapport du B.I.T. publié entre les deux guerres est très suggestif à cet égard ². Mais la situation a été autrement plus grave à la fin du XVIII^e siècle, au moment où l'Angleterre accomplissait sa révolution industrielle à laquelle elle a sacrifié des générations de travailleurs. Dans la première édition — elle est de 1798 — de son livre fameux, *Essai sur le principe de la population*, Malthus avait écrit : « L'homme qui naît dans un monde déjà occupé, ne trouve point de couvert mis au grand banquet de la nature. La nature lui commande de s'en aller et elle ne tarde pas à mettre sa menace à exécution. » Ce passage était conforme aux faits. Devant l'indignation qu'il a soulevée, Malthus l'a supprimé dans sa seconde édition.

Depuis peu le problème de la faim a donné lieu à des études systématiques et approfondies s'étendant à toute la terre. Longtemps, constate J. de Castro, il a été considéré comme tabou. Il n'y fallait pas toucher. La faim généralisée était inéluctable. A quoi bon lutter contre un phénomène imposé par la nature ? ³ Depuis peu, on s'est avisé qu'il avait un caractère économique et social : la faim

¹ Alfred Sauvy constatait, au Colloque consacré à Vevey, en avril 1960, au thème *Humanité et Subsistance*, que la première guerre mondiale a tué dix millions d'hommes, mais qu'ils ont été remplacés sur l'ensemble du globe en trois mois.

² *L'alimentation des travailleurs et la politique sociale*, Genève, 1936. Cf. en particulier, pp. 4 et ss., pp. 181-182.

³ *Op. cit.*, pp. 29 et ss., 347 et ss.

La faim

n'est pas une fatalité ; elle découle d'une insuffisante exploitation des ressources naturelles et de leur mauvaise répartition.

Des statistiques — elles sont loin d'être toujours accordées — fournissent des chiffres qui sont si souvent publiés que je n'ai pas à y insister. ^{p.141} Un ou deux rappels suffiront. Le globe, qui comptait moins de 600 millions d'hommes en 1650, a passé à 900 millions en 1800, à 1.600 en 1900, pour atteindre 2.691 en 1955 et, vraisemblablement, 3 milliards aujourd'hui. Le taux de la natalité s'accroît actuellement à une allure accélérée alors que celui de la mortalité est en régression rapide. Le taux d'augmentation de la population du globe était de 11 pour mille de 1947 à 1953. Il aurait été de 16 pour mille vers 1955 ¹.

Ces chiffres, les démographes les projettent dans l'avenir. En l'an 2000 il y aura 5 milliards d'hommes calculent les uns ², 6 milliards et, en 2150, 18 milliards disent les autres ³.

Il serait déplacé de faire état ici des données concernant les subsistances mises au service de ces masses déferlantes d'hommes. Certains de ceux qui les ont établies manifestent à l'égard de Malthus une dédaigneuse condescendance. Certes, les erreurs du pasteur anglais sont manifestes. Il donne à sa démonstration une allure mathématique et rigide ; il n'a pas su se dégager des contingences de la révolution industrielle. Il n'empêche que certains démographes et sociologues actuels — je ne dis pas tous — retiennent une des constatations essentielles de Malthus, la discordance entre la population et les subsistances.

Sir Charles Darwin, le professeur de Cambridge, rappelait au colloque *Humanité et Subsistance*, tenu à Vevey en avril dernier, que, de 1947 à 1953, les subsistances n'avaient augmenté que de 8 pour mille alors que la population s'était accrue de 11 pour mille. Le R. P. Leuret estime que 75 % des hommes sont sous-alimentés ou mal alimentés. Les espérances de vie des différents peuples varient de 30 à 63 années. La moyenne des revenus annuels oscillait en

¹ LEBRET, pp. 25 et ss. — Il naît 120.000 hommes par jour, soit 5.000 par heure (Georges ZOTTOLA, *La faim, la soif et les hommes*, Paris, 1960, p. 126).

² LEBRET, p. 251.

³ ZOTTOLA, p. 7.

La faim

1949, selon les pays, entre 41 et 461 dollars par personne ¹.

La sous-alimentation exerce son influence sur la natalité. Le taux des naissances est particulièrement élevé dans les pays qui souffrent de la faim d'une façon permanente. Castro a intitulé un paragraphe de sa *Géopolitique de la faim* : « La faim, cause de surpopulation » ². Il peut paraître paradoxal que les pays sous-alimentés, l'Inde et beaucoup d'autres, soient en même temps les plus prolifiques. Castro fait état d'observations scientifiques prouvant que l'enrichissement de l'alimentation en protéines animales diminue les facultés de reproduction de l'espèce. Moins la nourriture est riche et plus élevé est le taux de la natalité. Il a dressé un tableau extraordinairement suggestif dont les données vont de 4,7 g de protéine par jour correspondant à un coefficient de natalité de 45,6 à Formose, à 62,6 g de protéine abaissant le ^{p.142} coefficient de natalité à 15 en Suède ³. Le professeur belge E.-J. Bigwood remarquait au Colloque de Vevey qu'il est inutile de vouloir limiter la natalité si l'on n'élève pas en même temps le niveau d'existence.

L'historien et économiste genevois Sismondi avait été déjà frappé, dans ses *Nouveaux principes d'économie politique* — ils sont de 1819 — de la forte natalité de la classe ouvrière anglaise aux prises avec la misère engendrée par la révolution industrielle ⁴.

A l'heure actuelle la malnutrition subsiste chez de nombreux peuples. Or la médecine et l'hygiène, brusquement introduites, prolongent singulièrement la durée de la vie, et cela parfois à très peu de frais. Une application de D.D.T., peu coûteuse, peut obtenir des résultats stupéfiants. Il en va de même de certaines techniques médicales assez simples, laissées aux soins d'un personnel subalterne. L'allongement de la vie est une cause importante de la poussée démographique. Alfred Sauvy remarquait à Vevey qu'un indigène famélique a aujourd'hui plus de chance de durée qu'un bourgeois bien nanti du début du XIXe siècle.

¹ P. 56, pp. 251-253.

² Pp. 55 et ss.

³ P. 107. Cf. aussi pp. 105-110. — Pour l'ensemble de l'Europe, le taux de natalité est de 18 à 21 pour mille ; il est d'environ 40 pour mille dans l'Amérique du Sud et de 40 à 45 pour mille dans l'Asie du Sud-ouest, du Sud et du Sud-est.

⁴ T. I, pp. 406 et ss.

La faim

Toutes ces données, et beaucoup d'autres, appartiennent à nos préoccupations quotidiennes. Jadis d'atroces famines qui dévastaient de lointains pays semblaient se passer sur une autre planète. Tout a changé. Aujourd'hui les informations de la presse et de la radio, les images des revues, du cinéma, de la télévision, ne nous permettent plus de les ignorer. Elles nous affectent directement.

Cependant nous devons faire un examen de conscience. Nous ne devons pas ruser avec nous-mêmes. Notre émotion, notre compassion, résultent-elles seulement de nos sentiments altruistes ? La peur, née de la menace latente que les masses aux prises avec la faim font peser sur ceux qui vivent dans l'abondance, n'y a-t-elle pas sa part ? Nos actions de secours ne seraient-elles pas un peu une prime d'assurance contre les risques ? « On aide, dit le R. P. Lebreton, par cupidité et par crainte, non par justice et par amour ¹. »

Bien sûr, plus d'une action a été le résultat d'un élan fraternel et désintéressé. Mais même alors, combien nos sacrifices sont peu de chose en face de nos devoirs. Un récent rapport de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO ² constate que l'aide technique de la Suisse représente 75 centimes par habitant de notre pays en 1959 et un franc en 1960. On n'oserait dire que la charge est accablante.

Un facteur limite d'ailleurs l'appui qui pourrait être apporté aux peuples dans le besoin. Tous les Etats sont tendus vers la préparation de leurs armements. La guerre froide immobilise d'énormes capitaux dans ^{p.143} un titanesque matériel de guerre. Immobilisation n'est pas le terme qui convient. C'est destruction qu'il faut dire. Le progrès technique est dévorant. Il impose la mise au vieux fer d'engins qui, à peine construits, sont dépassés et remplacés par d'autres. Que ne pourrait-on pas faire avec toutes ces richesses si on les mettait à la disposition des peuples qui ont faim ? On en peut dire autant de l'exploration et de la conquête de l'espace. Nous vivons, bien sûr, une grandiose épopée. Mais elle est coûteuse. L'utilisation de l'énergie nucléaire est, hélas ! beaucoup plus orientée vers la guerre et la destruction que vers la satisfaction des besoins des hommes. L'atterrissage sur la lune ou sur une planète importe moins que la

¹ P. 365.

² 25 avril 1960.

La faim

mise en valeur de notre globe au profit de ceux qui l'habitent.

Il est juste cependant d'ajouter que, grâce en particulier à l'initiative de la F.A.O., un colloque s'est tenu à Karlsruhe il y a quelques jours dont le thème était précisément « l'utilisation de l'énergie atomique dans la lutte contre la famine » par l'accroissement des rendements agricoles qu'elle permet ¹.

On songe aussi aux dépenses somptuaires, de pure ostentation souvent, auxquelles se livrent des individus, des gouvernements, des peuples, poussés par leur orgueil.

Mais il y a pire. Et je touche maintenant à un sujet banal, si banal que, malgré tout ce qu'il a de scandaleux, il a fini par émousser notre sensibilité et notre indignation. Trop souvent on procède à un véritable malthusianisme économique, on limite systématiquement la production. On a été plus loin : on a détruit des plantations fécondes ; on a brûlé du café, du blé, du coton ; on a noyé des ballots de laine. Qu'importent les besoins des hommes ? Qu'importe la faim, qu'importe la mort ? L'essentiel, c'est le maintien des prix, leur hausse si possible, qui seraient incompatibles avec une offre trop abondante. Il est bien inutile de donner des exemples. Ils sont présents à toutes les mémoires. Le professeur P.-T. Bauer, de l'Université de Cambridge, remarquait au Colloque de Vevey que d'aucuns cherchaient à augmenter leur revenu net en élevant la « valeur-pénurie » de leurs services.

La faim n'atteint pas l'homme dans son existence matérielle seulement. L'adage des scolastiques reste vrai : *Primum vivere, deinde philosophari*. Je sais bien que de belles civilisations ont pu se développer sous des régimes d'ascétisme. Il faut bien cependant admettre que la misère n'est pas en général favorable à la vie de l'esprit ou à l'épanouissement de la personnalité. Que représentent la liberté individuelle, la conquête d'un régime démocratique, les droits de l'homme, pour ceux dont la préoccupation lancinante est de manger et de nourrir leur famille ?

Le temps nous fait défaut qui nous permettrait d'évoquer les pays qui ont été jusqu'à hier, ou sont encore aujourd'hui, aux prises avec la faim. Ce sera une des tâches de cette décade. Le problème n'est pas le _{p.144} même d'ailleurs

¹ *Bulletin de presse et d'information du Gouvernement fédéral*, 24 août 1960.

La faim

en Asie, où le surpeuplement est général sur des terres exploitées depuis des millénaires, et en Amérique du Sud et en Afrique où de vastes superficies s'offrent au flot montant des hommes.

Dans cette époque où nous assistons à l'effondrement du colonialisme, on ne saurait éluder certaines remarques. Nul ne niera ce que les pays colonisateurs ont apporté sur le plan matériel et spirituel aux peuples qu'ils avaient conquis. Mais que d'erreurs aussi ont été commises qui éclatent aujourd'hui. L'ère coloniale s'achève sans gloire. Trop longtemps l'Occident, quelque belles que soient les exceptions, a songé à l'exploitation des territoires d'outre-mer sans se préoccuper du sort de ceux qui l'enrichissaient. Ou encore il a pratiqué un paternalisme qui détend les énergies au lieu de préparer les aborigènes aux futures relèves. De telle sorte que quelques-uns des peuples en voie de libération, au moment où ils passent, au prix de quelles difficultés, des structures tribales à des formes qui se voudraient démocratiques, se trouvent en même temps aux prises avec tous les problèmes de l'organisation économique.

Fort heureusement, certains des anciens Etats colonisateurs, renonçant à exercer des représailles — et le brusque abandon de leurs activités matérielles et spirituelles en serait une, et terrible —, envisagent les formes nouvelles d'une collaboration fondée sur les principes de l'égalité et de la liberté. Mais on ne saurait se leurrer : la tâche sera longue et dure.

La victoire sur la faim sera peut-être, pour les pays neufs, la pierre de touche de leur réussite. Le succès de la révolution chinoise tient à de très nombreuses raisons. Mais, comme le remarque Gilbert Etienne dans un article récent paru dans *Le Monde* ¹, le fait que Mao Tsé-toung a transformé en un temps record les conditions de la vie matérielle, de l'alimentation en particulier, de son pays, en est un élément essentiel. Ce n'est pas par hasard que certains des peuples qui sont tentés de rompre avec l'Occident subissent fortement l'attraction de la Chine. Un article de Josué de Castro dans la *Revue économique et sociale* de Lausanne ² ne contredit pas ces conclusions.

Dans l'aide apportée aux pays en voie de développement, deux méthodes

¹ 8 avril 1960.

² 2 Avril 1960.

La faim

sont en présence. On se borne parfois — ce qui est certes très méritoire — à leur faire parvenir des biens de consommation. Mais ce n'est qu'un palliatif à effet très momentané. Dans d'autres cas, on développe la formation professionnelle dans le domaine agricole, artisanal, industriel, tout en fournissant l'outillage nécessaire. C'est l'aide technique qui se répand et se diversifie à l'heure actuelle. On en voit déjà certains fruits. C'est la vraie méthode ; elle demande de la patience, de l'ingéniosité, mais ses résultats seront définitivement acquis.

Les pays nouveaux, et les colonies qui accèdent à l'indépendance, subissent la tentation de brûler les étapes. Ils rêvent d'une industrialisation rapide, d'une mécanisation forcenée. Pourtant, ils auraient avantage à commencer par la valorisation de l'agriculture, génératrice de subsistances. Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'ils doivent négliger les p.145 industries. Mais une hiérarchie rationnelle, un ordre chronologique judicieux doivent être observés ¹.

Quant aux rapports entre l'éviction de la faim et la paix internationale, ils sont évidents. Lorsque le Général de Gaulle a été reçu à Londres à la Chambre des communes en avril dernier, il a pu dire dans son discours (je cite textuellement ses paroles) : « La paix demeurera précaire tant que deux milliards d'hommes demeureront plongés dans la misère devant leurs frères bien pourvus... En définitive rien n'importe davantage que d'organiser, par-dessus les diverses politiques, la coopération de ceux qui ne manquent de rien pour aider ceux qui manquent de tout. » ² Tout commentaire ne pourrait qu'affaiblir ce texte.

Si l'on considère d'autre part les luttes sociales qui sont parfois la trame de l'histoire, on ne saurait nier qu'elles ont été en général engendrées par des conditions matérielles insuffisantes, par la misère même de certaines classes.

A tous les points de vue, la lutte contre la faim appelle l'édification d'une véritable économie mondiale. Or nous en sommes encore loin ³. On rêve d'une chambre de compensation, d'un clearing international qui réunirait les pays sous-alimentés et ceux qui souffrent de pléthore. Utopie, dira-t-on ? Peut-être...

¹ Le professeur Haberler, de l'Université Harvard, a fourni quelques données à ce sujet au Colloque de Vevey.

² *Journal de Genève*, 7 avril 1960.

³ Cf. Gunnar MYRDAL, *Une économie internationale*, Paris, 1958.

La faim

Sans doute aurons-nous à aborder au cours de notre décade une controverse qui met aux prises démographes, statisticiens, sociologues, économistes. Tentons de la résumer d'une façon schématique.

D'aucuns estiment qu'il faut ajuster la population aux subsistances. Malthus l'avait déjà dit et, comme il était pasteur, il conseillait la contrainte morale, l'abstention du mariage ou la chasteté des époux. Le néo-malthusianisme et, actuellement, les partisans du contrôle des naissances, préconisent les moyens anti-conceptionnels, voire l'avortement, ce qui provoque de vigoureuses réactions des Eglises chrétiennes.

Ces méthodes sont, aux yeux de leurs protagonistes, la seule planche de salut. Sir Charles Darwin, ayant rappelé que le barrage d'Assouan est notamment destiné à nourrir la population égyptienne en surnombre, constatait que, lorsqu'il sera achevé, de nouveaux excédents se seront formés. Le problème restera le même.

On a insisté aussi sur la discordance entre les progrès fabuleux de la médecine et de l'hygiène et ceux, bien modestes, de la productivité. Froidement, certains regrettent que l'on condamne à la vie des gens qui jadis auraient été emportés par la maladie et qui maintenant encombrant le monde. On ne devrait pas troubler les Parques dans leur besogne.

Mais d'autres idées ont cours et la confrontation des unes et des autres ne sera pas le moindre intérêt de nos entretiens. Le professeur P.-T. Bauer faisait remarquer plaisamment à Vevey que les démographes ^{p.146} se trompent toujours. Hier, ils voyaient le danger dans la stagnation ou la diminution de la population des pays avancés. Aujourd'hui ils agitent le spectre du surpeuplement.

La situation varie beaucoup de continent à continent, de région à région. Le R. P. Leuret a donné à des chapitres de son livre des titres évocateurs : l'inégalité devant la vie, l'inégalité devant la maladie, l'inégalité devant la productivité. Mon regretté collègue et ami Liebmann Hersch avait intitulé une de ses publications *L'inégalité devant la mort*. L'écart entre les pays prospères et les autres a même tendance à s'accroître. Cette situation est-elle irrémédiable ?

Certains économistes, agronomes, géographes, chimistes, estiment qu'elle

La faim

peut être redressée. Non pas par une restriction du nombre des naissances, mais par une augmentation de la productivité. A une condition, cependant : c'est que le clearing international dont je parlais tout à l'heure puisse fonctionner. Pour l'ensemble du monde, la F.A.O. estime que le taux d'accroissement de la production alimentaire dépasse légèrement celui de la population. Le professeur Aykroyd, directeur de la Division de la Nutrition de la F.A.O., va plus loin. Il n'y aurait, disait-il au Colloque de Vevey, qu'un dixième des terres du globe mis actuellement en valeur. La culture extensive a devant elle d'immenses possibilités. Cependant il insiste davantage encore sur la culture intensive, sur l'accroissement de la productivité des terres déjà exploitées ¹.

Mais que de routines, que de préjugés, que de tabous ne faudra-t-il pas vaincre ? Parfois même certaines règles religieuses, certes respectables, font obstacle à ce progrès. Qu'on songe — c'est un exemple entre d'autres — à la difficulté que l'on a, dans certaines parties de l'Inde, à utiliser rationnellement le bétail bovin ou à se débarrasser de certains animaux nuisibles ou simplement dévorants.

Le professeur E.-J. Bigwood constatait à Vevey que, dans beaucoup de régions du monde, le métier d'agriculteur est à créer. Des richesses potentielles, un peu partout, attendent d'être exploitées. Le R. P. Lebret et Josué de Castro ont donné un certain nombre d'exemples convaincants de ce que les techniques appropriées peuvent tirer soit d'un sol encore inculte, soit d'une terre déjà utilisée ².

Ainsi, on croit pouvoir discerner chez quelques savants et économistes un certain optimisme. Parmi eux Josué de Castro et René Dumont semblent occuper une place de choix. Le professeur Dumont est agronome. Il a les pieds sur la terre. Or, affirmait-il à Vevey, si l'on renonçait au gaspillage d'énergie et de capitaux, si on labourait les terres en friches, si l'on sacrifiait la moitié des forêts, notre terre pourrait nourrir 15 ou ^{p.147} 18 milliards d'individus. La marge

¹ Il a cité un rapport de la F.A.O. qui admet que la productivité pourrait être doublée dans bien des parties du monde par une utilisation judicieuse des engrais chimiques et l'élimination des insectes et des maladies des plantes. Quant au rendement du bétail, si l'on considère le monde dans son ensemble, il pourrait quintupler.

² LEBRET, p. 261. — CASTRO, pp. 46-47, 56-57, 348 et ss. — Cf. aussi Gabriel ARDANT, *Le Monde en friche*, Paris, 1959.

La faim

est grande entre ces chiffres et les trois petits milliards que nous sommes actuellement.

Pour Castro, la faim est un « fléau fabriqué par l'homme »¹. Elle n'est pas une fatalité. Son « bannissement de la surface de la terre » n'est pas une utopie. On y arrivera par une meilleure adaptation des hommes aux terres qu'ils cultivent, par une intelligente collaboration avec la nature, par l'emploi de toutes les ressources de la science. Il nous dira sans doute, dans quelques jours, comment l'humanité pourra s'engager dans « le chemin de l'abondance » et comment on arrivera — c'est le titre d'une des parties de son livre — à « un monde sans faim »².

On voudrait en accepter l'augure. Tous ne seront pas d'accord avec René Dumont et Josué de Castro. Les arguments qu'on leur opposera seront peut-être nombreux. C'est à ces joutes qui vont remplir nos prochaines journées que nous vous convions.

@

¹ P. 54.

² Pp. 345 et ss.

PREMIER ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Antony Babel

@

LE PRÉSIDENT : p.149 Je déclare ouvert le premier entretien des Rencontres internationales de Genève 1960.

Nous allons assister à la discussion de la très belle conférence que vous avez applaudie hier soir, celle de M. Louis Maire. Un certain nombre de personnes se sont inscrites pour cette discussion. Avant d'ouvrir le dialogue, je tiens encore à réitérer à M. Louis Maire les très vifs remerciements du Comité d'organisation pour la conférence très remarquable, nourrie de faits, mais en même temps d'une très grande élévation de pensée, qu'il nous a donnée hier soir.

La parole est maintenant à la duchesse de La Rochefoucauld.

Mme EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD : Point n'est besoin de dire que je m'associe de tout cœur à l'admirable croisade de la FAO contre la faim — problème très ancien, mais qui se pose aujourd'hui avec un aspect nouveau, celui de la surpopulation. Ce qui pourrait amener un habitant de Sirius à se dire : « Ces gens de la terre sont bien étranges, ils meurent de faim, et cependant ils deviennent de plus en plus nombreux... »

N'étant pas de Sirius mais de la planète Terre, je vais examiner comment les peuples qui composent la population de la terre réagissent à cette croisade.

Du côté des peuples riches, la réaction est assez bonne, et le temps est lointain où Claudel disait : « Avec les déchets de l'Amérique on pourrait nourrir plusieurs Chines ! »

C'est en tout cas des Etats-Unis que nous viennent de nouvelles techniques pour produire davantage de nourriture ; pour la distribuer, nous avons par exemple les propositions de M. Garst.

Du côté des peuples sous-alimentés, les réactions sont variées. Il y a en

¹ Le 1^{er} septembre 1960.

La faim

effet quatre sortes de peuples :

— p.150 ceux qui travaillent et qui manquent de nourriture, comme les Japonais. Ils ont trouvé, comme vous le savez, des remèdes brutaux contre l'excédent des naissances. Et on fait aujourd'hui campagne pour inciter les Japonais à manger du pain. Il paraît que cela réussit assez bien, du fait que, dans une certaine mesure, cet aliment pourra suppléer au riz et au poisson ;

— ceux qui, par atavisme ou à cause du climat, travaillent peu et manquent de nourriture ; nous en avons des exemples dans le Proche et Moyen-Orient et en Afrique. Ils mangeraient peut-être davantage en dépit de leurs habitudes de sobriété ;

— ceux qui travaillent peu et ne mangent guère pour des raisons religieuses, comme les Indiens. Ils ne peuvent pas manger de bœuf, mais il semble aussi qu'ils ne détruisent presque aucun animal. A peine mangent-ils des œufs.

Et voilà une première question que je pose à M. Maire : Sait-il exactement ce qu'on peut donner comme nourriture aux Indiens ?

— enfin, dernière catégorie : ceux qui travaillent et mangent peu parce qu'ils sacrifient à un idéal de production scientifique, pour le moment non rentable.

1° Ces quatre catégories de populations sont-elles disposées :

— à accueillir la nourriture qui leur serait donnée ;

— cette nourriture, si elle leur est donnée, leur parviendra-t-elle et la consommeront-elles ?

2° Ces populations sont-elles disposées à travailler pour produire de la nourriture ?

Nous connaissons aujourd'hui des techniques étonnantes. Pour en revenir à l'exemple de Garst, voici deux chiffres : un seul homme peut « fabriquer », dit-il, 360.000 kg de chair de poulet par an et produire 2.500.000 œufs !

Il y a donc, vous le voyez, des solutions au problème de la faim.

Mais quand ces problèmes de la faim seront résolus se poseront de nouveaux problèmes : le vêtement, le logement. Un Américain disait un jour en ma présence :

— Manger, on y arrivera, mais tout le monde sera debout...

La faim

Faudra-t-il prévoir des radeaux sur la mer, qui occupe les cinq sixièmes du globe, s'en aller dans les espaces intersidéraux ou simplement construire des gratte-ciel de 500 étages ?

Après le logement, il faudra des appareils ménagers.

Viendra ensuite l'âge d'or, l'âge de la joie ou simplement de l'équilibre nerveux, car nous ne pouvons nier les inconvénients des civilisations trop techniques.

Admettons enfin que les besoins soient établis, recensés, admettons que la production des aliments corresponde aux besoins, il reste à étudier des problèmes d'ordre mental. Nous l'avons vu, le problème immédiat est celui de l'éducation. Il faut apprendre aux gens à travailler et à manger rationnellement.

p.151 Je pense que la femme peut, dans ce sens, former ses enfants.

Ces problèmes ne laissent pas les femmes indifférentes et il faut se tourner vers les masses féminines pour diffuser l'enseignement qui permettra d'atteindre l'objectif très noble de la FAO (qui est d'ailleurs celui de nous tous) : nourrir rationnellement les populations et, sans doute, leur apprendre à gagner leur nourriture, à travailler pour manger.

Je demande qu'on pense à cette propagande par les femmes, et je voudrais savoir si on a fait quelque chose dans ce sens, parce qu'il est peut-être trop tard, quand on arrive à l'âge adulte, pour apprendre ces notions élémentaires.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Maire.

M. LOUIS MAIRE : C'est avec plaisir que je réponds aux remarques et aux questions posées par la duchesse de La Rochefoucauld, qui a très minutieusement distingué entre catégories de peuples souffrant de la faim.

A tous ces problèmes, y a-t-il des réponses ?

Lorsqu'il s'agit de nourrir des gens d'une façon différente de celle qu'ils avaient pratiquée jusqu'ici, il faut être très prudent. Il faut là une œuvre d'éducation. Il m'a été donné l'exemple suivant que je n'ai pas vérifié moi-même, mais que je crois réel :

Aussitôt après la guerre, l'Italie souffrant de la faim a reçu de grandes

La faim

quantités de conserves alimentaires américaines — d'excellente qualité, comme le sont les conserves américaines. Une bonne partie a été jetée à la mer parce que même souffrant de la faim, les Italiens ne voulaient pas manger des conserves américaines ; cela n'était pas leur habitude. Ils préférèrent la tomate fraîche et une bonne pâte alimentaire. Et malgré leur état de carence à ce moment-là, une partie de ce qui leur était envoyé — pas tout, certainement — a été gaspillé.

Il y a donc toute une œuvre d'éducation à entreprendre, et il n'est pas impossible d'amener certains peuples à changer leurs coutumes et leurs méthodes alimentaires.

Lorsqu'il s'agit de restrictions imposées pour des raisons religieuses, il faudra arriver, avec beaucoup de tact, et avec l'accord des intéressés, à ce qu'un jour on reconsidère certains de leurs problèmes. Quand on pense que la plus grande partie du bétail bovin se trouve en Asie, et spécialement concentré dans l'Inde et le Pakistan, il est regrettable de constater que le lait de ce troupeau est utilisé, mais que toute la partie carnée n'est pas consommée du tout.

M. Gilbert Etienne, qui connaît les Indes, pourra sans doute confirmer ce que je dis.

LE PRÉSIDENT : M. Gilbert Etienne aurait-il quelques remarques à présenter sur ce point ?

M. GILBERT ÉTIENNE : En ce qui concerne les vaches aux Indes, on ne peut pas, dans une perspective à moyen terme, de cinq à dix ans, envisager de changement.

p.152 J'ai par contre l'impression que le point de vue exprimé par la duchesse de La Rochefoucauld en ce qui concerne les autres animaux en Inde est peut-être un peu extrême. D'une part, un certain nombre d'Indiens mangent du mouton et du poulet ; d'autre part, certains animaux, à l'exception des vaches, commencent à être détruits. L'attitude vis-à-vis des singes est caractéristique. Dans certaines régions on donne une prime par queue de singe abattu. On m'a dit que, dans certains villages, des brahmanes louaient des chasseurs pour détruire les singes, alors que dans d'autres régions on ne peut y toucher. Dans ce domaine, il y a déjà une brèche. En ce qui concerne les vaches, il faut malheureusement y renoncer pour une période assez longue.

La faim

Il faut ajouter que dans certains pays asiatiques, les gens sont végétariens, non pas forcément pour respecter des tabous religieux, mais en raison de nécessités d'ordre économique. Et puis, le goût des gens ne change pas facilement.

M. LOUIS MAIRE : Deuxième problème abordé par la duchesse de La Rochefoucauld : les gens sont-ils disposés à travailler pour produire ? — Je crois qu'ils le sont et que le principal obstacle est que, dans de nombreuses régions, ils ne sont pas en état de produire. Ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que leurs connaissances et leur équipement sont insuffisants. Il y a des pays où l'on n'a pas encore commencé à employer les outils aratoires les plus élémentaires. Je cite l'exemple du Népal, où l'un de nos concitoyens a introduit l'usage de la faux, ce qui a été une véritable révolution. Il a fallu envoyer des moniteurs pour apprendre aux Népalais à faucher avec une faux. Et ils ont été stupéfaits des résultats et de la rapidité de leur travail.

Je crois que la plupart de ces populations sont prêtes à travailler, mais il faut les mettre en état de le faire. Et pour pouvoir travailler il faut être robuste — le travail agricole demande un gros effort musculaire — et doté d'un équipement qui permette un travail fructueux.

On m'a cité le cas d'un pays où un homme ayant travaillé aux champs à la mode archaïque de son pays, c'est-à-dire en « gratouillant », si je peux employer cette horrible expression, la surface du sol, et non pas en labourant, devait s'arrêter après une heure ou deux par manque de forces, et se coucher.

J'ajoute aux exemples américains donnés par Mme de La Rochefoucauld, celui de ce fermier américain, rencontré dans l'Indiana, qui « faisait » aussi 350.000 poulets par an ; il avait constaté que le fumier de ses poules avait une valeur alimentaire extraordinaire et il le récupérait ; il l'affourageait à son bétail laitier, mélangé à d'autres aliments. Il ne perdait rien et le fumier animal n'était pas non plus perdu ; il servait à autre chose. Il y a donc des techniques de production qui permettent d'obtenir des résultats stupéfiants.

Nourriture et technique de production sont bien les moyens qu'il faut donner aux hommes pour leur permettre de travailler.

p.153 Il faudra non seulement nourrir les gens, les loger, les vêtir, mais leur permettre l'acquisition de ce que la technique moderne fournit en équipement

La faim

ménager ou en équipement de maison. Les intérêts — au sens profond du terme — des peuples développés, industrialisés, et ceux des pays non développés, se rejoignent précisément en ceci que les derniers constituent un réservoir potentiel de consommateurs pour les produits de notre industrie, qui se développe de plus en plus.

Imagine-t-on le débouché que représenteraient les masses rurales du monde si elles pouvaient toutes s'acheter une radio, un aspirateur, un frigidaire — je ne parle pas de l'automobile.

Il s'agit donc là d'une complémentarité entre les économies des peuples non encore en état de consommer, mais qui, devenant progressivement de meilleurs acheteurs, seront les clients d'une industrie contrainte d'aller vers la production de masse pour abaisser ses prix de revient en raison de la concurrence.

En ce qui concerne le rôle des femmes, je puis vous assurer, Madame, que nous comptons énormément sur les femmes — et peut-être plus que sur les hommes — dans la campagne qui va venir. Pourquoi ? C'est la femme qui a le souci de nourrir sa famille ; c'est elle qui administre le budget ménager ; c'est elle qui compte sou par sou ; c'est elle qui prévoit ; c'est elle qui soigne les enfants malades, surtout lorsqu'il s'agit de malnutrition. Par conséquent, elle est la première intéressée.

Je suis bien persuadé que ce sont les associations féminines dans le monde entier qui vont apporter la plus grande aide à la croisade mondiale contre la Faim. J'ai cité hier la réunion des organisations internationales non gouvernementales convoquée par la FAO. Parmi celles-ci, quantité d'organisations féminines sont déjà venues apporter l'assurance de leur plein concours à la campagne.

LE PRÉSIDENT : La parole est au Dr Andriamasy, de la République malgache.

Dr ALFRED ANDRIAMASY : Après la très belle conférence que nous avons entendue hier soir, il n'y a plus beaucoup à dire sur le thème de la faim. Mais si je me permets d'intervenir, c'est simplement pour attirer l'attention sur deux points.

Je poserai d'abord une question qui serait plutôt technique que d'ordre général :

La faim

M. Maire voit-il la possibilité de situer les limites de la faim par rapport à celles de la nutrition ? Car si le terme de « faim » a bénéficié jusqu'à présent de la faveur de nombreux auteurs, et non des moindres, celui de « nutrition » semble avoir été réservé aux spécialistes. Et le public — j'entends le grand public — quelquefois moins bien informé, risque d'associer la notion de faim à celle de nutrition, alors que les problèmes de la nutrition ne sont pas forcément associés à ceux de la faim. Ainsi, par exemple, une nation économiquement développée peut parfaitement, autant qu'un peuple moins favorisé, connaître des problèmes de nutrition sans, bien entendu, souffrir de la faim.

p.154 La règle semble être cependant qu'une nation pourvue est en mesure de résoudre elle-même ces problèmes, tandis que cela ne paraît pas possible à une autre plus déshéritée, qui devra s'adresser à l'extérieur pour régler les siens. Ceci m'amène à mon deuxième point : il s'agit de l'aide aux pays en voie de développement. Je ne ferai d'ailleurs que suivre ce que vous avez dit hier soir à ce sujet, et constater que si cette aide procède toujours d'une générosité dont le caractère charitable est indéniable, à mon sens — et nous sommes tout à fait de votre avis — il faudra l'humaniser. Le moyen de rendre sa vigueur à un peuple est peut-être moins de le payer que de l'aider à prendre conscience de ses responsabilités, de susciter des initiatives et, même lorsqu'il s'agit de problèmes alimentaires, de le laisser, comme l'a dit je crois M. de Castro, maître de son développement et de l'ordre de priorité de ses besoins. Je me permettrai alors de reprendre un passage d'une déclaration de notre président de la République, M. Tsiranana : « L'humanité ne sera l'humanité que lorsque les sociétés pauvres seront définitivement intégrées dans son sein. »

M. LOUIS MAIRE : M. Andriamasy m'a posé une question très subtile dans un sens, et simple sous un autre aspect.

Il a fort bien résumé sa pensée en disant : Certains peuples développés, et qui vivent dans l'abondance, peuvent eux-mêmes avoir des problèmes de nutrition. C'est-à-dire que dans le cas qu'il envisage, il s'agit avant tout d'un problème d'éducation pour apprendre aux gens à se nourrir rationnellement et à ne pas abuser de l'abondance dont ils disposent. C'est là un problème posé réellement aux nutritionnistes proprement dits, qui sont capables de conseiller sur le choix des aliments les plus propres, dans l'abondance, à maintenir l'organisme humain dans un état aussi satisfaisant que possible.

La faim

J'ai abordé ce problème hier en disant que les animaux ont de ce point de vue une supériorité sur nous, car ils savent ce qu'ils doivent manger, et s'arrêtent quand ils ont assez mangé. D'autre part, ils savent ce qui leur convient le mieux et négligent ce qui ne leur convient pas ; il suffit d'observer un chat dans un pré, et de voir avec quelle sûreté d'instinct il choisit les herbes dont il a besoin pour son régime alimentaire du jour. L'homme est guidé par toutes sortes de considérations, et pas seulement par la faim ou le besoin de nourriture. La gourmandise a déjà joué quelques tours à bien des gens ; il est même un proverbe qui dit que « l'on creuse sa tombe avec ses dents ».

Il y a donc des problèmes de nutrition qui se posent, même dans les pays d'abondance. Par contre, il y a d'une part l'insuffisance de nutrition qui peut être la famine proprement dite, lorsqu'il n'y a pratiquement pas assez, quantitativement, à manger, ou d'autre part carence alimentaire lorsque seuls certains éléments sont disponibles alors que d'autres, complémentaires, manquent totalement.

Telle est la distinction que l'on peut faire entre « famine » d'un côté, c'est-à-dire insuffisance, et « problèmes nutritionnels » de l'autre ; cette distinction se pose d'ailleurs partout.

p.155 Si les problèmes nutritionnels se posent dans les pays abondamment servis, ils se posent aussi dans les pays où il s'agira de savoir ce qu'il faut produire étant donné le climat ou le genre de vie des populations. Il faut donc conseiller intelligemment ces pays afin qu'ils arrivent eux-mêmes à trouver ce qui convient à leur mode de vie, à leurs conditions géographiques d'existence.

Susciter la responsabilité et l'initiative plutôt que l'aide dans les pays qui ont besoin de faire des progrès, c'est tout le problème de la campagne de la FAO. C'est pourquoi j'ai mentionné hier un aspect de la solution, qui consisterait à disposer des excédents existants pour les transférer ailleurs. Mais ce n'est pas la véritable solution. La véritable solution est, après étude faite sérieusement dans le pays intéressé, de déterminer ce qui serait nécessaire comme cultures vivrières permettant aux populations de ces pays à les produire elles-mêmes. Et je vais plus loin : pour produire non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour pouvoir exporter, car c'est en général la seule possibilité qu'elles ont, pour une longue période encore, de se procurer les ressources qui leur permettront de commencer à s'équiper sur le plan industriel par exemple.

La faim

Là, je voudrais ouvrir une parenthèse pour aborder un point que je n'ai pas pu traiter hier.

Il me semble que l'assistance technique que nous offrons aux pays considérés, est fautive dans un certain sens. Lorsque nous devons acheter aux pays pauvres — aux pays qui ne peuvent pas consacrer à leur développement économique les sommes nécessaires — les marchandises qu'ils produisent, nous discutons jusqu'au dernier cent le prix du produit, et nous sommes très heureux quand, sous la pression de la concurrence mondiale, nous obtenons un très bon prix. De cette sorte, le pays intéressé reçoit moins et s'appauvrit.

Puis, que fait-on ? Par une sorte d'altruisme — il y a deux sortes d'altruismes dont l'un, « utilitarien », consiste à aimer les autres pour soi-même — on dit : il faut faire quelque chose pour ces pauvres gens. Et alors, par charité, on les aide.

Cette méthode me paraît complètement fautive. Nous n'aurons gagné la bataille du monde que le jour où nous aurons mis ces peuples dans la possibilité de nous vendre, à des prix rémunérateurs et stables, des produits qui sont forcément des produits agricoles, ou des produits de base. A cette condition seulement ils arriveront eux-mêmes, par le produit de leur travail, à s'équiper et à se développer.

On ignore que la baisse de certains produits venant de pays sous-développés a permis à la Suisse, en 1958, par exemple, d'économiser environ 40 millions de francs suisses. Comparons cette somme, qui est passée inaperçue dans notre revenu national, avec les 5 millions que la Suisse consacre par année aux différentes œuvres d'assistance technique ! Je m'excuse d'être critique à l'égard de mon propre pays, mais je pense que là nous n'avons pas fait notre pleine mesure d'efforts.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Gilbert Etienne.

M. GILBERT ÉTIENNE : p.156 J'aimerais poser une question à M. Maire sur le très long « serpent de mer » qu'est le problème du cours des matières premières.

Ce problème est de plus en plus à l'ordre du jour. Le GATT et de nombreuses organisations s'en occupent. Mais croyez-vous qu'on voie poindre un commencement de solution ?

La faim

M. LOUIS MAIRE : Hélas ! je dois dire que les perspectives ne sont pas particulièrement encourageantes, et j'ai cité hier les trois seuls domaines dans lesquels des accords stabilisateurs ont tenté de garantir des prix minima pour éviter les fluctuations tragiques des prix.

Trois accords ont vu le jour jusqu'à présent : l'un pour le blé, l'autre pour le sucre, un dernier pour l'huile d'olive. Mais il reste encore beaucoup à faire. D'ailleurs ces accords ne couvrent pas la totalité des échanges internationaux ; tous les pays n'y participent pas, et certains pays limitent leur participation, se réservant la possibilité de traiter certaines opérations directement, en dehors des conditions fixées dans l'accord.

De sorte qu'il faudra encore beaucoup d'efforts pour persuader les égoïstes que nous sommes, que sur ce plan-là, il y aurait quelque chose de vraiment fondamental à faire au point de vue de la structure des relations économiques internationales.

Mais je voudrais ajouter que si l'assistance technique que nous prêtons aux pays sous-développés veut vraiment atteindre son but, il faut aussi que les pays assistés fassent certains efforts, et prennent certaines dispositions qui valorisent et facilitent l'aide qu'on leur apporte.

Je voudrais citer deux ou trois points qui me préoccupent toujours :

— Il faut d'abord qu'ils établissent chez eux des conditions politiques favorables. Qui va prendre des risques dans un pays où l'on voit s'installer le chaos ? Je sais qu'il faut savoir ne pas voir le moment présent, mais l'avenir, et qu'il ne faut jamais se décourager devant une première difficulté. L'instabilité politique n'encourage cependant pas les investissements. Il faut donc que les pays qui demandent à être assistés, et qui souhaiteraient voir investir chez eux des capitaux étrangers, assurent à ces capitaux la sécurité à laquelle ils ont droit, à condition — et cela me paraît essentiel — que ces capitaux s'abstiennent des abus qu'ils ont parfois commis, et qu'on ne s'en serve pas dans des buts de domination.

La Chambre de commerce internationale, depuis de nombreuses années, s'est efforcée de mettre sur pied et de faire adopter par tous les pays du monde, ce qu'on appelle le *Code du traitement équitable des capitaux étrangers*. Je crois que les pays en voie de développement l'oublient un peu trop

La faim

souvent. Cela se comprend ; ils n'ont pas encore vu tous ces problèmes, pourtant bien importants.

Il faut d'autre part que les pays en voie de développement déterminent eux-mêmes ce qu'ils veulent faire. Oui, bien sûr, la liberté étant le premier des biens, ce n'est pas dans ce pays qu'il est nécessaire d'en plaider la valeur ; cependant, ils ont parfois besoin de certains conseils. p.157 Et il leur faut à eux-mêmes une espèce de « self control » sur leur pensée et sur leurs plans.

Dans tous les pays sous-développés, il y a en ce moment une tendance excessive, me semble-t-il — et qui résulte d'une certaine propagande venant des pays de l'Est européen — à donner une importance exagérée à l'industrialisation et surtout à l'industrie lourde, alors que ce n'est peut-être pas du tout par là qu'ils devraient commencer. Il faudrait qu'ils commencent par équiper leur agriculture, et par nourrir leur population ; car il ne sert à rien de vouloir créer une industrie s'il n'y a pas des gens nourris pour y travailler.

L'Inde a déjà, au point de vue nutritionnel, franchi un certain stade ; elle est à l'aube de son industrialisation. Il s'agit de savoir si, pour elle et des pays de ce genre, il faut tout d'abord s'attaquer à l'industrie lourde, à la toute grande industrie, ou s'il ne faudrait pas d'abord développer l'artisanat rural notamment, qui est un puissant appoint pour les populations rurales, puis la petite industrie, et progressivement passer à une plus grande industrie, à l'industrie lourde. A quoi servirait-il de doter un pays sous-développé d'une magnifique aciérie s'il n'y a pas d'industries pour consommer l'acier produit et qui coûtera toujours plus cher que celui qui nous vient des grands pays producteurs ?

Il faut donc faire des programmes sélectifs, et là les pays doivent exercer leur propre jugement. Mais pour cela on peut les guider, pour autant qu'ils veuillent bien accepter les conseils.

C'est la politique du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies. Les pays proposent, choisissent et on leur dit : Rectifiez peut-être un peu votre tir ; donnez plus de poids à ceci ou bien faites cela en premier.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Gilbert Etienne.

M. GILBERT ÉTIENNE : J'aimerais maintenant revenir sur un point plus général de notre débat.

La faim

Un des nombreux mérites de la conférence de M. Maire a été de poser les bases générales de nos discussions à venir, non seulement d'aujourd'hui, mais des prochains jours. Nous avons eu un tableau précis, clair, des problèmes de la faim à l'échelon des pays sous-développés.

Après cette première étape, franchie avec beaucoup de brio par M. Maire, nous sommes en mesure de faire un pas de plus et d'apporter certaines nuances que probablement le manque de temps a empêché M. Maire d'introduire. Et l'une des principales nuances dont il faut tenir compte tient à l'acuité du problème de la faim dans les pays sous-développés.

Et pour essayer de les saisir, je vous proposerai deux critères de distinction :

— Tout d'abord, l'état actuel de la sous-alimentation ;

— puis les perspectives de remèdes, les perspectives de développement alimentaire.

p.158 On pourrait distinguer les formes extrêmes de la pauvreté, ou la misère noire, la sous-alimentation totale, et ce qu'un très bon connaisseur de l'Afrique et de l'Asie, le professeur Pierre Gourou, appelait « la pauvreté honorable ».

Et dans cette seconde catégorie on trouve des peuples qui, sans doute, n'ont pas exactement le nombre de protéines et de calories requis, mais qui ne vivent pas trop mal, qui ne sont pas en état de déchéance profonde.

Prenons quelques exemples de pays qui se trouvent victimes des formes extrêmes de la pauvreté ; je pense notamment à des pays d'Asie tels que l'Inde, le Pakistan oriental, et peut-être certaines régions d'Afrique du Nord.

Il y a en revanche un certain nombre de pays sous-développés, en Asie et en Afrique où, précisément, on trouve ce niveau de pauvreté honorable, le Ghana par exemple. Je me trouvais, il y a quelques semaines, dans les régions de cacao du Ghana. Les cultivateurs africains de cacao au Ghana n'ont pas l'air d'être dans un état de déchéance.

On pourrait en dire autant de la Côte d'Ivoire, de certaines régions de la Nigeria ou, en Asie, de l'Afghanistan, du nord-ouest du Pakistan.

Si on va plus loin, en Asie du sud-est : Thaïlande, Cambodge, Malaisie, le niveau alimentaire n'est pas dramatique.

En somme il n'y a pas à envisager seulement le problème de la faim, car il y

La faim

a des facteurs de compensation qui ne sont pas d'ordre alimentaire. Certains pays africains n'ont peut-être pas le niveau alimentaire voulu, mais ils sont à l'abri de certains maux, propres aux pays trop bien nourris, qui battent le record du monde en matière de suicides, d'alcoolisme, etc.

Second critère de distinction : les perspectives de développement. Certains pays ont devant eux un avenir très difficile du fait d'un faible niveau de départ et de possibilités de développement limitées, ou de possibilités de développement qui nécessiteront un effort très énergique. Je pense notamment à l'Inde, au Pakistan oriental, à l'île de Java ou à l'île de Ceylan. Ceylan est aujourd'hui un pays pas trop mal nourri, mais dont les perspectives sont très inquiétantes.

De même, certains pays du Moyen-Orient comme la Syrie, l'Iran, l'Iraq ont des perspectives de développement assez larges ; par contre, la province méridionale de la R.A.U., l'Egypte, fait face à des perspectives inquiétantes, qui nécessiteront des mesures très puissantes de développement.

LE PRÉSIDENT : M. Maire désirerait peut-être répondre à votre intervention.

M. LOUIS MAIRE : Je n'aurai que peu de chose à répondre à M. Gilbert Etienne, parce que sa remarque est une constatation de fait. Il y a des degrés d'acuité dans la famine et la malnutrition, et certains ont déjà atteint, il l'a dit, employant l'expression de Gourou, cette étape de « pauvreté honorable » qui est déjà une semi-médiocrité, p.159 mais qui n'est plus l'extrême angoisse du peuple qui n'a vraiment pas du tout ou pas assez à manger.

Ce qui me paraît découler de cette remarque, c'est ceci :

Il faut agir partout, mais évidemment en premier lieu là où les besoins sont les plus grands ; c'est là que l'aide doit être la plus puissante, et c'est là que très souvent les perspectives sont, à plus long terme au moins, les plus favorables.

LE PRÉSIDENT : A propos de l'intervention de M. Gilbert Etienne, j'aimerais poser une question :

Jusqu'à présent, nous avons beaucoup parlé des peuples en voie de développement, de ceux que l'on appelait hier les peuples sous-développés.

La faim

Mais est-ce que la question de la faim, ou tout au moins de la malnutrition, ne se pose pas dans les pays d'ancienne civilisation ? Est-on sûr qu'à l'heure actuelle, dans ces pays d'ancienne civilisation, aujourd'hui industrialisés, peut-être sur-industrialisés, il n'y a pas encore des problèmes semblables qui se posent, même s'ils ont l'air d'être éclatants de prospérité ; n'y a-t-il pas encore des foyers de misère ?

L'Abbé Pierre, qui est dans cette salle, en a décelé d'extraordinaires dans certaines villes comme Paris, et probablement dans d'autres.

M. LOUIS MAIRE : J'abonde dans votre sens. Je l'ai dit hier soir, trop brièvement je pense, et je m'en excuse. Même dans nos pays dits « développés », il y a encore des foyers de misère et nous pouvons être certains qu'à Genève même, pour ne pas aller plus loin, il y a des gens qui ne mangent pas à leur faim tous les jours ; il y a des gens et des familles surtout qui ne disposent pas de ce qui serait nécessaire pour avoir une alimentation équilibrée, notamment pour les enfants. Il existe encore de très larges foyers de misère. Et comme vous l'avez rappelé, la faim est un mal dont l'Europe a souffert encore tard dans son histoire, puisque la faim a été une des causes de la révolution de 1848. Il faut que chez nous aussi nous attaquions ce problème.

Il est à remarquer que l'alimentation est réglée par le pouvoir d'achat des individus. On a constaté que celui qui a un très gros revenu ne mange pas deux fois plus que celui qui a un revenu modeste ; il y a des limites naturelles au pouvoir de consommation. Cependant, on a constaté aussi que certaines occupations, certains genres de travaux exigent un effort musculaire plus grand et, par conséquent, un apport alimentaire plus fort. Et cela a été reconnu lors du rationnement pendant la guerre où l'on donnait des rations supérieures aux « travailleurs de force ». Ce régime devrait exister en temps de paix, sous une autre forme ; non plus sous forme de tickets supplémentaires de rationnement, mais sous forme d'une rémunération qui permette de satisfaire les besoins spécifiques de certains travailleurs.

Je crois l'avoir dit dans l'ouvrage que j'ai écrit en 1945 : il y a un non-sens dans les rétributions. Certaines gens qui auraient besoin de très peu pour vivre ont de forts revenus, alors que d'autres, qui auraient besoin d'une alimentation très substantielle et riche, ont au contraire ^{p.160} des revenus qui ne leur

La faim

permettent pas d'acquérir ces biens de consommation.

J'ajoute un simple élément de fait. On a des rapports officiels du royaume de Prusse pour le deuxième quart du XIX^e siècle, au moment où l'Allemagne était en train de faire sa révolution industrielle, qui montrent que les prisonniers de droit commun étaient mieux nourris, mieux logés que les ouvriers régulièrement employés dans la grande industrie naissante.

M. GILBERT ÉTIENNE : Les perspectives de population évoquées hier par M. Maire méritent peut-être que l'on s'y arrête à nouveau, étant donné que c'est un sujet fertile en polémiques.

Malheureusement, je crois que ces polémiques sont particulièrement stériles et de nature à fausser la réalité et la saine analyse des faits.

Le problème de la limitation des naissances suscite en effet des attitudes doctrinaires extrêmes qui, trop souvent, s'éloignent des faits.

On trouve d'un côté les néo-malthusiens qui imaginent que l'on résoudra le problème des pays sous-développés en inondant ces pays de produits anticonceptionnels ; de l'autre, on trouve différentes attitudes strictement et totalement opposées à toute limitation des naissances.

Les néo-malthusiens pêchent par le fait qu'ils oublient que de toute manière, même dans l'hypothèse d'un arrêt brusque de la natalité, les populations continueraient pendant une période qui pourrait aller de dix à vingt ans, à croître fortement, étant donné que même si la natalité baisse soudainement, ce qui est tout à fait utopique, la mortalité continuera à baisser dans de nombreux pays.

Deuxième objection : tous les pays ne sont pas surpeuplés et menacés de surpopulation, étant donné que dans certaines régions du monde un des obstacles au développement n'est pas le surpeuplement, mais le sous-peuplement. Je pense à plusieurs régions d'Afrique ; à plusieurs de ces Etats africains face auxquels la Suisse, en termes de population, apparaît comme un grand pays. En effet, quantité de nouveaux Etats africains n'arrivent pas au niveau de 5 millions d'habitants, quand bien même leurs dimensions sont gigantesques.

Cela dit, que peut-on penser des thèses hostiles à la limitation des

La faim

naissances ? Là aussi, il y a une attitude dogmatique, doctrinaire, qui ne tient pas compte des faits ; car si certains pays sont sous-peuplés, on doit contester que dans certains autres, l'accroissement démographique et la masse déjà actuelle des populations sont un obstacle considérable au développement économique. Je pense à l'Algérie ou à la province égyptienne de la R.A.U. Je pense au Pakistan, à l'Inde, Ceylan et Java. Le total de la population de ces pays doit dépasser 7 à 800 millions d'habitants ; sans parler de la Chine...

Si, dans ces pays, on pouvait limiter la natalité par une certaine propagande anticonceptionnelle, ce serait encore un remède à long terme.

On oppose souvent des arguments d'ordre doctrinal à cette limitation des naissances. Mais il est peut-être providentiel que les régions ^{p.161} sous-développées qui sont à majorité catholique, telle l'Amérique du Sud, sont précisément des pays où le besoin d'une limitation des naissances ne se fait pas trop sentir. Par contre, si l'on pense aux pays islamiques et à la civilisation hindoue, on serait fort en peine de présenter un test qui permette de déduire d'une manière nette et indiscutable que la limitation des naissances est contraire à la morale ou au but spirituel de l'Islam et de l'Hindouisme. Dans ces deux traditions, il y a des opinions souvent divergentes, mais il n'y a pas une attitude aussi stricte que celle que l'on rencontre dans l'Eglise catholique romaine.

M. LOUIS MAIRE : J'ai abordé ce problème hier soir, très superficiellement, parce qu'il nous mène en effet très loin. Nous abordons ici un problème de conception même de la vie. Pour certains, toute vie à peine conçue est sacrée, d'autres voient dans le problème de la limitation des naissances par tous les moyens possibles et convenables la solution au problème du surpeuplement et de la faim dans certaines régions. En effet, comme l'a dit M. Etienne, on se fonde sur certaines positions doctrinales là où la raison devrait prévaloir.

Nous avons entendu, lors du colloque organisé par la société Nestlé au mois d'avril dernier, sur le thème « Humanité et Subsistance », des exposés pessimistes à ce point de vue. Notamment un exposé du recteur de l'Université de Lausanne, M. le professeur Matthey, disant qu'il était impossible de laisser croître indéfiniment les populations, de lutter contre la mortalité, et de laisser en même temps la natalité se développer autant qu'elle le voudrait. Et il posait le

La faim

problème de toute une eugénique humaine, le problème même de l'euthanasie, le problème de la limitation des naissances et de l'avortement.

J'ai été consolé quelque peu personnellement parce que ses conclusions étaient un peu plus optimistes. Il a conclu en disant : « La situation de 1960 demande des solutions conçues dans un esprit moderne et inspiré par les connaissances scientifiques, plutôt que par la tradition du passé. » On peut interpréter comme on veut cette phrase. Mais je l'interpréterai plutôt dans le sens suivant : il s'agit là de nouveau d'une œuvre d'éducation de longue haleine. Il ne s'agit pas de heurter des credos religieux, respectables à mon avis, qu'on les partage ou non. Et je pense que ce qu'il faut, c'est persuader les gens qu'il ne sert non plus à rien d'aggraver son propre sort en mettant au monde 16 ou 18 enfants, ou plus encore, comme c'est le cas dans certaines régions. Il s'agit là d'une œuvre de longue préparation, que favorisera, je crois, l'extension de la prospérité. Il est connu que les pays qui ont atteint un certain niveau de vie ralentissent le taux de leur accroissement démographique.

Un des participants au colloque Nestlé était Sir Charles Darwin, descendant du grand Darwin. Il a rappelé qu'autrefois le *struggle for life* apportait une limitation automatique, et que maintenant, les éléments qui jouaient dans cette lutte pour la vie ayant disparu, il faut introduire d'autres régulateurs.

p.162 Répondant encore à ceux qui comptent sur une guerre atomique pour diminuer la population sur terre, il ajoutait : « La dernière guerre a fait 60 millions de morts ; admettez qu'une guerre atomique fasse 200 millions de morts, ce qui n'est pas rien ; en l'espace de cinq ans on aura rattrapé ces 200 millions d'hommes. Le problème ne sera pas modifié. »

LE PRÉSIDENT : En ce qui concerne la diminution du taux d'accroissement des naissances, on a fait des expériences de laboratoire sur des cobayes. Et on a constaté qu'en changeant l'alimentation et en l'améliorant, on diminuait de façon notable la capacité de reproduction.

On a fait aussi une expérience sur des esquimaux dont on a changé en quelques années l'alimentation en y introduisant des protéines végétales. Or, on a constaté que sans qu'aucun autre élément soit intervenu, ce changement d'alimentation a réduit considérablement le taux des naissances de la population des esquimaux.

La faim

Nous pouvons nous demander si une amélioration de l'alimentation dans les pays jusqu'à présent sous-alimentés, n'entraînera pas naturellement une réduction du taux des naissances.

M. LOUIS MAIRE : Personnellement, j'en suis persuadé ; et il est bien regrettable que notre ami Josué de Castro ne pourra pas participer aux Rencontres, son état de santé l'empêchant de venir. Il eût été certainement un des hommes les plus qualifiés pour parler de ce problème, étant donné qu'il l'a étudié très à fond, et qu'il a poussé très loin les études sur l'influence du genre d'alimentation sur le taux de prolifération de la population.

M. GILBERT ÉTIENNE : Vous faites allusion à la théorie de M. de Castro selon laquelle le manque de protéines correspond à un appétit sexuel plus élevé. Je regrette de le dire en l'absence de M. de Castro, c'est une théorie fort contestée, et souvent par des personnes aussi autorisées qu'un Alfred Sauvy et d'autres démographes.

On peut opposer à cette théorie que des populations très nourries en protéines — je pense aux solides Canadiens français des XVIII^e et XIX^e siècles, grands mangeurs de viande — avaient des familles de douze et treize enfants.

LE PRÉSIDENT : Dans le cas des Canadiens, n'y a-t-il pas un autre élément qui intervient ; c'était des gens dont la foi était intense. Ils appliquaient le précepte : « Croissez et multipliez ».

M. LOUIS MAIRE : Il n'est pas du tout surprenant que la théorie de M. de Castro soit controversée et combattue par des arguments sérieux, parce que les conditions sont très différentes d'une région et d'une époque à l'autre. On peut très bien, de toute bonne foi, baser des expériences sur un cas ou l'autre, et en tirer des conclusions ; celles-ci ne sont jamais de valeur absolue.

LE PRÉSIDENT : p.163 La parole est à M. le Grand Rabbin Safran.

M. LE GRAND RABBIN SAFRAN : Dans votre exposé remarquable, vous avez abordé l'aspect moral de la lutte contre la faim. Il est incontestable que la responsabilité des Eglises, de toutes les Eglises, dans ce grave état de choses

La faim

qu'est la faim de la plus grande partie de l'humanité, est importante.

Croyez-vous qu'une action concertée des représentants de toutes les religions de la terre, tendant à éclairer la conscience de l'humanité possédante sur le devoir qu'elle a de donner, et tendant à affermir le sentiment de dignité de l'humanité sous-alimentée, dépossédée dans le droit qu'elle a de recevoir, aurait des conséquences bienfaisantes ?

Toutes les religions reconnaissent en définitive que le propriétaire absolu de toutes choses est Dieu, et qu'en détournant la nourriture vitale de son semblable, l'homme commet un acte de défection envers Dieu, et de malhonnêteté à l'égard de son prochain ; et qu'en laissant couler cette nourriture de base vers son destinataire naturel, l'homme ne la lui offre pas car elle lui appartient de plein droit, ainsi qu'une partie de la récolte appartenait, selon la loi agraire hébraïque, biblique, de plein droit aux indigents.

Croyez-vous, Messieurs, que les représentants des religions pourraient être associés par les grandes organisations internationales à l'activité pratique de distribution de l'aide à ceux qui en ont besoin ?

En suspendant peut-être toute activité de prosélytisme parmi ceux-ci, les représentants des religions feraient preuve d'un désintéressement complet et s'approcheraient ainsi de ceux qui bénéficient de leur assistance, en se réclamant uniquement de la paternité divine commune.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais dire une fois encore que lorsque la FAO a convoqué au mois de mai une réunion des organisations internationales non gouvernementales — M. le Grand Rabbin Safran trouvera peut-être que c'est un terme inadéquat pour qualifier les mouvements confessionnels et les Eglises, mais enfin ce sont des organisations internationales non gouvernementales — nombre d'organisations à caractère religieux ont participé à cette réunion qui groupait, comme je l'ai dit, 75 organisations différentes.

Je crois en effet qu'une déclaration commune des Eglises, suivie d'une action, serait un des éléments puissants de la campagne contre la faim que lance la FAO, et qu'elle aurait une valeur éclatante aux yeux du monde.

Je crois aussi que si les Eglises se réunissaient pour une action commune, alors que très souvent elles s'affrontent, bien malheureusement, elles feraient

La faim

peut-être une action d'œcuménisme pratique fort utile à la cause dont nous parlons ici, et peut-être utile à ces Eglises elles-mêmes. Evidemment, nous ne sommes pas ici pour débattre ce sujet, mais tant qu'existe un divorce entre les Eglises, beaucoup d'hommes s'en détacheront en disant : « Tous ceux qui parlent de Dieu ne sont pas capables de s'entendre ; c'est donc que cela ne vaut pas cher. Cela ne m'intéresse plus. »

p.164 Cette entente entre les Eglises serait à double profit. Il y aurait en effet une action en retour sur les Eglises, et leur effort, étant renforcé, serait d'autant plus puissant. Je crois que l'idée que vous émettez serait bienvenue à plus d'un point de vue ; non seulement du point de vue limité dont nous nous occupons ici, mais sur un plan plus général encore.

M. ALBERT PICOT : Je voudrais poser une question à M. Maire sur l'action de la FAO.

Je commencerai par trois faits :

— Le premier, je l'ai constaté de mes propres yeux. Il concerne la situation actuelle des îles Canaries. Ces grandes îles espagnoles et africaines étaient dans un état de misère assez prononcé, et elles ont été sauvées parce qu'on y a introduit la culture des bananes ; et les bananes des Canaries sont parmi les meilleures de ce monde. La population a trouvé ainsi, sinon une étonnante prospérité, un remède puissant contre la misère.

— Second exemple, celui d'Israël. Le territoire de la Palestine était devenu un désert sous l'influence des Arabes et des Turcs. Or, depuis la déclaration Balfour, et surtout depuis la proclamation de l'indépendance d'Israël, on a constaté une volonté de travail extraordinaire. Et malgré l'arrivée depuis douze ans d'un million de réfugiés, on peut dire que ce pays a résolu le problème de l'alimentation. On prétend qu'il y a presque trop de lait, et surtout trop d'œufs, parce que trop de poules et de poulets.

— Troisième exemple : un médecin européen de la Côte d'Ivoire s'est montré assez sceptique sur le sujet de nos discussions. C'est un homme dévoué aux Noirs, très désintéressé, généreux. Il m'a dit :

— Dans ma localité, le Noir n'a pas envie de trop travailler. Il cultive exactement ce qui, en cas de prospérité, lui donnera une nourriture

La faim

suffisante. S'il y a une catastrophe météorologique, il se dit : « Cette année je mangerai moins. » Il a faim, et il attend l'année suivante, sachant que, *mutadis mutandis*, on arrive assez rapidement à une meilleure situation générale.

Ce sont là des gens chez qui la volonté de travail pour aboutir à un régime meilleur n'existe pas. La terre est suffisante. On pourrait défricher un peu plus la forêt vierge, mais on ne veut pas le faire...

J'aimerais savoir quel remède la FAO préconise contre cette maladie de la résignation, contre ce manque de volonté.

Autre point. M. Maire a parlé tout à l'heure de l'erreur qui consistait à introduire d'abord l'industrie lourde dans les pays sous-développés. Ne pense-t-il pas qu'il convient de favoriser l'artisanat ? Je pense notamment au Népal. Ce pays reçoit de temps en temps un million de dollars de M. Ford ou du gouvernement américain. On fait des ponts, des routes, des installations d'usines considérables, mais qui n'intéressent qu'un pourcentage assez faible de la population.

D'un autre côté, il y a un expert de la FAO qui est Suisse, et nous avons une société suisse qui s'appelle l'Association suisse pour les régions ^{p.165} extra-européennes, qui cherche à intéresser, non pas les autorités, mais le citoyen suisse à une œuvre effective. Et il y a une équipe de fromagers suisses — de fruitiers d'Appenzell —, qui travaille depuis déjà sept ou huit ans à développer la qualité du lait dans ce pays. On a fait des fromageries, on a développé des fruitières et dans de nombreuses vallées on est arrivé à produire un lait blanc et sain — alors que depuis des siècles il était brun. Puis on arrive à faire du gruyère ou de l'emmental. Et la vente de ce fromage a donné des résultats dont tous les bénéfices sont consacrés de nouveau à l'artisanat, c'est-à-dire à faire du bon lait, à faire du bon fromage. Et peu à peu, de vallée en vallée le bruit court qu'on peut obtenir de meilleurs résultats, et arriver ainsi à une alimentation laitière infiniment plus sérieuse.

Je demanderai à M. Maire s'il n'estime pas que cette recherche, avec des moyens relativement limités, arrive à des résultats peut-être plus intéressants que les millions de dollars de M. Ford.

M. LOUIS MAIRE : M. Picot me ramène à ma spécialité professionnelle.

La faim

L'exemple du Népal est en effet un de ceux que j'ai cités tout à l'heure à propos de l'introduction de la faux. Ce que la Suisse a fait sur le plan privé, non gouvernemental, à l'égard du Népal pour faciliter la création et l'implantation d'un embryon d'industrie laitière a été en effet un plein succès. Le Népal est un pays qui ressemble énormément à la Suisse, en ce sens qu'il est montagneux, entrecoupé de vallées, et des fromagers suisses ont en effet appris aux Népalais à faire du fromage. Au lieu de gaspiller un mauvais lait, rare, ils ont maintenant un meilleur lait, plus abondant. Ils font du fromage, en exportent. Et j'entrevois le jour où nous allons recevoir en Suisse de l'emmental népalais...

C'est tout d'abord de cette façon-là qu'il faut aider les pays pauvres, bien plus qu'en leur proposant des projets mirifiques portant sur l'industrie lourde.

Mais il ne faut pas oublier qu'un des très grands maux dont souffre l'Inde, et beaucoup d'autres pays, c'est le manque de ce qu'on appelle l'infrastructure (moyens de communication, routes) et le fait de construire, ici une route, ici un pont, est un adjuvant considérable pour le développement économique. Les deux choses doivent être menées de front, et je pense qu'il faut aller graduellement, et aller au plus pressé. Mais en effet, l'artisanat développé dans un pays tel que le Népal, a donné des résultats splendides.

Je réponds maintenant à la première partie de votre intervention. Le fait que certaines populations n'ont pas envie de travailler plus qu'il ne faut, peut être interprété de deux façons. Il est possible aussi que nous ayons pris l'habitude de travailler plus qu'il ne faut. Nous jugeons selon nos standards. Il y a peut-être une certaine sagesse à savoir s'arrêter parce qu'on est moins ambitieux ; certains ont moins d'appétit et sont un peu plus philosophes. Où est la vérité ? Je pense qu'elle serait quelque part entre les deux méthodes. Nous savons ce que c'est que les épuisements nerveux qui frappent de plus en plus les gens des régions ^{p.166} civilisées, et je ne crois pas que ce soit un bien. Je ne crois pas non plus que le fait de produire juste pour aujourd'hui ce dont on a besoin, sans se préoccuper de demain, soit un bien ; mais à tout cela il y a des causes. Il y a le fait que certaines gens, dans certains pays, ne sont pas nourris suffisamment pour entretenir un effort continu. Il y a aussi le fait que nos pays avancés, en exploitant colonielement certaines régions, ont enlevé aux indigènes les raisons qu'ils pouvaient avoir de travailler plus qu'il ne fallait, le profit ne leur revenant pas. Mais je crois qu'aujourd'hui le monde change. Ces pays sont en train

La faim

d'acquérir leur indépendance politique, économique ou veulent l'acquérir. Ils mettent tout en œuvre pour cela, et dès le moment où ils s'aperçoivent que ce qu'ils font leur sert à eux, et non à enrichir un actionnaire de Londres, de Paris ou de Suisse, alors ils se donnent davantage au travail.

Il y a des exemples encourageants. J'ai eu la visite, il y a quelques semaines, d'un jeune Noir du Dahomey, homme remarquable, qui a fondé à lui tout seul, avec l'appui de quelques camarades de la JOC, une petite ferme-pilote, dans le voisinage de Cotonou. Dans cette ferme-pilote cet homme a pu former jusqu'ici quatre élèves à la fois, auxquels il enseigne des méthodes plus rationnelles de culture ; il voudrait bien développer son affaire, mais il n'a pas de fonds, pas de moyens. Le financement est assuré par de plus pauvres encore, qui travaillent dans les villes du voisinage et qui appartiennent au même mouvement, qui abandonnent une journée de salaire de temps en temps pour permettre le financement de cette école. C'est un exemple d'abnégation admirable.

Il m'a demandé comment il pourrait obtenir un appui.

J'ai pu le diriger sur une autre organisation dont je fais partie : la Fondation suisse pour le développement technique. Et on a envoyé sur place quelqu'un pour voir comment on pouvait l'aider. Et la fondation va probablement prendre le projet en charge.

Voilà des exemples qui prouvent que la volonté de travail existe, mais qu'il faudrait créer les conditions permettant qu'elle se développe et se généralise.

Il y a là tout un problème qui se pose à notre monde. Je crois que des pays tels que ceux qu'on a cités aujourd'hui : le Ghana, Israël, qui savent que ce qu'ils font est pour eux, ont une ardeur au travail toute différente.

On peut aussi compter sur le temps pour une régression de cette paresse, due souvent à des conditions économiques dont nous sommes en partie responsables.

Je voudrais encore ajouter que j'ai eu la visite, il y a deux ou trois ans, d'un Népalais à qui la FAO avait accordé une bourse d'études pour qu'il puisse étudier les méthodes d'irrigation permettant de mieux mettre en valeur son pays. Il a passé trois mois aux Etats-Unis où on lui a montré des choses grandioses, mais il est rentré désespéré. Puis on me l'a envoyé. Je m'en suis occupé. Je l'ai

La faim

emmené au Valais et je lui ai montré ce que nous avons fait. Il m'a dit : « C'est cela qu'il me faut. Si nous avions cela, ce serait merveilleux... » En quinze jours, sans argent, car il a été reçu très aimablement en Valais, il a eu ce qu'il lui fallait. Il m'a dit : « Ce qu'on m'a montré aux Etats-Unis ne convenait pas... »

p.167 Une fois de plus, la manière de s'y prendre est importante : il faut savoir s'adapter et donner au pays ce dont il a besoin, et non pas double ration.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Campagnolo.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je voudrais faire part de quelques impressions.

J'ai été très heureux d'entendre la belle conférence de M. Maire qui a posé le problème avec un équilibre remarquable en acceptant de ne pas se laisser entraîner ni vers trop d'optimisme, ni vers le pessimisme. Mais sa conclusion a été, me semble-t-il, optimiste en formulant une confiance profonde dans l'humanité.

A un certain moment, j'ai été perplexe quant à la valeur de certaines perspectives ouvertes par M. Maire. Vous avez fait allusion aux échecs des premiers directeurs de la FAO et à la chance qu'a eue le dernier de lancer un nouveau projet, de trouver des consentements, et d'être suivi.

J'ai remarqué que le premier et le dernier de ces projets sont de nature différente. Le premier touchait directement la question et mettait en cause les intérêts consolidés des Etats, alors que le dernier s'adresse à l'opinion publique. C'est pour moi une indication.

Vous avez dit : la faim est un scandale ! De quelle nature ? Vous pensiez probablement à un scandale moral. Je ne sais pas si c'était exactement votre pensée. J'incline à croire que c'était plutôt un scandale pour la raison, pour l'intelligence ; parce que l'étonnant dans cette question, c'est qu'il semble que tout le monde a intérêt à ce que les hommes mangent à leur faim. On ne voit pas l'obstacle à première vue, et aujourd'hui moins que jamais.

Jusqu'à hier, on aurait pu penser que l'incapacité, le manque de connaissances était l'obstacle, mais aujourd'hui, la science, en l'état où elle est, sans tenir compte des progrès qu'elle doit sans doute faire bientôt, est à même, d'après ce que j'ai compris, de résoudre le problème.

La faim

Nous avons la capacité de le résoudre, la volonté de le résoudre. Nous n'y voyons aucun empêchement. Il ne faut pas parler de la malice, de la méchanceté des hommes. Pourquoi ? S'ils ont bien mangé, je ne connais pas beaucoup d'égoïstes qui n'admettraient pas que les autres mangent. L'obstacle n'est donc pas d'ordre moral.

Je pense, pour ma part, qu'il est d'ordre politique. Il n'y a évidemment pas de séparation entre les deux domaines moral et politique. Il y a une continuité ; peut-être même une identité, qu'il faudrait rendre plus explicite.

Si l'on dit dès l'abord qu'il s'agit d'un problème politique, notre pensée est orientée sur un terrain où cet obstacle finit par se manifester plus clairement que si on pense qu'il est d'ordre moral.

Je voudrais être plus précis ; je sais que je tâtonne un peu.

A la fin de votre conférence, en citant une magnifique phrase de Berdiaeff vous avez confirmé que le problème est d'ordre moral, que l'obstacle est d'ordre moral ; car en faisant appel à la charité chrétienne, p.168 à la bonté profonde de l'homme, vous avez dit qu'après tout c'était la solution.

Placé sur un terrain qui était celui de Berdiaeff, du croyant, de l'individu qui donne son pain aux pauvres, qui s'occupe de trouver pour les autres le pain dont ils ont besoin, vous nous avez amenés sur un plan où nous ne pouvons pas rester. Je ne vois pas comment on pourrait, à moins d'un miracle, en partant de la condition humaine actuelle, espérer que cette charité, inépuisable, résoudra le problème.

Nous ne pouvons pas chercher dans cette direction, ni donc déplacer les responsabilités de la politique, ce qui pourrait être une manière de ne pas affronter le problème là où il faut l'affronter.

C'est un problème d'institutions. Le véritable obstacle, à mon avis, se trouve dans la structure des relations interétatiques. C'est là à mon sens la pierre d'achoppement.

Or, du moment que nous l'avons compris, ce n'est plus un scandale pour la raison ; il reste là une raison de méditer, une source de souffrance, mais nous pouvons admettre que le véritable obstacle à la solution de ce problème réside dans les institutions telles qu'elles sont — la FAO elle-même se trouve en face de gouvernements qui ont des intérêts opposés — et non dans la méchanceté

La faim

des gouvernements. Car les rivalités entre Etats sont encore dans la nature des choses.

Croyez-vous que si la FAO, par son enquête et par cette campagne contre la faim, trouve la solution du problème, elle sera à même de l'appliquer concrètement ?

M. LOUIS MAIRE : J'ai mis l'accent volontairement sur le commandement moral qui s'impose à nous. Mais je crois que M. Campagnolo a raison lorsqu'il dit que sur le plan de la raison il n'y a pas de problème. Nous *savons* que cela doit être fait, nous *savons* qu'on peut le faire. De sorte que notre raison est en paix du moment qu'elle a trouvé la chose possible. Mais il n'en reste pas moins qu'on ne le fait pas. Et pourquoi ? Vous en arrivez alors à l'idée que c'est un problème plus politique que moral.

Prenez la FAO. Même si elle voit le problème, même si elle voit le moyen de le résoudre, comment peut-elle agir si les gouvernements, individuellement ou collectivement, ne sont pas structurés de façon à permettre de résoudre le problème ? C'est ainsi, je crois, que se pose la question.

Ce que je voudrais dire, c'est que je ne dissocie pas un instant raison, morale et politique. Ce qui me permet de parler ainsi, c'est que je ne suis pas un politique et que je n'ai jamais fait de politique, parce que je pense que la politique divise.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Vous avez dit que vous ne dissociez pas une seconde : morale, raison et politique. Et vous dites : je ne fais pas de politique parce que la politique divise.

p.169 Alors la morale et la raison diviseraient, si vous ne les dissociez pas.

M. LOUIS MAIRE : La politique, au sens étroit du terme, j'en suis toujours resté à l'écart parce que je pense qu'elle n'aboutit qu'à des divisions. Il y a cependant une politique à suivre ; il y a une politique à faire dans le monde. Et celle-ci, je ne la sépare pas des commandements que nous donnent notre raison et notre sens moral. Et, sur ce plan-là, on ne voit pas quel homme, par raison, ou par manque total de sens moral, à moins que ce soit vraiment un dévoyé, se dirait : « Ayant bien mangé moi-même, je suis bien content que les autres ne

La faim

mangent pas. » Les gens ne vont pas jusque-là, mais ils sont indifférents aux problèmes qui se posent aux autres ; c'est un fait que nous pouvons constater très nettement dans nos pays évolués, et ici même, où les gens se disent : « Tout va très bien, pourquoi nous ferions-nous tellement de souci pour des gens qui ont toujours connu la famine ? » Ce sont des gens chez qui ni la raison ni le commandement moral n'ont pris le dessus pour les amener à se dire : « Non, je ne peux pas rester spectateur en face de ce drame. » Voilà dans quel sens je prétends ne pas dissocier raison, morale et politique. Soit par commandement de la raison, soit par commandement moral, on doit en arriver à une conception politique nationale et internationale qui mène à l'action et permette de résoudre un problème tel que celui de la faim.

Je ne sais pas si cela rejoint vos préoccupations.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je ne crois pas que les peuples soient tellement indifférents ; ils sont ignorants, mais non indifférents, ils s'émeuvent même facilement.

Je prends la question sous un autre angle. Si on indiquait d'abord où se trouve l'obstacle, je pense que vous auriez un mouvement beaucoup plus efficace de l'opinion publique. Il est certain que si l'on faisait une enquête pour savoir combien d'hommes sur la terre sont désireux de résoudre le problème de la faim, et combien ne le sont pas, à part les malades, ce serait peut-être le seul cas où vous feriez l'unanimité sur toute la planète.

Il faut alors, dans la campagne de la FAO, dénoncer clairement l'obstacle, pour obtenir qu'en même temps les gens prennent conscience de la gravité du problème.

Voilà où la morale et la politique coïncident.

Si vous voulez que la morale coïncide avec la politique, il faut que vous désigniez, en même temps que le but à atteindre, l'obstacle à surmonter. Alors je pense que nous nous rencontrons.

M. LOUIS MAIRE : Je crois, en effet, que nous sommes tout à fait dans la même ligne de pensée.

Mais n'oublions pas que la FAO n'est rien en soi ; et nous en souffrons

La faim

parfois. La FAO est une organisation intergouvernementale, internationale. Qui décide de ce que peut ou ne peut pas faire la FAO ? Les 86 délégués gouvernementaux, soigneusement instruits par leur ^{p.170} gouvernement sur la limite jusqu'à laquelle ils peuvent ou ne peuvent pas aller.

Lorsqu'il s'agit de faire accepter par la Conférence de la FAO que sera entreprise une campagne contre la faim, il faut qu'une majorité de délégations se prononce. Il suffit que la majorité soit contre, et il n'y a pas de campagne mondiale contre la faim. Chaque pays dispose d'une voix ; les Etats-Unis ont une voix comme Costa Rica ou la Suisse. C'est la règle démocratique. Les voix se comptent encore bien plus dès que les intérêts nationaux sont en jeu. Et on trouve à l'arrière-plan tous les égoïsmes nationaux.

C'est pourquoi le fondement de l'affaire est un problème de raison, car la raison, aussi bien que le sentiment moral, commande de vaincre cette difficulté. Et alors, si les deux sont conjugués, ils doivent agir sur le politique, à travers les institutions, si imparfaites soient-elles.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je suis content d'entendre ce que vous venez de dire, avec l'autorité que vous avez pour le dire. — C'est là une préoccupation que, sur un autre plan, le plan de la culture, nous avons essayé de mettre en évidence.

LE PRÉSIDENT : Il reste encore quelques questions à poser ; nous pourrions demain, en début de séance, entendre ceux qui n'ont pu parler ce matin.

Je remercie encore très vivement tous ceux qui ont pris part à cet entretien, et tout particulièrement M. Maire, qui a fait preuve de beaucoup de vaillance, en même temps que de beaucoup de clarté.

Je déclare clos l'entretien.

@

DEUXIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Jean Starobinski

@

M. ANTONY BABEL : p.171 Vous avez entendu hier que M. Josué de Castro ne pourrait pas venir, car il est retenu par la maladie. J'ai le plaisir d'annoncer qu'il est remplacé par M. Tibor Mende, écrivain et professeur à l'École politique de l'Université de Paris. M. Tibor Mende a bien voulu remplacer M. Josué de Castro au pied levé. Comme il est un grand spécialiste de la question et un excellent conférencier, je suis certain que nous aurons plaisir à l'entendre.

LE PRÉSIDENT : Ce second entretien sera consacré à la conférence du professeur Debré. Il restait des questions relatives à la conférence de M. Louis Maire, mais ces questions lui seront posées demain matin, car le professeur Robert Debré doit nous quitter demain matin.

Je donne tout de suite la parole à M. Walter Ehrlich.

M. WALTER EHRLICH : Mon intervention se rapporte à la notion de Vie, c'est-à-dire à cette réalité dont la faim est l'ennemi. Jusqu'alors, on s'est servi d'une idée de la vie un peu vague à mon avis, et surtout très unilatérale. Car on a supposé que la vie, considérée comme une vie fonctionnelle et radicale, était une réalité purement corporelle, organique, matérielle — ce mot étant pris dans un sens large. Cette conception positiviste de la vie originare, c'est-à-dire de la vie telle qu'elle est fondamentalement, réelle et empirique, me semble méconnaître une composante qui est impliquée dans la vie. Je ne parle pas ici de problèmes religieux, transcendants, métaphysiques, mais seulement de la vie empirique telle qu'elle se différencie du corps mort, privé de vie, quoique organisé en soi.

La vie, en tant que telle, implique une région que nous pouvons nommer pneumatique, c'est-à-dire quelque chose de quasi spirituel.

¹ Le 2 septembre 1960.

La faim

p.172 L'axe de la vie est la génération, la sexualité en général. Et dans cette force élémentaire, quoique fondée dans des organes corporels, réside une puissance d'une tout autre dimension que les fonctions corporelles (physiques et physiologiques) qui l'« organicisent ». Nous ne pouvons pas définir cette puissance pneumatique transcorporelle, transmatérielle, et pourtant réelle. Nous pouvons seulement affirmer avec certitude : chaque interprétation de la vie qui omet la composante pneumatique de la vie primaire, est incomplète, donc abstraite, donc fautive dans ses conséquences. Car elle méconnaît une région de la vie empirique qui n'est jamais atteinte par les méthodes positivistes, soit de la science économique, soit de la science médicale.

Mais cette puissance pneumatique, dans chaque vie, montre encore un autre aspect : elle se montre, d'un côté, productive, constructive, génératrice et de ce fait positive. De l'autre côté, malheureusement, elle offre un aspect tout opposé, et cela déjà dans l'axe de la vie ou dans la sexualité générale, c'est-à-dire une tendance négative, destructrice, morbide, quasi démoniaque.

Donc, la vie élémentaire pré-intellectuelle n'est pas seulement composée d'un principe corporel organique et d'un principe pneumatique spirituel, mais de plus elle présente deux principes quasi spirituels antinomiques qui se combattent en nous pour dominer.

Rien, dans la captivante conférence d'hier soir, ne m'a autant touché que lorsqu'il nous fut dit que les petits enfants, dans leur misère, disons traditionnelle, ont l'air si tristes. Ils ne savent rien de l'antinomie qui est incorporée dans la vie. Ils ne sentent pas la menace permanente que porte la vie de par ses composantes « morbides ». Mais peut-être ressentent-ils pourtant quelque chose de cette vie telle qu'elle est, si différente d'une vie conçue unilatéralement positive et au fond purement corporelle et matérielle.

On se moque des superstitions des peuples restés dans la misère. On ne voit pas que sous ces symboles, il est vrai infantiles, faux et ridicules, se cache une sagesse secrète peut-être plus profonde que notre savoir scientifique, qui a perdu un contact avec la vie telle qu'elle est, un contact que l'homme dans sa misère n'a pas encore lâché.

Du point de vue des sciences économiques et médicales, un âge d'or de la matérialité (non pas du matérialisme) serait possible si tous les hommes se rangeaient du côté de ces biens que l'on croit les seuls essentiels, pour les

La faim

fournir aux autres qui en sont dépourvus. Certainement ce secours corporel, matériel, positiviste, est un des fondements d'un développement harmonieux de l'humanité. Mais pas du tout le seul. Il ne constitue pas même l'apport essentiel dont les misérables ont besoin.

Si l'on admet que la vie originare implique une force pneumatique, transmatérielle, quasi spirituelle et en elle-même antinomique, alors il ne suffit pas de dire : ce domaine méta-corporel, méta-empirique, ne nous intéresse pas.

Je voudrais attirer l'attention de cette assemblée sur une conception de la vie qui dépasse celle des sciences économiques et médicales, parce que nos déductions risquent d'être faussées si nous oublions la ^{p.173} composante spirituelle dans la vie primaire et, partant, dans le problème de la faim. Car la faim aussi, malheureusement, présente un côté spirituel qu'il faut connaître.

LE PRÉSIDENT : Je ne sais pas si le professeur Debré veut répondre à cette intervention qui évidemment élargit énormément le problème qui a été posé hier soir dans des termes d'une remarquable précision et d'une technicité heureuse.

M. ROBERT DEBRÉ : J'ai été très intéressé, mais je ne me sens vraiment pas capable de répondre.

M. WALTER EHRLICH : Monsieur le professeur, si l'on sait que la vie n'est pas seulement une vie organisée, corporelle, comment peut-on saisir le problème de la vie par un seul de ses aspects ? Peut-être ne croyez-vous pas que la vie soit structurée de la manière que je viens d'énoncer ?

M. ROBERT DEBRÉ : Je ne suis pas tout à fait d'accord...

M. WALTER EHRLICH : Je serais très heureux que vous me signaliez mes erreurs ou mes obscurités.

M. ROBERT DEBRÉ : Je crois que nous dépasserions le cadre de cet entretien en discutant le problème très complexe de savoir ce qu'il y a de spirituel, d'intellectuel, dans les phénomènes chimiques organisés que représente la vie. Cela nous mènerait très loin et je ne me sens pas capable de me lancer sur ce

La faim

terrain. Je ne crois pas non plus que cela puisse avoir une application directe pour notre travail. Nous restons fixés à une besogne d'ouvriers très modestes, qui cherchent à savoir comment empêcher que meure un enfant. Si nous y parvenons, nous sommes très contents, quelle que soit la signification de la vie et de la mort.

Ce que j'ai cherché à exposer, c'était les raisons pour lesquelles la vie de cet enfant était menacée et la manière bien délicate dont nous pouvions lui éviter de mourir. Mais que signifie sa vie et que signifie sa mort ? C'est un tout autre problème que je ne suis pas capable d'aborder.

LE PRÉSIDENT : On pourrait ajouter que ce terme de « pneuma » dont M. Ehrlich s'est servi, qui est, si je ne me trompe, d'origine stoïcienne, désignait pour les stoïciens une réalité matérielle...

M. WALTER EHRLICH : C'est une conception historique. Aujourd'hui on entend par « pneuma » une puissance spirituelle et non matérielle.

LE PRÉSIDENT : La parole est à Mlle Rouillet.

Mlle ODILE ROULLET : p.174 Monsieur le professeur, je vous remercie de votre magnifique exposé. Mon intervention aura trait à vos conclusions.

Je crois que vous avez bien fait de mettre l'accent sur la nécessité de la protection maternelle et infantile dans tous les pays de faim. Mais j'aimerais vous poser une question : comment pensez-vous procéder ? Ne pensez-vous pas qu'en fait tout est lié ? Un centre de protection maternelle et infantile, pour être créé, nécessite beaucoup de choses : d'abord du personnel qualifié, et nous savons que ces pays de faim manquent justement de personnel qualifié : infirmières, médecins, pédagogues, architectes... Pour créer un centre, il faut un architecte, il faut faire un bâtiment qui protège les enfants des intempéries, il faut des routes pour que les mères puissent venir avec les enfants. Il faut donc de l'argent.

Le Bureau international catholique de l'Enfance a créé un centre à Fort-Lamy, au Tchad. Ce centre a nécessité des années d'études et beaucoup d'argent. Admettons qu'on arrive à multiplier ces centres. Les mères, une fois

La faim

qu'elles sauront ce qu'elles doivent faire, pourront-elles le faire ? Auront-elles les moyens de nourrir les enfants convenablement ? Je crois que le problème de la faim n'est pas forcément un problème d'ignorance. Dans des pays très près de nous comme l'Espagne, le sud de l'Italie, la Grèce, beaucoup de mères ne nourrissent pas suffisamment leurs enfants, non pas par ignorance, mais parce qu'elles manquent de moyens économiques.

J'ai rencontré récemment à Munich un évêque du Pérou qui était extrêmement soucieux de la situation alimentaire de son pays. Il me racontait que quantité d'enfants devaient faire trente kilomètres par jour pour aller à l'école, avec une poignée de maïs à la main. Beaucoup mouraient de faim en arrivant à l'école. Or, si la mère ne leur donnait qu'une poignée de maïs, ce n'est pas par ignorance, c'est par impossibilité de faire autrement.

Admettons que l'on arrive à vaincre ce problème. Que feront ces enfants plus tard ? Il y a le problème d'éduquer ces enfants, de les alphabétiser, de leur trouver du travail.

Il faut donc penser le problème dans son ensemble. Vous avez bien fait de mettre l'accent sur la protection maternelle et infantile, et même sur la formation de la femme. Je crois que la formation de la femme est un élément essentiel dans les pays en voie de développement. Je crois que la manière dont la femme se développera fera peut-être l'avenir de ces pays, parce que c'est d'elle que dépend, plus encore que chez nous, l'éducation des enfants et leur développement futur. Il faut donc créer un avenir, et non pas seulement maintenir ces gens en vie pour que plus tard ils meurent d'autres maladies.

M. ROBERT DEBRÉ : Votre question, en vérité, est un monde de questions, et en quelques mots vous nous avez montré que le problème devant lequel nous étions placés n'était pas un problème mais un monde de problèmes, tous insolubles. C'est pour cela que j'ai p.175 commencé par dire que la première impression est une impression de découragement. Quand on dit que l'ignorance n'est pas tout, qu'il faut en même temps produire des aliments, qu'une fois que les enfants seront grands, il faudrait qu'ils aient de quoi gagner leur vie, et que, pour qu'ils gagnent leur vie, il faut procéder à une transformation positive, économique et industrielle de leur pays, on exprime en quelques mots la nécessité de faire passer un monde primitif, en un temps très bref, à un monde

La faim

moderne. Que ce soit une tâche d'une difficulté extraordinaire, qu'il faille employer beaucoup de moyens pour y arriver, nous sommes d'accord. Mais, je le répète souvent, il faut d'abord voir d'où nous partons, savoir que l'ensemble des populations dont nous parlons vivait hier dans une sauvagerie très rude, et qu'avant l'entrée en jeu de l'Occident, c'était des guerres tribales, l'anthropophagie, l'esclavage, dont j'ai vu les dernières traces — il y en a encore aujourd'hui — que la pudeur efface, même parmi des nations représentées aujourd'hui à New-York. J'en ai vu des traces publiques dans ma jeunesse. Par conséquent, nous venons de très loin, et il n'est pas étonnant qu'on ne puisse pas d'un seul coup passer du moyen âge au monde moderne.

En second lieu, il n'y a pas de remède magique. Lorsque j'ai envisagé d'entreprendre un certain effort dans une certaine direction, ce n'était pas du tout avec l'idée que c'était l'unique remède, ni, d'autre part, que l'effort porté sur la protection maternelle ne s'attaquait qu'à l'ignorance. Il est trop facile de supposer qu'il y a des ressources, et qu'avec le développement des connaissances tout s'arrangera. Il y a à la fois l'ignorance et l'absence de ressources.

J'ai indiqué seulement, conformément aux tendances de mon propre métier, qu'il y avait une orientation intéressante, valable, par laquelle on pouvait sans autre commencer. Ceci, pour lutter contre la tendance à la fois de généreux donateurs de l'Occident et de dirigeants des pays en voie de développement. Leurs tendances risquent de nous mener dans une mauvaise voie. Par exemple, les Puissances qui ont dirigé la vie des pays jusqu'à ces derniers jours, continuant l'effort qu'elles faisaient dans leurs propres territoires, ont créé des hôpitaux. Il y a à Brazzaville un magnifique hôpital. Il y en a un à Ibadan, la plus grande ville de Nigéria. Or, il y a beaucoup à dire sur ces magnifiques hôpitaux, et il eût été préférable, à mon avis, d'organiser, ne serait-ce que dans une province ou dans une république du centre de l'Afrique, un dispositif de protection maternelle et infantile, au lieu de ces constructions qui font un très grand effet.

Comme toujours, quand on soutient une thèse, secrètement ou non, c'est contre une autre. Ma pensée était que nous devons agir par la médecine préventive, et que la médecine préventive est ici basée sur les centres de santé, dont les centres de protection maternelle et infantile sont un des éléments.

La faim

(Le centre de protection maternelle et infantile de Fort-Lamy est tout à fait remarquable ; j'ai assisté à une consultation et je trouve que c'est une institution excellente. A l'occasion j'aurai quelques remarques à vous faire sur son fonctionnement, mais elle est parfaite à beaucoup d'égards.)

p.176 Mais, bien entendu, ces centres de protection maternelle et infantile demandent du personnel, et la première des obligations, si les peuples occidentaux veulent et peuvent encore contribuer à aider les peuples malheureux, c'est évidemment de les aider à former leur personnel, à former du personnel africain : infirmières, assistantes sociales, puéricultrices, sages-femmes et aussi médecins. C'est un point essentiel. Il n'y a que le personnel qui compte, vous le savez bien. Les locaux ne comptent pas, les dépenses matérielles sont très peu de chose. Ce qui compte c'est l'homme, ou la femme en l'espèce, dont le rôle est capital.

Quel peut être ce rôle ? Bien entendu, c'est d'aider la mère à soigner son enfant qui vient de naître, à l'empêcher de mourir ; d'attacher la mère à cet enfant, de faire en sorte que la mère, par la pression qu'elle peut exercer sur les chefs de village, sur le mari, puisse obtenir la création de certaines cultures vivrières. Ce n'est pas qu'il ne faille pas, dans cette période de passage, que nous envoyions des substances alimentaires, et les envois de lait en particulier sont très précieux. Seulement, c'est comme l'aumône que l'on faisait aux pauvres, à l'époque où ils mendiaient. On ne peut pas leur refuser ; il faut leur donner. On donne un sou au malheureux au sortir de l'église, mais cela ne guérit pas le paupérisme. Il faut le faire, c'est une impulsion morale indispensable, mais ce n'est pas une solution. Celle-ci est difficile à trouver. Vous avez raison de dire que tout se tient, qu'il faut tout faire à la fois, que c'est très difficile.

J'ai simplement voulu insister sur la priorité d'une certaine méthode ; non pas qu'elle soit simple et bon marché, mais elle n'est pas plus compliquée ni plus chère, après tout, qu'un barrage.

LE PRÉSIDENT : Je voudrais demander à M. le professeur Debré quelles sont les traces d'esclavage qu'il a rencontrées.

M. ROBERT DEBRÉ : Etant jeune interne, je suis allé au Maroc, à Marrakech,

La faim

ville à cette époque sous la domination de Hajdami Glaoui, grand chef du Sud. Il n'y avait, en fait d'Européens, que cinq Français et trois Espagnols dans la ville. Nous étions dans une situation assez bonne, mais tout de même assez incertaine. Le Glaoui nous protégeait, ce qui était une garantie de relative sécurité.

Quoi que ce ne fût pas parfaitement admis, une sage-femme française, qui était chargée d'accoucher les très nombreux enfants du Glaoui — un enfant par mois — dans le harem, nous a conviés, mon camarade et moi-même, à assister à une vente d'esclaves. Le fils du Glaoui, Ibrahim, auquel j'avais donné une consultation, n'était pas tout à fait d'accord, car il pensait que la présence de non-musulmans ne serait pas très bien vue. La curiosité très vive l'a emporté, et nous mettant un peu de côté nous avons assisté à cette vente. Les hommes étaient assis dans de petites logettes, et cela commença comme il convient par une prière. Lorsqu'on eut fini d'invoquer Dieu, on fit passer les mères et les enfants devant les acheteurs. Ceux-ci les examinaient et regardaient les femmes pour savoir si c'était des femmes de couche ou des femmes de travail, et l'on séparait les mères et les enfants à l'adjudication. Voilà l'expérience que vous m'avez demandé de vous relater.

p.177 Le soir, nous sommes allés voir les aliénés. Ils étaient dans une fosse, avec des chaînes aux pieds, et cela évoquait pour moi le tableau de Pinel délivrant de leurs chaînes les aliénés du monde occidental.

Ceci pour dire que rien n'est plus passionnant, que rien n'est plus admirable que l'effort fait par ces pays pour passer de ces temps aux nôtres ; mais on peut bien imaginer que ce n'est pas un effort facile.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Gilbert Etienne.

M. GILBERT ETIENNE : J'aimerais revenir sur un point plus particulier de la conférence du professeur Debré, celui de la mortalité infantile. Il y aurait deux questions à poser :

La première est une question un peu technique, et je m'en excuse auprès de certains auditeurs. Les statistiques en général comprennent dans la mortalité infantile tout décès d'enfant dans la période qui va de la naissance à la première année. Or, de votre exposé d'hier il ressort qu'une bonne partie des petits

La faim

enfants meurent après la première année, étant donné que souvent ils sont frappés à plus d'un an. Le fait est particulièrement manifeste en Afrique, où l'on voit souvent des enfants de deux ans qui sont encore allaités. C'est au moment du sevrage que peut se produire ce phénomène que les paysans indiens décrivent en disant que les enfants sèchent et meurent. Il y aurait là un point important, en tout cas pour les économistes, à souligner.

La deuxième question, plus générale, serait d'obtenir quelques précisions sur les différences qui se présentent, en ce qui concerne la mortalité infantile, en Afrique et en Asie. A première vue, j'ai l'impression que le niveau de mortalité en Asie est moins catastrophique qu'en Afrique. On m'a cité, au sujet de l'Afrique, certains taux de mortalité infantile absolument énormes. On parlait de 800 ‰ au Tanganyika, il y a quelques années ; d'autres médecins, à Lagos, parlaient de 3 ou 400 ‰, ce qui est un taux supérieur au taux indien, qui bat les records du monde.

M. MICHEL CÉPÈDE : La définition statistique de la mortalité infantile a été établie dans le domaine occidental. Nous avons défini la mortalité infantile comme la mortalité des enfants nés vivants avant qu'ils aient atteint l'âge d'un an.

L'une des conséquences de cette définition est qu'elle nous cache une partie de la mortalité infantile des enfants qui ont été allaités au-delà d'un an et qui meurent au moment du sevrage. Je crois que cette remarque expliquerait qu'à l'inverse de ce qu'a observé M. Etienne, nous avons des taux de mortalité infantile, dans les statistiques, qui apparaissent inférieurs en Afrique et en Amérique latine — je pense surtout à la région caraïbe — à ceux que nous trouvons en Asie. Mais cela ne veut pas dire que les enfants ne meurent pas, en particulier au sevrage, au moins autant dans ces régions qu'en Asie.

Pourquoi avons-nous des taux si élevés en Asie ? C'est, ainsi que le professeur Debré le rappelait hier, qu'il s'agit d'une région où beaucoup de femmes sont obligées d'arrêter l'allaitement du fait d'une nouvelle grossesse. Je dirai même qu'il s'arrête physiologiquement, en partie tout ^{p.178} au moins. Nous avons alors un sevrage qui se fait avant un an, et la mortalité au sevrage entre statistiquement dans la mortalité infantile. Dans une région, par contre, où la natalité est moins fréquente, et où l'alimentation au sein peut durer plus

La faim

longtemps, la mortalité de sevrage n'apparaît pas dans la statistique de mortalité infantile. Si par exemple nous comparons le taux de 200-225 ‰ que nous donnent les statistiques les plus récentes pour des régions d'Asie, à ceux de 100 à 150 ‰ que nous trouvons dans la zone caraïbe, je suis persuadé pour ma part, après avoir fait quelques analyses, que la différence tient simplement à un report, dans la zone caraïbe, d'une partie de la mortalité au sevrage au-delà d'un an, tandis qu'en Asie elle surviendrait avant un an du fait de la fréquence des grossesses.

Si nous voulions avoir, du point de vue qui intéresse les économistes, un test valable de la mortalité non pas infantile, mais des enfants, il serait peut-être intéressant de considérer un autre élément, qui serait la différence d'espérance de vie entre 0 et 5 ans. Je crois qu'à ce moment-là les statistiques recouvriraient l'ensemble des maladies et de la mortalité de la période du sevrage.

En France, la différence d'espérance de vie, entre un enfant de 0 et un enfant de 5 ans, en 1950, était d'un peu plus de 4 ans, en Egypte de 19 ans, en Inde et à Ceylan de 22 ans environ. Mais elle est tombée à 7 ans selon les dernières statistiques. Ce qui nous prouve que ce que l'on peut faire dans ce domaine, et très rapidement, peut nous ramener à des courbes homogènes sur l'ensemble du globe. A Ceylan, la courbe de la répartition de l'espérance de vie dans le temps à la suite d'efforts sanitaires, finit par ressembler extraordinairement à celle des pays les plus évolués.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de nous en inquiéter. Je crois au contraire — nous aurons l'occasion d'y revenir — que c'est un élément de santé non seulement publique, mais économique.

M. ROBERT DEBRÉ : Je n'ai rien à ajouter à la réponse que vient de faire M. Cépède, sauf peut-être deux choses.

La première, c'est que dans l'ensemble, de façon très schématique, la maladie, en Inde, est surtout liée à une sous-nutrition globale — je crois que c'est aussi l'expérience que vous avez faite —, à une insuffisance globale de calories, dont la physionomie est particulière ; et la fréquence des signes d'inanition globale, des marasmes, y est plus grande qu'en Afrique, où la maladie, en gros, est plus liée à un déséquilibre alimentaire. Or, la femme

La faim

enceinte étant très mal nourrie, n'ayant pas sa quantité de calories, et la femme allaitante encore moins peut-être, sans compter beaucoup de coutumes qui font que la femme allaitante se nourrit mal, on a des nourrissons qui, même au sein, n'ont pas une ration correcte en calories. Ils meurent d'hypothrepsie, d'athrepsie, de marasme. D'où une mortalité, dans ces cas, plus précoce. C'est la première remarque.

Ma deuxième remarque est d'ordre général. Les distinctions faites montrent, une fois de plus, la nécessité d'étudier ces problèmes zone par zone, région par région, de ne pas extrapoler trop facilement de l'Asie à p.179 l'Afrique, des Caraïbes au sud du Sahara. Les problèmes, quand ils sont vus de très haut, sont comparables, mais quand ils sont vus d'un peu près, ils apparaissent très différents.

M. GILBERT ÉTIENNE : J'abonde absolument dans le sens du professeur Debré. On ne saurait insister assez sur la diversité de ces problèmes de sous-développement. Un des grands dangers auxquels nous devons nous efforcer d'échapper ici même, réside dans les grandes généralisations, qui finalement dénaturent complètement les faits.

M. JULIAN DE AJURIAGUERRA : M. le professeur Debré nous a fait une description fouillée de l'aspect psychologique de l'enfant dans l'état de faim. Cet aspect psychologique, nous l'avons vécu en France chez les adultes, au cours de la guerre, pendant l'exode et pendant la déportation.

Je crois qu'au point de vue psychologique il y a intérêt à distinguer deux choses : un arrêt brusque de l'alimentation chez des personnes alimentées normalement et de ce fait brusquement sous-alimentées, et une diminution progressive de l'alimentation.

Si nous prenons des exemples historiques, nous voyons que ces arrêts brusques sont amplement décrits dans la littérature médicale. Je songe en particulier aux descriptions du radeau de la *Méduse*, ou du bateau *Ville-Saint-Nazaire*, dont les passagers se sont vus brusquement privés de toute alimentation. Le tableau psychologique de ces formes de sous-alimentation et le tableau psychologique de formes que nous avons vues pendant la guerre sont quand même différents.

La faim

Dans la sous-alimentation brusque, on voit apparaître rapidement, au deuxième ou au troisième jour, un état de surexcitation anxieuse, la crainte de manquer. Progressivement, apparaît un état d'euphorie, de bien-être, accompagné d'un assoupissement des facultés intellectuelles, en même temps que s'installe un état de rêverie extraordinaire, agréable, colorée, gastronomique. A ce moment-là apparaissent des visions qui sont d'ordinaire des visions de repas, de festin, dont font état aussi bien les descriptions du radeau de la *Méduse* que celles de la *Ville-Saint-Nazaire*.

En fait d'arrêts brusques de la nutrition pendant la guerre, nous avons eu les arrêts au moment de l'exode. Tout un ensemble de la population, fuyant les attaques allemandes, venait vers Paris, y restait un, deux, trois, quatre jours. Ces personnes ne présentaient pas du tout un aspect euphorique, mais un état qui ne peut pas être mis uniquement sur le compte de la sous-alimentation. C'était un syndrome d'épuisement dans lequel nous reconnaissons conjointement l'effort physique, la faim, le manque d'apport alimentaire, les chocs psychologiques et parfois l'alcoolisme. Il y avait là un épuisement tout à fait différent d'un arrêt brusque de type classique.

Plus tard, malheureusement, pour des raisons évidentes, nous avons assisté à une diminution progressive de l'alimentation, où l'on est passé p.180 par trois phases : une phase de psychose de faim, c'est-à-dire de crainte de manquer, quoique l'alimentation ait encore été suffisante ; une deuxième phase de déséquilibre alimentaire ; une troisième phase de diminution quantitative et qualitative d'aliments.

L'expérience recueillie aussi bien en France qu'au Danemark ou en Grèce, est assez démonstrative. Elle s'est présentée à peu près avec les caractères que vous avez décrits chez l'enfant, et sous une double forme : soit la forme œdémateuse comme celle de l'enfant, soit la forme sèche ou polynévrique.

Cela évoluait par trois phases : une phase de surexcitation, qui se caractérisait même par une espèce d'éveil des capacités perceptives, hypermnésie, capacité de mémorisation plus marquée, troubles de l'attention, sorte d'attitude sociale de partage. Puis, progressivement, on est arrivé à la phase d'épuisement dans laquelle, avec un amaigrissement rapide ou un œdème, on évoluait, avec des troubles digestifs ou cardiaques, vers la phase comateuse. Il y avait là un tableau tout à fait différent de l'arrêt brusque et de l'arrêt progressif.

La faim

Dans ces analyses, on ne peut pas séparer l'atmosphère de guerre des problèmes de l'alimentation. C'est pourquoi je me demande jusqu'à quel point le problème de la faim peut être pris isolément.

Je voudrais encore insister sur un point, que le professeur Debré lui-même a évoqué en demandant : que vont devenir les enfants sous-alimentés ? Pendant la guerre on a pu se poser la même question : que vont devenir les adultes sous-alimentés ? En fait, au moins 75 à 80 % de ces adultes ont présenté, pendant des années, les syndromes qu'on a appelés l'asthénie de la faim, ou post-faim. Leur état de misère physiologique et psychologique se présentait comme une incapacité d'adaptation non seulement sociale, doublée d'un ensemble de désordres psychosomatiques, d'une espèce d'épuisement, d'incapacité de se mettre en train, qui a duré pendant de longues années. Chez certains, surtout chez les personnes de plus de quarante-deux ans, est apparu un vieillissement physiologique prématuré. Un groupe de déportés que j'ai connus ont présenté des désordres qu'on peut appeler la névrose post-faim. Ces hommes, qui avaient souffert de la faim alimentaire et de faim affective, se sont lancés dans des désordres alimentaires extraordinaires. Nous avons trouvé des cas d'obésité monstrueuse, par une espèce d'appel de faim cellulaire à un moment donné, et de faim psycho-physiologique à un autre moment. Je crois qu'il y a là des conséquences de la faim qui sont différentes suivant qu'il s'agit d'un arrêt brusque ou progressif.

J'aimerais savoir s'il existe des travaux sur l'évolution du poids et de la taille des enfants sous-alimentés pendant la période d'occupation en France, et si cela a été fait sur une large échelle, comme l'a fait le professeur Kélémis à Athènes ?

M. ROBERT DEBRÉ : Je crois que les remarques de notre collègue psychiatre sont excessivement intéressantes. Bien entendu, elles concernent des tableaux différents de ceux de l'enfant africain au moment du sevrage, avec tout ce que comportent de particulier l'âge, les conditions, l'alimentation, et par conséquent les tableaux psycho-physiologiques. Mais je crois que les comparaisons qu'il vient de faire sont extrêmement fructueuses.

Je peux lui dire qu'aux yeux des infirmières et des médecins, le premier signe de la malnutrition protéique dont j'ai parlé est la tristesse, l'abattement, et la perte de l'appétit, la faim continuant.

La faim

Je voudrais répondre à la question qui m'a été posée. Oui, des études ont été faites sur les écoliers parisiens. On a pu suivre pendant l'occupation et noter non seulement l'arrêt de la croissance en poids, mais l'arrêt de la croissance en taille. La croissance en taille des enfants a été très bien étudiée chez les garçons et les filles, et on a observé, par rapport aux courbes des années d'avant la guerre, des différences notables. Fait remarquable en ce qui concerne la population scolaire de Paris, les courbes, après la Libération et dans les années qui ont suivi, ont rattrapé la courbe normale.

Mlle ODILE ROULLET : Je tiens à remercier tout particulièrement le professeur Julian de Ajuriaguerra d'avoir mis l'accent sur toutes les conséquences, et surtout sur les conséquences psychologiques et même mentales, de la faim. Il est très important de comprendre que la faim aboutit vraiment à ce qu'on peut appeler une ségrégation alimentaire. On arrive, par la faim, à créer des races d'hommes qui sont vraiment en dessous de l'humain. C'est une chose dont nous devons absolument prendre conscience, parce que nous avons trop tendance à juger les êtres sous-alimentés selon une optique de gens bien nourris. Nous disons : ils sont paresseux, ils devraient faire un effort, ils ne travaillent pas assez. Il est très important que nous nous rendions compte que pour prendre en main son destin, il faut pouvoir le vouloir, et ils ne le peuvent souvent pas parce qu'ils sont dans l'état d'impuissance que vous avez si bien décrit. Je vous remercie d'avoir mis l'accent sur ce point qui est essentiel.

M. JULIAN DE AJURIAGUERRA : On ne voit pas cela qu'en Afrique...

Mlle ODILE ROULLET : On voit cela en Amérique du Sud, en Asie. On dit : ils sont rêveurs, alors qu'ils ne peuvent pas.

LE PRÉSIDENT : Il faut encore ajouter l'Europe. Le professeur Julian de Ajuriaguerra vient de rapprocher l'image d'une faim qui était installée en pleine Europe — peut-être pas en Suisse —, et il a prouvé que la faim est liée à des conditions historiques. Ce que les hommes font de leur destinée n'est pas un problème isolé, c'est un problème qui se rattache à toutes nos décisions fondamentales.

La faim

Mlle ODILE ROULLET : Il y a ce plan machiavélique que les Allemands avaient étudié, il ne faut pas l'oublier, qui était de créer une race de sous-hommes uniquement par la sous-alimentation, une race de fourmis travailleuses.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : p.182 J'aurai beaucoup de peine à entrer dans cet ordre de débats.

Je découvre peu à peu qu'il y a deux problèmes de la faim dans ces Rencontres : l'un considéré du point de vue de la science, et notamment de la médecine, et l'autre, considéré du point de vue social, moral, qui n'a peut-être pas un rapport très direct au problème qui se pose à l'homme de science.

Il me semble que le problème de la faim s'est toujours posé aux médecins. Il y a toujours eu un problème scientifique de la sous-alimentation. Alors que le problème de la faim, tel que nous le trouvons posé ici par les Rencontres, procède d'une découverte. Il n'existait pas, il a été créé. La faim existait, mais les problèmes de la faim ont été créés assez récemment par une prise de conscience d'une solidarité mondiale qui joue non seulement vis-à-vis des pays extra-européens, mais aussi à l'intérieur des corps sociaux. Nous assistions à la mort par inanition comme à un fait naturel. Aujourd'hui, nous commençons à comprendre qu'il y a là un fait qui nous concerne, qui concerne ceux qui ont mangé, qui ont le temps de réfléchir.

Deux questions vont retenir séparément notre attention ; elles ne sont pas liées en fait.

Les propositions que vous faites pour résoudre les problèmes de la faim du point de vue physiologique sont après tout simples, claires ; il y a certes des complications, mais il est relativement facile d'en venir à bout. Tandis que nous, qui en jugeons d'un point de vue social, nous commençons par dire qu'un milliard 750 millions d'hommes ne mangent pas à leur faim. Cela change complètement les perspectives. Pourquoi ? Vous vous êtes déclaré optimiste, et en même temps, ce matin, vous avez accentué votre pessimisme. Vous êtes optimiste lorsqu'il s'agit de résoudre le problème sur un plan médical ; vous savez alors ce qu'il faut faire. Mais lorsque vous envisagez les obstacles sociaux, politiques, la situation historique, le problème devient, comme vous l'avez dit tout à l'heure, insoluble.

Il me semble donc que nous rejoignons un peu la question d'hier : où est l'obstacle ? Cela ne vous intéresse pas directement en tant que médecin, mais

La faim

cela peut nous intéresser ici. Je répéterai ce que j'ai dit hier : l'obstacle est d'ordre politique ; il se manifeste comme un manque de solidarité active, comme une impossibilité de rendre sensibles aux besoins des autres, des groupes sociaux juxtaposés et non organiquement liés.

Le problème est politique ; il exige, par exemple, la mobilisation des forces que la FAO entend organiser ; il exige encore que l'opinion publique exerce une forte pression sur les gouvernements, et enfin une transformation générale de la structure politique, et je dirai même juridique du monde.

M. ROBERT DEBRÉ : Je ne voudrais surtout pas donner l'impression de passer de l'optimisme au pessimisme. Lorsque j'ai dit que les problèmes à résoudre étaient en fait insolubles, j'ai adopté l'attitude que nous devons avoir en face de l'ensemble des problèmes qui p.183 se posent actuellement au monde. Ils sont tous en vérité insolubles, et nous devons nous contenter d'approximations, de compromis, d'efforts, de bonne volonté, de solutions partielles. Je n'ai pas voulu dire autre chose en résumant d'un mot la difficulté extrême et la multiplicité des problèmes.

LE PRÉSIDENT : Karl Marx disait que l'humanité ne se posait que les problèmes qu'elle était capable de résoudre. Si nous nous posons le problème de la faim, c'est peut-être que nous sommes devenus capables de le résoudre ?

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je ne sais pas si cette citation de Marx voulait être une réponse à ce que j'avais dit. Pour ma part, je ne suis pas du tout pessimiste, et je suis convaincu que si nous avons découvert le problème, c'est que nous sommes à même de le résoudre. Seulement je dis : on ne le résoudra pas tant qu'on se contentera de penser qu'on pourrait le résoudre par la science seulement, ou par la morale au sens strict du terme. Si on veut vraiment résoudre le problème de la faim, et je pense qu'on le résoudra, je suis convaincu qu'il faut mobiliser d'autres forces. Il faut se placer sur un plan politique. Je suis d'accord avec Marx : l'Histoire ne pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ; mais ce qui est singulier, c'est que ce problème de la faim est une nouveauté alors que la faim est aussi ancienne que l'homme. La grande nouveauté historique est que nous sommes obligés de reconnaître la solidarité fondamentale de tous les hommes.

La faim

M. ROBERT DEBRÉ : Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est qu'en médecine nous nous posons beaucoup de problèmes que nous ne pouvons pas résoudre.

LE PRÉSIDENT : Il y a eu, en effet, un moment où la disette, la famine, apparaissaient comme des calamités naturelles, comme la grêle ou l'orage. Puis, tout d'un coup, est survenue en nous cette conscience de notre pouvoir d'intervenir dans les conditions qui favorisent la famine. Il y a là une singulière mutation dans notre conscience.

M. ROBERT DEBRÉ : Oui et non. Nous sommes habitués à étudier les maux de l'humanité, tout au moins ceux qui intéressent sa santé, comme ayant été d'abord incompréhensibles et acceptés avec résignation. Il en fut encore ainsi à l'époque contemporaine, pour beaucoup de maladies. Une épidémie qui ravageait une population demeurait un mystère, quoique ç'ait été un phénomène naturel.

Et puis, de proche en proche, nous nous apercevons que ces maladies ont des causes reconnaissables, et que nous pouvons nous attaquer à leurs agents. Au cours de ma très longue carrière, j'ai vu petit à petit devenir clairs des phénomènes naturels de pandémies que nous avons compris et attaqués, et souvent vaincus. Il n'en est pas autrement du phénomène de la sous-alimentation et de la malnutrition.

LE PRÉSIDENT : ^{p.184} En effet, un phénomène moins obscur, c'est un phénomène que la raison peut sinon maîtriser, du moins influencer ; et dès lors ce phénomène ne se déploie plus selon une loi apparemment inflexible.

Mlle ODILE ROULLET : M. le professeur Debré a bien fait d'insister sur la nécessité d'apporter à chaque pays, à chaque région, la solution appropriée ; sinon notre effort risque d'aller à fin contraire ou peut-être simplement de se désagréger. Dans tel cas, le grand hôpital ou le grand barrage ou la grande usine seront inutiles, alors qu'autre chose serait beaucoup plus nécessaire, qui paraîtra peut-être moins éclatant, mais qui sera beaucoup plus efficace, surtout à longue échéance.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais tout d'abord remercier très vivement M. le

La faim

professeur Debré de la splendide leçon qu'il nous a donnée hier, qu'il a mise en évidence avec une clarté et une rigueur d'esprit scientifique que l'on a parfois tendance à négliger quelque peu lorsqu'on est pris par l'émotion.

Il nous a rappelé tout d'abord que le besoin de la faim se situe au niveau cellulaire.

Je pense qu'il y a là un argument très insuffisamment connu. Pour le grand public, la faim est une question d'estomac. M. le professeur Debré nous a rappelé que la faim nous « tient » bien plus intimement, que chacune des myriades de cellules qui nous composent a sa faim spécifique, qui demande à être satisfaite.

Une deuxième leçon très importante a été cette si claire distinction entre la faim et l'appétit. Je ne la répète pas. L'appétit est en somme, si j'ai bien compris, la traduction sur le plan psychologique de l'individu de son besoin de faim organique. Traduction avec des variantes, parce que le même besoin se traduira chez lui psychologiquement par un appétit pour tel aliment ou, chez un autre, pour tel autre aliment.

Nous rejoignons ici un des problèmes que nous avons évoqués ces jours passés, à savoir celui des habitudes alimentaires, des habitudes qu'il faut vaincre. Je pense que l'éducation doit également viser l'appétit proprement dit, parce que c'est l'appétit qui conditionnera le choix des aliments adéquats.

Pourtant j'ai eu un petit sursaut hier en entendant M. Debré nous dire : « Je suis un médecin, je vois les choses telles qu'elles sont, je ne me paie pas de mots, je laisse de côté pour l'instant les programmes, si généreux soient-ils, de grandes organisations qui ont souvent des programmes plus ou moins précis et bien définis. »

C'est vrai, la critique portait juste. Toutes les organisations sont parfois encore un peu dans le vague, insuffisamment précises, insuffisamment dirigées vers l'action propre qu'il convient d'accomplir. Les institutions internationales n'y échappent pas. Elles sont jeunettes, il faut le dire. Celle que je représente ici, la FAO, a quinze ans. Qu'est-ce, pour une organisation mondiale ayant une tâche aussi vaste, qu'une existence de quinze ans ? Il n'est pas surprenant qu'elle tâtonne encore et qu'elle ^{p.185} cherche, avec beaucoup de bonne volonté mais parfois dans le désordre — parce que vingt-huit gouvernements ont des vues

La faim

partiellement différentes, partiellement concordantes, partiellement opposées les unes aux autres.

Mais je voudrais rassurer quelque peu M. le professeur Debré. Lorsqu'il a fait allusion au fait que ces programmes peuvent être vagues et s'écarter des notions sur lesquelles il a insisté hier soir, je revoyais une publication dont j'ai parlé à propos du programme FAO de lutte contre la faim, intitulée : *Choix de projets d'action nationaux*.

Or, sur les cent seize projets nationaux, consignés dans ce « Choix », il y en a un bon nombre qui portent sur les points qui préoccupent M. Debré et je les cite rapidement :

— Un projet prévoyant que dans certains pays où prédomine l'agriculture de subsistance, il s'agira d'obtenir que l'on produise davantage de légumineuses à grains capables de fournir des protéines ;

— Un projet insiste sur la fabrication de fromage au village, pour les pays et régions ayant un régime alimentaire devant être plus riche en protéines ;

— Un autre projet indique que le poisson séché est un aliment riche en protéines, que certains pays pourraient faire un meilleur usage du produit de leur pêche en sachant le conserver et ainsi recevoir des protides dont le professeur Debré nous parlait hier ;

— Un projet encourage la fabrication de farine de poisson, de manière à créer des sources abondantes en protéines animales à bon marché pour les régions citées hier par le professeur Debré ;

— Un autre projet encore précise que dans beaucoup de pays le régime alimentaire de la population, et plus spécialement des enfants, souffre d'un déséquilibre dû à l'absence d'aliments riches en protéines.

Chaque projet se termine par quelques recommandations et indique même la procédure pour se saisir du projet et le mettre à exécution.

Plus loin je trouve encore ceci : des équipes régionales devraient s'occuper de se livrer à des enquêtes sur les politiques et les plans nationaux en matière d'alimentation et de nutrition de manière à déterminer dans chaque cas ce qui manque dans l'alimentation, et y apporter si possible les remèdes.

Un autre projet s'intitule « Prévention de la malnutrition des mères et des

La faim

enfants ». Je pense que ceci satisfait M. le professeur Debré. Dans la plupart des pays où sévit la malnutrition, ce sont les mères et les enfants qui sont les plus touchés. Le projet pourrait s'exécuter en trois étapes : enquêtes, éducation et exécution d'un programme d'action.

On pourrait en citer d'autres : enseignement de l'économie ménagère, formation de nutritionnistes, de techniciens de l'alimentation, ayant pour mission d'aller instruire les mères qui, elles, n'aiment pas tellement voir mourir leurs enfants.

J'ai cité ceci pour montrer que, si vagues qu'ils soient encore, si imprécis et si insatisfaisants, les programmes des institutions internationales couvrent bien certaines préoccupations d'hommes de science de la valeur du professeur Debré.

p.186 Je voudrais ajouter que ces jours derniers j'ai été sollicité d'adresser à l'Amicale des ingénieurs agronomes de France la préface à toute une série d'études que cette Amicale va entreprendre sur la possibilité de développer les cultures vivrières dans les régions où précisément on souffre des carences dont M. Debré nous a parlé hier. L'Amicale des ingénieurs agronomes de France, en concours avec des agronomes de toutes les zones du monde intéressées, vont conduire une longue étude qui portera sur plusieurs années, région par région, pour déterminer ces carences et la manière d'y parer.

Par conséquent, je suis et je reste encore optimiste, et j'ai été fort heureux tout à l'heure, à la suite de l'intervention de M. Campagnolo, que M. Debré ait corrigé de lui-même un mot qu'il a employé en disant : nous abordons un ensemble de problèmes qui tous sont *insolubles*. Je ne crois pas une seconde, pour ma part, que ces problèmes soient insolubles. Je crois qu'ils constituent un tout horriblement complexe, qui va demander des efforts gigantesques et durables. Mais il faut dire aussi que, peu à peu, dans les organisations internationales chapeautées par l'ONU, à côté des échecs, on enregistre tout de même un progressif accroissement d'expérience et de maturité d'esprit ; c'est-à-dire que l'on comprend de mieux en mieux que les problèmes ne peuvent plus être pris isolément, qu'ils forment un tout. Le professeur Debré le disait hier : ce n'est pas tout de nourrir les gens ; restera le problème de les loger, de les vêtir.

Et puis, on ne va pas s'arrêter aux questions d'ordre strictement matériel. Il y a tous les besoins d'ordre culturel, le problème du développement intellectuel

La faim

des hommes. Par conséquent, le tout semble insoluble. Mais il ne l'est pas du tout. Je pense qu'il convient d'attaquer de front sur tous les terrains et avec toutes les énergies possibles. C'est à cela que nous visons. Nous savons que cela prendra du temps, et qu'il n'y a plus un jour à perdre.

Voilà ce que je voulais dire. J'ai été très heureux d'entendre tout à l'heure M. Debré, qui a donné lui-même l'exemple, non pas d'un pessimiste face aux problèmes insolubles, mais d'un réalisateur qui nous a cité ce que la médecine a réussi à obtenir dans certains pays. Je pense que les efforts de M. Debré n'étaient pas totalement étrangers à ces réussites. On a réussi à éliminer le paludisme, la malaria. Il s'est penché pour nous hier soir sur le problème de la carence alimentaire, sur ce kwashiorkor qui est une maladie extrêmement grave. Je crois que nous parlons le même langage. Le professeur Debré a consacré sa vie à obtenir des résultats. C'est ce que nous voulons faire en abordant le problème sous toutes ses facettes, et c'est ce que l'on cherche à faire en parlant d'« approches intégrées ». Une action intégrée aborde tous les secteurs du même coup.

Mlle Roulet, pendant que nous écoutions la discussion, m'a cité cette pensée de Camus : « Une tâche surhumaine n'est rien d'autre qu'une tâche qu'un homme met longtemps à accomplir. »

C'est dans ce sens, je crois, qu'il faut traduire la modestie que nous devons manifester face à l'ampleur du problème que nous affrontons, mais en même temps l'enthousiasme avec lequel nous l'abordons et la certitude que tôt ou tard l'essentiel des difficultés que l'on entrevoit seront vaincues.

LE PRÉSIDENT : p.187 La parole est à M. Albert Picot.

M. ALBERT PICOT : Je voudrais poser à M. le professeur Debré une question un peu spéciale, mais qui intéressera le public suisse de cette salle.

La Suisse ne fait pas encore tout son devoir, mais enfin elle fait quelque chose. Chaque année les Chambres fédérales, le Conseil national, le Conseil des Etats, sur la proposition du gouvernement, votent par exemple quatre millions — on augmentera la somme cette année — pour le fonds général de l'ONU pour l'aide aux pays sous-développés. Mais un certain nombre de citoyens, surtout de vaillantes citoyennes, ont estimé que cette action gouvernementale n'était pas

La faim

suffisante, qu'il fallait toucher les cœurs, que chaque personne en Suisse devait se préoccuper du problème qui nous occupe. On a donc fondé l'Association suisse pour les régions extra-européennes. L'ASRE vient de faire une action pour le riz, par exemple, qui dans la seule ville de Genève a rapporté 45.000 fr. Nous estimons que par des moyens modestes mais individuels, où chacun y met du sien, on peut arriver à un résultat qui est plus intéressant que le vote au budget fédéral d'un certain nombre de millions.

Nous avons également réalisé à quel point un des problèmes qui pouvaient le plus toucher le cœur individuel des Suisses était le problème de la mortalité infantile. Je pose à M. Debré la question suivante :

Comment un groupement comme l'ASRE, avec des moyens relativement limités mais enfin d'une certaine importance, peut-il trouver une voie d'action ? Est-ce que nous devons toujours passer par des autorités gouvernementales qui prendront notre argent et qui risquent peut-être de le noyer dans une action que nous ne pouvons plus suivre ; ou y a-t-il moyen, par des institutions comme l'UNICEF, par exemple, de collaborer à cette instruction de la mère, qui me paraît une chose particulièrement intéressante ?

Il se peut que M. Debré ne puisse pas répondre entièrement à ma question, mais M. Maire pourra sans doute m'éclairer sur ce point.

M. LOUIS MAIRE : Je répondrai volontiers à M. Picot. Dans l'esprit qui préside à l'organisation de la campagne mondiale contre la faim patronnée par la FAO, il est prévu qu'il faut récolter des fonds pour financer d'une part les dépenses centrales : secrétariat, administration, coordination, et d'autre part pour réaliser et mettre à exécution les différents projets nationaux. Mais il est aussi prévu que les gouvernements seront sollicités d'apporter des fonds pour alimenter justement ces possibilités d'action.

Les pays peuvent le faire de deux façons : soit en envoyant un chèque royalement rédigé à la FAO qui en disposera à sa convenance, soit en demandant que ces fonds soient utilisés dans tel et tel sens, pour une action précise dans tel pays. Il y a une troisième possibilité, qui consiste, pour un pays, à prendre en charge un projet.

Voilà des moyens d'intervention. Vous avez le choix.

La faim

M. ROBERT DEBRÉ : p.188 Je voudrais d'abord remercier M. le président de la FAO de ses paroles bienveillantes qui répondaient non pas à quelque ébauche de critique de ma part, mais à une sorte d'appel vers la précision dans l'emploi des sommes récoltées après la campagne.

Je voudrais dire, ce que je n'ai pas fait hier, à tort, quel est l'effort des organisations internationales. Dans le sens où je pense qu'il faut s'engager, leur effort est remarquable et digne d'être rappelé, même après ce que vient de dire le président tout à l'heure.

Cet effort a consisté d'une part à favoriser la production d'aliments riches en protides : la farine de poisson, avec des usines montées en Afrique ; le lait que l'on a recueilli et travaillé également en usines, dans plusieurs pays en voie de développement ; les débuts de préparation de protides d'origine végétale à partir du soja, de l'arachide et même du coton, transformant ainsi des déchets industriels et des substances que l'on donnait à manger aux animaux en substances alimentaires pour l'homme, comme jadis Peronnet, lorsqu'il a appris aux hommes à manger des pommes de terre et à ne pas les donner aux porcs.

Cette utilisation et cette préparation d'aliments protéiques est pour une grande part le résultat de la collaboration de votre grande institution, la FAO, de l'UNICEF et de l'OMS.

Est également digne de tous nos éloges, l'effort fait en faveur de l'éducation nutritionnelle jusque dans les villages, par les centres de santé et par les écoles.

Enfin, un troisième effort non moins remarquable, que l'on peut appeler de secours immédiat, porte sur l'envoi notamment de lait, en particulier de lait écrémé en poudre pour le régime des enfants, en période de sevrage, et des écoliers.

Donc, dans l'ensemble du programme de la FAO, de l'OMS et de l'UNICEF, dans l'ensemble des programmes d'aide bilatérale des gouvernements, dans l'ensemble des efforts faits par les gouvernements locaux, il y a une part très importante vouée aux différents aménagements dont je viens de parler, et qui correspond exactement à ce que je défendais avec insistance hier.

Quand nous parlons de problèmes insolubles, nous voulons dire : qui ne peuvent pas être résolus tout de suite. Les difficultés sont nombreuses et dans toutes les directions. Il faut donc faire un choix, comme toujours dans la vie, et tâcher de ne pas trop mal choisir.

La faim

Souvenons-nous également de la médecine préventive contre les maladies infectieuses. Un médicament ou un remède, un vaccin ou un désinfectant est applicable un peu partout de la même façon. Encore que nos chers amis les experts en matière de paludisme, lorsqu'ils ont conclu de ce qu'ils avaient observé au Mexique qu'on pouvait faire la même chose partout, ont oublié l'expérience de bien des médecins en Afrique, qui n'était pas conforme à leurs idées. Malgré tout, il s'agit de solutions d'ordre général et homogène, ce qui n'est pas le cas pour le problème de l'alimentation, ou tout au moins pas au même degré.

p.189 Donc ces données étant posées, l'effort qui m'a paru un de ceux que l'on doit choisir — cela ne signifiant pas une exclusion, mais une préférence pour laquelle je plaidais — est celui-ci : essayer d'obtenir par tous les moyens en notre pouvoir que dans les plans de développement dont les pays en voie de développement sont si fiers et si désireux que l'Occident les aide à réaliser, nous introduisions toujours l'élément humain, et dans cet élément humain essentiellement la perspective de préparer et garder saine l'enfance. Intégrer donc un élément de protection de l'homme et d'amélioration des conditions de vie, de diminution de la maladie et de la mort dans tous les plans de développement ; et d'une façon plus précise, la médecine préventive l'emporte à notre avis sur la médecine curative dans ces pays. Il y a toujours quelque cruauté dans ces sortes de choix, mais après avoir bien réfléchi, tout de même, il faut choisir. C'est donc bien plutôt des centres de santé qu'il faut créer et développer, équiper et multiplier, et bien orienter, que d'autres formations, quelles qu'elles soient. Ces centres de santé ayant la tâche la plus large : l'alimentation, l'éducation et la production locale d'aliments en plus de la lutte contre les maladies infectieuses habituelles.

Ces centres de santé doivent être la première organisation à fonder sur le sol de ces pays, comme autrefois dans nos pays la première organisation furent les hospices et les Hôtels-Dieu. Il faut commencer par créer des centres de santé, éduquer le personnel, faire l'éducation des médecins pour qu'ils soient capables de diriger ces centres de santé.

Il y a donc, comme vous voyez, une vision politique assez précise de l'amélioration de la santé de ces pays, basée sur ce réseau de santé. Et si je devais réclamer quelque chose, ce serait une union plus étroite entre les

La faim

grandes organisations, les grandes institutions internationales, notamment la FAO, l'UNICEF et l'OMS et aussi l'UNESCO, pour promouvoir cette sorte de politique qui tient tout, aussi bien *l'instruction*, qui concerne l'UNESCO, que l'alimentation, qui concerne la FAO, que la *santé*, qui concerne l'OMS, et que l'enfant dans son ensemble, qui concerne l'UNICEF.

C'est à cela que tendait l'exposé que j'ai fait, pour fixer un type de politique de médecine préventive et de lutte contre les fléaux endémiques et épidémiques dont vous avez parlé tout à l'heure.

Je ne voudrais pas sous-estimer les grands efforts qui ont été faits. Nous ne pouvons qu'approuver profondément la campagne entreprise par la FAO, car un soutien de l'opinion publique universelle nous est indispensable pour continuer notre travail.

LE PRÉSIDENT : Je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à cet échange de vues et à redire au professeur Debré toute notre admiration.

@

TROISIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Antony Babel

@

LE PRÉSIDENT : p.191 Nous avons dû interrompre hier le débat qui s'était ouvert au premier entretien, concernant la conférence de M. Maire, M. le professeur Debré devant rentrer à Paris ce matin. C'est la raison pour laquelle nous avons rompu un ordre logique. Nous reprenons donc le débat concernant la conférence de M. Maire.

Je donne d'abord la parole à Mme la duchesse de La Rochefoucauld.

Mme EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD : M. le Président me permettra d'abord une petite rectification qui a son importance.

Dans le classement que j'ai tenté, dans ma première intervention, des pays qui travaillent peu et mangent peu, ou inversement, je n'ai pas dit qu'aux Indes, par exemple, les populations travaillaient peu par souci religieux. J'ai dit qu'elles mangeaient peu, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Grâce à M. Maire nous avons appris beaucoup de choses intéressantes sur l'activité de la FAO, sur les 116 projets élaborés et offerts aux nations. Mais il y a encore des points, trois notamment, sur lesquels je voudrais lui demander de bien vouloir nous donner des éclaircissements ou des informations.

1° Quel est l'ordre de grandeur du financement de l'aide qu'on envisage d'apporter actuellement aux pays sous-alimentés ? La réponse à ma question est sans doute très difficile, mais une personnalité du monde agricole s'est déjà proposé de la résoudre, et j'aimerais savoir ce qu'en pense M. Maire. Dans une interview récente, le fameux M. Garst, ami de M. Khrouchtchev, champion du maïs hybride, dont j'ai déjà évoqué la statistique impressionnante de production de poulets et d'œufs, nous donne des chiffres pour une opération de très grande envergure. Après avoir rappelé que les 15 millions de tonnes excédentaires de blé de p.192 qualité inférieure et de cultures fourragères des Etats-Unis

¹ Le 3 septembre 1960.

La faim

pourraient être distribuées à l'étranger pour l'élevage avicole, il suggère des prêts faits par la Banque Mondiale des Paiements de 1 million de dollars à chacun des pays sous-alimentés, ce qui fait, à raison de un demi-milliard de francs français anciens par pays, une somme totale de 50 milliards de francs français d'hier. Cette somme n'est pas extrêmement élevée.

Est-ce que les études de la FAO permettent de penser que cela serait suffisant ?

2° Le nombre de cent fixant celui des Etats se rapproche-t-il de celui qui a été établi par les experts de la FAO, ou combien y a-t-il d'Etats ou d'organisations populaires, s'il y a lieu, qui ont jeté un S.O.S. ou au moins adressé un appel à la FAO, et cet appel comporte-t-il des précisions ? Sous quelle forme, en un mot, l'aide est-elle requise ?

3° Quels sont ces pays ? Cette curiosité est peut-être indiscreète. Je la manifeste, car nous ne pouvons nous empêcher de constater, à l'occasion de ce débat où chacun s'efforce de serrer le problème angoissant de la faim, et d'apporter ce qu'il sait, que depuis un an, par exemple, l'Afrique a vu diminuer sa production de matières grasses — huile de palme, arachide — d'une façon un peu inquiétante. Il y a donc toujours de nouvelles déficiences sur la carte du monde. Ces déficiences nouvelles sont également à surveiller. Elles risquent de s'accroître à l'occasion de troubles internes

M. LOUIS MAIRE : Je suis reconnaissant à Mme de La Rochefoucauld d'avoir bien voulu dire d'emblée qu'elle me posait une question très difficile, celle de l'estimation de l'ordre de grandeur de l'aide financière à apporter aux pays que nous voudrions aider.

Je me sens incapable de donner un chiffre quelconque, et je pense que celui que vous venez de citer, Madame, qui émane d'une personne qui réfléchit à ces problèmes, est très loin encore de la réalité. Une somme qui se traduirait par 50 milliards d'anciens francs français me paraît très inférieure à ce que nous devons mettre en œuvre pour développer le monde.

Je vais essayer tout de même d'approcher un peu, et de vous donner une réponse aussi satisfaisante que possible en vous disant ceci : le directeur actuel du Fonds Spécial des Nations Unies, qui vient compléter l'action du Programme élargi d'Assistance Technique des Nations Unies, se trouve être M. Paul

La faim

Hoffman, Américain, qui ne se paie pas de mots. Jadis il était président de la Studebaker Corporation. Il est passé ensuite à la direction de la Fondation Ford, et il vient d'être appelé à diriger le Fonds Spécial. Il a demandé — cela ne veut pas dire que cela correspond à ce qu'il faudrait — que pour le premier exercice d'activité de ce fonds spécial, les pays s'engagent à mettre à sa disposition 100 millions de dollars, dont il pensait qu'il faudrait consacrer les deux tiers à l'action de son Fonds et un tiers au programme d'assistance technique, ce qui aurait donné 70 millions pour l'un et une trentaine de millions de dollars pour l'autre.

p.193 Or, il n'a obtenu des gouvernements sollicités pour une contribution bénévole que 25,8 millions de dollars sur les 70 millions initialement prévus.

Par conséquent, il a fallu faire un triage très sévère parmi les projets qui ressortissent à l'action du Fonds Spécial et réduire les attributions qui sont faites par le Fonds d'Assistance Technique des Nations Unies aux diverses institutions spécialisées.

Vous voyez donc que nous sommes à court de moyens. Voilà la réponse que je puis donner. L'estimation de M. Hoffman me paraît valable pour une première année, mais elle ne devrait pas aller en decrescendo les années suivantes. Il y a une sorte de facteur d'accumulation, et le progrès appelant d'autres progrès, on aura au contraire besoin de plus en plus d'argent. Dire combien est extrêmement difficile.

Je voudrais dire à ce sujet que l'une des critiques que j'ai personnellement faites de nombreuses fois au sein de nos organisations internationales concerne le problème du financement. Il me paraît fondamentalement et intellectuellement faux de vouloir aborder un problème de développement, qui est un programme à long terme, en le finançant à court terme. Chaque année on réunit les gouvernements pour leur dire : Qu'allez-vous faire l'an prochain, qu'allez-vous nous donner ? Par conséquent les organes directeurs et responsables aussi bien du Fonds Spécial des Nations Unies que de l'Assistance Technique en sont réduits à faire des projets à court terme, alors qu'il s'agit de financer des plans portant sur vingt, trente et même cinquante ans.

Il y a donc une insécurité dans les programmes, du fait du financement à court terme qui ne correspond pas à la portée véritable de ces programmes.

On a déjà fait quelques progrès, et certains pays se sont engagés, sur les

La faim

exhortations qui leur ont été adressées, à dire : nous verserons 10 millions de dollars, et au moins autant l'année prochaine. C'est ce qu'a fait la Suisse. Après de longues hésitations sur cette question, elle a fini par décider sa participation pour trois ans. La somme de 5 millions, qui est la participation de la Suisse à ces diverses institutions d'aide, a en effet été votée par le Parlement pour une période de trois ans. C'est déjà un progrès, en ce sens que l'on met les dirigeants en mesure de budgéter non pas pour une seule et courte année, mais de prévoir à un peu plus long terme.

Deuxième question : Y a-t-il cent pays à aider ou davantage ?

Il est très difficile de répondre à cette question, parce que nous vivons une période d'explosion, de création de nouveaux Etats indépendants, et que chaque pays, chaque ancienne colonie, chaque ancien territoire sous tutelle qui acquiert son indépendance, immédiatement s'adresse aux Nations Unies et demande une assistance sur un point ou sur l'autre. Je ne peux donc pas dire si cent pays est un chiffre exact. Je crois que l'ordre de grandeur est à peu près réel, parce que nous constatons une chose, et nous le savons fort bien dans les institutions internationales : même les pays qui aident les autres ont besoin parfois d'assistance, et vice-versa ; les pays qui sont les plus assistés nous fournissent parfois aussi de p.¹⁹⁴ l'assistance, parce qu'eux aussi ont des choses à dire. Il y a une réciprocité d'action. Il ne faut pas s'imaginer que les pays prospères n'ont jamais besoin d'assistance. Prenons par exemple le problème des populations agricoles montagnardes. Des pays comme la Suisse et l'Autriche, qui ne sont certes pas des pays très arriérés, demandent encore de l'assistance, demandent que l'on organise des séminaires de travail étudiant les problèmes spécifiques de l'agriculture montagnarde, et ils en bénéficient eux-mêmes. Nous ne devrions pas séparer les nations entre assistés et assistants. Disons que nous nous assistons mutuellement, les uns pouvant donner plus qu'ils reçoivent, et les autres donnant moins qu'ils doivent recevoir. Donc quant au nombre exact de pays à assister, je ne voudrais pas me prononcer de façon catégorique.

Quels sont les pays qui ont demandé de l'assistance ? Ils sont innombrables. Je n'ai pas avec moi les rapports annuels que produit l'administration de l'Assistance Technique et celle du Fonds Spécial des Nations Unies, mais vous pouvez imaginer qu'il s'agit pratiquement de tous les pays de l'Asie, de tous les pays de l'Afrique, de tous les pays de l'Amérique latine, et aussi de pays

La faim

européens. Je donnais l'autre jour l'exemple du « Projet de développement du bassin méditerranéen », qui touche donc l'ensemble des pays méditerranéens, tels le Midi de la France, l'Italie du Sud, la Yougoslavie, l'Espagne, la Grèce, la Turquie, tous les pays nord-africains. Vous voyez qu'il s'agit d'un programme d'ensemble qui touche la zone européenne, soi-disant tellement en avance sur les autres. Si je prenais la carte du monde, je n'y trouverais pas beaucoup de pays qui échapperaient à la liste de ceux qui réclament de l'aide.

Mme EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD : Quelle est la forme d'assistance que les pays demandent à la FAO ? Est-ce qu'on vous demande des graines pour les cultures vivrières, ou des secours immédiats sous une forme alimentaire ? Comment procédez-vous exactement ? Est-ce que vous distinguez deux formes d'assistance : l'aide technique et, si j'ose dire, la nourriture ?

M. LOUIS MAIRE : Pour répondre à cette question il ne faut pas perdre de vue qu'il y a de nombreuses institutions qui sont en jeu, dans les programmes d'aide aux pays sous-développés, et qu'il y a une sorte de division du travail entre elles. Ainsi la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, qui accorde des prêts destinés à financer certains projets nationaux ; le Fonds Spécial des Nations Unies qui est appelé à faire de même pour des projets que l'on appelle non rentables dans l'immédiat, qui touchent le plus souvent à l'infrastructure même du pays, le Programme élargi d'Assistance Technique des Nations Unies qui, lui, finance des opérations principalement par le canal des institutions spécialisées des Nations Unies, que ce soit l'OIT, l'OMS, la FAO, l'UNESCO ou d'autres encore.

Je m'en tiens à la FAO. Lorsque le Bureau d'Assistance Technique est saisi de demandes d'assistance, il les examine, les trie, il met au point avec les pays le projet dont il s'agit, donne son conseil et le projet est ^{p.195} admis ou n'est pas admis ; s'il l'est, il est fait appel, pour l'exécuter, aux institutions spécialisées.

Sur quoi portent ces demandes d'assistance ? Sur toutes sortes de choses. Un pays demandera des hydrauliciens, de manière à faciliter la solution de ses problèmes d'irrigation ou au contraire de drainage. Un autre demandera des experts pour la formation de techniciens, dans une branche ou dans l'autre de la production agricole. L'un demandera des experts forestiers. L'un pourra demander des experts en matière de semences, l'autre en matière de lutte

La faim

contre des maladies du bétail ou d'amélioration des races de bétail. D'autres demanderont des experts en matière de nutrition, d'économie domestique, pour enseigner aux ménagères le meilleur emploi des aliments, comment les utiliser rationnellement à la ferme ou dans le ménage des consommateurs. Il y a la formation de cadres, pour laquelle on sollicite une assistance technique de la FAO ; formation de cadres locaux qui doivent à leur tour pouvoir se livrer à ce que l'on appelle d'un terme américain l'« extension », c'est-à-dire faire passer la théorie dans la pratique, la mettre à la portée de l'agriculteur, du producteur.

Mme EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD : En somme, vous ne donnez pas de secours, seulement une assistance technique ?

M. LOUIS MAIRE : On donne des secours par un canal dévié, celui de l'UNICEF. La FAO et l'UNICEF travaillent la main dans la main. L'UNICEF cherche à favoriser l'alimentation infantile. Elle le fait de deux manières, soit en transmettant à des pays qui en ont besoin des matières telles que de la poudre de lait pour les enfants, soit au contraire en aidant les pays à produire de la poudre de lait, ce qui implique tout d'abord la création des herbages voulus, l'implantation de troupeaux adéquats, ensuite l'enseignement relatif à la manière de récolter et de traiter le lait, puis la création d'usines qui, récoltant le lait, transforment ce lait en poudre conservable et distribuable dans des régions où le lait frais ne pourrait être distribué facilement.

A ce propos, je voudrais signaler que des actions de ce genre-là ne sont pas conduites uniquement par les organisations internationales. J'ai vu pour ma part, parce que je suis l'activité de cette société d'assez près, de grands groupes internationaux tels que Nestlé faire le même travail. J'ai vu dans mon bureau il y a peu de temps un vétérinaire tropical qui a passé des années dans un pays de l'Amérique latine pour créer des herbages, ensuite introduire des races de bétail adéquatement adaptées à ce pays, ensuite créer les routes permettant de récolter la production laitière, et enfin créer l'usine laitière permettant de produire les produits conservables. La société Nestlé n'avait pas fait cela dans un but d'assistance ; c'était dans le cadre du développement de ses propres affaires. Mais il en résulte en définitive la création de nouvelles ressources dans le pays considéré.

La faim

M. MICHEL CÉPÈDE : p.196 Dans le problème qui nous occupe, je suis en train de me demander si la considération de ce qui va se passer dans le futur ne nous éloigne peut-être pas un peu de l'analyse indispensable des solutions possibles.

Je ne peux pas m'empêcher de penser que Botero, qui à peu près quatre cents ans avant Malthus a déjà exprimé l'antinomie malthusienne entre la puissance reproductrice des hommes et la puissance nutritive des Etats, ne connaissait sans doute pas la population du monde à ce moment-là, que l'on estime à 500 millions d'habitants. Il connaissait sans doute celle de l'Europe, qui était de 100 millions. Il a tiré des conclusions optimistes, mais il aurait pu aussi en tirer de pessimistes. Je pense même que l'un comme l'autre auraient été effrayés s'ils avaient dû conclure qu'à notre époque nous serions aussi nombreux que nous le sommes aujourd'hui. Quand nous envisageons les chiffres de population que nous prévoyons pour les décennies à venir, je me demande s'il ne faudrait pas d'abord nous poser la question : pourquoi est-ce que, dans les circonstances actuelles, nous sommes incapables de nourrir convenablement les quelque 2 milliards 800 millions au maximum que nous sommes ?

Je crois que nous serions amenés très rapidement à constater qu'il n'y a pas une insuffisance de terre, contrairement à ce qui nous apparaît comme la chose essentielle. Nous parlons de surpopulation, nous parlons de pression démographique. J'ai plutôt tendance à considérer, comme le montre le titre d'un ouvrage de mon ami Ardant, *La Terre en friche*, qu'après tout il y a à peu près 14 milliards 400 millions d'hectares de terres émergées. Là-dessus nous en estimons cultivables à peu près 40 %. Nous en utilisons soit pour l'agriculture, soit pour le pâturage — plus pour le pâturage que pour l'agriculture — à peu près la moitié. Même si nous nous en tenions à cette superficie que nous utilisons, qu'est-ce qu'il faudrait produire par hectare pour pouvoir nourrir toute l'humanité comme le sont les mieux nourris des humains, les Scandinaves ou les Néo-zélandais ? Nous nous apercevons qu'il faudrait avoir une production à l'hectare un peu supérieure à ce qu'obtenaient les Américains du Nord en 1934-1938, c'est-à-dire, et cela on l'oublie quelquefois, à peu près la moitié de ce qu'obtient en moyenne à l'hectare un pays d'Extrême-Orient ou le tiers de ce qu'obtenait en 1934-38 un paysan de nos pays d'Europe occidentale.

Par conséquent, on est en droit de dire que l'effort à fournir est peut-être difficile sur l'ensemble du monde, mais que cela ne paraît pas quelque chose

La faim

d'impensable ; et je ne crois pas qu'il y ait un agronome qui puisse admettre que nous ne soyons pas capables de produire de quoi nourrir convenablement non seulement les 2 milliards 800 millions que nous sommes, mais éventuellement le double ou le triple.

Mais où est donc la difficulté ? Cela peut paraître paradoxal, mais elle réside dans l'insuffisance de bras efficaces consacrés à l'agriculture. Nous avons actuellement une première approximation de la population rurale d'un milliard 700 millions. Il faudrait que cette population ait un peu plus de la productivité du paysan de nos régions avant la guerre, en moyenne, c'est-à-dire quatre à cinq fois celle du paysan sud-asiatique, pour que ^{p.197} nous puissions atteindre ce niveau de production. Par conséquent, je pense que le plus difficile est d'améliorer la productivité du travail des agriculteurs ; ou bien alors, on serait forcé de constater que nous n'avons pas assez de paysans pour nourrir l'ensemble du monde.

A quoi cela tient-il ? Cela tient certainement, et on l'a déjà dit, au fait qu'une partie de ces gens sont malades et ne mangent pas assez pour travailler. Il y a ce fameux cycle infernal dont parlait un de nos hommes politiques à propos de l'Afrique lorsqu'il disait que l'indigène ne travaille pas parce qu'il ne mange pas assez, et qu'il ne peut pas manger parce qu'il ne travaille pas.

Nous constatons également que tous les pays dits développés, malgré ce qu'on appelle le « poids de la vieillesse », ont une proportion de personnes entre 15 et 60 ans très supérieure à ce que l'on trouve dans les pays dits sous-développés à cause du poids non seulement des enfants, mais des enfants qui ne deviendront jamais des producteurs. Il y a là un phénomène auquel il nous faut réfléchir. Ajoutons qu'un paysan indien de cinquante ans, même s'il a la même espérance de vie qu'un homme dans nos pays — car nous ne prolongeons pas la vie humaine, nous avons surtout beaucoup moins de mortalité avant l'âge économique — est très souvent bien moins capable de travailler qu'un paysan européen. C'est déjà un vieillard. Alors que chez nous un homme de 60 ou 65 ans compte encore dans l'agriculture, mises à part certaines fantaisies de nos statistiques qui font que nous trouvons une grosse proportion de gens au-dessus de 70 ou 75 ans qui travaillent dans l'agriculture — on s'est aperçu que c'étaient d'anciens agriculteurs qui se considéraient encore comme tels.

La faim

Par conséquent, je me demande, pour essayer de résumer ma pensée, si nous ne serions pas éclairés, dans l'étude de ce problème, par la position des grands Anciens, je veux parler des Grecs. Quand Platon, dans sa *République*, ou Aristote, parlent d'une population qui doit être limitée, ils parlent de la population des citoyens, c'est-à-dire des bouches à nourrir. Ils ne pensent pas que la population des producteurs doive être limitée, ils ne pensent pas limiter la population des esclaves ou des métèques, pas plus que les troupeaux.

Je me demande si ce qui nous inquiète actuellement, ce n'est pas la masse des producteurs, y compris les producteurs agricoles, qui ne sont plus des esclaves et qui interviennent également du côté de la masse des consommateurs. C'est le nombre des bouches à nourrir qui nous inquiète, et non la population humaine totale.

Je me demande si nous n'avons pas très mal compris ce qui est dit au début de la Genèse : « Croissez et multipliez, et dominez la terre ». Je me demande si on ne s'est pas beaucoup plus inquiété de dominer les hommes que la terre ; et maintenant on s'aperçoit que l'on a du mal à dominer des hommes qui veulent se considérer comme les égaux des autres.

M. LOUIS MAIRE : Je n'ai pas beaucoup de choses à ajouter aux observations très pertinentes de M. Cépède. Il a parfaitement raison ; et si j'interprète bien le fond de sa pensée, la possibilité ^{p.198} existe de faire beaucoup mieux, que nous n'avons pas encore su le faire, et que nous avons peut-être pris une mauvaise voie pour le faire.

Je voudrais simplement compléter ce qu'il vient de dire par une seule remarque. Nous avons appris ces dernières années qu'un vaste pays, la Chine, a fait un effort très considérable pour développer sa production agricole, et qu'elle a obtenu des résultats sensationnels, on doit le dire, dont certainement M. Dumont parlera dans quelques jours. Mais nous avons tout de même appris ces jours derniers, par la presse, que malgré ces résultats vraiment remarquables, la Chine envisage, dans le cadre de son plan de développement et à très court terme, de renvoyer à la terre un grand nombre de ses habitants. Pourquoi ? Parce que les besoins, qui sont déjà mieux satisfaits en Chine qu'ils l'étaient il n'y a pas tellement longtemps, croissent pour la simple raison suivante : aujourd'hui, n'importe quel paysan de Chine, même encore pauvre, a déjà un

La faim

niveau d'alimentation qui correspond presque à celui des paysans riches de la Chine d'il y a quelques années. Cela implique une consommation fortement accrue, et des besoins en disponibilités tellement plus pressants, que pour y faire face il faut encore faire un effort supplémentaire si l'on ne veut pas de nouveau reculer, (ce qui n'arrivera certainement pas, je pense).

Voilà un exemple qui confirme ce que disait tout à l'heure M. Cépède, et qui montre que la Chine elle-même, malgré ses progrès, a besoin de plus de bras pour l'agriculture. Cela illustre peut-être aussi ce que je disais lors d'un premier entretien, soit que la Chine a bien su faire la part de son développement agricole en parallèle avec son développement industriel.

Tout le problème que pose M. Cépède est aussi celui des migrations, qui seraient nécessaires dans certains cas ; je crois qu'effectivement il y a des pays où la population est insuffisante en nombre pour mettre en culture d'une façon vraiment efficace de grandes régions encore disponibles et qui n'ont pas été utilisées jusqu'ici.

Je voudrais terminer ces brefs commentaires en disant que lorsque M. Cépède se réfère aux Grecs pour dire que nous sommes peut-être trop occupés de dominer les hommes et moins les choses, je pense que nous pouvons trouver aujourd'hui encore des exemples de ce genre. Je vais en donner un concernant la Suisse, pour faire de l'autocritique.

Nous connaissons une prospérité, une activité industrielle extraordinaire depuis la guerre. Je me souviens, à la fin de la guerre, d'avoir eu personnellement des discussions avec le Conseiller fédéral chargé de l'Economie Publique qui me traitait d'utopiste quand je lui disais que nous abordons une période de prospérité. Il me disait : « Au contraire, nous n'aurons plus rien à faire, nous aurons une crise de chômage. » Je me permis de lui dire que je croyais exactement le contraire, que l'Europe exsangue allait trouver en face d'elle un pays privilégié parce qu'épargné par la guerre, dont aucune usine n'avait été détruite, qui était prêt à travailler ; que nous allions devenir pendant une certaine période, dont je ne voulais pas préciser la durée, le fournisseur de beaucoup d'autres pays qui eux, en ce moment, ne pouvaient plus produire. C'est ce qui s'est produit. Nous avons connu une prospérité qui dure encore, et nous n'avons ^{p.199} pas assez de bras ; bien que la population soit en augmentation en Suisse, nous faisons appel à des travailleurs étrangers

La faim

saisonniers. Nous savons que dans l'agriculture suisse, par exemple, il n'y a pratiquement plus, comme ouvriers agricoles, que des étrangers venant tout particulièrement d'Italie, quelques-uns d'Allemagne et d'Autriche.

Que faisons-nous ? Pour ma part, je n'hésite pas à le dire publiquement, nous nous conduisons mal à leur endroit. J'en avais l'exemple l'autre jour en parlant avec l'un d'eux. Voilà des hommes qui ont leur famille qu'ils laissent en Italie. L'homme avec qui je parlais vient travailler dans le bâtiment en Suisse ; pendant dix ou onze mois de l'année, il ne voit ni sa femme, ni ses enfants. Ils peuvent correspondre, mais ce ne sont pas des gens très épistoliers. Il n'a qu'un ou deux mois à passer dans sa famille. Il envoie tout ce qu'il gagne en Italie pour soutenir sa famille, et il me disait : C'est une vie inhumaine ! Nous n'avons pas encore réalisé, même dans un pays tel que le nôtre, qu'il faudrait faire à ces gens d'autres conditions, leur permettre de s'établir chez nous puisque nous avons besoin d'eux les cinq sixièmes de l'année. Ils ont le droit d'y vivre, et non pas d'être loués pendant quelques mois pour être ensuite restitués à leur pays.

Voilà une remarque qui peut paraître sévère et critique, mais il y a là un problème qui rejoint celui des migrations nécessaires, des déplacements de population pour rendre certains pays aptes à produire ce dont ils ont besoin.

M. GILBERT ÉTIENNE : Au sujet de la Chine, j'aimerais apporter une toute petite rectification. Je pense comme vous qu'aujourd'hui la Chine a réalisé un équilibre beaucoup plus réaliste du rapport industrie-agriculture dans son planning, alors que cela n'a pas été le cas au début.

En ce qui concerne ce mouvement des villes vers les campagnes, je l'ai observé en 1958, lorsque j'étais en Chine. Il commençait à ce moment. Je crois que ce mouvement ne s'explique pas seulement par une augmentation des besoins de l'agriculture, mais d'une part, par le fait que les villes n'arrivaient pas à absorber le flux des paysans qui venaient en ville, et d'autre part, étant donné le développement des communes qui créent de petites industries locales au niveau rural, il y a certainement là une solution ingénieuse.

Une question qui me trouble un peu, Monsieur le président, c'est votre allusion aux migrations. Je distinguerai deux cas : les migrations internes, et les migrations internationales. Croyez-vous que les migrations internationales pourraient apporter une contribution substantielle à la solution du problème de

La faim

la faim ? Pour simplifier la discussion, j'écarte l'hypothèse politique qui est très délicate. Commençons par voir le problème des migrations sur le plan économique et social.

M. LOUIS MAIRE : Je sais combien ce problème est délicat non pas tellement sur le plan national, mais bien au niveau international qui est celui qui préoccupe M. Etienne.

p.200 Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas avantage, lorsqu'un pays manque de bras et qu'un autre en a peut-être en excès, à pratiquer le système des vases communicants, si commode pour égaliser toutes choses.

Par contre, je sais quels sont les obstacles à des mouvements un peu vastes de ce genre-là. Ils sont nombreux. Ils ne tiennent pas uniquement à la volonté des gouvernements. Ils ne tiennent pas qu'à des facteurs politiques. Ils tiennent aussi à l'individu qui n'aime pas toujours s'expatrier. Je ne pense pas à des migrations ordonnées et obligatoires, qui seraient inhumaines, mais je pense à cette liberté de mouvement de personnes qui, par son jeu naturel, permettrait dans certains cas de corriger le défaut de main-d'œuvre dans certains pays. Ceux qui désireraient y participer auraient la chance de pouvoir le faire. Or, il y a encore aujourd'hui de grands obstacles à cela ; mais si on parvenait à lever ces obstacles, je pense que l'on pourrait envisager ces migrations comme une mesure utile.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je suis tout à fait d'accord avec vous en ce qui concerne des afflux de main-d'œuvre en Afrique où on en manque. De toute manière, il s'agira de petits effectifs. Inversement, croyez-vous que dans des pays déjà très peuplés ou même surpeuplés, comme l'Égypte ou l'Inde, les migrations internationales pourraient être telles qu'elles apportent un élément de solution au problème de la surpopulation et de la faim ?

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais préciser ma pensée : j'envisage bien entendu les migrations plutôt comme un apport à ceux qui ont besoin de main-d'œuvre, que comme une solution pour les pays surpeuplés. Là, c'est un autre ordre de problèmes qui se pose. Il ne viendrait pas à l'idée qu'il faut réduire artificiellement, par migration, les populations de ces régions. Il faut les laisser chez elles, et trouver le moyen de les faire vivre. Mais, par contre, je pense que

La faim

dans un pays où il y a un excédent de population, s'il y a des gens disposés à aller tenter leur chance dans la mise en valeur des diverses régions de l'Amazone par exemple, je ne vois pas pourquoi on les en empêcherait. Souvent, d'ailleurs, on ne les en empêche pas. Ils rendent service, ils apportent les bras manquants. Mais ils le font dans la liberté. Ceci me paraît extrêmement important. Il faut qu'on les laisse aller et il faut qu'on les accueille.

M. JEAN STAROBINSKI : Une question s'élève brusquement pour moi. J'ai entendu parler tout à l'heure d'excédent de population et de manque de bras. C'est cette notion peut-être difficile, peut-être fallacieuse de surpopulation qui me paraît un curieux problème. Ne serait-ce pas une notion toute relative, exprimant le rapport entre la croissance démographique et la croissance économique ? Si la croissance économique est insuffisante, il y aura surpopulation. Si elle est suffisante, il y aura peut-être sous-population. Il n'y a pas de normes absolues de la population. La plus grande imposture de Hitler a été de dire que l'Allemagne était surpeuplée et avait besoin d'espace vital. Voilà donc une question que je me pose. Je ne sais pas si M. Cépède ou M. Maire peuvent m'apporter des précisions.

M. MICHEL CÉPÈDE : p.201 Vous avez parfaitement raison. Si nous regardons les pays qui comptent, les pays les plus riches, ce sont tous, à part quelques exceptions temporaires, des pays relativement peuplés.

Le Reich était plus peuplé que ne l'était l'Inde en 1934-38. A cette époque-là, pour son autarcie alimentaire, Hitler fixait des objectifs très supérieurs à ceux qui seraient nécessaires à l'autarcie alimentaire de l'Inde. Par conséquent, il y a un autre problème.

Le continent américain, avant que les Européens n'y soient arrivés, était peuplé de quelques millions d'Indiens. Mais c'était sans doute un maximum de population, étant donné le type de production qu'ils pratiquaient. Ils vivaient essentiellement de trois cultures : le maïs, les haricots et les courges, et pour le reste c'était la cueillette et la chasse. Sur ces bases-là, ils étaient je ne dirai pas surpeuplés, mais ils avaient atteint un maximum.

Il est certain que l'Amérique est actuellement — et c'est peut-être une exception avec l'Australie — une zone sous-peuplée au point de vue agricole.

La faim

Mais les grandes puissances, un peu anciennes, sont toutes des puissances relativement très peuplées, si nous jugeons par rapport au kilomètre carré, et cela justifie d'ailleurs la position que l'on avait autrefois, lorsque les vieux économistes disaient : il n'est de richesse que d'hommes.

M. JEAN STAROBINSKI : Il y avait au XVII^e siècle, à propos de l'Amérique, un curieux préjugé à renverser. Buffon disait que l'Amérique était une terre avare, que la nature y était dégénérée, que les animaux américains avaient une taille moins grande que les animaux africains ou asiatiques, que les hommes y étaient plus chétifs. A ses yeux, l'Amérique donnait l'exemple d'un pays où les forces de la nature déclinaient.

A la même époque, Montesquieu était persuadé que le bassin méditerranéen était en voie de déclin, que la nature s'était épuisée, comme attaquée par une bizarre maladie de langueur.

M. MICHEL CÉPÈDE : Le bassin méditerranéen a été peut-être, pour nous tout au moins, la source d'éléments de civilisation. Mais il a été surexploité. Ce n'est pas une zone sous-développée, c'est une zone véritablement détruite. Mais enfin, on peut aussi la reconstituer.

Ce que disait Buffon s'appliquait essentiellement à la zone caraïbe et à l'Amérique du Sud. Mais en fait d'histoire naturelle, il aurait fait la constatation inverse s'il s'était intéressé à l'Amérique du Nord, où l'on a de la difficulté à maintenir certaines races de chevaux européens. Le percheron prend des allures de mastodonte, au bout de quelques générations.

M. GILBERT ÉTIENNE : J'aimerais revenir sur certains problèmes évoqués jeudi, notamment à propos du Népal. Nous avons beaucoup parlé du projet suisse au Népal, qui est fort p.202 intéressant et qui a remporté un grand succès. Mais enfin, je me permet de le rappeler, c'est un petit projet, à propos d'un petit pays. Il serait très dangereux d'en tirer des déductions générales.

On a également parlé des malheureux Népalais auxquels on a montré les réalisations de la Tennessee Valley Administration et qui ont été écrasés, alors qu'ils se sentaient plus à l'aise dans des programmes d'agriculture du Valais. Il est certain que les Américains ont fait une erreur, mais n'est-ce pas commettre

La faim

une erreur inverse que de croire qu'il ne faille que de petits projets ? Il y a des pays comme l'Égypte dont l'avenir repose sur de gigantesques projets, étant donné que la productivité du sol, en Égypte, n'est pas loin d'avoir atteint ses limites. Le Ministre de l'Agriculture égyptien me disait l'an dernier qu'il estimait qu'il y avait une marge supplémentaire, en ce qui concerne le riz et le blé, de 25 à 30 %, alors qu'en Inde on pourrait en principe doubler la production.

J'aimerais donc insister sur la nécessité de tenir compte de situations souvent très différentes, compte tenu du niveau actuel du développement qui varie grandement et des dimensions des problèmes qui se posent, que nous soyons en Afrique, en Asie, ou en Amérique latine.

M. LOUIS MAIRE : Je partage entièrement la manière de voir de M. Etienne, et je puis dire que c'est aussi la préoccupation des organisations internationales. Nous recommandons toujours que l'on fasse du travail sur mesure, et non pas de la confection. La confection ne va en général bien à personne. Certains pays, en effet, ont besoin de grands projets, de grands travaux, alors que pour d'autres de petits progrès sont déjà un sérieux encouragement. L'exemple du Népal et de l'Égypte est parfaitement pertinent. On pourrait en citer d'autres. Si j'ai cité celui de mon Népalais allant aux Etats-Unis pour voir la Tennessee Valley Administration et revenant parcourir nos petites vallées, c'est pour montrer une faute commise dans l'un des sens. La faute inverse serait aussi grave.

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Je pense que la difficulté majeure pour résoudre le problème de la sous-alimentation chronique dont souffre la plus grande partie de l'humanité, réside surtout dans l'insuffisance du revenu mondial et dans sa répartition inégale.

En effet, le revenu mondial n'est pas suffisant pour faire vivre convenablement le monde. De plus, il est inégalement réparti entre les diverses régions du monde et entre les diverses classes sociales. Les statistiques montrent que les deux tiers de l'humanité disposent de 15 % du revenu mondial, tandis qu'une partie du monde très limitée, comme par exemple l'Amérique du Nord, dont la population ne dépasse pas 7 % de celle du globe, bénéficie du 40 % du revenu mondial.

La faim

Ces contrastes prouvent combien le progrès économique est fragmentaire, et dans quelles conditions misérables vit la plus grande partie de l'humanité.

p.203 Or, pour combattre la pauvreté et la misère dans le monde, il faut augmenter le revenu national, c'est-à-dire qu'il faut mettre en valeur les ressources des pays dits arriérés.

Tout le monde est d'accord sur ces principes. Les spécialistes ont déjà élaboré des plans et donné des solutions. Un groupe d'experts des Nations Unies — et en cela je voudrais donner une réponse à la question posée par Mme de La Rochefoucauld — estimait en 1949 qu'un investissement de 12 milliards de dollars par an pourrait améliorer sensiblement le niveau de vie et accélérer le développement de ces pays. Ces investissements seraient réalisables, car 12 milliards ne constitueraient que 2 % du revenu national de quelque quarante puissances industrielles.

Qu'a-t-on fait depuis cette époque ? Presque rien. L'aide fournie par les pays riches aux pays sous-développés pendant cette période de dix ans est dérisoire. Par contre, les pays industrialisés consacrent des sommes considérables, et en progression constante, aux armements, qui dépassent actuellement 100 milliards de dollars par an.

Le problème n'est donc pas insoluble. Nous avons devant nous des plans concrets de développement, et la réalisation de ces plans serait actuellement facilitée par les progrès rapides de la science et de la technique. Nous avons maintenant l'énergie atomique, qui peut devenir un facteur de premier ordre pour le développement accéléré des pays insuffisamment développés.

Mais il y a une contradiction frappante entre les bonnes intentions des pays riches et leur inaction, leur inertie devant le problème le plus urgent de notre époque.

Il faut ajouter que le problème s'est encore aggravé ces dernières années, par suite d'une baisse des prix des matières premières qui constituent la ressource principale des pays sous-développés. Cette baisse a pour conséquence d'élargir encore l'écart entre les exportations et les importations, ce qui conduit à une déflation et empêche les pays pauvres de vendre leurs produits.

Je citerai l'exemple de mon pays, la Grèce. La Grèce est un pays semi-développé qui a reçu et reçoit de l'étranger une aide substantielle, surtout des

La faim

Etats-Unis. Or, la Grèce a une production élevée de deux matières premières, qu'elle n'arrive pas à écouler à l'étranger. Les pays occidentaux ne veulent pas acheter ses surplus. L'Amérique, par exemple, qui lui fournit une aide substantielle, entre en compétition avec la Grèce pour le tabac sur le marché international, alors que le tabac est notre principal article d'exportation. C'est tout à fait illogique.

Le problème des pays sous-développés, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration du niveau de vie, n'est pas seulement, comme on l'a dit, un problème moral, un problème scientifique et technique, mais c'est un problème social, un problème politique, et en cela je suis d'accord avec ce qu'a dit hier M. Campagnolo.

Il faut que l'opinion publique exerce son influence dans ce sens, et à ce point de vue je pense que la campagne que vient de lancer la FAO contre la faim est une campagne que doit soutenir l'opinion publique. Il faut utiliser tous les moyens pour que les pays riches, les pays industrialisés, p.204 se décident à prendre des mesures efficaces pour aider réellement les pays sous-développés avant qu'il ne soit trop tard.

M. LOUIS MAIRE : Je crois que M. le professeur Angelopoulos n'était pas ici le premier soir de nos travaux, lorsque j'ai eu l'honneur de vous présenter un exposé qui, je crois, a touché la plupart des points qu'il vient de rappeler ici opportunément en citant l'exemple de son propre pays. Je n'ai pas grand-chose à ajouter, si ce n'est de me joindre, mais avec toute l'ardeur possible, à l'appel que vient d'adresser M. Angelopoulos pour que l'opinion publique soutienne la campagne que la FAO vient de lancer. Notre intention profonde est bien d'amener l'opinion publique, et chaque conscience — parce qu'il n'y a pas une conscience publique, il y a des consciences individuelles qui sont les composantes de la conduite des peuples — à se révolter, le terme n'est pas trop fort, contre la situation de fait actuelle, et d'amener nos gouvernements respectifs à prendre mieux conscience de leurs obligations.

M. ALFRED BERCHTOLD : Je voudrais exprimer les réflexions de quelqu'un qui n'est pas un spécialiste, qui n'est pas un technicien, mais qui a été frappé par le mot d'un journaliste : des Rencontres telles que les nôtres n'ont de sens que si nous en sortons changés.

La faim

Trop souvent, dans notre monde occidental, on excelle à établir des diagnostics, et quelquefois on a une certaine délectation morose à voir tout ce qui ne va pas et tout ce qu'on pourrait faire, et puis on s'en remet à des hommes, à des dévouements admirables. Des sommes considérables sont dépensées, mais quelquefois sans grande efficacité.

Je pense à la semaine prochaine. Nous avons été éveillés, mais dans huit jours nous nous endormirons de nouveau. Il ne faut pas que nous nous endormions. Et je me pose la question : quelle est la modification de nous, public, qui persistera après ces entretiens ?

Que s'est-il passé ? Une conférence remarquable et un film insoutenable pour la raison et pour le cœur nous ont montré une situation terrible.

On a employé le terme de croisade. On a parlé d'une campagne. Je me pose la question : vous et moi — pas ceux qui ont parlé, qui sont engagés — avons-nous au fond sincèrement la volonté d'aller jusqu'au bout, et de hiérarchiser dans notre enseignement, dans la presse et dans notre politique, les valeurs en fonction des buts à atteindre ? Est-ce qu'au fond nous sommes en croisade, ou sommes-nous en croisière ? Ne sommes-nous pas dans une belle et terrible croisière, laissant à des spécialistes le soin de nous montrer les coins dangereux, et heureux au fond qu'ils soient seuls à affronter les risques ?

Quand un spécialiste du prestige, le professeur Debré, nous montre d'une façon magistrale comment il faut sérier les questions, est-ce que nous ne respirons pas quand même, en nous disant que notre sacrifice ne sera pas terrible, à part quelques contributions financières ? qu'au fond cela le concerne lui, et que cela concerne les organisateurs des dispensaires, des centres médicaux ? Et lorsqu'on nous montre, et on a raison de le faire, ^{p.205} ce qui a été fait d'admirable au Népal — on pourrait parler de la Tunisie et du Nigéria — nous nous posons la question : n'avons-nous pas là nos vachers émissaires qui nous dispensent d'un effort d'imagination ? Nous savons bien que tout ce qu'on fait n'est qu'une goutte d'eau, et au fond nous savons bien que nous ne pouvons faire dans ce pays que très peu de chose.

Mais il y a parfois autre chose, qui nous inquiète. Parfois nous nous disons : est-ce que nous tenons assez compte, dans nos entretiens, de cette précipitation du monde d'aujourd'hui, de cette précipitation politique, de ce

La faim

mouvement toujours accéléré, et nous savons que l'œuvre à accomplir est une œuvre de longue patience et de longue durée.

Mais nous nous posons la question : faute d'aller jusqu'au bout de notre pensée, faute de nommer peut-être ces obstacles dont parlait M. Campagnolo, ceux qui voudraient unir une action efficace et la liberté intérieure, réussiront-ils à tenir le rythme devant des méthodes qui abordent le problème avec un système inflexible, avec un autoritarisme efficace ? Je pense au problème de l'Inde devant le défi chinois. Je pense au mot de Marat : le mot liberté est admirable, mais la liberté est un mot de peu de sens pour ceux qui ont faim.

M. le professeur Debré a eu raison de dire tout le bien que l'Occident a fait à d'autres continents, mais je pense qu'il faut dire aussi fermement tout le mal qu'il a fait à d'autres continents. Il n'est pas nécessaire de lire les poèmes de l'anthologie noire de Jean-Paul Sartre, il suffit de prendre un ouvrage aussi objectif que la *Géopolitique de la Faim* pour montrer quand même qu'il y a aussi des aspects négatifs. L'Occident a apporté bien des choses, mais avec des négligences et surtout avec une manière de considérer l'autre comme un objet plutôt que comme un sujet.

Qu'allons-nous faire ? Est-ce que nous agiterons nos mouchoirs en souhaitant bon voyage à la croisière et en remplissant les valises de ceux qui y participeront, ou avons-nous notre place à prendre ? On a parlé très justement d'éduquer les autres. Mais au fond, est-ce qu'il n'y a pas une tâche essentielle, qui est de nous éduquer tout d'abord nous-mêmes. L'exemple des saisonniers italiens cités par le président Maire est déjà un exemple assez saisissant. On a appris Descartes et Ronsard aux petits Noirs, mais est-ce qu'on nous a appris, à nous, à voir le problème du point de vue du Noir souffrant, voulant, aimant ? Est-ce qu'on a montré à tous nos écoliers que déjà notre opposition noir et blanc, le noir est mauvais et le blanc est bon, pose un problème psychologique à celui qui lui-même est un Noir ?

Je me demande si nous n'avons pas, nous qui restons ici, une tâche immense et qui dépasse nos vaches et nos laitages, aux dimensions de l'enseignement, de l'élargissement des visées nationales. Prenez la Suisse : il n'y a pas eu de discussion, ou des discussions qui n'allaient pas très loin, au Conseil National, car les crédits demandés par M. le Conseiller fédéral Petitpierre sont minimes. Cinq millions, on les donne tout de suite, et on peut dormir

La faim

pendant la session où l'on parle de ces questions. Mais s'il fallait aller plus loin, demander quelque chose qui nous fait mal, est-ce que nous serions capables de le faire ?

p.206 Est-ce qu'il n'y a pas, pour la presse, un effort énorme à faire ? Car lorsque nous sortirons de cette salle où nous aurons connu certains frissons, un éveil à certains problèmes, nous ne serons pas moins intéressés par les difficultés possibles du ménage Armstrong-Jones ou de Mme Annette Vadim, ou par les dernières performances des Jeux Olympiques.

Je pose la question : on nous a éveillés, qu'est-ce qu'il faut faire pour le rester ? Quelle est la responsabilité de ceux qui ont à parler, de quelque façon que ce soit, à l'opinion ?

M. le président Maire nous a dit qu'il fallait attaquer les problèmes de front, sur tous les plans, avec toutes les énergies disponibles. Il n'y a plus un jour à perdre.

M. LOUIS MAIRE : Je suis ému par l'appel que nous venons d'entendre ; parce qu'effectivement, et je crois l'avoir dit tout au début de mon exposé de mercredi soir, il s'agit de réveiller les dormeurs. M. Berchtold nous dit : nous venons d'être réveillés, mais nous allons peut-être tous nous rendormir. Il est interdit de se rendormir, mais qui peut interdire à un individu de s'endormir, si ce n'est lui-même ? Il faut que chacun ait compris qu'en effet il s'agit d'une vaste action qui nous dépasse, et que ce n'est qu'en se dépassant soi-même qu'on devient quelqu'un. Il s'agit maintenant de ne plus se contenter de dire : certains spécialistes ont montré les solutions, laissons-les faire, donnons-leur quelques sous et laissons-les aller ; retournons à nos petites affaires, si futiles soient-elles. M. Berchtold a cité les tentations du public de s'intéresser à des faits divers sans intérêt, alors qu'il y a des faits divers qui ont une profonde signification.

« Croisade et non croisière » a dit M. Berchtold. J'ai regretté pour ma part que la conférence de la FAO, à laquelle j'avais proposé personnellement d'intituler la campagne non pas *campagne* mais *croisade*, n'ait pas adopté ce terme. On m'a fait remarquer que le terme de croisade aurait peut-être une mauvaise résonance dans certains pays et qu'il rappellerait de mauvais souvenirs. J'ai répondu à cet argument en disant que c'était peut-être vrai, mais

La faim

que pour une fois que l'on organiserait une croisade *pour* certains pays et non pas *contre* eux, ce serait peut-être une façon de réhabiliter le terme de croisade, parce qu'il s'agit bien de cela. Néanmoins, nous sommes restés sur le terme prudent de campagne mondiale contre la faim. Peut-être a-t-on bien fait.

Le but de cette campagne est d'éveiller l'opinion, de poser devant les consciences, dans l'ordre hiérarchique dont parlait M. Berchtold, les vrais problèmes. Ce qu'on a fait, a-t-il dit, n'est qu'une goutte d'eau ; nous ne voulons plus que l'on se contente d'une goutte d'eau. C'est pourquoi j'insistais l'autre jour en disant : il faut attaquer sur tous les fronts, tous ensemble, et il n'y a plus une minute à perdre. Or chacun de nous, Mesdames, Messieurs, a une famille, chacun de nous appartient à un groupe social quelconque, à un groupe culturel, à une religion, à une Eglise, à une société patriotique, que sais-je ? Chacun de nous appartient à trop de ces corps qui nous absorbent. Dans chacun d'eux, il s'agit ^{p.207} d'intervenir personnellement, pour que chacun d'eux à leur tour agisse, et que se détermine ainsi en définitive une politique nationale. Je crois que tout ceci, le monde l'attend à l'heure actuelle.

Je voudrais compléter un peu ce qu'a dit M. Berchtold. Il ne s'agit pas uniquement d'éveiller cette conscience des bien nantis de ce monde, mais aussi celle des mal nantis, parce qu'eux aussi ont à faire certains efforts, eux aussi doivent s'aider et prendre leur sort en main. Il ne s'agit plus de charité ; il s'agit de passer le plus tôt possible à autre chose qu'à la simple entraide fraternelle charitable, si louable soit-elle dans une phase de départ.

Par conséquent, je crois que l'appel de M. Berchtold vient à son heure, et je suis très heureux, pour ma part, et touché de l'entendre exprimé par un jeune d'entre nous.

M. Berchtold a rappelé que lorsque, dans ce pays, le Parlement a débattu il y a quelques mois le problème de l'augmentation des contributions financières aux œuvres internationales d'assistance, il n'y avait eu, et les journalistes l'ont relevé — certains journalistes genevois, plus que d'autres encore, l'ont relevé avec sévérité — que très peu de monde dans la salle du Parlement. Le rapporteur de cette question devant le Parlement se trouve être un de mes amis. Il a été fort déçu de devoir parler devant des bancs vides, parce qu'au fond tout le monde s'est dit : nous donnions jusqu'ici un million et demi par an, on nous propose d'autoriser le gouvernement à porter la contribution à cinq

La faim

millions : ce n'est rien ! C'est loin de correspondre à ce 2 % environ qu'il faudrait prélever sur tous les revenus nationaux pour créer un fond massif qui permettrait une intervention profonde dans le sens où nous le désirons. Il n'y avait donc presque personne à ce débat, alors qu'aussitôt avant, lorsqu'on avait discuté du problème des allocations familiales aux fonctionnaires fédéraux, tous les parlementaires étaient présents, parce qu'ils avaient des électeurs derrière eux ; mais ils n'avaient pas à répondre devant des affamés au moment où l'on parlait de l'assistance technique et de notre contribution financière !

Voilà où est le drame. C'est effectivement un drame. J'espère pour ma part que la campagne de la FAO va être conduite de façon intelligente. Je n'en suis pas toujours certain, quoique président de l'Organisation, parce que je sais les erreurs dans lesquelles on peut tomber. Nous ne sommes pas seuls dans le cadre de cette campagne. Elle est un tout dans le cadre des Nations Unies, et j'ai peur que l'on commette certaines erreurs psychologiques qui empêcheront qu'on arrive à réveiller suffisamment le public.

Je pense avec M. Berchtold, qui appartient à l'enseignement, qu'il faudrait que chaque jeune ait vu le film de l'autre jour, pour en être horrifié pendant longtemps, quitte à en avoir quelques cauchemars, et être amené à se dire : restons-nous dignes d'être des hommes si nous tolérons cela ? Il appartient à chacun de ne pas perdre une occasion, et elles sont nombreuses si nous le voulons, pour prêcher cela et pour faire que cela se traduise en action. Surtout pas de croisière, en effet, mais une vaste croisade, capable de rallier, même par-dessus leurs divergences, ^{p.208} les deux grands blocs du monde qui s'affrontent aujourd'hui si inutilement. Je pense qu'il y a là une tâche d'une ampleur telle, qu'elle pourrait être le lieu de rassemblement par le sommet — et il n'y a qu'au sommet que l'on voit vraiment bien clair. Il y aurait là une possibilité pour des efforts conjoints entre ces deux grands blocs économiques et politiques, entre lesquels une Europe qui représente aussi une certaine valeur, se trouve maintenant enserrée et déchirée. Il y aurait là la possibilité d'un point de rencontre très haut situé, bien au-delà de nos petites divergences. Certaines d'entre elles sont importantes, mais elles me paraissent petites face au problème que nous traitons ici, qui est le sort de l'humanité.

M. JEAN STAROBINSKI : Je voulais simplement formuler quelques remarques à propos de l'intervention émouvante de M. Berchtold, de cet appel à l'éveil

La faim

auquel je suis très sensible. Mais j'aimerais me faire un instant l'avocat du diable et me demander si, lorsque nous serons bien éveillés, notre mérite sera si grand. Agir, et agir avec efficacité, c'est agir au niveau des causes permanentes d'une situation. Il est bien évident que les causes permanentes de la carence alimentaire de certains pays sont au niveau des structures économiques de ces pays. Il s'agit de réformer ces structures. Or, c'est là l'affaire de ces pays eux-mêmes, et je crois bien qu'ils entendent ne pas être privés de cette initiative. Il ne faut pas leur voler leurs possibilités d'agir.

Il me semble qu'il serait heureux que l'Occident ne cherche pas, comme il le fait quelquefois, à se rendre nécessaire, voire indispensable. Le travail le plus heureux sera celui qui visera à compléter l'indépendance de ces peuples. C'est alors seulement qu'une interdépendance harmonieuse pourra s'établir. Je plaiderai ici pour quelque chose qui n'est pas bien vu, pour l'ingratitude du pauvre. S'il est pauvre, ce n'est pas de sa faute. S'il reçoit, il a peut-être le droit d'être ingrat. Il y a peut-être une certaine humiliation à être secouru ; on la sent chez certains peuples sous-développés.

Bien sûr, je ne veux pas attaquer cette chose admirable qui est le secourisme. Elle est une mesure d'urgence. Mais c'est une mesure transitoire, utile à celui qui reçoit, désintéressée très souvent, mais peut-être secrètement utile à celui qui donne, dans la mesure où cela lui rend une bonne conscience quand il l'avait mauvaise. Il y a une façon de secourir qui est quelquefois une façon de maintenir des liens de dépendance. Je suis bien loin d'insinuer ou de vouloir affirmer que c'est cette façon de secourir qui est celle de grandes organisations comme la FAO.

Quant aux techniciens, on en dit volontiers ou beaucoup trop de bien, ou beaucoup trop de mal. Ils sont tout simplement indispensables. La lutte contre la faim ne se fera pas avec les seuls techniciens, mais elle ne se fera pas sans eux, sans les spécialistes. Vous l'avez compris en écoutant la conférence de Robert Debré. L'homme qui, dans son laboratoire, recherche le tryptophane dans un végétal est tout aussi indispensable que celui qui demande que les consciences s'éveillent. Il faut une sorte de collaboration complète, globale, de tous. En somme, et c'est peut-être p.209 une vérité première, la bonne volonté aveugle ne vaut pas mieux que le savoir sans générosité.

Tout ceci nous prouve qu'il y a une diversité de solutions au problème de la

La faim

faim. Il est facile de nourrir des hommes, car on peut simplement donner, comme on peut aussi réorganiser des systèmes agricoles. Seulement certaines solutions sont meilleures que d'autres, certaines pires que d'autres. Satisfaire la faim, c'est l'affaire de quelques calories. Mais lorsque les empereurs romains distribuaient des pains et des jeux de cirque, je crois qu'ils recouraient à de mauvaises solutions. Il s'agit donc de savoir discriminer parmi de nombreuses solutions lesquelles sont valables.

M. ILYA EHRENBURG : Je crois que maintenant la discussion devient plus générale, c'est-à-dire que nous sortons du cadre des discussions fort intéressantes entre spécialistes sur les conséquences de la disette, les maladies qu'elles apportent, le moyen de les combattre. Mais des discussions aussi spécialisées me paraissent un peu déplacées dans une salle comme celle-ci. On les étudie dans des commissions de spécialistes et nous faisons un peu de dilettantisme en pensant qu'ici nous pourrions apporter quelque chose de nouveau à des discussions de ce genre. Tout ce que l'on a pu dire ici a déjà été publié et moi-même j'ai pu le lire.

D'autre part, nous n'avons pas ici de représentants de pays affamés. Il y a ici des Suisses qui, autant que je sache, mangent bien, et quelques autres représentants de l'Europe dont la plupart appartiennent à des pays qu'on ne peut pas appeler affamés. Il y a donc le danger pour nous de nous transformer en une société de bienfaisance qui discute de soupes populaires.

M. Campagnolo a dit des choses fort raisonnables hier, bien que, la discussion portant sur la médecine, le moment était peut-être mal choisi. Il avait parfaitement raison de dire qu'il s'agissait d'une question politique. Je ne suis pas entièrement d'accord avec lui quand il dit que la faim a toujours existé et que seul le problème de la faim est nouveau. Je ne suis pas aussi idéaliste, et je ne crois pas que ce soit à cause d'un réveil de la conscience mondiale qu'en 1960 on parle partout de la faim. On pourrait parler d'un réveil de la conscience mondiale s'il n'y avait pas en même temps des discussions sur les armes atomiques, ce qui n'est pas la preuve d'une grande solidarité internationale.

Il y a donc un autre motif.

Tout à l'heure, je n'ai pu m'empêcher d'applaudir notre jeune ami Berchtold, bien que je sache que c'était défendu. Je ne peux que lui reprocher le mot

La faim

« croisade », car les croisades représentent les premières tentatives pour amener certains pays dans la voie du sous-développement, c'est-à-dire le premier essai de colonialisme malgré la marque du christianisme. Mais chez notre jeune ami, je crois que l'idée de croisade désigne tout autre chose : héroïsme, abnégation, et dans ce sens-là je ne peux que l'applaudir.

Dans son intervention, j'ai noté ceci : on a beaucoup parlé du bien que l'Occident a fait dans les pays sous-développés, mais il faut se rappeler p.210 qu'il a fait aussi du mal. On ne peut donc parler de générosité. Il faut le dire franchement : on ne peut pas parler d'un réveil de la générosité, mais d'un éveil de la peur. Il faut se dire que si les autres ont faim, ils dorment mal parce qu'ils ont des cauchemars. Et tous les jours nous avons la preuve qu'il n'est pas tellement absurde d'avoir peur des pays affamés.

La question est donc politique. Il ne s'agit pas de savoir si M. « H » ou M. « K » sont devenus humanitaires, mais de la peur provoquée par le réveil du monde affamé qui veut cesser de l'être.

J'ai une autre remarque à faire. Il est plus important de parler d'un changement dans l'agriculture que de dire que l'on a apporté la civilisation à certains peuples au XVII^e siècle, ou même avant. Mais je ne pense pas que tout le problème puisse être résolu dans le cadre de l'agriculture. Je suis allé plusieurs fois dans l'Inde. J'ai été frappé par la complexité des problèmes économiques de l'Inde. Le lendemain de mon arrivée, j'ai vu un homme qui arrachait l'extrémité de l'herbe dans un square de Delhi. Etant jardinier moi-même, je me suis approché parce que j'étais intrigué, et j'ai vu qu'il faisait le travail d'une simple tondeuse. J'en ai demandé l'explication, et l'on m'a répondu qu'il fallait bien lui donner du travail, et que si l'on employait les tondeuses, quantité de gens mourraient de faim à Delhi. J'ai également visité la grande colonie organisée, avec beaucoup de zèle et de dévouement, par Mme Nehru pour les familles de réfugiés du Pakistan. J'ai vu les écoles où l'on fabrique des pelles, des seaux, de manière artisanale, parce que si on les fabriquait en usine on priverait beaucoup de gens de travail. De même le costume prôné par Gandhi était inspiré par la peur de priver de travail beaucoup d'Indiens qui fabriquaient cette étoffe à la main, si on importait des tissus occidentaux. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la terre indienne est surpeuplée. Beaucoup de provinces sont arriérées, il n'y a pas de machines. On

La faim

a peur de faire des machines par crainte de créer du chômage. Le problème est très compliqué.

Il faut donc changer l'économie de ces pays. Il ne s'agit pas de donner vingt milliards de dollars à telle ou telle fin, mais de donner à ces pays la possibilité de se créer une économie saine et normale.

C'est pour cela que l'on ne peut pas discuter de l'aide aux pays sous-développés en leur absence. C'est absolument abstrait. On peut faire son *mea culpa*, ce qui n'est jamais inutile, mais comment puis-je discuter avec un Suisse de ce que l'on doit faire pour l'Inde ? Je connais les Indiens. Ils ne sont inférieurs ni aux Suisses, ni aux Russes. Le fait qu'ils aient été ruinés par une puissance qui doit leur payer une dette ne veut pas dire qu'ils soient moralement ou spirituellement arriérés. Ils sont arriérés techniquement, non pas parce qu'ils étaient des cancre à l'école de l'humanité, mais parce qu'ils ont été ruinés et mis en esclavage. Quand on parle d'esclavage dans les pays africains, il ne faut pas oublier ce qu'était l'esclavage pratiqué par les Blancs dans ces pays.

Voilà le problème. J'en reprendrai certains aspects dans ma conférence, mais je ne pense pas qu'il soit indispensable de discuter de ces problèmes entre interlocuteurs européens.

M. LOUIS MAIRE : p.211 Ici encore je dois déplorer que M. Ehrenbourg n'ait pas assisté au tout début de nos travaux, parce que je crois qu'il aurait eu la satisfaction de constater que nous envisageons le problème exactement comme il vient de le décrire.

Il n'est pas question ici de développer le problème sous ses aspects techniques. Il n'est pas question d'isoler le problème agricole de l'ensemble du problème du développement économique. Je pense également qu'il n'est pas possible d'évoquer le problème du développement économique sans évoquer des responsabilités passées qui ont nui à ce développement. Enfin, il n'est pas possible de se contenter, et j'ai dit cela également dès le premier jour, de cette arbitraire et fausse classification que l'on fait entre développé et sous-développé. Ce n'est pas vrai. Certains sous-développés sont plus forts que nous et nous leur devons beaucoup. Ils nous ont conditionnés, alors que nous les avons parfois mal conditionnés par la suite, en récompense.

La faim

Je crois que tout ce que vient de dire M. Ehrenbourg va exactement dans le sens et dans l'esprit dans lequel la FAO entreprend la campagne qu'elle va faire. Par conséquent, je crois que nous parlons le même langage.

M. Ehrenbourg souligne qu'il faudrait entendre la voix des infortunés. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour en amener. Il y a tout de même certains représentants de l'Inde, de l'Afrique, qui sont avec nous. Il n'y en a pas assez, car c'est leur voix qui doit être entendue avant tout. Lorsque M. Ehrenbourg nous appelle à travailler avec eux, il prêche à des convertis. On ne fait jamais rien contre quelqu'un. C'est aussi notre conviction d'Occidentaux — je sais que c'est la conviction de beaucoup d'hommes dans le monde. On ne peut rien faire contre quelqu'un. Si on veut l'aider, il faut le faire avec lui, et il faut que ce soit lui qui ait le sentiment d'avoir gagné. Il y a une fausse attitude des pays acheteurs des produits des pays sous-développés ; ils en discutent le prix, au lieu d'en assurer l'écoulement et de permettre à ces pays de gagner normalement des ressources qui leur permettraient de se développer.

Tous ces problèmes, nous les avons évoqués. Il n'est pas inutile de les avoir entendu répéter par M. Ehrenbourg. Je peux l'assurer qu'il en sera tenu compte, et que c'est de cette façon-là que nous envisageons notre campagne, faute de quoi elle sera un échec, et un échec de plus, ce que nous ne pouvons plus nous permettre.

M. ALFRED BERCHTOLD : Je peux confirmer à M. Starobinski que nous pensons la même chose, peut-être sur une autre mélodie. J'ai simplement dit : puisqu'on doit nous utiliser, qu'est-ce que nous pouvons faire ? Mais je ne voudrais absolument pas que l'on puisse penser que je parlais d'une espèce de sentimentalité caritative, qui serait odieuse. C'est pourquoi je parlais surtout de l'enseignement, qui devrait apprendre à se mettre à la place de l'autre.

Je voudrais dire aussi à M. Ehrenbourg que je crois également que, dans l'enseignement, notre tâche est de montrer les croisades non seulement du point de vue occidental, mais du point de vue musulman et du point de vue juif ; et je tâche de le faire chaque fois que je peux.

M. GILBERT ÉTIENNE : p.212 Je serai d'autant plus bref que le professeur Starobinski s'est fait l'interprète de ce que je pensais. Je n'ajouterai que quelques piments.

La faim

En effet, nous courions le risque, ce matin, de verser dans le malentendu selon lequel le problème du monde et de la faim a sa solution dans nos mains. Les différentes interventions qui viennent d'être faites rétablissent l'équilibre, et devraient nous engager à porter le maximum de notre attention sur ce que peuvent réellement faire eux-mêmes les pays sous-développés ; peu importe que l'on aborde le problème sous l'angle politique, économique ou social, notre action ne représentera toujours qu'une sorte d'appoint. Cet appoint peut être important quand il s'agit de petits pays. Mais dans le cadre de grands pays déjà fortement peuplés, j'ai peur que nous ne versions que des gouttes d'eau dans la mer. Lorsque nous avons affaire aux véritables problèmes, que j'appellerai dramatiques pour la Chine et l'Inde notamment, nous devons garder présent à la mémoire le fait que quoi que nous fassions, nos contributions ne resteront que très modestes, je dirai même secondaires, par rapport à l'effort local.

M. ALFRED WERNER : Je ne voudrais pas allonger le débat outre mesure. Il se peut que mon intervention apparaisse déraisonnable à certains. Tout de même, je me sens pressé de dire ceci :

Au cours des exposés que nous avons eu le privilège d'entendre depuis mercredi soir, chacun de nous s'est trouvé placé d'une manière saisissante devant le problème de la faim, considéré sous son aspect le plus immédiatement pratique. Nos orateurs ont fait acte de réalisme, dans le meilleur sens du mot ; d'un réalisme largement humain, mais d'une technicité salubre et qui, secouant nos léthargies, appelle impérieusement des solutions d'ordre médical, politique, international, auxquelles nous savons que chaque individu, chaque pays doit contribuer, sous peine de parier contre l'avenir et de creuser sa propre tombe. J'éprouve à mon tour la répulsion qu'ont exprimée maints orateurs à l'endroit du sentimentalisme déplacé, du tremolo d'une émotion superficielle qui s'attaquerait au problème de la faim par un biais fallacieux.

Qu'il me soit permis, puisqu'on a beaucoup parlé du plan pratique, du plan des réalisations, de dire tout de même, puisque je suis pasteur, que le Conseil œcuménique des Eglises contribue à cette action de croisade contre la faim, la misère et l'ignorance qui tuent. On a dit beaucoup de mal des missions, et peut-être a-t-on eu raison de déplorer mainte lacune et mainte incohérence du travail missionnaire. Mais je crois qu'on peut noter qu'à l'heure actuelle, dans son

La faim

immense domaine, le travail missionnaire est presque toujours un travail absolument dépolitisé, un travail absolument désintéressé, qui a accumulé un bagage extraordinairement suggestif d'expériences techniques et humaines. Le Conseil œcuménique a récemment tenu une série de conférences pour articuler son travail avec la campagne de la FAO.

Je voudrais revenir sur l'aspect moral et spirituel du problème auquel M. Maire a fait lui-même une allusion si pénétrante lorsque, mercredi soir, il a rappelé la solidarité qui unit tous les hommes, qui les ^{p.213} enveloppe et les embarque dans un même destin. Certes, il est périlleux d'évoquer cette toile de fond religieuse et morale, car en face de l'énorme détresse des pays affamés et aussi du pauvre qui nous côtoie dans les pays occidentaux — que de tragédies sociales chez nous ! — on se sent terriblement accusé, voire accablé. Les Occidentaux que nous sommes ne peuvent pas ne pas mesurer toute la carence de leur œuvre en matière d'altruisme et d'efficacité charitable.

Mais le problème de la faim est-il aussi nouveau qu'on le disait hier ? On disait : si la faim date de toujours, le problème en est tout nouveau. Or, il est également très ancien. Il a été posé en termes fulgurants, de manière incroyablement nette dans la Bible, et je pense qu'il est tout de même utile de rappeler ici la tradition prophétique, la tradition d'Israël, qui, affirmant que la terre appartient au Seigneur et que nous en sommes simplement les dépositaires et les administrateurs, lançait un réquisitoire très aigu contre le jeûne facile, celui de la piété rituelle et légaliste, et disait par la voix du prophète Esaïe : « Voici le jeûne auquel je prends plaisir : détache les chaînes de la méchanceté, dénoue les liens de la servitude, renvoie libres les opprimés, partage ton pain avec celui qui a faim et fais entrer dans ta maison le malheureux sans asile. »

On évoquait la Bible tout à l'heure (« croissez et multipliez ») en disant que l'humanité avait mis l'accent sur la domination de la terre et des hommes, au lieu de se souvenir qu'il y avait un respect de la création et une œuvre de sagesse et d'équilibre à promouvoir. Il est évident qu'aujourd'hui une prise de conscience s'opère pour montrer que la parole : croissez et multipliez, doit s'accompagner d'un effort de compréhension, de maîtrise de soi, d'organisation aussi, que le chrétien doit considérer comme au moins aussi important que le sermon qu'il entend le dimanche.

La faim

Quittons l'Ancien Testament et pénétrons sur le sol du Nouveau Testament. Je pense qu'il y a là un terrain absolument brûlant et décisif qui est le suivant : Lorsque le Christ a inclus dans l'oraison dominicale la demande du pain quotidien, il a opéré une véritable révolution contre tous les spiritualismes plus ou moins désincarnés qui amenaient l'humanité à négliger les problèmes concrets, matériels, pour se complaire à des fantasmagories. On a pu parler du matérialisme divin des Evangiles, le Christ par exemple amenant l'homme à se colleter avec les problèmes les plus immédiats, les plus directement existentiels. « Donne-nous aujourd'hui » — non pas après-demain ni dans mille ans — « notre pain quotidien ». Il y a surtout la fameuse parabole du riche et du pauvre Lazare, dans laquelle nous reconnaissons le prochain acculé à une misère physiologique, qui pour ainsi dire harponne la conscience de n'importe quel lecteur. Hélas, trop souvent ce harpon fut éphémère et les chrétiens continuèrent de dormir, je l'avoue avec douleur. Mais cette parabole n'en demeure pas moins inscrite à l'horizon de toute réflexion spirituelle. De même la parabole du Jugement dernier où le Christ, en évoquant le rendez-vous solennel qui est assigné à tout homme, ici ou plus loin, dit : Un jour vous entendrez une voix qui vous interpellera et vous dira : « j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger... » Le membre de phrase : *j'ai eu faim*, figure en tête de toute l'énumération : j'ai eu soif, j'étais nu, p.214 j'étais emprisonné, et vous êtes venu ou pas venu pour me tendre une main secourable. Qu'est-ce à dire sinon que Jésus-Christ s'identifie lui-même avec le prochain qui souffre ? On a parlé à bon escient de la pauvreté sacrée du Christ, qui non seulement s'approche, mais s'identifie, s'incorpore pour ainsi dire à la misère humaine, qu'il a voulu épouser jusque sur la Croix. Voilà le témoignage du Nouveau Testament.

Je voudrais dire que malgré la léthargie des chrétiens, malgré tout ce qu'on peut reprocher aux Eglises à travers le déroulement séculaire de leur vigilance ou plutôt de leur sommeil, il y a eu des chefs de file de la spiritualité chrétienne, il y a eu des porteurs de flamme et de lumière spirituelle. Il y eu, depuis Jean Chrysostome jusqu'au christianisme social de notre époque, et en passant par saint Vincent de Paul et les fondateurs de l'Armée du Salut, des taches de lumière au milieu de l'obscurité de ce monde. Je me demande ce qu'il serait advenu de toute notre réflexion présente et de toute cette prise de conscience qui nous rassemble autour de ces problèmes, si des chrétiens n'avaient pas inlassablement, obscurément parfois, maintenu intacte cette prise de conscience

La faim

en l'amplifiant de plus en plus, en lui donnant son exacte dimension spirituelle. Je songe au mot qui fut attribué à William Booth : « On ne sauve pas un homme qui a les pieds mouillés », et j'évoque les soupes de l'Armée du Salut. On peut ironiser sur les soupes populaires, mais lorsqu'on a jeté un coup d'œil sur cette intensité charitable, ce réalisme de n'importe quel agent de l'Armée du Salut, on ne peut que s'incliner avec un immense respect en face de ces hommes qui côtoient la misère humaine, qui l'épousent, qui l'accompagnent jusqu'à son dernier souffle pour la soulager.

La tâche des Eglises, la tâche des éducateurs et de tous les chrétiens, à l'heure actuelle, reste exactement la même qu'il y a 2.000 ans, à cette réserve près que nous portons un lourd fardeau d'erreurs et de culpabilité, et que nous découvrons de plus en plus la puissance de la grâce. Il y a un pardon pour les chrétiens aussi ! La tâche des chrétiens, quelle est-elle ? C'est de lutter contre l'indifférence et le manque d'imagination. Je ne crois pas du tout que ce soit la vertu, le contraire de l'égoïsme ; je crois que c'est l'imagination de l'amour qui se met à la place d'autrui. La mission de l'Eglise, c'est de lutter inlassablement non seulement contre l'esprit de domination, le mépris, l'injustice, la violence sous toutes leurs formes, même les plus larvées, mais aussi contre l'égoïsme sous son aspect paternaliste, et sous la bonne conscience de certains nationalismes ; et enfin de lutter contre le règne de certaines idéologies qui pratiquement confisquent la responsabilité, la liberté intérieure des hommes. Qu'est-ce à dire sinon que la tâche des chrétiens, de tous les croyants reste aujourd'hui celle-ci : combattre pour l'existence, pour la dignité du prochain ; croire à l'efficacité de n'importe quelle démarche altruiste, de n'importe quel geste témoignant que l'on sort de la préoccupation de soi-même pour aller à la rencontre de celui que Dieu met sur notre route ; lutter pour une action éclairée, ou inspirée. Je ne crois pas du tout, pour ma part, à une action privée d'inspiration. Je réhabilite le mot de croisade, malgré tous les excès qui l'ont fréquemment démonétisé, en affirmant ^{p.215} qu'il n'y a pas de croisade véritable sans la croix, non pas maniée comme un instrument de guerre, mais la Croix considérée à genoux comme le symbole éternellement vivant d'une présence qui a souffert et qui s'est sacrifiée jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il n'y a pas de croisade authentique sans la Croix. La tâche des Eglises est de réveiller, de stimuler l'opinion publique. Mais on ne se réveille pas soi-même, il faut être réveillé.

Il faut donc croire à la vie, et avoir cette ferme confiance qui vivait au cœur de l'Eglise apostolique, lorsqu'elle a détruit l'esclavage de l'Empire romain. Il

La faim

faut avoir confiance que la vie sera toujours victorieuse, lorsqu'elle est envisagée et vécue dans toute sa plénitude et toute sa dimension.

M. LOUIS MAIRE : Je n'ai absolument rien à ajouter à ce que vient de dire le pasteur Werner. Je voudrais simplement dire que j'ai écouté ce qu'il nous a dit avec la plus grande attention.

Mlle ODILE ROULLET : Je voudrais apporter une réponse à Gilbert Etienne, parce que je ne suis absolument pas d'accord avec ce qu'il a dit.

M. Gilbert Etienne a l'air de dire : au fond, vous ne faites pas grand-chose, vous les nantis ; et ce que vous ferez ne changera pas grand-chose, l'action appartient aux pays sous-développés.

Je ne suis pas d'accord. Il ne s'agit évidemment pas de faire la charité. Mais nous devons quand même prendre une conscience aiguë du fait que notre monde, tel qu'il est, tel que nous l'avons fait ou tel que nous l'avons laissé faire, enferme certains pays dans des cercles vicieux dont ils ne pourront absolument pas sortir sans notre aide. Et je crois que cela est capital. Il faut bien nous rendre compte que les pays sous-développés ne pourront pas, aujourd'hui, amorcer leur développement si nous n'acceptons pas une modification profonde des structures du monde. C'est là tout le problème et toute la difficulté.

Je crois que les derniers débats, par exemple, du Conseil Economique et Social des Nations Unies en ont donné une image très nette et très claire. C'est tout le problème des produits de base, et cela nous devons le comprendre et nous devons faire quelque chose. Nous devons accepter cette modification du monde, nécessaire pour arriver à un équilibre de tous les pays.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je n'ai peut-être pas été très clair. Je ne veux pas du tout mettre en doute l'efficacité et le besoin de contributions à l'effort des pays sous-développés. Loin de moi cette idée. Si j'ai créé ce malentendu, je le retire. Je suis d'accord avec Mlle Rouillet pour dire que dans le cas du cours des matières premières, une certaine action de l'Occident peut être entreprise. Mais il ne faut pas non plus s'imaginer qu'en réglementant le prix des matières premières on résoudra les problèmes. Ce serait une contribution importante, et encore importante selon les pays...

La faim

Mlle ODILE ROULLET : p.216 Capitale...

M. GILBERT ÉTIENNE :... qui vise essentiellement leurs exportations. Même pour certains pays, où les échanges exportations-importations représentent un revenu modeste, c'est encore un élément fort important. Mais j'ai vu trop d'exemples de pays où dans les conditions sociales et politiques actuelles une augmentation de l'aide étrangère ne servira pratiquement à rien ou à très peu de chose. Cette réalité-là, il faut la voir en face, et c'est dans ce sens-là que je me suis permis d'insister sur le besoin de voir peut-être davantage l'attitude des pays sous-développés eux-mêmes, comme d'ailleurs le professeur Starobinski et M. Ehrenbourg l'ont fait, que de tenter de croire que dans le fond nous sommes les maîtres de ces problèmes, car ce n'est ni vous ni moi ni personne dans cette salle qui pourrions obliger tel ou tel Etat à changer de régime politique s'il ne le veut pas. Je crois que tout le monde est d'accord.

Vous me direz que par une certaine aide d'ordre technique et éducatif on arrivera à une certaine modification. C'est une aide indirecte, et j'attends que l'on me cite l'exemple de pays qui aient été victimes de carences politiques graves et qui aient été soulagés par une aide extérieure sur le plan technique.

Nous aurons l'occasion de voir plus clairement ce problème, notamment cet après-midi à propos de l'Inde où je me propose de développer ce que j'ai dû exprimer trop brièvement ce matin. Je pense qu'après l'intervention de M. Tibor Mende et de M. Dumont nous pourrions reprendre cette question avec plus de profit qu'en ce moment. Je ne veux pas du tout nier l'importance des actions d'aide extérieure, mais je me permets de rappeler que finalement les décisions ultimes viendront des pays sous-développés eux-mêmes, du moins dans les cas les plus graves.

Mlle ODILE ROULLET : Je reste en désaccord avec vous, parce qu'il ne s'agit pas de l'apport d'une aide extérieure, mais de la modification de structures. Tous les pays sous-développés qui se sont fait entendre aux travaux de l'ECOSOC ont demandé de façon pressante cette modification de structures, et notamment la fixation des prix des produits de base. Elle est essentielle et elle est capitale.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je suis tout à fait d'accord avec vous, mais n'allons pas

La faim

croire que tous les problèmes des pays sous-développés seront résolus par un accord sur le prix des matières premières. Certains pays d'Afrique ne savent plus que faire de leur café. On peut stabiliser les prix du café dans le monde, mais on ne peut pas vous obliger, vous et moi, à boire dix tasses de café par jour.

Mlle ODILE ROULLET : Le prix du café étant stabilisé, ils pourront faire des plans. Ils pourront introduire de nouvelles plantes, passer à un autre type d'agriculture.

M. LOUIS MAIRE : p.217 Et si la gamme des nouvelles plantes qu'ils peuvent introduire est limitée ?... Je crois que Mlle Roulet et que M. Etienne ont tous deux raisons, Mlle Roulet en insistant sur le changement nécessaire de structure dans beaucoup de pays, et M. Gilbert Etienne en disant que ce n'est pas uniquement la stabilisation des prix — il a pris un exemple forcément illustratif et restreint, celui du prix du café — qui sauvera tous les pays.

Il me paraît que le problème est encore plus vaste que celui posé par cette sorte de malentendu entre les derniers orateurs. Il s'agit d'un changement de structures, non pas seulement dans les pays à développer, mais chez nous-mêmes tout d'abord. Cela nous ramène quelque peu à la parabole de la paille et de la poutre. Avant de savoir ce qui pêche chez les autres, souvent par notre faute, il faudrait aussi ne pas perdre de vue les changements à apporter à nos propres structures politiques, économiques et sociales. Nous ne sommes pas si parfaits que nous puissions nous poser en magistères infailibles, en allant prêcher soi-disant la bonne parole à gauche et à droite. Il n'y a pas si longtemps d'ailleurs que nous sommes sortis de nos difficultés matérielles, et tout le monde n'en est pas encore sorti, même dans nos pays.

Je voudrais faire appel à une certaine humilité, et dire que l'action pour laquelle plaide Mlle Roulet, les changements de structures, nous concerne les tout premiers, et que peut-être des changements structurels chez nous auraient une influence immédiate sur le sort des pays que nous voudrions élever.

LE PRÉSIDENT : Je remercie M. Maire et tous les orateurs qui ont participé à cet entretien.

@

QUATRIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. André Guinand

@

LE PRÉSIDENT p.219 demande à l'assistance de bien vouloir, selon la règle en usage, s'abstenir de toute manifestation de ses sentiments, et donne la parole à M. Campagnolo.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je me demande si la course aux armements est vraiment responsable de la faim et, d'autre part, si en désarmant, on pourrait vraiment contribuer directement à la suppression de la faim.

A supposer que le désarmement soit possible, il reste une marge importante entre la solution du problème du désarmement et la constitution d'un Fonds mondial avec les sommes rendues disponibles, auquel vous faisiez allusion.

Le même obstacle qui s'oppose actuellement au désarmement, empêcherait peut-être la constitution de ce Fonds international.

Une autre question s'ajoute à la première : Si c'est le désarmement qui conditionne la solution du problème de la faim, pourquoi les Etats n'ont-ils pas encore désarmé ? Tout le monde dit être pour le désarmement ; pas un peuple, pas un Etat qui ne déclare être hostile à l'armement, parce que cela coûte cher, et que cela comporte des risques. Et pourtant nous sommes en pleine course aux armements. Il y a là un scandale pour la raison.

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Je voudrais présenter également quelques remarques sur le problème du désarmement.

M. Ehrenbourg a fort bien souligné hier soir que l'arrêt de la course aux armements, et davantage encore le désarmement général et contrôlé, constituent un moyen efficace pour combattre la faim et la pauvreté dans le monde. Une faible part, disons le dixième des sommes actuellement consacrées aux armements, suffirait pour procurer les 10 ou 12 millions p.220 de dollars qui,

¹ Le 6 septembre 1960.

La faim

selon les calculs des experts de l'ONU, sont nécessaires pour fournir une aide substantielle aux pays sous-alimentés et accélérer leur développement économique.

C'est une réponse à la question de M. Campagnolo, à savoir que si le Fonds existait, la solution au problème de la faim ne serait pas difficile à trouver.

Bien que tout le monde soit d'accord sur cette vérité, le désarmement non seulement ne progresse pas, mais ce qui est plus grave, l'humanité vit dans une crise en quelque sorte permanente, qui s'aggrave avec le temps.

Comment sortir de cette crise ?

Il faut avant tout créer un climat de confiance et de compréhension mutuelle. Le monde d'aujourd'hui n'est pas seulement en état d'interdépendance économique, mais aussi d'interdépendance psychologique. Il faut admettre que les facteurs psychologiques prédominent, et pour l'instant ils sont dominés par la peur. Mais comment éliminer cette peur ?

Il faut tout d'abord bien comprendre les problèmes de notre époque. Dès l'instant où l'on considère la guerre comme inconcevable à l'âge atomique, le champ de bataille se déplace d'une part sur un plan économique, et spécialement celui du rythme d'accroissement économique général, et d'autre part vers les pays sous-développés où chaque bloc cherche à faire prévaloir son influence.

C'est dans ce domaine que les dirigeants du monde sont maintenant appelés à se mesurer, et nous sommes en présence d'une compétition économique qui a déjà commencé, et qui se développera davantage dans les prochaines années. Dans cette compétition, chaque pays et chaque bloc cherchera à se présenter mieux équipé, mieux préparé et mobilisera tout son potentiel scientifique et technique.

Pour faire face à cette concurrence, toutes les dépenses improductives, parmi lesquelles figurent les dépenses militaires, doivent être diminuées, supprimées graduellement, sinon le pays qui ne suivrait pas cette politique serait devancé par les autres.

M. Ilya Ehrenbourg nous a dit hier que pour trouver les moyens de financer une action radicale contre la faim, la première étape de la politique internationale sera le désarmement, une politique d'aide aux pays sous-

La faim

développés n'en pouvant être qu'une conséquence. Ne serait-il pas plus réaliste de réaliser d'abord, par une coopération économique entre les deux blocs, une aide aux pays sous-développés, même limitée, et ne croit-il pas que cette méthode pourrait faciliter la première étape du désarmement général et contrôlé ?

M. ILYA EHRENBURG : Les deux interventions que nous venons d'entendre posent le même problème.

Je commence par la fin. Je ne crois pas que, pour le moment, une coopération internationale soit possible avant un accord sur le désarmement. Je ne crois pas qu'on puisse d'abord restaurer la confiance et procéder ensuite au désarmement, car la méfiance naît de la course aux armements.

p.221 Oublions un instant les grandes puissances, et prenons le cas de deux Moscovites, ou de deux citoyens d'une ville quelconque. Leurs relations sont devenues excessivement tendues. Imaginez que chacun ait un revolver dans sa poche ; penseraient-ils sans méfiance à soigner leur jardin ? Je ne le crois pas. Chacun regarderait la poche de l'autre et la main de l'autre, parce qu'il se dirait : est-ce qu'il ne va pas, tout en s'occupant de ses fleurs, mettre sa main à la poche et sortir son revolver ?

Il n'est pas possible de restaurer la confiance si on n'arrive pas d'abord à un accord sur l'arrêt de la course aux armements.

Pour répondre à M. Campagnolo, je dirai que je ne pense évidemment pas que la faim soit la conséquence de la course aux armements. Non, la faim est un très vieux fléau de l'humanité. A l'âge où la technique était moins développée, on ne parlait pas des pays sous-développés. Mais l'Europe en général, à la différence de certains pays de l'Asie, fut jusqu'à une certaine époque un continent sous-développé. On y crevait de faim, quoiqu'il n'y eût pas alors de budget militaire (on se cassait la figure avec des moyens dits « classiques »).

Je ne crois pas non plus que le colonialisme, qui est une des grandes causes de la faim dans les pays sous-développés, soit venu par les armes. Au plus la Compagnie des Indes, ou n'importe quelle autre grande organisation, se servait-elle des armes pour conquérir un pays. Ce n'était pas encore l'époque de la course aux armements.

La faim

Je crois qu'on ne peut pas, actuellement, vaincre la faim pour deux raisons :

D'abord pour des raisons économiques. Il est douteux que les peuples qui mangent bien ne soient jamais d'accord pour abaisser leur niveau de vie. En général, le niveau de vie des classes dirigeantes s'abaisse quand il y a une révolution, mais on n'a jamais vu qu'elles renoncent d'elles-mêmes à leur niveau de vie et qu'elles deviennent un peu plus prolétaires. Je ne crois donc pas que, même sous l'effet de la peur, les pays techniquement avancés iront vivre plus modestement pour aider les autres.

Donc économiquement parlant, l'aide à ces pays ne peut venir que de sommes qui ne sont pas affectées au bien-être des peuples. Ni un Américain, ni un Anglais, ni un Russe ne bénéficient de l'argent qui va aux fusées, et l'argent consacré à ces fusées, si elles étaient interdites, pourrait très bien aller aux pays sous-développés ; cela peut être inscrit dans un traité de désarmement.

Si je dis qu'il est impossible d'organiser une aide avant un accord sur le désarmement, c'est que toute aide a maintenant un aspect politique, surtout du côté occidental.

Les dépenses militaires de pays techniquement arriérés, comme le Pakistan, la Turquie, se chiffrent par milliards. Or, ces pays ne peuvent pas d'eux-mêmes réduire leur budget militaire, parce que cela ne dépend pas d'eux. Ils font partie d'un bloc. Et si l'on examine la question des secours qui leur sont accordés, on voit qu'ils sont bien souvent liés à des considérations militaires : bases stratégiques, etc. Donc, pour les libérer, il faut un premier accord sur le désarmement.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : p.222 Vous dites que la confiance qui serait nécessaire pour une coopération n'existe pas. Le manque de confiance est également décisif pour empêcher un accord sur le désarmement.

S'il est vrai que, sans confiance, on ne peut pas collaborer, il est, me semble-t-il, beaucoup plus vrai que sans confiance on ne désarme pas.

M. ILYA EHRENBURG : Je reprends l'exemple de mes deux Moscovites. S'ils laissent leurs revolvers au vestiaire, la discussion deviendra possible... Ce qu'on demande, c'est que les deux mettent en même temps leur revolver au vestiaire...

La faim

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Ils ne le feront pas.

M. ILYA EHRENBURG : A cause de cette méfiance ! Mais il ne faut pas être trop pessimiste. On a dit que la question du désarmement n'est pas en progrès, mais en difficulté. Extérieurement, cela paraît vrai. Il n'y a plus de négociations pour le moment. Mais considérez le travail déjà fait ; vous verrez que l'Union soviétique a fait sienne la thèse de M. Jules Moch, à savoir : pas de désarmement sans contrôle et pas de contrôle sans désarmement. Il est vrai que dans les dernières réunions de Genève, M. Jules Moch ne l'a pas reprise, mais il était un peu tenu par les circonstances. De toute manière, c'est là une formule nette, de laquelle on peut partir.

Ensuite, la proposition d'interdire d'abord les véhicules atomiques a été lancée pour la première fois non par M. Khrouchtchev, mais par le général de Gaulle. Qu'y a ajouté l'Union soviétique ? Elle demande la suppression des bases autour de son territoire.

Je suis certain que dans un avenir rapproché on reprendra les négociations, et qu'on arrivera à un accord, parce qu'il n'y a pas d'autre issue.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Hegel disait que l'idéal suprême de la morale était de connaître la nécessité et de s'y conformer, mais c'est la chose la plus difficile. La nécessité serait de s'entendre sur le désarmement, mais les arguments échangés à Genève ne constituent pas une situation. La véritable situation, c'est la course aux armements, c'est les bases de lancement des fusées qui continuent à augmenter.

Je suis comme vous, j'espère profondément ; seulement je ne crois pas que la bonne volonté des gouvernements suffise pour résoudre le problème. Il faut une autre voie.

M. MIKAÏL RALEA : Nous ne sommes pas encore arrivés à la fin de nos discussions et nous ne savons pas encore s'il y aura une solution à nos problèmes ; mais on a déjà établi un certain nombre de vérités.

On a dit que la faim est un problème des pays sous-développés. Mais pour savoir que faire, il faut partir d'une définition sociologique des ^{p.223} peuples sous-développés. Il ne faut pas insister seulement sur l'aspect technique et

La faim

industriel, mais considérer plusieurs critères, dont le niveau de culture. Les pays les moins développés sont des pays d'illettrés. Il faut envisager, parmi les remèdes à apporter, le relèvement du niveau culturel des masses.

Il faut ensuite prendre en considération, dans la définition d'un pays sous-développé, le niveau de vie matériel ; ensuite, l'inégalité des revenus, enfin la question de l'exportation des matières premières.

La question se pose alors de savoir pourquoi certains pays restent sous-développés et pourquoi d'autres progressent. Les causes en sont multiples.

Il y a d'abord l'importance numérique d'un peuple et sa densité. Puis il y a l'histoire — troublée ou pacifique — des peuples ; enfin la géographie, la fertilité du sol et les possibilités d'enrichissement.

On en arrive à dire que, dans tous les pays, il y a simultanément de la pauvreté, de la faim et de la richesse ; ce qui signifie que les causes énumérées ne sont pas les causes essentielles. Par exemple : en Inde, en Chine, la faim et le luxe voisinent, ce qui signifie que la faim ne tient ni à l'histoire ni à la géographie, mais bien à la mauvaise répartition de la production, aux mauvais rapports de production, c'est-à-dire à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quels remèdes nous offre la situation présente pour en finir avec cet état de choses ?

On a parlé du relèvement du niveau industriel des pays, dont tout le monde profiterait. On a également parlé d'accroître l'activité religieuse. Je me permets de vous citer un cas personnel.

En 1956, j'étais à New Delhi et j'ai eu une conversation avec M. Nehru. Je lui ai demandé pourquoi il y avait tant de pauvreté, pourquoi on voyait dans les jardins publics des milliers d'hommes qui ne font absolument rien ? Il m'a répondu :

— C'est très simple, ils n'ont pas les calories nécessaires.

Et il a ajouté :

— Nous ne devons pas lutter simplement contre la pauvreté ; nous devons également lutter contre des conceptions religieuses difficiles à surmonter.

La faim

J'ai voulu faire une réforme agraire en fixant le plafond de la fortune terrienne à 10.000 hectares. Or, il y a des maharadjas qui possèdent des centaines de milliers d'hectares. Mais le centre de la conception philosophique et religieuse du peuple indien est la métempsychose. Et si, dans cette vie, les gens ne se comportent pas bien, il se réincarneront dans des chiens.

Les propriétaires ont donc appelé les paysans et leur ont dit : « Du point de vue juridique, vous avez le droit de prendre les terres, mais nous attirons votre attention sur le fait que si vous prenez les terres auxquelles vous avez droit, vous deviendrez des chiens dans la vie future... »

Et, m'a dit Nehru, 35 à 40 % des paysans ont refusé la terre.

Cela signifie que la propagande religieuse n'a pas beaucoup à voir avec la question qui nous préoccupe.

Puis, l'aide extérieure n'est pas très organisée ; chacun donne ce qu'il veut. Mais il ne faut pas donner aux pays sous-développés dans un but ^{p.224} philanthropique. Il faut en finir avec la philanthropie. On ne donne pas par pitié, on donne par devoir. Les peuples sous-développés ont le droit de demander et nous avons le devoir de donner.

Et je rejoins M. Ehrenbourg. Ce qui maintient les pays sous-développés dans une sorte de misère partielle, sinon totale, c'est la course aux armements. Certains pays sous-développés dépensent 35 à 40 % de leur revenu national pour des armements que leur impose l'appartenance à un bloc.

M. Campagnolo a souligné que le désarmement est très difficile à réaliser et qu'il faut d'abord en venir au désarmement psychologique et moral, et ensuite au désarmement proprement militaire. Or, je crois qu'il faut d'abord désarmer militairement et ensuite moralement, parce que l'armement militaire est la cause de l'armement moral. Si les peuples n'étaient pas armés, il n'y aurait que très peu de conflits, d'animosité. Les peuples ont peur les uns des autres parce qu'ils s'arment. Le désarmement militaire est la cause ; le désarmement moral est la fin.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Et pourquoi ?

La faim

M. MIKAÏL RALEA : S'ils voient que les autres s'arment, ils s'armeront aussi.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Dans tout le cours de l'histoire cela ne s'est jamais vu.

M. MIKAÏL RALEA : Je viens depuis longtemps à Genève, j'y venais même du temps de la SDN, quand on a commencé à discuter du désarmement général. On a commencé vers 1927 et cela a duré six ans. On prêchait alors : d'abord le désarmement moral, puis le désarmement militaire. Cette thèse est donc assez ancienne. Et celui qui soutenait la priorité du désarmement moral était un socialiste, Mac Donald. C'est lui qui a enterré le désarmement entre 1927 et 1933.

Cela signifie que même si on cherche à désarmer moralement, on n'obtient aucun résultat ; il faut d'abord désarmer du point de vue militaire, pour que les gens commencent à prendre confiance.

Toutes ces questions mènent à une seule préoccupation : celle de la paix. Si on a la paix, les pays se développeront ; on pourra les aider plus efficacement, et ce qui peut apporter la paix, c'est le désarmement militaire. J'incline à penser que c'est le point principal.

Il faut également mentionner l'établissement d'un régime économique et social qui exclue la lutte des classes et l'exploitation de l'homme par l'homme. Et des progrès en cette matière sont peut-être encore plus difficiles à réaliser que sur le désarmement. Mais un désarmement contribuerait déjà grandement à l'entente et la coexistence pacifique entre des pays qui ont des régimes, des structures économiques et sociales différentes.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais me borner à quelques remarques, aussi brèves que possible.

p.225 Nous discutons en ce moment de la question de savoir par quoi il faut commencer. Poser les revolvers au vestiaire, j'ai bien peur qu'un tiers ne s'en saisisse ; désarmer les esprits de manière que les armes deviennent inutiles ? — c'est un peu oiseux. Je pense que nous pourrions poursuivre très longtemps cette discussion, avec de bons arguments de part et d'autre.

Je voudrais donner une impression personnelle, ayant eu le privilège de passer un certain temps, tant à Moscou qu'aux Etats-Unis.

La faim

J'ai été particulièrement frappé que dans chacun de ces pays, c'est la peur de l'autre qui conduit les gouvernements, au nom, disent-ils, de leur peuple, à vouloir s'armer pour se protéger.

Un aimable citoyen soviétique qui nous recevait, nous a dit : « Vous êtes pour la guerre parce que vous venez de pays capitalistes. »

Or, le Français qui était à côté de moi lui a répondu : « Mon grand-père a été tué en 1870 ; mon père a été tué en 1914. J'ai failli être moi-même tué en 1940, et ayant deux fils, je vous assure que je ne souhaite pas une nouvelle guerre. » A quoi notre citoyen soviétique a répondu : « Je regrette beaucoup, mais je suis persuadé que vous êtes tout de même du côté de ceux qui veulent la guerre. »

Il s'est trouvé que peu de jours après, je suis parti pour les Etats-Unis, où j'ai aussi essayé d'entreprendre certaines personnes. On m'a répondu : « Mais non, nous ne voulons pas la guerre. »

Et j'ai la conviction que s'il y a au monde un peuple qui n'aime pas la guerre, c'est bien le peuple américain. Je sais ce qu'il faut pour qu'on mobilise la nation américaine ; il lui faut le sentiment d'un danger très grave.

Et mon interlocuteur d'ajouter : « Mais nous sommes obligés de nous défendre parce que nous sommes convaincus que nous serons un jour attaqués par les pays de l'orbite communiste. »

Donc, des deux côtés, peur irraisonnée.

Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de peuples, d'hommes ou de femmes, qui souhaitent vraiment la guerre.

Si l'on parvenait au désarmement, on libérerait des moyens financiers, comme l'a dit hier M. Ehrenbourg, dont une partie seulement suffirait déjà à nous permettre de faire de très grands progrès sur la voie du développement économique. Je partage entièrement son avis. Tout le monde est d'accord ; si on ne dépense pas son argent à une fin déterminée, on peut le dépenser à une autre. C'est un lieu commun.

Je tiens à souligner que cette question pose un problème de responsabilité pour tous les pays, et spécialement pour tous les Grands qui font la politique mondiale.

La faim

M. ILYA EHRENBORG : Ce que j'ai dit s'applique à tous les peuples, et pas seulement à l'Amérique. Je n'ai pas dit que l'effort doit être fait seulement par les pays que nous appelons capitalistes — et que les autres appellent « le monde libre » — à l'exclusion des pays que les autres appellent « les pays d'au-delà du rideau de fer ». Quand un Soviétique parle, il ne faut pas penser que ce qu'il dit concerne p.226 seulement l'Amérique ; cela concerne tous les pays. Mais sans doute me suis-je mal fait comprendre.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais rassurer M. Ehrenbourg, nous l'avons parfaitement compris, et les mots qu'il vient de prononcer, il les a dits et nous les avons bien entendus. Nous vous en donnons acte.

Vous avez dit hier soir, dans votre très belle conférence, que l'aide des pays capitalistes — appelons-les ainsi par commodité d'expression — aux pays sous-développés n'est pas toujours désintéressée. Je l'ai dit aussi quelques jours avant vous. Je le sais trop bien. Mon propre pays n'échappe pas à ce défaut. Mais je crois que cela est vrai aussi des pays du bloc soviétique.

Si l'on prend les chiffres, on constate que dans l'aide économique et financière que l'Union soviétique a apportée — et elle est considérable — à des pays en voie de développement, il y a place aussi pour une aide militaire. J'ai des chiffres qui étaient valables au début de 1958, et qui indiquent que sur un total de pas tout à fait 2 milliards d'aide apportée par les pays du bloc soviétique, il y avait en fait 20 % d'aide militaire.

Il semble donc un peu difficile de prêcher le désarmement et d'aider à s'armer ceux qui ne le sont pas encore... C'est, je pense, un reproche qu'on peut faire aux deux blocs.

M. Ehrenbourg croit qu'on va arriver au désarmement, nous le souhaitons de tout cœur. Mais la sagesse voudrait que l'on ne contaminât pas d'autres Etats. Les deux blocs devraient s'abstenir de communiquer leurs défauts aux autres Etats. Ce serait déjà cela.

M. ILYA EHRENBORG : Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de gens qui, par peur, désirent une guerre préventive, ni en Amérique, ni ailleurs.

L'anecdote que vous nous avez racontée sur votre voyage en Union soviétique prouve une seule chose, c'est que votre interlocuteur était d'une rare

La faim

bêtise. Nous avons fait disparaître le capitalisme — et si vous me disiez qu'il y a des capitalistes à Moscou, je répondrais que c'est un mensonge. Mais jamais nous n'avons dit qu'il n'y avait plus d'imbéciles dans notre pays. Donc, vous avez eu la chance, ou la malchance, de tomber sur quelqu'un qu'on ne peut même pas qualifier de dogmatique ; l'individu qui, à Moscou, déclare que tel Français désire la guerre parce qu'il est d'un pays capitaliste, est tout simplement un rare idiot.

Vous avez abordé la question de l'aide intéressée et de l'aide désintéressée. J'ai donné hier la liste des pays auxquels l'Union soviétique a apporté une aide économique et j'ai insisté sur le fait que notre aide était minime parce qu'il y a peu de temps encore, nous étions un pays économiquement sous-développé. Mais si vous prenez la liste de ces pays, je vous demande de me dire où sont nos bases dans ces pays ? Est-ce que nous utilisons ces pays dans un but militaire ? Est-ce que nous avons fait de l'Inde ce que l'autre camp a fait du Pakistan ? Est-ce que nous avons fait en Afghanistan ce que l'autre camp a fait en Iran ? Peut-on dire que p.227 la République arabe unie est notre alliée politique et idéologique ? Ce serait vraiment de la plus haute fantaisie.

J'ai d'ailleurs lu dans les journaux genevois des articles également fantaisistes disant, par exemple, qu'en Guinée on va construire un institut technique et que les laboratoires seront faits par des ingénieurs soviétiques selon les termes de l'accord culturel signé récemment. Et le titre de l'article est « Mainmise soviétique ».

Ce matin, dans un autre journal genevois — car en plus du petit déjeuner, l'hôtel vous sert le matin un quotidien — j'ai lu un compte rendu objectif de ma conférence ; mais en première page figurait un article intitulé « Peur » avec pour thème : « Pourquoi les démocraties ont peur de nouveaux concurrents soviétiques ».

Je n'aime pas cette notion de peur dont vous avez parlé, parce qu'elle pousse à la naissance d'une psychose de guerre, ce qui est malheureux, surtout dans un pays qui, heureusement, ne connaît pas la guerre depuis longtemps.

Quant à l'aide, je serai d'accord avec vous sur un point, c'est que l'antagonisme des deux blocs ne permet pas d'organiser l'aide d'une façon rationnelle. C'est pourquoi je déclare qu'il est indispensable d'arriver à un premier accord sur le désarmement, pour qu'on en vienne à la coopération

La faim

internationale et non à un don dicté par la peur, par la rivalité ou par l'ambition.

M. GASTON BOUTHOU : Au cours de nos échanges de vues, il a été exposé tous les aspects du problème de la faim dans le monde et des moyens susceptibles d'y remédier. Cependant le plus important de ces aspects n'a pas été évoqué : c'est celui de la population ou plus exactement de l'équilibre démographique.

Il n'est pas exagéré de soutenir que cet aspect du problème présente à lui seul autant d'importance que tous les autres réunis. Pourquoi ? Parce que la vie économique des peuples peut être comparée à une balance à deux plateaux : l'un est la production, l'autre la population. Les mouvements de ces deux secteurs peuvent être figurés par des courbes. Lorsque celle de la production monte plus vite que celle de la population, c'est l'amélioration des niveaux de vie, l'aisance et le progrès. Lorsque la population se développe plus vite que la production, c'est l'appauvrissement, la pénurie ou la famine.

Lorsque ce décalage désastreux se révèle durable, s'il porte sur plusieurs années par exemple, on peut dire que le pays affligé de cette forme de déséquilibre est en état de surpopulation.

Bien entendu la notion de surpopulation ne peut être que relative. Il ne s'agit pas de dire qu'un pays « doit » avoir tant de millions d'habitants de plus ou de moins. Ce serait une vue totalement arbitraire, l'exposé d'une préférence entièrement subjective.

Nous sommes bien obligés de constater que la surpopulation ainsi définie est la caractéristique de tous les pays sous-développés. Tous présentent un taux de natalité et d'accroissement démographique ^{p.228} extrêmement élevé, toujours très supérieur à celui des pays où règne l'aisance alimentaire. Une telle concordance ne peut être un hasard.

Cet accroissement accéléré est un fait nouveau même pour certains pays dont la population, récemment encore, augmentait lentement. Il achève de bouleverser leurs fragiles structures. et rend de plus en plus ardue, ou même souvent insoluble, l'amélioration de leur sort. Car lorsqu'au prix d'énormes sacrifices on aura réussi à produire assez pour nourrir cent bouches, celles-ci seront devenues deux cents dans l'intervalle et tout sera à recommencer.

La faim

Autrement dit, il est impossible d'élever à la vie civilisée des populations qui continuent, malgré la réduction énorme de leur taux de mortalité, à présenter une natalité zoologique.

Quelles que soient les solutions que l'on propose, techniques, sociales ou politiques, l'accroissement trop rapide de la population vient compliquer le problème. Dans les hypothèses les plus optimistes il en retarde la solution, c'est-à-dire qu'il prolonge cruellement les souffrances de ces malheureux.

Voici un exemple frappant parmi tant d'autres des absurdités auxquelles l'on aboutit en employant cette méthode de planification boiteuse : certains pays ont un programme — fort bien conçu — de construction de barrages d'irrigation. Mais leur accroissement démographique est tel que lorsque ces travaux auxquels ils consacrent toutes leurs ressources seront achevés, le supplément de production agricole ainsi obtenu permettra tout juste de nourrir la portion dont la population se sera accrue durant les travaux. Ainsi tout cet énorme effort aura été dépensé sans aucune amélioration des niveaux de vie, c'est-à-dire en pure perte.

Sans doute il est des gens qui font bon marché des générations sacrifiées. Leur dogmatisme les dispense d'humanité et de pitié. Mais comment se fait-il que souvent des personnes mues par des considérations vraiment humanitaires, et se rendant compte que l'augmentation trop rapide des populations qui souffrent de la faim complique tous les problèmes que pose l'aide à leur apporter, répugnent néanmoins à leur recommander la modération démographique ?

Le devoir des nations nanties est de guider les retardataires. Que peuvent-elles faire de mieux que leur proposer leur propre exemple : il faut aimer son prochain comme soi-même. Or les nantis présentent tous une natalité modérée. Cette modération n'est-elle pas un phénomène volontaire ? Il est vain de le nier car si on laissait faire la nature la plupart des femmes auraient un enfant par an. Ils ont donc le droit et le devoir de prêcher la modération et, tout en apportant leur aide, de proposer leur propre exemple.

N'est-ce pas faire preuve de mépris envers les peuples sous-développés en estimant que ce qui est bon pour nous ne l'est pas pour eux ? N'est-ce pas la formule même du pire obscurantisme ? Ce serait d'autant plus injuste que plusieurs d'entre eux ont spontanément compris cette situation et entrepris de

La faim

lutter contre la natalité zoologique. Ce n'est pas par hasard que la civilisation moderne et la démocratie sont nées en pays chrétiens. Car le christianisme est la seule religion qui ne proscrive pas le célibat et impose la continence.

p.229 Il ne s'agit pas, répétons-le, de fixer arbitrairement le chiffre que doit atteindre ou ne pas dépasser la population d'un pays. Il s'agit simplement, en freinant l'accroissement, de ne pas rendre impossible l'amélioration rapide des niveaux de vie, la lutte efficace contre la faim, et aussi de doter ces pays d'une économie solide et saine.

Bien avant la planification, les pays aujourd'hui prospères et qui ont, eux, lentement créé les techniques modernes, ont développé simultanément et harmonieusement leur population et leurs ressources. La détresse des pays sous-développés vient de ce décalage : lorsqu'on produit un pain de plus, il naît en même temps deux bouches à nourrir. Le problème est le même pour le progrès technique : mais il est au fond moins ardu. Car on peut et on pourra de plus en plus accélérer la production des objets, alors qu'il faut toujours le même temps pour mûrir une récolte ou élever un veau.

Certains prétendent qu'il serait indélicat de conseiller la modération démographique aux peuples à la fois affamés et affligés de natalité galopante. Ils rappellent, tant ils font fi de la souffrance humaine, les moralistes du Moyen Age qui autorisaient la torture et prohibaient la dissection sous prétexte de pudeur.

Certains voient dans le droit à l'inflation démographique une condition de dynamisme. Certes il ne s'agit pas pour nous de prôner l'arrêt définitif de toute expansion numérique des hommes ; mais on ne peut oublier que l'inflation démographique systématique est inséparable des aspects les plus déplaisants du capitalisme, car elle stimule les profits, les plus-values et les rentes foncières. Elle est aussi liée aux pires aspects de l'impérialisme, car une population surabondante encourage et justifie les invasions et les agressions.

Dans sa très belle conférence, M. Ilya Ehrenbourg nous a parlé du fardeau des armements et de son accroissement insensé. Il a mille fois raison. Mais le fardeau de l'inflation démographique actuelle est tout aussi insensé. Car lui aussi conduit au gaspillage en pure perte des ressources de l'humanité. Les gaspillages auxquels nous entraîne l'inflation démographique croissante des « pays de la faim » sont sans profit pour le progrès ni pour personne. Il ne s'agit

La faim

que de remplir des tubes digestifs et de prolifération machinale.

Dans une humanité que l'on voudrait soustraite aux dérèglements et aux convulsions, quiconque procréé inconsidérément menace les autres, car il compromet l'équilibre démo-économique sans lequel il n'y a pas d'aisance ni de civilisation possible. Il compromet aussi la paix. Non que les sous-développés soient par eux-mêmes redoutables. La guerre est devenue aujourd'hui une industrie de grand luxe permise seulement aux Etats les plus riches et les mieux suréquipés. Nous ne sommes plus au temps des invasions barbares. Mais le désespoir et le désœuvrement engendrent la turbulence et l'agressivité. Les guerres intestines sont l'agressivité du pauvre. Elles entretiennent la tension internationale, risquent d'entraîner « les Grands » dans leurs querelles irresponsables. Rappelons-nous les Balkans en 1914. Nous voilà dans le cercle vicieux que traçait M. I. Ehrenbourg : la tension internationale engendre les p.230 armements et les armements engendrent la tension. Mais la surpopulation engendre les deux.

C'est pourquoi il est vain de vouloir ignorer, je dirais même d'escamoter l'aspect démographique des problèmes que pose le monde moderne. A nous obstiner nous reculerons pour mieux sauter dans l'abîme. Les choses vont trop vite aujourd'hui pour s'en remettre au laisser faire et à la *vis medicatrix naturæ*. Il est peut-être répugnant et choquant d'intervenir, mais il est désastreux de s'y dérober. Toute planification sérieuse et complète implique un planisme de la population. Il en est de même pour le désarmement. Car il ne suffit pas d'ôter les armes, il est beaucoup plus important d'atténuer le désir de s'en servir. (Les plus grands massacres de l'histoire ont été faits avec des flèches et des épieux.) C'est-à-dire qu'il ne saurait y avoir de désarmement efficace sans un certain *désarmement démographique*.

M. ILYA EHRENBORG : Je regrette que M. Josué de Castro n'ait pu venir car il a, avec beaucoup de force, répondu par avance aux arguments qui viennent d'être exposés (déjà formulés par Vogt et d'autres qui voient dans la surpopulation toutes les causes de nos malheurs).

Je n'accepte pas votre argument, pas plus que les théories de Carl Vogt, qui sont contraires à l'humanitarisme au sens que lui donnent la civilisation chrétienne et d'autres civilisations. Je crois à toutes les civilisations qui ont une

La faim

certaine conception de la valeur de l'homme et ce que vous avez dit va à l'encontre de cette conception.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il me semble impossible d'arriver à une solution générale du problème de la population, car s'il y a des pays surpeuplés, il y a aussi des continents sous-peuplés ; c'est le cas de grandes régions de l'Afrique. Il eût été bon de le signaler.

Même si dans certains pays il paraît souhaitable de ralentir l'accroissement démographique, on se heurte à de très sérieuses difficultés pratiques, quelques-unes même cocasses, que l'on ne peut pas omettre. Je crois que les vœux émis par M. Bouthoul restent quelque peu utopiques.

Il serait peu psychologique que les pays occidentaux fassent une propagande trop marquée, trop vive auprès des pays sous-développés pour limiter leur population. C'est à ces pays de prendre leurs responsabilités. Certains pays comme l'Inde se sont déjà engagés dans le *Family Planing*, et dans ce cas il est assez normal que nous les aidions si nous le pouvons. D'autres n'ont pas encore considéré le problème, et il serait dangereux d'aller ainsi recommander nous-mêmes de telles initiatives ; elles doivent partir des pays intéressés eux-mêmes.

M. GEORGES ZOTTOLA : M. Ehrenbourg a parlé tout à l'heure de la corrélation entre la faim et la colonisation. Il a présenté un tableau idyllique de l'Inde avant l'intervention anglaise. Si on remonte le cours des temps, on voit que l'Inde, comme la Chine, a été de tout temps un pays des plus frappés par les catastrophes naturelles et par la famine.

p.231 Je ne vois pas de corrélation directe entre famine et colonisation. Est-ce qu'au Congo les populations étaient mieux nourries avant la venue des Belges ? Est-ce qu'à Cuba, avant l'intervention économique américaine, les populations étaient ou non mieux nourries ?

M. ILYA EHRENBORG : Je demanderai comment on peut lutter contre la sécheresse et les inondations, causes directes de la faim. Par le progrès technique. Est-ce qu'un peuple colonisé peut profiter de ce progrès technique ?

La Russie a souffert beaucoup de la sécheresse. Et cette année, alors que vous avez eu un été pluvieux, chez nous l'été a été torride. Or, j'ai dit tout à fait

La faim

clairement que c'est grâce au changement des méthodes de production et au défrichement des terres que nous avons maintenant de bonnes récoltes en mauvaises années. Pour y parvenir, il fallait changer beaucoup de choses dans notre pays.

Avant la Révolution, notre pays était aussi sous l'emprise de capitaux étrangers, mais beaucoup moins que la Chine. Qu'ont fait les Chinois pendant les dernières années ? Je suis allé en Chine il y a neuf ans. J'y ai rencontré des gens qui sont loin de partager les idées communistes, qui venaient de Chine et qui, parlant du niveau de vie, étaient étonnés des changements dont ils avaient été témoins. Cela tient au fait que les Chinois ont commencé à s'occuper eux-mêmes de leurs affaires.

Pour l'Inde, son développement a été arrêté au moment de l'arrivée de la Compagnie des Indes. A l'époque, l'Inde en était au stade féodal, comme l'Europe d'ailleurs. Mais à ce moment la production, en Angleterre, commençait à se moderniser. Et l'Inde n'a pas suivi l'évolution qui se faisait en Europe parce qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'Angleterre de la moderniser.

Vous me demandez encore si la population de Cuba était dans une meilleure situation avant l'intervention américaine ? Je ne trouve pas sérieuse votre question, car vous savez bien que Cuba était une colonie espagnole, et que les Etats-Unis ont participé à la libération de Cuba pour mettre la main sur tous les monopoles existants.

M. RENÉ DUMONT : Je voudrais poser une question à M. Zottola. Considère-t-il que Cuba est une colonie nord-américaine ?

M. GEORGES ZOTTOLA : Ma question était de savoir si le colonisateur a affamé les populations locales ?

M. RENÉ DUMONT : La façon dont vous avez posé votre question m'avait fait croire que vous considériez Cuba comme une colonie nord-américaine. Il était intéressant de le savoir.

M. GEORGES ZOTTOLA : M. Ehrenbourg a parlé de l'intervention économique américaine. J'ai dit que l'intervention américaine n'avait pas eu

La faim

pour résultat d'affamer davantage les populations.

M. RENÉ DUMONT : p.232 Je reviens de Cuba et je puis vous dire que la situation alimentaire a été aggravée depuis un demi-siècle.

M. ILYA EHRENBURG : Je me suis borné à reprendre une phrase d'un livre de Josué de Castro.

M. RENÉ DUMONT : J'évoquerai ce soir la situation à Cuba...

Dr THIANAR : Nous avons appris de la FAO et de l'OMS que pour les deux tiers des hommes, les disponibilités alimentaires représentaient moins de 2.750 calories ; qu'un quart des hommes, ceux des pays développés, disposaient des trois quarts des disponibilités alimentaires du monde ; que les trois quarts, dont nous sommes, disposaient du seul quart restant.

Depuis lors, nous avons entrepris dans l'ouest africain, et au Sénégal en particulier, de savoir ce qu'il en était. Vous me permettrez de vous ramener à des notions de base.

L'état de nos connaissances sur les taux de consommation alimentaire dans nos pays est résumé dans les conclusions du dernier séminaire international des nutritionnistes de l'Afrique. Calculés sur la base des recommandations du Comité de la FAO, les besoins en calories par personne et par jour, compte tenu du climat et de l'âge de la population, se situent entre 2.000 et 2.200 calories. D'après la plupart des enquêtes, les besoins en calories sont satisfaits à plus de 10 % environ. La couverture des besoins en calories varie au cours de l'année ; dans les périodes de soudure, des déficits peuvent atteindre 30 %. La répartition des calories est inégale au sein de la famille. Des déficits du même ordre sont atteints quand la famille s'accroît ; les femmes, enfants, vieillards sont ainsi les plus défavorisés.

Le seuil de 2.200 calories est ainsi rendu plus que précaire, même soutenu par la théorie des équilibres locaux et des normes africaines, théorie que nous sommes tentés de dépasser, moins par subtilité de bon élève de vos universités que parce que nous sommes sans cesse sollicités par un centre de gravité à rattraper ; nous allons de déséquilibre en équilibre.

La faim

Dans les budgets des familles, le poste alimentation occupe 50 %, et atteint 70 % en milieu rural encore que nous n'ayons pas les coefficients d'appréciation du troc et des échanges internes.

Si le secteur autochtone dans le revenu national n'est pas satisfait, il l'est moins encore dans la disponibilité alimentaire où le volume d'importation est considérable. Le taux d'accroissement de 3 % du revenu national, qui est le même que le taux de l'extension démographique, bascule virtuellement dans la sous-alimentation et la faim.

La plupart de nos pays continuent d'être sollicités par la complémentarité de l'économie européenne, aux dépens de leur propre production, notamment vivrière, l'inégalité de santé étant partout le corollaire de l'inégalité alimentaire — ce que Hirsch appelait l'inégalité devant la mort, la seule qui existe, ajoutait le regretté professeur André Mayer.

p.233 Nous ne sommes donc pas prêts de briser par nous-mêmes le cercle vicieux de notre sous-consommation, sous-production. Le problème est donc, comme on le voit, celui de la coexistence dans une coopération à reviser sans cesse.

On a parlé de la colonisation. Nous n'en sommes plus, nous, à situer la responsabilité de la colonisation. Nous voulons bien la considérer comme un mal nécessaire, mais à condition que nous soyons tous fermement décidés à la dépasser. On nous fait le procès de nous armer contre le retour de la colonisation. Ce n'est pas exact. Nous ne croyons pas à la guerre. En cela, sommes-nous restés de grands enfants ? Nous sommes armés jusqu'aux dents, si vous voulez, mais pour la paix.

Je ne pensais pas avoir à aborder le sujet par le désarmement, c'est une question à laquelle je n'avais jamais pensé. Et vous comprendrez qu'un représentant des pays sous-développés ne soit pas à l'aise dans la question du désarmement, parce que nous sommes résolument pacifiques.

Nous retenons la solution du désarmement comme une solution ultime, mais encore faut-il que nous puissions y contribuer. Et je demanderai à M. Ilya Ehrenbourg comment nous pouvons, nous, aider au désarmement. En attendant, peut-être devrions-nous préparer le terrain en nous réarmant moralement ; la question est celle de la coexistence dans une coopération, mais d'abord une coopération nécessairement morale. Et nous pensons que le

La faim

fondement de ce redressement ne peut se trouver que dans une amitié qui permettra aux individus de faire certainement plus que les Etats.

M. ILYA EHRENBORG : Vous me demandez comment vous pouvez contribuer au désarmement. Et vous pensez que, dans ce domaine, les hommes doivent faire plus que les Etats.

Naturellement, les grands Etats doivent de plus en plus écouter les petits Etats. Leur autorité dans les organismes internationaux s'accroît. Il y a encore peu de temps, l'ONU était une organisation où étaient représentés les deux blocs, avec de rares exceptions. Peu à peu y adhèrent de nouveaux Etats indépendants qui sont pacifiques, avez-vous dit. Et je crois que les exigences de ces Etats à l'égard des deux blocs peuvent avoir une influence sur le désarmement.

M. PIERRE DE BOISDEFRE : Comme l'a dit M. Ehrenbourg hier soir, si nous posons le problème à son niveau technique, à l'échelle planétaire, nous notons un certain nombre de possibilités ; et c'est ce que je veux retenir de la conférence de M. Ehrenbourg.

Nous avons pris conscience du déséquilibre de la nutrition des pays sous-développés. Et l'aide accordée à ces pays n'est pas désintéressée ; elle constitue dans une certaine mesure une réparation. Mais nous n'avons cependant pas à plaider coupable.

Je suis très heureux de l'intervention du Dr Thianar, qui a marqué que d'un côté comme de l'autre nous devons dépasser le stade des revendications, des rancunes, des remords, mais considérer au contraire que nous avons à aménager d'un commun accord la planète en fonction de nos besoins.

p.234 Je voudrais noter un argument en faveur des pays qui ont participé à la colonisation dans les cinquante dernières années : nous avons assisté à une augmentation démographique considérable des pays colonisés. Cet accroissement démographique a tout de même été préparé et facilité par certaines méthodes des pays colonisateurs, qui ont fait reculer la mortalité, qui ont facilité la nutrition de masses importantes, et notamment des enfants.

L'aide aux pays sous-développés ne revêt pas toujours malheureusement le caractère qui leur serait le plus directement utile. En dehors de l'aide militaire dont les motifs sont trop évidents, on peut considérer que la construction d'une

La faim

aciérie géante ou même d'une usine de montage d'automobiles ne rend pas un bon service à un pays sous-développé. On commence à comprendre qu'il est plus important de faciliter des travaux d'irrigation ou l'installation de petites industries locales qui utilisent directement la main-d'œuvre sur place, que de se livrer à des travaux beaucoup plus spectaculaires.

Il y a enfin une question qu'a effleurée M. le professeur Bouthoul ; c'est qu'au rythme où il se produit, l'accroissement démographique est tel qu'il risque de mettre en péril l'équilibre économique, social et humain de la planète tout entière. Vous connaissez tous les chiffres. Si le monde doit compter 7 milliards d'êtres humains au début du siècle prochain, sans que nous ayons réussi à faire progresser les subsistances à un rythme plus élevé que celui que nous connaissons, nous ne nous en sortirons pas.

On peut se demander cependant si nous ne sommes pas au seuil de grandes découvertes, notamment dans le domaine de la nutrition, qui renouvelleront complètement l'ensemble du problème.

Bref, je voudrais conclure sur une vue plus optimiste que celle que nous nous formons généralement de la situation. Il est certain qu'à vue d'années, le problème de la faim nous pose un cas dramatique — et ce n'est pas le seul — mais peut-être qu'à vue d'histoire, nous considérerons plus tard que la transition d'un âge à un autre ne s'est pas si mal accomplie.

M. ILYA EHRENBURG : Vous avez dit que des médecins ont bien travaillé aux colonies et qu'ils ont lutté contre les maladies infantiles. Je l'ai dit. Mais en même temps que ces médecins, on envoyait autre chose sur quoi je n'insisterai pas. On faisait un peu de bien, mais on faisait beaucoup de mal. Je n'en aurais pas parlé si on ne continuait pas l'apologie de l'action passée des colonialistes. Quand je suis arrivé, un journaliste de la radio française m'a posé des questions relatives au bien qu'avaient fait les Français dans les colonies. C'était une émission à destination de l'Afrique. Naturellement je n'ai pu répondre sur ce point, mais j'ai dit : « Ils n'ont pas commis certaines actions mauvaises qu'ont faites les Anglo-Saxons. J'ai vu dans d'anciennes colonies françaises, à Pondichéry par exemple, qu'il n'y avait pas de traces de racisme, alors que les Anglo-Saxons étaient fréquemment racistes.

» p.235 Pourquoi m'avez-vous posé cette question ? Pour que je dise que

La faim

j'estime l'œuvre des médecins ? Naturellement je l'estime beaucoup, comme tous ceux qui sont allés là-bas avec des intentions généreuses ».

Une deuxième question visait la construction d'usines aux Indes. « Posez cette question à M. Nehru et au gouvernement indien, ai-je dit au reporter, qui veulent que cette usine soit construite.

» Je pourrais encore vous répondre qu'il peut être étonnant, mais c'est pourtant ainsi, que l'Inde puisse construire une usine d'automobiles et d'avions mais qu'elle ne produit pas en série des textiles ou des ustensiles en métal. L'Inde veut limiter sa production industrielle à des articles que peuvent fabriquer les artisans ; c'est pourquoi le gouvernement indien désire que nous apportions l'aide sous forme de construction d'usines. »

Nous estimons qu'il ne nous est pas possible de dire à l'Inde : faites une économie socialiste. Et nous faisons ce qu'on nous a demandé.

Vous avez aussi parlé d'un barrage, le barrage d'Assouan...

M. PIERRE DE BOISDEFFRE : Je n'ai pas critiqué le barrage dans la mesure où il permet d'irriguer des pays importants. J'ai opposé la création de certaines entreprises de pur prestige à celles qui permettent d'améliorer le niveau de vie.

M. ILYA EHRENBORG : De quel prestige s'agit-il ? Je ne crois pas que le gouvernement de l'Inde et en particulier M. Nehru, pour qui j'ai la plus grande estime, fasse une politique de prestige.

D'autre part, au lieu d'effrayer les gens en leur donnant des chiffres de surpopulation, il vaudrait mieux montrer qu'il y a quantité de terres à défricher et qu'on peut en tirer des récoltes dix fois supérieures à celles que l'on a actuellement.

LE PRÉSIDENT : Il est tard. Nous avons encore quelques interventions à entendre, mais je demande aux participants de bien vouloir les remettre à demain matin au début de l'entretien consacré à la conférence de M. Dumont.

La séance est levée.

@

CINQUIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Louis Maire

@

LE PRÉSIDENT p.237 annonce à l'assistance que la première partie de l'entretien portera sur la conférence de M. Ehrenbourg, puis que l'on passera au débat sur celle de M. Dumont.

Il donne la parole à M. Montaignac.

M. MONTAIGNAC : J'aurais deux remarques à présenter.

Tout d'abord, je voudrais dire qu'au XVII^e et au XVIII^e siècle, tous les pays étaient sous-développés. Ce n'était pas particulier à l'Inde. Donc, plutôt que d'attaquer tel ou tel « colonisateur », on pourrait rendre responsable le système capitaliste de l'époque, le libéralisme manchesterien. La condition des mineurs, des filateurs anglais n'était pas meilleure que celle des Indiens. Je crois même que la situation des paysans russes n'était pas bien supérieure à celle des Indiens. Je ne voudrais pas m'étendre plus longtemps sur ce point, parce que j'aurais l'air de défendre la Compagnie des Indes, qui est en effet indéfendable.

Deuxième remarque : tout le monde est d'accord sur le désarmement. Le président Eisenhower, devant le Sénat brésilien, a déclaré que toutes les sommes économisées grâce au désarmement seraient transférées à l'aide aux pays sous-développés, en tout cas pour ce qui concerne l'Amérique. Je crois que les autres pays suivront le mouvement. Il n'y a donc pas lieu de craindre le chômage, si toutes les sommes prises sur les armements, même progressivement, vont à l'aide aux pays sous-développés. Tout le monde est d'accord là-dessus.

J'en arrive à une proposition qui a été faite par l'Union Syndicale Suisse en corrélation avec la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Il s'agirait de prélever un impôt de solidarité internationale, qui serait par exemple de 1 % du revenu de toutes les nations. Si en effet nous devons attendre d'avoir abouti

¹ Le 7 septembre 1960.

La faim

à un désarmement complet, ou p.238 même partiel, on risque d'attendre assez longtemps. Donc, en attendant le désarmement, je pense que l'on pourrait prendre en considération cette proposition de l'Union Syndicale Suisse. Ce 1 % du revenu national représenterait, à l'échelle suisse, 300 millions, et à l'échelle internationale à peu près les 12 milliards qui ont été demandés par les experts pour donner une aide vraiment efficace aux nations sous-développées. Cette proposition pourrait avoir un effet presque immédiat si nous arrivions à convaincre, les uns et les autres, nos gouvernements — ce qui sera évidemment la chose la plus difficile.

Je poserai maintenant deux questions à M. Ehrenbourg : est-il d'accord sur la solution d'un impôt de solidarité international, semblable, sur le plan international, à celui que nous versons, sur le plan national, pour l'assurance vieillesse ?

Vous avez dit hier, entre autres, que les nations riches ne voudront pas se priver pour les nations sous-développées. Mais en réalité le niveau de vie, dans toutes les nations, augmente de 2 à 3 % par an. La Suisse a un taux d'augmentation de 2,5 %. J'ai lu qu'en Russie le taux de développement est de 5 à 6 %. Je pense que donner 1 % n'a rien d'excessif, cela ne ruinera personne. Sur le plan pratique, ce serait un commencement de solution, et même une bonne solution.

En second lieu, si nous nous mettions d'accord sur cet impôt de solidarité internationale, comment envisager cette action sur un plan pratique ? Nous avons fait passer en Suisse, au début de l'année, un impôt de 0,4 % pour l'assurance invalidité, et il n'y a pas eu de protestations. Pourquoi ne pas agir sur le plan international comme nous agissons sur le plan national ?

M. ILYA EHRENBORG : Je n'ai pas très bien compris la première partie de votre intervention. Vous avez dit qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, la misère ne régnait pas seulement dans les colonies, mais dans le monde entier. Ensuite, quelle a été votre remarque opposée à ce que j'avais dit ?

M. MONTAIGNAC : J'ai observé que cette misère n'était pas provoquée par le colonialisme de l'Angleterre ou de la France, que c'était une question économique. On devrait plutôt accuser le libéralisme manchesterien, beaucoup

La faim

plus qu'un pays déterminé. Vous avez dit qu'en fait l'aide à apporter aux pays sous-développés était une réparation des pays occidentaux à leur égard, dans le cas particulier de l'Angleterre à l'Inde. Mais alors, si l'on doit tenir responsable l'Angleterre des excès de la Compagnie des Indes, on pourrait rendre l'U.R.S.S. responsable des excès de Souvarov à Varsovie. On ne doit pas se placer sur un plan politique national, mais sur un plan économique. Ce ne sont pas les nations qui sont responsables.

M. ILYA EHRENBURG : J'ai dit qu'au XVIII^e siècle le niveau de la production textile était à peu près le même en Angleterre et dans l'Inde. Mais étant donné le régime imposé à l'Inde par p.239 l'Angleterre, tout progrès technique devenait impossible aux Indiens. Bien au contraire, en profitant des matières premières et de toutes les richesses de ses colonies, l'Angleterre a pu se créer une industrie exemplaire. M. Nehru s'est beaucoup inspiré de ces faits dans ses deux livres sur l'Inde, et il les explique en détail, sans acrimonie particulière mais en toute objectivité, et il montre les conséquences économiques, pour l'Inde, des conquêtes de la Compagnie.

Vous avez parlé des Russes. A mon tour, je vous citerai un exemple pris dans un passé très lointain, pour ne pas exciter les passions. A un certain moment, nous avons eu notre Renaissance, qui a coïncidé avec la Renaissance de l'Italie et de la France. L'invasion tartare a tout arrêté, et en art ce qu'on appelle le Trecento, admirable, n'a pas eu de suite. Les conquêtes étrangères, les invasions peuvent arrêter pour plusieurs siècles le progrès scientifique, artistique, et en premier lieu économique. C'est en ce sens que je parlais des réparations économiques dues par les Puissances qui, pendant longtemps, ont fait commerce des habitants de l'Afrique pour cultiver le coton — car le premier des pays soi-disant anti-colonialistes a été longtemps esclavagiste. Je trouve donc déplacée l'apologie des progrès techniques obtenus grâce au colonialisme, et c'est simplement pour m'opposer à cette attitude que j'ai dit ce que je viens de répéter. Car il n'est pas possible d'affirmer, comme l'a fait un homme politique de Grande-Bretagne, que partout l'Angleterre a favorisé le progrès économique et technique de ses colonies.

J'en viens maintenant à votre seconde question, qui est d'ordre pratique. Si vous prenez les chiffres de l'aide apportée par l'Est et l'Ouest, vous verrez que les Etats-Unis d'une part, et l'U.R.S.S. d'autre part, donnent des sommes

La faim

importantes pour les pays sous-développés. Mais est-ce que les autres pays peuvent faire la même chose ? Est-ce que l'Italie, qui a un budget militaire assez élevé, peut le faire ? Sans parler de la Turquie et du Pakistan qui doivent affecter aux armements les sommes qu'ils reçoivent, ce qui est d'autant plus tragique qu'il y avait au Pakistan notamment, de vastes programmes pour combattre la famine et la sécheresse.

Dans l'état actuel des relations entre l'Est et l'Ouest, peut-on donner suite à un projet tel que le vôtre ? C'est très difficile des deux côtés. Voyez ce qui se passe au Congo. Il y a un imbroglio complet, et le moindre événement soulève des difficultés, par exemple dans le domaine sanitaire. C'est un domaine dans lequel il ne devrait pas y avoir d'antagonismes. Un médecin doit soigner les malades, peu importe qu'ils soient du parti du chef de l'Etat ou du premier ministre. Même dans ce domaine, on se heurte à des difficultés énormes.

C'est pour ces raisons politiques et psychologiques que la création d'une organisation internationale est subordonnée à un accord sur le désarmement, qui devrait changer l'atmosphère de méfiance qui règne des deux côtés. Prenons un pays neutre, comme celui où nous sommes. Je trouve que le ton de nos discussions est tout à fait amical, nous voulons nous comprendre les uns les autres, et les pages des journaux consacrées à nos entretiens — nous devons en féliciter les représentants ^{p.240} de la presse — sont objectives. Mais si vous tournez la page de ces mêmes journaux, l'inspiration est tout à fait différente. On est loin de la neutralité. De même si nous prenons la presse américaine, soviétique, anglaise, polonaise, sans parler de l'Allemagne fédérale, nous voyons que l'atmosphère est peu propice à une coopération internationale indispensable — j'emploie le mot « coopération », parce que le mot « coexistence » est absolument passif — pour l'aide aux pays sous-développés. Celle-ci ne deviendra possible que lorsqu'il y aura un premier accord pour arrêter la course aux armements. Je ne vois malheureusement pas d'autre solution au problème.

M. MONTAIGNAC : Si on veut vraiment lier la question de l'aide aux pays sous-développés à la question du désarmement, cela fait deux questions et deux difficultés au lieu d'une. En attendant, les gens continuent à mourir de faim et nous continuons à parler... J'espère utilement. Un accord sur le désarmement me paraît encore plus difficile à réaliser qu'un accord international

La faim

d'aide aux pays sous-développés. La question du désarmement soulève des passions nationalistes, et malheureusement nous voyons que votre pays, champion de l'internationalisme, devient aussi le champion du nationalisme selon le cas. Cela nous paraît, à nous ouvriers, regrettable.

M. ANTONY BABEL : Par souci de précision j'aimerais revenir sur le premier point évoqué par M. Montaignac.

Je ne suis pas entièrement d'accord avec l'interprétation de M. Ehrenbourg concernant la situation des Indes au XVIII^e siècle. Je crois que les choses se sont passées de la façon précise que je vais indiquer.

L'Inde était un pays où l'industrie textile était extraordinairement développée, sous forme d'une petite industrie à domicile, lorsqu'une première concurrence l'a frappée d'Europe. Les Indes exportaient, par le canal de la Compagnie des Indes, des quantités énormes de cotonnades, notamment les fameuses indiennes, les toiles peintes. Or, le développement de l'impression des indiennes en Angleterre, à Genève, dans la principauté de Neuchâtel a touché très rudement l'Inde. Donc, première diminution de ses exportations. Puis, à partir de 1760, c'est la série des grandes inventions mécaniques de l'Angleterre, tout à fait indépendantes des Indes. On a fabriqué les étoffes de coton, on a filé le coton, on a tissé le coton, on a imprimé le coton par des moyens mécaniques extraordinairement rapides et bon marché. Cela a été la catastrophe des Indes, indépendamment de tout régime d'ordre colonial. Le gouverneur anglais des Indes, vers la fin du XVIII^e siècle, envoyait un rapport bien connu où il disait que les os des tisserands et des imprimeurs d'indiennes des Indes blanchissaient les plaines du pays. Il montrait qu'une véritable famine accompagnait cette crise intérieure. J'ajoute que l'Inde n'a pas été la seule touchée par cette révolution industrielle de la Grande-Bretagne. Les pays qui sont restés attachés aux vieilles formes de l'artisanat, du tissage, ont été touchés très durement aussi. Il n'y a guère que la Suisse qui put suivre le courant, avec vingt ^{p.241} ans de retard. Elle a introduit des machines à la fin du XVIII^e siècle, un peu avant 1800, et elle a pu reprendre en main la situation, alors que d'autres pays ont continué, pendant un certain temps, à se trouver dans une situation vraiment désastreuse par rapport à l'industrie britannique. Voilà une précision historique que je me permets de vous donner.

La faim

M. ILYA EHRENBORG : Je voudrais faire une seule observation.

A cette époque, c'était les pays de l'Ouest, et en particulier l'Angleterre, qui l'emportaient. C'est tout à fait juste. Mais le régime colonial a empêché les pays colonisés de suivre la voie du progrès. C'est quand même étonnant.

Prenez l'exemple de la Chine. La Chine, jusqu'à un certain point, était un pays semi-colonial. Vous voyez ce qu'elle a fait depuis qu'elle est économiquement indépendante. L'exemple de la Russie est également frappant. Lorsqu'elle était dépendante des capitaux étrangers, la Russie a subi un énorme retard en matière d'agriculture et d'industrie. L'Inde, depuis qu'elle est indépendante, a fait beaucoup de chose pour élever son niveau de vie, malgré la situation assez désastreuse due au régime des terres, par exemple.

Ce que je reproche au régime colonial, c'est d'avoir créé quantité d'entraves au développement économique des colonies dont toute l'économie était orientée vers les intérêts de la métropole. Les branches qui étaient intéressantes pour la métropole ont été développées ; les autres, qui étaient peut-être indispensables pour le pays lui-même, n'ont pas été poussées. C'est ce que j'ai voulu dire en citant l'exemple de l'Angleterre et de l'Inde.

M. ANTONY BABEL : J'ai situé le problème à un moment précis de l'histoire, la fin du XVIII^e siècle. J'aimerais beaucoup discuter avec vous les points que vous venez maintenant d'énoncer. Les colonies étaient exploitées, en particulier au XVIII^e siècle, en faveur de la mère patrie, c'est l'évidence même. Mais je m'arrête, je ne peux pas continuer le débat, alors que de nombreuses personnes attendent leur tour...

M. TIBOR MENDE : Je voudrais simplement ajouter un petit point de détail. Les machines textiles n'ont pas été inventées simultanément dans tous les pays européens, mais tous étaient en condition d'importer des machines, tandis que nous connaissons les lois qui ont défendu aux Indiens d'importer ces machines. Nous connaissons même des cas où certaines machines qui sont arrivées aux Indes ont été détruites par ordre du gouverneur général. Il y a donc eu une révolution industrielle en Europe occidentale, mais la propagation de cette révolution industrielle fut empêchée par la puissance matérielle des colonisateurs d'alors.

La faim

Ceci dit, je pense que cela n'a rien à faire avec notre débat sur la faim. J'ai participé à plusieurs colloques sur le sous-développement et la faim, et on y a tendance à se scinder en masochistes et en chauvinistes blancs. ^{p.242} Les masochistes ont un réflexe de culpabilité et les chauvinistes pensent qu'il faut défendre tout ce que nous avons fait. Je pense que la réponse est donnée par votre compatriote Jacob Burckhardt qui a dit : « Si on veut introduire la moralité dans l'Histoire, c'est un peu comme si une vague dans l'Océan voulait jeter des insultes sur toutes les vagues. » Alors, parlons de la faim.

LE PRÉSIDENT : Je crois que les remarques de M. Tibor Mende sont à leur place et que nous sommes en train de jeter trop de regards sur le passé, au lieu d'en jeter sur le présent et l'immédiat avenir.

M. ANTONY BABEL : S'il y a une précision historique à donner, il faut la donner. Si l'on dit une chose qui n'est pas conforme à l'histoire, je ne vois pas pourquoi M. Tibor Mende m'empêcherait de la rectifier.

L'Angleterre n'a pas toléré l'exportation de n'importe laquelle de ses machines au XVIII^e siècle...

M. TIBOR MENDE : Elles sont arrivées en Europe, pas aux Indes.

M. ANTONY BABEL : On en a inventé. Jacquard a inventé une machine qui n'est pas anglaise. On a pu s'inspirer des machines anglaises, mais elles ne sont pas sorties de l'Angleterre pour entrer ailleurs. J'ai simplement rectifié une indication historique qui m'avait paru erronée.

LE PRÉSIDENT : Je crois que personne ne fera le reproche à M. Babel, avec les connaissances qu'on lui connaît, d'avoir apporté une précision historique.

Néanmoins, il me semble que notre débat porte un peu trop sur le problème de la responsabilité des pays colonialistes dans le passé, alors que nous nous trouvons aujourd'hui devant des difficultés que nous avons suffisamment évoquées ces jours.

Est-il possible de se mettre d'accord sur le désarmement ? C'est la thèse de M. Ehrenbourg. Est-il possible de se mettre d'accord pour une coopération

La faim

économique internationale, qui d'après lui suivra un accord de désarmement, alors que d'autres pensent l'inverse ? Je crois que c'est là un des points cruciaux de notre discussion. Mais est-ce là l'essentiel de nos débats ? N'est-ce pas plutôt le problème : *comment vaincre la faim* ? puisque c'est le sujet des Rencontres.

Sur ce point, je voudrais faire une remarque à l'exposé de M. Ehrenbourg. Il a dit — il n'avait pas totalement tort, je m'empresse de le concéder — que les pays rasiés ne sont pas encore moralement prêts à faire des sacrifices en faveur des pays en voie de développement, sacrifices qui auraient pour effet de réduire leur niveau de vie.

Je crois que M. Ehrenbourg a raison. L'opinion publique, dans le monde entier, n'est pas encore préparée à cette tâche. Je partage son ^{p.243} sentiment. Mais où je crois que sa thèse est erronée, c'est de penser que si nous acceptions, dans les pays avancés, une sorte de contribution internationale comme vient de le proposer M. Montaignac, cela pèserait sur nos niveaux de vie. Je ne vois pas que dans ce pays, l'introduction de l'assurance vieillesse, qui a exigé un impôt obligatoire supplémentaire qui représente tout de même 2,4 % des revenus, ait conduit à des difficultés économiques. Bien au contraire, parce qu'en contrepartie, on a donné un nouveau pouvoir d'achat à des gens qui sont ainsi rentrés dans le circuit économique. C'est exactement le même problème sur le plan international. Nous aurions à supporter un petit sacrifice de 1 % de notre revenu national, mais l'expansion économique mondiale des pays sous-développés qui en résulterait viendrait compenser très largement, et au-delà, ce sacrifice.

Je voudrais rappeler le préambule de l'acte constitutif de la FAO. Dans ce préambule, qui fixe les buts de l'organisation, on parle d'élever le niveau de nutrition de tous les pays, d'améliorer les rendements et les conditions de vie des populations rurales, et de « contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale ». Je trouve là la justification de la thèse que je me permettais de soutenir tout à l'heure. Ce sacrifice ne serait pas un véritable sacrifice, il serait très largement payant, indépendamment de son aspect moral.

M. ILYA EHRENBURG : Vous exposez le point de vue d'un des pays les plus riches d'Europe ; vous avez donné l'exemple de la Suisse. Mais il y a un autre pays très riche en Europe : la Suède. Quand en Suède le gouvernement

La faim

socialiste a proposé une loi sur les pensions, et par là même une augmentation des contributions indirectes, toute une partie de l'opinion publique, les paysans, sans parler de la bourgeoisie, s'est opposée à ce projet de pension pour les employés et ouvriers, et son slogan était qu'on voulait abaisser le niveau de vie.

Cela vous montre les difficultés que l'on peut rencontrer, même dans des pays vraiment rassasiés, et l'on ne peut pas mettre sur le même plan l'Italie et la Suède, par exemple, au point de vue financier. Il est donc difficile de demander à tous les pays ce genre de sacrifice, d'autant qu'il n'est pas aisé d'établir une frontière entre le pays saturé et le pays rassasié.

D'autre part, je ne vois pas comment un organisme international pourrait faire l'accord de ses membres sur la manière dont les sommes versées seraient partagées, alors qu'on ne peut déjà pas s'entendre sur la question de l'aide médicale. Il n'y a pas de coopération internationale, dans le sens des libertés internationales. Si on charge un organisme de distribuer les fonds, cela provoquera tant de difficultés que j'ignore ce qui parviendra en fin de compte aux pays sous-développés, après tout ce qui aura été dépensé en frais de secrétariat, etc... Va-t-on donner des sommes au Pakistan pour l'irriguer ou pour installer des bases stratégiques ? Est-ce qu'on va aider Cuba ? Il y aura tout le temps des discussions de ce genre. Je crois que dans l'intérêt des pays sous-développés, il est plus efficace actuellement de donner des secours séparés. Mais cela ^{p.244} ne peut pas résoudre le problème. C'est pour cela que je le lie au changement de climat international et au désarmement.

LE PRÉSIDENT : Je ne veux pas allonger le débat. Il y aurait beaucoup de choses à dire à ce sujet, et je préfère donner la parole aux orateurs inscrits.

M. ALFRED WERNER : Je crois que la recherche des responsabilités qui incombent aux différents peuples et aux Etats respectivement fauteurs de la politique mondiale est une recherche qui pourrait s'étaler à l'infini. Aucun de nous ne serait disposé aujourd'hui à nier le péché originel du capitalisme. Personne en revanche ne serait disposé à militer en faveur de la thèse de l'immaculée conception de l'Union Soviétique.

Il s'agit, n'est-il pas vrai, d'entrer dans cette guerre contre la faim dont M. le professeur Dumont nous a si admirablement parlé hier soir. Il s'agit de

La faim

s'éprouver soi-même face aux responsabilités qui attendent chacun d'entre nous sur le plan individuel et collectif, au niveau des gouvernements, des grandes instances de coopération comme au niveau de nos secteurs particuliers.

Mais pour en revenir à la conférence magistrale de M. Ilya Ehrenbourg, je voudrais dire mon accord total avec la thèse centrale de son exposé de l'autre jour, à savoir que ce problème de la *survie* que l'humanité doit aujourd'hui maîtriser est absolument dépendant de la course aux armements, qui n'est qu'une stupidité criminelle. Avec lui, comment ne pas déplorer qu'un certain nombre de pays (je n'excepte pas le mien) continuent à tourner en rond dans cette recherche stérile ? Etant donné le péril extrême d'une guerre qui pourrait surgir sans que personne l'ait voulue, par simple accident, des mesures de désarmement d'ordre pratique incombent aux gouvernements possesseurs de fusées et d'engins atomiques, mais également à ceux qui font des déclarations principielles en faveur d'armements atomiques, et je m'entends !

Mise hors la loi, destruction simultanée, contrôlée, des stocks de bombes A et H, etc... tout cela est juste, et j'abonde dans le sens de M. Ehrenbourg.

Là où, par contre, je me permets de poser une question, c'est sur le terrain suivant : Pourquoi, jusqu'à présent, si peu de résultats dans l'arène des conférences de désarmement qui accumulent d'année en année des séances en nombre astronomique ? Pourquoi ce gaspillage de roubles, de dollars et de francs qui sont volés à la détresse des hommes ? Là, nous nous heurtons au problème de la souveraineté des Etats, cher à certains d'entre nous ; mais nous nous heurtons par-dessus tout au problème des hommes qui sont aux leviers de commande. Sont-ils tous animés d'une sincère et profonde volonté de paix ?

Je voudrais aussi mettre l'accent sur la responsabilité des grandes puissances. Beaucoup de citoyens suisses, bien sûr, sont prêts à faire acte de contrition sur la responsabilité des petits pays. Mais les grandes puissances qui font valser le sort des petits pays, ont une charge morale ^{p.245} extraordinairement lourde, à l'heure présente. Vous avez évoqué la situation du Congo. On s'y bat à l'heure actuelle. C'est un pays qui menace de tomber en pleine liquéfaction. Comment maîtriser cette situation dramatique ? Des centaines d'hommes et d'enfants sont massacrés. Que se passera-t-il si les grandes puissances continuent à faire de la paix un objet de propagande, si elles continuent de jouer avec la détresse des peuples, au nom de leur prestige et

La faim

des pions qu'il faut faire avancer sur l'échiquier international ? Les grandes puissances ont une responsabilité décisive à l'heure actuelle.

Je me permettrai d'attirer votre attention sur le fait suivant : Lorsqu'on parle désarmement, création d'un climat de confiance, détente internationale, cessation de la guerre froide, etc., on doit se rappeler que la *violence* n'est pas seulement chose matérielle, mais *psychique* : la violence psychologique, morale et spirituelle qui peut s'exercer sur la conscience et sur la liberté intérieure des hommes. M. Maire, l'autre jour, citait un remarquable penseur, Berdiaeff. Le même philosophe russe a puissamment insisté sur cet aspect de la force mauvaise, de la force démoniaque, qu'il distinguait de la force juste, légitime. En effet, la violence ne revêt pas toujours un aspect spectaculaire, mais elle s'exerce chaque fois qu'un gouvernement essaie de priver les hommes de leur liberté profonde. Il me tient à cœur de citer un texte, dont je vous dirai dans un instant l'auteur :

« Les Romains ont conquis le monde par le sérieux, la discipline, la continuité des vues et de la méthode... par l'emploi calculé, méthodique de la plus impitoyable cruauté, de la perfidie froide, de la propagande la plus hypocrite, employées simultanément ou tour à tour... par l'art de décomposer sous la terreur l'âme même de leurs adversaires ou de les endormir par l'espérance, avant de les asservir par les armes ; enfin par un maniement si habile du plus grossier mensonge qu'ils ont trompé même la postérité et nous trompent encore. Qui ne reconnaîtrait ces traits ?

Simone Weil — qui eut faim — publiait ces lignes en janvier 1940.

On a beaucoup ironisé hier sur l'Inde, en tournant en ridicule, il faut bien le dire, certaines excentricités spirituelles des religions orientales. Loin de moi l'idée de me faire un thuriféraire de ces religions. Elles comportent, je le sais, des enfantillages et des superstitions dont il faudra bien venir à bout, avec le concours des Indiens, et en commençant par *respecter* la spiritualité hindoue. Qu'il me soit permis de rappeler qu'à l'heure actuelle, si l'Inde n'est pas un facteur de tension internationale, si l'Inde n'envoie pas ses troupes sur la frontière de l'Himalaya pour envahir d'autres puissances, si l'Inde appartient à ce groupe de puissances dites neutralistes qui s'efforcent tant bien que mal de procurer un certain équilibre précaire à notre monde, c'est sans doute parce

La faim

qu'elle est dépositaire d'un héritage spirituel, à propos duquel on pourrait citer le nom de Gandhi, dont la pensée vient en droite ligne du bouddhisme et de beaucoup plus haut encore ; un héritage de non-violence, une croyance à la suprématie de l'esprit, de la vérité, de la concentration spirituelle et de la justice. L'Inde méprise les armes atomiques, et c'est ^{p.246} pourquoi elle ne constitue pas un danger à l'heure actuelle, et je crois que cette contribution de l'Inde à la paix mondiale est directement fonction de son capital spirituel. C'est une chose à noter chaque fois que l'on effleure, peut-être d'une manière un peu superficielle, les mérites ou les défauts des religions indiennes.

Tout cela pour revenir à la conclusion de M. le professeur Dumont hier soir, lorsque, montrant peut-être à travers les murs de l'Aula, le Mur des Réformateurs il nous exhortait à faire en sorte que Genève soit le lieu, le centre de convergence d'une deuxième Réforme. Je ne sais pas très bien quelle était la dimension spirituelle de cette affirmation. Je pense toutefois que M. Dumont parlait en homme libre, dégagé de toute propagande, qui payait de sa personne pour nous atteler à ce travail redoutable et magnifique de l'entraide et de l'amitié humaine.

Il est certain que cette *amitié*, nous devons la mettre en œuvre dans le cadre de nos communautés respectives. J'appartiens à une Eglise rattachée au Conseil œcuménique des Eglises. Je crois que dans ces Eglises, de grandes choses sont en train de se faire. M. Ehrenbourg appartient, lui aussi, à une vaste internationale, qui n'est d'ailleurs pas la première puisque l'internationale chrétienne l'a précédée, mais toute internationale a son mot à dire et son drapeau à faire flotter dans les tempêtes de ce monde. Les uns et les autres, travaillons et tâchons de nous tendre la main par-dessus les malentendus, au lieu de nous cramponner à des billevesées telles que ces accusations de culpabilité qui, comme par hasard, ne nous atteignent jamais nous-mêmes. Tout est blanc d'un côté, tout est noir de l'autre. C'est une disposition d'esprit catastrophique lorsqu'on veut avancer, ou lorsqu'on veut créer l'amitié dans la confiance et le dialogue réciproques. Militons aussi pour une information plus sûre. Vous avez très heureusement, et avec beaucoup d'humour, écorché hier la presse genevoise. Ne pensez-vous pas que si l'on compulsait la presse soviétique, on trouverait aussi des déformations, des sous-titres tendancieux, des interpolations qui, comme par hasard, présentent le diable sur la muraille du côté occidental, et l'archange soviétique tenant toujours une épée de

La faim

lumière ? Or, nous avons un autre travail à faire. Nous avons les uns et les autres à ouvrir les yeux, à faire en sorte d'être à la hauteur de nos responsabilités sur ce plan très humble et très concret qui est le nôtre, pour lutter contre cette violence psychique, et cet esclavage, et cet écrasement de la personne humaine.

Pour conjurer de tels assassinats, il faut nous tourner vers la lumière qui nous dépasse tous, et je m'en voudrais de ne pas citer la phrase de Simone Weil :

« Nul être humain n'échappe à la nécessité de concevoir hors de soi un bien vers lequel se tourne la pensée, dans un mouvement de désir, de supplication et d'espoir. Il y a le choix seulement entre l'adoration du vrai Dieu et l'idolâtrie.

LE PRÉSIDENT : Je voudrais maintenant donner la parole à M. Sadek El-Sahid, d'Iraq.

M. SADEK EL-SAHID : p.247 Le désarmement n'est pas une cause de la faim. De ce fait je ne pense pas qu'on puisse combattre et déraciner la faim par le désarmement. La faim a sévi avant l'existence des armements, et là où il n'y avait pas d'armement. Il faut donc avant tout connaître les causes de la faim pour arriver à la faire disparaître.

Les causes essentielles de la faim sont l'incapacité de travailler, l'absence de travail et l'insuffisance du gain. L'incapacité de travailler relève souvent de causes physiques ou physiologiques, comme c'est le cas chez l'enfant, les malades et les vieillards, ainsi que de l'ignorance et de la paresse. La capacité de travailler, dans de nombreux cas, peut être rendue aux hommes par la protection de la santé publique et individuelle et par l'éducation générale et professionnelle, ainsi que par l'adaptation et la réadaptation professionnelles. On peut également créer des possibilités de travail par le développement technique et économique de la société et on peut toujours venir en aide aux nécessiteux qui ne peuvent pas travailler ou aux personnes qui ne trouvent pas de travail.

A mon avis, le désarmement va causer à courte échéance, dans certains pays, un chômage important, puisque l'industrie de l'armement et le service

La faim

militaire emploient une grande partie de la main-d'œuvre capable de travailler. Et la paix non plus ne peut déraciner la faim. On parle de la paix comme condition pour venir à bout de la faim, mais je ne pense pas que s'il y a la paix entre les lions dans la forêt, les moutons en bénéficieront.

A mon avis, il faut combattre la faim par les moyens suivants :

1. Reconnaître et respecter l'indépendance de chaque pays.

2. Laisser chaque pays se gouverner lui-même.

3. Chaque Etat doit garantir à tous les citoyens la capacité de travailler et le travail même.

4. Chaque Etat doit venir en aide matériellement, en espèces ou en nature, à ceux qui ne peuvent pas travailler pour des raisons hors de leur volonté et à ceux qui ne gagnent pas suffisamment.

5. L'ONU doit également venir en aide matériellement et scientifiquement aux pays sous-développés et pauvres, sans condition politique.

Ce sont les moyens que je trouve efficaces pour combattre la faim.

LE PRÉSIDENT : Je donne la parole à M. Pericle Patocchi.

M. PERICLE PATOCCHI : Je voudrais partir d'une considération suggérée par la conférence de M. Ehrenbourg pour aboutir à une suggestion qui peut s'insérer dans les arguments apportés hier soir par M. Dumont.

On a dit, et c'est d'ailleurs évident, que la peur nous arme ; et au point où en sont les choses, il est à souhaiter et il est même probable ou certain (ainsi que nous le laisse entendre M. Ehrenbourg) qu'elle finira bien par nous désarmer.

p.248 En attendant cet événement heureux (unique solution d'une situation absurde), je pense que la peur est susceptible d'être exploitée d'une autre manière.

La peur n'est pas un sentiment fort noble, bien entendu, mais elle touche la masse des hommes aux entrailles, et bien plus profondément que l'aspiration à songer au bien des autres, qui est le privilège d'une vraie élite.

Après tout, la crainte témoigne d'un instinct de conservation propre de la

La faim

nature humaine, et même si elle ne constitue — selon Montesquieu — que le ressort des régimes despotiques, elle peut néanmoins avoir, le cas échéant, des effets bienfaisants.

N'est-ce pas la peur des épidémies et la nécessité d'avoir une main-d'œuvre efficiente qui a poussé graduellement les industriels à prendre à cœur la question de l'hygiène publique ?

N'est-ce pas la crainte des masses en révolte et prenant conscience de leur valeur, qui a amené les privilégiés sur la voie des concessions et à la réalisation d'un minimum de justice sociale ?

Or, dans nos démocraties occidentales, nous ne vivons guère dans un climat moral qui prédispose l'homme à partager, autrement que d'une manière sentimentale et fort limitée, le malheur des autres. Le cataclysme de Fréjus nous a bouleversés en Suisse, en France, en Italie, parce qu'il s'était produit tout près de nous : ajoutez quelques zéros au nombre de kilomètres nous séparant d'un autre cataclysme semblable et quelques zéros au nombre des morts, et l'événement ne nous touchera guère plus que le vol des bijoux d'une star.

Les conférences que nous avons entendues nous révèlent que la faim, dans les régions déprimées, et le développement ethnique de ces dernières constituent un danger imminent pour le bonheur de nos propres enfants. L'action préconisée par la FAO doit donc partir d'une nécessité de nous sauver nous-mêmes. Si nous ne trouvons pas de solution, nos enfants ou nos petits-enfants se verront fatalement acculés à une situation sans issue. Il y a là un cri d'alarme qui doit absolument se répercuter en tout lieu dans nos calmes pays où l'égoïsme hypocrite se pare de vertus.

La FAO, avec l'aide des pays privilégiés, doit être à même de lever une armée internationale (et agissant au nom de tous les hommes) de techniciens agricoles, de personnel sanitaire, d'organiseurs du travail.

On a dit que pour une œuvre de ce genre d'immenses capitaux sont nécessaires. En attendant ceux que libérera le désarmement général, d'autres capitaux stériles doivent être signalés à l'opinion publique comme susceptibles d'exploitation. Ce sont les capitaux dévorés chaque jour par la faim insatiable de nombreux bipèdes à face humaine — je fais allusion à l'appétit du gain immodéré,

La faim

à la multiplication du capital par le capital, au scandale insoutenable de la spéculation foncière qui dans bien des pays permet à des aventuriers de gagner en quelques années je ne dis pas le cent pour cent, mais le mille pour cent de capitaux que souvent ils ne possédaient même pas, qui étaient fictifs au départ.

Combien de milliards, dans nos pays, échappent grâce à des lois complaisantes, à la vérification fiscale ? Et les contribuables touchés ^{p.249} dans la totalité de leurs revenus de travail ne font-ils rien pour que ces lois soient changées ?

Ils ne font rien parce qu'ils ont peur de réformes que les principaux intéressés déclarent être le prélude d'un effondrement de la démocratie. Mais est-ce qu'on peut parler de valeurs démocratiques devant un tel partage ? Montesquieu a dit que lorsque le bien de la République devient le bien des particuliers, la démocratie est perdue. Franchement, est-ce qu'il n'en est pas un peu ainsi chez nous ? Dans une vraie démocratie, quand les lois sont mauvaises, le peuple conscient de ses responsabilités les change et s'il les change dans le but d'arracher le reste des hommes à la faim, non seulement il fera son propre intérêt et celui de ses enfants, mais il s'élèvera moralement et il sera pratiquement (et non seulement pour être le juge du matérialisme historique) le chrétien qu'il prétend être.

M. DUSAN MATIC : Je voudrais revenir à la question posée hier par mon ami Campagnolo, pour la poser sous un éclairage différent. Le monde n'est pas divisé en deux blocs, et l'ordre de solution aux problèmes de la course aux armements et de la faim — dont nous discutons ici — n'est pas rigidement déterminé, donc la seule solution possible n'est pas de commencer par résoudre le problème du désarmement pour s'attaquer ensuite au problème de la faim.

En attendant que se fasse un accord sur le désarmement, on pourrait commencer par un accord sur le tiers-monde — qui ne dépend d'aucun des deux blocs —, pour vaincre le fléau de la faim. Cela nous permettrait de sortir du cercle vicieux que vous avez signalé. Cet accord préalable pourrait être le commencement d'un accord définitif sur le désarmement, les deux blocs qui sont en désaccord entre eux pouvant se mettre d'accord sur le troisième bloc.

M. ILYA EHRENBURG : J'aimerais penser, comme vous, qu'il suffit de voir

La faim

une maison brûler ou un enfant tomber à l'eau pour que les deux forces opposées fassent la paix immédiatement et aillent ensemble éteindre l'incendie et sauver l'enfant. Du point de vue humain, naturellement, ce serait souhaitable. Mais mon propos a voulu être réaliste. Selon moi, la vraie solution du problème passe par le désarmement. Je ne vois pas d'autre solution. Ce qui n'exclut pas du tout l'initiative de telle ou telle organisation, ni l'effort des pays neutres qui sont hors des deux blocs. Mais quelles difficultés pour coordonner une organisation commune aux deux blocs !

On parle en ce moment de trois pays : Cuba, le Congo et la Fédération du Mali. Nous avons entendu hier la voix du Sénégal, mais il est probable que la voix du Soudan serait différente. Et comment voulez-vous organiser les secours économiques à Cuba ? Comment voulez-vous organiser les secours économiques au Congo ? Si les Américains, la Yougoslavie, l'Union soviétique, l'Inde — l'Inde a malheureusement surtout besoin de recevoir — organisent tel ou tel envoi, cela ne va pas résoudre le p.250 problème du pays bénéficiaire. Pour le résoudre, il faut arriver à arrêter la course aux armements. C'est peut-être une vérité cruelle, mais c'est un fait. Ne croyez pas que je sois partisan des blocs ; j'aimerais avoir encore quelques années à vivre pour voir tomber les deux blocs militaires. Je suis contre la politique de blocs. Mais tant qu'il y a deux blocs dressés l'un contre l'autre, on doit les prendre comme une réalité.

M. DUSAN MATIC : J'ai simplement reposé la question présentée par notre ami du Sénégal. Il nous a demandé : que voulez-vous que nous fassions aux Nations Unies, où nous serons bientôt reçus ? Vous avez dit : il faut voter pour le désarmement. Quant à moi, je proposerais de voter tout de suite la charte constitutionnelle d'une action internationale soutenue par l'ONU.

Il n'y a que des nuances qui nous séparent.

M. CHARLES-HENRI FAVROD : Il me semble que nous avons beaucoup parlé de problèmes généraux. Vous me pardonnerez d'avancer un problème particulier, de ce fait plus technique. Mais je crois qu'il relève aussi bien de la conférence de M. Ehrenbourg que de la conférence de M. Dumont.

Il s'agit de remarquer une chose : au moment où on se reproche nationalisme ou internationalisme, au moment où l'on discute, sans pouvoir en

La faim

sortir, dans un cadre Est-Ouest, il faudrait considérer les choses dans le cadre Nord-Sud, qui s'impose depuis une dizaine d'années à notre réflexion.

Le *nationalisme économique* des jeunes Etats est assez comparable, dans son essence en tout cas, à celui qui s'opposa, au XVIII^e siècle, aux exigences d'un libre-échange prôné au seul profit de la Grande-Bretagne. Je ne vais pas refaire de l'histoire, mais je pense qu'il est bon de parler, à propos des événements actuels, des phénomènes du passé. Les pays européens ont trouvé peu à peu, dans l'industrialisation, le moyen de se libérer politiquement.

Aujourd'hui les pays neufs vont bénéficier des tâtonnements de l'Europe, et il est juste qu'ayant été victimes des conséquences de cette industrialisation, ils trouvent leur avantage dans l'accélération du processus d'industrialisation. Toutes les révolutions européennes, la révolution soviétique elle aussi, furent liées à l'industrialisation, à ses résultats sociaux et à la mystique de transformation qui s'y attache.

Or, que voit-on aujourd'hui ? Tous les jeunes Etats, quels qu'ils soient, lient leur développement à cette industrialisation. Le dirigeant révolutionnaire a, vis-à-vis de l'économiste, la même réaction d'impatience que son collègue conservateur, probablement pour des raisons différentes. En effet, le dirigeant conservateur considère l'indépendance comme une fin en soi, qui ne doit pas affecter la structure générale de l'économie, ses rapports avec les marchés extérieurs du temps de la colonisation. M. Dumont donnait hier l'exemple de l'Inde. On pourrait songer au Ghana. Le Ghana est indépendant depuis le 6 mars 1957, et que ^{p.251} je sache il n'a exprimé à aucun moment, par la voix de son Premier Ministre, le désir de voir s'effectuer une modification révolutionnaire dans les rapports de production et de distribution. Il n'y a pas de transformation des structures. D'ailleurs les Guinéens, qui se sont associés politiquement au Ghana, disent qu'il n'y a en fait de transformation qu'un transfert pur et simple de l'appareil de domination coloniale entre les mains du parti majoritaire.

Le leader conservateur, donc, qu'on pourrait opposer au dirigeant révolutionnaire, voit dans l'indépendance, pour lui et pour ses amis au pouvoir, une certaine puissance de négociation. Il dispose ainsi de moyens de pression accrus pour obtenir une part plus grande des bénéfices de la production, de la commercialisation des produits locaux. Il y a bien une transformation, si l'on veut, mais pas des structures.

La faim

Le leader révolutionnaire, lui, veut délibérément une transformation radicale de la société locale, de ses rapports avec le monde extérieur. Il niera même le passé que les sociologues ont rétabli. Il ne trouvera aucune valeur à des méthodes descriptives ou évolutives, fussent-elles même celles de l'expert occidental. Nous sommes donc en plein nationalisme économique, doctrine qui dans sa forme la plus simple, la plus immédiate, amène les gouvernements des nouveaux pays à centrer à tout prix leur politique économique, moins sur l'agriculture — je pense que M. Dumont ne me donnera pas tort — que sur l'exécution d'un programme d'industrialisation.

On peut discuter sur la nécessité d'une industrialisation dans des pays hautement peuplés. Mais le problème se pose tout différemment dans les pays sous-peuplés : le Ghana se bat pour un barrage sur la Volta, le Congo ex-belge se bat pour un barrage sur le Congo, etc. Or, ces projets de barrages ne relèvent pas d'un plan concerté. Il me semble donc qu'on aborde le problème du développement économique dans la confusion des méthodes, des objectifs et des volontés. Au moment où les économistes semblent se consacrer enfin à l'étude des conditions spécifiques d'un continent — je pense surtout à l'Afrique, mais c'est le fait aussi de l'Asie ou de l'Amérique latine — leur position nouvelle à l'égard des pouvoirs locaux les place souvent dans une situation d'inefficacité. M. Dumont nous parlait hier de Cuba, où il a convaincu le Commandant Fidel Castro et obtenu une vulgarisation de son propos technique, qui ainsi a gagné en efficacité. Il a aussi parlé de l'Inde, où il n'est pas arrivé à convaincre les fonctionnaires qui se refusaient, parce que ce n'était pas leur domaine, à admettre une intervention dans des questions qu'ils jugeaient particulières. Donc l'économiste qui, à l'intérieur d'un système, n'accepte pas nécessairement les priorités d'ordre politique définies par le régime au pouvoir, rencontre de nombreuses difficultés qui peuvent l'amener à renoncer à sa mission.

Je voudrais d'ailleurs évoquer le fait justement du Ghana. Un conseiller que le gouvernement avait engagé, a choisi finalement de servir dans un organisme international d'assistance économique. Il avait lutté longtemps et sur place contre des méthodes qu'il jugeait inefficaces, et contre des conceptions qu'il jugeait néfastes. C'est un peu comme le refus de ^{p.252} M. Dumont en 1931 de composer avec un ordre colonial. On peut se trouver dans cette situation dans l'ordre de l'assistance aujourd'hui.

La faim

Je crois que les experts soviétiques, comme les experts occidentaux, se heurtent aux mêmes difficultés. Au barrage d'Assouan, les Soviétiques ont leurs difficultés. Pour d'autres projets, on pourrait citer les difficultés des experts occidentaux. Mais à l'Est comme à l'Ouest, dans ce problème capital Nord-Sud, les experts commencent à mieux délimiter les problèmes. Je ne crois pas que M. Dumont me donnera tort si je lui dis qu'il ressemble un petit peu à ces travailleurs africains qui veulent construire une route en portant de la terre sur leur tête. C'est vrai à Madagascar comme c'est vrai dans d'autres régions d'Afrique et du monde. C'est peut-être encore plus vrai, il faut le dire, pour les économistes occidentaux. Leur principal objectif, en effet, est de faire fonctionner convenablement si possible, au profit des populations locales, une économie de marchés et d'échanges internationaux, un ordre établi. Je me demande si on ne pourrait pas, sur ce point, envisager une collusion liée au fait des difficultés techniques rencontrées sur le plan local.

LE PRÉSIDENT : Je crois que M. Ersan a demandé la parole. Je le prierai d'être bref. C'est le dernier orateur que j'ai inscrit concernant la conférence de M. Ehrenbourg.

M. ERSAN : Je voudrais aborder d'entrée la question du désarmement, qui se trouve au centre de nos discussions, et surtout de la conférence de M. Ehrenbourg.

Je crois qu'une question pratique a joué un grand rôle dans les négociations sur le désarmement : celle du contrôle, qui devrait être le meilleur moyen de vaincre la peur que les grandes puissances ont l'une de l'autre. Or, c'est un fait historique que l'U.R.S.S., depuis le commencement des négociations sur le désarmement à l'ONU, n'a jamais voulu admettre un contrôle général complet, efficace, des mesures de désarmement à prendre.

Je voudrais demander à M. Ehrenbourg, qui s'est montré très optimiste sur les négociations à venir, s'il y a quelque indice que la Russie changera de position. C'est de cela que va dépendre plus ou moins le sort des négociations sur le désarmement dans un proche avenir. C'est une question peut-être un peu indiscreète, et j'ai parfaitement conscience que M. Ehrenbourg est notre hôte ; mais enfin il a, hier, mis à mal la presse genevoise et la presse suisse, de sorte que je me sens autorisé à lui poser cette question.

La faim

M. ILYA EHRENBURG : Je ne crois pas avoir mal parlé de la presse genevoise ; j'ai parlé de la présentation des nouvelles concernant justement les questions que nous traitons. Un article, notamment, parlait de la mainmise soviétique sur la construction, en Guinée, de l'Institut technique, alors que cela fait partie de l'accord culturel signé par les spécialistes soviétiques et guinéens. Je pense que vous seriez étonnés si l'on parlait de mainmise suisse sur le p.253 Népal... Si je voyais cela dans un journal soviétique, je dirais alors que nous sommes tous coupables.

Quant à votre question sur le désarmement, vous dites : Il faut que la position de la Russie change. Quant à moi, je pense qu'il faut que la position des deux parties change. L'Union soviétique a changé plusieurs fois ses propositions. La dernière qui a été faite ne faisait que reprendre des propositions de la France, qui a mis en avant l'interdiction de véhicules atomiques. L'auteur de cette proposition n'est ni Ilya Ehrenbourg, ni M. Khrouchtchev, c'est M. Jules Moch, le représentant perpétuel de la France dans différentes commissions et comités de désarmement. C'est lui qui a dit de façon très juste : pas de désarmement sans contrôle, pas de contrôle sans désarmement. Nous répétons maintenant cette formule, et de ce fait on la qualifie de propagande communiste. La propagande communiste vient de M. Jules Moch...

Nous pensons que la proposition qui a été faite à Genève de recenser les armements avant même que soit accepté un accord de principe sur le désarmement, est une provocation à la course aux armements. Prenons deux voisins qui ont chez eux toutes sortes d'armes, des couteaux suisses, etc. Ils disent : gardons chacun nos armes, mais je veux savoir ce que tu as, et tu sauras ce que je possède. Si l'un des deux, par ce moyen, apprend que l'autre a quatre couteaux d'un type inconnu, il essaiera d'avoir les mêmes. C'est ce que l'on peut appeler de l'espionnage militaire, organisé de façon sérieuse sur le plan mondial. Et c'est cela le contrôle sans désarmement.

Le désarmement sans contrôle, à son tour, est une chose impossible et stupide.

Il faut donc que les mesures de contrôle accompagnent des phases de désarmement. Il faut que les commissions de désarmement aient le désir sincère de trouver des solutions de compromis, sans écouter ceux pour qui la protection des armes peut être profitable. Il n'y a jamais d'accord entre les

La faim

hommes, entre les Etats, si ce n'est sur les bases d'un compromis, du désir de comprendre la position de l'autre et de trouver une solution admissible pour les deux. Voilà ce que j'entends par contrôle.

M. ERSAN : J'ai assisté à la conférence du désarmement, ici à Genève. Plusieurs fois, le chef de la délégation soviétique a dit : « Votre contrôle n'est pas le nôtre, nous ne voulons pas un contrôle complet et international. » La délégation soviétique s'est toujours refusée à faire visiter toutes les chambres de sa maison. Elle a dit : vous verrez cette chambre-ci et pas les autres.

M. ILYA EHRENBURG : Je ne vous réponds pas pour ne pas prolonger le débat.

LE PRÉSIDENT : Je vous en remercie, dans l'intérêt du gain de temps. C'est un sujet qui mériterait d'être examiné, mais qui pourra l'être en particulier entre ceux que cela passionne.

p.254 Je vous proposerai de passer maintenant à l'examen des questions qui peuvent être posées à M. Dumont, à la suite de sa conférence d'hier au soir.

M. ALBERT PICOT : Hier soir, M. Dumont nous a parlé d'une façon très complète de l'Inde, et à un moment donné il a affirmé de la façon la plus catégorique que si on ne luttait pas aux Indes contre le métayage et contre l'usure, tous les secours que nous pourrions apporter seraient inutiles. Il a cité aussi l'histoire assez pessimiste de ces jeunes gens venus travailler à Madras qui ont simplement arraché le pain de la bouche des chômeurs de cette région.

Est-ce que vraiment nous devons attendre que M. Nehru ait fait voter par son parlement des dispositions relatives au métayage ou des lois comme celle qu'avait promulguée Calvin contre l'usure ? Est-ce qu'il n'y a pas une quantité de domaines où, sans attendre tout ce qu'on nous a dit tout à l'heure, on pourrait aller de l'avant ? Je cite très rapidement, sans prendre trop de temps, des exemples. Je pense aux îles Canaries où des capitalistes ont établi des kilomètres carrés de bananiers, où finalement, si l'on n'a pas ramené la prospérité, on a sorti la plus grande partie de la population de la Grande Canarie et de l'île de Ténériffe d'une sombre misère. Je pense aux suggestions de M. Debré qui, à côté de l'hôpital d'Ibadan, en Nigéria, voudrait une vingtaine de

La faim

dispensaires qui instruiraient les femmes, qui permettraient de lutter très effectivement par le cœur des mères contre la mortalité des enfants. Je pense à l'exemple — j'ai été très touché de voir que M. Dumont l'avait donné — du plan Wahlen, qui a fait passer la Suisse de 200.000 hectares de cultures à 300.000 hectares. Est-ce que des Wahlen ne pourraient pas se trouver utiles à la Côte d'Ivoire, au Togo, au Dahomey, pour aboutir à des résultats ?

Je pense aux exemples qu'on a déjà donnés (je n'insiste pas sur l'amélioration du lait et du fromage au Népal), et à celui d'Israël, qui a reçu depuis douze ans plus d'un million de réfugiés, venant tous pour ainsi dire sans ressources, et qui a réussi à créer une prospérité agricole telle que finalement en Israël il y a un peu trop de lait, un peu trop de poulets, d'œufs, de canards. On est ainsi passé d'une exportation qui, en 1948-49 était de 10 millions de dollars par an, à 84-90 millions de dollars.

Ma question est donc celle-ci : les différents exemples que je viens de donner ne montrent-ils pas qu'il n'est pas nécessaire d'attendre le désarmement, d'attendre les lois de Nehru, pour se mettre au travail ?

M. Picot termine son intervention en assurant à M. Dumont que « l'esprit de la Réforme n'est pas mort », qu'il survit dans la Croix-Rouge et dans de nombreuses institutions.

L'inspiration sociale de Calvin, qu'a révélée l'ouvrage récent de M. Biéler, demeure vivante à Genève.

LE PRÉSIDENT : Des questions semblables vont être posées. Je voudrais, pour rassembler un peu le débat, donner la parole à d'autres orateurs.

M. PIERRE ABRAHAM : p.255 Les participants aux Rencontres se rappellent peut-être que la question de la Chine a été évoquée samedi dernier. Cette question a provoqué peut-être un léger trouble, enfin un trouble de bon aloi, comme il sied à des gens de bon ton que nous essayons d'être. Je ne voudrais pas, bien entendu, en évoquant le cas de la Chine aujourd'hui provoquer de nouveau des remous, mais je crois que ce cas est tout de même au centre de ce que nous étudions les uns et les autres, en parlant de la faim dans le monde. A ce moment-là, samedi dernier, aucun orateur n'avait encore évoqué le cas de la Chine. Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque mon ami Ilya Ehrenbourg et

La faim

René Dumont, l'un et l'autre l'ont évoqué au cours de leurs conférences. Je tiens tout de même à apporter — je ne dirai pas des corrections, bien entendu, je n'ai pas cette fatuité — mais quelques précisions à ce qu'ils ont dit l'un et l'autre.

Par exemple, hier soir, M. Dumont a expédié en quelques mots le cas des hauts fourneaux de campagne. D'autres, intervenant dans les discussions, se sont plaints au contraire que l'on construise dans les pays sous-développés des aciéries extrêmement perfectionnées. Il faudrait tout de même s'entendre. Ou bien on se moque des hauts fourneaux de campagne, c'est-à-dire en quelque sorte du travail artisanal que les villageois essaient de fournir pour faire de la petite industrie de campagne, ou bien on se moque des aciéries modernes que l'on construit dans les pays en voie de développement.

En fait je crois que la bonne formule, qui n'est pas de moi, est celle adoptée en Chine : il faut marcher sur ses deux jambes. C'est une formule qui est très répandue là-bas en ce moment, qui sert de slogan, et qui explique jusque dans le détail le développement extraordinaire de la Chine depuis dix ans.

Je ne discute absolument pas l'exemple intéressant que peut nous présenter Israël, mais je crois que la Chine travaille tout de même sur une échelle infiniment plus grande. Et le développement de la Chine est entièrement basé sur cette formule ; il faut marcher sur ses deux jambes. Que signifie cela ?

Le village a besoin de métal et les aciéries ne sont pas encore en mesure de procurer du métal aux villageois. On leur a donc conseillé de monter ce qu'on a appelé des hauts fourneaux de campagne, qui produisent un acier de mauvaise qualité, à supposer même qu'on puisse parler d'acier, et pendant ce temps-là se montent des aciéries. (En octobre 1959 j'ai visité l'aciérie en construction de Hourong avec une délégation dont malheureusement le professeur René Dumont ne faisait pas partie. Cette aciérie fournira, à la fin de 1961, 3 millions de tonnes d'acier, 3 millions de tonnes de fonte, 8.800.000 tonnes d'acier laminé.) Or, dans une commune populaire du Setchouan, j'ai fait arrêter la voiture devant des paysans qui labouraient leur champ, et j'ai demandé par l'interprète à l'un de ces paysans, dont l'araire était traîné par un buffle, de bien vouloir sortir du sol le soc de son araire. Le paysan avec un sourire malin a répondu à mon interprète : « Je vois ce qu'il veut ; il veut voir s'il est en métal ou en bois. Eh bien ! l'année dernière il était en bois, et cette année-ci, m'a-t-il p.²⁵⁶ dit en sortant son soc du sol, il est en métal, et ce métal sort de notre haut

La faim

fourneau de campagne. » Ce métal n'était évidemment pas de l'acier contrôlé, conforme au cahier des charges de telle ou telle société de construction de charrues européenne, mais c'était du métal qui permettait à ce paysan de creuser, de fouiller son sol quelques centimètres plus profond qu'avec le soc en bois qu'il avait depuis des millénaires. C'est de cela que M. René Dumont voudra bien tenir compte.

Je ne parle en ce moment-ci que du métal ; il y aurait des exemples identiques dans le textile. L'industrie artisanale chinoise tient encore la place de la grosse industrie, qui n'est pas encore capable de fournir les 650 millions de Chinois qui créent un pays entièrement neuf. Tenons-en compte, et tenons compte des différentes voies qui sont utilisées là-bas pour arriver à éteindre totalement les famines qui désolèrent la Chine pendant des millénaires.

M. RENÉ DUMONT : En deux mots, je dirai à M. Picot qu'il n'est pas évidemment nécessaire d'attendre les lois de Nehru pour se mettre au travail. Ces lois de Nehru existent. L'arsenal législatif indien est excellent. Il prévoit que l'usure est interdite, il prévoit que le fermage est interdit, mais il autorise le métayage ; il prévoit la réforme agraire, la constitution de coopératives de production, il prévoit tout. Seulement, il y a un petit inconvénient : les lois ne sont pas appliquées. Ceci ne justifie pas que nous ne fassions rien pour l'Inde, et je n'ai pas demandé l'arrêt de l'aide internationale en Inde. J'ai simplement considéré que cette structure agraire est un frein considérable à l'expansion agricole indienne, qui arrive à suivre péniblement le rythme de la population et qui freine le développement industriel faute de matières premières offertes par l'agriculture à l'industrie, faute de débouchés offerts à l'industrie par le milieu rural dont le pouvoir d'achat est insuffisant.

Donc ce n'est pas à nous, nations particulières, de demander à l'Inde d'adopter des positions différentes. Seul aurait autorité pour le faire un gouvernement mondial, et avant ce gouvernement mondial, que nous attendrons encore assez longtemps, un organisme supranational, un organisme d'aide qui mettrait sur un pied d'égalité parfaite les coopérateurs qui fournissent l'aide et ceux qui la reçoivent.

Je voudrais répondre à M. Abraham que j'ai écrit un livre sur l'agriculture chinoise — j'étais en Chine à l'automne 1955 — qui a montré l'importance du

La faim

progrès agricole chinois. Je pense que l'agriculture chinoise actuellement progresse de 8 % par an, ce qui, en l'espace de douze ans, fera passer de 100 à 250 la production agricole. C'est un rythme très important. Tout de même il y a eu des erreurs dans ce développement extrêmement rapide, et les hauts fourneaux de campagne en sont une. Les hauts fourneaux de campagne ne fonctionnent plus à l'heure actuelle.

M. PIERRE ABRAHAM : J'ajoute simplement une précision. Il n'y a pas d'annulation des hauts fourneaux de campagne ; il y a le fait que Chou En-lai a dit qu'on ne tiendrait plus compte de la p.257 production des hauts fourneaux de campagne dans la statistique de production d'acier de la Chine. Les hauts fourneaux de campagne fument toujours, mais pas tous.

M. RENÉ DUMONT : Combien fument encore ?

M. PIERRE ABRAHAM : De nombreux hauts fourneaux de campagne sont éteints parce qu'ils étaient mal placés. Dans l'enthousiasme initial on en avait monté partout. Il y en a beaucoup moins que par le passé, mais j'en ai trouvé un très grand nombre qui sont en action.

M. RENÉ DUMONT : La plus grande partie des petits hauts fourneaux de campagne, d'après les publications officielles chinoises, ne sont plus en fonctionnement.

Vous avez mentionné l'araire chinois. Précisons que la charrue chinoise est depuis plusieurs siècles une charrue et non pas un araire. L'araire a un axe symétrique, tandis que la charrue chinoise est dissymétrique. Quant au soc de bois, il y a plusieurs siècles qu'il a disparu de la Chine, sauf quelques exceptions. J'étais il y a deux ans en Chine ; à ce moment-là on labourait avec un soc en fer. Ce qu'il y a de nouveau, c'est qu'on peut labourer à une plus grande profondeur.

Le progrès agricole chinois est pour moi un exemple extraordinaire de progrès, mais qui a été payé un peu cher. On a voulu forcer l'allure et parfois se lancer dans des réalisations qui n'étaient pas suffisamment étudiées. Moi qui ai fait le plus grand éloge publié en France sur le développement agricole chinois, je suis, par honnêteté intellectuelle, obligé de signaler que la grande sagesse qui

La faim

présidait au développement agricole chinois en 1955 a été abandonnée pendant l'année 1958, au cours de laquelle on a demandé au paysan chinois des efforts surhumains, à tel point qu'un décret du Comité central du Parti de décembre 1958 a demandé que l'on n'exige pas des membres des communes plus de douze heures de travail par jour, et que dans les communes populaires chinoises un dimanche sur deux soit chômé. Cette folie de 1958 s'est traduite dans certaines publications. On lit dans le numéro de décembre 1958 d'une revue chinoise que l'on a obtenu 450 tonnes de paddy à l'hectare, alors que le maximum est 50 tonnes. La Chine est en train de revenir sur cette période de folie, qui a été payée cher par le paysan chinois.

R. P. COTTIER : La conférence de M. Dumont nous a laissé constamment l'impression que les problèmes politiques, socio-économiques, sont impliqués — et c'est l'évidence — dans la solution du problème de la faim. J'y trouve l'occasion de deux questions :

1° M. Dumont a mis le doigt sur l'existence, dans les pays sous-développés, ou dans un certain nombre d'entre eux, d'une classe possédante qui a un rôle parasitaire. Je pense ici à des enquêtes qui ont été faites sur les pays du Moyen-Orient, où l'on constate qu'encore actuellement il sort de ces pays, en capitaux, exactement l'équivalent de ce qui p.258 aurait été versé par l'aide économique soviétique et américaine. Comment sortent ces capitaux ? Simplement par des placements faits par les possédants privés. Où vont ces capitaux ? C'est la question que je pose. Ces capitaux vont en Occident. Certains viennent à Genève, et ce sont eux qui, pour une part, sont la cause des agissements spéculatifs. Je pense, puisqu'il s'agit d'éclairer notre conscience sur ce problème si grave de la faim, qu'il serait peut-être dangereux d'accuser seulement les assassins qui se trouvent dans ces pays. Nous sommes peut-être tous des assassins.

2° Ma seconde question se rapporte au problème démographique. Il y en a un ; et l'homme ne méritant pas un pur traitement sociologique, il faut tenir compte de normes éthiques quand on traite du problème démographique. De plus, en agitant ce problème d'une manière trop simpliste, on risque de paralyser l'imagination créatrice et surtout de défendre certains privilèges. Je crois qu'on traite de ces problèmes avec beaucoup de mauvaise foi (je ne parle pas des experts qui ont étudié la question de près). Je suis frappé par le racisme

La faim

qui est presque toujours à la clé des grands slogans démographiques : *Ce sont les Noirs et les Jaunes qui prolifèrent !* C'est un fait, mais dans la conscience des Blancs cela a des résonances qui ne sont peut-être pas très pures. Je crois surtout que cela nous bloque, en nous empêchant de poser les problèmes de structure : structure de l'économie et structure de nos organisations politiques. Je crois que dans ce domaine nos conceptions sont encore très archaïques.

On pourrait noter trois problèmes sous forme de questions : la question du *gaspillage économique*, la question d'un droit pour tous les peuples à l'*accès égal aux matières premières* (on l'admet bien à l'intérieur de nos Etats, quand il s'agit de nationaliser les grandes sources d'énergie) ; la question du *droit au travail* (si on admet que tout homme a le droit de travailler, cela suppose que tout le monde a le droit d'aller chercher du travail là où il en trouve). Chacune d'elles met en cause pas mal de conceptions économiques et politiques.

M. RENÉ DUMONT : Je vais répondre au R. P. Cottier en deux mots. Je suis entièrement d'accord avec lui sur le fait que nous sommes tous des assassins. Nous sommes tous responsables de la faim dans le monde. Je n'ai probablement pas suffisamment insisté sur ce point hier.

J'ai cru devoir insister sur le problème démographique, et d'après les calculs que je vous ai cités, en l'an 2160 le Mexique aura 8,5 milliards d'habitants ; on aboutit à l'absurde. Tout de même, le problème se pose, et ne pas le poser serait de ma part une malhonnêteté intellectuelle.

D'autre part, aussitôt après avoir abordé le problème démographique, j'ai attaqué les privilèges. Je suis donc à l'abri du reproche implicite que m'adresse le R. P. Cottier. Il a raison de souligner le gaspillage économique. Il y a des instituts de beauté pour chiens à New-York, et dans ces instituts on dépense plus que pour nourrir des enfants. Il y a des sociétés protectrices des ânes, au Maroc, fondées par de vieilles filles américaines. Il y en a aussi pour les vieilles vaches aux Indes.

p.259 Il y a d'autres gaspillages inadmissibles. Vous connaissez les journaux new-yorkais du dimanche, que personne ne lit, avec des pages entières d'annonces de grands magasins. D'un autre côté, les gosses d'Afrique n'ont pas de papier pour apprendre à lire et à écrire. Et les voitures américaines qui gaspillent le chrome ! C'est invraisemblable. Il est inadmissible qu'il y ait d'un

La faim

côté tant de gaspillage et de l'autre tant de misère. Mais il ne suffit pas de condamner ce gaspillage, il faut trouver des structures pour utiliser au mieux les richesses.

Quant aux fuites de capitaux au Moyen-Orient, je les ai trouvées également au Brésil, où les capitaux vont aux Etats-Unis.

LE GRAND RABBIN SAFRAN : A la fin de votre exposé, vous nous avez invité, M. Dumont, à repenser les valeurs de notre civilisation.

Ne faudrait-il pas remonter aux sources mêmes de cette civilisation qui, au point de vue éthique, se trouvent dans la Bible hébraïque ? En effet, celle-ci assure à la fois la liberté personnelle et la justice sociale en préconisant le devoir qu'à chacun de travailler et le droit qu'il a de se reposer et de jouir des fruits de son labour (pensons aux lois du sabbat !), en fondant la vie économique de l'Etat sur la propriété foncière individuelle, tout en limitant son étendue et en veillant à une équitable répartition des biens essentiels nécessaires à la subsistance de tous (pensez aux lois de l'année sabbatique et du jubilé !). Elle unit la charité à la justice : le mot *tsedaka* symbolise leur fusion totale. Le précepte de l'amour du prochain énoncé par Moïse est suivi des lois agraires dont je viens de parler !

Ne devrait-on pas réexaminer les problèmes sérieux de l'humanité contemporaine, de toute l'humanité, à la lumière de cette conception : charité-justice ?

M. RENÉ DUMONT : Je disais à M. le Pasteur Werner, à la veille de mon intervention, que si les chrétiens avaient été des chrétiens, il n'y aurait pas eu de problèmes ; et si les Juifs avaient tous suivi la loi judaïque, il n'y aurait pas de problèmes et pas de communisme à l'heure actuelle.

La loi du jubilé — je précise pour ceux qui ne le savent pas dans cette assistance — prévoit la redistribution terrienne tous les quarante-neuf ans. Elle a été établie dans l'ancien Etat juif, mais elle n'a jamais été appliquée : au bout de quarante-neuf ans les problèmes étaient devenus tellement complexes que la loi devenait inapplicable. Nous parlions tout à l'heure des lois de Nehru qui sont magnifiques, mais qui ne sont pas appliquées.

La faim

LE GRAND RABBIN SAFRAN : La loi du jubilé a été appliquée, mais peut-être pas d'une manière précise.

M. RENÉ DUMONT : Mes renseignements sur la non-application du jubilé viennent d'un kibboutz religieux. J'ai peut-être été mal informé...

LE GRAND RABBIN SAFRAN : p.260 La loi de l'année sabbatique, de la septième année, est actuellement appliquée.

M. RENÉ DUMONT : Je voudrais donner quelques détails sur l'application de la loi de l'année sabbatique, qui prévoit que tous les sept ans on n'a pas le droit de cultiver la terre...

LE GRAND RABBIN SAFRAN : La loi de jubilé accorde le droit de rachat pour la terre à celui qui a été obligé de la vendre, et cette loi a été appliquée.

M. RENÉ DUMONT : On m'a expliqué qu'il y avait redistribution sans rachat tous les quarante-neuf ans...

Je voudrais préciser quelques détails. J'ai été consulté comme agronome sur les possibilités d'application de la loi sabbatique, dans le kibboutz dont j'ai parlé. La loi judaïque n'autorise pas à cultiver le sol pendant un an sur sept. C'est la raison pour laquelle les Juifs ont perdu la guerre contre les Romains... Ils m'ont donc demandé si l'on pouvait faire des cultures sans sol, pour occuper la main-d'œuvre sans enfreindre la loi. J'ai répondu que c'était possible, mais qu'il se posait une question de rentabilité : la culture sans sol coûte extrêmement cher. Ils m'ont alors demandé si l'on pouvait faire des cultures sans labourer la terre. J'ai répondu qu'ils pouvaient faire des prairies temporaires qui leur procureraient des richesses, sans enfreindre la loi sabbatique.

D'autre part, dans les premiers kibboutz religieux, comme la loi sabbatique interdit le travail le jour du sabbat, on ne trayait pas les vaches, et les malheureuses bêtes poussaient des hurlements effroyables. Ils ont consulté un rabbin qui a dit : Vous pouvez extraire le lait, mais vous ne pouvez pas le recueillir. C'est ce qu'ils ont fait. Mais la sixième partie de leur recette se trouvant ainsi perdue, les kibboutz religieux se trouvaient en compétition inégale avec les kibboutz laïcs. Ils ont donc consulté un second

La faim

rabbin qui a permis de recueillir le lait.

J'ai cherché à comprendre certains interdits religieux par la connaissance scientifique de l'époque : par exemple, l'interdiction de la consommation du porc était provoquée par les maladies parasitaires. J'ai voulu expliquer à ces gens du kibboutz que maintenant la science moderne permettait d'interpréter la loi ; ils m'ont dit qu'il ne fallait pas y toucher, que les lois étaient intangibles. (N'étant pas adepte de la religion juïque, j'ai trouvé que cette inadaptation aux conditions modernes était regrettable.) L'exemple des vaches et du sabbat prouve que dans certaines conditions, on est bien obligé de tourner la loi.

LE PRÉSIDENT : La parole est au Dr Thianar, du Sénégal.

Dr THIANAR : Je dois dire que j'ai parlé ici hier un peu comme on prie, mais ma prière est active. Nous avons la sérénité des hommes qui possèdent la vérité. Nous sommes sûrs qu'une colonisation, cette fois morale et spirituelle, doit s'opérer, dans le sens peut-être ^{p.261} inverse. Nous allons forcer votre solidarité fraternelle et morale. Nous croyons que l'Histoire va dans ce sens.

M. Dumont opposait hier la paresse des Indes (que l'on admet) et la contrainte au travail en Chine. Où place-t-il l'Afrique entre ces deux cas extrêmes ? Je crois que nous, Africains, ne sommes pas paresseux. Nous n'avons que trop travaillé, surtout avec la ration alimentaire dont nous disposons actuellement, qui n'est qu'une ration végétative.

En Afrique, nous ne pouvons pas faire les frais d'une révolution ; nous ne disposons pas de la même masse d'hommes que la Chine. De ce fait, l'Afrique est peut-être dans le juste milieu. Même le Congo ne peut pas faire les frais de sa guerre actuelle. Nous ne pouvons que plaindre nos frères du Congo.

Le Dr Thianar exprime le regret de voir si peu d'Africains et d'Asiatiques participer aux entretiens, puis poursuit :

J'en reviens à ma question. Ne pensez-vous pas que nous, en Afrique, n'avons pas tellement d'options à prendre ? La structure de nos sociétés est déjà dynamique. Je ne sais pas ce que vous entendez par nationalisme économique, mais bien des gouvernements de l'Ouest africain ont mis en place un dispositif qui a déjà démarré, qui ne demande qu'à être aidé pour aller de l'avant.

La faim

M. RENÉ DUMONT : Je répondrai au Dr Thianar en m'excusant d'avoir été obligé hier de quitter la salle au moment où il prenait la parole.

Si l'on m'écoutait, des Rencontres Internationales comme celles de Genève devraient comprendre au moins un orateur des pays sous-développés d'Afrique, ou d'Asie, ou d'Amérique latine. Jusqu'à présent ce sont nous, les nantis, aussi bien ceux de l'Est représentés par M. Ehrenbourg, que ceux de l'Ouest qui ont parlé. J'ai fait la même observation aux colloques de Vevey, qui m'évoquaient un peu le Crépuscule de l'Homme Blanc. Les Rencontres de Genève me font la même impression.

Je répondrai à M. Thianar que si la solution indienne ne m'a pas satisfait, la solution chinoise ne m'a pas satisfait totalement non plus. J'ai passé trois mois et demi en Inde. Il était temps que je parte, car j'étais dans un état d'exaspération profonde devant l'indifférence de la majorité des élites indiennes face à la misère de leur peuple. En Chine, les erreurs que j'ai signalées relèvent d'un problème très différent.

Entre l'excès de travail demandé au paysan chinois et l'absence de travail du paysan indien, je cherche un compromis, un moyen terme. Ce compromis, je l'ai proposé aux Indes en disant : il faudrait demander aux paysans de 20 à 50 jours de travail par an.

M. Thianar s'inquiète de savoir si je vais organiser une révolution au Sénégal. Je n'ai pas encore de révolution à mon actif. (J'étais à Cuba en même temps que Jacques Duclos. Quand Jacques Duclos a paru à la télévision, on m'a dit : « C'est cela que vous avez comme révolutionnaires en France ? Vous êtes bien lotis avec des gars comme ça, qui ne savent pas tenir un fusil, qui ne savent pas viser correctement ! J'ai vu Fidel Castro abattre d'une rafale de mitrailleuse un fût de 100 litres flottant ^{p.262} sur un lac à 600 mètres de distance... ») Je ne viens pas promouvoir la révolution au Sénégal. Savoir si une révolution est nécessaire est une affaire intérieure concernant une république indépendante. Cela ne veut pas dire que si on m'appelait, je ne dirais pas ce que je pense, en toute liberté et toute franchise. Mais ce sera aux responsables sénégalais de prendre ensuite des décisions.

Je dirai que la révolution est moins nécessaire en Afrique qu'en Inde. L'Afrique est au début de son développement, elle n'a pas de structures sociales figées comme l'Inde. Le problème est plus facile. Il n'y a d'appropriation privée

La faim

du sol, au Sénégal, que dans une mesure limitée. Il n'y a pas de problème d'exploitation de l'homme par l'homme, pas de problème de métayage et d'usure aussi brutale. Il y a tout de même des confréries religieuses au Sénégal, qui font la prière pour le compte d'autres qui travaillent. Est-ce que c'est un problème d'exploitation ou de répartition rationnelle du travail ?

Dr THIANAR : Il y a aussi, au Sénégal, une secte religieuse basée sur le travail sanctifiant, les Maurites. A elle seule, cette secte produit la moitié de l'arachide du Sénégal. Ce sont des gens qui ont fait vœu de pauvreté. Ils se rompent les os au travail. Naturellement ils ont à leur tête un chef qui truste un peu le produit de ce travail. C'est par là que le système pêche. Mais les sectes religieuses ne sont pas toujours improductives.

M. RENÉ DUMONT : Je faisais allusion aux Maurites, mais M. Thianar connaît mieux la question que moi. A mon sens, au départ, la situation en Afrique est plus facile qu'en Inde. Il n'y a pas les mêmes obstacles. La tribu est propriétaire au nom des vivants et des morts. Quand on défriche une savane, celui qui l'a défrichée a le droit de jouir de la terre pendant les deux ou trois ans de culture classique. Mais quand il l'abandonne pour la rendre à la jachère, cette terre revient au fond commun. Donc il y a une formule communautaire beaucoup plus favorable au développement économique que la formule de propriété individuelle, ou de ce fameux droit donné aux propriétaires européens d'user et d'abuser. Le droit romain est inconnu en Afrique. Le propriétaire africain est responsable de la bonne utilisation du sol vis-à-vis de sa tribu, le chef de terre étant là pour surveiller la juste application des prescriptions.

Cependant, ces conditions favorables ne seront pleinement exploitées que si on étudie, en Afrique, un plan raisonnable de développement. Je dirai, à propos du Sénégal, que M. Mamadou Dia attend trop longtemps les études du Plan avant de le mettre en application. Pour moi un plan se fait en deux mois, par une esquisse très rapide, puis il se réalise pendant un an. On le corrige par la réalisation ; on refait un second plan que l'on étudie pendant six mois ; on corrige les erreurs au cours de la seconde phase de réalisation... Un plan s'étudie et s'exécute en même temps, et j'ai l'impression que Mamadou Dia attend depuis trop longtemps les études du R. P. Lebret pour passer à exécution.

La faim

p.263 D'autre part, ce plan ne sera efficace que s'il vise les intérêts de tous et de la nation, et prévoit des investissements suffisants pour assurer un minimum vital à chacun, l'industrialisation et le développement agricole ; s'il fait passer tous ces intérêts collectifs et de chacun avant le luxe des privilégiés. Si le Sénégal continuait la société coloniale avec ses abus, ses privilèges, il retarderait son développement.

Donc le problème est plus facile qu'en Inde, mais il y a quand même un certain choix à faire entre des solutions réformistes et révolutionnaires. Mais la stagnation dans le système économique actuel est un choix exclu. Si l'on se défend dans la tranchée des structures économiques actuelles, nous sommes d'ores et déjà battus. Le choix est donc : la réforme ou la révolution.

LE PRÉSIDENT : Nous avons parmi nous un représentant de l'Organisation internationale du Travail, le Docteur Richter, chef de division au Bureau international du Travail. On a beaucoup parlé de la FAO, mais l'OIT travaille aussi dans le même domaine. Il faut donc lui rendre justice et je donne la parole à M. le Docteur Richter.

Dr RICHTER : Vous vous êtes sans doute posé la question : que fait l'Organisation internationale du Travail pour apporter sa contribution à la solution des problèmes directement et indirectement liés à la pauvreté et à la faim ?

Dès le début, vous le savez, l'OIT s'est intéressée à l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, y compris toutes les catégories de travailleurs dans le secteur rural. Toutefois, en raison de l'urgence des problèmes présentés dans le secteur rural, et de l'augmentation du nombre des pays membres de l'OIT, pays dont les problèmes sont principalement agricoles, l'OIT a reconnu la nécessité d'accorder une plus grande attention à ces problèmes.

Il a été jugé utile de procéder, au sein de la Conférence internationale du Travail de cette année, à un examen approfondi des problèmes principaux dans le secteur rural, d'indiquer la tâche dont l'OIT devrait se charger en la matière, sur divers plans, d'entreprendre d'importantes recherches et de passer à des activités pratiques.

La faim

Le résultat de cet examen a été l'adoption à l'unanimité d'une résolution dans laquelle il est recommandé que l'OIT établisse sans délai un programme spécial à long terme de recherches et d'activités pratiques, dans les domaines qui lui sont propres, notamment la préparation de programmes de développement rural, une assistance technique accrue au moyen, par exemple, de conseils d'experts, d'organisation de centres d'étude, et de formation, de fournitures d'équipements, et de projets pilotes. Il serait présenté à la session future de la Conférence générale et autres instances appropriées de l'OIT des sujets concernant les aspects du développement rural, qui sont d'intérêt général et méritent examen.

Ces activités devraient porter notamment sur les domaines suivants : amélioration des conditions de vie et de travail, création de nouvelles activités, réforme agraire, formation professionnelle, renforcement des ^{p.264} coopératives et développement des industries familiales et des petites industries.

Ainsi l'OIT est en train d'aborder un programme élargi, aux côtés des autres organisations internationales pour améliorer le sort des peuples ou des groupes demeurés en marge, les intégrer dans la communauté mondiale et extirper la faim de la surface de la terre.

LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Avant de clore cet entretien, je voudrais préciser que nous avons fait les plus grands efforts — personnellement je ne les ai pas ménagés — pour amener ici des orateurs représentant des continents en voie de développement, que ce soit de l'Inde, de l'Afrique, de l'Amérique latine.

Nous nous sommes heurtés à deux difficultés. L'une est d'ordre budgétaire, et concerne le trésorier. Il n'est guère possible de faire venir des antipodes, dans le cadre d'un budget limité, des personnes qui auraient été fort intéressantes à entendre ; les frais de voyage et de déplacement sont trop considérables. Nous avons par contre cherché des représentants de ces régions établis en Europe, notamment dans les ambassades où il y a de nombreux porte-parole très compétents. Peu d'entre eux ont pu venir. M. Josué de Castro, qui venait d'Amérique latine, a été lui-même empêché. Bref, nous avons eu un certain nombre de défections pour des raisons valables. Par conséquent, nous sommes essentiellement entre Blancs et entre représentants de pays développés. C'est regrettable. Je pense que le dialogue n'a pas son vrai poids.

La faim

Mais nous avons fait l'impossible. Je vous indique simplement la raison pour laquelle nous n'avons pas mieux réussi.

@

ENTRETIEN SPÉCIAL ¹

présidé par M. Tibor Mende

@

LA JEUNESSE DEVANT LE PROBLÈME DE LA FAIM

M. ALFRED BERCHTOLD : p.265 Pour la première fois, les Rencontres Internationales organisent un entretien réservé essentiellement à la jeunesse.

On s'est demandé si la date du jeudi 8 septembre, jour du Jeûne genevois, était très heureuse, étant donné l'habitude des Genevois de s'éloigner de Genève pendant cette journée. Des doutes ont été émis, mais je crois que notre façon de célébrer le Jeûne genevois est peut-être aussi logique que celle que propose la page gastronomique de *La Suisse*. Je trouve dans *La Suisse* d'aujourd'hui, dans la rubrique gastronomique, toute une série d'annonces d'auberges fort sympathiques, dont je ne voudrais pas médire, mais qui proposent pour 10 et 15 fr., des menus de Jeûne genevois qui sont plus copieux que jamais. C'est un jeûne extrêmement relatif...

Nous avons donc proposé un entretien consacré à la jeunesse. Vous avez — je m'adresse maintenant aux jeunes — la chance d'avoir ici quelques personnalités particulièrement compétentes, particulièrement engagées dans la campagne contre la faim. Ils sont à cette table pour répondre à vos questions. C'est M. Tibor Mende qui va présider cette séance. M. Tibor Mende n'est pas seulement un philosophe de l'Histoire, un professeur, c'est d'abord un homme qui, comme plusieurs des conférenciers de cette année, a vu de très près les problèmes du sous-développement, et par des voyages, et par des entretiens avec toutes les couches des populations des régions particulièrement touchées par le fléau de la faim. Le titre d'un ouvrage de M. Tibor Mende vous donne le ton de ces entretiens : *Entre la Peur et l'Espoir*.

Pour terminer, j'aimerais poser une question aux personnalités qui ont une

¹ Le 8 septembre 1960. Beaucoup de jeunes sont intervenus depuis la salle ; d'où le caractère anonyme de leurs interventions.

La faim

vision extrêmement concrète et précise du problème. Quel mot p.266 d'ordre, quelles directives, quels conseils, quelles impulsions voudriez-vous très précisément donner à la jeunesse d'un petit pays bien nourri comme le nôtre ?

M. Tibor Mende a la parole, et vous avez la parole.

LE PRÉSIDENT : Pour commencer, je pense qu'il serait utile, lorsqu'un jeune pose une question, que ses collègues lui répondent, avant que la parole soit donnée aux spécialistes ici présents qui pourraient élargir la réponse. J'aimerais qu'ici même s'établisse un débat entre les jeunes.

Vous connaissez le problème. Je ne peux rien ajouter de nouveau, après cinq ou six jours de débat ou d'analyse. Vous savez que la pauvreté et la faim sont jumelles. On ne peut pas attaquer l'une sans l'autre, et je voudrais simplement indiquer, en cinq points, comment il me paraît que le sujet doit être divisé.

Il me semble que nous devrions discuter en premier lieu des limites de la productivité du sol — c'est-à-dire des possibilités physiques de nourrir les hommes ; en second lieu, nous discuterons des obstacles qui s'opposent à l'intérieur de chaque Etat à l'utilisation maxima des ressources disponibles : ressources matérielles et formation des spécialistes et des cadres ; en troisième lieu nous verrons quels obstacles extérieurs viennent empêcher cette utilisation maxima des ressources à l'intérieur d'un Etat ; en quatrième lieu il y a les modalités, la qualité, le volume de l'aide qui pourrait venir de l'extérieur, et comment cette aide pourrait être utilisée.

Je voudrais que le cinquième point soit la sympathie. Bien entendu, on pourrait diviser la sympathie en plusieurs catégories. Il y a la question de l'arrogance raciale de certains groupes de l'humanité envers d'autres ; il y a la peur qui paralyse pratiquement toutes les manifestations de sympathie ; il y a l'intérêt, qui est très souvent en conflit avec les expressions de la sympathie. Il y a aussi l'intérêt éclairé dans nos relations internationales, qui peut s'accommoder avec la sympathie. Et il y a finalement l'effort humanitaire de vraie sympathie qui peut aider à résoudre certains de ces problèmes.

C'est tout ce que j'avais à dire. Il y a ici un jeune homme qui voudrait commencer le débat. Après, vous y participerez, et j'espère que, sans la moindre inhibition, vous poserez des questions.

La faim

M. JEAN VICHNIAC : Au moment où j'ai voulu entrer dans cette salle, un respectable fonctionnaire, croyant accomplir son devoir, a voulu m'interdire l'entrée parce que je n'avais pas de carte. Lorsque M. Berchtold lui a dit que je devais prendre la parole, il s'est écrié, indigné : « Comment, ce jeune homme a quelque chose à dire ? » La question peut donc se poser, ce qui m'incite à une grande humilité pour dire quelques mots.

Je crois que nous, en tant que jeunes Blancs rassasiés, nous avons malheureusement peu de chose à dire. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas un défaut qui nous est propre, d'aimer parler. Nous sommes à p.267 Genève, et un participant aux Rencontres que je ne nommerai pas m'a dit : « Si Genève devait choisir entre le Paradis et une conférence sur le Paradis, elle choisirait une conférence sur le Paradis. » Ce mot est tout à l'honneur de Genève, et je tiens à remercier les Rencontres de nous avoir permis, à mes camarades et à moi-même, de prendre la parole.

Il y a bon nombre de problèmes qui se posent à nous en tant que jeunes, et parmi eux de faux problèmes. Le faux problème est d'ordre psychologique, d'ordre moral. Je crois qu'il faut nous débarrasser de toute hypocrisie. Nous savons que deux hommes sur trois dans le monde ont faim. Nous avons vu l'autre jour le très bon film de Me Rouillet. Malgré tout, nous mangeons de bon appétit.

Nous devons bannir de notre vocabulaire les expressions de pitié. S'il y a un gros effort pédagogique à tenter, il n'en reste pas moins que les jeunes, tant qu'ils n'auront pas été dans des pays en train de se développer, ne pourront pas comprendre ce qu'est la faim.

Pour des jeunes, le problème de la faim peut par contre entraîner une attitude politique, et même deux attitudes politiques extrêmes : soit une attitude dite de gauche, anticolonialiste, soutenant le droit des gens à disposer d'eux-mêmes, visant une réforme sociale, etc., soit une position de type fasciste : crainte du péril jaune, etc. (Quelqu'un m'a dit une fois que pour écarter le péril jaune il fallait empoisonner le Yang-Tsé-Kiang pour faire mourir les gens. C'est une solution qui peut avoir ses tenants.) Donc le problème de la faim peut entraîner des attitudes économiques et politiques très différentes.

Nous n'avons parmi nous, malheureusement, aucun jeune d'un pays sous-développé, personne qui ait faim. Je ne sais pas si nous avons le droit de poser

La faim

le problème sous ce jour ; nous ne pourrions voter que dans deux ou trois ans. Mais peut-être sera-t-il alors trop tard. Il faut agir vite, notre avenir est en jeu.

Mlle STOECKLI : Je ne pense pas qu'il soit inutile de vous parler de l'œuvre de Danilo Dolci. Il serait évidemment trop long de vous exposer tous les problèmes qui se posent à notre mouvement, nos difficultés, nos succès. Mais je voudrais quand même circonscrire quelques points concrets, qui peut-être pourraient être intéressants pour tout le monde.

J'ai fait moi-même, au mois de mai dernier, un voyage d'étude en Sicile, qui m'a permis d'approfondir le problème un peu plus concrètement. J'ai visité tout spécialement les zones appelées sous-développées ou arriérées de la Sicile occidentale. C'est de ces zones que s'occupe Danilo Dolci. Les problèmes sont immenses là-bas et ils sont de diverses natures. Tout d'abord, la population est hostile à tout ce qui vient de l'extérieur. Ensuite jouent une mentalité arriérée, la violence, et d'autres facteurs encore. Une autre difficulté, que Danilo Dolci reconnaît lui-même, est de trouver des hommes capables et des hommes de bonne volonté, des hommes de toutes les professions et de toutes les classes sociales qui veuillent bien donner et leur temps et leur savoir, et surtout leur bonne volonté et leur bon cœur pour travailler volontairement là-bas.

p.268 Ce serait, je crois, un point concret de ces entretiens de voir comment utiliser concrètement les jeunes, et aussi les moins jeunes, qui seraient disposés à donner de leur temps, et comment on pourrait les intégrer à certains mouvements.

J'aurais évidemment beaucoup de choses à dire là-dessus, mais si quelqu'un a des questions précises à me poser sur la manière dont on peut être utile en Sicile, qui est un pays merveilleux qui cache une misère profonde, je suis naturellement disposée à répondre.

M. JEAN BRUHLART : Je voudrais répondre à M. Vichniac. Vous avez dit que l'on avait deux attitudes par rapport à la faim : soit une attitude extrême de gauche, dictée par l'anticolonialisme ou par un esprit de justice, soit une attitude fasciste. Ne peut-il pas y avoir une attitude chrétienne (car nous sommes une civilisation chrétienne qui possède beaucoup) ; et notre attitude ne devrait-elle pas être de *donner* ? Donner, non pas dans le sens de la charité, mais dans le sens de la justice.

La faim

M. JEAN VICHNIAC : Je crois avoir un peu trop schématisé. Je voulais simplement montrer que la faim, si elle ne peut pas entraîner de grandes révolutions d'ordre moral ou même des révolutions d'ordre pédagogique, peut entraîner des attitudes politiques. Je ne dis pas qu'il ne peut pas y avoir une autre multiplication des petits pains. Personnellement, je ne crois pas à la multiplication des petits pains. Mais votre attitude peut se concevoir également.

M. RENÉ DUMONT : Je voudrais poser une question à notre ami qui a parlé de la salle et lui demander combien il estime qu'il y a de chrétiens parmi les baptisés. J'en connais un, c'est Danilo Dolci...

M. JEAN BRUHLART : On nous a proposé deux attitudes. Il me semble qu'il pourrait y en avoir plusieurs. Il y a tout de même autre chose que le communisme et le fascisme. Je ne dis pas que les chrétiens font leur travail...

LE PRÉSIDENT : Est-ce qu'il ne serait pas plus utile d'analyser ce qu'il y a de positif dans n'importe laquelle de ces attitudes ?

M. JEAN VICHNIAC : Je n'ai pris que des attitudes schématiques pour montrer les réactions que peut entraîner le problème de la faim. De façon abstraite, on peut montrer deux exemples extrêmes.

UN ASSISTANT : Il ne faut pas que ce débat devienne stérile. Nous ferions mieux ici de chercher les moyens de lutter contre la faim. Je ne crois pas qu'il faille lutter contre la faim elle-même. C'est p.269 contre les causes qui font que la faim est, qu'il faut lutter. Donner à ceux qui n'ont rien une partie de ce que nous avons en trop, ce n'est pas la bonne solution. Que diriez-vous d'un couvreur qui changerait les tuiles d'un toit dont la charpente est pourrie ? Dans le problème de la faim, la charpente idéale ne serait-elle pas une charpente internationale ? A ce propos, le sentiment patriotique développé au sein de chaque nation n'est pas pour faciliter la chose. La faim engendre la guerre. Tous les conflits terrestres naissent de l'argent qui est en grande partie détenu par une classe de la société. Il faut lutter par tous les moyens possibles pour que tous les biens produits par la terre et l'industrie soient équitablement répartis entre les humains. Il faut ameuter l'opinion publique, riches et pauvres de tous les pays,

La faim

par tous les moyens possibles, sur l'injustice sociale qui sévit actuellement sur notre globe ; et plus important encore, il faut proposer des solutions internationales. Nous avons des moyens de toute nature, la radio, le cinéma, le théâtre à notre disposition pour entamer cette vaste action. Je crois qu'il faut peser sur tous les milieux éducatifs de tous les pays, car c'est par l'enfant, qui est terriblement influençable négativement et positivement, que pourraient être amorcées les bases d'une société humaine internationale.

UN ASSISTANT : Mon camarade Jean Vichniac a tout à l'heure dit que le problème de la faim déterminait une certaine position politique. En fait, c'est le contraire. En France, nous n'avons qu'une très faible conscience du problème de la faim, et notre position sur ce problème reste très abstraite, déterminée en règle générale par une position politique antérieure. Au centre, il y a les indifférents, qui souvent n'ont pas d'opinion. Les socialistes ou les communistes peuvent en avoir une, les fascistes également. La jeunesse de gauche parle publiquement d'oppression, de peuples prolétaires, ou de prolétaires tout simplement. Le problème est peut-être posé, mais en fait ce que l'on ne nomme pas, c'est la sous-alimentation. Cela reste très général.

Je pense qu'un thème comme celui choisi par les Rencontres cette année peut être utile, parce qu'il fait prendre conscience aux gens que les termes généraux d'oppression, de colonisation, représentent dans le concret la faim, donc quelque chose de bien réel, et non pas une sorte de schéma.

De même quand on oppose les voitures chromées au pauvre malheureux qui marche pieds nus, on reste dans l'abstrait, on ne tient pas compte du problème de fond.

Il faut d'ailleurs craindre que même cette prise de conscience qu'oppression signifie *faim* n'ajoute pas grand-chose, parce qu'on reste également dans un domaine abstrait, parce que la faim, nous ne savons pas ce que c'est ; et un film, si excellent soit-il, ne peut pas nous l'apprendre. Cela reste des images. On dit à la fin que c'était très émouvant. Certains pleurent. Cela ne va guère plus loin.

Nos aînés sont peut-être un peu plus qualifiés pour parler de ce problème, étant donné que certains d'entre eux ont souffert de la faim pendant la guerre. Mais c'est à nous de parler maintenant. Je le fais. Mais ^{p.270} je crois qu'il est très

La faim

difficile actuellement de prendre concrètement conscience de la chose. Le problème de la faim nous affecte à travers des positions politiques abstraites, déterminées par de tout autres raisons, mais non par le fait que l'humanité souffre de la faim.

UN ASSISTANT : Je ne devrais pas prendre la parole, mais je le fais en tant que représentant d'un groupement suisse français, qui s'appelle le « Mouvement de la Jeunesse Suisse Romande », qui a été fondé il y a une quarantaine d'années par quelques gymnasiens d'alors.

Je voudrais revenir à ce que disait M. Dumont lorsqu'il a parlé d'un crime. Je vais peut-être déformer votre pensée, excusez-m'en, mais prenez pour ce qu'elle est, une image simplifiée. Si l'on mettait un enfant de huit ou dix ans sur ce plateau et que l'on nous disait : « Tuez-le lentement », personne ne le ferait dans cette salle. Mais les distances déforment tout, et nous arrivons à tuer des enfants sans nous en apercevoir.

M. Ehrenbourg disait très négligemment : jamais les pays surdéveloppés n'accepteront d'abaisser leur standing pour aider, sous quelque forme que ce soit, les pays sous-développés. Mais en Suisse nous pourrions lancer une initiative populaire, interpartis (il faut que tous les partis quels qu'ils soient acceptent un texte commun, apolitique) pour diminuer de 2 % le revenu national suisse. Nous contribuerons ainsi à l'aide que vous désirez établir.

D'autre part, bien que n'étant plus chrétien, je sais qu'il existe une délégation suisse au Conseil Œcuménique des Eglises ; or, celle-ci a reconnu elle-même, dans la presse, que les cinq millions de secours versés par la Suisse lui avaient rapporté des avantages, inconsciemment et indirectement...

Je me permettrai également de suggérer que les Rencontres demandent à une prochaine séance de l'ONU que soit projeté le film que l'on sait.

M. RENÉ DUMONT : Je pense qu'il n'est pas possible qu'une initiative de ce genre soit apolitique, parce qu'il y a des questions concrètes et pratiques qui placent le problème, que vous le vouliez ou non, sur le terrain politique.

Qui fournira l'impôt ? Une part du revenu national. Mais cette part sera versée par quelqu'un. Est-ce que ce sera un impôt additionnel sur le revenu, une taxe indirecte ? Voilà un problème forcément politique.

La faim

Deuxième aspect politique inévitable du problème : qui bénéficiera de l'aide ? Quels Etats ? Et dans le cadre de ces Etats, quelle association, quel groupement ? Si c'est pour donner des biens de consommation un peu superflus, comme ceux qui sont arrivés dans le Sud-Vietnam, l'aide n'est pas efficace.

Votre initiative ne peut pas, comme toute initiative efficace, avoir un caractère apolitique. Les gens apolitiques sont des gens qui ont en général une attitude politique déterminée, mais qui l'ignorent. Ils sont quelquefois de bonne foi, quelquefois de mauvaise foi : ils veulent le cacher.

Mlle EGLY : p.271 Vouloir verser certaines sommes à des pays sous-développés est non seulement très difficile pour les raisons données par M. Dumont, mais cela semble aussi relever d'un certain sentiment de culpabilité que nous avons, nous autres Suisses français. La véritable solution serait de former des techniciens des pays sous-développés, et d'envoyer en même temps des techniciens de nos pays qui accepteraient de ne pas avoir une vie aussi facile que s'ils travaillaient en Suisse, en France ou en Angleterre, qui accepteraient de se priver pour aider ces pays sous-développés.

M. JEAN VICHNIAC : On m'a dit tout à l'heure que je n'étais pas dans le concret. Je voudrais préciser une chose. Nous sommes des jeunes de dix-huit à vingt ans. Nous ne payons pas d'impôts. Nous pouvons hésiter à partir comme volontaires ; M. Dumont donnait l'exemple de volontaires qui, étant peu adaptés, fournissaient un travail deux fois moindre et mangeaient trois fois plus que ceux qu'ils étaient censés aider. C'est très abstrait de discuter du problème de la faim.

Mais une question qui peut se poser est celle de la limitation des naissances.

M. ALFRED WERNER : Un mot seulement pour préciser que cette espèce d'escroquerie à laquelle il a été fait allusion, ces cinq millions de dons qui auraient en réalité produit un bénéfice, n'ont *rien* à voir avec l'action du Conseil Œcuménique. Le Conseil Œcuménique a consacré une séance entière de son Comité central de 90 membres — cet été même, en Ecosse — aux pays affamés et surpeuplés. Tous ces problèmes, le Conseil Œcuménique les domine ; je ne veux pas dire qu'il les résout. Il les étudie à fond. Il a mis notamment à l'œuvre

La faim

sa division pour l'aide aux réfugiés, et le problème du Congo fait l'objet d'une étude très serrée. On envoie des techniciens, des éducateurs, des médecins, des infirmières. Le Conseil Œcuménique fait tout ce qu'il est possible de faire à l'heure actuelle, avec les moyens dont il dispose.

On a mis en cause les chrétiens. Nous sommes prêts à nous traîner dans la poussière, à nous mettre des roulettes pour que ça aille plus vite... Mais cela n'aboutira pas à grand-chose. Il n'est pas utile d'ironiser sur la parabole de la multiplication des pains... Je crois que nous avons à être très simples, très humbles, et puis à nous dire que si nous ne sommes pas meilleurs que les autres, nous chrétiens, nous avons tout de même la certitude de servir un meilleur Maître. Voilà ce que je voulais rappeler.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais simplement apporter quelques précisions concernant le problème très pratique qui vient d'être soulevé.

On a dit, et les représentants des mouvements de jeunesse nous ont dit : Ne pourrait-on pas demander à chacun de contribuer, sous une forme quelconque, à une collecte d'argent qui permettrait de financer l'aide qu'il faut apporter à autrui. On a répondu, et M. Tibor Mende n'a pas tort d'insister sur cet aspect de la question : qu'il ne faut pas ^{p.272} simplement de l'argent, qu'il faut aussi des techniciens, des bras qui travaillent. Mais tout ceci se traduit toujours en termes d'argent. Quand un pays se prive d'un technicien pour l'envoyer dans un pays sous-développé, il fait un sacrifice ; ou bien il doit remplacer ce technicien, ou bien c'était un technicien peu indispensable dans son propre pays. Il faut tout de même le faire vivre aux frais du pays qui le reçoit, et qui n'en a peut-être pas les moyens, ou bien aux frais de la collectivité qui veut aider.

M. Dumont a répondu : C'est un problème politique. Bien entendu. Si une initiative était lancée émanant du peuple suisse, de la jeunesse, et que l'on décide en Suisse que tous les bordereaux d'impôts seront majorés de 1 % ou de 1 ‰, de manière à créer une contribution matérielle de la Suisse, le problème serait ensuite de savoir que faire de cette contribution. Supposons qu'elle produise 50 millions — je prends un chiffre au hasard. Qui va recevoir ces 50 millions ? Je crois avoir dit — je m'excuse de citer mes propres paroles — lors de la conférence introductive que j'ai présentée ici, que la FAO, qui a, sous l'égide des Nations Unies, la responsabilité essentielle de conduire la campagne

La faim

mondiale contre la faim pendant les cinq ans qui viennent, ne dispose pas elle-même des fonds nécessaires pour conduire son programme normal. Elle n'a donc pas les fonds pour conduire cette campagne. Elle n'a pas à prendre de décision. C'est la conférence des 88 gouvernements du monde qui a décidé d'autoriser le directeur général — je le sais pour avoir été président du comité financier — à ouvrir ce qu'on appelle chez nous, à la FAO, un fonds de dépôt, que devraient alimenter toutes les contributions gouvernementales, non gouvernementales, individuelles, tout ce que l'on peut récolter. Là se ferait le pool des moyens financiers qui devraient servir à financer une action internationale d'aide non discriminatoire, qui peut s'adresser à n'importe quel pays qui présentera une demande d'assistance. Mais il est clair que la FAO et les Nations Unies, qui ont pris en main la campagne contre la faim, ne pourront rien faire du tout si elles ne reçoivent pas l'argent nécessaire.

Les contributions ne sont pas forcément non plus des contributions nationales. Il n'est pas indispensable qu'elles soient en espèces. Si un pays décide d'envoyer 100 jeunes gens, d'envoyer 10 techniciens, du matériel, ceci est considéré comme un don exactement équivalent à un don en argent.

Cela me paraît donc un problème extrêmement simple, et comme président de la FAO, totalement indépendant — je ne parle plus comme citoyen suisse — je verrais avec plaisir notre pays prendre une telle initiative. Certains pays l'ont fait. La Hollande a été la première à envoyer 20.000 dollars à la FAO pour aider à payer le démarrage de la campagne. Elle vient de décider de réimprimer les cartes de rationnement du pain qu'elle utilisait pendant la guerre, à titre de symbole. Chaque personne qui achète son pain en Hollande actuellement, paie en même temps la carte, et contribue symboliquement à une sorte de don qui va alimenter un fonds national qui sera transmis ensuite à la FAO. Est-ce que la Hollande dira simplement à la FAO : Voilà l'argent, faites-en ce que vous voulez, ou mettra-t-elle des conditions en disant : L'argent ^{p.273} collecté en Hollande servira à tel ou tel but ? C'est possible. Ce sera toujours mieux que de n'avoir rien fait. Personnellement, je salue ceux qui ont l'idée de demander au peuple suisse un sacrifice. Il pourrait porter sur nous tous comme citoyens, il pourrait être complété par une participation financière de l'Etat. Ce serait une excellente idée. Mais le moyen de la canaliser vers son véritable but existe déjà.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je pense qu'effectivement nous avons intérêt à

La faim

envoyer davantage de techniciens pour soutenir les programmes élargis que préconise M. Maire. Mais où trouverons-nous des techniciens, des agronomes qui ont l'expérience du terrain tropical ? On n'a peut-être pas suffisamment souligné la nécessité de former davantage de jeunes techniciens, de spécialistes des pays sous-développés.

UN ASSISTANT : Il faut également des médecins, des instituteurs...

R. P. DE RIEDMATTEN : Un problème aussi profondément humain que celui de la faim sollicite la conscience individuelle. Ce problème, quand il se pose au chrétien, le chrétien sait que c'est une sollicitation qui ne fait pas seulement appel à son sens de la justice, mais à son sens de la charité. Cette distinction entre la justice et la charité, que l'on fait communément aujourd'hui, en mettant la justice au-dessus de la charité, cette distinction est nocive. La charité ne signifie pas l'aumône. La charité signifie le devoir d'amour qui est bien plus grand que le devoir de rendre à chacun ce qui lui est dû en biens matériels. Je crois profondément que le problème de la faim sollicite tous les vrais chrétiens — et je me permets de croire qu'il y a plus de chrétiens parmi les baptisés qu'on ne le dit, je suis même tenu de croire que tous les baptisés sont chrétiens — à se donner tout entiers.

Si c'est la façon dont le problème se pose au chrétien, il se pose aussi au non chrétien. Je suis convaincu pour ma part, et je ne pense pas que cela fera ici l'objet d'un débat, que si les chrétiens vivaient à fond cette charité qu'ils sont sollicités de donner, ils exerceraient, en face de ce problème qui se pose avec une acuité nouvelle pour toute espèce de raisons en 1960, la même fermentation qu'ils ont exercée, sans parler du plan surnaturel, dans les structures sociales, historiques du monde, au moment où le christianisme a gagné dans le monde la partie de l'hémisphère civilisé.

Il y a un autre point, dont plusieurs techniciens ont parlé : il est indispensable que nous soyons extrêmement réalistes. Le problème de la faim, tel qu'il se pose en 1960, est l'expression la plus spectaculaire du sous-développement. Je crois fermement que nous nous trouvons, aujourd'hui, si nous voulons être réalistes, en face d'un fait : c'est qu'il y a un consentement universel pour arriver à certaines actions internationales concertées. On peut ironiser sur les organisations internationales. Il reste quand même qu'elles

La faim

représentent, dans le domaine social, économique et politique, surtout social, l'expression d'un effort qui vient du fond même des peuples.

p.274 Récemment, dans un débat qui a fait beaucoup parler au Conseil Economique et Social, le sous-directeur général du B.I.T. a même pu opposer en un sens les organisations internationales aux gouvernements, en disant que l'organisation internationale, quand elle s'occupe du domaine social, économique, rend justice à des aspirations bien plus profondes que ne sont capables de les représenter les gouvernements eux-mêmes.

Je crois que dans un forum destiné à la jeunesse, il importe que nous autres, qui nous trouvons professionnellement mêlés au travail des organisations internationales, nous disions qu'il y a là une leçon de réalisme qu'il faut savoir entendre. Bien sûr, tout n'est pas parfait. Tout ne va pas encore très bien. Mais il reste que l'organisation internationale représente pour tous les hommes de bonne volonté — et le chrétien se sent poussé par toute sa spiritualité à se fondre dans ce mouvement de bonne volonté — une solution à laquelle nous devons travailler.

Vous me permettrez peut-être pour terminer de citer un mot que me disait récemment un des membres les plus distingués d'une représentation aux Nations Unies. Il me disait : « Il y a vingt-cinq ans — et bien que n'étant pas très âgé, je suis assez vieux pour bien me rappeler cela — dans la plupart des pays occidentaux la solution socialiste de la redistribution du revenu au travail paraissait une chose aberrante. En tout cas je me souviens qu'étant adolescent, je croyais qu'une socialisation pareille serait la fin du monde. Je me suis aperçu que si les hommes de bonne volonté entraînent dans le système pour le corriger — je ne le canonise pas — on arriverait à faire quelque chose qui se tient. Aujourd'hui, nous nous trouvons placés devant un second tournant, c'est de savoir si on peut faire une redistribution du revenu international. Je crois fermement que nous devons tous penser que c'est là la solution réaliste. »

Encore une fois, il ne m'appartient pas de m'étendre sur ce point, mais une attitude réaliste consiste à travailler à une redistribution du revenu international par des moyens qui vraiment tiennent compte, dans la réalité, de ce qui peut être fait.

Pour ma part, en tant que théologien de l'Eglise catholique, je peux dire que la doctrine chrétienne — et nos frères des autres confessions sont parfaitement

La faim

d'accord pour travailler avec nous — veut être la première à montrer que cette redistribution n'est pas seulement une œuvre de justice, à laquelle nous pouvons tous consentir, mais une œuvre de charité à laquelle tous les hommes sont tenus.

LE PRÉSIDENT : Permettez-moi de dire quelques mots sur un ton personnel.

Depuis plusieurs jours j'écoute les interventions. Toutes sont très intéressantes. Elles représentent un point de vue bien documenté. Mais j'ai visité tous les pays sous-développés depuis quinze ans. Ce qui me hante, c'est de voir que les millions que l'on a envoyés avec plus ou moins d'idéalisme, ont produit un résultat insignifiant.

Si nous voulons vraiment discuter cette question de la faim, il faut diviser notre discussion en deux parties. En premier lieu, il faut trouver ^{p.275} pourquoi l'argent déjà dépensé a produit des résultats tellement misérables. C'est seulement quand nous aurons trouvé la réponse à cette question que nous pourrons envoyer encore plus d'argent et apporter une aide plus constructive.

Là, bien entendu, nous ouvrons un dossier énorme, qui couvre tout le problème des structures, de l'interdépendance des structures extérieures et des structures intérieures, et l'intérêt qu'a l'Occidental de maintenir des structures qui rendent improductives les sommes d'argent disponibles. Quelle utilité y a-t-il d'exploiter maintenant la bonne volonté du peuple suisse pour que cela conduise à une désillusion terrible ? Que va-t-il se passer ? L'Occident est déjà isolé dans le monde, parce que ses méthodes d'aide se sont révélées plus ou moins inefficaces.

Je ne suis pas contre le fait de donner plus d'argent, parce que je sais qu'on a infiniment besoin d'argent, de personnel, d'agronomes, etc. Mais avant de le faire, demandons-nous franchement pourquoi notre aide a eu des résultats tellement modestes jusqu'ici.

Quand nous aurons répondu nettement à cette question, nous pourrons utiliser une aide accrue de façon plus constructive.

UN ASSISTANT : Vous parlez d'argent. Je crois que c'est mal venu. Si vous voulez de l'argent, demandez-en à de plus vieux que nous. Mais il y a un problème de jeunes que je voudrais mettre sur le tapis, c'est le problème de

La faim

l'objection de conscience. Que pensent les jeunes qui sont ici de la guerre d'Algérie ? Est-ce que tous les vrais chrétiens ne sont pas en puissance des objecteurs de conscience, et combien y en a-t-il en prison ?

LE PRÉSIDENT : Ce n'est pas la question.

M. DARMSTETER : J'aimerais que M. Dumont prenne la parole, et nous fasse part des réflexions provoquées par l'intervention du R. P. de Riedmatten. J'aimerais aussi qu'il nous dise, à travers l'expérience de son voyage à Cuba, ce qu'il pense d'une aide efficace.

M. RENÉ DUMONT : M. Tibor Mende a dit mieux que moi ce que je voulais dire. Ce n'est pas la peine de répéter la même chose sous une forme un peu moins bonne. Mais puisque je suis attaqué directement, je vais répéter ce que j'ai dit ailleurs.

J'ai fait une mission Nations Unies en Inde, pendant l'hiver 58-59, avec deux collègues, une Anglaise et deux Canadiens. J'ai déposé un rapport au grand palais qui domine Genève. On m'a demandé d'atténuer ce rapport aux Nations Unies, parce qu'on aime que les choses soient dites gentiment. J'ai refusé d'atténuer ce rapport en disant : « Je préfère dans ce cas que l'on enlève mon nom. » Les Nations Unies ont donc transmis mon rapport au gouvernement de l'Inde en disant : « Nous nous excusons, mais le monsieur n'a rien voulu changer à son rapport ; vous en ferez ce que vous voudrez. » Je salue le gouvernement des Indes qui p.276 immédiatement a publié le rapport intégralement, sans rien y changer, à 15.000 exemplaires.

Le problème n'a pas été résolu. Chaque année le Nizam d'Haïderabad, je le rappelle, reçoit du gouvernement de l'Inde un million de dollars de revenu de ses expropriations. Je rappelle que le gouvernement de l'Inde a donné 6 milliards de roupies, soit 5 milliards de francs suisses, comme indemnités aux propriétaires fonciers. Pendant la même période de cinq ans, il a consacré le sixième de cette somme à son développement industriel. Il n'a imposé aucune condition à l'emploi de ces indemnités, qui ont été pour la plus grande partie gaspillées. Evidemment, quand il y a de la part du gouvernement d'un pays affamé de tels gaspillages, toute aide extérieure reste insuffisante.

La faim

Je répète que depuis quelques mois, chaque jour, 11.000 tonnes de céréales quittent les Etats-Unis à destination de l'Inde. Ceci, d'après l'accord conclu, se répétera pendant quatre ans. Je répète aussi que d'après les experts nord-américains de la Fondation Ford, il manquera dans six ans 28 millions de tonnes de céréales chaque année en Inde. C'est une prévision obtenue en prolongeant les courbes actuelles de la production et de la population. Actuellement, le don américain est de 4 millions 250 mille tonnes. Si dans six ans le déficit est de 28 millions de tonnes, il deviendra impossible à combler par les nations pourvues et rassasiées. Supposons qu'on puisse encore, à la limite, donner 28 millions de tonnes de céréales à l'Inde, il est logique d'en donner autant aux autres pays sous-développés, proportionnellement à leur population. Cela dépasse la production de céréales de l'ensemble des pays développés. Cela devient une impossibilité matérielle, sans parler de la flotte nécessaire pour transporter ces quantités.

Donc les solutions envisagées jusqu'à présent sont inefficaces. Il faut absolument repenser la problème, et mettre les gouvernements des pays sous-développés, devant l'opinion mondiale, en face de leurs responsabilités, car ils sont aussi responsables, sinon plus, que certains gouvernements des pays occidentaux. Avec les gouvernements occidentaux, ils participent à une responsabilité mondiale.

Toute l'aide internationale, toute l'aide de la FAO, toute l'aide des Nations Unies, en face de ces faits, est inefficace. Je n'irais naturellement pas repousser l'initiative de la Suisse romande ; j'ai demandé moi-même un impôt international sur le revenu — mais pas un impôt sur le pain, Monsieur Maire ; c'est l'impôt des pauvres, l'impôt sur le pain. En Hollande, la carte d'alimentation est une contribution basée sur l'achat du pain, c'est-à-dire le type de la mauvaise contribution qui est payée par les pauvres qui mangent du pain, alors que les riches mangent de la pâtisserie, naturellement...

Le problème est politique, et d'abord politique. La réforme des structures socio-économiques des pays sous-développés est la condition préalable de leur progrès.

Il y a des responsables directs de la faim. Les latifondiaires de l'Amérique latine, pour la première fois dans l'Histoire, commencent à savoir qu'ils sont responsables de la faim. Jusqu'à présent, ils étaient dans ^{p.277} l'ignorance totale.

La faim

Tel latifondiaire, qui est reçu dans tous les salons de la vieille Europe comme un représentant de la culture française en Amérique latine, est un assassin. Et nous le recevons gentiment, en oubliant que c'est un assassin — sauf ceux qui ont été chez lui et qui ont vu les assassinats. Ce sont les gens mal élevés qui appellent les gens du monde des assassins, mais je suis un homme mal élevé...

LE PRÉSIDENT : Nous sommes maintenant vraiment dans notre sujet.

Il faut repenser les choses, et ce sont les jeunes qui ont encore l'élasticité de l'intelligence qui peuvent repenser les choses plus facilement. Entendons donc les jeunes.

UN ASSISTANT : Il y a des solutions politiques, mais aussi des solutions apolitiques...

M. L'ABBÉ PIERRE : Je voudrais dire aux jeunes, par l'expérience que j'ai pu avoir ces dernières années, quelque chose qui pourra sembler pratique, et ils ont soif de cela.

On a évoqué la nécessité — pour sortir de l'inefficacité des efforts qui ont été accomplis jusqu'ici — de relier la structure de chaque Etat sous-développé à la politique générale du monde ; et l'on a évoqué également l'aberration avec laquelle des nations honnêtes, spiritualistes, et bien nourries aussi, ne soutiennent que les gouvernements qui sont étrangers aux problèmes et aux souffrances de leur propre peuple.

Mais cet aspect, s'il est essentiel pour atteindre l'efficacité, n'est pas le seul. Il en est un autre qui, lui, est immédiatement à la portée de la jeunesse. Lorsque comme à vous, Tibor Mende, il m'a été donné d'être dans des pays accablés de souffrances, un fait m'est apparu : c'est qu'il faut des experts, des plans. Cela suppose de l'argent. Il faut, pour que cela ait de l'efficacité, des animateurs, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas de grands experts, qui doivent être intelligents, avertis, qui doivent s'être mis humblement au courant, et qui viennent vivre avec le peuple, pour contribuer à le convaincre, et cela à tous les échelons, de ce que beaucoup est possible pour sortir de tant de souffrances. Beaucoup est possible par la réalisation de ce que nous avons quelquefois appelé le grand programme de petits travaux, que l'on peut appeler

La faim

l'investissement humain, l'investissement travail, de telle sorte que les fils de princes, de notables, de ministres, de hauts fonctionnaires ne considèrent plus que c'est un déshonneur pour eux, évolués, de s'en aller, quelques-uns pour toute la vie, mais d'autres temporairement, pour un service ; de s'en aller vivre dans la brousse, en montagne, au milieu du peuple, apportant la culture que l'on a acquise dans les universités.

Un des aspects humains du drame de ces pays, c'est qu'au fur et à mesure que la scolarisation se développe, elle aboutit à multiplier ce qu'on appelle les certifiés (ceux qui ont le certificat d'études) et, comme je le disais en Afrique noire, il y a quelques mois, à tous les notables, les certifiés inutilisables. Le frère aîné a trouvé un emploi de bureau parce qu'il a le certificat d'études, et le cadet croit que c'est son droit d'avoir ^{p.278} comme son frère un emploi de bureau en ville, puisqu'il a lui aussi son certificat d'études. Or, comme les certifiés sont cent fois plus nombreux qu'il y a quelques années, il n'y a plus d'emploi de bureau disponible, même pas un travail d'usine. Et le plus jeune croit que c'est un outrage qui lui est fait. Il est fort difficile de les convaincre que l'avenir du pays est d'avoir un paysanat instruit, capable d'instituer une petite irrigation ; que les vieilles nations puissantes tirent leur puissance de leur paysanat instruit. Il faut convaincre par notre exemple, en allant vivre dans les villages, en montrant des réalisations intelligentes. Les experts spécialistes peuvent très bien donner des conseils judicieux, mais c'est inefficace parce qu'ils ne vivent pas avec le peuple.

Il faut que quelques-uns parmi nous entraînent les gens évolués des pays sous-développés pour qu'ils aillent vivre avec leur propre peuple, pour que les programmes trouvent leur résonance dans le peuple lui-même. Toutes les initiatives qui viennent de l'extérieur, tant qu'elles n'ont pas pénétré et soulevé les espérances et les volontés des habitants du pays lui-même pour les distraire de leur découragement moral et physique, ne servent à rien. Mais tout cela peut être soulevé par la sympathie, qui est d'abord une présence.

Je termine en disant à la jeunesse que sa première tâche est de vouloir savoir au point d'en souffrir. Et vouloir savoir, ce n'est pas seulement avoir regardé des projections, ou avoir lu ou entendu.

Je me rappelle ce que me disait un grand homme d'Etat musulman un jour où je m'entretenais avec lui. C'était le temps du Ramadan, et nous nous

La faim

trouvions dans un des pays où nos volontaires travaillent maintenant avec le plus d'efficacité. Il me disait : « Mon Père, j'ai voulu que vous veniez, et je crois que je suis capable de comprendre ce que vous voulez, parce que j'ai souffert moi aussi. Je crois que j'ai compris ce que le prophète de l'Islam nous demandait en nous imposant ce jeûne du Ramadan, qui est si rigoureux pour ceux qui l'observent : c'est en premier lieu pour que nous puissions éprouver ce dont souffrent ceux de nos frères qui ne peuvent pas manger ni donner à manger à leurs enfants. »

La deuxième tâche de la jeunesse est de vouloir acquérir un minimum de compétence, et ensuite, sans attendre que cela vienne d'un secrétariat général mondial de planification du volontariat, mais par les contacts que vous avez à partir de votre paroisse, de votre commune, de votre école, trouver des garçons et des filles, pas romanesques, sélectionnés, qui partent pour être au service à la base. Et que ceux qui ne partent pas se préparent pour qu'après deux ou trois ans de volontariat, ceux qui n'ont pas la vocation d'y passer leur vie sachent que la relève est assurée. Que ceux qui restent encore ici travaillent à rassembler des réserves. Nous avons ainsi de nos volontaires formés par nous en Suède qui vont au Pérou, et j'ajoute que ceux qui partent de Suède sont des luthériens alors que les Péruviens sont des catholiques fanatiques. Je leur ai dit : « En allant vivre dans les bidonvilles les plus épouvantables pour résoudre des problèmes élémentaires d'habitat et d'éducation dans ces foules indiennes, vous allez faire peut-être quelque chose d'essentiel par rapport à la foi ; vous allez réaliser ce que l'on pourrait appeler l'œcuménisme ^{p.279} immédiat, infaillible préliminaire à l'œcuménisme entier de la charité et de la justice. Si vous êtes fidèles à votre propre connaissance de la foi, mais si vous vivez ensemble avec cette seule pensée : qu'est-ce que l'on peut faire ensemble pour que ceux qui souffrent ne souffrent plus, vous aurez peut-être convaincu les théologiens pour arriver à l'unicité. »

Ce n'est pas ce matin qu'il est possible d'arriver à des choses définitivement pratiques. Je crois quand même qu'il y a là une orientation vers une nécessité, pour que tous les autres efforts trouvent leur efficacité. Tant qu'il n'y aura pas de présence de gens prêts à vivre avec ceux qui souffrent, tout le reste restera stérile. Ou alors il faudra se résigner à ce que l'efficacité soit obtenue uniquement à coup de contrainte brutale.

La faim

UNE ASSISTANTE : Je crois que ce que je vais dire se rapporte à ce que disait l'Abbé Pierre.

Je pense que la jeunesse maintenant doit devenir plus humble, et laisser les grandes théories sur la religion, la politique, pour se pencher sur l'homme en tant qu'homme à aimer. Il me semble que le problème de la faim est aussi un problème d'amour. Il faut apprendre à aimer ; on ne peut pas aimer d'un seul coup. Il faut se pencher sur les petites choses, qui ne sont pas souvent si petites. Parmi nous, il y a beaucoup de gens qui ont faim, de toute espèce de faims : physique, morale, financière. Il me semble qu'il faut apprendre à se pencher sur leurs problèmes.

UN ASSISTANT : On n'a pas assez abordé le problème du colonialisme. En effet, si on prend une carte du monde et que l'on regarde les pays sous-développés, on constate assez aisément que la plupart des pays sous-développés sont des pays ou anciennement colonisés, ou actuellement encore colonisés. Je ne citerai à l'appui de ce que je dis que l'Afrique dans son ensemble. Je sais bien que le colonialisme n'est pas la seule cause de la faim dans le monde. Mais il ne l'a pas combattue comme il se l'était proposé.

Il me semble que si on s'attaque à un problème tel que la faim, il faut en chercher les causes. Or, une des causes de la faim et de la persistance de la faim est le colonialisme. Je voudrais en tant que Français en donner un exemple concret. Vous savez que le Président de Gaulle avait plusieurs fois l'intention d'envisager une aide aux pays sous-développés. C'était une idée valable. Or, dans le même temps, la France fait une guerre en Algérie. Je voudrais montrer le lien entre cette guerre et la faim. En effet, vous savez, et c'est officiel, qu'en Algérie il y a un million d'Algériens qui sont regroupés dans des conditions effroyables ; et essentiellement au point de vue de la faim, un rapport récent a montré qu'un enfant par jour mourait dans ces camps. De même en raison de cette guerre, il y a des millions de réfugiés en Tunisie et au Maroc qui vivent dans des conditions de famine.

D'autre part, vous imaginez bien que les opérations qui se déroulent en Algérie ne facilitent pas les récoltes. D'un côté on veut aider les pays sous-développés, d'un autre côté on pratique une politique qui est le contraire de cette aide. J'ajouterai que l'argent qui est dépensé pour ^{p.280} la guerre d'Algérie

La faim

pourrait être efficacement utilisé pour remédier au problème de la faim.

Vous me direz que je fais une intervention politique. Je ne le pense pas, parce que je crois que si l'on veut résoudre un problème, il faut en avoir les données. De même qu'il ne faut pas attendre le désarmement pour apporter une solution au problème de la faim, de même il ne faut peut-être pas attendre que le colonialisme soit liquidé pour le faire.

UNE ASSISTANTE : Je suis étonnée que l'on parle autant d'argent. Le problème de l'argent n'est pas un problème de jeunes.

Je reviens d'Afrique. J'ai pu constater deux choses : la bonne volonté des jeunes de faire quelque chose, et d'autre part le manque de coordination des efforts des jeunes. Je me demande si l'on ne pourrait pas demander aux jeunes de partir.

Mon séjour en Afrique a été très profitable au point de vue personnel et au point de vue des problèmes du monde. On regarde les problèmes du monde d'une autre façon. Il suffit simplement de susciter chez les jeunes un effort en vue de donner au moins deux ans de leur vie, comme le disait l'Abbé Pierre, pour les pays sous-développés.

LE PRÉSIDENT : C'est une suggestion constructive. Nous pourrions l'élargir. Comment mobiliser de façon systématique cet idéalisme de la jeunesse ?

M. JEAN AMROUCHE : Je vous prie de m'excuser si mon intervention est un peu sans queue ni tête. Il s'agit d'une intervention par réaction.

Je voudrais dire d'abord aux orateurs chrétiens qu'il est bien évident que si les chrétiens étaient chrétiens, si les musulmans étaient musulmans, que si les agnostiques pratiquaient dans leur vie leur morale d'agnostiques, bref si les hommes avaient vraiment conscience d'être des hommes et du fait que tous les hommes sont des hommes comme eux, il n'y aurait pas de problème de la faim.

Je ne crois donc pas que les hypothèses qui partent de l'idée de je ne sais quelle conversion d'un type véritablement religieux puissent être vraiment prises en considération. C'est un point certes très douloureux, et d'autant plus douloureux que l'on a une foi plus profonde.

La faim

Il faut se résigner à admettre que le problème de la faim ne sera résolu que par une série de révolutions, et par une révolution fondamentale, qui les coiffera toutes.

On a dit beaucoup de choses vraies, on a dit beaucoup de choses fausses, parce que, bien sûr, nous sommes dans la polémique et nous sommes dans la passion. Aujourd'hui, l'ensemble des peuples techniquement avancés, l'ensemble des ventres et des cerveaux riches et pleins se sent décrété d'accusation par environ deux milliards d'hommes. Ils sont accusés, et ils sont acculés, et ils sont profondément habités par la mauvaise conscience et l'humiliation d'un échec qui est le leur, qui est l'échec ^{p.281} de la prise en charge des peuples stagnants ou sous-développés, par les peuples techniquement avancés.

Dans un pays que je connais bien, il est parfaitement évident que la responsabilité de la misère qui règne incombe d'une manière totale, d'une part à la puissance française métropolitaine, d'autre part à ceux qui au nom de cette puissance française métropolitaine ont exercé un pouvoir absolu depuis la conquête de l'Algérie.

Quand je parle de responsabilité, je sais ce que je dis. C'est la responsabilité du père qui est totalement engagé et sans réserve à partir du moment où il a accepté la paternité, et le règne que cette paternité lui assure sur l'enfant.

Telle est la vraie situation des pays colonisés, telle est la situation des pays dont les peuples ont été destitués de leurs responsabilités propres et de l'initiative.

Tout à l'heure, René Dumont a dit : les gouvernements des pays sous-développés sont responsables. Certes, et ils ne seront des gouvernements au sens plein de ce mot que lorsqu'ils seront des gouvernements responsables et libres, à mesure même qu'ils seront en état d'exercer cette responsabilité, quelles que soient les mesures que le sens de cette responsabilité doit leur inspirer. Il faudra qu'ils aient le courage d'être impopulaires dans certains cas, dans leur propre pays, car leurs peuples sont des peuples pervertis, et ce sont des peuples pervertis par la misère, et ce sont des peuples intellectuellement pervertis par ce qu'il faut bien appeler le colonialisme.

Je vais revenir dans un moment et sans passion sur ce phénomène du

La faim

colonialisme. Le colonialisme, partout où il s'est établi, a créé, étendu, aggravé la misère. C'est dans sa nature, d'une part par l'appropriation des richesses qu'il a détournées de leur usage, dont il n'a provoqué l'exploitation qu'à son seul profit, la société dominée, colonisée, ne bénéficiant que de produits marginaux, en quelque sorte des miettes, ou bien une partie de la société colonisée participant directement de l'exploitation de ses propres frères par association, par symbiose avec la société colonisatrice.

Mais il y a plus grave que cette appropriation des richesses, des terres, et de toutes les richesses que ces pays pouvaient receler. Le plus grave, c'est le confinement du peuple colonisé dans l'arriération et dans la stagnation. Il est dans la nature du colonialisme d'interdire le progrès, car s'il n'interdisait pas le progrès, comment voulez-vous qu'il assurât la pérennité de sa domination qui est sa raison d'être. On peut bien nous parler des médecins, on peut bien nous parler des professeurs, on peut bien nous parler du quarteron d'ingénieurs qui ont été formés. Mais, Mesdames et Messieurs, le scandale du Congo a fait éclater à tous les yeux ce que fut le colonialisme paternaliste dans sa perfection. Sur un peuple de 15 millions d'habitants, dont nos amis belges se sont occupés assidûment pendant plus de soixante années, il y a un diplômé de droit, qui est actuellement le représentant aux Nations Unies...

M. DUSAN MATIC : Il y a quinze diplômés...

M. JEAN AMROUCHE : p.282 C'est le chiffre qui m'a été donné. Mais le système est celui-là, et il faut accepter la vérité, si dure soit-elle. Si on n'accepte pas cette vérité, comment pourra-t-on la dépasser ?

Tout à l'heure, un de nos jeunes camarades a parlé des centres de regroupement. Je voudrais corriger un peu ce qu'il a dit, car ces centres de regroupement d'Algérie sont une opération de type colonialiste absolument exemplaire. En effet, ce n'est pas un million d'Algériens qui sont regroupés, c'est près de deux millions. La raison du regroupement est une raison d'ordre militaire et politique. L'application rigoureuse du principe qui veut que les armées populaires vivent en symbiose avec le peuple, et que par conséquent elles sont invincibles, a amené les stratèges et les tacticiens français à estimer que si on pouvait séparer totalement l'armée du peuple, l'armée ne pourrait plus vivre. On a donc déclaré zone interdite d'immenses régions d'Algérie. On a

La faim

déporté les populations, détruit les villages. Et ces gens privés de moyens de vivre, de terre, de jardins, de bétail, sont alors à la merci de l'autorité française qui les nourrit, mais qui les nourrit de manière qu'elles ne puissent distraire de ce qui leur est distribué rien qui soit susceptible d'être transféré à l'Armée de Libération Algérienne. Par conséquent, quand on dit qu'ils sont nourris, en réalité ils sont affamés d'une façon volontaire et systématique. Ce que je dis est appuyé sur des rapports officiels. Il ne s'agit pas de rapports émanant du F.L.N., mais de rapports qui ont été fournis à la demande de l'administration française, du délégué général actuel, que j'ai lus et que beaucoup d'autres ont lus. Le taux de mortalité dans ces camps est à l'heure actuelle d'environ un mort pour 1000 personnes et par jour.

Si j'ai parlé de ces centres de regroupement, c'est que l'ensemble de l'empire colonial dans l'Histoire revêt le même caractère. La société dominante s'installe, s'incruste, et la société dominée est refoulée territorialement, mais aussi historiquement, culturellement, techniquement.

Je terminerai sur une image. Le fardeau de l'homme blanc, l'homme blanc y a cru. Il a cru qu'il était fait, lui, pour subir les troubles nobles, les profonds tourments de la création, qu'il était fait pour incarner et réincarner perpétuellement Prométhée. Prométhée est blanc. Mais il est resté aux Noirs, aux autres, la possibilité d'être des Orphée. Orphée en effet peut être noir. Ainsi l'homme blanc avait divisé l'univers et les aptitudes humaines en deux grandes catégories : aux Blancs la pensée, et surtout la pensée mathématique, la physique, la transformation du monde ; aux autres les charmes de la poésie, de la danse, et à la rigueur de la peinture. Et ainsi pensait-on qu'il y avait une compensation entre les aptitudes des uns et des autres, conformes à je ne sais quel plan divin.

Mais voilà, l'Histoire a remplacé ce plan divin, et il semble qu'elle veuille revenir au premier plan divin, qui implique que tous les hommes sont créatures de Dieu, et par conséquent qu'ils ont, malgré les diversités particulières, des aptitudes fondamentalement identiques à vivre pleinement une existence d'hommes.

Un mot encore à propos des spécialistes, de ce que l'on appelle les experts. Il est évident que si l'aide et l'assistance technique devaient ^{p.283} consister à former dans les établissements d'Europe et d'Amérique des experts et des

La faim

spécialistes déracinés, qui auront contracté des aptitudes de vie, des goûts et des ambitions matérielles rigoureusement identiques à ceux des experts occidentaux, vous aurez des gens qui seront radicalement inaptes à vivre, à se ré-enraciner dans leur propre pays. C'est un phénomène que nous connaissons bien. Par conséquent, là encore il faut que les gouvernements de ces pays sous-développés restituent à leurs peuples l'initiative historique, la conscience de leur destin, et qu'ils imposent à leurs nationaux évolués, comme l'on dit, le devoir absolu de rester au milieu de leurs peuples comme le ferment du devenir, sinon il n'y aura pas de solution.

Mlle ODILE ROULLET : J'aimerais répondre rapidement à M. Amrouche, parce que c'est nécessaire.

On nous parle beaucoup de la responsabilité du père. Nous sommes tous d'accord, il est responsable. Mais je crois que ce n'est plus le problème. Le problème, c'est la responsabilité du fils devenu majeur, qui a acquis sa majorité. Le premier devoir du fils devenu majeur, c'est de dépasser la rancune et la rancœur. Tant qu'il y a rancune et rancœur dans l'enfant devenu majeur, en fait c'est un esprit infantile qui demeure en lui. Il n'y a aucune construction possible à partir d'un esprit infantile. Heureusement, nous avons entendu hier la voix du Docteur Thianar qui a dit : « J'ai dépassé le sentiment de rancune et de rancœur. »

En fait, il me semble qu'il ne s'agit pas de faire le procès du passé, du colonialisme. Il ne s'agit pas de faire le procès de l'aide internationale. Il s'agit peut-être de voir les erreurs commises. Mais pourquoi ? Uniquement pour ne plus les commettre, pour les dépasser. Il s'agit de construire un monde nouveau, un monde où il n'y aura plus de faim, et il s'agit de savoir pour vous, jeunes, comment vous pourrez construire le monde, puisqu'en définitive ce sera votre monde.

M. JEAN AMROUCHE : Je crois que notre monde est actuellement dominé par deux vocables : l'un est *décolonisation*, l'autre *démystification*. J'ai l'impression que mon honorable contradictrice procède à de l'automystification. Ce sont de très belles paroles, mais c'est de la prédication, Madame. La réalité, c'est que ces rancœurs existent. Elles sont le fond même de la réalité.

La faim

D'autre part, quand vous dites qu'il ne s'agit pas de parler du passé et que le colonialisme est dépassé, je vous objecterai que nous sommes dans le colonialisme, et que c'est à propos d'une situation très réelle et très tragique qu'est la guerre d'Algérie que je me suis exprimé comme je l'ai fait.

Mlle ODILE ROULLET : Vous me dites : « Les rancœurs existent ». Je réponds : Je sais qu'elles existent, mais si vous n'arrivez pas à les dépasser, vous n'arriverez jamais à la vraie maturité. Celui qui est devenu majeur et qui n'a pas réussi à dépasser sa rancune p.284 et sa rancœur vis-à-vis de son père, n'est en fait pas majeur d'esprit. Il n'arrivera jamais à construire une vraie solution.

M. JEAN AMROUCHE : C'est une question de définitions...

LE PRÉSIDENT : Nous avons heureusement un représentant d'un pays décolonisé dans des conditions plus heureuses, le Docteur Thianar.

Dr THIANAR : Je m'excuse d'intervenir encore à l'emporte-pièce, parce que je ne fais qu'accrocher mon intervention à celle des orateurs que j'ai entendus ici.

Je veux bien reprendre ce que j'ai dit ici pour ceux qui n'étaient pas là, sur la colonisation. J'ai dit que nous voulons bien la considérer comme un mal nécessaire, mais à condition que nous soyons tous fermement décidés à la dépasser. Je veux bien donner l'absolution à la colonisation, dont je suis moi-même un fruit. Il y a un empire noir européen, de France ou d'ailleurs, dont nous sommes issus, dont nous sommes le fruit. C'est votre œuvre. Comment pouvez-vous ne plus y croire ?

Pour parler du christianisme, j'entends dire depuis quelques jours qu'il y a moins de chrétiens que de baptisés, ou vice-versa. Les représentants de l'Eglise qui sont ici me permettront de croire qu'il y a des chrétiens non baptisés. Nous, Noirs, sommes essentiellement religieux. Nous l'avons toujours été, avant d'être évangélisés. Nous avons tiré un grand bénéfice de l'évangélisation, d'où qu'elle nous vienne, qui nous a changés de notre animisme.

J'ai entendu quelques jeunes, et je suis satisfait de la plupart de leurs déclarations. Car si nous voulons tourner la page de la colonisation, c'est avec

La faim

les jeunes que nous la tournerons. C'est aux jeunes que nous nous adressons. Il est difficile pour nous de convertir les anciens coloniaux, mais nous pouvons les relever. Nous comptons beaucoup sur les jeunes pour cela. Or qu'est-ce que c'est que la jeunesse ? C'est la générosité dans l'action. Les jeunes sont des redresseurs de torts.

Je suis d'accord avec Mlle Roulet : il faut quitter les théories pour sentir en hommes. Nous qui sommes les intellectuels, nous avons beaucoup voyagé, nous nous sommes séparés de nos familles, nous avons pris des risques. En étant le seul Noir parmi vous, c'est un risque primordial que je prends. C'est le même risque que je demande aux jeunes de prendre.

UN ASSISTANT : Il me semble qu'ici on a apporté trop de critiques. Il serait plus important maintenant de poser de nouvelles bases, voir ce que l'on peut faire pour que cela change. Il faut ameuter l'opinion publique de tous les pays afin que tout le monde n'ait plus une idée nationale, mais internationale de tout ce qui ne va pas. Nous avons beaucoup de moyens à notre disposition : les journaux, la radio, la télévision, le cinéma, le théâtre. Si nous nous contentons de discuter ici, le résultat sera nul. Il faudra, je pense, créer entre jeunes une entente internationale entre tous les mouvements, comme Jaurès l'a voulu juste avant ^{p.285} la guerre de 1914, qu'il pensait pouvoir éviter. Il faudrait créer des institutions internationales, surtout entre jeunes, et voir ce que l'on peut faire dans les milieux éducatifs pour que les enfants ne soient plus victimes de l'appât du gain, mais contribuent à l'élaboration d'une nouvelle société, à laquelle ils pourront contribuer.

LE PRÉSIDENT : Vous avez maintenant une sorte de background des grandes questions. J'aimerais que les jeunes posent leurs questions à propos des grandes idées que nous avons discutées, mais très brièvement.

UN ASSISTANT : M. Tibor Mende s'est demandé pourquoi les capitaux que nous donnons aux pays sous-développés ne produisent pas de résultats. Je peux répondre brièvement à cette interrogation. Tout d'abord, parce que les capitaux que vous donnez aux pays sous-développés ne sont pas bien employés. Ils sont dépensés en salaires pour les ingénieurs, les techniciens, les fonctionnaires des pays développés, qui sont dans les pays sous-développés. En second lieu, ces

La faim

pays sous-développés dépensent la plus grande partie de leur budget en armements.

On a parlé d'un impôt à créer pour venir en aide aux pays sous-développés. Je ne suis pas d'accord. Il est très difficile d'imposer. On a aussi parlé de la responsabilité de la presse. La presse préfère parler des Jeux Olympiques...

LE PRÉSIDENT : Je m'excuse de vous interrompre. Je vous ai entendu parler de Jeux Olympiques... Ce qu'il nous faut, ce sont des propositions.

LE MÊME ASSISTANT : Ma proposition est que la presse doit s'intéresser à notre problème de façon abondante.

LE PRÉSIDENT : Tous les jours, la presse est pleine de nos conférences. Mais il y a ici des représentants de la presse, j'espère qu'ils auront écouté la recommandation.

UN ASSISTANT : Une auditrice s'est demandé tout à l'heure comment on allait canaliser la bonne volonté des jeunes, comment on allait pouvoir faire quelque chose de positif...

LE PRÉSIDENT : Je pense que le Dr Thianar et M. Dumont pourront répondre à cette question.

Dr THIANAR : Nous n'attendons pas de très grands techniciens. Il y a chez nous des places d'animateurs. Nous avons besoin surtout de bonne volonté, et je vous assure que nous profiterons de notre liberté et de notre indépendance pour ouvrir nos frontières à tous les jeunes d'où qu'ils puissent venir.

M. RENÉ DUMONT : p.286 Notre camarade sénégalais demande de la bonne volonté. Moi je demande de la bonne volonté et de la technique, car elle est plus efficace quand elle est assortie d'un minimum de connaissances.

Actuellement, la jeunesse dans tous les pays occidentaux, se tourne en proportion excessive vers les carrières littéraires et juridiques, qui sont beaucoup moins efficaces pour le développement de ces nations que des connaissances pédagogiques, médicales et techniques, aussi bien de techniques

La faim

agricoles que des techniques industrielles dans leur ensemble.

Ce qu'il nous faut, c'est une équipe de techniciens qui aillent dans ces pays-là, sans exiger les salaires extraordinaires qu'on donne aux experts des Nations Unies — je parle par expérience — qui en font des étrangers dans les pays qu'ils traversent.

Il faut former des techniciens locaux. Il ne s'agit pas que les techniciens d'Europe aillent convaincre les centaines de millions de paysans des pays sous-développés, il faut qu'ils contribuent à former des moniteurs qui iront apprendre à lire et à écrire. Il faut que les agronomes d'Europe aillent encadrer les moniteurs africains qui iront parler aux paysans. C'est là une tâche concrète pour la jeunesse. Le jeune homme qui part avec sa bonne volonté sans connaissances est peu utilisable. Ce ne sont pas forcément des connaissances universitaires. J'ai vu au Chili des maîtres maçons, des maîtres charpentiers apprendre aux ouvriers chiliens les techniques de travail manuel.

UN ASSISTANT : Permettez-moi de parler d'une expérience personnelle assez limitée que j'ai faite l'année dernière au Japon. En parcourant la campagne japonaise, j'ai été étonné de voir la misère de certains petits villages où l'on pourrait certainement parler de sous-alimentation. Mais d'autre part, on voit que les paysans enlèvent l'écorce extérieure du riz et mangent le riz blanc, alors que l'écorce contient tous les sels minéraux. Ils brûlent ces écorces au bord des routes, dont les cendres s'envolent au vent.

J'ai parlé avec des jeunes du Japon, spécialement des jeunes mères, et je leur ai montré que les dents de leurs enfants étaient déjà presque toutes abîmées à sept ou huit ans, parce qu'ils manquaient des sels minéraux qui étaient justement dispersés au bord des routes...

Sans avoir des connaissances très grandes — il suffit d'apprendre la langue et d'avoir de la bonne volonté — on pourrait apprendre à bien des gens à se nourrir mieux, sans dépenser beaucoup. Le voyage au Japon coûte 1400 fr. et pour 100 fr. par mois on peut très bien vivre là-bas. L'expérience vaut la peine d'être tentée par les jeunes.

M. RENÉ DUMONT : Il me semble que vous êtes parti au Japon avec des connaissances techniques insuffisantes. Ce qu'on brûle après le décorticage du

La faim

paddy, c'est l'écorce, qui n'a absolument aucune valeur alimentaire, qui est formée de sels minéraux inassimilables par l'organisme : de la silice, etc... et de la cellulose. Tout cela brûle. Mais après il y a le blanchiment du riz qui donne le son de riz, lequel ^{p.287} n'est pas capable de brûler et qui, lui, contient les sels minéraux et les vitamines, surtout B, qui ont une grande valeur contre le bériberi. Il faut laisser brûler la balle, qui n'a aucune valeur, et demander qu'après la décortication on ne blanchisse pas profondément le riz, pour laisser le son dans l'aliment.

LE MÊME : J'ajouterai que je suis allé au Japon en tant que physicien pour étudier les conséquences de la bombe atomique, et d'autre part je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites.

Dr THIANAR : Nous ouvrons cette année une dizaine d'écoles au Sénégal à un groupe de jeunes étudiants américains venus passer les vacances là-bas. Je proposerai à de jeunes Suisses de faire la même chose l'année prochaine durant leurs vacances.

M. ILYA EHRENBURG : L'intervention de notre jeune ami qui est allé au Japon démontre une fois de plus que les gens des pays d'Europe ont le sentiment de savoir et de comprendre mieux que les autres. Le Japon, au point de vue de la civilisation moderne, est un pays aussi développé que les autres pays d'Europe occidentale. Il y a là-bas des pauvres, mais il y en a en Italie aussi, en France aussi.

Je crois que les jeunes ne doivent pas seulement aller en croisade pour aider les pays sous-développés, mais ils doivent dans leur propre pays combattre l'esprit de supériorité par rapport aux pays de l'Asie et de l'Afrique. Cela empêche, sur le plan mondial, ces pays de devenir vraiment indépendants, d'avoir la culture et la vie qu'ils veulent. Les exemples du Congo et de la presse occidentale sont convaincants.

LE PRÉSIDENT : Nous sommes toujours en train de nous demander comment peut se traduire l'idéalisme de la jeunesse en une action concrète. Quelqu'un veut-il encore prendre la parole sur ce point précis ?

La faim

Mlle STOECKLI : Je voudrais répondre à cette jeune personne qui demandait tout à l'heure : « Comment peut-on mettre à contribution les bonnes volontés ? »

Evidemment, s'il y a des personnes qui sont formées dans des domaines précis, c'est d'autant plus appréciable, mais pour notre groupe en Sicile nous acceptons en général toutes les bonnes volontés. Qui a des connaissances pratiques comme assistante sociale, infirmière, institutrice, secrétaire, agronome, etc... c'est d'autant plus volontiers que nous les acceptons, mais il faut aussi des personnes qui s'occupent de la cuisine, et qui a des connaissances dans ce domaine nous rend d'immenses services. Il nous faut des animateurs, des moniteurs. Il faut par exemple des jeunes filles qui sortent les enfants en promenade, qui les conduisent à la mer, car ces enfants qui vivent à quelques kilomètres de la mer ne l'ont jamais vue.

p.288 C'est une vie, je ne vous le cacherai pas, qui est assez dure. Mais à ceux qui disent que la jeunesse est pourrie, je répondrai que ce n'est pas vrai. J'ai vu moi-même, et j'en ai été profondément émue, combien de jeunes se privent de tout dans leur pays pour pouvoir partir comme volontaires par leurs propres moyens.

Quiconque a de la bonne volonté est le bienvenu. Une sélection s'impose au départ, évidemment, mais nous sommes à votre disposition.

UN ASSISTANT : L'Abbé Pierre, et Mlle Duvillars, qui est allée en Afrique, nous disent : Partez pendant deux ou trois ans. Cela me semble périlleux, parce que la jeunesse se coupe de tout ce qui est ici. Il me semble anormal que les gens de notre pays exigent que nous partions à l'aventure, alors que nous ne savons pas ce qui nous attend à notre retour. Est-ce que l'on ne pourrait pas faire quelque chose pour faciliter notre intégration à notre retour ?

M. CHARLES-HENRI FAVROD : Je découvre que dans la salle les propositions deviennent positives, qu'on est enfin sorti des grands problèmes moraux. Nous sommes là pour parler technique. Que la salle parle !

UN ASSISTANT : J'ai entendu que l'on a posé une question positive, à savoir si une souscription populaire aurait du succès. Je pense, comme syndicaliste, que

La faim

cette souscription pourrait avoir du succès pour autant que nous soyons représentés dans l'institution que dirige M. Maire.

Quant à la question du désarmement, je suis d'accord avec M. Ehrenbourg. Je ne voudrais pas non plus que notre aide devienne une charité, qui oblige à passer devant l'autel pour recevoir un morceau de pain. La Suisse est capable de manifester sa solidarité, mais nous voulons être sûrs que toute contribution sera utilisée au mieux.

Est-ce que la classe ouvrière, c'est-à-dire le syndicalisme, sera représentée dans la FAO ?

M. LOUIS MAIRE : Il est très facile de répondre à la question posée par un syndicaliste, en ce sens que la FAO est une organisation gouvernementale. Seuls en font partie, comme de l'OIT, comme de l'UNESCO, comme des Nations Unies, des gouvernements. Par contre, ces organisations, comme toutes les organisations des Nations Unies, ont des relations suivies avec quantité d'organisations internationales non gouvernementales, parmi lesquelles les organisations syndicales ouvrières qui ne manquent pas d'y jouer leur rôle, et qu'on voudrait voir jouer un rôle plus effectif qu'elles ne le font.

Quant à participer à l'action elle-même, cela ne paraît pas directement possible, puisque, je le répète, il s'agit d'une action organisée par des institutions internationales gouvernementales.

Mais l'action syndicale peut s'exercer dans chaque pays. Je puis vous dire que la Suisse, dans de nombreux cas, dans sa délégation ^{p.289} gouvernementale auprès des institutions internationales, fait figurer un représentant du mouvement syndical. Ceci est un bon système, me semble-t-il. Il participe en tant que délégué gouvernemental émanant des milieux ouvriers.

Je voudrais revenir sur un ou deux points qui ont été soulevés, parce que je suis un réaliste. Je dois dire que je ne me paie pas de mots, je n'aime pas cela.

On a parlé de la bonne volonté. Ce qu'il faut mettre à la disposition des pays sous-développés, c'est de la bonne volonté de la jeunesse, tout d'abord, et on a ajouté : il faut aussi des techniciens. Je crois que ce serait une erreur d'opter pour l'un ou pour l'autre. Il faut les deux. Sans cet accouplement des bonnes

La faim

volontés qui réalisent et des techniciens qui conduisent et guident, nous n'arriverons à rien.

Supposez un instant que 10.000 jeunes Suisses décident de partir volontaires aux Indes pour aider à produire. Il faut bien qu'ils vivent. S'ils vont là-bas et qu'ils produisent à peu près de quoi seulement se nourrir eux-mêmes, je ne vois pas en quoi ils ont été utiles ; au contraire, ils sont devenus une charge pour le pays que l'on voudrait assister. Il faut donc qu'ils arrivent à produire par leurs propres moyens plus que l'on ne produisait jusqu'ici. Ceci ne se fait que sous l'effet d'une technique améliorée. Il faut par conséquent que les jeunes gens, qui ne sont généralement pas des techniciens expérimentés, soient encadrés, qu'ils forment tous ensemble des cadres nationaux. C'est cela le grand but de l'affaire.

J'aborde maintenant une question posée tout à l'heure par un jeune : Quel sera le sort de ceux qui partiront deux ou trois ans, quand ils reviendront ? Or l'un des conseillers d'Etat d'un canton romand me disait que le peuple de son canton lui a fait les plus vifs reproches pour avoir prêté pendant quelques mois ou une année le seul vétérinaire cantonal. On lui a dit : « Et pendant ce temps, et nous ? » Ils ont très bien vécu sans leur vétérinaire cantonal, et il a été, je pense, particulièrement utile là où il est allé. Et ce conseiller d'Etat a conclu : « Je continuerai à mettre des gens à la disposition des pays sous-développés. »

Dans l'industrie privée, il n'en est pas toujours de même. Quand on annonce qu'un chimiste, un technicien, va partir pour trois ans parfois, il faut le remplacer pendant ces trois ans. Et il faut beaucoup de grand cœur et de compréhension de la part d'un chef d'entreprise pour dire : Je vais engager quelqu'un pour trois ans, et au bout de trois ans il faudra que je garde les deux. Il faut une certaine envergure, une grandeur d'âme, pour réintégrer celui qui rentre et garder celui qui l'a remplacé. C'est tout un problème, mais il mérite d'être examiné. Il est très sérieux.

LE PRÉSIDENT : Ce que M. Maire a dit est l'illustration parfaite de l'interdépendance de tous ces problèmes. Comment voulez-vous que, sans planification, un gouvernement envoie des étudiants et garantisse ensuite leur réemploi ?

La faim

A Java, j'ai visité une mine. J'ai demandé à un ingénieur hollandais s'ils avaient des ingénieurs des Mines ? Il m'a répondu : « Il y en a un ^{p.290} seul pour toute l'Indonésie, et en ce moment il établit un catalogue des volcans de Java. Pourquoi a-t-on eu besoin de former ce seul ingénieur des Mines pour cataloguer les volcans ? Je ne sais pas. »

A propos des syndicats, peut-être mon manque de connaissance de la langue française a-t-il donné l'impression que j'ironisais. En réalité, les syndicats peuvent faire quantité de choses. Pourquoi les syndicats ne pourraient-ils pas dire : Nous allons travailler une demi-heure de plus par jour, à condition que nous puissions déterminer de quelle façon ce surplus sera utilisé. De plus, les syndicats ont énormément de moyens de pression à leur disposition dans la plupart des pays évolués, et ils pourraient fort bien dire : Nous voulons envoyer 150 techniciens dans les pays sous-développés, et nous voulons avoir la garantie que ces gens seront réintégrés à leur retour. Ce sont des possibilités à la portée des syndicats.

R. P. DE RIEDMATTEN : Ce n'est pas du tout en prêtre ou en ministre de la religion que je parlerai ici, mais en routier des organisations internationales. Je voudrais être aussi réaliste que possible.

Je voudrais dire d'abord à ceux qui se demandent ce que l'on peut faire, qu'il existe suffisamment d'organes pour utiliser les bonnes volontés. L'exemple qui a été donné au sujet de la Sicile le prouve. Il faut dire à ce sujet que vous n'aurez de force que si vous êtes membres actifs d'organes existants et si vous avez la conviction que cet organe existant joue un rôle au point de vue international grâce au jeu des organisations gouvernementales. Vous parlez des syndicats. Ils ont exercé un rôle énorme. Je pense simplement à l'heure de travail décidée par les syndicats hollandais qui a permis de verser un million de dollars au Comité des Réfugiés, il y a cinq ans.

Deuxième chose pratique : il est très dangereux de laisser se faire une espèce de mousse sur notre assemblée, qui donne l'impression que toutes les bonnes volontés peuvent partir. Non. Les pays sous-développés n'ont pas besoin de tout le monde. L'Amérique latine, par exemple, n'a pas besoin de trop de monde. Il y a déjà un problème de surpopulation. Il faut bien savoir que certains sont appelés à partir, mais que tous sont appelés à soutenir ceux qui

La faim

partent. Et c'est pourquoi il faut être organisés. Je m'excuse d'insister sur ce point, mais il me semble qu'on n'en a pas assez parlé.

En troisième lieu, tout le monde doit s'intéresser à l'information de l'opinion. Je crois qu'il faut ici plaider coupable pour l'opinion publique. Pour prendre le cas de la Suisse, à plusieurs reprises les responsables des demandes de crédits pour l'action internationale m'ont dit combien ils hésitaient parce que le Parlement n'acceptera pas, parce que le Parlement doit retourner devant ses électeurs. Il y a là toute une série de problèmes sur lesquels, dans un pays comme la Suisse, les jeunes peuvent faire pression.

Deux points sont à ajouter à la question de l'opinion publique. On a demandé aux journalistes de faire plus. Il faut demander aussi au public ^{p.291} de s'intéresser mieux. Le rédacteur en chef du plus grand organe genevois me disait la difficulté qu'il a d'imposer les sujets d'information internationale, parce que le public proteste en demandant qu'on lui parle du chien qui a pissé sur le paillason, mais que l'on cesse de parler d'assistance technique. Ne lançons pas la pierre aux journalistes, ils nous font les plats que nous demandons.

Finalement, je crois qu'il y a des vocations particulières, et je me rallie de tout cœur à ce qu'a dit l'Abbé Pierre et en particulier sur les « petites initiatives » à prendre.

Peut-être ces Rencontres auront-elles suscité chez l'un ou chez l'autre des jeunes qui sont ici le désir, ou bien de travailler dans la grande organisation, ou dans une œuvre particulière où le témoignage indispensable est donné pour que la pâte lève.

UN ASSISTANT : J'ai compris combien grande est la faim dans le monde, et je me demande qui pourrait nous aider à soutenir notre prise de conscience. Est-ce qu'il y a des personnes dans la salle qui seraient disposées à faire des conférences dans des groupements de jeunesse ? Est-ce que l'on doit s'adresser à des organisations qui pourraient informer les jeunes ?

LE PRÉSIDENT : Je voudrais vous demander de vous mettre en rapport avec Mme Roulet, après la séance ; elle aura des propositions constructives à faire à votre demande.

Je vous remercie de votre attention. La seule conclusion à tirer, comme l'a

La faim

dit l'Abbé Pierre, est celle-ci : il faut faire l'effort de connaître les causes, éventuellement les remèdes aux problèmes que nous discutons. C'est un effort cruel. J'espère que vous avez commencé ce matin à vous intéresser à ces problèmes, j'espère que cela continuera. Bien entendu, vous êtes les bienvenus à nos discussions de vendredi soir et de samedi matin, qui tourneront autour des mêmes sujets.

@

SIXIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Victor Martin

@

LE PRÉSIDENT : p.293 Nous avons à discuter ce soir de la remarquable conférence prononcée hier par M. Tibor Mende.

Tout le monde sera, je crois, d'accord sur le diagnostic qu'il a posé de la maladie dont souffrent notre société et le monde en général. Mais peut-être l'accord est-il moins complet sur la thérapeutique à appliquer. C'est, je pense, dans ce sens que va s'orienter la discussion.

Nous savons que beaucoup de jeunes ont été très impressionnés par les exposés et par nos discussions, et qu'ils se préoccupent de ce qu'ils pourraient faire. Et c'est sur ces réactions que M. Berchtold désire d'abord nous présenter ses observations.

Je lui donne la parole.

M. ALFRED BERCHTOLD : Aujourd'hui même, j'ai fait une tournée dans les classes qui avaient participé à l'entretien d'hier, et je me suis entretenu avec différents collègues. J'en ai retenu que personne ne regrette d'être venu ; que des jeunes ont été sensibilisés et que leur intérêt n'est pas que passager. Il est déjà question, dans certains milieux, de créer des groupes d'études, etc.

Donc l'intérêt a été très vif, mais également profond, comme il faut le dire très nettement, le désarroi et, chez beaucoup, le découragement. Ces jeunes ont eu l'impression qu'ils allaient recevoir des conseils très précis qui leur permettraient de voir mieux ce qu'on peut faire pour remédier à une situation dont ils ne mesuraient pas toute l'ampleur.

Et puis, ces jeunes ont eu l'impression, par la liberté du débat, par la variété des voix qui se sont exprimées, qu'il y avait des étalages très divers, j'allais dire des sectes différentes ; qu'il y avait l'étalage du planisme intégral ; qu'il y avait l'étalage de l'organisation internationale, de la charité bienfaisante, des

¹ Le 9 septembre 1960.

La faim

institutions nationales limitées, groupes Danilo Dolci, etc., sans parler de la secte sentimentale, *vibrato cantabile*, p.294 ou de ceux qui utilisent les idées pour faire des exercices de haute voltige. Devant ces solutions variées ou ces impossibilités de solutions, certains se sont trouvés désorientés, découragés.

Il y a des découragements toniques, des désarrois momentanés, qui sont bienfaisants lorsqu'on voit que les petites solutions faciles ne servent à rien ; mais d'autre part, il ne faut pas rester sur une telle impression. C'est pourquoi je voudrais demander aux conférenciers de ces derniers jours s'ils pourraient corriger un peu ces premières impressions, et nous montrer que si les petites mesures à l'échelle individuelle sont illusoires, ce serait aussi une forme d'abandon que d'attendre passivement que les structures changent d'elles-mêmes.

M. TIBOR MENDE : Si j'avais la réponse à une question aussi générale, je serais premier ministre d'au moins un pays... Sur-le-champ, j'avoue qu'il est plus facile d'analyser que de donner des solutions, et j'avoue n'avoir pas de solution générale à offrir.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse au moment où M. Tibor Mende fait remarquer les difficultés énormes soulevées par M. Berchtold. Mais, avant d'envisager des solutions, nous pourrions songer à un préalable qui, lui, peut être réalisé et qui ne demande que des efforts assez modestes.

L'Abbé Pierre a fait remarquer hier la nécessité, pour ceux qui cherchent à aider les pays sous-développés, à commencer par avoir quelques notions élémentaires sur ces pays. A scruter les programmes scolaires, et souvent universitaires, on se rend compte que notre culture occidentale dégage un fumet qui rappelle singulièrement l'époque des diligences...

Qu'il s'agisse de l'Asie ou de l'Afrique, qu'en savent nos étudiants, nos collégiens ?

De l'Afrique on retient les raids de Stanley et de Livingstone ; de l'Orient, ils savent quelque chose, et pas toujours correctement, à propos des croisades ; de l'Inde, ils retiennent les disputes entre clans, et de la Chine, la guerre des Boxers.

La faim

Il n'est évidemment pas question de transformer nos étudiants en africanistes ou en orientalistes ; mais une meilleure information peut être le début d'une action.

Je verrais donc deux possibilités :

D'une part, apporter certaines modifications aux programmes scolaires, susceptibles de donner une petite place aux civilisations extra-européennes, afin que nos jeunes gens aient, sinon des connaissances, en tout cas un certain respect pour ces civilisations, et acquièrent certaines idées de base.

Il y a également des réformes à faire en ce qui concerne les manuels. Je me souviens d'un manuel de géographie d'un nommé Baron, utilisé par les bacheliers français, où l'on disait que le taoïsme et le confucianisme sont des dérivés du bouddhisme, alors que ces deux doctrines sont profondément chinoises.

p.295 Donc donner à nos collégiens et peut-être à nos étudiants quelques rudiments de connaissance sur les civilisations asiatiques et africaines, quelques idées générales sur les pays sous-développés, et sur leur développement.

Autre possibilité : la formation de spécialistes. Dans certains pays européens, je pense notamment à la France, un effort s'est concrétisé ces dernières années par la création d'un certain nombre d'instituts et de centres de recherche. En Suisse, pour le moment, nous sommes sérieusement en retard. Dans aucune université il n'y a encore d'enseignement systématique des problèmes des pays sous-développés. Or, pour former de jeunes spécialistes (économistes, sociologues, agronomes) il faut d'abord une connaissance théorique de base que l'on peut très bien acquérir en Europe, et ensuite une formation sur le terrain.

Après avoir acquis une certaine maturité, on peut se payer le luxe de missions rapides de quelques mois dans certains pays sous-développés. Mais il est indispensable de commencer par une période d'incubation d'au moins quelques années dans telle région sous-développée. On s'aperçoit alors vraiment de l'extrême complexité des problèmes qui souvent échappent au voyageur qui, pour la première fois, j'insiste sur ce point, se trouve catapulté en Asie ou en Afrique.

Il faut pour cela, d'abord une certaine vigueur d'esprit, une certaine

La faim

imagination, et ne pas craindre les routes poussiéreuses, les mauvais autocars de l'Afghanistan ou de l'Afrique et, dans certains cas, il faut un appui financier. Les séjours outre-mer sont de toute manière coûteux, d'où la nécessité de recourir à des bourses. On parle presque exclusivement des bourses à des Asiatiques ou à des Africains qui viendraient en Europe, il faut également songer au mouvement inverse. Des programmes de ce genre prennent du temps, demandent un effort et une certaine détermination.

La modification des programmes généraux d'études et l'introduction d'études spécialisées de ces problèmes représentent, je dirai, le préalable à toute solution, à tout effort vraiment systématique dans l'aide que l'on peut apporter aux pays sous-développés.

M. TIBOR MENDE : Je suis d'accord avec ce que vient de dire Gilbert Etienne. Mais je pense que l'une des choses les plus importantes, c'est la pression que nous pouvons exercer sur la presse pour être mieux informés des événements. Analysez sérieusement n'importe quel article de votre journal sur les événements du monde, et demandez-vous si ce qu'on vous raconte est vraiment logique. Est-ce que l'information est complète ? Est-elle compréhensible ?

Je suis sûr que neuf fois sur dix vous trouverez l'information sérieusement déformée et que l'article que vous lisez ne représente pas réellement la vérité. Il faudrait à ce moment que vous ayez le réflexe de vous dire que c'est terriblement dangereux, qu'on veut vous informer de façon tendancieuse et que vous devez écrire à votre journal.

Ce sont nos illusions et notre manque d'informations véridiques sur le monde qui rendent totalement inefficaces nos interventions.

p.296 Essayez de vous rappeler ce qu'on nous a raconté sur la Chine, à savoir que les Chinois sont tous des individualistes, qu'ils n'accepteront jamais un système collectiviste. Les journalistes qui racontaient cela n'avaient eu des contacts qu'avec des Chinois dans les bars de Changhaï. On nous a dit aussi que l'Islam dressait une barrière infranchissable contre le monde communiste. A la Salle Pleyel, à Paris, opère une société — je n'ai rien contre elle — mais que vous voyez chaque semaine annoncer une conférence avec photos ou films sur les danses au Tchad, ou les coupeurs de têtes, ou je ne sais quoi. On pourrait

La faim

croire que systématiquement on cherche à donner un tableau complètement déformé de ce monde. Bien entendu, il y a au Tchad des gens qui dansent, mais ce n'est pas là leur souci majeur. Et surtout ce qui décidera de leurs rapports avec nous, demain ou après-demain, est complètement en dehors de leurs danses. Je n'utilise évidemment cet exemple qu'à titre symbolique.

Je pense donc qu'il y a des mesures urgentes à prendre. Les événements vont terriblement vite. Pour former des techniciens, cela prend trois, quatre, cinq années. Prenez l'exemple du Congo : pour avoir vingt médecins au Congo, cela prendra cinq ans. Et pendant ces cinq années, j'ai l'impression que l'équilibre des puissances du monde va changer.

Simultanément à l'action d'organisations telles que la FAO, l'OMS, il faut agir d'une manière encore plus urgente sur les structures ; et l'action sur les structures est impossible si nous ne pouvons pas agir sur nos gouvernements.

Prenons un autre domaine. Depuis une dizaine d'années, tous ceux qui s'intéressent un peu à la politique internationale estiment que le problème des matières premières est au centre de toutes les préoccupations des gouvernements des pays sous-développés. Pour vous en donner un exemple, la récession qui a eu lieu aux Etats-Unis en 1957-58 a vu éclore toute une série de dictatures en Asie. Cela signifie que le budget de ces Etats étant déséquilibré, la conséquence a été la dictature militaire. Or, je lis dans les journaux qu'une récession est prévue aux Etats-Unis dans les prochains mois. Je puis vous garantir qu'à nouveau toute une série de dictatures, dont cinq peut-être anti-occidentales, s'institueront pour une quantité de raisons.

J'étais en Indonésie lors de la guerre de Corée. A cette époque, le prix des matières premières a fortement augmenté et l'Indonésie a eu alors un énorme excédent de budget. A ce moment, le ministre des finances a lancé un plan quinquennal. Trois ans plus tard, la guerre de Corée était terminée et l'Indonésie avait un terrible déficit budgétaire. A ce moment on a abandonné le plan quinquennal. Pourquoi ? Parce qu'on a appris qu'à New-York — et les Indonésiens pour la plupart ne savent même pas où est New-York — le prix du caoutchouc ou de l'étain ou de n'importe quelle autre matière première avait baissé d'une façon catastrophique. A ce moment, les agitateurs sont arrivés dans les plantations et ils ont eu beau jeu de convaincre des dizaines de milliers d'ouvriers que cela ne marche pas, qu'il faut changer de régime.

La faim

p.297 On discute devant les Nations Unies de la stabilité du prix des matières premières depuis une douzaine d'années. On a examiné la question sous tous ses aspects techniques. On a fait des schémas ingénieux et prévu des fonds de compensation. Mais du fait que trois ou quatre nations occidentales ont intérêt à ce que la situation présente continue, tous les rapports ont été mis de côté et rien ne se fait. Et puisque vous payez votre contribution à l'ONU, c'est avec votre consentement qu'on ne fait absolument rien.

Je pense cependant que vous avez un rôle spécial à jouer, précisément parce que vous êtes un pays neutre, et parce que vous êtes un petit pays. J'ai toujours pensé que des pays neutres tels que la Suisse, la Suède et deux ou trois autres, qui formeraient un petit consortium, pourraient jouer un rôle très important. J'aimerais que sur la question des matières premières notamment, la Suisse dise : « Nous sommes de petits consommateurs, mais précisément parce que nous ne sommes pas tellement engagés, nous voulons faire quelque chose ; nous pensons que c'est un scandale qu'on n'ait rien fait jusqu'ici. » Si vous pouviez dire cela avec les Suédois, les Indiens, et deux ou trois autres nations qui ne sont pas tellement engagées politiquement, cela pourrait avoir une certaine influence.

R. P. COTTIER : J'aimerais poser une question à M. Tibor Mende, dont il me dira que s'il pouvait y répondre il serait déjà ministre, parce qu'elle est peut-être trop générale.

Vous avez insisté sur ce point capital qu'est, dans le problème de la faim, la question de l'humiliation. On a remarqué en effet que le sous-développement, comme le nom l'indique, dénote l'idée d'un rapport ; un peuple est sous-développé par rapport à celui qui est développé ; et effectivement, le phénomène du sous-développement peut être considéré comme une progression de l'écart qui existe entre pays pauvres et pays riches. Je me souviens d'avoir lu qu'au début du siècle le rapport entre les Etats-Unis et l'Inde était de 4 à 1 ; il est aujourd'hui de 18 à 1. Cela va croissant.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je le crois même plus grand.

R. P. COTTIER : Cela pose la question du niveau de vie.

La faim

Nous vivons dans des pays où le niveau de vie est élevé. Nous sommes très fiers d'être dans le peloton de tête et de produire des biens de consommation en quantité indéfinie, sans cesse croissante. Et le dynamisme de nos économies est tel que pour continuer, ces économies ont besoin de créer des besoins artificiels. On ne satisfait plus simplement des besoins. On a besoin pour vivre d'inventer des besoins qui sont de faux besoins. Je prendrai un exemple que chacun connaît : celui des réfrigérateurs. Je ne suis pas adversaire de ces appareils ménagers, mais on s'est rendu compte à un certain moment qu'on en produisait trop ; et on a appliqué aux réfrigérateurs la notion de mode qui était jusqu'à présent réservée à la toilette féminine. Et, dans certains pays, on ^{p.298} change chaque année la forme et la couleur des réfrigérateurs. Et les gens sont malheureux s'ils ne changent pas de réfrigérateurs aussi souvent que leurs voisins. Or, toutes nos économies sont basées sur de tels conduites.

Il serait intéressant de voir quelle « morale courante » nous avons dans notre subconscient. Beaucoup d'entre nous sont chrétiens, c'est-à-dire qu'ils connaissent les principes chrétiens, et ils ont en même temps l'image de l'homme ou de la femme qu'ils rêvent d'être. Où se trouve cette image ? Si nous voulions la chercher, il serait intéressant de feuilleter les pages publicitaires de nos magazines. On y trouve l'idéal concret de l'homme occidental moderne. Mon angoisse, c'est de penser qu'avec cet homme-là on ne peut rien faire. Il faut le tuer, il faut le supprimer. Il serait intéressant de remettre en valeur des vertus qui sont dans notre tradition occidentale, chrétienne. Je pense au stoïcisme ; je pense aussi à l'Orient, à cette idée très vraie, très féconde même en économie, qu'il y a deux manières de dominer les choses : la manière qui consiste à s'en emparer et celle qui consiste à être assez fort pour savoir s'en passer. Je veux parler de la vertu de pauvreté. Si nos économies savaient être à base de pauvreté volontaire, peut-être pourrions-nous guérir le mal de notre siècle.

Tibor Mende l'a montré hier, l'économie mondiale forme une unité, et elle est viciée dans l'ensemble de ses structures. Ce qui m'angoisse, c'est que je ne vois pas quelle force serait aujourd'hui capable de proposer à des citoyens de nos pays l'austérité, le renoncement, la pauvreté. Je serais très heureux de voir un parti politique afficher ce programme sur les murs de nos villes. Mais nous n'en sommes pas là. La question que je me pose est celle-ci : comment susciter ces forces et ces mouvements qui sont seuls à pouvoir nous guérir et redresser la situation qui est dans une impasse.

La faim

M. TIBOR MENDE : Je ne vois pas très clairement comment cette question est liée à l'efficacité de l'aide éventuelle de l'Occident aux pays sous-développés. Je ne crois pas que notre but soit d'avoir une société austère. Il est peut-être moralement souhaitable de réduire les excès de luxe et de surconsommation, ou tout au moins de les ridiculiser ; mais je ne vois pas l'intérêt d'une société austère. Je ne le considère même pas comme une condition préalable à la collaboration efficace avec la majeure partie de l'humanité. Ce qui est tragique, c'est que nous avons une capacité industrielle suffisante pour aider les autres sans cesser de bien vivre. Mais c'est la distribution qui ne « colle » pas.

Depuis des mois les aciéries des Etats-Unis ne travaillent qu'à moitié de leur capacité. Nous n'avons pas besoin de demander aux Américains d'être austères ; nous avons simplement l'obligation de trouver un système économique tel que ces aciéries pourront travailler pendant toute l'année à plein rendement.

Cela dit, je suis d'accord pour que soient ridiculisés les excès de consommation. Il n'y a pas d'autre moyen d'agir que de les ridiculiser, c'est-à-dire de rendre les gens moralement misérables à cause de ces excès.

p.299 J'ai lu récemment dans un journal de New-York qu'on vend maintenant des brosses à dents musicales, et cela, pour encourager les gens à se brosser les dents verticalement et pas seulement horizontalement. Quand ils se brossent les dents verticalement, la brosse joue un air musical ; dans l'autre sens, il n'y a pas de musique. Je suppose que la mise au point de cette petite machine remarquable a demandé un certain nombre d'heures de recherches et le travail d'ingénieurs pendant des mois. Si nous arrivons à ridiculiser ceux qui achètent ces brosses à dents, il y aura un progrès. Peut-être direz-vous, mon Père, qu'il s'agit là d'un progrès moral ; j'appellerai cela un progrès logique.

Mais ne commettons pas l'erreur d'imaginer que les pays aujourd'hui sous-développés ne deviendront pas très facilement aussi des adeptes de la surconsommation.

Je considère que, jusqu'ici, le pays le plus austère a été le Japon. Je suis frappé, chaque fois que j'y vais, des progrès de l'américanisation, même dans les petites villes. Mais ce Japon transformé a gardé des structures culturelles pratiquement indemnes. Pour un Japonais, la vie en usine ou dans un bureau est une rencontre désagréable avec le XX^e siècle, entre 8 heures du matin et 6

La faim

heures du soir. Sa véritable vie commence quand il rentre du bureau. Il prend son kimono, va au bain municipal, et à 6 heures 1/4, il est déjà rentré dans le passé culturel du Japon. Du fait de cette séparation entre le moderne et le traditionnel, il a gardé une certaine austérité, et cette austérité est peut-être l'aspect le plus sympathique du Japon. Cela va de pair avec un autre facteur, que je considère comme la plus haute contribution à la civilisation : un sens esthétique tel que les Japonais sont arrivés à camoufler la laideur de la pauvreté. La pauvreté, au Japon, n'est pas aussi humiliante que dans d'autres pays. Il est plus facile aux Japonais qu'à d'autres de rester austères.

Cela pour montrer que pendant ces deux ou trois dernières années, les Japonais, malgré leur pauvreté, leur surpopulation, malgré leurs traditions, se sont très facilement habitués à la surconsommation. Maintenant, même les ménages les plus modestes ont des postes de télévision. On vend des milliers de transistors — ces horribles choses avec lesquelles on fait du bruit dans la rue — et toutes sortes d'appareils inutiles.

N'imaginons pas que tous ces pays sous-développés, qui ont notre sympathie, sont des anges au point de vue de la consommation. Dès qu'ils seront industrialisés, ils commenceront à consommer des choses de plus en plus inutiles. C'est dans la nature humaine.

Essayons plutôt d'envisager la solution à l'intérieur du cadre de la productivité existante ; je pense qu'il y a là d'énormes possibilités.

M. LOUIS MAIRE : Je voudrais faire deux remarques sur ce qui a été dit jusqu'ici.

M. Tibor Mende pense que des peuples comme le nôtre, non engagés politiquement, pourraient avoir une influence considérable. C'est vrai. Pour l'illustrer, je voudrais raconter un épisode personnel.

p.300 Lors d'une conférence biennale de la FAO nous avons admis, il y a quelques années, le Maroc comme nouveau membre, parrainé par la France. Le Maroc était représenté par un jeune délégué qui, si j'ai bonne mémoire, était docteur en droit, très capable et très intelligent, d'une vivacité que chacun lui enviait. Après des paroles de remerciement, il a exposé qu'étant un peuple jeune, ambitieux, dynamique, le Maroc tenait à avoir place entière dans l'organisation, et immédiatement un siège au Conseil.

La faim

On a fait remarquer au jeune délégué marocain qu'il n'y avait que 24 sièges (il y en a aujourd'hui 88), qu'ils étaient tous occupés, et qu'il devait attendre son tour ; qu'il y avait un système de rotation qui ferait que tôt ou tard le tour du Maroc viendrait. Je n'étais pas encore président à l'époque, mais simplement chef de la délégation suisse. J'ai alors pris la parole pour dire qu'en principe nous étions favorables à l'idée exprimée par le délégué marocain et qu'il me paraissait logique de prendre sa demande en considération. Il m'a remercié mais il a insisté et la discussion a duré une journée. Il a fini par dire qu'alors que la Conférence était réunie, on n'allait pas arguer de mesquines questions de procédure pour barrer la route à l'enthousiasme d'un peuple aussi dynamique que le Maroc.

Le président, qui était alors le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, avait opposé que pour qu'une règle constitutionnelle fût modifiée, il fallait que la discussion en soit annoncée à tous les Etats membres 120 jours avant l'ouverture de la Conférence.

Le délégué marocain a continué à soutenir que cette règle pouvait être modifiée puisque la Conférence était réunie. Enfin, le président de la Conférence, ayant vu que j'avais pris position sur le fond, me fit signe et me pria de bien vouloir prendre en main ce jeune délégué pour lui expliquer les choses. J'ai mis trois jours pour le convaincre ; trois jours pendant lesquels nous ne nous sommes presque pas quittés, prenant tous nos repas ensemble. Et j'ai fini par le convaincre avec l'argument suivant :

— Vous êtes un peuple qui dit être jeune et dynamique, c'est vrai. Vous désirez un siège. Vous avez vu la position que personnellement j'ai prise. Nous appuyons vos vues, mais nous vous demandons de respecter le droit et la constitution, et de vous soumettre à la procédure comme tout le monde. Vous êtes jeune et dynamique, mais prouvez que vous êtes mûr aussi. Or vous savez que la maturité consiste dans le respect de la loi. Aujourd'hui, l'Organisation vous oppose officiellement une règle de procédure qui semble être contre vous. Mais qui sait si demain, comme membre de cette Organisation, ce n'est pas vous qui invoquerez la constitution dans un autre cas, et sur un autre point, pour qu'elle vous protège. Par conséquent, je vous prie de reconsidérer votre position.

La faim

Et j'ajoutai :

« Permettez-moi en tant que délégué qui a quelques cheveux blancs, et aussi en tant que représentant d'une démocratie qui a aussi des cheveux blancs par rapport à la vôtre, permettez-moi de vous donner ce conseil, et vous en ferez ce que vous voudrez.

Après ce long plaidoyer qui a duré trois jours, il m'a regardé fixement et au bout d'un moment pendant lequel je me demandais ce qui allait m'arriver, il m'a déclaré avec brutalité : p.301

— Si c'est vous, un Suisse, qui me dites cela, alors je le comprends et je l'accepte.

Au cours de la séance de l'après-midi, il a demandé la parole. Il a été extrêmement élégant et a dit :

— Certains de mes collègues dans les couloirs m'ont démontré que ma position était intenable. Je maintiens ma demande. Le Maroc demande à devenir membre du Conseil, le plus tôt possible. En temps voulu nous ferons les démarches ; je déposerai ma demande tout de suite, pour être sûr d'être dans les délais.

C'est ce qui s'est passé. La demande a été faite. Nous avons porté le nombre des membres du Conseil à 25, réservant d'avance le siège supplémentaire au continent africain, et le pays choisi a été le Maroc.

Cela, pour vous montrer l'influence que peut exercer un petit pays. Il ne faut pas nous en vanter, mais nous pouvons exercer, dans quantité de cas, une influence très bienfaisante.

J'aimerais faire une observation sur un autre point qui a été abordé tout à l'heure ; c'est la question de ce stupide gaspillage auquel nous conduit en effet le progrès de la technique. On a parlé de la mode en matière de réfrigérateurs. Je pourrais citer des exemples semblables pour les automobiles Ford. Toutes les voitures sortent de la même usine, mais certains vendeurs font placer un deuxième allume-cigares sur les voitures et les automobilistes qui n'en ont qu'un sur leur voiture se sentent dans un état d'infériorité intolérable par rapport aux premiers.

On pourrait citer de multiples exemples de ces gaspillages. Le R. P. Cottier a

La faim

eu raison de souligner que les pages de publicité des magazines portent sur des choses totalement superflues et dont on se passerait avec profit. Je partage toutefois le point de vue exprimé par Tibor Mende tout à l'heure. Je ne crois pas que nous devions tendre à instituer des sociétés à vie austère. Je pense seulement qu'il faut réprimer les abus. Comment ?...

Encore un exemple. Me rendant à Washington un dimanche matin, j'achète mon journal avant de monter dans le train. Il avait exactement 248 pages et il pesait plus d'un kilo. C'est un journal divisé en rubriques, il y a les sports, la mode, la politique, etc. Dans le même compartiment, il y avait une famille américaine : la mère, le père, un enfant. Chacun avait son journal sous le bras. Madame lisait le fascicule sur la mode et jetait le reste par terre ; Monsieur lisait la bourse et l'enfant les sports.

J'avais en face de moi un grave Américain à qui j'exprimais mon étonnement de ce stupide gaspillage.

— Ne dites pas cela, me dit-il. Ce n'est pas du gaspillage. J'espère bien que l'année prochaine le journal du dimanche, au lieu de 248 pages, en aura 300, sinon nous aurons une crise épouvantable dans l'industrie du papier de journal. Par conséquent, il faut pousser à la consommation.

Par opposition, on a indiqué l'autre jour que certains pays manquent de cahiers et de livres scolaires.

Comment réprimer ces abus ?... On ne les réprimera pas. On peut par contre en tirer profit. Je serais partisan d'un impôt de luxe fortement progressif ; ce serait une manière de corriger les excès. Cela produirait des recettes qu'on pourrait affecter à des œuvres plus utiles.

p.302 Encore faudrait-il faire attention. Dans notre pays, nous avons connu un impôt de luxe sur certains articles. Et les industriels s'étaient servis de l'argument de cet impôt de luxe pour faire pression sur les salaires ouvriers. Cela ne doit pas se produire. Il faut instituer un impôt de luxe, mais l'aménager de telle façon qu'il n'ait pas de conséquences anti-sociales.

M. JEAN AMROUCHE : Je voudrais faire une brève remarque qui prolongera la première anecdote de M. Maire.

La faim

Il est vrai que vous avez pu être frappé par l'arrogance, l'agressivité et, dans une certaine mesure, la mauvaise éducation de ce jeune Marocain. Je voudrais l'expliquer.

Une organisation internationale à laquelle le représentant d'un pays nouvellement indépendant est admis constitue un véritable concert, avec ses conventions, son rituel. Il n'est donc pas du tout surprenant que quelqu'un qui vient d'un pays qui a été longtemps soumis à la domination n'attrape pas immédiatement le « la » et qu'il ne soit pas immédiatement au diapason. On sait très bien que rien n'est plus important dans la vie sociale que de savoir ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. On n'apprend pas dans les écoles, même à des docteurs en droit, l'art de la nuance, le flair qui permet de peser au milligramme, non seulement les mots, mais les silences qui sont entre les mots. Vous avez donc assisté à la première phase, qui était celle de l'agressivité, et vous vous êtes aperçu que l'argumentation, constitution en main, ne parvenait pas à convaincre le Marocain.

Mais dites-vous bien, Monsieur, que vous ne l'avez pas convaincu logiquement. Vous avez réussi à dissoudre en lui une certaine méfiance. Et cette méfiance, qui était le résultat d'une situation historique donnée, vous avez pu la dissiper parce que vous avez réveillé en lui un des réflexes traditionnels les plus profonds de la société marocaine et de la société musulmane d'une façon générale. Ce réflexe est celui de la révérence devant l'âge, la respectabilité et l'autorité que confère précisément l'expérience. C'est ce réflexe qui a d'abord joué, et aussi le fait que devant un Suisse, il était fondé à penser que vous étiez tout à fait désintéressé.

Je voudrais faire une seconde remarque au sujet de la conférence de mon ami Tibor Mende. J'ai beaucoup admiré votre conférence, mais j'ai surtout admiré, mon cher ami, qu'elle fût, au point où elle l'a été, sournoisement explosive... Vous vous êtes constamment exprimé par prétériorité, par euphémisme, alors je voudrais vous débusquer de votre retranchement. Et c'est la raison pour laquelle je veux vous poser deux questions.

Vous avez parlé souvent de « changement de structures ». J'aimerais savoir ce que vous entendez par « changement de structures ». Et, posant la question, j'y réponds quant à moi : changement de structures, c'est une manière très anodine de parler de révolution et de révolution fondamentale, et radicale, et de

La faim

métamorphose d'une société — j'emploie ce mot dans toute sa rigueur ; c'est-à-dire que les sociétés, telles qu'elles sont ^{p.303} constituées dans les pays sous-développés, seront sans doute condamnées à mourir, à disparaître sous la forme où nous les connaissons avec tout le système des valeurs qui les soutendent encore à l'heure présente, pour renaître sous une forme nouvelle.

S'il en est ainsi, comment pourrait-il se faire que l'Occident soit capable, d'une part, de vouloir ce changement de structure radical, comment pourrait-il y contribuer, sans changer lui-même d'attitude, d'horizon et de structure ?

Donc le développement — et je dis, moi, la révolution et la métamorphose du Tiers-Monde — est-il possible sans une révolution et sans une métamorphose des sociétés occidentales ?

Vous avez signalé, et vous avez eu raison, je crois, que le problème de la faim s'est posé depuis très longtemps, et qu'il fut une époque — ou des époques — où la faim et les conséquences, grandes ou petites, qui en découlaient, c'est-à-dire les famines, étaient considérées comme naturelles et comme faisant partie de la fatalité, du cours de l'histoire.

Il faut se rappeler par exemple qu'avant la guerre — je parle de celle de 1914 — dans les écoles que j'ai fréquentées, on faisait surgir de temps à autre un spectre qui se dresse aujourd'hui, mais terriblement armé : le péril jaune. Et on collectait presque toutes les semaines « un sou pour les petits Chinois ».

Je ne sais pas si on collectait ainsi beaucoup de sous, ni ce que sont devenus ces sous pour les petits Chinois, mais je pense que le spectre du péril jaune se dresse maintenant aux frontières de l'Occident assiégé.

Vous avez prononcé le mot d'« humiliation » et vous avez dit que c'était précisément l'humiliation, jointe à la faim qui créait cet état explosif, et c'est la menace de cette explosion, son imminence, qui peut-être a réveillé à la fois la conscience intellectuelle, politique, et la conscience morale de l'Occident. Alors, je voudrais — et c'est là ma question — que vous nous expliquiez ce que vous entendez, mon cher ami, par « humiliation ». Car si l'humiliation est simplement le fait d'être pauvre, alors que les autres sont riches, permettez-moi de vous dire tout de suite que c'est hors de question.

M. TIBOR MENDE : L'humiliation, c'est un amalgame très compliqué, je

La faim

suppose. Et je répondrai à vos questions en partant du concret, parce que j'ai terriblement peur des spéculations métaphysiques. J'ai de plus en plus peur des grands mots.

Ce que j'appelle humiliation, dans le contexte que j'ai utilisé hier, c'est en grande partie l'humiliation raciale ; l'humiliation de sentir ses capacités limitées par des forces venant de l'extérieur et injustement imposées ; un sentiment assez généralisé dans les pays techniquement arriérés qui se sentent pénalisés par l'histoire sans l'avoir mérité.

Je pense que ce sont ces trois composantes qui font ce mélange explosif ; mais je dirai tout de suite que je suis convaincu que c'est l'élément racial le plus important. Et je pense qu'ici, en Occident, nous n'avons pas la moindre idée de ce que signifie cette haine raciale. Nous ne pouvons même pas dire que nous la sous-estimons, nous ne la connaissons ^{p.304} pas, nous ne voulons pas la connaître, parce que si nous voulions connaître ses vraies dimensions, elles sont tellement terrifiantes que cela bouleverserait totalement nos calculs pour l'avenir.

Et je voudrais dire aussi à Mlle Odile Rouillet que je ne pense pas que ce soit « infantile ». La fabrication des orphelins et des veuves en série n'est pas la méthode pour encourager la tolérance. Or, c'est ce que nous avons fait pendant très longtemps. Nous le faisons encore dans certaines parties du monde, et comme Blancs, nous sommes tenus responsables collectivement. Vous pouvez évidemment fréquenter les grands hôtels de New Delhi ou de Tokio et revenir convaincu que c'est exagéré ; qu'il n'y a pas de haine raciale contre nous. Tout ce que je peux vous dire, c'est que c'est une force terrible et dominante dans le monde. Et la moindre erreur que nous commettrons se répercutera comme un écho considérablement amplifié, sur ce mur de haine raciale. Cela deviendra donc une force de plus en plus importante. Et dans des sociétés relativement calmes en ce moment, et chez lesquelles nous pouvons supposer que cela n'a pas d'emprise, une fois mobilisé, une fois suffisamment encouragé, cela peut devenir explosif en quarante-huit heures.

Beaucoup de gens reviennent de l'Inde convaincus que c'est un pays spiritualiste et tolérant. Or, je suis sûr que ces Indiens tolérants, si vous les soumettez à une propagande par presse, par radio, deviendront les plus anti-occidentaux de tous. Et dans d'autres pays il en est de même.

La faim

Je pense avoir clairement dit hier que l'on ne pouvait pas changer les structures de certaines nations sans changer les nôtres. J'ai dit que la structure de l'Occident, la structure mondiale et les structures subsidiaires étaient interdépendantes ; il est clair que sans changements structurels ici, nous ne pouvons pas efficacement changer les structures là-bas.

N'exprimons toutefois pas des opinions trop tranchées.

Certains pays qui ont une influence politique et économique très grande, seront peut-être capables de réajustements qui peuvent changer la situation. De ce point de vue, pour exprimer une opinion peu orthodoxe, je ne suis pas aussi pessimiste que la plupart des Européens sur les Américains. On a tendance chez nous à dire que les Américains sont responsables de toutes les stupidités de l'Occident. Ce n'est pas vrai. Je pense au contraire que les Américains ont montré un certain dynamisme. Ils sont capables de s'enfoncer dans l'erreur, mais par contre ils sont assez dynamiques pour opérer un brusque changement. Ce sont peut-être les Etats-Unis qui verront les premiers que les intérêts de l'Occident sont liés en premier lieu à l'émancipation des pays sous-développés. Je ne crois pas exclu que d'ici six mois ou un an — peut-être suis-je optimiste — le changement vienne de ce côté.

Il y a donc des possibilités. Mais n'attendons pas des changements brusques. Je dois dire que je ne pense pas que les problèmes peuvent se résoudre facilement. D'abord, parce qu'il y a une apathie effrayante de l'opinion publique occidentale — en particulier depuis ces dernières années — qu'il faut mettre en rapport avec le développement de la consommation des articles inutiles. La place importante des loisirs et ^{p.305} l'organisation stupéfiante de ces loisirs, tout cela est certainement lié à la profonde apathie politique de l'homme occidental.

Je pense que tout cela peut éventuellement changer, sous l'effet de certains chocs. Prenez le cas des Etats-Unis. Je n'ai pas visité récemment les Etats-Unis, mais mes amis me disent que les manifestations à Tokyo ont profondément ébranlé l'opinion publique américaine. Plus que n'importe quel événement de ces dernières années. Une illusion a été détruite. On s'était imaginé avoir transformé le Japon en bon pays démocrate et en avoir fait un ami éternel. Et on s'est aperçu que ce que les journaux racontaient n'était pas tout à fait vrai. Cela a été un choc terrible. Et ce genre de chocs peut déclencher un processus

La faim

de réajustement, peut amener à repenser les situations. Je ne pense donc pas que ce soit complètement sans espoir. La question est de savoir si le choc ne sera pas trop grand pour laisser le temps à des réajustements, même essentiels.

Ne croyez pas que je dise cela pour vous effrayer ; mais je suis profondément convaincu que nous ne nous rendons pas compte, ici, en Occident, du changement d'équilibre déjà survenu dans le monde, et de la limitation toujours plus marquée de nos possibilités d'action.

C'est très bien que quelques techniciens aillent aider Danilo Dolci. Je ne suis pas « contre ». Mais on a besoin d'interventions chirurgicales, plus décisives. Nous avons des problèmes qui demandent des interventions rapides, courageuses, importantes. Je ne veux pas donner l'impression que je minimise les activités charitables, mais elles restent marginales.

M. JEAN AMROUCHE : Je suis très satisfait, en ce qui me concerne, des réponses de Tibor Mende ; elles sont, comme je les souhaitais, un peu à contre-courant, quant au ton, de sa conférence, où il s'était efforcé précisément de ne point dramatiser l'expression. Je l'ai donc un peu poussé à présenter la situation sous des couleurs beaucoup plus inquiétantes, de sorte qu'il a développé un peu cet immense problème de l'humiliation, et par conséquent de la haine raciale qu'elle provoque. Il a enfin signalé que les solutions devaient certainement être rapides parce que le monde est près de brûler.

M. GILBERT ÉTIENNE : J'aimerais revenir sur un point touché par Tibor Mende au sujet de la haine raciale.

C'est peut-être dans certains grands hôtels de style européen des villes asiatiques, où l'on rencontre beaucoup de monde de l'intelligentsia de ces pays, que l'on a les discussions et parfois les polémiques les plus vives.

Par contre, dans les campagnes indiennes ou dans d'autres campagnes asiatiques, j'ai toujours été frappé par la très grande bienveillance, la gentillesse, l'absence de sentiment racial que m'ont témoignées les populations. Evidemment, ces foules peuvent être électrisées, mais c'est le cas de toutes les foules du monde.

La faim

M. TIBOR MENDE : p.306 Je pense qu'on ne peut pas définir l'intensité des passions tant qu'elles ne sont pas organisées. Tout ce que je voulais dire, c'est que ces passions sont latentes et à la disposition de ceux qui veulent s'en servir. La question est de savoir si nous permettrons que soient créées ces situations qui permettront d'organiser ces passions.

Dr THIANAR : Le R. P. Cottier a évoqué l'aspect « culturel » du problème de la faim. Et cet aspect culturel est effectivement très important. Un de mes maîtres d'Europe se proposait de venir en Afrique étudier la faim primitive, la faim essentielle par manque du strict nécessaire. Selon lui, l'homme occidental était tombé dans une *libido* gustative. Et nous ne sommes pas loin de penser que la civilisation occidentale est une civilisation de la table, ou que la table aurait créé la civilisation occidentale.

Je rejoins le Père quand il parle d'austérité. Il faudrait peut-être que vous appreniez, non pas à avoir faim comme nous, mais tout au moins à limiter vos appétits. Nous nous sommes fait un humanisme de la faim, peut-être parce que nous avons l'habitude d'avoir faim. Je crois que le fait alimentaire est profondément lié à la notion des valeurs. Dans mon pays, l'alimentation n'a pas une grande valeur culturelle et philosophique. Un proverbe de mon pays dit : « Si tu sacrifies à ton ventre, il te sacrifie toi-même ». Dès qu'on crée de nouveaux besoins et des appétits occidentaux, cet humanisme tombe, qui est un bien.

Cette valeur d'ascétisme a pour nous une grande importance. La faim ne saurait nous humilier ; nous sommes même grands d'avoir faim. Pourquoi ? Parce que, d'une façon générale, en Afrique, nous n'avons pas de prolétaires. Qu'est-ce qu'un prolétaire ? C'est le pauvre, conscient de sa pauvreté, et qui désire y remédier. C'est à ce moment qu'il s'engage, qu'il devient agressif. Nos pauvres, dans leur pauvreté, sont encore des nobles, et nous sommes loin d'être agressifs.

Si j'en reviens à la conférence de M. Tibor Mende et à l'aide qui est le sujet de ces entretiens, je constate que nous sommes des consommateurs et que pour consommer davantage il faut que nous soyons davantage producteurs. C'est pourquoi vous devez continuer à investir chez nous. Parce que nous allons lentement, nous allons peut-être régler le pas du monde.

La faim

Il s'agit de savoir si nous sommes condamnés, vous et nous, à faire deux mondes différents. Je ne le crois pas. Vous ne pouvez pas continuer à aller trop vite, il faut que vous nous attendiez pour nous donner la main, pour qu'ensemble nous fassions le même chemin.

Mlle ODILE ROULLET : Nous avons tous été très émus par ce que vient de nous dire le Dr Thianar et nous voudrions tous être capables d'autant de liberté. Parce que c'est cela la vraie liberté arriver à dépasser tout ce qui pourrait peut-être nous amener à en vouloir à d'autres.

p.307 Je ne nie pas qu'il y ait chez certains individus ayant appartenu aux pays sous-développés, une certaine rancune ou une certaine rancœur. J'ai dit hier et je le répète, qu'il est absolument indispensable de dépasser cette rancune et cette rancœur. Je sais que cela est difficile, que cela ne se fait pas sans souffrances, mais c'est indispensable. Et si je l'ai dit hier avec un peu de vivacité, c'est parce que je crois qu'on est en train de faire beaucoup de mal à tous ces peuples en les maintenant dans l'« infantilisme ». Je répète le mot. N'importe quel psychologue, n'importe quel psychiatre vous dira qu'un enfant devenu majeur qui n'est pas capable de se libérer d'un sentiment de rancune vis-à-vis d'un père qui n'a pas fait son devoir, qui a été indigne, est un adulte encore infantile et qui ne peut pas être vraiment libre.

Je voudrais remercier M. Tibor Mende d'avoir donné au problème sa vraie dimension. Et je comprends que certains aient pu sentir un peu de découragement devant cette immensité.

Mais la première vertu de ce monde est la lucidité. Nous devons savoir que le problème est immense. Mais cela ne signifie pas que nous devons ensuite tomber dans le découragement. M. Tibor Mende nous a dit que nous avons les moyens de faire face au problème. Et tous les experts qui le connaissent nous donnent la même assurance.

La question qui se pose est de savoir si nous aurons la volonté de mettre en œuvre tous ces moyens. Il s'agit de savoir si nous avons confiance en nous-mêmes, si nous avons confiance en l'homme. Et c'est la question que je poserai à M. Tibor Mende.

Vous avez dit : il faut changer les structures. Vous avez dit aussi : il ne faut pas tellement tendre à l'austérité. Je vous demande : en définitive, que croyez-

La faim

vous ? Croyez-vous que nous ne sommes pas capables de vouloir ce changement tellement nécessaire ? Croyez-vous que nous ne sommes pas capables, comme vous l'avez dit, de sacrifier un peu de notre confort actuel pour assurer le monde de demain ?

M. TIBOR MENDE : Si je ne croyais pas que nous en sommes capables, je ne publierais pas depuis une dizaine d'années des livres en série. Je prendrais une situation confortable dans un bureau. Mais je ne peux pas cacher que cela demande un très dur effort.

Parlant de la rancune, vous le faites comme si ce stade était déjà dépassé. Imaginez que vous soyez citoyenne d'un pays de l'Asie du sud-est par exemple ; qu'un homme a tué votre père ou votre enfant, et rendu votre vie misérable ; qu'il a envoyé sur un compte en banque à New-York l'argent qu'il vous a volé ; qu'il est soutenu par diverses puissances d'argent : comment n'auriez-vous pas de rancune ? Comment dépasser ce stade quand ces situations durent encore ? Et dans un certain nombre de pays, c'est une situation actuelle. Si vous prenez l'avion d'ici à Tokyo, vous faites escale dans au moins une demi-douzaine de ces pays. Comment voulez-vous que ces gens oublient leurs souffrances et montrent par avance de la générosité ? Cela me paraît impossible. Il faut accepter les limitations de la nature humaine.

Dr THIANAR : p.308 Une brève réponse. Je crois que la révolte des peuples sous-développés ne peut découler que de comparaisons. Ceux qui sont devenus des Occidentaux, comme moi qui vous parle, se révoltent quand on limite leurs besoins ; mais il y a des ressortissants de pays sous-développés qui n'ont jamais vu de Blancs, qui n'ont jamais connu d'autre vie. En Haute-Volta, par exemple, quand on a supprimé le travail forcé, tous les Africains sont repartis dans la brousse ; c'est ainsi qu'ils concevaient leur liberté. Et lorsqu'on a rétabli le travail librement consenti, ils préféreraient, pour une journée de travail, un kilo de sel, dont ils connaissaient l'usage, à un billet de dix mille francs.

C'est pourquoi je crois que la plupart des pays sous-développés qui luttent au coude à coude avec vous ne constituent pas encore une force, encore moins un péril, si vous savez vous les concilier.

M. JEAN AMROUCHE : Ceux d'entre vous qui me connaissent depuis

La faim

longtemps, et même ceux qui me connaissent peu, savent bien que je manie la langue française avec une certaine habileté. Je les prie donc de croire que si je pensais utile de déployer ici les armes émouvantes d'une homélie toute de douceur et de tendresse, sans trop d'effort je pourrais les émouvoir jusqu'aux larmes d'attendrissement. Mais je ne suis pas là pour cela. Je suis ici comme témoin. Je suis ici comme témoin de souffrances qui ne sont pas les miennes aujourd'hui. Je ne vous en parle pas simplement parce que je les ai partagées ou parce qu'aujourd'hui, étant l'un des très rares Algériens en situation de parler librement, je ne peux pas me dérober à un devoir impérieux qui est de faire écho aux souffrances de mon peuple et de tous ceux qui partagent son destin.

Cela dit, j'ai parlé sans haine, sinon sans violence. Par-dessus les illusions et l'automystification, il faut dresser très haut l'honneur de comprendre et le courage de comprendre. Cela est une autre affaire. Ainsi, tout à l'heure, le Dr Thianar a rappelé un proverbe de son pays. Permettez-moi de vous rappeler aussi un terrible proverbe du mien où l'on dit, tellement l'on a l'expérience séculaire du total dénuement, de la misère du corps, de la misère de l'esprit, mais non de la misère de l'âme, de ce pays habité par un peuple indomptable mais admirable dans la pratique de l'amour du prochain, de ce pays d'où j'ai tiré les seules valeurs spirituelles auxquelles je tiens vraiment, bien que je sois né et que j'aie été élevé dans la religion catholique, dont je ne renie rien, eh bien, dans mon pays l'on dit : « Celui qui a la chance de mourir le ventre plein, celui-là est certainement bienheureux ! »

Réfléchissez, et tirez tout le suc amer contenu dans ce proverbe. La chance de manger jusqu'à en crever est offerte si rarement que lorsque quelqu'un l'a rencontrée, c'est là un signe où l'on reconnaît la grâce de Dieu et la certitude du salut.

On a parlé ici concrètement, m'a-t-on dit, en considérant souvent l'homme uniquement comme un appareil à produire et comme un appareil à consommer des richesses. Mais l'homme n'est pas que cela. Il est autre chose encore. Et un excellent producteur de richesses et un ^{p.309} excellent consommateur de richesses peut être un mort vivant, peut ne plus être un homme. Et les « occidentalisation » brutales, considérées globalement, constituent une agression mortelle contre une société donnée, contre les individus.

La faim

Tout cela, il y aurait lieu, peut-être, de le prendre en considération en d'autres termes que les termes purement économiques ou politiques, car cela aussi fait partie des changements de structure.

A partir de cela qui est de l'expérience, et de l'expérience très concrète, je vous demande s'il est tellement aisé, à ceux qui ont été les victimes, et qui le sont encore, d'opérer ce bienheureux dépassement qui nous établirait tous dans la paix et dans la réconciliation générale.

Quant à moi, au risque de passer pour démoniaque, ce que je vous souhaite à tous, c'est une mauvaise conscience, terrible, taraudante et qui vous ôte le sommeil ; et quand je souhaite qu'elle vous ôte le sommeil, vous avez tous, j'imagine, retrouvé l'allusion à une très célèbre phrase de Pascal dans le Mémorial.

R. P. DE RIEDMATTEN : Il ne m'est pas très facile de prendre la parole après ce morceau d'éloquence qui est de la vraie éloquence parce qu'il a de la substance.

Je pense cependant nécessaire, pour que nos débats tendent vers une fin pratique, qu'après avoir posé le problème dans les termes les plus profonds, on essaie aussi de réfléchir, spécialement après la conférence de M. Tibor Mende, sur ce que peut être pratiquement la solution à donner à ce problème. Et c'est précisément parce que moi j'aime le mot « morale » qu'hier j'ai tellement apprécié votre belle conférence.

Toute la journée, je me suis efforcé de réfléchir, au vu de données que par profession je suis sensé remuer depuis des années, aux réponses qu'on pourrait faire à celui qui hier sortait de votre conférence en disant : « Il a bien dit les choses, mais il n'y a plus rien à faire, puisque c'est comme cela, c'est fini... »

Vous avez dit : l'Occident peut encore sauver la situation. Mais comment ?

D'abord tendre à une économie mondiale qui soit pensée mondialement. Or, ce n'est pas ce qu'on fait aujourd'hui. On ne pense pas l'économie à l'échelon mondial. Il faut y venir absolument. Et je rejoins le plaidoyer que depuis des années M. Hammarskjöld adresse aux Nations Unies. Il faut non plus des programmes d'assistance, non plus des donateurs et des bénéficiaires, mais il faut une économie planifiée. Le mot n'a pas beaucoup de popularité, mais il faut

La faim

qu'on repense toute l'économie mondiale, et de telle façon qu'elle soit la chose de tout le monde. Or, la chose est possible.

Je pense que l'Occident a fait, dans la plupart des cadres nationaux, une révolution qui a permis de passer d'une société capitaliste à une société que j'appelle, pour ne pas forcer les termes, de type socialiste, dans un certain ordre et avec une certaine raison. Or, il y a cent ans, c'était impensable. Et, en un certain sens, cela déjoue complètement les ^{p.310} prévisions de Marx pour qui, fatalement, le capitalisme devait aboutir au communisme dans toutes les sociétés.

Or, pourquoi l'Occident a-t-il pu faire cette révolution ? Il a fait cette révolution, non pas pour octroyer aux non-possédants les privilèges des possédants, mais il a fait cette révolution au travers d'une démocratisation.

On peut épiloguer longtemps sur la valeur du suffrage universel, et ce n'est pas ce qui est en cause. Mais la révolution intérieure s'est faite parce qu'il y a eu participation de tous à l'organisation de l'Etat. Et je prétends que si l'Occident veut s'en tirer, nous devons arriver à accepter qu'il y ait une économie mondiale organisée, pensée, construite, par des partenaires égaux. Il faudra que l'assistance bilatérale qui représente plus de 90 % de tous les programmes d'assistance, se transforme de plus en plus en une assistance multilatérale, en une mise en commun sur laquelle la collectivité a un droit.

Et là je rejoins une idée de M. Tibor Mende. Je crois aussi qu'il est absolument nécessaire que nous passions du stade des Etats nationaux à la primauté de la collectivité internationale sur les Etats. Il y a, à ce sujet, des phrases très fortes de Pie XII sur la nécessité pour les Etats de céder une part de leur souveraineté.

Cela permettra, d'une part, la participation de tous aux ressources et, de l'autre, que la collectivité internationale ait le droit de contrôler ce qui se fait chez les récipiendaires. De ce point de vue, nous devons suivre de très près les événements du Congo. La collectivité internationale y joue une carte qui engage son avenir, parce qu'il s'agit de savoir exactement jusqu'à quel point on pourra opposer l'Etat national à la collectivité internationale.

Dans cette économie mondiale, l'essentiel ne sera pas directement la stabilisation du prix des matières premières, parce que plus on avance et plus

La faim

on s'aperçoit que les matières premières ne sont pas nécessairement une richesse pour ceux qui les possèdent, pour la bonne raison qu'il y a de plus en plus d'Etats possédants qui peuvent se passer de matières premières extérieures (ils peuvent les produire eux-mêmes), et d'autre part les progrès de la science permettent de se passer de beaucoup de matières premières. Dans cette planification mondiale, le point essentiel sera la diversification des économies, et cette diversification permettra des échanges, échanges réels.

Vous ne savez peut-être pas qu'un rapport essentiel (confidentiel et donc que tout le monde connaît) sur l'assistance à l'étranger, a été distribué il y a deux ans aux membres du Congrès américain. Ce rapport soulignait avec objectivité que la grande infériorité des Etats-Unis par rapport à la Russie, au regard des pays sous-développés, était que les Etats-Unis n'ont rien à demander, tandis que la Russie leur offre des échanges économiques.

Nous devons arriver à cela. Il y a quelques tentatives, quelques amorces. La République fédérale allemande a passé un traité de commerce avec des pays sous-équipés, où elle renonce à la fabrication d'une chose ou d'une autre pour permettre au pays contractant de vendre.

p.311 Ce sont des problèmes immenses, et c'est leur solution qui va provoquer chez nous la révolution économique nécessaire.

Sur ce point, permettez-moi de vous dire, Monsieur Tibor Mende, non pas seulement pour défendre ma corporation, que j'ai été déçu par votre réponse à l'intervention du R. P. Cottier, car la révolution à laquelle je fais allusion n'ira pas, de l'autre côté, sans d'énormes sacrifices.

Mais là où je suis totalement d'accord avec vous, c'est que seule la collectivité internationale permettra de pousser la productivité. Nous n'avons pas le droit de jouir de loisirs alors qu'il y a encore des hommes — et on nous l'a dit avec quelle éloquence ! — qui souffrent. Nous allons peut-être devoir passer par une période de vaches maigres. Nous allons devoir travailler beaucoup plus que nous ne le faisons maintenant. La communauté internationale a besoin que nous travaillions plus. Il est impossible d'imaginer que demain matin les pays sous-équipés seront tous capables de produire tout ce dont ils ont besoin. On peut donc se demander, en reprenant certaines notions exposées par M. Tibor Mende, s'il n'y a pas des zones dans le monde où certains travaux ne seront jamais possibles, du moins pour l'ensemble des hommes. Ce qui nous est

La faim

demandé, c'est un travail plus intense pour eux.

Tout cela est très beau, me dira-t-on, mais comme cela n'arrivera pas, cela n'a pas d'importance.

Je crois qu'effectivement nous sommes placés devant un problème redoutable dominé par le facteur temps. La grande force du communisme est de ne pas connaître ce facteur ou du moins de pouvoir le réduire, parce qu'il n'a pas à respecter le rythme de la nature humaine. Nous sommes devant un problème de temps et ce n'est pas demain que nous réaliserons le programme dont je viens de parler. Par contre, et M. Mende nous l'a dit, il faut dès aujourd'hui faire en sorte que nous travaillions la main dans la main, c'est-à-dire qu'on nous fasse confiance. Il est très possible que la décision vienne des Etats-Unis, parce que les Etats-Unis ont l'immense avantage d'être dédouanés au point de vue du sens de l'inégalité, sinon entre les races (c'est un autre problème), mais entre les peuples. Ils ont le sens de l'autonomie des peuples, et ils ont donné l'exemple de leur soumission à certaines décisions de la collectivité internationale.

Il faut donc que très vite la communauté internationale accepte de s'engager dans une voie nouvelle, avec une telle décision et avec des pas tellement décisifs que les pays sous-équipés ne puissent plus douter du fait que maintenant le passé est passé et qu'on est résolument entré dans l'avenir. Et cet avenir, je n'ai pas besoin de dire, comme chrétiens, comment nous le souhaitons.

M. TIBOR MENDE : Je rejoins, sur la plupart des points, ce que vient de dire le R. P. de Riedmatten. J'insiste de nouveau sur ce fait que ce sont surtout les mécanismes économiques qu'on devrait changer. J'ai parlé de la stabilisation du prix des matières premières, mais ce n'est pas la seule. Il y a aussi la question des termes d'échange ; il y a surtout la question de la structure commerciale mondiale. C'est une ^{p.312} absurdité de penser que les pays que nous voulons aider à s'industrialiser deviendront demain des concurrents et que nous les accuserons de dumping. Nous sommes donc enfermés dans un système économique « kafkaesque », et nos bonnes intentions se transforment en boomerangs.

Je suis d'accord pour que l'on définisse une théorie économique

La faim

mondialement applicable. Jusqu'à présent, tous les livres d'économie sont rédigés pour défendre les intérêts de l'Occident. L'heure est venue de définir une théorie économique globalement applicable, qui accordera une place aux Japonais, aux Chinois, aux Indiens, après-demain aux Ghanéens, qui arriveront à la maturité économique et qui auront cette réaction humaine de trouver des débouchés pour leur production.

Alors, allez-vous me dire, vous répondez partiellement à la question qu'on vous pose : mais que puis-je faire ? Je vous l'ai dit : vous pouvez aider Danilo Dolci, mais j'ai dit aussi, peut-être imprudemment, que ce sont des actions marginales. Ce que je vous conseille, c'est que lorsque vous lisez votre journal ou lorsque vous entreprenez une action, vous vous demandiez s'il s'agit d'un intérêt à court terme ou à long terme. Et si la réponse est qu'il s'agit d'un intérêt à court terme, mais que vous allez jusqu'à la limite logique de cette constatation, vous devrez protester ; peut-être même deviendrez-vous un paria de votre société parce que vous cesserez d'être conformiste.

Donc, il y a une prise de position à chaque instant ; essayez. Dès lundi matin, en lisant votre journal, demandez-vous sur des questions posées sur le plan international, ou national : s'agit-il d'un intérêt à court terme ou d'un intérêt à long terme ?

Et en gens logiques, honnêtes, et avec toute votre rigueur intellectuelle, tirez-en les conclusions. Je vous assure qu'alors vous aurez plus fait qu'un agronome dans la brousse.

LE PRÉSIDENT : Nous pouvons clore notre entretien de ce soir sur cette consigne très grave.

La séance est levée.

@

SEPTIÈME ENTRETIEN PUBLIC ¹

présidé par M. Alfred Berchtold

@

LE PRÉSIDENT : p.313 Le dernier entretien est ouvert.

Nous voici donc arrivés à la fin de ces Rencontres qui, cette année, nous ont offert moins et beaucoup plus que de beaux débats, que de belles joutes oratoires. Il y a eu au contraire, et je crois que cela a été sensible, d'entretien en entretien, un effort d'épuration de certaines fausses solutions, une certaine fausse sentimentalité inefficace. Il a été extrêmement tonique d'avoir été ainsi libérés de nos illusions pour être mis en face de quelque chose d'urgent.

Nous avons donc entendu des vérités cruelles ; nous avons vu — et cela aussi est important — des hommes qui incarnaient ces vérités. Et il n'y a alors, nous le verrons au cours de cet entretien, aucun motif de désespérer. La diversité des points de vue exprimés et l'irréductibilité apparente de certaines positions ne sont qu'un élément stimulant supplémentaire.

Nous avons aussi vu qu'il y a différentes façons d'approcher le problème. Les uns l'approchent intellectuellement, les autres ont besoin d'un premier contact affectif ; d'autres d'un premier contact physique. Certaines entreprises, qui sur le plan de l'efficacité ne valent peut-être pas toujours grand-chose, ont permis à quelques-uns de prendre conscience d'une urgence, de certaines dimensions des problèmes de la faim. Nous avons vu des hommes ; lire les ouvrages de M. Tibor Mende, ce n'est pas la même chose que de l'avoir entendu ; nous avons vu le Dr Thianar, M. Amrouche et cela nous a été particulièrement précieux.

La parole est à M. le Président Babel.

M. ANTONY BABEL interrompt le débat pour remercier, au nom du Comité d'organisation des Rencontres, tous ceux qui ont collaboré à la pleine réussite des manifestations de cette année et s'adresse à M. Bammate, représentant de l'UNESCO,

¹ Le 10 septembre 1960.

La faim

pour lui redire combien heureusement s'est établie la collaboration entre l'UNESCO et les Rencontres internationales de Genève.

p.314 M. Babel saisit l'occasion de ce dernier entretien pour annoncer qu'il s'apprête à quitter la présidence du Comité d'organisation des Rencontres internationales de Genève.

Je veux redire à M. Bammate combien nous sommes heureux de pouvoir collaborer modestement aux activités de l'UNESCO, dans la limite de nos possibilités, dans la limite de nos moyens. Nous sommes très fiers et très heureux d'avoir l'appui de l'UNESCO dans notre tâche ; un appui matériel qui vient s'ajouter à celui de l'Etat et de la ville de Genève, mais ce qui est encore infiniment plus précieux pour nous, un appui spirituel, intellectuel, un appui moral. Nous savons très bien que grâce à l'UNESCO le rayonnement de l'œuvre des Rencontres est certainement amplifié.

Depuis quinze ans, même si nous sommes soutenus par d'autres, notre liberté n'a jamais été touchée, ni par l'UNESCO, ni par les autorités cantonales, ni par les autorités municipales. On s'est rendu compte que ce climat de liberté était un absolu pour les Rencontres ; que ce climat était en définitive la véritable raison d'être des Rencontres internationales, et c'est de cela que nous sommes reconnaissants en particulier à M. le directeur Veronese.

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Bammate.

M. NADJM OUD-DIN BAMMATE : Vous avez dit, Monsieur le Président, que la liberté avait toujours été assurée aux Rencontres de Genève. Ce fut l'un des principaux soucis de l'UNESCO en participant à votre action, qui était déjà une action internationale, que de n'aliéner en rien cette liberté. S'il y a eu aliénation de cette liberté, cela n'a été que d'une seule manière — et c'est le seul usage légitime peut-être de la liberté — en l'engageant au service d'une action, au service de causes particulièrement urgentes, de problèmes brûlants.

Vous l'avez fait cette année d'une manière encore plus grave, plus profonde, sans doute, qu'au cours des années précédentes.

Et puisque nous sommes aux instants qui marquent votre retraite des Rencontres, je voudrais évoquer ce que les Rencontres furent à la sortie de la guerre, au moment où toutes les valeurs paraissaient bouleversées. Les Rencontres ont fait la mise au point, le décompte de ce qui subsistait, de ce qui

La faim

avait échappé au naufrage. Elles ont dénombré les assises sur lesquelles on pourrait construire l'avenir.

Depuis lors, les Rencontres sont devenues une institution, mais comme toutes les institutions dignes de ce nom, elle a contribué à bâtir l'avenir. Il y a quinze ans, les Rencontres regroupaient les données de la situation de l'Occident à l'issue de la guerre ; aujourd'hui, pendant toute la semaine qui vient de s'écouler, nous avons assisté à une prise de conscience, inquiète parfois, douloureuse, sur l'avenir de l'Occident ; non pas sur ce qu'il s'agissait de sauver, mais sur ce qu'il s'agissait de préparer et de construire. Et alors, il ne s'agissait plus de l'Occident seul — et c'est l'une des différences qui me touchent particulièrement, en raison de ^{p.315} mes origines orientales, — il s'agissait de construire et de perpétuer des valeurs et de rénover des structures, qui sont non seulement celles de l'Europe occidentale, mais celles du monde entier. Car entre-temps, le monde est devenu plus que jamais solidaire dans les dangers comme dans les réalisations. Et à la lecture des volumes reproduisant le compte rendu des Rencontres, nous pouvons suivre cette évolution ; les Rencontres en ont été le témoin.

Les débats de cette année couraient deux risques opposés : d'une part, les facilités du pathétisme, l'émotion à bon marché, de l'autre l'aridité technique. Ces deux écueils ont été évités grâce aux conférenciers et grâce à la conduite de ces entretiens.

Ni l'aridité des statistiques, ni les bons sentiments n'ont fait à aucun moment perdre la lucidité, la claire conscience de la portée des discussions auxquelles nous avons assisté. Nous n'avons pas eu de joutes oratoires — M. Berchtold a eu raison de nous le rappeler tout à l'heure. C'est le cas de beaucoup de réunions dans le monde entier, de se faire valoir aux dépens des autres, de quêter l'approbation du public. Je dirai plus encore, nous avons eu plus qu'un dialogue. J'ai eu plusieurs fois ces jours derniers le sentiment plutôt d'une équipe de recherche qui se penchait en commun sur un plan de développement, sur une action, et j'insiste sur ce mot — sur une action de secours.

Deux mots sont revenus constamment ces derniers jours, un peu ambigus peut-être ; mais je voudrais les commenter un instant, sans prétendre intervenir dans le fond des débats, puisque je ne suis ici qu'un observateur. Ce sont les mots d'*humiliation* et de *changement de structures*.

La faim

En vous écoutant, je me suis rappelé une de mes premières expériences de la vie internationale. Il s'agissait de l'assemblée générale qui s'est tenue à Paris en 1948, où a été nommé le directeur général de la FAO représentée ici avec quelle autorité et quelle constance, auxquelles je désire rendre hommage, par M. Maire !

Nous étions occupés par des problèmes tels que la Déclaration des droits de l'homme, le génocide. A ce moment, dans la délégation à laquelle j'appartenais se prenaient les premiers contacts qui ont mené à l'expression politique de Tiers-Monde. Et un jour, nous avons entendu trois mots, trois mots concrets, qui ont donné une portée à nos efforts. Nous étions dans une grande salle, assez pompeuse, assez froide, nous avons entendu beaucoup de discours, parfois grandiloquents, et tout d'un coup ont été prononcés trois mots très simples :

— Un bol de riz, un morceau de pain, un verre de lait !...

C'était le début du premier discours du premier directeur général de la FAO. Je tenais à les rappeler ici.

Tout d'un coup, toutes les discussions ont, je ne dis pas, été annihilées, mais ont reçu une portée plus grave, plus concrète, plus immédiate. Nous savions dès lors ce que nous faisons et ce que nous cherchions au-delà de ces réunions de Comité, au-delà de ces paroles, de ces motions. Et j'ai pensé à l'humiliation de quelques-uns des miens, mes frères — ceux aussi, si graves et fraternels, d'Amrouche —, j'ai pensé à eux ce jour de 1948 et j'ai été inévitablement amené à penser à eux de nouveau.

^{p.316} Là, je voudrais éviter tout pathétisme. Mais je suis heureux qu'hier Amrouche ait demandé qu'on précise le sens de cette humiliation, qu'on lui donne sa portée véritable. Il ne s'agit pas de la rancune de ceux qui n'ont pas contre ceux qui ont. Il s'agit d'une question presque ontologique ; il s'agit des valeurs qui tiennent au centre même d'une civilisation ; de celles que nos parents nous ont enseignées, de celles que nous aimerions transmettre à nos enfants, et qui sont menacées par la faim, entre autres.

Permettez-moi d'évoquer un souvenir personnel. Au cours d'un voyage, j'avais rencontré un de ces hommes d'Orient, et je cherchais un contact avec lui. Il était pauvre. Il avait faim. Toute sa famille avait faim. J'ai essayé de l'aider, sans trop l'humilier. Il a reçu ce que je lui ai donné, et il m'a dit :

La faim

— Enfin mon enfant de douze ans aura de la viande pour la première fois...

C'est une phrase qui m'a bouleversé. Pour la première fois cet enfant allait goûter de la viande. Mais ce qui m'a touché le plus, c'est ce qui a suivi. Le père m'a dit en effet :

— Ce qui est pénible, ce n'est pas la misère, ce n'est pas la souffrance, c'est l'absence d'espoir.

Et cela, vous l'avez marqué dans vos débats. La faim, en elle-même, peut être l'austérité, peut être la pauvreté, mais il y a une faim qui dégrade et celle-ci, vous l'avez mise en évidence dès le début de vos débats. C'est cette faim qui fait que tout un ensemble du monde actuel est à la fois le monde de la faim et le monde de l'humiliation. Humiliation en un sens beaucoup plus grave, et cela Tibor Mende l'avait suggéré, qu'on ne le veut reconnaître. Il s'agit des valeurs mêmes qui font une société qui se trouve bafouée. Lorsque l'on n'a rien, ce que l'on perd en même temps, c'est la faculté de construire, d'agir, de prévoir. Certains d'entre nous ont connu des périodes difficiles, des périodes de misère ; ceux que j'ai connus de près me disaient souvent que ce qui était difficile, c'était de savoir s'il fallait tenir cinq ans, dix ans, vingt ans, ou si cela allait toujours durer.

L'humiliation, c'est le fait de se trouver devant un avenir bloqué. Et de ce fait, le monde de la faim est aussi le monde de la fatalité. C'est un monde qui ne peut espérer une histoire, une aventure ; une société qui ne peut espérer avoir prise sur les événements, parce que son histoire est réduite à une vie physiologique, à une économie de subsistance. Elle vit de tropismes, elle ne peut espérer l'histoire.

Voici l'une des significations que j'ai retirées de ce débat. C'est ce passage de la dimension, je dirai presque zoologique de la nutrition, à la dimension de destin des peuples, de structure d'une communauté. C'est ce dont vous avez pris parfaitement conscience, me semble-t-il, dans ces derniers jours.

On voyait sans cesse derrière les interventions cet arrière-plan quelquefois tragique des événements économiques et sociaux, et même, disons le mot, des événements militaires actuels.

Les mots n'ont pas toujours été prononcés, mais les réalités étaient toujours

La faim

présentes à vos esprits, et vous avez su les communiquer avec ^{p.317} gravité, avec tenue, sans effets pathétiques superflus, à votre auditoire. C'est aussi de cet éveil des consciences, de ce choc psychologique que je voulais vous remercier.

L'autre expression que j'ai retenue est celle de « réforme de structure ». On a tenté plusieurs fois de le préciser. On a tenté de chercher des moyens techniques qui permettraient de procéder à cette réforme. Notre ami Tibor Mende nous a montré l'ampleur de la tâche. Allons-nous commencer par le social, par l'éducation, par l'agriculture ? Or, le problème, c'est qu'il s'agit d'un effort total, plénier. Certains peuvent dire « réforme sociale », d'autres « révolution », d'autres « bouleversement des valeurs morales ». C'est de cela qu'il est question et c'est cela qui a été dit avec vigueur, avec dignité, pendant ces journées.

Permettez-moi quelques réflexions plus techniques d'un fonctionnaire international quoique, j'espère que vous le sentez, je ne parle pas ici en tant que fonctionnaire international. Je pense à ce mouvement qui se marque aux Nations Unies, qui consiste dans une transmutation, dans un glissement de la notion d'assistance technique aux sous-développés, vers la notion d'économie à l'échelle mondiale, de développement communautaire.

L'assistance ne suffit pas si elle n'est pas plus encore qu'un don, si elle n'est pas un échange, si elle n'est pas une coopération. Permettez-moi de rappeler encore une très brève anecdote. J'étais allé voir, avec d'autres qui menaient une action de secours international, un camp de réfugiés et j'entends encore cet homme : « Je ne veux pas de leur soupe, je veux être traité en homme, comme eux... » C'était un homme qui parlait le même langage qu'Amrouche, mais d'une manière plus maladroite. Je voudrais qu'on sente que derrière l'éclat d'Amrouche et derrière l'affirmation un peu frustrée de ce réfugié, c'est la même exigence, la même rigueur, permettez-moi le mot, la même noblesse qui s'exprime.

J'ai vu, en visitant des camps de formation de personnel pour l'assistance technique, cette même exigence. Nous voulons des hommes, nous ne voulons pas seulement des tours de main, des techniques ; montrez-nous vos hommes, vos jeunes, pour que nous puissions vivre avec eux, travailler avec eux. Le problème n'est pas de s'approprier certains de vos biens, le problème est de

La faim

s'approprier votre propre existence et de travailler avec vous à la formation d'un monde qui nous soit commun.

Cela aussi nous a été rappelé plusieurs fois au cours de ces journées. Les problèmes économiques sont repensés à une échelle nouvelle, différente, et c'est peut-être ce qui m'a surtout frappé dans les discussions des deux derniers jours. Non pas une mise en accusation, mais une exploration des limites de l'économie classique à laquelle Tibor Mende nous a invités.

En vérité, de l'économie classique à laquelle nous sommes habitués, à cette économie mondiale qui est demandée aujourd'hui pour élargir l'assistance technique et pour la dépasser, il y a une rupture. Il ne s'agit pas d'élargir les notions qui ont fait la théorie économique classique, il s'agit véritablement de tout repenser. Il s'agit véritablement de cette réforme de structure totale dont nous parlait Tibor Mende.

p.318 J'emprunterai un exemple à la géométrie. Entre la géométrie euclidienne et les autres géométries non euclidiennes, il n'y a pas une progression, il y a un saut, une rupture. Ce n'est pas en étendant les analyses de marchés, les études de l'offre et de la demande, les études sur les taux d'intérêt que l'on parviendra à ressaisir ce problème de l'économie mondiale. C'est véritablement en plaçant ces échanges et ces techniques dans un autre contexte, où interviennent des facteurs tels que la qualité d'une administration dans un pays lointain, tels que la nutrition, que l'éducation, les connaissances ; c'est en tenant compte de ces facteurs-là que l'on pourra passer à cette autre dimension qu'est l'économie mondiale.

Comment y parvenir ? Est-ce que ce saut dans une autre dimension ne comporte pas trop d'inconnues ? Voilà le problème devant lequel nous nous sommes trouvés, je ne dirai pas « arrêtés », mais devant lequel nous avons buté. Est-ce que les débats d'aujourd'hui vont contribuer à le préciser ?

Avant d'en terminer, il y a deux de ces inconnues dont je voudrais parler. La première est la nécessité de situer cette opération dans un contexte culturel. Cela également a été dit hier.

Comme contrepoids à cette assistance technique qui risquerait d'être unilatérale, à cette voie unique des échanges, il importe d'instaurer l'étude, la diffusion des connaissances, des valeurs, des civilisations avec lesquelles on est

La faim

amené à entrer en contact. Il ne s'agit pas de former des orientalistes en nombre. Non, il s'agit de réformer les programmes des écoles, de réformer les manuels scolaires ; il s'agit pour les journalistes, pour tous ceux qui ont prise sur l'opinion publique, d'éveiller cette sympathie que l'on a demandée ici pour les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, qui constituent le Tiers-Monde, qu'on peut comparer au Tiers-Etat, et dont on pourrait dire qu'il n'est rien, mais dont on peut, après avoir entendu vos débats, dire qu'il est tout aujourd'hui.

La deuxième mesure dont je voulais parler, c'est celle qui fait appel aux jeunes. On l'a déjà signalé plusieurs fois, mais je crois que l'un des points les plus importants de ces Rencontres, c'est qu'elles ont mobilisé la jeunesse, et que vos discussions vous ont amenés à être interpellés par des jeunes gens qui vous demandaient : Que pouvons-nous faire ? Où pouvons-nous aller ? Où voulez-vous nous envoyer ? Quel programme nous proposez-vous ?

C'est ici que me paraît être la leçon la plus forte de ces Rencontres. Que peut-on répondre ?

Tout est nécessaire. Nous avons besoin de tout : éducateurs, médecins, chirurgiens, vétérinaires ; nous avons besoin d'agronomes. Et là, j'en viens à une notion de plus en plus nette dans la conduite des opérations des organisations internationales, c'est qu'aucune action sur le terrain n'est possible si ce n'est une action conjointe. L'UNESCO a entrepris des programmes ; de même qu'elle a entrepris des programmes pour mieux faire connaître les civilisations orientales et africaines, elle a entrepris des programmes d'éducation de base, de développement des communautés. Ces programmes supposent une mobilisation générale des énergies, des moyens, non seulement de la FAO, du BIT, de l'UNESCO, mais ^{p.319} également de tous les jeunes, des hommes, des femmes qui se destinent, non seulement à une carrière, mais à un service. A eux toutes sortes de possibilités sont ouvertes dans ces domaines et je ne fais que rappeler toutes ces actions non gouvernementales telles que ces mouvements de Danilo Dolci ou de l'Abbé Pierre, dont on aurait tort de minimiser la portée et l'importance, la signification.

J'en terminerai par un récit qui, je crois, résume toute la situation.

Je me trouvais dans l'un de ces nombreux pays qui constituent le Tiers-Monde, qui vont de la Méditerranée à l'Indonésie, je ne dirai pas lequel car la même situation aurait pu se rencontrer n'importe où. Nous passons dans un

La faim

quartier misérable, un bidonville. Les enfants tournent autour de nous, en montrant leur bouche. Les mères mendient. L'une d'entre elles se tient à l'écart, et retient le geste de son enfant qui va pour tendre la main. Je m'approche, et elle me dit :

— Je voudrais que cet enfant n'ait pas besoin de tendre la main comme ceci, mais qu'il lui soit donné l'occasion, deux ou trois fois dans la vie, de la tendre comme cela — non pour recevoir, mais pour donner...

La révolte, ces peuples la dépasseront, mais cela prendra du temps. C'est pour arriver à vous tendre une main qui donne, et non pas seulement une main qui demande, que ce Tiers-Monde attend votre action.

Que votre réunion ait suscité des enthousiasmes de jeunes, deux ou trois vocations — je n'en demande pas plus pour cette fois — voilà qui suffirait largement à justifier une quantité d'efforts entrepris.

LE PRÉSIDENT : Je remercie beaucoup M. Bammate et je transmettrai aux jeunes ce qu'il a dit à leur intention. La parole est au Swami Nityabodhananda.

SWAMI NITYABODHANANDA : Je voudrais ajouter quelques remarques au sujet de l'aide que les pays étrangers peuvent apporter à l'Inde — sujet qui a été discuté à Coppet pour insister sur l'optique dans laquelle les pays étrangers peuvent le faire. Je suis très heureux que mon ami M. Bammate ait déjà souligné l'attitude à adopter par les pays étrangers qui prennent l'initiative de cette aide.

Bien sûr, celui qui reçoit apprécie beaucoup la générosité dont il bénéficie. Mais si nous ne pouvons pas étudier les besoins et les cas de conscience de la personne qui reçoit, quelque efficace que soit l'aide, elle ne donne pas accès à son âme, ni ne crée un climat efficace ou salubre pour développer un sentiment de solidarité.

Ceux qui viennent en aide à l'Inde pensent que l'Inde est devenue pauvre il y a seulement quelques siècles. Mais l'Inde n'est pas pauvre, et jusqu'au XIX^e siècle le problème de l'alimentation ne s'est pas posé. Il ne s'est posé qu'en raison de l'augmentation de la population.

La faim

L'Inde a aussi une civilisation, une culture, dont elle est fière. Elle a aussi une conception de la nourriture, une conception sacrée... Nous préférerions mourir de faim plutôt que d'accepter une aide dans l'humiliation. Je rappellerai Péguy qui dit : « Pauvreté n'est pas misère. » Chaque fois que j'entends dire dans une réunion que les Indous sont pauvres, p.320 j'essaie d'attirer l'attention sur cette distinction et je dis : n'oubliez pas que nous touchons l'abîme de la misère.

LE PRÉSIDENT : Je vous remercie de votre intervention. Nous sommes tous conscients et reconnaissants de ce que nous avons reçu de la civilisation indienne.

La parole est à M. Raléa, vice-président de la République populaire de Roumanie.

M. MIKAÏL RALÉA : Je voudrais, avant la clôture de cet entretien, donner mes impressions sur ces XV^{es} Rencontres. Il y a deux ans que je n'ai pas participé aux Rencontres et je vous assure que j'ai constaté un très grand progrès, non seulement au point de vue de l'importance du public et de la diversité des points de vue, mais aussi de la profondeur des interventions.

Nos points de vue ont été très divers, et cependant des points communs ont été exprimés.

L'un de ces points est le désir de soulager, de donner une solution au drame de la faim dans le monde. Et nous sommes tous conscients que sur un problème comme celui de la faim, nous ne pouvons pas nous borner à des discussions de mandarins, à des discussions académiques, gratuites et inutiles. Il faudrait donner à nos réunions une conclusion pratique. Il faut que toutes les idées émises ici soient incluses dans une sorte de résolution qui serait soumise à des organisations plus larges. Nous avons déjà à nos côtés l'UNESCO, la FAO, mais il faut trouver d'autres organisations de masse, politiques ou autres ; faire une propagande active et plus dynamique pour que tout ce qui a été dit ici devienne réalité.

LE PRÉSIDENT : Nous n'avons jamais pensé nous limiter à ces seuls entretiens et n'avoir pas à les dépasser ensuite. La parole est à Mlle Odile Rouillet.

La faim

Mlle ODILE ROULLET : Après avoir suivi ces conférences et ces entretiens, on se demande : que faire ? On nous a révélé les dimensions du problème, elles nous paraissent énormes et exigeant des solutions radicales. Pourtant, beaucoup se disent : Modifier des structures, n'est-ce pas une utopie ? Eh bien, non ! L'utopie, c'est de penser que des solutions partielles, fragmentaires pourront finalement vaincre la faim. Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas aussi appliquer des solutions fragmentaires. Il faut tout faire à la fois, comme dit M. Bammate. Il faut que certains partent dans les pays sous-développés comme techniciens, comme médecins, infirmières, assistantes sociales. Il faut donc que les jeunes fassent l'effort de se former pour partir. Il faut aussi un très gros effort financier.

Ne sous-estimons pas des efforts collectifs comme celui de l'Abbé Pierre, celui de Danilo Dolci et de bien d'autres. Mais qu'en aucun cas ces efforts fragmentaires ne nous donnent bonne conscience ! Nous sommes parfois trop enclins à mettre en avant ce que nous faisons, au p.321 Népal ou ailleurs. Tous les efforts que fait la Suisse sont très importants, mais ils ne doivent pas endormir notre inquiétude. Il faut que ceux qui partent entretiennent en nous une certaine mauvaise conscience ; il faut, je le répète une fois de plus, faire tout à la fois.

M. TIBOR MENDE : Ma conférence avait un double but. Je voulais désentimentaliser le débat, et attirer l'attention sur un problème qui avait été jusque-là négligé : les réformes de structures. Le faisant, j'ai peut-être donné l'impression qu'en dehors des réformes de structures, il n'y a rien à faire.

Je voudrais donc résumer en quelques mots ma position, et rectifier l'impression que j'ai pu laisser.

Nous sommes en ce moment en présence de trois secteurs d'action possibles.

Le premier secteur est celui des solutions fragmentaires. Dans cette catégorie on trouve l'action laitière au Népal, celle des Norvégiens qui veulent développer les pêcheries dans le Sud de l'Inde, et une cinquantaine de projets semblables, éparpillés sur le globe. Je range l'action de Danilo Dolci, celle de l'Abbé Pierre, dans la même catégorie. Il y a ainsi quantité de « petites » actions, qui sont autant de pansements sur un énorme corps terriblement

La faim

malade. Chaque fois que l'on sauve la vie d'un bébé qui va mourir, c'est splendide, mais on n'en a pas pour autant modifié une situation. Au contraire. N'oubliez pas que le temps travaille contre nous, parce que la population augmente et à cause de l'écart fantastique entre l'équipement scientifique des pays avancés et le sous-équipement des pays technologiquement arriérés.

Le deuxième secteur est celui des tentatives planétaires, c'est-à-dire des tentatives modestes, timides, pour aborder le problème sur un plan planétaire. Je situerai dans cette catégorie les organismes internationaux : FAO, OMS, UNESCO, etc. On mesure parfois l'importance de ces organisations à leur budget. Or, il ne dépasse pas normalement le prix d'une superproduction d'Hollywood où de nombreuses jeunes filles montrent leurs jambes.

Je ne connais aucun pays où l'opinion publique se soit insurgée en disant : Il est tout de même absurde que la FAO n'ait pas un budget de plus de 25 ou 30 millions de dollars pour aider 85 pays, alors que le coût de n'importe quel film de M. Cecil B. de Mille représente la même somme.

J'ai visité une léproserie à Bombay, où l'OMS donne des injections de sulfamides à des enfants lépreux. On peut évidemment dire que cette action est modeste, mais tout de même on sauve des vies. Mais pour cela, nous donnons 25 millions de dollars par an, probablement le centième de ce qu'une grande ville européenne dépense en tabac.

Effort fragmentaire, tentative planétaire ; arrêtons-nous et concluons. On ne peut pas manger la civilisation, pas plus qu'on ne peut manger le bulletin de vote. J'étais aux Indes en 1952-53, quand eurent lieu les premières élections générales. Près de l'Himalaya, j'ai interrogé un paysan :

— Qu'est-ce que vous pensez des premières élections ? Vous avez exprimé votre opinion, élu vos représentants ?

— p.322 Ah ! oui, mais on ne peut pas manger le bulletin de vote...

Partant de cette observation, je maintiens la primauté de ce troisième secteur d'action : la modification des structures. En premier lieu, modification du système mondial d'échanges et son remplacement progressif par un ordre qui permette le décollage ordonné des pays et des peuples dans cette révolution scientifique. En d'autres termes : planification de cette révolution inévitable qui est devant nous. Ainsi, au lieu de laisser dégénérer les choses en une révolution

La faim

désordonnée, destructrice, il faut aboutir à une révolution planifiée. Et si possible, soyons objectifs, à une révolution qui ne sera pas faite inévitablement contre nous.

Vous me direz : Vous avez déjà trop parlé de ces réformes de structures. Qu'est-ce que cela signifie ?

Il y a au moins trois domaines sur lesquels nous pouvons agir, et les trois sont économiques :

- Stabilisation du prix des matières premières ;
- termes d'échange ;
- modification du système mondial d'échange.

Il faut agir sur ces trois secteurs pour que les pays qui s'industrialisent lentement trouvent un marché pour leurs produits, pour qu'ils puissent investir, et créer un système qui leur permette de protéger leur jeune industrie contre la concurrence des industries très avancées.

Sur la stabilisation du prix des matières premières, je n'ai pas grand-chose à ajouter, tout le monde comprend ce que cela veut dire.

Termes d'échange ? Cela signifie qu'un moteur électrique que vous vendez à un pays sous-développé pour deux sacs de riz, vous l'aurez d'ici une soixantaine d'années pour un sac et demi. D'après les calculs des Nations Unies, pendant les soixante dernières années nos termes d'échange se sont améliorés de 60 % vis-à-vis des pays sous-développés. En même temps, nous avons énormément amélioré notre capacité technique de production. Il y a soixante ans, il fallait 50 heures de travail pour faire ce moteur, il n'en demande aujourd'hui que 25. Mais nous n'avons pas transféré ce gain d'efficacité sur les pays qui attendent encore leur industrialisation ; nous avons encaissé ces gains. Ce qui signifie que nous avons augmenté les prix du riz, du coton, du cuivre sans pour autant diminuer la quantité de riz, de coton, de cuivre importés pour prix de nos machines.

Enfin, la modification des conditions d'échange.

Nous encourageons le départ de la révolution industrielle dans certains pays sous-développés, et en même temps, nous les condamnons d'avance. Quand ils commenceront à chercher des débouchés, nous leur dirons : « Vous faites du dumping ». Voyez ce qui se passe dans l'Asie du Sud-Est.

La faim

Il faut donc trouver une solution. Et je n'en vois pas d'autre qu'une planification plus ou moins ordonnée de l'économie internationale où nous pourrions prévoir des marchés pour ces produits ; nous pourrions prévoir des termes d'échange raisonnables, et nous pourrions planifier une certaine division du travail économique entre tous ces pays intéressés.

p.323 Quel est notre problème ? Parlons franchement. Nous discutons du problème de la faim essentiellement sur un plan humanitaire, mais aussi du point de vue défense contre le communisme.

Qu'est-ce que cela veut dire : défense contre le communisme ? Cela veut dire intégration du monde non communiste. Si nous n'arrivons pas à intégrer le monde communiste, le résultat inévitable, mathématiquement calculable sera la désintégration du monde non communiste.

L'intégration du monde communiste n'est possible que si nous donnons une chance économique à tous ces pays non communistes. Et cela nous ramène de nouveau à une planification économique plus ou moins logique, donnant un rôle satisfaisant à chaque unité économique dans ce monde non communiste.

J'ai dit très sérieusement hier soir que vous pouvez jouer un rôle important parce que vous êtes un pays neutre, parce que personne n'a peur de vous, et parce que vous êtes riches. Si donc vous êtes d'accord avec quelques-unes des idées que je viens d'exprimer, pourquoi ne pas publier une quantité de livres, pourquoi ne pas fonder une faculté pour l'étude de systèmes économiques raisonnables et logiques, pourquoi ne pas envoyer tous les résultats de ces recherches, que réunirait la faculté, à l'ONU, à tous les chefs d'Etat ?

Vous pouvez donc jouer un rôle ; et ne dites pas que vous ne pouvez pas le jouer.

Pour terminer, je dirai que les efforts dans les trois secteurs que je viens de définir doivent aller de pair. En un sens, chaque secteur représente un entraînement pour le secteur supérieur. Si vous avez travaillé avec Danilo Dolci, vous êtes psychologiquement préparés pour participer au deuxième échelon, c'est-à-dire à la tentative planétaire. Si vous avez travaillé dans une organisation comme la FAO ou l'OMS, vous serez suffisamment amers pour demander le troisième échelon, c'est-à-dire des réformes de structure.

Si j'étais obligé d'exprimer en pourcentage l'efficacité des actions de ces

La faim

trois secteurs, devant l'énorme problème de la misère, de la pauvreté et de la faim dans le monde, je dirais :

- solutions fragmentaires : 5
- tentatives planétaires : 10 %
- changement des structures et en particulier des structures économiques : 85 %.

LE PRÉSIDENT : Ces nuances ont été très bienvenues : nous comprenons mieux tout ce qu'impliquait la conférence de M. Tibor Mende, qui a été un très grand événement de ces Rencontres.

Mlle ODILE ROULLET : J'aimerais donner un exemple concret pour vous représenter ce que signifient ces problèmes économiques.

Nous avons discuté dernièrement, au Conseil économique et social des Nations Unies, le problème de la fixation du prix des produits de base. Le délégué du Costa Rica a fait une intervention bouleversante.

- Lorsque p.³²⁴ nos paysans, a-t-il dit, font un effort accru pour améliorer leurs cultures de café, et qu'ils aboutissent à une meilleure récolte, que se passe-t-il ? En raison du système économique mondial, le prix du café baisse sur le marché mondial. La ménagère d'Europe, ou celle des Etats-Unis, se réjouit parce qu'elle paie son café dix centimes ou dix cents de moins, et cela correspond chez nous à un accroissement de misère. Au lieu d'être payé de leur effort accru, nos paysans sont ruinés.

Dr THIANAR : Je remercie chaleureusement le Comité des Rencontres à qui je dois ma présence ici. Et, de retour chez moi, je ferai le meilleur écho à ces rencontres.

Depuis trois ou quatre jours, je suis entouré par un groupe d'amis. Et un noyau de bonnes volontés s'est déjà constitué. Il faut continuer dans cette voie, et si tant est que le problème est occidental, je crois que l'Occident trouvera une solution pour s'en sortir.

De toute façon, nous autres, nous ne voulons pas vous assiéger. Mais si

La faim

c'était la seule et la dernière solution, peut-être devrions-nous délivrer l'Occident malgré lui.

M. MONTAIGNAC propose la création à Genève d'une nouvelle institution internationale qui collecterait l'impôt de solidarité internationale que propose d'instituer l'Union syndicale suisse.

M. ALFRED WERNER : M. Tibor Mende, dans sa magistrale conférence, m'a paru sacrifier à une certaine contradiction, dans la mesure où, d'une part, son propos s'est constamment efforcé de mettre en relief l'aspect humain, la dimension psychologique du problème de la faim, et de mettre l'accent sur l'humiliation. Ce qui rend la situation explosive, disiez-vous, c'est les haines raciales. Hier soir, vous avez fait trembler le monde devant nos yeux en évoquant ces haines raciales dont les racines plongent jusqu'au cœur de la mentalité indigène et faussent à l'avance toute espèce de contact avec les peuples malheureux.

M. TIBOR MENDE : Je n'ai pas dit que cela faussait toutes possibilités de contacts ; j'ai dit que c'était un état latent et si des satisfactions n'arrivent pas en temps, ces forces-là peuvent être mobilisées. Mais ces forces peuvent encore être désarmées dans la situation présente.

M. ALFRED WERNER : Mais vous avez dessiné le tableau d'un Occident ceinturé, assiégé de toutes parts, séparé des autres zones de l'humanité par des abîmes de haine, d'incompréhension, de peur, de méfiance ; et en énonçant toutes ces considérations, vous avez développé l'aspect profondément humain, moral et spirituel du problème.

D'autre part, comment ne pas être frappé en vous écoutant, par le propos délibéré d'écarter de la discussion toute espèce de considérations philosophiques ou morales.

N'essayons pas de changer la nature humaine, avez-vous dit ; laissons de côté les problèmes sentimentaux.

p.325 Oh ! certes, je ne me targue pas ici d'être un homme de chiffres, et je ne me flatte d'aucune compétence agronomique ou médicale. Est-ce pourtant,

La faim

je vous le demande, faire preuve d'irréalisme que de dire, comme l'indiquait M. Bammate : le problème de la faim n'est pas un problème d'efficacité, il est cela, certes, mais il est encore et surtout un problème de valeurs.

Et je songe à ce livre fameux, paru vers les années 1925 ou 1930, intitulé *Défense de l'Occident* par Henri Massis, dont je n'épouse certes pas les idées, et vous non plus. Nous sommes à l'extrême opposé du maurrassisme. Je pense que si ce titre demeure valable aujourd'hui, peut-être conviendrait-il de le méditer et de le changer peu à peu en aboutissant à cette formule : « Survie de l'Occident », ou « Contacts de l'Occident avec la planète entière ». Partage des valeurs capitales qui ont été jusqu'à présent les mots-clés de l'Occident avec les autres continents ; accueil par l'Occident des traditions spirituelles qui constituent la noblesse de l'Inde, de la Chine, etc.

Mais nous autres, qui nous sommes rassemblés autour de vous, qui vous écoutons, et qui nous sentons interpellés d'une façon très personnelle par ce drame, qui voulons nous dégager de toute espèce de brouillard artificiel, fuir le sentimentalisme, l'utopie, est-ce que nous pouvons mobiliser notre jeunesse, est-ce que nous pouvons réveiller, par un effort d'éducation, la responsabilité des hommes, des femmes, des enfants qui nous entourent ? Est-ce que nous pouvons disposer d'un levier suffisamment ferme et durable pour soulever l'Occident et l'amener au niveau de sa propre vocation, si d'entrée de jeu nous nous coupons de la source de lumière et de vie sur laquelle nous devons être branchés pour pouvoir dessiner un horizon, formuler une idée-force, la vivre, et tracer un chemin d'espérance.

C'est l'amitié, dans son sens le plus concret et le plus spirituel par conséquent, qui jette un pont par-dessus les abîmes du racisme. Bref, ce sont toutes les valeurs dont l'Occident a vécu, mal sans doute, mais a tout de même vécu jusqu'à présent.

Vous avez dit, Monsieur Tibor Mende, que vous ne croyiez pas aux grands mots. Excusez-moi, j'y crois. J'y crois dans la mesure où ce n'est pas de l'inflation verbale.

Je crois, et c'est une constatation historique, que le mot « liberté » a puissamment agi sur la révolution intellectuelle qui a préparé la révolution française. Je crois que le mot « justice » et tous les termes qui lui sont accolés, a servi de véhicule, de tissu verbomoteur à toute cette émancipation ouvrière.

La faim

Il y a cependant un mot qui devrait rester à l'avant-garde de notre terminologie et de toute notre réflexion profonde, c'est le mot « service ».

Pour réveiller des vocations, je pense à ce qui se fait dans le cadre du Conseil œcuménique pour envoyer des jeunes vers les pays sous-développés. Est-ce que pour mobiliser ces jeunes, il ne faut pas demander de leur part un engagement sur le chemin du service ? Et je pense que parmi toutes les formes de ce service, le service chrétien, le service qui lève les regards vers la silhouette du Bon Samaritain, est un idéal qui peut encore aujourd'hui soulever le monde.

p.326 Puisque nous parlons d'amitié, est-ce que l'idée de fraternité ne s'impose pas ?

Est-ce vraiment de la sentimentalité que d'évoquer toutes ces idées ?

Est-ce que l'Occident n'a pas faim, lui tout d'abord ? Au fond, c'est nous qui avons faim. Nous avons faim et soif de justice, de service comme le disait notre frère sénégalais, à différentes reprises, nous avons besoin sans doute d'être colonisés moralement, spirituellement par nos propres valeurs, revigorés. Ces valeurs nous sauteront au visage dans la mesure où enfin nous les prendrons au sérieux et où enfin nous les ordonnerons à une hiérarchie d'ordre moral, philosophique, spirituel, qui constituera notre épine dorsale, notre colonne vertébrale.

Ce qu'il nous faut, c'est une humanité issue d'une même volonté de sagesse, d'amour et de réconciliation. Ce qu'il nous faut, c'est une même espérance, centrée sur l'avènement et la victoire du Christ, et de tous ceux qui s'inspirent de son esprit, de tous ceux qui militent dans les catégories qui nous ont été définies.

Ne croyez-vous pas que le souci de ceux qui sont tout proches, de ceux qui appartiennent à notre orbite, à notre sphère d'activité n'est pas au moins aussi important que le souci du prochain éloigné ? Il y a encore des gens qui n'ont pas le strict nécessaire ; il y a des hommes atteints profondément dans leur dignité.

Je pense à ce que disait un hôte des Rencontres aujourd'hui disparu, dans son livre : *Bilan de l'histoire*. L'Occident doute-t-il de lui-même ? A-t-il épuisé définitivement la sève de sa propre tradition, de son héritage ?

Je crois que pour survolter les énergies, pour nourrir les imaginations et

La faim

fortifier les volontés, il faut l'inspiration que j'évoquais tout à l'heure, il faut l'éclairage philosophique, spirituel, humain, dont nous ne pouvons pas nous passer si nous voulons parler avec notre jeunesse, si nous voulons parler d'homme à homme avec ceux qui désirent partir ou qui désirent rester pour aider ceux qui partent.

M. TIBOR MENDE : La différence essentielle entre nous, c'est la proportion que nous accordons à chaque motif parmi ceux qui agitent les hommes.

Quand j'étais plus jeune, je pensais qu'avec l'idéalisme on pouvait faire agir les hommes. (Vous m'amenez, avec vos questions, à devenir de plus en plus personnel.) Mais si je considère mes livres, entre 1950 et aujourd'hui, je deviens de moins en moins idéaliste. Je fais appel de plus en plus à l'intérêt quand j'envisage l'action — à un intérêt éclairé. Il y a l'idéalisme, il y a l'intérêt brutal et l'intérêt éclairé. De l'intérêt brutal, nous n'avons rien à dire, de l'idéalisme, je pense qu'il joue un rôle très important, mais je suis convaincu que maintenant, dans notre société occidentale, c'est seul à l'intérêt éclairé que nous pouvons faire appel.

Dr THIANAR : M. Tibor Mende est partisan d'une planification économique ; M. le pasteur Werner vient de parler d'une planification culturelle nécessaire : il ne faut pas séparer les deux. Pour la p.327 planification culturelle, un pont est déjà jeté, puisque je parle français. C'est un pont qui vous permet de m'approcher et de me connaître davantage.

Je pense qu'il ne peut pas y avoir de planification économique s'il n'y a pas d'abord une planification culturelle.

M. ALFRED WERNER : Le véritable réalisme, aux yeux de beaucoup, est précisément celui qui prend l'homme dans sa totalité et qui ne le tronque pas de ses dimensions spirituelles.

M. ALBERT PICOT : Il est certain que ces Rencontres ont été beaucoup plus évocatrices, ont marqué un mouvement de pensée infiniment plus profond que le Comité ne le prévoyait lorsqu'on a organisé cette décade. Nous avons eu d'admirables conférenciers, et nous avons évoqué de très larges horizons, avec des solutions très générales : le désarmement, les réformes de structure, un

La faim

impôt mondial, des planifications dans le domaine du commerce international.

Tout cela est passionnément intéressant, mais je me place un instant dans la situation du citoyen suisse, ou de la femme suisse, qui après avoir suivi ces conférences, ou plutôt les comptes rendus de la presse, se trouvera dans une certaine solitude.

Je m'adresse ici spécialement à la jeunesse, mais aussi aux gens âgés. On envisage des solutions qui sont pour la plupart gouvernementales, ou placées entre les mains de grandes organisations, sur lesquelles le simple citoyen n'a pas d'influence.

Je voudrais donc informer ce solitaire, pour qu'il puisse sortir de son isolement, qu'il y a cinq ans déjà, en Suisse allemande, et notamment à Zurich, on a créé l'Association suisse pour les pays extra-européens, qui a maintenant des sections en Suisse romande. Il y a des milliers de membres à Zurich ou à Bâle, il n'y en a que quelques centaines à Genève, puisque la section est toute jeune. Avec ces 400 membres genevois, nous avons fait l'action du riz, qui est une action contre la famine, et nous avons rassemblé 40.000 francs alors que dans d'autres cantons on rassemblait des sommes plus importantes.

Le but est de créer un mouvement d'opinion publique qui puisse s'adresser aux gouvernements, aux autorités, et qui surtout éveille dans le cœur de chaque citoyen suisse un intérêt passionné pour ce problème. Mais naturellement, le mouvement vise avant tout une aide extérieure. On a déjà parlé du Népal et de son lait, mais une action très forte a été faite en Tripolitaine, en Tunisie. On va organiser des centres d'apprentissage dans des coins perdus de la Nigeria, et sans que cela touche spécialement la famine.

Il n'y a pas que le groupement dont je vous ai parlé. Les syndicats ouvriers, la Coopérative, préparent aussi une action. Il y aura dans quelques jours, à Lenzbourg, une réunion de ces différents groupements pour agir en collaboration. Mais le citoyen isolé, qui ne fait partie ni d'un syndicat ni de la Coopérative et qui veut avoir une action, peut adhérer à l'association dont je vous ai parlé, et qui est la plus active.

LE PRÉSIDENT : p.328 M. Tibor Mende ayant dû nous quitter pour prendre son avion, je vais donner maintenant la parole à M. Louis Maire pour conclure ces entretiens.

La faim

M. LOUIS MAIRE : Monsieur le président, Mesdames, Messieurs ! Je me trouve en ce moment dans le même sentiment d'humilité qui m'accablait le 31 août au soir, lorsqu'il m'incombait de présenter le problème mondial de la faim. Je vais cependant tenter d'extraire quelque chose de tout ce que nous avons dit, qui a été particulièrement utile au cours de cette décade.

Cinq conférences, neuf entretiens riches en échanges d'idées ; deux films impressionnants, nous ont amenés progressivement à approfondir le problème de la faim dans le monde. Je dois dire que plus nous avançons dans nos travaux, plus j'ai rencontré à l'issue de nos réunions de personnes me demandant : « Mais nous, que pouvons-nous faire ? Quel rôle pourrions-nous jouer dans le combat gigantesque qu'il faut livrer à la misère et à la faim ? »

J'ai très bien compris le sens de ces questions, de même que je m'explique l'espèce de désarroi dans lequel beaucoup se débattent. L'allure même qu'ont pris nos débats a montré la complexité du problème, ou plus exactement l'enchevêtrement des nombreux problèmes dont l'ensemble est parfois apparu insoluble. Quelqu'un même a dit qu'ils étaient insolubles.

C'est pourquoi il a paru utile, au moment où prennent fin ces Rencontres, de tenter un essai de synthèse, de faire le point, de dégager la psychologie de nos travaux, et de tirer quelques conclusions, si possible dans l'ordre pratique de l'action.

Je plaide l'indulgence, Mesdames et Messieurs, et c'est pleinement conscient de mon insuffisance, invoquant les seules circonstances atténuantes que pourrait me valoir le fait que plusieurs décades nous seraient nécessaires pour tenter l'élucidation de certaines des préoccupations qui se sont exprimées dans les présentes Rencontres, que je prends la parole.

Nous avons entendu des exposés que je voudrais très brièvement résumer, dans leur ordre chronologique ; et c'est pourquoi je m'excuse de devoir en premier lieu parler de celui que j'ai eu l'honneur de vous présenter tout au début de nos travaux. J'ai tenté de présenter le problème dans son ensemble, tout en le maintenant dans ses limites propres, et annoncer que la plus haute institution internationale connue, les Nations Unies, avec en tête leur organisation spécialisée, la FAO, se sont résolument saisies du problème, en lançant, le 1^{er} juillet dernier, une campagne mondiale contre la faim.

La faim

Puis, M. le professeur Debré a montré la nécessité de protéger mères et enfants, et a déclaré en substance : En tant que médecin, je fais mon métier, j'accomplis mon devoir qui est de sauver toute vie menacée, tout enfant dont la vie est en danger, le reste étant affaire d'autrui, d'autres professions ou organismes.

Et nombreux sont ceux qui en ont conclu : Laissons donc faire les médecins, tout en voyant que la multiplication des êtres humains ^{p.329} n'allait pas simplifier le problème. Et ils sont restés sur leur inquiétude ou dans leur quiétude.

M. Ehrenbourg a plaidé devant des convaincus la cause du désarmement tout d'abord, complété simultanément par un autre accord instituant une vraie coopération économique entre tous les pays du monde. Cette coopération devrait, si nous partageons ce sentiment, être délivrée de tout esprit de rivalité, de toute aspiration à la domination, et disposerait des fonds libérés par le désarmement.

Cette conception, soutenable, a cependant rencontré des contradicteurs, faisant valablement observer qu'il serait moins difficile de réussir dans le domaine de la misère que dans celui du désarmement, et qu'il était préférable de donner priorité à la lutte contre la faim.

Cette controverse a, elle aussi, conduit de nombreux auditeurs à une profonde perplexité.

Explosant d'indignation, M. Dumont a ensuite montré les obstacles naturels que la technique peut maîtriser, et surtout les obstacles souvent dus à l'homme même, les structures politiques, économiques, sociales et religieuses qu'il conviendrait de vaincre ou de réformer, et il a suggéré, avec d'autres, l'institution d'un impôt international fournissant les moyens de vaincre le fléau de la faim. Ses références à la nécessité de supprimer l'usure et les défauts du métayage dans l'Inde, par exemple, au fait que dans bien des pays les lois suffiraient mais qu'elles ne sont pas appliquées, ont à leur tour découragé certains auditeurs.

Puis, nous avons eu un entretien réservé à la jeunesse. « Nous n'avons pas d'argent mais notre seule bonne volonté, ont dit les jeunes. Comment utiliser cette bonne volonté ? Quel sort nous sera-t-il réservé ? Si nous allons à l'étranger porter de l'aide et qu'au retour on nous laisse en panne... » Certains

La faim

mouvements de jeunes ont proposé, eux aussi, la levée d'une contribution financière ou l'enrôlement dans certaines actions à caractère bien délimité tel celui de Danilo Dolci, par exemple.

Ils ont écouté l'Abbé Pierre les exhortant à devenir des animateurs, à être disponibles, à se donner à autrui. Mais nous avons senti que cette jeunesse qui a le privilège d'en être au point où l'on peut choisir le but de sa vie, qui est dynamique et idéaliste parfois jusqu'à l'absolu, reste perplexe devant les fautes de ses aînés, souffre d'une inquiétude et de la difficulté que nous éprouvons à lui monter le chemin utile.

Finalement, M. Mende nous a montré que l'aide apportée jusqu'ici aux pays en voie de développement a été insuffisante, et surtout inadéquate. Cette aide a, selon lui, contribué à maintenir, dans certains pays, des structures périmées et malsaines, par crainte de les voir remplacer par des structures différentes de celles que préfère le monde dit occidental. Cela risque de provoquer tôt ou tard — je crois plutôt tôt que tard — des explosions et des gestes désespérés.

Sa recommandation finale fut : Faites du bien et émancipez sans ambiguïté ; organisons internationalement une aide efficace et coordonnée.

Appréciant la lucidité de son diagnostic, beaucoup se sont cependant demandé pourquoi M. Mende réduit la valeur de ce qui a été entrepris ou p.330 va l'être sur le plan international et sont, c'est le cas de le dire, restés quelque peu sur leur faim...

Je regrette que M. Mende ait dû nous quitter, parce que ce qu'il nous a dit ce matin a été la prise de position la plus nette que nous ayons entendue de lui depuis que nous l'avons écouté. Je voudrais ajouter que le point auquel il attache le plus d'importance, la réforme des structures, qui est un problème à long terme, fait l'objet des travaux des institutions des Nations Unies, et d'une façon de plus en plus profonde et active.

Les entretiens et débats publics qui ont suivi les exposés des conférenciers ont fait apparaître de nombreux problèmes connexes à celui de la misère et de la faim, et le lien étroit qui les lie entre eux est de même ordre.

Je cite ceux qui ont été le plus fréquemment évoqués :

— limitation ou non-limitation des naissances ;

La faim

- forme de l'aide accordée à certains pays ;
- tâches des pays aidés ;
- nécessité de mettre les pays en voie de développement en mesure de se suffire par eux-mêmes sans devoir attendre une aide soi-disant charitable ; de rendre possible qu'ils deviennent maîtres de leur indépendance et de leur sort, qu'ils aient atteint un état de « pauvreté honorable » ou qu'ils soient assis au bas bout de la table du repas ;
- souhait d'un comportement des peuples surpassant toute différence religieuse, politique, d'intérêts ou autres, et propre à écarter tout sentiment d'humiliation que nombre d'hommes ont peine à ne pas traduire en rancune ;
- besoin d'un approfondissement moral de nos positions personnelles face à autrui, de se dé-préoccuper de soi-même et de reconnaître une hiérarchie des vraies valeurs conduisant à une action en fonction d'une morale rénovée et revigorée ;
- devoir de dominer la nature et les choses, et non les hommes ;
- répudiation du colonialisme, considéré comme néfaste en général, mais dont une timide apologie a cependant été tentée ici ;
- reconnaissance du caractère politique autant que moral de l'ensemble des problèmes que certains considèrent comme insolubles ;
- besoin de formation et de préparation, par une rénovation de l'enseignement de la jeunesse, d'une réaction contre certaines distorsions de la presse, contre le luxe abusif ou le gaspillage entretenu par des besoins artificiels ;
- réformes de structure indispensables dans les pays développés et conditionnant la possibilité de semblables réformes chez les pays moins développés ;
- respecter et entendre la voix des pays moins développés, comprendre la valeur des cultures qu'ils expriment.

Que conclure maintenant de cet écheveau embrouillé des problèmes

La faim

auxquels doivent s'appliquer notre réflexion, notre intelligence, notre volonté et je crois, par-dessus tout, notre cœur ?

Tentons de rechercher quelques fils conducteurs.

p.331 L'accord s'est établi assez généralement sur les faits, sur l'appréciation de la situation, et nous avons tous admis que celle-ci ne saurait durer sans danger pour l'humanité entière. La tâche est apparue immense. Mais on a rappelé Marx constatant que l'humanité ne se pose pas de problèmes qu'elle n'est pas capable de résoudre, et Camus définissant une tâche surhumaine comme n'étant rien d'autre qu'une tâche que l'homme met longtemps à accomplir.

Cette tâche a été reconnue comme nous concernant tous, individuellement et collectivement, avec cependant une responsabilité plus marquée des milieux nantis parmi lesquels il conviendrait de dégager et faire agir les vraies élites, celles qui pensent en citoyens du monde.

L'action doit être conçue et organisée selon quelques solides principes que personne n'a discutés. Il s'agit en fait de réintégrer dans l'économie l'humanisme, c'est-à-dire le souci de l'homme, ou mieux encore, le souci des droits de l'homme. Et c'est l'occasion de se souvenir de ce que contient la Déclaration universelle des Droits de l'Homme à laquelle faisait allusion tout à l'heure M. Bammate. Il n'est pas inutile d'en citer deux ou trois très brefs extraits :

ARTICLE PREMIER. — Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

ARTICLE 25. — Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse, ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales...

La faim

ARTICLE 26. — Toute personne a droit à l'éducation...

ARTICLE 28. — Toute personne a droit à ce que le règne sur le plan social et sur le plan international un ordre tel que les droits et les libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Notre action ne doit pas prendre la forme d'une charité bienfaisante, mais se situer à l'échelon supérieur d'une morale sociale.

Ce résultat semble possible si nous organisons l'économie à l'échelle mondiale, et si nous acceptons le principe d'une certaine redistribution internationale du revenu, comme nous l'avons admis déjà par l'impôt sur le plan national, par exemple.

Le succès dépend aussi de notre capacité à discerner les fins humaines de la production, et de notre volonté de mettre fin à la contradiction entre richesse et pauvreté excessives, au sein de la famille humaine.

Nous devons aussi nous décider à agir et à agir vite, menant de front la lutte contre les ruineux armements et contre la misère et la faim.

Il convient pourtant d'établir certaines priorités et de considérer que l'armement en vue de la guerre est une menace, certes, mais pour ^{p.332} l'avenir seulement. M. Ehrenbourg, que vous verrez le 18 septembre à la télévision, a lui-même déclaré qu'il ne croyait pas le monde assez fou pour courir à l'auto-destruction.

Face à cette menace virtuelle de la guerre, il en est une, celle de la faim qui, au contraire, est actuelle, car nous pouvons être certains qu'à l'instant même où nous sommes réunis, et à chaque minute, aujourd'hui comme hier ou demain, des êtres humains sont fauchés par la faim, et meurent quelque part dans le monde.

Mais l'on me demandera pour finir : Comment agir ?

Ma réponse personnelle consistera à rappeler tout d'abord que nous avons la certitude que la solution est, pour une large part, dans nos mains.

Nous devons aussi renforcer l'action internationale, tout spécialement la Campagne mondiale contre la Faim entreprise par la FAO. Or, à la FAO siègent 88 pays ; et parmi eux, les pays ayant besoin d'un développement économique

La faim

sont en passe de devenir largement majoritaires. Ce qui signifie qu'ils disposent là d'un moyen d'action puissant. Et je souhaite que toutes les bonnes volontés dont on a parlé, que toutes les suggestions faites, que toutes les actions entreprises soient engagées dans le cadre de cette campagne, point de convergence et catalyseur.

C'est notamment dans ce cadre que chacun de nous, chaque groupement confessionnel, corporatif, culturel, politique ou autre, peut exercer une pression sur l'autorité de son pays, pour l'amener à contribuer activement au succès de cette campagne, par exemple par la levée d'une contribution financière qui permettra d'assurer le succès de la lutte entreprise contre ce terrible ennemi de l'homme, la faim. L'action y gagnera en vigueur et en efficacité, et elle devient action commune, soutenue par tous, femmes, hommes, jeunesse ; surtout si elle est conduite massivement, sans sensiblerie, mais fraternellement et généreusement.

Chaque pays a été invité par la FAO à constituer un comité de la Campagne contre la Faim. En Suisse on en a confié l'organisation au Comité national de la FAO, dans lequel tous les milieux de la population sont représentés. Comme vice-président, je me ferai un devoir de mettre en rapport avec ce comité ceux qui souhaiteraient lui offrir leurs services, leurs suggestions ou leurs contributions de toutes sortes.

Je voudrais conclure par un appel à la *guerre au mal* sous toutes ses formes, ce mal que Ionesco nous a montré sournoisement à l'œuvre, inaccessible à l'appel de la raison, de l'intelligence et de l'amour humain et divin. Et, contrairement au pauvre héros de *Tueur sans gages*, nous ne nous résignerons pas à attendre la mort, nous tendrons la main à celle de nos frères, les hommes, et tous ensemble, nous terrasserons le mal.

LE PRÉSIDENT : Je déclare closes les XV^{es} Rencontres internationales de Genève.

@

ENTRETIEN PRIVÉ ¹

présidé par M. Gilbert Etienne

@

M. ANTONY BABEL : p.333 Mesdames, Messieurs, je me permets d'ouvrir cet entretien qui va être présidé par M. Gilbert Etienne.

M. Gilbert Etienne est un très grand connaisseur de l'Asie et de l'Afrique, et vous savez que notre entretien de cet après-midi porte sur les problèmes de l'Inde.

Avant de lui laisser la présidence, je désire remercier une fois de plus, et très vivement, les châtelaines de Coppet qui, avec une bonté inlassable, chaque année, nous accueillent dans leur admirable château, si chargé d'histoire.

M. GILBERT ÉTIENNE : Lorsque M. Babel, m'a aimablement convié à présider ce débat il m'a proposé deux sujets : l'Afrique ou l'Inde. L'actualité nous aurait incités à consacrer cet après-midi plutôt à l'Afrique. Si j'y ai renoncé, c'est que les problèmes de l'Inde sont probablement plus inquiétants, et plus sérieux, plus graves sur le plan alimentaire, que les problèmes africains. De plus, même en nous concentrant sur un seul pays, nous allons parler de 400 millions d'habitants.

Je vous propose de procéder de la manière suivante : tout d'abord je vais vous présenter un exposé de base et ensuite nous entamerons la discussion.

Les données actuelles du problème alimentaire de l'Inde.

Le niveau alimentaire de l'Inde d'aujourd'hui est un des plus bas du monde. On estime la consommation en calories par tête à 1.800. C'est un chiffre certainement discutable, mais il vaut à titre d'indication. (Dans une grande partie des pays sous-développés, on arrive à un chiffre de 2.000 calories ou même au-delà.)

¹ Le 8 septembre 1960.

La faim

p.334 Ceci nous donne une première indication sur un niveau alimentaire certainement très bas ; il y a non seulement un déséquilibre alimentaire et une malnutrition, mais également un manque quantitatif de produits alimentaires.

Quel est l'ordinaire de base des Indiens ? On le désigne par l'expression anglaise de *food-grains*, qui comprend les céréales et les légumineuses, le blé dans certaines régions, le millet dans d'autres, le riz enfin, le tout étant accommodé d'une sauce au curry et de quelques légumes.

Point particulièrement préoccupant : la consommation tend plutôt à baisser en Inde, non pas en chiffre absolu, mais par tête d'habitant. On trouve quelques fruits, mais beaucoup moins qu'on ne l'imagine. On pense toujours à la luxuriance de l'Inde, mais lorsqu'on survole ce pays, on se rend compte que d'immenses étendues sont peu peuplées, souvent pauvres et peu fertiles. Les fruits entrent pour une faible part dans l'alimentation indienne, et ils sont souvent chers.

En fait de viande, on trouve un peu de chèvre, un peu de mouton, et seulement dans certaines classes de la population. Dans les hautes castes hindoues, une majorité ou un nombre important de personnes ne mangent pas de viande. La consommation d'œufs est très faible.

Enfin, dans les zones côtières, le poisson joue un rôle non négligeable.

A cela s'ajoutent quelques huiles végétales tirées de l'arachide et une sorte de graisse qui sert à la cuisson des aliments.

Est-ce que ce niveau alimentaire a toujours été aussi bas qu'aujourd'hui ?

Il ne semble pas. Bien sûr, nous n'avons pas de statistiques, mais il semble, d'après de nouveaux recoupements, que jusqu'à l'an 1000 l'Inde frappait les visiteurs étrangers plus par sa richesse et son opulence que par sa misère. Par la suite, le tableau est moins net ; les témoignages varient selon les périodes historiques et les régions.

Sous les Britanniques, nous commençons à avoir une idée plus précise des choses :

De la fin du XVIII^e siècle au milieu de notre siècle, en 1951, la population indienne a triplé à peu près, mais l'économie, et notamment la production alimentaire, n'ont pas suivi cette progression démographique.

La faim

Ici, il faut donner quelques chiffres :

De 1920 à 1941, la population de l'Inde a augmenté de 27 %, alors que dans le même intervalle la surface cultivée n'augmentait que de 8 %. Et malheureusement, les rendements à l'hectare ont augmenté à peine. Ce qui fait que les disponibilités alimentaires par tête diminuent.

On en a une autre preuve par le commerce extérieur. Jusqu'en 1920, l'Inde *exportait* des céréales. A partir de cette date, la roue tourne : l'Inde commence à *importer* des céréales. D'abord 300.000 tonnes par an, et dans les années 1950, deux, trois ou quatre millions de tonnes. La situation s'est donc nettement aggravée.

A partir de 1951, l'Inde entre dans une phase de plans quinquennaux, qui contribuent à une légère amélioration de la situation. Ainsi la production alimentaire paraît avoir augmenté davantage que la population dans la période 1951-56.

p.335 Quelques grands barrages ont été mis en chantier ; certains arrivent bientôt à terme. Il y a quelques grands projets d'irrigation, d'aménagements de puits et de pompes mécaniques. On cherche également à fabriquer des engrais. Enfin, on voit s'éveiller différents mouvements d'ordre économique et social, lancés par l'héritier spirituel de Gandhi.

Il y a certes eu des progrès, mais faibles. L'Inde n'est pas encore arrivée à ce que j'appelais l'autre jour un stade de « pauvreté honorable ».

Cette amélioration relative et encore insuffisante marque-t-elle le début d'un progrès peut-être lent mais continu ?

Il faut, hélas, craindre que cela ne soit pas le cas pour les raisons suivantes :

Depuis quelques années, la population de l'Inde est entrée dans une nouvelle phase d'accroissement démographique. En 1951, le taux d'augmentation de la population indienne était à peine supérieur à celui des Etats-Unis, environ 1,25 %, et la mortalité y était encore redoutable. Aujourd'hui, la mortalité diminuant, l'Inde entre dans un cycle d'accélération démographique, au point que la population n'augmente plus de 5 millions d'âmes par an, comme en 1951, mais de 8 millions. Et ce chiffre est certainement destiné à augmenter.

La faim

Dans ces conditions, le rythme démographique tend à déborder celui de la production. Différentes études ont été faites ces dernières années. Je pense au rapport de la Fondation Ford paru en 1959, selon lequel il ressort qu'au rythme actuel de la progression de l'agriculture, compte tenu de cette accélération démographique, on arrivera à un très grave déficit alimentaire en 1966 (nous sommes en 1960, le délai est donc proche !).

Il semble, en effet, qu'à cette époque, à moins d'un changement profond et rapide dans les modes de production agricole en Inde, on s'exposera à un déficit de l'ordre de 20 à 30 millions de tonnes de céréales.

Ces chiffres sont-ils contestés, sont-ils contestables ? Il ne semble pas. D'autres observateurs confirment les données de la Fondation Ford ; je pense notamment au professeur René Dumont qui, probablement, abordera ce problème dans son exposé.

Est-il possible d'atteindre l'ordre de grandeur des objectifs fixés par la Fondation Ford ? On peut répondre par l'affirmative, étant donné que les rendements actuels des terres indiennes sont très faibles, non seulement par rapport à ceux des pays développés, mais par rapport à ceux de nombreux pays sous-développés d'Asie. Mais ce rendement peut être augmenté. Il y a donc là une raison valable d'espérer.

Nos discussions devront porter principalement sur ces possibilités de développement.

Mais j'aimerais préalablement essayer de répondre par avance à quelques questions.

1° Peut-on escompter que, dans des délais aussi brefs que cinq à dix ans, le régime alimentaire de l'Inde se modifiera ? Peut-on espérer que les Indiens deviennent carnivores et mangent leurs vaches ? Disons ^{p.336} d'emblée non. Il n'y a guère de chance que dans des délais aussi brefs une révolution aussi fondamentale se produise dans les habitudes sociales, et je dirai « culinaires » de l'Inde. C'est un luxe de riche que d'apprécier la cuisine chinoise, la cuisine indienne, la cuisine russe et la cuisine française. En fait, tous les peuples sont très conservateurs de nature. Il y a à cela une série de raisons d'ordre religieux, social et de simple goût. Il faut donc écarter d'emblée cette hypothèse.

La faim

2° Peut-on penser que les perspectives démographiques de ces prochaines années sont surévaluées ?

Je ne le crois pas non plus. C'est également l'opinion unanime des démographes indiens, et, à ma connaissance, de la plupart des démographes européens. On arrive aujourd'hui sans trop se tromper à tracer des perspectives d'accroissement démographiques pour des périodes limitées à cinq, dix ou quinze ans. Dans un si court laps de temps, il n'y aura pas de changements profonds dans le comportement des conjoints indiens.

Il faut donc nous habituer à ces perspectives. Vous savez que le Gouvernement indien fait un effort en faveur de la limitation artificielle des naissances par les moyens les plus divers. Je ne crois pas que ces moyens donneront des résultats marquants dans des délais aussi brefs. Là encore, les démographes indiens et les démographes européens ou américains, qui connaissent les problèmes de l'Inde, expriment une opinion unanime.

Je crois que le terrain étant ainsi déblayé, nous pouvons passer à la discussion, et j'aimerais, si vous le permettez, la faire porter tout d'abord sur trois ensembles de problèmes, quitte à ce que d'autres personnes interviennent sur des questions générales par la suite.

Il convient d'abord de se mettre d'accord sur ce que je viens de vous exposer très brièvement. Aussi me paraîtrait-il opportun que ceux qui ont des objections, des critiques ou des compléments à apporter sur ce qui vient d'être dit, les introduisent. Cela fait, nous pourrions passer à un deuxième sujet de discussion : Le rôle de l'aide étrangère dans l'avenir alimentaire. Autrement dit : Est-ce que l'aide alimentaire représentera un facteur principal, ou seulement un facteur accessoire dans la solution du problème qui nous occupe ?

Nous pourrions aussi discuter des méthodes de développement qui sont actuellement à l'étude en Inde, ou qui pourraient être utilisées pour arriver à éviter des échéances certainement très sérieuses.

La parole est à M. Michel Cépède.

M. MICHEL CÉPÈDE : Nous sommes assez d'accord sur l'essentiel de ce que vous avez dit, tout au moins sur les faits. J'aimerais cependant faire deux observations.

La faim

Je crois que la situation alimentaire en Inde est un peu meilleure que ce qui nous en a été dit. Tout dépend de la manière dont nous la mesurons. Le rôle des produits animaux n'est pas négligeable, en particulier des produits laitiers : il faut noter aussi dans certaines régions le rôle des produits de la pêche. S'il est donc vrai que, d'après les dernières enquêtes, p.337 l'Inde est le pays où l'on compte le plus petit nombre de calories par tête, il n'est pas au plus bas taux en calories végétales ; et en Inde la proportion en produits animaux est un peu plus forte que dans certaines îles de l'Indonésie.

Ce qui est plus important, c'est que la crise est plus ancienne. Quand vous nous dites que jusqu'en 1920, ce qui est exact, l'Inde exportait des céréales, je dirai qu'elle exportait des céréales comme elle exportait des arachides décortiquées, aux dépens de son niveau alimentaire. Les famines, en France, ont augmenté à partir du moment où nous avons exporté notre blé sur l'Angleterre. Aux XVII^e et XVIII^e siècles elles ont doublé de fréquence. Même chose en Pologne, au sens très large qu'avait la Pologne au moment de la Hanse ; même chose en Irlande. Les exportations ne sont pas forcément le signe qu'il y a des surplus.

Par contre, les déficits sont moins forts qu'ils ne pourraient l'être, grâce à une diminution considérable et consciente des exportations d'un certain nombre de produits alimentaires auxquels les Indiens n'étaient pas toujours habitués : je veux parler des arachides décortiquées.

En ce qui concerne la viande, je dois dire qu'une série de castes n'ont pas d'interdit. Mais j'ajoute qu'à partir de l'âge adulte les interdits n'ont pas d'influence sur la santé. On peut être totalement végétarien quand on est adulte, on n'a pas le droit de l'imposer à un enfant ou à un adolescent. Il est un âge où il faut manger des produits animaux ; ce peut être du lait, du poisson, des œufs, ou tout autre chose. C'est de cela que dépendront toute la vie et la productivité de l'homme plus tard.

Heureusement, en Inde, ce sont les basses castes qui sont le mieux alimentées, même quand elles n'ont le droit de manger que des bêtes mortes naturellement. Elles mangent du porc ; dans tout le sud de l'Inde il y a d'assez importants élevages de porcs.

Aussi y a-t-il, sur l'ensemble de la situation, quelques correctifs à apporter. En particulier les efforts faits pour liquider l'exportation ont, dans

La faim

une certaine mesure, empêché une dégradation plus grave que celle que nous constatons.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il fallait effectivement apporter ce correctif. En ce qui concerne la baisse du niveau alimentaire, les statistiques sont discutables ; mais d'après de nombreux rapports, il semble que les disponibilités alimentaires par tête étaient supérieures avant la guerre, dans les années 1938-39, à ce qu'elles sont aujourd'hui ; on est en train de revenir au niveau d'avant-guerre.

En matière de produits animaux, les différentes viandes jouent un certain rôle, mais à l'échelon national, cela reste assez modeste. La situation la plus troublante, d'après des rapports assez récents, est celle du lait, qui est la seule source de protéines pour les végétariens. On se trouve enfermé dans un cercle vicieux de plus en plus redoutable ; il y a en effet de plus en plus de bovins, de moins en moins de fourrage, et ces bovins produisent de moins en moins de lait alors que la population humaine augmente.

SWAMI NITYABODHANANDA : p.338 Je me demande s'il appartient à un Occidental, habitué aux climats froids, de donner un standard d'alimentation pour l'Inde, dont le climat est très chaud ?

Je vis en Europe depuis cinq ans, et je mange de la viande ; le climat ici exige une alimentation plus riche. Disons que les œufs, le lait sont nécessaires en Inde, mais la viande, je ne pense pas.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je pense comme vous qu'il faut tenir compte des conditions locales. Mais étant donné qu'il y a carence de la plupart des produits alimentaires, on peut se demander si la viande ne pourrait pas jouer un rôle supérieur à celui qu'elle a aujourd'hui, afin de compenser d'autres carences. Si l'Inde pouvait arriver à un niveau alimentaire comparable à celui de la Thaïlande, qui est un bon exemple de pauvreté décente, la situation serait meilleure.

SWAMI NITYABODHANANDA : L'histoire des races hindoues montre que jamais elles n'ont été carnivores. J'admets qu'il y a sous-alimentation, mais on doit tenir compte des habitudes d'une race.

La faim

M. GILBERT ÉTIENNE : On mange de la viande dans certaines castes, et les interdits concernant la viande semblent s'être accusés avec les siècles.

SWAMI NITYABODHANANDA : Non, cela ne s'est pas accusé...

M. GILBERT ÉTIENNE : Les principes sont plus rigides que dans les siècles écoulés.

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Si nous partons du principe que l'on peut juger du niveau de vie d'un pays d'après son revenu national, il faut admettre que depuis 1950, époque où l'on a commencé à appliquer en Inde les plans quinquennaux, il y a eu amélioration lente, mais constante. Et nous constatons aussi que l'augmentation du revenu national est plus rapide que celle de la population.

Sans doute, le revenu national indien par tête est très bas : 65 dollars par tête. On prévoit qu'à la fin du troisième plan quinquennal il sera de 75 dollars, mais comparé à celui de l'Europe ou de l'Amérique, qui est de 500 dollars, la différence est énorme.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je suis d'accord pour reconnaître qu'il y a un certain progrès, mais la grande question est de savoir si ce troisième plan — qui a endossé les objectifs de la Fondation Ford au point de vue alimentaire — sera exécuté tel que prévu.

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Abordons l'autre question, et voyons si l'aide étrangère peut être efficace.

p.339 Dans ce troisième plan on prévoit un volume d'investissements qui doit atteindre 20 milliards de dollars, tandis que dans les plans précédents il n'était que de 13 milliards. Il faut donc que les autres pays viennent aider l'Inde pour qu'elle puisse atteindre les objectifs fixés dans le troisième plan quinquennal.

M. GILBERT ÉTIENNE : Quel peut être le rôle de l'aide étrangère en ce qui concerne la production alimentaire ?

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Vous savez que la Banque Internationale pour le Développement a envoyé trois spécialistes en Inde, et on a dû apporter

La faim

quelques modifications au Plan pour arriver à coordonner la production agricole et la production industrielle. Mais le problème majeur reste celui du plein emploi (ou du sous-emploi) et du chômage.

Dans le premier plan quinquennal, on a commis l'erreur de fixer un rythme d'accroissement du revenu national sans que le plein emploi augmente. On a essayé de corriger cette erreur dans le deuxième plan quinquennal en cherchant à coordonner tous les efforts pour faire face au chômage et au sous-emploi chronique, et augmenter en même temps le revenu national.

M. GILBERT ÉTIENNE : Vous avez bien montré les problèmes qui se posent, mais quelle pourrait être la contribution de l'Occident à la solution du problème alimentaire indien ?

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : Cela dépend de l'attitude de l'Occident. Pendant l'application du deuxième plan quinquennal, la Banque Internationale pour le Développement s'est déclarée prête à aider l'Inde, à condition que ce soit l'économie privée qui soit soutenue. Le gouvernement indien ne pouvait évidemment pas accepter cette condition ; il voulait créer un secteur public d'entreprises industrielles.

On ne peut pas partir de certains préjugés qui ne sont pas valables pour certains pays, et il faut prendre en considération la volonté du pays qui veut se développer.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il me semble que les puissances occidentales ainsi que l'Union soviétique sont prêtes à accorder à l'Inde une aide assez large. Il y a déjà eu des accords financiers pour le deuxième plan, et la cause de l'Inde est beaucoup mieux comprise maintenant qu'elle ne l'était il y a cinq ou six ans. Entre 1952 et 1955, le gouvernement de Washington n'a pas très bien compris la politique neutraliste de l'Inde. Mais depuis 1956, un rapprochement s'est fait entre Washington et New Delhi, qui a abouti à des relations plus cordiales qu'elles ne l'étaient il y a quelques années. Les Américains reconnaissent aujourd'hui que l'Inde, toute neutraliste qu'elle soit, est ^{p.340} à beaucoup d'égards un facteur de paix et de relative stabilité. On comprend mieux en Occident les impératifs indiens ; ce qui ne signifie pas que le gouvernement indien a toujours raison dans sa politique socialiste.

La faim

Là aussi il faudrait certaines nuances ; mais du côté de l'Inde on a évolué vers des positions socialistes peut-être moins accusées qu'elles ne l'étaient il y a quelques années.

Il serait peut-être intéressant de voir sous quelle forme une aide pourrait être apportée à l'Inde. M. Maire pourrait-il nous faire part de ses impressions sur ce point ?

M. LOUIS MAIRE : Très volontiers. Je vais revenir à des lieux communs qui ont déjà été exprimés ces derniers jours, mais qui ont toute leur valeur.

On ne saurait trop répéter qu'une aide étrangère, occidentale ou orientale, de quelque nature qu'elle soit, apportée à un pays en voie de développement, doit correspondre aux besoins réels de ce pays, et surtout aux besoins ressentis par lui.

Par conséquent, dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies, nous attachons un prix énorme à ce que les pays qu'il s'agit d'aider contribuent à formuler eux-mêmes leur plan de développement.

Je pense que le gouvernement de l'Inde n'est pas embarrassé pour exprimer les problèmes qu'il a à résoudre. Les transports notamment sont nettement insuffisants et cela conditionne quantité de choses. Il y a des problèmes d'irrigation. On s'y est attaqué, mais ils ne sont même pas couverts à 30 %. Dans d'autres régions, il y a des problèmes de drainage ou de salinité des sols, au voisinage de la mer, ce qui empêche certaines cultures. Il y a le problème du choix des aliments à produire, de l'amélioration des races de bétail, et sur ce point les Indiens devraient se prononcer. On arrivera beaucoup plus rapidement à développer et à augmenter la consommation du lait, qui est capitale pour la santé publique, qu'à faire passer le peuple indien à une consommation de viande généralisée. L'effort a déjà été porté sur ce point, et ce qu'on appelle le « plan laitier de Calcutta » donne déjà des résultats, limités malheureusement aux grandes agglomérations.

Sur ce plan on peut aider, mais il faut de l'argent. Et notre seule façon à nous, peuples développés de l'Occident, d'aider l'Inde — et d'autres pays — c'est de nous montrer généreux dans l'alimentation des Fonds spéciaux créés par les Nations Unies dans ce but.

La faim

Lorsqu'on apporte de l'aide à ces pays, il faut faire confiance à leur intelligence. J'ai été frappé, depuis quinze ans que je m'occupe d'organisations internationales, par la qualité morale et intellectuelle des délégations que ces pays soi-disant sous-développés nous envoient. Je veux bien que les délégations ne sont pas forcément une réduction photographique de la valeur moyenne et du niveau moyen du pays. C'est toujours une élite qui est envoyée ; une élite qui a souvent été formée dans les milieux occidentaux, parfois dans des universités américaines, britanniques ou françaises, selon les pays. Mais il s'agit de représentants de ^{p.341} races que nous avons tendance à considérer comme inférieures à la race blanche. Nous avons été très vantards dans notre façon de nous comporter dans le monde ; nous avons cru que nous étions plus forts que d'autres.

Or, que nous disent ces délégations ? « Aidez-nous ! Nous avons pris en main certains projets, mais pour les faire pénétrer jusqu'au fin fond de nos territoires, il nous faut des cadres. » Et c'est en aidant ces pays à former des cadres que nous leur rendrons le meilleur service, parce que faute de moniteurs on n'arrivera pas à faire pénétrer les nouvelles techniques assez profondément dans les masses et on n'obtiendra que des résultats limités.

M. GASTON BOUTHOU : D'un très grand nombre de rapports que j'ai lus il se dégage cette idée que, si dans un grand nombre de pays menacés par la pénurie alimentaire, sinon par la famine, on fait des efforts louables, il ne semble pas s'ensuivre de l'augmentation du revenu que la situation alimentaire soit améliorée. Il y a une disproportion entre la production agricole et la production industrielle qui, elle, peut augmenter en proportion géométrique. Si bien que l'accroissement du revenu, dans beaucoup de pays sous-développés ou de pays pauvres, n'améliore pas les niveaux de vie, mais permet simplement d'avoir un peu plus de quincaillerie. Nous allons vers une forme de civilisation dans laquelle le nombre des produits fabriqués peut augmenter à l'infini, alors que très souvent les produits alimentaires frisent la pénurie. Et l'agriculture continue à vivre à l'année, récolte par récolte. Il faut toujours le même temps pour amener un veau à l'âge adulte, pour élever des poulets, pour faire mûrir une récolte, alors que le processus de production devient galopant lorsqu'il s'agit de fabriquer des moulins à café ou des mitrailleuses.

Voilà le grand trait de notre époque. Nous assistons à l'écartement de deux

La faim

courbes : celle de la production — surtout de la production alimentaire — et celle de la population, et on en arrive au problème capital de la surpopulation.

On a fait bien des enquêtes, bien des hypothèses. Vous les connaissez. Inutile de les énumérer. On a dit qu'on arriverait à faire face au problème de la surpopulation en cultivant les océans, en faisant de la pisciculture, en améliorant le rendement des sols. Tout cela est exact. On y arrivera, mais beaucoup plus tard. Et tant que la situation présente durera, nous serons toujours devancés par la population. Dans la course engagée entre la production alimentaire et la population, la population gagne de plusieurs têtes et risque de gagner de plus en plus, c'est-à-dire que le déficit global, la disproportion finira par augmenter de plus en plus.

M. GILBERT ÉTIENNE : Mettons à part le cas de l'Inde, et prenons celui de l'Afrique noire où, depuis 1947, il y a un progrès à peu près continu de la production alimentaire par tête. C'est faible, 1 % par année, mais c'est un exemple.

M. GASTON BOUTHOU : p.342 Certains pays ont entrepris la construction de grands barrages. Pendant le temps nécessaire à cette construction, la population s'accroît et cet énorme effort n'aura produit qu'une amélioration quantitative et non qualitative.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il est d'autant plus nécessaire... C'est le cas d'Assouan.

M. GASTON BOUTHOU : D'Assouan, et de bien d'autres encore...

Il faudrait étudier la question sous l'angle sociologique. Pourquoi la prospérité actuelle du monde occidental ? Parce que l'ascension technique et l'accroissement de population se sont produits à peu près en même temps.

Vous avez parlé de la formation des cadres. Je suis intimement persuadé, en tant que sociologue, que la véritable explication de la primauté de l'Occident en matière scientifique ne s'explique pas du tout par des facteurs raciaux, mais uniquement par des questions de mœurs et de statistiques.

Dans le monde oriental — et j'y englobe l'ancien Mexique — les classes

La faim

supérieures pratiquaient la polygamie. Un homme était d'autant plus important qu'il avait plus de femmes. Il en résultait que la classe dirigeante avait une multitude d'enfants, et que les postes de direction étaient monopolisés par ces enfants. Il n'y avait aucun moyen d'entreprendre cette circulation des élites qui est précisément la sélection des individus les mieux doués des classes inférieures ou des classes moyennes.

M. GILBERT ÉTIENNE : En Inde, le problème se pose dans un contexte sociologique assez différent de celui que vous venez d'évoquer.

M. GASTON BOUTHOU : Jusqu'au XVIII^e siècle, les techniques se valaient en Occident et en Orient. Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que le décalage s'est produit. L'Occident a secrété sa propre technique et sa population s'y est tant bien que mal adaptée.

M. FORTIN : Je voudrais poser une question un peu plus pratique et revenir à l'Inde. Puisqu'il y a ici des spécialistes de la production agricole, de l'alimentation, je voudrais leur demander leur diagnostic pour l'avenir ?

Les spécialistes de la Fondation Ford auxquels vous vous êtes référé tout à l'heure, ont estimé avec les planificateurs indiens que l'accroissement de la production agricole annuel se situait autour de 2,5 à 3 %.

Or, pour atteindre l'objectif minimum estimé par les experts de la Fondation Ford — 110 millions de tonnes en cinq ans y compris un stock de réserves — il faudrait, d'après les mêmes experts, que la production agricole s'accrût de 8 % environ au lieu de 3 %.

p.343 Les experts estiment-ils ces chiffres réalistes ? Seront-ils atteints ?

Est-ce possible, même si on tient compte du très récent accord signé par les Américains avec New Delhi, qui prévoit que pendant les quatre années à venir, 17 millions de céréales et de légumineuses seront mis à la disposition de l'Inde dans des conditions favorables, mi-prêt, mi-don ?

Est-ce possible de tripler en cinq ans la production agricole ?

M. MICHEL CÉPÈDE : S'il est un cas où l'on soit certain que l'action internationale peut être utile, c'est bien celui de la constitution d'un stock de

La faim

réserve dans une économie qui n'est pas capable, au moins pendant un certain temps, de le constituer par elle-même.

Pour le reste, je répondrai que cela dépend malheureusement de beaucoup de choses.

Il y a en Inde des zones riches, sous-peuplées. Mais les agriculteurs sont incapables de produire ce qui est nécessaire pour faire vivre leur famille. Cela tient au système de culture. Et encore, quand on parle de chômage, il ne faut pas parler de chômage global. Il y a un chômage saisonnier considérable. La limite de ce que peut cultiver une famille dépendra du nombre de bras qu'elle aura pendant une très courte période de l'année.

Me trouvant dans l'Etat de Mysore, j'ai fait ma petite enquête sur la méthode japonaise de culture du riz. Interrogeant un paysan à qui je demandais s'il avait entendu parler de la méthode japonaise, il m'a donné cette réponse :

- Je l'ai employée l'année dernière.
- Alors, elle n'a pas donné de bons résultats ?
- Mais si. Deux fois et demie à trois fois ce que j'obtenais par la méthode traditionnelle.
- Alors, qu'est-ce qui ne va pas ?
- Cela fait de trop belles rizières. L'année dernière a été la pire année de mon existence. Quand on a vu que mes rizières donnaient deux à trois fois la récolte moyenne, tous mes créanciers ont cru que j'allais pouvoir les payer.

Si l'on étudie d'assez près le problème, on s'aperçoit que malgré les taux usuraires qui existent dans ces pays, un crédit à la production, étant donné les possibilités énormes d'augmentation de cette production, est encore rentable. Vous comprendrez que dans ces conditions il ne soit pas facile de faire des progrès.

Pour progresser malgré tout, il faudrait peut-être régler les cérémonies traditionnelles. (Le paysan de ces pays se ruine à l'occasion d'un grand événement de la vie, il s'endette et il ne pourra jamais s'en sortir. Le mieux, c'est de rester l'œuf qu'on ne peut pas tondre.) Par exemple, dans certaines régions, on fait tous les mariages le même jour. Cela permet d'avoir des troupes

La faim

de danseurs plus nombreuses, et cela coûte moins cher à chaque famille. (Une troupe de danseurs est indispensable pour un mariage correct !)

Qu'avons-nous fait il y a cent ans ?

p.344 Nous avons fait les mutuelles, en particulier pour les enterrements ; elles ont eu un double effet. D'une part on était sûr d'avoir un enterrement décent parce qu'il serait le même pour tous. Pas question de prestige. Et puis, on était sûr qu'il y aurait du monde. Par conséquent, on avait une satisfaction et cette satisfaction coûtait moins cher à la communauté.

Seconde mesure : faire le recensement des dettes. Cela a été fait avant la guerre aux Célèbes, au moment de la grande crise du coprah. On s'est aperçu qu'il y avait 40 millions de dettes qui s'avouaient.

M. GILBERT ÉTIENNE : En ce qui concerne les dettes rurales, je ne conteste pas du tout l'importance des dettes ni des dépenses somptuaires. J'ai néanmoins l'impression que le problème n'a peut-être pas été étudié suffisamment à fond. Il ressort de rapports que j'ai lus à New Delhi, que 70 % de la valeur des dettes n'a pas un caractère somptuaire, mais qu'il s'agit de dettes contractées pour arriver à se nourrir.

M. MICHEL CÉPÈDE : Le prêt de consommation est quelque chose de très dangereux, quel qu'il soit. Je peux dire néanmoins que le crédit à la production, même avec les taux usuraires qui existent dans ces pays, est un crédit possible.

M. GILBERT ÉTIENNE : Les objectifs que M. Fortin vient de rappeler sont parfaitement réalisables, mais on se trouve effectivement dans un domaine très complexe.

Il serait intéressant de se demander si en cas d'échec de la démocratie en Inde et dans d'autres pays sous-développés, les solutions chinoises triompheront ?

Est-ce que certains d'entre vous ont des opinions sur ce point ?

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : En ce qui concerne l'Inde, j'aimerais revenir sur un point : tous les pays sous-développés doivent faire face à une pénurie de produits alimentaires. Pourquoi ? Quand un pays a un vaste plan de

La faim

développement, surtout en vue de son industrialisation, on crée de nouveaux emplois et par suite un nouveau pouvoir d'achat. Ce nouveau pouvoir d'achat se porte vers une amélioration de l'alimentation, surtout dans les pays sous-alimentés.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il y a des distinctions à faire. Si nous avons affaire à un petit pays — je pense à certains pays africains qui ont quelques millions d'habitants et un niveau alimentaire supérieur à celui du commun des Indiens — une aide pourrait évidemment résoudre le problème. Il suffirait de quelques injections de dollars bien appliquées, avec un cadre de techniciens peu nombreux.

Mais je me permets de rappeler que l'Inde est un pays de 400 millions d'habitants. L'aide qui lui est apportée aujourd'hui est loin d'être négligeable, et pourtant elle reste minime par rapport aux besoins du pays. ^{p.345} Aujourd'hui, on a réussi à éviter la famine aux Indes grâce à 3 ou 4 millions de tonnes de céréales dans les mauvaises années ; mais que se passera-t-il si d'ici cinq ou dix ans il faut 15 ou 20 millions de tonnes de céréales de l'extérieur ? Ici aussi, nous passerons à un ordre de grandeur complètement différent. Songez au nombre de cargos nécessaires pour acheminer ces céréales aux silos, et finalement au paiement partiel de ces céréales.

Sans sous-estimer l'aide étrangère dans ce cas précis, il faut bien se rendre compte que la clé du problème alimentaire de l'Inde n'est pas dans les mains de l'étranger, même si cette aide augmente encore. Elle est bien dans les mains de ses dirigeants.

Je ne crois pas qu'il serait bon pour l'Inde de recevoir 25 % de sa production agricole de l'extérieur.

M. PIERRE ABRAHAM : Je ne pensais pas intervenir aujourd'hui, mais l'appel que notre président vient de faire à quelques renseignements sur la Chine m'encourage à prendre maintenant la parole. D'autant que certaines choses qui ont été dites sur la situation du paysan en Inde m'ont fortement rappelé ce qui m'avait été raconté pendant un voyage en Chine, cependant assez court, sur la situation du paysan chinois avant 1949.

Etant donné les différences qui existent entre les deux populations

La faim

géographiquement voisines — indiennes et chinoises — il ne s'agit pas de donner la Chine en exemple pour l'Inde. Je ne voudrais que modestement rapporter quelques témoignages sur ce que j'ai pu voir du fonctionnement des « communes populaires » en tâchant de ne pas aborder d'autres questions que celles strictement agricoles.

Avant 1949, la situation du paysan chinois était de beaucoup plus terrible que celle du paysan français avant 1789. Il devait alors donner à son propriétaire 80 % de la récolte, et il était soumis à une obligation qu'on connaît peu, celle de fournir une caution pour la location des terres qu'il voulait cultiver, caution calculée en grains ou en équivalent de grains d'après ce que ce terrain, ou cette portion de terrain pourrait produire dans les années subséquentes. Cette caution était payable avant la prise de possession du terrain. Si bien que le paysan contractait une dette auprès d'un usurier — qui était généralement le propriétaire lui-même.

Pour faciliter la compréhension du passage de cette situation aux communes populaires, je vais reprendre brièvement la chronologie des événements de 1949 à maintenant.

— Le partage des terres a eu lieu entre 1949 et 1951, du nord au sud, c'est-à-dire à partir de la prise du pouvoir par la République populaire.

— Fondation des coopératives du type élémentaire que nous connaissons en Europe occidentale : coopératives de production, coopératives de vente.

— Passage de la coopérative élémentaire à la coopérative de type supérieur. Vers 1957 les paysans abandonnent entre les mains de la direction de la coopérative leurs titres de propriété et cultivent sur les ^{p.346} directives de la coopérative — dont le conseil est élu par l'assemblée générale des paysans.

— Rationalisation dans l'exploitation du territoire de la coopérative ; rationalisation des achats de semences et d'engrais, des ventes de produits.

— Puis passage de cet état, en 1958, aux communes populaires, c'est-à-dire à des coopératives de type supérieur qui agrègent à leurs services agricoles, commerciaux, de petite industrie et de vente, toutes les fonctions administratives du territoire. Que ce soit un bien ou un mal, c'est une question sur laquelle je ne m'étendrai absolument pas aujourd'hui. Je dirai simplement qu'avec cette organisation, la Chine ne connaît plus ou n'a plus connu depuis

La faim

quelque temps de famines ; qu'il n'est pas prévisible que des famines soient dorénavant possibles en Chine.

M. GILBERT ÉTIENNE : Croyez-vous que l'exemple chinois...

M. PIERRE ABRAHAM : Ce n'est pas un exemple, c'est un témoignage...

M. GILBERT ÉTIENNE : Croyez-vous que le témoignage chinois peut apporter quelque élément à la solution du problème indien ?

En d'autres termes, peut-on imaginer une transposition complète ou partielle des méthodes chinoises ?

M. PIERRE ABRAHAM : Je ne connais pas l'agriculture de l'Inde et je ne peux pas en parler en technicien. Ce que je puis dire, c'est que sur le territoire chinois les modes de culture sont très variés.

Le point important pour nous, étant donné que nous nous occupons surtout de l'Inde, c'est de voir ce qu'il y a de réel dans le danger que court l'Inde, en cas d'échec du planisme actuel, de devoir recourir à des méthodes qui ont dû être appliquées en Chine.

M. MICHEL CÉPÈDE : C'est un dragon que les Indiens avaient eux-mêmes créé. Ils avaient établi toute leur propagande, entre 1957 et 1958, sur les progrès des Chinois, à savoir que les Chinois étaient travailleurs, tandis que les Indiens ne travaillaient pas. Ils en sont revenus quand on leur a dit : s'ils ont réussi, ce n'est pas parce qu'ils sont Chinois et travailleurs, mais parce qu'ils sont communistes. On a mis une sourdine à une propagande qui avait peut-être été aventureuse.

M. PIERRE ABRAHAM : A considérer ce qui s'est fait en Chine, il semble que l'organisation de coopératives sur des terrains de culture probablement aussi variés, sinon plus, qu'en Chine, serait assez utile à tenter.

M. GILBERT ÉTIENNE : p.347 Les principaux facteurs d'accroissement de la production alimentaire en Chine ont été l'utilisation massive et systématique de la main-d'œuvre, la discipline, et évidemment beaucoup de sacrifices, il ne faut pas l'omettre.

La faim

La situation est assez différente en Inde. Dans le cadre des projets de « développement communautaire », il est prévu une sorte de travail volontaire qui est très faiblement entrepris. On m'a cité le cas de paysans qui consacraient deux jours par an à ce travail volontaire, ce qui est très inférieur aux besoins.

M. MICHEL CÉPÈDE : Et ces travaux ne vont pas toujours dans le sens de la production. Je m'excuse de ce genre d'appréciation, mais il est choquant de voir qu'ayant très peu de fer et très peu de ciment, on fait dans tous les villages un glissoir pour les enfants — dans certaines provinces tout au moins. Je dirai même que les municipalités étaient d'accord pour commencer par ce genre de travaux. C'était une question de prestige.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il faudrait trouver une solution permettant de mobiliser davantage de main-d'œuvre, sans nécessairement changer de régime politique. J'ai personnellement l'impression que dans le cadre de la constitution indienne actuelle, il serait possible de faire davantage, et surtout davantage de petits travaux — par exemple de forer des puits — qui permettraient de recueillir une seconde récolte dans l'année. Ces petits travaux nécessitent naturellement une main-d'œuvre encadrée.

Ces idées sont dans l'air ; il n'y a pas encore de réalisations, mais j'ai l'impression que c'est dans cette direction que les plus grandes chances de solution seront trouvées.

Certains Indiens sont réticents ; ils y voient une menace de totalitarisme, alors que dans de nombreux pays il y a la conscription militaire, qui n'est pas toujours très amusante, sans pour autant que les valeurs démocratiques se trouvent lésées.

C'est, je crois, l'encadrement de la main-d'œuvre locale, à l'échelon du village, qui a le plus de chances d'apporter des améliorations rapides.

M. PIERRE ABRAHAM : Disons à l'échelon du canton plutôt que du village, le village est trop étroit.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je ne connais ni l'Inde, ni la Chine, mais de l'intervention de M. Abraham, et de votre réponse, Monsieur Etienne, naît pour

La faim

moi une question. Pierre Abraham s'est défendu de dire : Je vous offre un exemple... Tout de même, il a offert quelque chose. S'il y a là un indice de solution, s'il faut soumettre un peuple à une dure discipline pour lui permettre de résoudre le problème de la faim, pourquoi refuserions-nous de lui conseiller de le faire ? Je ne pense pas que la démocratie ait à voir là-dedans.

p.348 S'il y avait la peste et que le médecin vous interdise de sortir pour éviter de propager la maladie, comment appelleriez-vous cela ? De la démocratie ou du totalitarisme ? Or la faim est un mal pire que la peste. Et un peuple s'en est guéri. Si on ne soumet pas l'Inde à une dure discipline, jamais le problème ne sera résolu.

Vous envisagez de créer quelques puits...

M. GILBERT ÉTIENNE : Des dizaines de milliers !

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Mais c'est disproportionné avec ce que j'ai appris de vous. Il me semble que pour une maladie aussi grave, il faut des remèdes rigoureux, audacieux.

Nous avons reconnu qu'il s'agit d'un problème politique, qui exige du courage, des initiatives, des transformations radicales.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je ne crois pas personnellement à cette alternative : méthode très dure ou méthode démocratique. Je suis d'accord sur un point, c'est qu'effectivement le cadre politique de l'Inde devrait être plus ferme qu'aujourd'hui. Ce qui ne signifie pas forcément l'instauration d'une dictature. Mais d'autre part, on ne peut envisager une transposition intégrale du régime chinois. Il ne faut pas oublier que les résultats matériels acquis par la Chine l'ont été du fait d'une éthique gouvernementale que l'on peut aimer ou non, mais d'une éthique d'une nature assez particulière venant de dirigeants qui avaient reçu une formation incomparable à celle d'aucun chef communiste dans la plupart des autres pays. La plupart des chefs communistes étaient passés des salons bien chauffés de la Société de lecture de Genève ou des cafés de Zurich, à Moscou, tandis que les communistes chinois ont connu trente ans d'épreuves physiques d'abord, puis ont administré des régions souvent plus grandes que de nombreux pays européens. Si bien qu'ils étaient durcis par l'expérience. Or, on

La faim

ne trouve pas, de loin, l'équivalent en Inde. Et les communistes indiens font pâle figure à côté de leurs collègues de Pékin.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Votre réponse me semble à côté de ma question. Vous parlez de chefs communistes qui se sont formés dans les cafés de Zurich ou de Genève. Eh bien, les Indiens pouvaient y venir aussi.

Il ne s'agit pas du tout, dans mon esprit, de créer une dictature, ni de suggérer un transfert de la méthode communiste à l'Inde. Non. Il s'agit tout simplement de proportionner le remède au mal. Si un peuple a faim, il n'y a pas d'autre possibilité d'en sortir qu'en le soumettant à cette rigoureuse *discipline*. J'emploie ce mot, c'est le seul que j'accepte. Si le peuple ne veut pas comprendre, tant pis pour lui ; il faut l'obliger. Nous n'avons pas le droit de maintenir un peuple dans l'inconscience. Ou alors il y a une troisième solution : celle de le laisser crever de faim...

M. GILBERT ÉTIENNE : p.349 Cette dernière méthode est un peu brutale, mais actuellement, je ne vois pas en Inde qui serait susceptible d'introduire un régime tel que vous le préconisez.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Vous tombez alors dans la troisième solution.

M. GILBERT ÉTIENNE : Je pense que dans les conditions actuelles de l'Inde, un système qui serait un compromis entre le système chinois actuel et le système indien actuel, aurait plus de chances d'être réalisé que l'hypothèse que vous soumettez.

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Je ne présente pas d'hypothèse, ce n'est qu'une question de logique. Je ne connais ni l'Inde, ni la Chine. Je fais tout simplement de la logique. Je vois que vous vous embourbez dans des difficultés qui n'ont pas de solution.

M. GILBERT ÉTIENNE : Il n'y a pas d'hommes...

M. UMBERTO CAMPAGNOLO : Qui vous dit qu'il n'y a pas d'hommes ? Ils n'ont pas encore mesuré la gravité du mal. Pourquoi voulez-vous que de 300 ou

La faim

400 millions d'hommes ne sorte pas une élite égale à celle de la Chine pour trouver des solutions adaptées au peuple indien ?

Mme EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD : Vous savez que jusqu'à la découverte de la pomme de terre, l'Europe a connu beaucoup de famines. Or, on a découvert en Thaïlande non pas un végétal, mais un poisson qui permettrait peut-être de subvenir aux besoins alimentaires de l'Inde. C'est le tylapia. Ce petit poisson a le grand avantage de se reproduire en bocal. Il peut être cultivé dans les rizières ; et il serait intéressant de le développer en Inde.

On a parlé tout à l'heure d'organisation politique ; on a évoqué l'exemple chinois. Peut-être une organisation scientifique est-elle plus nécessaire qu'une organisation politique. Il faut se rappeler que les Etats-Unis sont les créateurs de la normalisation, de la taylorisation, et qu'ils sont compétents dans ce domaine. Ils savent aussi être habiles sur un autre plan, celui de la publicité. Peut-être serait-il possible d'envisager une information directe, par affiches ou autrement, et de faire connaître aux Indiens les vertus de ce petit poisson ou de tel autre aliment nouveau.

M. GILBERT ÉTIENNE : Effectivement, ces nouvelles techniques doivent être expérimentées. Elles ont quelques petites chances de succès, mais sont-elles à l'échelle du problème ?

Mlle ODILE ROULLET : Mon intervention va paraître négative.

On pourrait croire que le sort de l'Inde dépend des conversations de ce salon. C'est très méchant, ce que je dis, et je le dis sur p.350 un ton très désagréable, mais j'attendais de cet entretien d'apprendre ce que nous pouvions faire pour l'Inde, et non pas ce que l'Inde doit faire. Le sort de l'Inde dépend de l'Inde, mais l'Inde a besoin de notre aide. Le vrai problème est de savoir comment nous allons apporter cette aide. Quelle aide l'Inde attend de nous, c'est à elle d'en décider.

SWAMI NITYABODHANANDA : Vous avez parlé de l'aide que vous apporterez à l'Inde ; mais dans quelle optique le ferez-vous ? Vous n'avez pas analysé la neutralité des Hindous en matière de nourriture, ni quelle est leur psychologie...

La faim

M. GILBERT ÉTIENNE : Il y a un malentendu. J'ai exposé au début les sujets de cet entretien : d'une part, les formes de l'aide et leur rôle ; d'autre part, les problèmes tels qu'ils se posaient sur le plan local. Les deux points devaient être discutés.

SWAMI NITYABODHANANDA : J'ai été frappé par la citation par laquelle M. Maire a terminé sa conférence : « Le pain pour soi est un problème matériel, le pain pour autrui est un problème spirituel. » Avant que vous n'apportiez votre aide, il y avait une mystique, une philosophie qui soutenait les Hindous.

M. GILBERT ÉTIENNE : Pourquoi n'avez-vous pas soulevé ce point ?... Chacun avait la parole.

Je crois temps, maintenant, de terminer ce débat.

Je dirai simplement à ceux d'entre nous qui viennent d'émettre des idées assez vives, qu'ils auraient pu intervenir plus tôt. C'eût été plus facile de répondre.

Mais je reprends ce qui a été dit au début de cet entretien. Il ne s'agissait pas seulement de voir quelle était l'aide qu'on pouvait apporter, mais d'essayer d'analyser les problèmes tels qu'ils se présentent. Et le but de ces Rencontres n'est pas seulement de voir l'aide et la contribution que l'Occident peut apporter aux problèmes de développement, mais également de voir comment se présentent les problèmes sur le plan local.

@

INDEX

Participants aux conférences et entretiens

@

- ABRAHAM, Pierre : 255, 256, 257, 345, 346, 347.
- AJURIAGUERRA (de), Julian : 179, 181.
- AMROUCHE, Jean : 280, 282, 283, 284, 302, 305.
- ANDRIAMASY, Alfred : 153.
- ANGELOPOULOS, Angelos : 202, 219, 338, 339, 344.
- BABEL, Antony : 139, 149, 151, 153, 155, 157, 158, 159, 162, 163, 167, 170, 171, 191, 217, 240, 241, 242, 313, 333.
- BAMMATE, Nadjm Oud-Din : 314.
- BERCHTOLD, Alfred : 204, 211, 265, 293, 313, 314, 319, 320, 323, 328, 332.
- BOISDEFFRE (de), Pierre : 233, 235.
- BOREL, Alfred : 135.
- BOUTHOU, Gaston : 227, 341, 342.
- BRUHLART, Jean : 268.
- CAMPAGNOLO, Umberto : 167, 168, 169, 170, 182, 183, 219, 222, 224, 347, 348, 349.
- CÉPÈDE, Michel : 177, 196, 201, 336, 343, 344, 346, 347.
- COTTIER, R. P. : 257, 297.
- DARMSTETTER : 275.
- DEBRÉ, Robert : **57**, 173, 176, 178, 182, 183, 188.
- DUMONT, René : **89**, 231, 232, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 268, 270, 275, 286.
- EGLY, Mlle : 271.
- EHRENBURG, Ilya : **75**, 209, 220, 222, 225, 226, 230, 231, 232, 233, 234, 238, 241, 243, 249, 252, 253, 287.
- EHRlich, Walter : 171, 173.
- EL-SAHID, Sadek : 247.
- ERSAN : 252, 253.
- ETIENNE, Gilbert : 151, 156, 157, 160, 162, 177, 179, 199, 200, 201, 212, 215, 216, 230, 273, 294, 297, 305, 333, 337, 338, 339, 341, 342, 344, 346, 347, 348, 349, 350.
- FAVROD, Charles-Henri : 250, 288.
- FORTIN : 342.

La faim

GUINAND, André : 219, 235.

MAIRE, Louis : **11**, 151, 152, 154, 156, 158, 159, 161, 162, 163, 165, 168, 169, 184, 187, 192, 194, 195, 197, 199, 200, 202, 204, 206, 211, 215, 217, 224, 226, 237, 242, 244, 246, 247, 252, 253, 254, 260, 263, 264, 271, 288, 299, 328, 340.

MARTIN, Victor : 312.

MATIC, Dusan : 249, 250, 281.

MENDE, Tibor : **113**, 241, 242, 266, 268, 274, 275, 277, 280, 284, 285, 287, 289, 291, 294, 295, 298, 303, 306, 307, 311, 321, 324, 326.

MONTAIGNAC : 237, 238, 240, 324.

NITYABODHANANDA, Swami : 319, 338, 350.

PATOCCHI, Pericle : 247.

PICOT, Albert : 164, 187, 254, 327.

PIERRE, Abbé : 277.

RALÉA, Mikail : 222, 224, 320.

RICHTER, Dr : 263.

RIEDMATTEN (de), R. P. : 273, 290, 309.

ROCHEFOUCAULD, (Duchesse Edmée de la) : 149, 191, 194, 195, 349.

ROULLET, Odile : 174, 181, 184, 215, 216, 283, 306, 349.

SAFRAN, Grand Rabbin : 163, 259, 260.

STAROBINSKI, Jean : 171, 173, 176, 177, 181, 183, 184, 187, 189, 200, 201, 208.

STOECKLI, Mlle : 267, 287.

THIANAR, Dr : 232, 260, 262, 284, 285, 287, 306, 308, 324, 326.

VICHNIAC, Jean : 266, 268, 271.

WERNER, Alfred : 212, 244, 271, 324, 327.

ZOTTOLA, Georges : 230, 231.

*

Conférences : [Maire](#) - [Debré](#) - [Dumont](#) - [Ehrenbourg](#) - [Mende](#)

Entretiens publics : [Premier](#) - [Deuxième](#) - [Troisième](#) - [Quatrième](#) - [Cinquième](#) - [Sixième](#) - [Septième](#)
[Entretien privé](#) - [Entretien spécial](#)

@